

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

---

## *Treaty Series*

---

*Treaties and international agreements  
registered  
or filed and recorded  
with the Secretariat of the United Nations*

---

VOLUME 364

---

## *Recueil des Traités*

---

*Traités et accords internationaux  
enregistrés  
ou classés et inscrits au répertoire  
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

*Treaties and international agreements registered  
or filed and recorded with the Secretariat  
of the United Nations*

---

VOLUME 364

1960

I. Nos. 5211-5212

---

TABLE OF CONTENTS

---

I

*Treaties and international agreements  
registered on 7 July 1960*

UNIVERSAL POSTAL UNION  
ACTS OF THE CONGRESS OF OTTAWA, 1957 (I and II)

	<i>Page</i>
<b>No. 5211. Afghanistan, Union of South Africa, Albania, Germany, United States of America, etc. (Universal Postal Union):</b>	
Universal Postal Convention (with Final Protocol, Detailed Regulations and Provisions concerning air-mail correspondence with Final Protocol). Signed at Ottawa, on 3 October 1957.....	3
<b>No. 5212. Albania, Germany, Saudi Arabia, Argentina, Austria, etc. (Universal Postal Union):</b>	
Agreement concerning insured letters and boxes (with Final Protocol and Detailed Regulations). Signed at Ottawa, on 3 October 1957..	331

---

*Traités et accords internationaux enregistrés  
ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat  
de l'Organisation des Nations Unies*

---

VOLUME 364

1960

I. Nos 5211-5212

---

**TABLE DES MATIERES**

---

**I**

*Traités et accords internationaux  
enregistrés le 7 juillet 1960*

UNION POSTALE UNIVERSELLE  
ACTES DU CONGRÈS D'OTTAWA, 1957 (I et II)

*Pages*

- No 5211. Afghbanistan, Union sud-africaine, Albanie, Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, etc. (Union postale universelle):**
- Convention postale universelle (avec Protocole final, Règlement d'exécution et Dispositions concernant la poste aérienne avec Protocole final). Signée à Ottawa, le 3 octobre 1957..... 3
- No 5212. Albanie, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Autriche, etc. (Union postale universelle):**
- Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée (avec Protocole final et Règlement d'exécution). Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957..... 331
-





No. 5212

---

**ALBANIA, GERMANY, SAUDI ARABIA,  
ARGENTINA, AUSTRIA, etc.  
(UNIVERSAL POSTAL UNION)**

**Agreement concerning insured letters and boxes (with Final Protocol and Detailed Regulations). Signed at Ottawa, on 3 October 1957**

*Official text: French.*

*Registered by Canada on 7 July 1960.*

---

**ALBANIE, ALLEMAGNE, ARABIE SAOUDITE,  
ARGENTINE, AUTRICHE, etc.  
(UNION POSTALE UNIVERSELLE)**

**Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée (avec Protocole final et Règlement d'exécution). Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957**

*Texte officiel français.*

*Enregistré par le Canada le 7 juillet 1960.*



**UNION POSTALE UNIVERSELLE**  
**ACTES DU CONGRES D'OTTAWA, 1957**

---

**II**

No 5212. ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES  
ET LES BOITES AVEC VALEUR DECLAREE. SIGNE A  
OTTAWA, LE 3 OCTOBRE 1957



NOTE. — Les caractères *italiques* figurant dans le texte ci-après marquent les modifications (changements, additions ou suppressions de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport aux Actes du Congrès de Bruxelles, 1952, non remaniés<sup>1</sup>.

TABLE DES MATIÈRES  
DE L'ARRANGEMENT  
CONCERNANT  
LES LETTRES ET LES BOÎTES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Déclaration de valeur

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ADMISSION

3. Conditions de poids et de dimensions
4. Insertions autorisées
5. Insertions interdites
6. Traitement des envois admis à tort

CHAPITRE III

TAXES ET DROITS

7. Taxes et droits postaux
8. Franchise postale
9. Droits non postaux

CHAPITRE IV

RESPONSABILITÉ

10. Principe de la responsabilité
11. Exceptions au principe de la responsabilité
12. Cessation de la responsabilité
13. Indemnisation
14. Responsabilité réciproque des Administrations postales

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

15. Application de la Convention
16. Bureaux participant au service
17. Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès
18. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

PROTOCOLE FINAL

- I. Maximum de déclaration de valeur
- II. Équivalents. Limites maxima et minima

<sup>1</sup> [Translation — Traduction] NOTE. — The letters in *italics* in the French text indicate the modifications (changes, additions or deletions of words, passages, figures, signs, etc.) by comparison with the Acts of the Congress of Brussels, 1952, not revised.

ARRANGEMENT<sup>1</sup>

CONCERNANT

LES LETTRES ET LES BOÎTES  
AVEC VALEUR DÉCLARÉE

CONCLU ENTRE

la République Populaire d'Albanie, l'Allemagne, le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, le Congo belge, la République Soviétique Socialiste de Biélorussie, la Birmanie, la Bolivie, les Etats-Unis du Brésil, la République Populaire de Bulgarie, le Cambodge, Ceylan, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la République de Cuba, le Danemark, la République Dominicaine, l'Egypte, la République de El Salvador, l'Espagne, les Territoires espagnols de l'Afrique, la Finlande, la France, l'Algérie, l'Ensemble des Territoires représentés par l'Office français des Postes et Télécommunications d'outre-mer, le Ghana, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Ensemble des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Grèce, la République d'Haïti, la République du Honduras, la République Populaire Hongroise, l'Inde, la République d'Indonésie, l'Iran, l'Iraq, l'Irlande, la République d'Islande, l'Italie, le Territoire de la Somalie sous administration italienne, le Japon, le Royaume Hachémite de Jordanie, le Laos, le Liban, la Libye, le Luxembourg, le Maroc, la Principauté de Monaco, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, le Paraguay, les Pays-Bas, les Antilles néerlandaises et Surinam, la République Populaire de Pologne, le Portugal, les Provinces portugaises de l'Afrique occidentale, les Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie, la République Populaire Roumaine, la République de Saint-Marin, la Suède, la Confédération Suisse, la Syrie, la Tchécoslovaquie, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, la République Soviétique Socialiste d'Ukraine, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, la République Orientale de l'Uruguay, l'Etat de la Cité du Vatican, la République de Vénézuéla, le Viêt-Nam, le Yémen, la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 22 de la Convention postale universelle conclue à Ottawa le 3 octobre 1957,<sup>2</sup> ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

(Voir notes 1 et 2 à la page ci-contre)

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 1er avril 1959, conformément à l'article 18. Les instruments de ratification ou d'adhésion (a) ont été déposés auprès du Gouvernement canadien aux dates indiquées:

Argentine (avec réserves; voir p. 13).....	15 avril	1959	Jordanie .....	2 mars	1959
Autriche .....	4 mai	1959	Liban .....	23 juillet	1958
Belgique .....	5 mars	1959	Luxembourg .....	13 janvier	1960
(L'instrument vaut également pour le Congo belge et le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi.)			Maroc .....	9 juillet	1959
République socialiste soviétique de Biélorussie..	23 avril	1959	Monaco .....	2 septembre	1959
Bulgarie .....	13 mai	1959	Norvège .....	19 août	1958
Cambodge .....	12 janvier	1960	Nouvelle-Zélande .....	6 avril	1959
Ceylan .....	16 novembre	1959	(S'applique également aux îles Cook (y compris Nioué), aux îles Tokelau et au Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental.)		
République de Chine.....	6 octobre	1959	Pakistan .....	8 octobre	1959
Danemark .....	13 août	1958	Pays-Bas .....	27 août	1959
Espagne .....	29 juillet	1959	(Y compris la Nouvelle-Guinée néerlandaise, le Surinam et les Antilles néerlandaises.)		
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)			République arabe unie:		
Fédération de Malaisie....	13 mars	1959 (a)	Province égyptienne ....	15 janvier	1959
Finlande .....	6 mars	1959	Province syrienne .....	15 janvier	1959
France .....	8 mai	1959	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	17 juillet	1959
(Y compris l'Algérie et l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer composé des pays et territoires désignés ci-après, ainsi que du Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides*.)			(Y compris les îles de la Manche et l'île de Man.)		
Grèce .....	2 octobre	1959	Saint-Marin .....	31 mars	1959
Hongrie .....	5 avril	1960	Suède .....	2 mai	1958
Inde (avec déclaration; voir p. 13).....	21 décembre	1959	Suisse .....	14 novembre	1958
Irak (avec réserve; voir p. 13) .....	18 janvier	1960	Tchécoslovaquie .....	13 août	1959
Islande .....	27 novembre	1958	Tunisie .....	24 mars	1959
Italie .....	9 juin	1960	République socialiste soviétique d'Ukraine.....	5 mai	1959
Japon .....	7 novembre	1958	Union des Républiques socialistes soviétiques ....	23 avril	1959
			Etat de la Cité du Vatican	13 avril	1960
			République du Viet-Nam	3 décembre	1959
			Yémen .....	3 avril	1959 (a)
			Yougoslavie .....	15 avril	1959

\* a) *Etats membres de la Communauté*: République du Sénégal, République soudanaise, République de la Côte d'Ivoire, République du Niger, République de la Haute-Volta, République du Dabomey, République islamique de Mauritanie, République gabonaise, République du Congo, République Centre-Africaine, République du Tchad, République de Madagascar.

b) *Territoires d'outre-mer*: Comores, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Polynésie française, Côte française des Somalis, îles Saint-Pierre-et-Miquelon.

c) *Territoires sous tutelle de la France*: Cameroun, République autonome du Togo.

<sup>2</sup> Voir p. 5 de ce volume.

## CHAPITRE I

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## ARTICLE PREMIER

## Objet de l'Arrangement

1. Des lettres contenant des valeurs-papier ou des documents de valeur, ainsi que des boîtes contenant des bijoux ou autres objets précieux, peuvent être échangées entre les Pays contractants avec assurance du contenu pour la valeur déclarée par l'expéditeur.

2. Ces envois sont désignés sous le nom de «envois avec valeur déclarée» ou «lettres avec valeur déclarée» ou encore «boîtes avec valeur déclarée».

3. La participation à l'échange des boîtes avec valeur déclarée est limitée aux Pays contractants qui déclarent assurer ce service.

## ARTICLE 2

## Déclaration de valeur

1. Le montant de la déclaration de valeur est en principe illimité.

2. Chaque Administration a, toutefois, la faculté de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 10 000 francs.

3. Dans les relations entre Pays qui ont adopté des maxima différents, la limite la plus basse doit être observée de part et d'autre.

4. La déclaration de valeur ne peut dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur; le montant de la déclaration des papiers représentant une valeur à raison de leurs frais d'établissement ne peut dépasser les frais de remplacement éventuels de ces documents en cas de perte.

5. Toute déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réelle du contenu d'un envoi est passible des poursuites judiciaires prévues par la législation du Pays d'origine.

## CHAPITRE II

## CONDITIONS D'ADMISSION

## ARTICLE 3

## Conditions de poids et de dimensions

1. Les lettres avec valeur déclarée sont soumises aux conditions de poids et de dimensions applicables aux lettres ordinaires.

2. Les boîtes avec valeur déclarée ne peuvent excéder le poids de 1 kilogramme, ni les dimensions de 30 centimètres en longueur, 20 centimètres en largeur et 10 centimètres en hauteur. *Les dimensions minima sont celles qui sont fixées pour les lettres à l'article 49, § 1, de la Convention.*

## ARTICLE 4

## Insertions autorisées

1. Les lettres avec valeur déclarée peuvent contenir des objets passibles de droits de douane dans les relations entre les Pays qui se sont déclarés d'accord à ce sujet.

2. Les boîtes avec valeur déclarée peuvent contenir une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, ainsi qu'une simple copie de la suscription de la boîte avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

3. En ce qui concerne les boîtes avec valeur déclarée contenant de l'opium, de la morphine, de la cocaïne ou d'autres stupéfiants, expédiés dans un but médical ou scientifique, voir l'article 5, § 1, lettre b).



## ARTICLE 5

## Insertions interdites

1. Les envois avec valeur déclarée contenant les objets visés ci-dessous sont interdits à l'expédition:
  - a) les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les correspondances;
  - b) l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants; toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions sous forme de boîte avec valeur déclarée effectuées dans un but médical ou scientifique pour les Pays qui les admettent à cette condition;
  - c) les objets dont l'admission ou la circulation est interdite dans le Pays de destination;
  - d) les animaux vivants;
  - e) les matières explosibles, inflammables ou dangereuses;
  - f) les objets obscènes ou immoraux.
2. Les lettres avec valeur déclarée ne doivent pas contenir des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux. Sous réserve des dispositions de l'article 4, § 1, elles ne doivent pas non plus contenir des objets passibles de droits de douane.
3. Les boîtes avec valeur déclarée ne doivent pas contenir:
  - a) des documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle;
  - b) des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur.

## ARTICLE 6

## Traitement des envois admis à tort

- I. Tout envoi avec valeur déclarée qui ne répond pas aux dispositions de l'article 3, et qui a été admis à tort, doit être renvoyé à l'Administration d'origine; toutefois, l'Administration de destination est autorisée à le remettre au destinataire en lui appliquant les taxes et surtaxes prévues à l'article 49, § 13, de la Convention.
2. Tout envoi avec valeur déclarée qui contient les objets cités à l'article 5, § 1, et qui a été admis à tort à l'expédition est à traiter selon la législation intérieure du Pays de l'Administration qui constate la présence de ces objets; il en est de même des lettres avec valeur déclarée qui contiennent, sous réserve des dispositions de l'article 4, § 1, des objets passibles de droits de douane, à l'exception des valeurs-papier; toutefois, les envois avec valeur déclarée qui contiennent les objets visés à l'article 5, § 1, lettres b), e) et f) ne sont en aucun cas acheminés à destination, livrés aux destinataires ou renvoyés à l'origine.
3. Tout envoi avec valeur déclarée qui contient les objets cités à l'article 5, § 2 et § 3, lettre b), est à renvoyer à l'origine; toutefois, si la présence de ces objets n'est constatée que par l'Administration de destination, celle-ci est autorisée à les remettre aux destinataires, aux conditions prévues par ses règlements intérieurs.
4. Lorsqu'un envoi avec valeur déclarée admis à tort n'est ni renvoyé à l'origine ni remis au destinataire, l'Administration d'origine doit être informée d'une manière précise du traitement appliqué à cet envoi.
5. Le fait qu'une boîte avec valeur déclarée contient un document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi à l'expéditeur.

## CHAPITRE III

## TAXES ET DROITS

## ARTICLE 7

## Taxes et droits postaux

- I. Les lettres et les boîtes avec valeur déclarée donnent lieu à la perception sur l'expéditeur et à l'avance des taxes et droits ci-après:
  - a) taxe d'affranchissement;
  - b) droit fixe de recommandation;
  - c) droit d'assurance.

2. Le tarif de ces taxes et droits est le suivant:

Désignation des envois 1	Taxe d'affranchissement 2	Droit fixe de recommandation 3	Droit d'assurance 4
Lettres	Taxe calculée selon les dispositions de l'article 49 de la Convention, <i>respectivement selon l'article II de son Protocole final</i>	Droit fixé à l'article 68, § 2, lettre b), de la Convention ou à l'article IX de son Protocole final	Au maximum 50 centimes par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés, quel que soit le Pays de destination, même dans les Pays qui se chargent des risques pouvant résulter d'un cas de force majeure
Boîtes	16 centimes par 50 grammes avec minimum de 80 centimes		

3. Outre les taxes et droits visés au § 1, les lettres et les boîtes avec valeur déclarée peuvent donner lieu à la perception des taxes et droits résultant de l'application des dispositions de la Convention visées à l'article 15 du présent Arrangement.

#### ARTICLE 8

##### Franchise postale

Les lettres avec valeur déclarée relatives au service postal échangées soit entre les Administrations, soit entre les Administrations et le Bureau international sont exemptes de toutes taxes postales.

#### ARTICLE 9

##### Droits non postaux

1. Les boîtes avec valeur déclarée sont soumises à la législation du Pays d'origine en ce qui concerne, à l'exportation, la restitution des droits de garantie; elles sont soumises à la législation du Pays de destination en ce qui concerne, à l'importation, l'exercice du contrôle de la garantie et de la douane.

2. Les droits fiscaux et les frais d'essayage exigibles à l'importation sont perçus sur le destinataire lors de la remise; si, pour une cause quelconque, une boîte avec valeur déclarée est réexpédiée dans un autre Pays participant au service ou renvoyée au bureau d'origine, les droits ou frais non remboursables lors de la réexportation sont recouverts sur le destinataire ou sur l'expéditeur.

### CHAPITRE IV

#### RESPONSABILITÉ

#### ARTICLE 10

##### Principe de la responsabilité

1. Sauf les exceptions prévues à l'article 11, les Administrations postales répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois avec valeur déclarée.

2. Leur responsabilité est engagée tant pour les envois transportés à découvert que pour ceux qui sont acheminés en dépêches closes.

#### ARTICLE 11

##### Exceptions au principe de la responsabilité

Les Administrations postales sont dégagées de toute responsabilité:

- a) en cas de force majeure; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration d'origine qui a accepté de couvrir les risques de force majeure; l'Administration responsable de

- la perte, de la spoliation ou de l'avarie doit, suivant sa législation interne, décider si le fait est dû à des circonstances constituant un cas de force majeure; ces circonstances sont portées à la connaissance de l'Administration d'origine à titre d'information;
- b) lorsque la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois en raison de la destruction, par cas de force majeure, des documents de service;
  - c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature de l'objet;
  - d) lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 5, §§ 1, 2 et 3, lettre b);
  - e) lorsqu'il s'agit d'envois qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
  - f) lorsqu'il s'agit d'envois saisis en vertu de la législation interne du Pays de destination;
  - g) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai d'un an à compter du lendemain du dépôt de l'envoi;
  - h) en matière de transport maritime ou aérien, lorsque les Administrations des Pays contractants ont fait connaître qu'elles n'étaient pas en mesure d'accepter la responsabilité des valeurs à bord des navires ou des avions qu'elles utilisent; ces Administrations assument néanmoins, pour le transit d'envois avec valeur déclarée, en dépêches closes, la responsabilité qui est prévue pour les envois recommandés.

## ARTICLE 12

## Cessation de la responsabilité

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des envois avec valeur déclarée dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur pour les envois de même nature.

2. La responsabilité est toutefois maintenue:

- a) lorsque, le règlement intérieur le permettant, le destinataire ou, en cas de renvoi, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;
- b) lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi, l'expéditeur, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'Administration qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage et administré la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison.

## ARTICLE 13

## Indemnisation

1. L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, sans que l'indemnité puisse dépasser, en aucun cas, le montant de la déclaration de valeur en francs-or.

2. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en francs-or, des objets de valeur de même nature, au lieu et à l'époque où ils ont été acceptés au transport; à défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets évaluée sur les mêmes bases.

4. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés, à l'exception du droit d'assurance qui reste acquis, dans tous les cas, à l'Administration d'origine.

## ARTICLE 14

## Responsabilité réciproque des Administrations postales

1. Jusqu'à preuve du contraire la responsabilité incombe à l'Administration postale qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la livraison au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

2. Jusqu'à preuve du contraire, et sous réserve des dispositions des §§ 4, 5 et 6, l'Administration de destination, de même que toute Administration intermédiaire, est dégagée de toute responsabilité;

- a) lorsqu'elle a observé les dispositions réglementaires relatives à la vérification individuelle des envois avec valeur déclarée (article 108 du Règlement);

b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs à l'envoi recherché, le délai de garde prévu à l'article 121 du Règlement de la Convention étant expiré; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

3. Jusqu'à preuve du contraire, l'Administration qui a transmis un envoi avec valeur déclarée à une autre Administration est déchargée de toute responsabilité, si le bureau d'échange auquel l'envoi a été livré n'a pas fait parvenir, par le premier courrier utilisable après la vérification, à l'Administration expéditrice, un procès-verbal constatant l'absence ou l'altération, soit du paquet entier des valeurs déclarées, soit de l'envoi lui-même.

4. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel Pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales; toutefois, si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le Pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le Pays d'origine, il incombe à l'Administration de ce Pays de prouver que ni le paquet, l'enveloppe ou le sac et sa fermeture, ni l'emballage et la fermeture de l'objet n'ont décelé aucune défectuosité apparente et que le poids n'a pas différé de celui qui avait été constaté lors du dépôt; lorsque pareille preuve a été faite par l'Administration de destination ou, le cas échéant, par l'Administration d'origine, aucune des autres Administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré l'envoi sans que l'Administration suivante ait formulé d'objection.

5. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite sur le territoire ou dans le service d'une Administration intermédiaire qui n'a pas adhéré au présent Arrangement ou qui a adopté un maximum inférieur au montant de la perte, les Administrations d'origine et de destination supportent par parts égales le dommage non couvert par cette Administration en vertu des dispositions prévues au § 13 du présent article et à l'article 34, § 3, de la Convention.

6. La procédure prévue au § 5 pour la répartition de l'indemnité à payer entre les Administrations intéressées est également appliquée en cas de transport maritime ou aérien si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une Administration relevant d'un Pays contractant, qui n'accepte pas la responsabilité (article 11, lettre h).

7. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue sont mis à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

8. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

9. En cas de découverte ultérieure d'un envoi ou d'une partie de cet envoi, considéré comme perdu, l'expéditeur et le destinataire en sont avisés.

10. L'expéditeur est, en outre, informé qu'il peut en prendre livraison pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité reçue. Si, dans ce délai, cet expéditeur ne réclame pas l'envoi, le destinataire est avisé qu'il peut en prendre livraison pendant une période de même durée, moyennant paiement du montant versé à l'expéditeur.

11. Si l'expéditeur ou le destinataire prend livraison de l'envoi moyennant remboursement du montant de l'indemnité, ce montant est restitué à l'Administration ou, s'il y a lieu, aux Administrations qui ont supporté le dommage.

12. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison de l'envoi, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou, s'il y a lieu, des Administrations qui ont payé l'indemnité.

13. La responsabilité d'une Administration à l'égard des autres Administrations n'est en aucun cas engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.

14. Lorsqu'un envoi avec valeur déclarée a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration expéditrice que si les deux Pays se chargent des risques résultant du cas de force majeure.

## CHAPITRE V

### DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

#### ARTICLE 15

##### Application de la Convention

Sont applicables aux envois avec valeur déclarée, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Arrangement, les dispositions de la Convention et, plus spécialement, les dispositions des articles ci-après:

- a) article 50, § 2, relatif à la taxe de poste restante;
- b) article 51: Droit de magasinage;

- c) article 57 relatif aux envois exprès; toutefois, par dérogation à ce texte, l'Administration de destination a la faculté, lorsque ses règlements internes le prévoient, de faire remettre par exprès un avis d'arrivée de l'envoi et non l'envoi lui-même;
- d) article 58: Demandes de retrait et de modification d'adresse, sous réserve de l'article VIII du Protocole final y relatif;  
article 59: Réexpédition. Rebuts;  
article 63: Droit de dédouanement;  
article 65: Envois francs de droits;  
article 67: Réclamations et demandes de renseignements;  
article 68, § 4: Délivrance d'un récépissé;  
article 69: Avis de réception;  
article 70: Remise en main propre;
- e) articles 74, 75 et 76 concernant les indemnités;
- f) article 78 relatif à l'attribution des taxes, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 15 de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;
- g) articles 79 à 82 concernant les frais de transit.

## ARTICLE 16

## Bureaux participant au service

Les Administrations postales prennent les mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le service des lettres et des boîtes avec valeur déclarée dans tous les bureaux de leur Pays.

## ARTICLE 17

## Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des congrès, conformément aux dispositions des articles 27 et 28 de la Convention doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de dispositions nouvelles ou de la modification des dispositions des articles 1 à 3, 10 à 15, 17 et 18 du présent Arrangement, de celles de son Protocole final et de l'article final de son Règlement;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification de fond, soit des dispositions du présent Arrangement autres que celles des articles qui sont mentionnés sous lettre a), soit des dispositions des articles 101, § 2, 102, 103, 104, 105, 106, §§ 2 à 5, 107, 108, 111, lettres f) et g), de son Règlement;
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de la modification des autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, de son Protocole final et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 33 de la Convention.

## ARTICLE 18

## Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> avril 1959 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Canada et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

*Cet Arrangement a été signé au nom des Etats et territoires ci-dessous par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Convention postale universelle:*

*(Pour les noms des plénipotentiaires, voir p. 37 à 47 de ce volume.)*

République populaire d'Albanie  
Allemagne  
Royaume de l'Arabie Saoudite  
République Argentine  
Autriche  
Belgique  
Congo belge  
République soviétique socialiste de Biélorussie  
Birmanie  
Bolivie  
Etats-Unis du Brésil  
République populaire de Bulgarie  
Cambodge  
Ceylan  
Chili  
Chine  
République de Colombie  
République de Cuba  
Danemark  
République Dominicaine  
Egypte  
République de El Salvador  
Espagne  
Territoires espagnols de l'Afrique  
Finlande  
France  
Algérie  
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, y compris les îles de la Manche et l'île de Man  
Ensemble des territoires britanniques d'outre-mer, y compris les colonies, les protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
Grèce  
République d'Haïti  
République du Honduras  
République populaire hongroise  
Inde  
République d'Indonésie  
Iran  
Iraq  
Irlande  
République d'Islande

Italie  
Territoire de la Somalie sous administration italienne  
Japon  
Royaume hachémite de Jordanie  
Laos  
Liban  
Libye  
Luxembourg  
Maroc  
Principauté de Monaco  
Nicaragua  
Norvège  
Nouvelle-Zélande  
Pakistan  
Paraguay  
Pays-Bas  
Antilles néerlandaises et Surinam  
République populaire de Pologne  
Portugal  
Provinces portugaises de l'Afrique occidentale  
Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie  
République populaire roumaine  
République de Saint-Marin  
Suède  
Confédération suisse  
Syrie  
Tchécoslovaquie  
Thaïlande  
Tunisie  
Turquie  
République soviétique socialiste d'Ukraine  
Union des Républiques soviétiques socialistes  
République orientale de l'Uruguay  
Etat de la Cité du Vatican  
République de Venezuela  
Viet-Nam  
Yémen  
République fédérative populaire de Yougoslavie

## PROTOCOLE FINAL DE L'ARRANGEMENT

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

### ARTICLE I

#### Maximum de déclaration de valeur

Par dérogation à l'article 2, toute Administration a la faculté de limiter le maximum de déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à 5000 francs ou à la somme adoptée dans son service intérieur, si cette somme est inférieure à 5000 francs.

### ARTICLE II

#### Équivalents. Limites maxima et minima

Chaque Pays a la faculté de majorer de 60% ou de réduire de 20% au maximum la taxe postale de base et la taxe minimum prévues, pour les boîtes avec valeur déclarée, à l'article 7, § 2, en conformité de l'échelle générale des taxes postales figurant à l'article II, § I, du Protocole final de la Convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Canada et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

### SIGNATURES

*(Les mêmes qu'aux pages 344 et 345 de ce volume.)*



TABLE DES MATIÈRES  
DU  
RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT  
CONCERNANT  
LES LETTRES ET LES BOÎTES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

## CHAPITRE I

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art.

101. Renseignements à fournir par les Administrations postales

## CHAPITRE II

## CONDITIONS D'ADMISSION. DÉPÔT

102. Conditionnement des envois  
103. Déclaration de valeur  
104. Déclarations en douane  
105. Rôle du bureau d'origine

## CHAPITRE III

## ÉCHANGE DES ENVOIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE

106. Voies et modes de transmission  
107. Opérations au bureau d'échange expéditeur  
108. Opérations au bureau d'échange réceptionnaire ou au bureau de destination  
109. Réexpédition. Rebuts

## CHAPITRE IV

## DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

110. Retrait. Modification d'adresse  
111. Application du Règlement d'exécution de la Convention  
112. Mise à exécution et durée du Règlement

## ANNEXES

Formules: voir la «*Liste des formules*»

# RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT

## CONCERNANT

## LES LETTRES ET LES BOÎTES

## AVEC VALEUR DÉCLARÉE

Les soussignés, vu l'article 24 de la Convention postale universelle conclue à *Ottawa* le 3 octobre 1957, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée:

### CHAPITRE I

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### ARTICLE 101

###### Renseignements à fournir par les Administrations postales

1. Les Administrations des Pays contractants qui entretiennent des échanges directs se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle VD 1 *ci-annexé* les renseignements concernant l'échange des envois avec valeur déclarée.

2. Trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, les Administrations doivent communiquer aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international:

- a) le tarif des droits d'assurance applicable, dans leur service, aux envois avec valeur déclarée, en conformité de l'article 7 de l'Arrangement;
- b) le maximum jusqu'à concurrence duquel elles admettent la déclaration de valeur *par les voies de surface et aérienne*;
- c) le nombre de déclarations en douane exigé pour les boîtes avec valeur déclarée à destination de leur Pays et pour les boîtes en transit ainsi que les langues dans lesquelles ces déclarations doivent être rédigées;
- d) le cas échéant, la liste de leurs bureaux qui participent au service;
- e) le cas échéant, ceux de leurs services maritimes *ou aériens* réguliers, utilisés pour le transport des correspondances ordinaires, qui peuvent être affectés, avec garantie de responsabilité, au transport des envois avec valeur déclarée.

3. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

### CHAPITRE II

#### CONDITIONS D'ADMISSION. DÉPÔT

##### ARTICLE 102

###### Conditionnement des envois

1. Les lettres avec valeur déclarée doivent remplir les conditions suivantes pour être admises à l'expédition:

- a) les enveloppes doivent être fermées au moyen de cachets identiques en cire fine, espacés, reproduisant un signe particulier à l'expéditeur et appliqués en nombre suffisant pour retenir tous les plis de l'enveloppe;

- b) les enveloppes doivent être solides, confectionnées d'une seule pièce et permettre la parfaite adhérence des cachets; il est interdit d'employer des enveloppes entièrement transparentes ou à panneau transparent, ainsi que des enveloppes à bords colorés;
  - c) le conditionnement doit être tel qu'il ne puisse être porté atteinte au contenu sans endommager d'une manière apparente l'enveloppe ou les cachets;
  - d) les timbres-poste représentant l'affranchissement et les étiquettes se rapportant au service doivent être espacés afin qu'ils ne puissent servir à masquer des lésions de l'enveloppe; ils ne doivent pas être repliés sur les deux faces de celle-ci. Il est interdit d'apposer sur les lettres avec valeur déclarée des étiquettes autres que celles qui se rapportent au service postal.
2. Les boîtes avec valeur déclarée doivent remplir les conditions suivantes:
- a) être en bois ou en métal et suffisamment résistantes;
  - b) les parois des boîtes en bois doivent avoir une épaisseur minimum de 8 millimètres;
  - c) les faces supérieure et inférieure des boîtes doivent être recouvertes de papier blanc pour recevoir l'adresse du destinataire, la déclaration de la valeur et l'empreinte des timbres de service; ces boîtes doivent être entourées d'un croisé de ficelle solide sans nœuds, les deux bouts étant réunis sous un cachet en cire fine portant une empreinte particulière à l'expéditeur; elles doivent être scellées, sur les quatre faces latérales, de cachets identiques au précédent.
3. Les dispositions ci-après sont applicables aux lettres et aux boîtes avec valeur déclarée:
- a) l'affranchissement peut être représenté par la mention, en chiffres, de la somme perçue, exprimée en monnaie du Pays d'origine, sous la forme par exemple: «Taxe perçue: fr. ...., c. ....»; cette mention doit être portée à l'angle supérieur droit de la suscription et être appuyée d'une empreinte du timbre à date du bureau d'origine;
  - b) les envois adressés sous des initiales ou dont l'adresse est indiquée au crayon, ainsi que ceux qui portent des ratures ou surcharges dans leur suscription ne sont pas admis; les envois de l'espèce qui auraient été admis à tort sont obligatoirement renvoyés au bureau d'origine.

## ARTICLE 103

## Déclaration de valeur

1. La valeur déclarée doit être exprimée dans la monnaie du Pays d'origine et être inscrite, par l'expéditeur ou son mandataire, sur l'adresse de l'envoi, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature, ni surcharge, même approuvée; l'indication relative au montant de la valeur déclarée ne peut être faite au crayon.

2. Le montant de la déclaration de valeur doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par le bureau d'origine; le résultat de la conversion doit être indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du Pays d'origine; cette disposition n'est pas applicable aux relations directes entre Pays ayant une monnaie commune; le montant en francs-or doit être souligné d'un trait au crayon de couleur.

3. Lorsque des circonstances quelconques ou lorsque les déclarations des intéressés révèlent l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle insérée dans une lettre, ou une boîte, avis en est donné à l'Administration d'origine, dans le plus bref délai possible et, le cas échéant, avec les pièces de l'enquête à l'appui.

## ARTICLE 104

## Déclarations en douane

1. Dans les relations où les déclarations en douane sont exigées, les boîtes avec valeur déclarée doivent être accompagnées du nombre requis de formules, dûment remplies, du modèle C 2 (annexé au Règlement d'exécution de la Convention).

2. Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane.

## ARTICLE 105

## Rôle du bureau d'origine

1. Dès que le bureau d'origine a reconnu acceptable un envoi avec valeur déclarée, il procède aux opérations ci-après:

- a) il inscrit le poids exact en grammes sur l'envoi à l'angle supérieur gauche de la suscription;
- b) il appose du côté de la suscription une empreinte du timbre indiquant le bureau et la date de dépôt;

- c) il le revêt d'une étiquette C4 indiquant, en caractères latins, le nom du bureau de dépôt et le numéro d'ordre de l'envoi;
- d) il le revêt également d'une étiquette rouge portant, en caractères très apparents, la mention « Valeur déclarée ».

2. Les Administrations peuvent remplacer les deux étiquettes prévues au § 1 par une seule, de couleur rouge et conforme au modèle VD 2 ci-annexé.

3. Aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto des envois avec valeur déclarée par les Administrations intermédiaires.

### CHAPITRE III

#### ÉCHANGE DES ENVOIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE

##### ARTICLE 106

###### Voies et modes de transmission

1. Au moyen des tableaux VD 1 reçus de ses correspondants, chaque Administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses envois avec valeur déclarée.

2. La transmission des envois avec valeur déclarée entre Pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime ou aérien direct est effectuée par les bureaux d'échange que les deux Administrations intéressées désignent d'un commun accord.

3. Dans les rapports entre Pays séparés par un ou plusieurs services intermédiaires, les envois avec valeur déclarée doivent suivre la voie la plus directe. Toutefois, les Administrations intéressées peuvent également s'entendre pour assurer la transmission à découvert par des voies détournées, au cas où ce mode de transmission par la voie directe ne comporterait pas la garantie de responsabilité sur tout le parcours.

4. Suivant les convenances du service, les envois peuvent être expédiés dans des dépêches closes ou être livrés à découvert à la première Administration intermédiaire, si celle-ci est à même d'assurer la transmission dans les conditions prévues par les tableaux VD 1; toutefois, chaque Administration intermédiaire a le droit, lorsqu'elle constate que le nombre des envois à découvert est de nature à entraver ses opérations, d'exiger que les envois avec valeur déclarée lui soient livrés dans des dépêches closes formées par l'Administration d'origine pour les bureaux d'échange du Pays de destination.

5. Est réservée aux Administrations d'origine et de destination la faculté de s'entendre entre elles, pour échanger les envois avec valeur déclarée en dépêches closes, au moyen des services d'un ou de plusieurs Pays intermédiaires participant ou non à l'Arrangement; les Administrations intermédiaires doivent être prévenues en temps utile.

##### ARTICLE 107

###### Opérations au bureau d'échange expéditeur

1. Le bureau d'échange expéditeur inscrit les envois avec valeur déclarée sur des feuilles d'envoi spéciales conformes au modèle VD 3 ci-annexé avec tous les détails que comportent ces formules; en regard de l'inscription des envois à remettre par exprès, la mention « Exprès » doit être portée dans la colonne « Observations ».

2. Les envois avec valeur déclarée forment avec la ou les feuilles d'envoi, un ou plusieurs paquets spéciaux qui sont ficelés entre eux, enveloppés de papier solide, ficelés extérieurement et cachetés à la cire fine, sur tous les plis, au moyen du cachet du bureau d'échange expéditeur; ces paquets portent, selon le cas, l'une des mentions « Valeurs déclarées », « Lettres avec valeur déclarée » ou « Boîtes avec valeur déclarée ».

3. Au lieu d'être réunies en un paquet, les lettres avec valeur déclarée peuvent être insérées dans une enveloppe de papier fort, fermée au moyen de cachets à la cire.

4. Les paquets ou enveloppes de valeurs déclarées peuvent aussi être fermés au moyen de cachets gommés portant l'indication imprimée de l'Administration d'origine de la dépêche, à moins que l'Administration de destination de la dépêche n'exige qu'ils soient cachetés à la cire ou plombés. Une empreinte du timbre à date du bureau expéditeur doit être apposée sur le cachet gommé de manière qu'elle figure à la fois sur celui-ci et sur l'emballage.

5. Si le nombre ou le volume des envois avec valeur déclarée le nécessite, ils peuvent être renfermés dans un sac convenablement clos et cacheté à la cire ou plombé.

6. La présence des enveloppes, paquets ou sacs contenant les envois avec valeur déclarée est signalée au tableau III de la feuille d'avis du modèle C 12 (annexé au Règlement d'exécution de la Convention); lorsque la dépêche ne contient pas d'enveloppes, de paquets ou de sacs avec valeur déclarée, la mention «Néant» est portée à ce tableau.

7. Le paquet, l'enveloppe ou le sac contenant les envois avec valeur déclarée est inséré dans le paquet ou le sac contenant les objets recommandés ou, à défaut de ceux-ci, dans le paquet ou le sac renfermant normalement lesdits objets; lorsque les objets recommandés sont renfermés dans plusieurs sacs, le paquet, l'enveloppe ou le sac contenant les envois avec valeur déclarée doit être placé dans le sac au col duquel est fixée l'enveloppe spéciale renfermant la feuille d'avis.

8. Les boîtes avec valeur déclarée doivent, lorsqu'une des deux Administrations correspondantes le demande expressément, être décrites sur des formules VD 3 distinctes et être expédiées sous paquet ou sous sac séparé.

#### ARTICLE 108

##### Opérations au bureau d'échange réceptionnaire ou au bureau de destination

1. A la réception d'un paquet, d'une enveloppe ou d'un sac contenant des envois avec valeur déclarée, le bureau d'échange procède aux opérations ci-après:

- a) il s'assure que le paquet, l'enveloppe ou le sac ne présente aucune anomalie quant à son état extérieur et que sa confection a eu lieu selon les dispositions de l'article 107;
- b) il procède au pointage du nombre des envois avec valeur déclarée et à la vérification individuelle de chaque envoi;
- c) il procède à la rectification ou à la réexpédition des feuilles d'envoi en se conformant aux dispositions de l'article 166, §§ 2 à 10, du Règlement d'exécution de la Convention, relatives aux objets recommandés.

2. Les irrégularités font immédiatement l'objet de réserves envers le service cédant.

3. La constatation d'un manquant, d'une altération ou de toutes autres irrégularités de nature à engager la responsabilité des Administrations est opérée au moyen d'un procès-verbal *conforme au modèle VD 4 ci-annexé*; ce procès-verbal est transmis, sous recommandation, accompagné, sauf impossibilité motivée, de l'emballage complet (sac, enveloppe, ficelle et cachets ou plombs), de tous les paquets ou sacs intérieurs et extérieurs dans lesquels les envois avec valeur déclarée étaient insérés, à l'Administration centrale du Pays auquel appartient le bureau d'échange expéditeur, indépendamment du bulletin de vérification à transmettre immédiatement à ce bureau; un double du procès-verbal est en même temps adressé soit à l'Administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange réceptionnaire, soit à tout autre organe de direction désigné par elle.

4. Sans préjudice de l'application des dispositions du § 3, le bureau d'échange qui reçoit d'un bureau correspondant un envoi avarié ou insuffisamment emballé doit y donner cours en observant les règles suivantes:

- a) s'il s'agit d'un dommage léger ou d'une destruction partielle des cachets, il suffit de cacheter l'envoi de nouveau pour assurer le contenu, à la condition toutefois que, de toute évidence, le contenu ne soit ni endommagé, ni, d'après la constatation du poids, amoindri; les cachets existants doivent être respectés; s'il y a lieu, les envois doivent être remballés, en maintenant autant que possible l'emballage primitif;
- b) si l'état de l'envoi est tel que le contenu ait pu en être soustrait, le bureau doit procéder à l'ouverture d'office de l'envoi et à la vérification du contenu; le résultat de cette vérification doit faire l'objet d'un procès-verbal VD 4 dont une copie est jointe à l'envoi; celui-ci est remballé;
- c) dans tous ces cas, le poids de l'envoi à l'arrivée et le poids après réfection doivent être constatés et indiqués sur l'enveloppe; cette indication est suivie de la mention «Cacheté d'office à...» ou «Remballé à...», d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant apposé les cachets ou effectué le remballage.

5. Tout envoi avec valeur déclarée non ou insuffisamment affranchi est remis sans taxe au destinataire, sauf le cas visé à l'article 59, § 6, de la Convention; l'irrégularité est toutefois signalée, par bulletin de vérification, au bureau d'origine de l'envoi.

6. Le bureau de destination applique, au verso de chaque envoi avec valeur déclarée, une empreinte de son timbre indiquant la date de réception.

## ARTICLE 109

## Réexpédition. Rebuts

1. Tout envoi avec valeur déclarée, dont le destinataire est parti pour un Pays ne participant pas au présent Arrangement, est renvoyé immédiatement à l'Administration d'origine pour être rendu à l'expéditeur, à moins que l'Administration de la première destination ne soit en mesure de le faire parvenir au destinataire.

2. Les envois avec valeur déclarée non distribués doivent être renvoyés dès que possible et au plus tard dans les délais fixés à l'article 59 de la Convention; ces envois sont inscrits sur la feuille VD 3 et compris dans le paquet, l'enveloppe ou le sac étiqueté « Valeurs déclarées ».

3. Les droits de douane et autres droits non postaux dont l'annulation n'a pu être obtenue lors de la réexpédition ou du renvoi à l'origine sont recouvrés sur l'Administration de la nouvelle destination, dans les conditions prévues à l'article 153, § 8, du Règlement d'exécution de la Convention.

## CHAPITRE IV

## DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

## ARTICLE 110

## Retrait. Modification d'adresse

1. Toute demande de modification d'adresse formulée par la voie télégraphique doit être confirmée postalement, par le premier courrier, dans la forme prévue à l'article 156, § 1, lettre a), du Règlement d'exécution de la Convention; la formule C7 visée audit article doit alors porter en tête, en caractères très apparents, la mention « Confirmation de la demande télégraphique du... »; en attendant cette confirmation, le bureau de destination se borne à retenir l'envoi.

2. Toutefois, l'Administration de destination peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à la demande télégraphique sans attendre la confirmation postale.

## ARTICLE 111

## Application du Règlement d'exécution de la Convention

Sont applicables aux envois avec valeur déclarée, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Règlement, les dispositions du Règlement d'exécution de la Convention et, plus particulièrement, les dispositions des articles suivants:

- a) articles 129 et 152: Envois francs de droits;
- b) articles 146 et 147: Avis de réception;
- c) article 148: Remise en main propre;
- d) articles 150 et 163: Envois exprès;
- e) article 156: Retrait. Modification d'adresse, complété par l'article 110 du présent Règlement;
- f) articles 158, 159 et 160: Réclamations et demandes de renseignements;
- g) articles 173 à 184: Frais de transit;
- h) article 189: Liquidation des comptes afférents aux envois francs de droits; toutefois, les Administrations qui déclarent ne pouvoir adhérer au mode de règlement prévu par ledit article doivent indiquer les dispositions qu'elles désirent adopter.

## ARTICLE 112

## Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

## SIGNATURES

(Les mêmes qu'aux pages 344 et 345 de ce volume.)

## LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
VD 1	Tableau VD 1.....	art. 101, § 1
VD 2	Étiquette «V» combinée avec le nom du bureau d'origine et le numéro de l'envoi.....	art. 105, § 2
VD 3	Feuille d'envoi des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.....	art. 107, § 1
VD 4	Procès-verbal concernant la perte, la spoliation, l'avarie ou des irrégularités d'une lettre avec valeur déclarée..... boîte	art. 108, § 3

## ANNEXES:

FORMULES VD 1 à VD 4

VD 1

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

TABLEAU VD 1

indiquant les Pays pour lesquels l'Administration des postes d.....  
est à même de servir d'intermédiaire pour l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée

Numéro courant	Pays de destination	Voies de transmission	Désignation des Pays intermédiaires et des services maritimes à employer	Limite de la déclara- tion de valeur	Admission des boîtes avec valeur déclarée	Nombre de déclara- tions en douane à joindre aux boîtes	Observations
1	2	3	4	5	6	7	8
				fr			



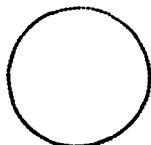
VD 2

**V** AMSTERDAM 1  
N° 732

VD 3 \

ADMINISTRATION EXPÉDITRICE

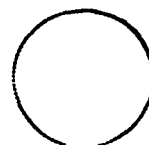
ADMINISTRATION DESTINATAIRE

Timbre du bureau  
d'échange expéditeurFEUILLE D'ENVOI N°.....  
des lettres et des boîtes avec valeur déclaréeTimbre du bureau  
d'échange destinataire

expédiées par le bureau d'échange d.....

au bureau d'échange d.....

Dépêche n°(1)..... du..... 19....., à..... h..... mn



Numéro courant	Bureau d'origine	Numéro de l'envoi	Lieu de destination	Montant de la valeur déclarée	Observations
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
21					
22					
23					
24					
25					
26					
27					
28					
29					
30					

Les agents du bureau expéditeur:

Les agents du bureau destinataire:

(1) A remplir seulement pour les dépêches numérotées.

Recto  
VD 4

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

PROCÈS-VERBAL <sup>(1)</sup>

concernant <sup>(2)</sup>  $\left\{ \begin{array}{l} \text{la perte} \\ \text{la spoliation} \\ \text{l'avarie} \\ \text{des irrégularités} \end{array} \right\}$  d'une <sup>(2)</sup>  $\frac{\text{lettre}}{\text{boîte}}$  avec valeur déclarée

Procès-verbal dressé le..... 19..... à..... h.....

par le bureau d.....

Bureau de dépôt:..... Date du dépôt:..... 19.....

Numéro de l'envoi:.....

Expéditeur:.....

Destinataire:.....

Valeur déclarée:..... Remboursement:.....

Poids indiqué sur l'envoi:..... Poids constaté à l'arrivée:.....

Emballage:.....

Nombre des cachets:..... Signe particulier des cachets:.....

L'envoi <sup>(2)</sup>  $\frac{\text{manque}}{\text{est parvenu non endommagé}}$   $\frac{\text{endommagé}}{\text{dans le sac}}$  <sup>(2)</sup>  $\frac{\text{intérieur}}{\text{extérieur}}$  dont <sup>(2)</sup>  $\frac{\text{la fermeture}}{\text{le plombage}}$  <sup>(2)</sup>  $\frac{\text{était}}{\text{n'était pas}}$  intact(e).

La dépêche est arrivée le..... 19....., à..... h..... mn,

<sup>(2)</sup>  $\left\{ \begin{array}{l} \text{par l'ambulant} \\ \text{dans le fourgon n°} \\ \text{par le paquebot} \\ \text{par la ligne aérienne} \end{array} \right.$

L'objet est inscrit à la feuille d'envoi n°..... d..... du..... 19.....

L'emballage de l'envoi doit être considéré comme <sup>(2)</sup>  $\frac{\text{réglementaire}}{\text{non réglementaire}}$ .

<sup>(2)</sup>  $\left\{ \begin{array}{l} \text{Suivant} \\ \text{D'après} \end{array} \right.$   $\left\{ \begin{array}{l} \text{le destinataire} \\ \text{l'expéditeur} \\ \text{les indications de la facture} \\ \text{la déclaration en douane} \end{array} \right.$  le contenu devrait se composer de.....

<sup>(1)</sup> A transmettre sous recommandation.  
<sup>(2)</sup> Biffer ce qui ne convient pas.

(Suite au verso)

VD 4 (Verso)

A l'examen, <sup>(1)</sup> fait en présence <sup>(1)</sup>  $\frac{\text{du destinataire}}{\text{de l'expéditeur}}$ , il a été constaté.....

.....  
 .....  
 .....

<sup>(1)</sup>  $\left\{ \begin{array}{l} \text{En conséquence} \\ \text{Suivant le destinataire} \\ \text{Suivant l'expéditeur} \end{array} \right\}$  il manque.....

.....  
 .....  
 .....

<sup>(1)</sup>  $\frac{\text{Le destinataire}}{\text{L'expéditeur}}$  estime à une somme de..... le dommage causé par <sup>(1)</sup>  $\left\{ \begin{array}{l} \text{la perte.} \\ \text{la spoliation.} \\ \text{l'avarie.} \end{array} \right.$

<sup>(1)</sup>  $\left\{ \begin{array}{l} \text{La perte} \\ \text{La spoliation} \\ \text{L'avarie} \end{array} \right\}$  est attribuable à.....

.....  
 .....  
 .....

<sup>(1)</sup> Après remballage et pesage, le nouveau poids est de.....; l'envoi a été réacheminé sur sa destination.

<sup>(1)</sup> Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné.

<sup>(1)</sup> L'emballage est conservé ici.

<sup>(1)</sup>  $\frac{\text{Le destinataire}}{\text{L'expéditeur}}$  refuse l'envoi. a accepté l'envoi, mais il demande une indemnité de.....

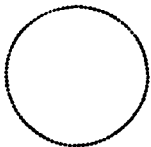
<sup>(1)</sup> Sont annexés au procès-verbal: l'emballage, le sac, la ficelle, les cachets, les plombs, etc. <sup>(2)</sup>.....

En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal, dont un double a été transmis

à.....

.....

Timbre à date du bureau



Signature des deux agents postaux:

.....  
 .....

Signature du destinataire  
ou de l'expéditeur:

.....

<sup>(1)</sup> Biffer ce qui ne convient pas.

<sup>(2)</sup> Préciser de quel paquet ou sac il s'agit.

[TRANSLATION<sup>1</sup>—TRADUCTION<sup>2</sup>]

**UNIVERSAL POSTAL UNION**  
**ACTS OF THE CONGRESS OF OTTAWA, 1957**

---

**II**

No. 5212. AGREEMENT CONCERNING INSURED LETTERS  
AND BOXES. SIGNED AT OTTAWA, ON 3 OCTOBER 1957

---

<sup>1</sup> Translation by the British Post Office.

<sup>2</sup> Traduction de l'Administration postale britannique.



NOTE BY THE BRITISH POST OFFICE: Square brackets [ ] indicate a note that does not appear in the original text—usually the accepted English form of an expression necessarily retained in French.<sup>1</sup>

## AGREEMENT

CONCERNING

## INSURED LETTERS AND BOXES

### TABLE OF CONTENTS

<p style="text-align: center;"><b>CHAPTER I</b></p> <p style="text-align: center;"><b>GENERAL PROVISIONS</b></p> <p>Art.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Subject of the Agreement.</li> <li>2. Insured value.</li> </ol> <p style="text-align: center;"><b>CHAPTER II</b></p> <p style="text-align: center;"><b>CONDITIONS OF ADMISSION</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>3. Conditions of weight and size.</li> <li>4. Authorised enclosures.</li> <li>5. Prohibited enclosures.</li> <li>6. Treatment of articles wrongly admitted.</li> </ol> <p style="text-align: center;"><b>CHAPTER III</b></p> <p style="text-align: center;"><b>CHARGES AND FEES</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>7. Charges and postal fees.</li> <li>8. Free postage.</li> <li>9. Non-postal fees.</li> </ol>	<p style="text-align: center;"><b>CHAPTER IV</b></p> <p style="text-align: center;"><b>RESPONSIBILITY</b></p> <p>Art.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>10. Principle of responsibility.</li> <li>11. Exceptions to the principle of responsibility.</li> <li>12. Cessation of responsibility.</li> <li>13. Indemnification.</li> <li>14. Apportionment of responsibility between Administrations.</li> </ol> <p style="text-align: center;"><b>CHAPTER V</b></p> <p style="text-align: center;"><b>MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>15. Application of the Convention.</li> <li>16. Offices participating in the service.</li> <li>17. Approval of proposals made in the interval between Congresses.</li> <li>18. Entry into force and duration of the Agreement.</li> </ol>
---	--

### FINAL PROTOCOL

I.—Maximum insured value.

II.—Equivalents. Maximum and minimum limits.

<sup>1</sup> NOTE DE L'ADMINISTRATION POSTALE BRITANNIQUE. — Les expressions entre crochets [ ] sont des annotations qui ne figurent pas dans le texte original; d'une manière générale, il s'agit de l'équivalent en anglais d'une expression qui a dû être conservée en français.

**AGREEMENT<sup>1</sup>**  
CONCERNING  
**INSURED LETTERS AND BOXES**

CONCLUDED BETWEEN

THE PEOPLE'S REPUBLIC OF ALBANIA, GERMANY, THE KINGDOM OF SAUDI ARABIA, THE ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, BELGIAN CONGO, THE SOVIET SOCIALIST REPUBLIC OF BYELORUSSIA, BURMA, BOLIVIA, THE UNITED STATES OF BRAZIL, THE PEOPLE'S REPUBLIC OF BULGARIA, CAMBODIA, CEYLON, CHILE, CHINA, THE REPUBLIC OF COLOMBIA, THE REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, THE DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, THE REPUBLIC OF EL SALVADOR, SPAIN, THE SPANISH TERRITORIES IN AFRICA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, THE WHOLE OF THE TERRITORIES REPRESENTED BY THE FRENCH OFFICE OF OVERSEAS POSTS AND TELECOMMUNICATIONS, GHANA, THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE WHOLE OF THE BRITISH OVERSEAS TERRITORIES, INCLUDING THE COLONIES, THE PROTECTORATES AND THE TERRITORIES UNDER TRUSTEESHIP EXERCISED BY THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, GREECE, THE REPUBLIC OF HAITI, THE REPUBLIC OF HONDURAS, THE HUNGARIAN PEOPLE'S REPUBLIC, INDIA, THE REPUBLIC OF INDONESIA, IRAN, IRAQ, THE IRISH REPUBLIC, THE REPUBLIC OF ICELAND, ITALY, THE TERRITORY OF SOMALIA UNDER ITALIAN ADMINISTRATION, JAPAN, THE HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN, LAOS, LEBANON, LIBYA, LUXEMBOURG, MOROCCO, THE PRINCIPALITY OF MONACO, NICARAGUA, NORWAY, NEW ZEALAND, PAKISTAN, PARAGUAY, THE NETHERLANDS, THE NETHERLANDS ANTILLES AND SURINAM, THE PEOPLE'S REPUBLIC OF POLAND, PORTUGAL, THE PORTUGUESE PROVINCES IN WEST AFRICA, THE PORTUGUESE PROVINCES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, THE ROUMANIAN PEOPLE'S REPUBLIC, THE REPUBLIC OF SAN MARINO, SWEDEN, THE SWISS CONFEDERATION, SYRIA, CZECHOSLOVAKIA, THAILAND, TUNISIA, TURKEY, THE SOVIET SOCIALIST REPUBLIC OF UKRAINE, THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, THE EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, THE REPUBLIC OF VENEZUELA, VIET-NAM, YEMEN, THE FEDERAL PEOPLE'S REPUBLIC OF YUGOSLAVIA.

Having regard to Article 22 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on the 3rd October 1957,<sup>2</sup> the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the above named Countries, have, by common consent and subject to ratification, drawn up the following Agreement :

*(See footnotes 1 and 2 on opposite page)*



<sup>1</sup> Came into force on 1 April 1959, in accordance with article 18. The instruments of ratification or accession (a) were deposited with the Canadian Government on the dates indicated:

Argentina (with reservations; see p. 165).....	15 April	1959	Luxembourg .....	13 January	1960
Austria .....	4 May	1959	Monaco .....	2 September	1959
Belgium .....	5 March	1959	Morocco .....	9 July	1959
(The instrument is valid also for the Belgian Congo and the Trust Territory of Ruanda-Urundi.)			Netherlands .....	27 August	1959
Bulgaria .....	13 May	1959	(Including Netherlands New Guinea, Surinam and the Netherlands Antilles.)		
Byelorussian Soviet Socialist Republic .....	23 April	1959	New Zealand.....	6 April	1959
Cambodia .....	12 January	1960	(Also applies to the Cook Islands (including Niue), the Tokelau Islands and the Trust Territory of Western Samoa.)		
Ceylon .....	16 November	1959	Norway .....	19 August	1958
Republic of China .....	6 October	1959	Pakistan .....	8 October	1959
Czechoslovakia .....	13 August	1959	San Marino .....	31 March	1959
Denmark .....	13 August	1958	Spain .....	29 July	1959
Federation of Malaya .....	13 March	1959 (a)	(Including the Spanish Territories of Africa.)		
Finland .....	6 March	1959	Sweden .....	2 May	1958
France .....	8 May	1959	Switzerland .....	14 November	1958
(Including Algeria and the whole of the overseas territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications, composed of the countries and territories designated below and the Franco-British Condominium of the New Hebrides.)*			Tunisia .....	24 March	1959
Greece .....	2 October	1959	Ukrainian Soviet Socialist Republic .....	5 May	1959
Hungary .....	5 April	1960	Union of Soviet Socialist Republics .....	23 April	1959
Iceland .....	27 November	1958	United Arab Republic:		
India (with declaration; see p. 165).....	21 December	1959	Egyptian Province .....	15 January	1959
Iraq (with reservation; see p. 165).....	18 January	1960	Syrian Province .....	15 January	1959
Italy .....	9 June	1960	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland .....	17 July	1959
Japan .....	7 November	1958	(Including the Channel Islands and the Isle of Man.)		
Jordan .....	2 March	1959	Vatican City State .....	13 April	1960
Lebanon .....	23 July	1958	Republic of Viet-Nam .....	3 December	1959
			Yemen .....	3 April	1959 (a)
			Yugoslavia .....	15 April	1959

\* (a) *States members of the Community*: Republic of Senegal, Sudanese Republic, Republic of the Ivory Coast, Republic of the Niger, Republic of the Upper Volta, Republic of Dahomey, Islamic Republic of Mauritania, Gabon Republic, Republic of the Congo, Central African Republic, Republic of Chad, Malagasy Republic.

(b) *Overseas territories*: Comoro Islands, New Caledonia and dependencies, French Polynesia, French Somaliland, St. Pierre and Miquelon.

(c) *Trust Territories of France*: Cameroons, Autonomous Republic of Togo.

<sup>2</sup> See p. 159 of this volume.

## CHAPTER I

## GENERAL PROVISIONS

## ARTICLE 1

**Subject of the Agreement**

1. Letters containing paper values or documents of value and boxes containing jewellery or other valuable articles may be exchanged between the contracting Countries, with insurance of the contents for the value declared by the sender.

2. These items are referred to by the name of "insured items", "insured letters" or, again, "insured boxes".

3. Participation in the exchange of insured boxes is limited to those contracting Countries which notify that they will undertake that service.

## ARTICLE 2

**Insured value**

1. In principle, the amount of the insured value is unlimited.

2. Nevertheless every Administration has the option of limiting the insured value so far as it is concerned to an amount which may not be less than 10,000 francs.

3. In the service between Countries which have adopted different maxima, the lowest limit shall be observed mutually.

4. The insured value must not exceed the actual value of the contents of the item, but it is permissible to insure only part of that value; the amount of the insurance for papers representing a value because of the cost of their preparation must not exceed the cost of replacing the documents in case of loss.

5. Fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the contents of an item is liable to the legal proceedings prescribed by the legislation of the Country of origin.

## CHAPTER II

## CONDITIONS OF ADMISSION

## ARTICLE 3

**Conditions of weight and size**

1. Insured letters are subject to the conditions of weight and size applicable to ordinary letters.

2. Insured boxes must not exceed 1 kilogramme in weight nor exceed 30 centimetres in length, 20 centimetres in breadth and 10 centimetres in depth. The minimum dimensions are those fixed for letters in Article 49, § 1, of the Convention.

**ARTICLE 4****Authorised enclosures**

1. Insured letters may contain articles subject to Customs duty in the service between Countries which have notified their agreement in this respect.
2. Insured boxes may contain an open invoice reduced to its essential elements and one copy of the address of the box with a note of the sender's address.
3. As regards insured boxes containing opium, morphine, cocaine or other narcotics sent for a medical or scientific purpose, see Article 5, § 1 b).

**ARTICLE 5****Prohibited enclosures**

1. The forwarding of insured items containing the following articles is prohibited :
  - a) articles which, by their nature or their packing, may expose officials to danger, or soil or damage correspondence ;
  - b) opium, morphine, cocaine and other narcotics ; however, this prohibition does not apply to consignments in insured boxes sent for a medical or scientific purpose to Countries which admit them on this condition ;
  - c) articles of which the importation or the circulation is prohibited in the Country of destination ;
  - d) living animals ;
  - e) explosive, inflammable or dangerous substances ;
  - f) obscene or immoral articles.
2. Insured letters shall not contain coin, platinum, gold or silver, manufactured or not, precious stones, jewels and other valuable articles. Subject to the provisions of Article 4, § 1 they shall not contain articles subject to Customs duty.
3. Insured boxes shall not contain :
  - a) documents having the character of current and personal correspondence ;
  - b) bank notes, currency notes or securities of any kind payable to bearer.

**ARTICLE 6****Treatment of articles wrongly admitted**

1. Any insured item which does not satisfy the provisions of Article 3 and which has been wrongly admitted should be returned to the Administration of origin ; nevertheless the Administration of destination is authorised to deliver it to the addressee, applying to it the charges and surcharges prescribed in Article 49, § 13 of the Convention.
2. Any insured item containing the articles mentioned in Article 5, § 1 which has been wrongly admitted to the post is dealt with according to the internal legislation of the Country of the Administration which establishes the presence of those articles ; subject to the provisions of Article 4, § 1, the same

applies to insured letters containing articles subject to Customs duty, with the exception of paper values ; however, insured items containing the articles listed in Article 5, § 1, *b*), *e*) and *f*) are in no circumstances forwarded to destination, delivered to the addressees or returned to origin.

3. Any insured item containing the articles listed in Article 5, § 2 and § 3 *b*) should be returned to origin ; if, however, the presence of such articles is only established by the Administration of destination that Administration is authorised to deliver them to the addressees under the conditions prescribed by its internal regulations.

4. When an insured item which has been wrongly admitted is neither returned to origin nor sent on to the addressee, the Administration of origin shall be informed exactly how the item has been dealt with.

5. The fact that an insured box contains a document having the character of current and personal correspondence must not in any circumstances involve its return to the sender.

### CHAPTER III

#### CHARGES AND FEES

##### ARTICLE 7

##### Charges and postal fees

1. Insured letters and boxes give rise to the collection from the sender in advance of the following charges and fees :

- a) postage charge ;
- b) fixed registration fee ;
- c) insurance fee.

2. The scale of those charges and fees is as follows :

Type of item 1	Postage charge 2	Fixed registration fee 3	Insurance fee 4
Letters	Charge calculated in accordance with the provisions of Article 49 of the Convention and as appropriate Article II of its Final Protocol	Fee fixed under Article 68 § 2 b) of the Convention or under Article IX of its Final Protocol	Up to a maximum of 50 centimes for each 200 francs of insured value or fraction thereof, whatever the Country of destination, even in Countries which undertake to cover risks arising from a cause beyond control
Boxes	16 centimes per 50 grammes with minimum of 80 centimes		

3. In addition to the charges and fees referred to in § 1, insured letters and boxes may give rise to the collection of the charges and fees resulting from the application of the provisions of the Convention referred to in Article 15 of this Agreement.

## ARTICLE 8

**Free postage**

Insured letters on postal service exchanged either between postal Administrations or between Administrations and the International Bureau are exempted from all postal charges.

## ARTICLE 9

**Non-postal fees**

1. Insured boxes are subject to the legislation of the Country of origin as regards the repayment of fees for assay on export ; they are subject to the legislation of the Country of destination as regards the exercise of the assay and Customs control on import.

2. Fiscal fees and assay charges due on import are levied on the addressee at the time of delivery ; if for any reason an insured box is redirected to another Country participating in the service or returned to the office of origin, the fees and charges which cannot be cancelled on re-export are collected from the addressee or the sender.

## CHAPTER IV

## RESPONSIBILITY

## ARTICLE 10

**Principle of responsibility**

1. Except as provided for in Article 11, postal Administrations are answerable for the loss of, theft from or damage to insured items.

2. Their responsibility is as binding for items conveyed *à découvert* as for those forwarded in closed mails.

## ARTICLE 11

**Exceptions to the principle of responsibility**

Postal Administrations are relieved of all responsibility :

- a) in circumstances beyond control ; nevertheless responsibility still rests with the Administration of origin if it has undertaken to cover risks arising from causes beyond control ; the Administration responsible for the loss, theft or damage shall decide, in the light of its internal legislation, whether the happening is due to circumstances attributable to a cause beyond control ; these circumstances are notified to the Administration of origin for its information ;
- b) when they cannot account for items owing to destruction of official records through a cause beyond control, provided that proof of their responsibility has not been otherwise established ;
- c) when the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or arises from the nature of the article ;
- d) where it is a question of items whose contents fall within the prohibitions specified in Article 5, §§ 1, 2 and 3 b) ;

- e) where it is a question of items which have been fraudulently insured for a sum greater than the actual value of the contents ;
- f) when it is a question of items confiscated under the internal legislation of the Country of destination ;
- g) when the sender has made no enquiry within one year from the day after that on which the item was posted ;
- h) in the case of sea or air conveyance when the Administrations of contracting Countries have made it known that they are unable to accept responsibility for insured items on board the ships or aircraft used by them ; these Administrations, nevertheless, assume in respect of the transit of insured items in closed mails the responsibility which is laid down for registered items.

#### ARTICLE 12

##### **Cessation of responsibility**

1. Postal Administrations cease to be responsible for insured items which they have delivered under the conditions prescribed by their internal regulations for items of the same kind.
2. Responsibility is, however, maintained :
  - a) when, if the internal legislation permits, the addressee or, in the case of return, the sender makes reservations in taking delivery of an item that has been tampered with or damaged ;
  - b) when the addressee or, in the case of return, the sender, although having given a proper discharge, notifies the delivering Administration without delay that he has discovered an irregularity and has proved that the theft or damage did not occur after delivery.

#### ARTICLE 13

##### **Indemnification**

1. The sender is entitled to an indemnity corresponding to the actual amount of the loss, theft or damage, except that it must in no case exceed the amount of the insured value in gold francs.
2. Indirect loss or loss of profits is not taken into consideration.
3. The indemnity is calculated in accordance with the current price, converted into gold francs, of articles of value of the same kind, at the place and time at which they were accepted for conveyance ; failing the current price, the indemnity is calculated in accordance with the ordinary value of articles whose value is assessed on the same bases.
4. When an indemnity is due for the loss, total destruction or total theft of an insured item the sender is also entitled to repayment of the charges and fees paid, with the exception of the insurance fee which is retained in every case by the Administration of origin.

#### ARTICLE 14

##### **Apportionment of responsibility between postal Administrations**

1. Until the contrary is proved, responsibility rests with the postal Administration which, having received the item without comment and being provided with all the prescribed means of enquiry, cannot prove either delivery to the addressee or where appropriate regular transfer to the next Administration.

2. Until the contrary is proved, and subject to the provisions of §§ 4, 5 and 6, the Administration of destination, and any intermediate Administration, is relieved of all responsibility :

- a) when it has observed the provisions regulating the individual check of insured items (Article 108 of the Detailed Regulations) ;
- b) when it can prove that it was not informed of the enquiry until after the destruction of the official records relating to the item in question, the period of retention prescribed in Article 121 of the Detailed Regulations of the Convention having expired; this reservation does not prejudice the rights of the enquirer.

3. Until the contrary is proved, an Administration which has forwarded an insured item to another Administration is relieved of all responsibility if the office of exchange to which the item has been consigned has not sent to the despatching Administration, by the first available mail after the check, a report notifying either that the whole packet of insured articles or the particular item is missing or has been tampered with.

4. If the loss, theft, or damage occurs in course of conveyance without it being possible to establish in which Country's territory or service it occurred, the Administrations concerned bear the loss equally ; if, however, the theft or damage has been established in the Country of destination or, in the case of return to the sender, in the Country of origin, it rests with the Administration of that Country to prove that neither the packet, envelope or bag and its sealing nor the packing and sealing of the item showed any apparent defect and that the weight did not differ from that recorded at the time of posting ; when such proof has been furnished by the Administration of destination or of origin, as the case may be, none of the other Administrations concerned may repudiate its share of the responsibility on the ground that it handed over the item without the next Administration having formulated any objection.

5. If the loss, theft or damage occurs in the territory or in the service of an intermediate Administration which is not a party to the present Agreement, or which has adopted a maximum lower than the amount of the loss, the Administrations of origin and destination bear equally the loss not borne by the intermediate Administration under the provisions of § 13 of this Article and of Article 34, § 3, of the Convention.

6. The procedure laid down in § 5 for the sharing of the indemnity payable between the Administrations concerned applies also in case of sea or air conveyance if the loss, theft or damage occurs in the service of an Administration belonging to a contracting Country which does not accept responsibility (Article 11, *h*)).

7. The Customs duty and other charges of which it has not been possible to secure cancellation are borne by the Administrations responsible for the loss, theft or damage.

8. An Administration which has paid the indemnity takes over the rights, up to the amount of the indemnity, of the person who has received it in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

9. In the event of the subsequent discovery of an item or part of the item considered as lost, the sender and the addressee are advised.

10. The sender is further informed that he may take delivery of it within a period of three months on repayment of the amount of the indemnity received. If by the end of that period the sender has not claimed the item, the addressee is notified that he may take delivery of it within a similar period on payment of the sum paid to the sender.

11. If the sender or the addressee takes delivery of the item after repayment of the amount of the indemnity, that sum is refunded to the Administration or where appropriate the Administrations which bore the loss.

12. If the sender and the addressee refuse to take delivery of the item, it becomes the property of the Administration or where appropriate the Administrations which paid the indemnity.

13. The responsibility of an Administration towards other Administrations is in no case binding beyond the maximum insured value that it has adopted.

14. When an insured item has been lost, tampered with or damaged in circumstances beyond control, the Administration in whose territory or service the loss, theft or damage occurred is not responsible to the despatching Administration unless the two Countries undertake to cover risks arising from a cause beyond control.

## CHAPTER V

### MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

#### ARTICLE 15

##### Application of the Convention

As regards everything not expressly provided for in this Agreement, the provisions of the Convention and in particular those of the following Articles apply to insured items :

- a) Article 50, § 2 regarding the *poste restante* charge ;
- b) Article 51 : Storage fee.
- c) Article 57 regarding express items ; as an exception to those provisions, however, the Administration of destination has the option, where its internal regulations so provide, of delivering by express an advice of arrival of the item and not the item itself ;
- d) Article 58 : Requests for withdrawal from the post and alteration of address, subject to Article VIII of the Final Protocol which relates thereto ;  
Article 59 : Redirection. Undeliverable items ;  
Article 63 : Customs clearance fee ;  
Article 65 : Items for delivery free of charges ;  
Article 67 : Enquiries and requests for information ;  
Article 68, § 4 : Issue of a receipt ;  
Article 69 : Advice of delivery ;  
Article 70 : Delivery to addressee in person ;
- e) Articles 74, 75 and 76 regarding indemnities ;
- f) Article 78 regarding the allocation of charges, subject to the application of the provisions of Article 15 of the Agreement concerning Cash on Delivery items ;
- g) Articles 79 to 82 concerning transit charges.



## ARTICLE 16

**Offices participating in the service**

Postal administrations take the necessary measures to provide, as far as possible, the insured letters and boxes service at every office in their Countries.

## ARTICLE 17

**Approval of proposals made in the interval between Congresses**

To become effective, a proposal made in the interval between Congresses, in accordance with the provisions of Articles 27 and 28 of the Convention, shall obtain :

- a) the unanimity of the votes if it involves new provisions or amendment of the provisions of Articles 1 to 8, 10 to 15, 17 and 18 of this Agreement, of those of its Final Protocol and of the final Article of its Detailed Regulations ;
- b) two-thirds of the votes if it involves an amendment of principle either of the provisions of this Agreement other than those of the Articles mentioned under a) or of the provisions of Articles 101, § 2, 102, 103, 104, 105, 106, §§ 2 to 5, 107, 108, and 111, f) and g) of its Detailed Regulations ;
- c) the majority of the votes if it involves amendment of the other Articles of the Detailed Regulations or interpretation of the provisions of this Agreement, its Final Protocol and its Detailed Regulations, except in the case of a disagreement to be submitted to arbitration as provided for in Article 33 of the Convention.

## ARTICLE 18

**Entry into force and duration of the Agreement**

The present Agreement shall come into force on the 1st April 1959 and shall remain in operation for an indefinite period.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named Countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of Canada and of which a copy shall be delivered to each Party.

Done at *Ottawa*, the *3rd of October, 1957*.

*This Agreement was signed on behalf of the States and territories listed below by the same plenipotentiaries who signed the Universal Postal Convention:*

*(For the names of the plenipotentiaries, see pp. 197 to 207 of this volume.)*

People's Republic of Albania  
Germany  
Kingdom of Saudi Arabia  
Argentine Republic  
Austria  
Belgium  
Belgian Congo  
Soviet Socialist Republic of Byelorussia  
Burma  
Bolivia  
United States of Brazil  
People's Republic of Bulgaria  
Cambodia  
Ceylon  
Chile  
China  
Republic of Colombia  
Republic of Cuba  
Denmark  
Dominican Republic  
Egypt  
Republic of El Salvador  
Spain  
Spanish Territories in Africa  
Finland  
France  
Algeria  
Whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications  
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, including the Channel Islands and the Isle of Man  
Whole of the British overseas territories, including the colonies, the protectorates and the territories under trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland  
Greece  
Republic of Haiti  
Republic of Honduras  
Hungarian People's Republic  
India  
Republic of Indonesia  
Iran  
Iraq  
Ireland  
Republic of Iceland

Italy  
Territory of Somalia under Italian Administration  
Japan  
Hashemite Kingdom of Jordan  
Laos  
Lebanon  
Libya  
Luxembourg  
Morocco  
Principality of Monaco  
Nicaragua  
Norway  
New Zealand  
Pakistan  
Paraguay  
Netherlands  
Netherlands Antilles and Surinam  
People's Republic of Poland  
Portugal  
Portuguese Provinces in West Africa  
Portuguese Provinces in East Africa, Asia and Oceania  
Roumanian People's Republic  
Republic of San Marino  
Sweden  
Swiss Confederation  
Syria  
Czechoslovakia  
Thailand  
Tunisia  
Turkey  
Soviet Socialist Republic of Ukraine  
Union of Soviet Socialist Republics  
Eastern Republic of Uruguay  
State of the City of the Vatican  
Republic of Venezuela  
Viet-Nam  
Yemen  
Federal People's Republic of Yugoslavia

## FINAL PROTOCOL TO THE AGREEMENT

At the moment of proceeding to sign the Agreement concerning Insured Letters and Boxes concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have agreed the following :

### ARTICLE I

#### Maximum insured value

Notwithstanding Article 2 every Administration has the option of limiting the maximum of insured value, in so far as it is concerned, to 5,000 francs or to the sum adopted in its internal service if that amount is less than 5,000 francs.

### ARTICLE II

#### Equivalents. Maximum and minimum limits

Each Country has the option of increasing by 60 per cent. or of reducing by 20 per cent., at most, the basic postage charge and the minimum charge for insured boxes prescribed in Article 7, § 2 in accordance with the general scale of postage charges appearing in Article II, § 1 of the Final Protocol to the Convention.

In faith whereof, the undermentioned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol, which shall have the same force and validity as if the provisions contained in it were inserted in the actual text of the Agreement to which it relates, and they have signed it in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of Canada and of which a copy shall be delivered to each Party.

Done at Ottawa, the 3rd of October 1957.

### SIGNATURES

*(The same as on pages 372 and 373 of this volume.)*

# DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT

CONCERNING

## INSURED LETTERS AND BOXES

---

---

### TABLE OF CONTENTS

---

---

#### CHAPTER I

##### GENERAL PROVISIONS

- Art.  
101. Information to be supplied by postal Administrations.

#### CHAPTER II

##### CONDITIONS OF ADMISSION. POSTING

102. Make-up of items.  
103. Insured value.  
104. Customs declarations.  
105. Functions of the office of origin.

#### CHAPTER III

##### EXCHANGE OF INSURED ITEMS

- Art.  
106. Routes and methods of transmission.  
107. Operations at the despatching office of exchange.  
108. Operations at the receiving office of exchange or the office of destination.  
109. Redirection. Undeliverable items.

#### CHAPTER IV

##### MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

110. Withdrawal from the post. Alteration of address.  
111. Application of the Detailed Regulations for implementing the Convention.  
112. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

#### ANNEXES

Forms : see " List of forms ".

**DETAILED REGULATIONS**  
**FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT**  
**CONCERNING**  
**INSURED LETTERS AND BOXES**

Having regard to Article 24 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on the 3rd October 1957, the undersigned, on behalf of their respective Administrations, have by common consent drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning Insured Letters and Boxes is implemented :

**CHAPTER I**

**GENERAL PROVISIONS**

**ARTICLE 101**

**Information to be supplied by postal Administrations**

1. The Administrations of contracting Countries which maintain direct exchanges communicate to each other, by means of tables in the form of the annexed specimen VD 1, information concerning the exchange of insured items.

2. At least three months before implementing the Agreement, Administrations shall communicate to the other Administrations, through the intermediary of the International Bureau :

- a)* the scale of insurance fees applicable in their service to insured items in accordance with Article 7 of the Agreement ;
- b)* the maximum amount up to which they admit insurance by surface and air routes ;
- c)* the number of Customs declarations required for insured boxes addressed to their Country and for boxes in transit, and the languages in which those declarations are to be drawn up ;
- d)* where necessary, a list of their offices which participate in the service ;
- e)* where necessary, those of their regular sea or air services used for the conveyance of ordinary correspondence which may be used, with a guarantee of responsibility, for the conveyance of insured items.

3. Any subsequent amendment should be notified without delay.

## CHAPTER II

## CONDITIONS OF ADMISSION. POSTING

## ARTICLE 102

## Make-up of items

1. Insured letters shall fulfil the following conditions to be admitted to the post :
  - a) the envelopes must be closed by means of identical seals in fine wax, with spaces between, reproducing a private mark of the sender and affixed in sufficient number to secure all the folds of the envelope ;
  - b) the envelopes must be strong, made in one piece and shall permit the seals to adhere completely ; the use of envelopes which are wholly transparent or which have a transparent panel and of envelopes with coloured borders is prohibited ;
  - c) the make-up must be such that the contents cannot be tampered with without obvious damage to the envelope or the seals ;
  - d) the postage stamps representing the prepaid postage and the service labels must be spaced out so that they cannot serve to hide damage to the envelope ; they shall not be folded over the two sides of the envelope. It is forbidden to affix to insured letters labels other than those relating to the postal service.
  
2. Insured boxes shall fulfil the following conditions :
  - a) they must be of wood or metal and sufficiently strong ;
  - b) the walls of wooden boxes must have a minimum thickness of 8 millimetres ;
  - c) the top and bottom of the boxes must be covered with white paper to take the address of the addressee, the declaration of the insured value and the impression of the official stamps ; the boxes must be tied round cross-wise with strong string without knots, the two ends being joined under a fine wax seal bearing a private mark of the sender ; they must be sealed on the four sides with seals identical with that mentioned above.
  
3. The following provisions apply to both insured letters and boxes :
  - a) the prepaid postage may be represented by the indication (in figures) of the sum collected, expressed in the currency of the Country of origin, as, for example : “*Taxe perçue : fr. .... c. ....*” [Charge collected : fr. .... c. .... ] ; this indication shall be marked at the upper right-hand corner of the address side and authenticated by an impression of the date-stamp of the office of origin ;
  - b) items addressed to initials or the address of which is shown in pencil and those which have erasures or corrections in their address are not admitted ; such items which have been wrongly admitted must be returned to the office of origin.

## ARTICLE 103

**Insured value**

1. The insured value must be expressed in the currency of the Country of origin and written by the sender or his representative on the address side of the item in words with Roman lettering and in Arabic figures, without erasure or alteration, even if certified ; the indication of the amount of the insured value must not be made in pencil.

2. The amount of the insured value must be converted into gold francs by the sender or by the office of origin ; the result of the conversion must be shown by new figures placed at the side of or below those representing the amount of the insurance in the currency of the Country of origin ; this provision does not apply to direct services between Countries having a common currency ; the amount in gold francs shall be underlined by a stroke of a coloured pencil.

3. When circumstances of any kind or statements made by the interested parties disclose a fraudulent insurance for a value greater than the actual value enclosed in a letter or a box, the Administration of origin is advised as soon as possible, with any documents in support of the investigation.

## ARTICLE 104

**Customs declarations**

1. In the services in which Customs declarations are required, insured boxes should be accompanied by the requisite number of forms, duly filled up, in the form C2 (annexed to the Detailed Regulations for implementing the Convention).

2. Administrations accept no responsibility as regards Customs declarations.

## ARTICLE 105

**Functions of the office of origin**

1. Once the office of origin has accepted an insured item as eligible, it proceeds as follows :

- a) it marks the exact weight in grammes on the item at the upper left-hand corner of the address side ;
- b) it adds to the address side a stamp impression showing the office and date of posting ;
- c) it affixes a label C4 showing in Roman letters, the name of the office of posting and the serial number of the item ;
- d) it also affixes a red label bearing in bold letters the indication "*Valeur déclarée*" [Insured].

2. Administrations may replace the two labels prescribed in § 1 by a single red label in the form of the annexed specimen VD 2.

3. No serial number shall be placed on the front of insured items by the intermediate Administrations.



## CHAPTER III

## EXCHANGE OF INSURED ITEMS

## ARTICLE 106

**Routes and methods of transmission**

1. By means of the tables VD 1 received from the others concerned, each Administration decides on the routes to be used for the transmission of its insured items.

2. The transmission of insured items between adjacent Countries or between Countries connected by a direct sea or air service is effected by the offices of exchange which the two Administrations concerned appoint by mutual agreement.

3. In the relations between Countries separated by one or more intermediate services, insured items should follow the most direct route. Nevertheless, Administrations concerned may also arrange with one another to provide for transmission *à découvert* by circuitous routes where such transmission by the direct route would not carry with it a guarantee of responsibility over the whole distance.

4. According to the requirements of the service, items may be despatched in closed mails or be handed over *à découvert* to the first intermediate Administration if that Administration is able to arrange for their transmission under the conditions prescribed in the tables VD 1; nevertheless each intermediate Administration is entitled, when it finds that the number of *à découvert* items is such as to hinder its work, to insist that insured items be delivered to it in closed mails made up by the Administration of origin for the offices of exchange of the Country of destination.

5. The right is reserved to the Administrations of origin and of destination to arrange with one another to exchange insured items in closed mails by means of the services of one or more intermediate Countries whether these are parties to the Agreement or not; the intermediate Administrations should be advised in good time.

## ARTICLE 107

**Operations at the despatching office of exchange**

1. The despatching office of exchange enters the insured items on special despatch lists in the form of the annexed specimen VD 3 with all the details for which the form provides; the indication "*Exprès*" [Express] should be marked in the "*Observations*" column against the entries for items for delivery by express.

2. Insured items are made up with the despatch list or lists into one or more special packets which are tied up together, wrapped in strong paper, tied on the outside and sealed with fine wax on every fold by means of the seal of the despatching office of exchange; these packets are endorsed "*Valeurs déclarées*" [Insured items], "*Lettres avec valeur déclarée*" [Insured letters], or "*Boîtes avec valeur déclarée*" [Insured boxes], as the case may be.

3. Instead of being made up in a packet, the insured letters may be placed in a strong paper envelope, closed by means of wax seals.

4. The packets or envelopes of insured items may also be closed by means of gummed seals bearing the printed indication of the Administration of origin of the mail, unless the Administration of destination of the mail requires that they shall be sealed with wax or lead. An impression of the date-stamp of the despatching office should be added to the gummed seal in such a way that it appears partly on the seal and partly on the packing.

5. If their number or volume makes it necessary insured items may be enclosed in a bag suitably closed and sealed with wax or lead.

6. The presence of envelopes, packets or bags of insured items is recorded in table III of the letter bill in the form C 12 (annexed to the Detailed Regulations for implementing the Convention); when the mail does not contain envelopes, packets or bags of insured items the indication "*Néant*" [Nil] is entered in that table.

7. The packet, envelope or bag of insured items is enclosed in the packet or bag containing registered items or, failing those, in the packet or bag which would normally contain registered items; when the registered items are enclosed in more than one bag, the packet, envelope or bag of insured items is to be placed in the bag to the neck of which is fixed the special envelope containing the letter bill.

8. When one of two corresponding Administrations expressly requests it, the insured boxes shall be entered on separate forms VD 3 and be despatched in a separate packet or bag.

#### ARTICLE 108

##### Operations at the receiving office of exchange or the office of destination

1. On receipt of a packet, envelope or bag containing insured items, the office of exchange proceeds as follows:

- a) it satisfies itself that there is no irregularity in the external condition of the packet, envelope or bag and that it has been made up in accordance with the provisions of Article 107;
- b) it proceeds to check the number of insured items and to inspect each item individually;
- c) it proceeds to amend or to send on the despatch lists in accordance with the provisions of Article 166, §§ 2 to 10 of the Detailed Regulations for implementing the Convention, relating to registered items.

2. Irregularities are immediately made the subject of reservations to the transferring service.

3. The notification of a missing item, of an alteration or of any other irregularity of such a kind as to involve the responsibility of Administrations is carried out by means of a formal report in the form of the annexed specimen VD 4; this report, accompanied, unless this is impossible for a stated reason, by the complete packing (bag, envelope, string and seals or leads) of all the inner and outer packets or bags in which the insured items were enclosed, is forwarded as a registered item to the central Administration of the Country to which the despatching office of exchange belongs independently of the verification note due to be sent to that office immediately; a duplicate of the report is at the same time sent either to the central Administration to which the receiving office of exchange belongs or to any other controlling authority appointed by that Administration.

4. Without prejudice to the application of the provisions of § 3, the office of exchange which receives from a corresponding office a damaged or an insufficiently packed item shall send it on after observing the following rules :

- a) if it is a matter of slight damage or of partial destruction of the seals it is sufficient to re-seal the item to safeguard the contents, on condition, however, that it is obvious that the contents are not damaged nor, according to a check of the weight, short ; the existing seals should be preserved ; if necessary, the items should be repacked, retaining the original packing as far as possible ;
- b) if the state of the item is such that the contents of the item could have been withdrawn, the office should open it of its own accord and check the contents ; the result of this check should be made the subject of a formal report VD 4 of which a copy is attached to the item ; the item is repacked ;
- c) in all these cases, the weight of the item on arrival and the weight after restoration shall be checked and noted on the cover ; this note is followed by the indication “ *Cacheté d’office à . . .* ” [Officially sealed at . . .] or “ *Remballé à . . .* ” [Repacked at . . .], by an impression of the date-stamp and by the signature of the officials who have affixed the seals or carried out the repacking.

5. Every unpaid or underpaid insured item is delivered to the addressee without charge, except in the case provided for in Article 59 § 6 of the Convention ; the irregularity is, however, reported to the office of origin of the item by verification note.

6. The office of destination applies to the back of each insured item an impression of its stamp showing the date of receipt.

#### ARTICLE 109

##### **Redirection. Undeliverable items**

1. Every insured item, the addressee of which has left for a Country which is not a party to the present Agreement, is sent back forthwith to the Administration of origin for return to the sender, unless the Administration of the first destination is able to arrange for its delivery to the addressee.

2. Insured items which have not been delivered shall be sent back as soon as possible, and at the latest within the periods fixed by Article 59 of the Convention ; these items are entered on the list VD 3 and included in the packet, envelope or bag labelled “ *Valeurs déclarées* ” [Insured items].

3. The Customs duty and other non-postal charges of which it has not been possible to secure cancellation on redirection or on return to origin are collected from the Administration of the new destination under the conditions laid down by Article 153, § 8 of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

## CHAPTER IV

## MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

## ARTICLE 110

**Withdrawal from the post. Alteration of address**

1. Every request for alteration of address sent by telegraph shall be confirmed by post, by the first mail, as prescribed in Article 156, § I *a*) of the Detailed Regulations for implementing the Convention ; the form C7 referred to in that Article should then bear at the head, in bold letters, the indication “ *Confirmation de la demande télégraphique du .....* ” [Confirmation of the telegraphic request of the .....] ; pending this confirmation the office of destination merely retains the item.

2. However, the Administration of destination may, on its own responsibility, act upon the telegraphic request without awaiting confirmation by post.

## ARTICLE 111

**Application of the Detailed Regulations for implementing the Convention**

As regards everything not expressly provided for in these Detailed Regulations, the provisions of the Detailed Regulations for implementing the Convention, and in particular those of the following Articles, apply to insured items :

- a*) Articles 129 and 152 : Items for delivery free of charges ;
- b*) Articles 146 and 147 : Advice of delivery ;
- c*) Article 148 : Delivery to addressee in person ;
- d*) Articles 150 and 163 : Express items ;
- e*) Article 156 : Withdrawal from the post. Alteration of address, completed by Article 110 of these Detailed Regulations ;
- f*) Articles 158, 159 and 160 : Enquiries and requests for information ;
- g*) Articles 173 to 184 : Transit charges ;
- h*) Article 189 : Settlement of accounts relating to items for delivery free of charges ; however, Administrations which notify that they are unable to adhere to the method of settlement prescribed in that Article should indicate the arrangements which they wish to adopt.

## ARTICLE 112

**Entry into force and duration of the Detailed Regulations**

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning Insured Letters and Boxes comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the contracting Parties.

Done at Ottawa, the 3rd of October, 1957.

## SIGNATURES

(The same as on pages 372 and 373 of this volume.)

## LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of form 2	References 3
VD 1	Table VD 1 .. .. .	art. 101, § 1
VD 2	" V " label combined with the name of the office of origin and the registration number of the item .. .. .	art. 105, § 2
VD 3	Despatch list for insured letters and boxes .. .. .	art. 107, § 1
VD 4	Report concerning the loss of/theft from/damage to or other irregularities in respect of an insured letter/box .. .. .	art. 108, § 3

## ANNEXES :

FORMS VD 1 TO VD 4

POSTAL ADMINISTRATION							VD 1
of .....							
TABLE VD 1							
showing the Countries for which the postal Administration of..... is able to serve as intermediary for the exchange of insured letters and boxes.							
Serial Number	Country of destination	Routes	Intermediate Countries and sea services to be used	Limit of insured value	Admission of insured boxes	Number of Customs declara- tions to be attached to boxes	Observa- tions
(1)/	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
				fr			

VD 2



Insured Letters and Boxes, Ottawa 1957, art. 105 § 2. Size 37 × 13 mm., colour red.

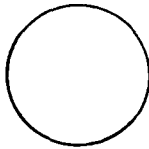
VD 3

DESPATCHING ADMINISTRATION ADMINISTRATION OF DESTINATION

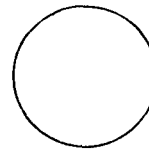
Stamp of the  
despatching office  
of exchange

DESPATCH LIST No.....  
OF INSURED LETTERS AND BOXES

Stamp of the  
office of exchange  
of destination



despatched by the office of exchange of.....  
to the office of exchange of.....



Mail no.(<sup>1</sup>).....of the.....19..., at...h...m

Serial number	Office of origin	Registration number of the item	Place of destination	Amount of insured value	Observations
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
21					
22					
23					
24					
25					
26					
27					
28					
29					
30					

Officials of the despatching office :

Officials of the office of destination :

(<sup>1</sup>) To be filled in only for numbered mails.





VD 4 (Back)

On examination <sup>(1)</sup> in the presence of the <sup>(1)</sup>  $\frac{\text{addressee}}{\text{sender}}$ , it has been established.....

<sup>(1)</sup> { Consequently  
According to the addressee } the following  $\frac{\text{is}}{\text{are}}$  missing.....

<sup>(1)</sup>  $\frac{\text{the addressee}}{\text{the sender}}$  estimates at an amount of.....the loss by { loss.  
theft.  
damage.

<sup>(1)</sup> { Loss  
Theft  
Damage } is due to.....

<sup>(1)</sup> After repacking and weighing, the new weight is.....; the item has been forwarded to destination.

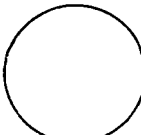
<sup>(1)</sup> The contents have been destroyed by the undersigned office.

<sup>(1)</sup> The packing is held here.

<sup>(1)</sup> The addressee refuses the item but claims an indemnity of.....  
The sender has accepted the item,

<sup>(1)</sup> The following are annexed to this report : packing, bag, string, seals, lead seals, etc. <sup>(2)</sup> :

In faith thereof, we have drawn up this report, of which a duplicate has been sent to.....

Date stamp  
of the office  


Signature of two postal officials

Signature of the addressee or sender

<sup>(1)</sup> Strike out whichever entries do not apply.  
<sup>(2)</sup> Indicate precisely the packet or bag concerned.

*Treaties and international agreements registered  
or filed and recorded with the Secretariat  
of the United Nations*

---

VOLUME 365

1960

I. Nos. 5213-5214

---

TABLE OF CONTENTS

---

I

*Treaties and international agreements  
registered on 7 July 1960*

UNIVERSAL POSTAL UNION

ACTS OF THE CONGRESS OF OTTAWA, 1957 (*continued*: III, IV)

[See United Nations, *Treaty Series*, Vol. 364]

	<i>Page</i>
<b>No. 5213. Afghanistan, Albania, Germany, Saudi Arabia, Argentina, Austria, etc. (Universal Postal Union):</b>	
Agreement concerning postal parcels (with Final Protocol and Detailed Regulations with Final Protocol). Signed at Ottawa, on 3 October 1957	3
<b>No. 5214. Albania, Germany, Saudi Arabia, Argentina, Austria, etc. (Universal Postal Union):</b>	
Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques (with Detailed Regulations). Signed at Ottawa, on 3 October 1957 . . .	207

---

*Traités et accords internationaux enregistrés  
ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat  
de l'Organisation des Nations Unies*

---

VOLUME 365

1960

I. N<sup>os</sup> 5213-5214

---

**TABLE DES MATIÈRES**

---

**I**

*Traités et accords internationaux  
enregistrés le 7 juillet 1960*

UNION POSTALE UNIVERSELLE  
ACTES DU CONGRÈS D'OTTAWA, 1957 (suite : III, IV)  
[Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 364]

	<i>Pages</i>
<b>N<sup>o</sup> 5213. Afghanistan, Albanie, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Autriche, etc. (Union postale universelle):</b>	
Arrangement concernant les colis postaux (avec Protocole final et Règlement d'exécution avec Protocole final). Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957	3
<b>N<sup>o</sup> 5214. Albanie, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Autriche, etc. (Union postale universelle):</b>	
Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage (avec Règlement d'exécution). Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957 . . .	207

---

## NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration, which has not been registered, may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly by resolution 97 (I) established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, Vol. 76, p. XVIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party, or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party a status which it would not otherwise have.

\*\*\*

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this *Series*, have been made by the Secretariat of the United Nations.

---

## NOTE DU SECRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été, ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir, texte du règlement, vol. 76, p. XIX).

Le terme « traité » et l'expression « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'État Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet État comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

\*\*\*

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce *Recueil*, ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

**I**

***Treaties and international agreements***

*registered*

*on 7 July 1960*

*Nos. 5213 and 5214*

---

***Traités et accords internationaux***

*enregistrés*

*le 7 juillet 1960*

*N<sup>os</sup> 5213 et 5214*



**No. 5213**

---

**AFGHANISTAN, ALBANIA, GERMANY,  
SAUDI ARABIA, ARGENTINA, AUSTRIA, etc.  
(UNIVERSAL POSTAL UNION)**

**Agreement concerning postal parcels (with Final Protocol  
and Detailed Regulations with Final Protocol). Signed  
at Ottawa, on 3 October 1957**

*Official text: French.*

*Registered by Canada on 7 July 1960.*

---

**AFGHANISTAN, ALBANIE, ALLEMAGNE,  
ARABIE SAOUDITE, ARGENTINE, AUTRICHE, etc.  
(UNION POSTALE UNIVERSELLE)**

**Arrangement concernant les colis postaux (avec Protocole  
final et Règlement d'exécution avec Protocole final).  
Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957**

*Texte officiel français.*

*Enregistré par le Canada le 7 juillet 1960.*





**UNION POSTALE UNIVERSELLE**  
**ACTES DU CONGRÈS D'OTTAWA, 1957**

---

**III**

**N° 5213. ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX. SIGNÉ À OTTAWA, LE 3 OCTOBRE 1957**



NOTE. — Les caractères *italiques* figurant dans le texte ci-après marquent les modifications (changements, additions ou suppressions de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport aux Actes du Congrès de Bruxelles, 1952, non remaniés<sup>1</sup>.

TABLE DES MATIÈRES  
DE L'ARRANGEMENT  
CONCERNANT  
LES COLIS POSTAUX

CHAPITRE I  
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Catégories de colis
3. Coupures de poids

CHAPITRE II  
DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES CATÉGORIES DE COLIS

SECTION I

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION

4. Conditions d'acceptation
5. Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt
6. Interdictions
7. Traitement des colis acceptés à tort

SECTION II

TAXES ET DROITS

8. Composition des taxes et des droits
9. Taxe principale
10. Quote-part territoriale
11. Quote-part maritime
12. Quote-part aérienne
13. Réduction ou majoration de la quote-part territoriale
14. Réduction ou majoration de la quote-part maritime
15. Quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle
16. Taxes supplémentaires
17. *Taxe pour colis classés dans la coupure de poids supérieure*
18. Droits non postaux

SECTION III

OPÉRATIONS POSTÉRIEURES À L'ARRIVÉE DES COLIS AU BUREAU DE DESTINATION

19. Règles générales de livraison. Délais de garde
20. Retrait. Modification d'adresse
21. Réexpédition. Renvoi à l'origine
22. Non-livraison au destinataire
23. Vente. Destruction
24. Récupération de frais sur l'expéditeur
25. Réclamations et demandes de renseignements

<sup>1</sup> [Traduction — Translation] NOTE. — The letters in *italics* in the French text indicate the modifications (changes, additions or deletions of words, passages, figures, signs, etc.) by comparison with the Acts of the Congress of Brussels, 1952, not revised.

## CHAPITRE III

## DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

## SECTION I

## COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE

26. Déclaration de valeur
27. Droit d'assurance et taxe spéciale
28. Autres dispositions concernant les colis avec valeur déclarée

## SECTION II

## COLIS URGENTS

29. Taxes des colis urgents

## SECTION III

## COLIS DE PRISONNIERS DE GUERRE ET INTERNÉS

30. Exonération de taxes des colis de prisonniers de guerre et internés
31. Autres dispositions particulières aux colis de prisonniers de guerre et internés

## CHAPITRE IV

## RESPONSABILITÉ

## SECTION I

## PRINCIPES GÉNÉRAUX

32. Étendue et limites de la responsabilité des Administrations postales
33. Exceptions au principe de la responsabilité
34. Responsabilité de l'expéditeur
35. Dédommagement
36. Responsabilité mutuelle des Administrations postales

## SECTION II

## INDEMNITÉ DE DÉDOMMAGEMENT

37. Paiement de l'indemnité
38. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou le destinataire
39. Imputation des paiements aux Administrations postales responsables

## CHAPITRE V

## ATTRIBUTION DES TAXES ET DROITS

Art.

40. Principe général d'attribution des taxes et droits
41. Taxes portées au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine
42. Taxes conservées par l'Administration perceptrice
43. Cas particuliers d'attribution de taxes
44. Reprises de taxes et droits

## CHAPITRE VI

## DISPOSITIONS DIVERSES

- 45. Application de la Convention
- 46. Colis à destination ou en provenance de Pays ne participant pas à l'Arrangement

## CHAPITRE VII

## DISPOSITIONS FINALES

- 47. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

## PROTOCOLE FINAL

## SECTION I

## DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

- I. Exploitation du service par les entreprises de transport
- II. Transit
- III. *Retrait. Modification d'adresse. Livraison en franchise de droits demandée postérieurement au dépôt du colis*

## SECTION II

## CONDITIONS D'ADMISSION

- IV. Dimensions et volume
- V. *Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt*
- VI. Colis encombrants
- VII. *Livre avoirdupois*
- VIII. *Avis de réception*
- IX. *Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt*

## SECTION III

## TARIFS

- X. Quotes-parts territoriales exceptionnelles
- XI. *Quotes-parts maritimes*
- XII. Quotes-parts supplémentaires
- XIII. Tarifs spéciaux

## SECTION IV

## DÉDOMMAGEMENT ET RESPONSABILITÉ

- XIV. Colis avec valeur déclarée
- XV. *Maximum de déclaration de valeur*
- XVI. Exceptions au principe de la responsabilité
- XVII. *Dédommagement*



ARRANGEMENT <sup>1</sup>

CONCERNANT

## LES COLIS POSTAUX

CONCLU ENTRE

l'Afghanistan, la République Populaire d'Albanie, l'Allemagne, le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, le Congo belge, la République Soviétique Socialiste de Biélorussie, la Bolivie, les États-Unis du Brésil, la République Populaire de Bulgarie, le Cambodge, Ceylan, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la République de Corée, la République de Costa-Rica, la République de Cuba, le Danemark, la République Dominicaine, l'Égypte, la République de El Salvador, l'Équateur, l'Espagne, les Territoires espagnols de l'Afrique, l'Éthiopie, la Finlande, la France, l'Algérie, l'Ensemble des Territoires représentés par l'Office français des Postes et Télécommunications d'outre-mer, le Ghana, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Ensemble des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, la République du Honduras, la République Populaire Hongroise, l'Inde, la République d'Indonésie, l'Iran, l'Iraq, l'Irlande, la République d'Islande, l'Italie, le Territoire de la Somalie sous administration italienne, le Japon, le Royaume Hachémite de Jordanie, le Laos, le Liban, la République de Libéria, la Libye, le Luxembourg, le Maroc, le Mexique, la Principauté de Monaco, le Nicaragua, la Norvège, le Pakistan, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, les Antilles néerlandaises et Surinam, le Pérou, la République Populaire de Pologne, le Portugal, les Provinces portugaises de l'Afrique occidentale, les Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie, la République Populaire Roumaine, la République de Saint-Marin, la République du Soudan, la Suède, la Confédération Suisse, la Syrie, la Tchécoslovaquie, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, la République Soviétique Socialiste d'Ukraine, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, la République Orientale de l'Uruguay, l'État de la Cité du Vatican, la République de Vénézuéla, le Viêt-Nam, le Yémen, la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

---

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 22 de la Convention postale universelle conclue à Ottawa le 3 octobre 1957,<sup>2</sup> ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

(Voir notes 1 et 2 aux pages 12 et 13)

(Notes 1 et 2 de la page 11)

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1959, conformément à l'article 47. Les instruments de ratification ou d'adhésion (a) ci-après ont été déposés auprès du Gouvernement canadien aux dates indiquées :

Albanie . . . . .	14 septembre	1959	Luxembourg . . . . .	13 janvier	1960
Argentine (avec réserves*) . . . . .	15 avril	1959	Maroc . . . . .	9 juillet	1959
Autriche . . . . .	4 mai	1959	Mexique . . . . .	19 mars	1959
République socialiste soviétique de Biélorussie . . . . .	23 avril	1959	Monaco . . . . .	2 septembre	1959
Bulgarie . . . . .	13 mai	1959	Norvège . . . . .	19 août	1958
Cambodge . . . . .	12 janvier	1960	Pakistan . . . . .	8 octobre	1959
Ceylan . . . . .	16 novembre	1959	Pays-Bas . . . . .	27 août	1959
République de Chine . . . . .	6 octobre	1959	(Y compris la Nouvelle-Guinée néerlandaise, le Surinam et les Antilles néerlandaises.)		
République de Corée . . . . .	14 mars	1960	Pérou . . . . .	21 mai	1959
Danemark . . . . .	13 août	1958	République arabe unie: Province égyptienne . . . . .	15 janvier	1959
Espagne . . . . .	29 juillet	1959	Province syrienne . . . . .	15 janvier	1959
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	17 juillet	1959
Fédération de Malaisie (avec déclaration**) . . . . .	13 mars	1959 (a)	(Y compris les îles de la Manche et l'île de Man.)		
Finlande . . . . .	6 mars	1959	Saint-Marin . . . . .	31 mars	1959
France . . . . .	8 mai	1959	Soudan . . . . .	1 <sup>er</sup> mars	1960
(Y compris l'Algérie et l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer composé des pays et territoires désignés ci-après, ainsi que du Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides†.)			Suède . . . . .	2 mai	1958
Grèce . . . . .	2 octobre	1959	Suisse . . . . .	14 novembre	1958
Hongrie . . . . .	5 avril	1960	Tchécoslovaquie . . . . .	13 août	1959
Inde (avec déclaration***) . . . . .	21 décembre	1959	Tunisie . . . . .	24 mars	1959
Irak (avec réserve****) . . . . .	18 janvier	1960	République socialiste soviétique d'Ukraine . . . . .	5 mai	1959
Islande . . . . .	27 novembre	1958	Union des Républiques socialistes soviétiques . . . . .	23 avril	1959
Italie . . . . .	9 juin	1960	État de la Cité du Vatican . . . . .	13 avril	1960
Japon . . . . .	7 novembre	1958	République du Vietnam . . . . .		
Jordanie . . . . .	2 mars	1959	Nam . . . . .	3 décembre	1959
Liban . . . . .	23 juillet	1958	Yémen . . . . .	3 avril	1959 (a)
			Yougoslavie . . . . .	15 avril	1959

† a) *États membres de la Communauté*: République du Sénégal, République soudanaise, République de la Côte-d'Ivoire, République du Niger, République de la Haute-Volta, République du Dahomey, République islamique de Mauritanie, République gabonaise, République du Congo, République Centre-Africaine, République du Tchad, République de Madagascar.

b) *Territoires d'outre-mer*: Comores, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Polynésie française, Côte française des Somalis, îles Saint-Pierre-et-Miquelon.

c) *Territoires sous tutelle de la France*: Cameroun, République autonome du Togo.



## \*RÉSERVES

[TEXTE ESPAGNOL — SPANISH TEXT]

« ... que los artículos 4º y 5º de la Convención Postal Universal no se refieren ni comprenden a las Islas Malvinas, Islas Georgias del Sur, Islas Sandwich del Sur y tierras incluidas dentro del sector antártico argentino, por cuanto éstas no constituyen colonia o posesión de Nación alguna, sino que hacen parte del territorio argentino y están comprendidas en su dominio y soberanía.

La República Argentina especialmente reserva y mantiene intactos sus legítimos títulos y derechos sobre esos territorios, señalando que la disposición contenida en el artículo 53, numeral 1) sobre circulación de sellos postales valederos en el país de origen, no será considerada como obligatoria por la República cuando en los mismos se desfigure la realidad geográfica y jurídica argentina. »

[TRADUCTION — TRANSLATION]

... que les articles 4 et 5 de la Convention postale universelle ne se réfèrent ni ne s'appliquent aux îles Malouines, aux îles de la Georgie du Sud, aux îles Sandwich du Sud et aux terres comprises dans le secteur antarctique argentin, lesquelles ne constituent des colonies ou possessions d'aucun pays mais font partie du territoire argentin et relèvent de sa juridiction et de sa souveraineté.

La République Argentine réserve et réaffirme spécialement dans leur intégralité ses titres et droits légitimes concernant ces territoires, et signale que la disposition du paragraphe 1 de l'article 53 relative à la circulation de timbres-poste valables dans le pays d'origine ne sera pas considérée comme liant obligatoirement la République lorsque ces timbres déformeront la réalité géographique et juridique argentine.

## \*\*DÉCLARATION

[TRADUCTION — TRANSLATION]

... Le Ministère prie en outre le Haut Commissariat d'informer son Gouvernement que la Fédération de Malaisie désire bénéficier des dispositions de l'article VIII du Protocole final de la Convention postale universelle, ainsi que des dispositions ci-après du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux, applicables aux territoires britanniques d'outre-mer :

- a) Les articles III, VI (B), VIII, IX, X, XI et XV du Protocole final de l'Arrangement.
- b) L'article unique du Protocole final du Règlement d'exécution.

## \*\*\*DÉCLARATION

[TRADUCTION — TRANSLATION]

En ce qui concerne les deux rubriques de l'article 4 de la Convention relatives à des territoires du Portugal, et la mention correspondante qui en est faite dans le préambule, le Gouvernement indien considère que, quel que soit le nom qui leur est donné, il s'agit là juridiquement de « territoire », conformément au titre de l'article 4, dont le pays membre assure les relations internationales.

## \*\*\*\*RÉSERVE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

La participation de l'Irak à la Conférence de l'Union postale universelle et sa ratification de la Convention postale universelle et des arrangements qui y sont annexés n'impliquent en aucune façon la reconnaissance, par l'Irak, de l'État d'Israël comme membre de l'Union postale universelle. L'Irak ne saurait établir aucune sorte de relations avec Israël et ne reconnaît nullement à ce dernier le droit de lui demander de s'acquitter d'une obligation quelconque aux termes desdits accords.

<sup>3</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 364, p. 3.

## CHAPITRE I

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## ARTICLE PREMIER

## Objet de l'Arrangement

1. Des envois dénommés «colis postaux» dont le poids unitaire ne peut dépasser 20 kilogrammes peuvent être échangés entre les Pays contractants soit directement, soit par l'intermédiaire de l'un ou de plusieurs d'entre eux.

2. Dans les relations entre les Pays dont les Administrations se sont déclarées d'accord à ce sujet, les colis postaux sont admis au transport par la voie aérienne et sont alors dénommés «colis postaux-avion».

3. Dans le présent Arrangement, dans son Protocole final et dans son Règlement d'exécution, l'abréviation «colis» s'applique à tous les colis postaux et l'abréviation «colis-avion» seulement aux colis postaux-avion.

4. L'échange des colis excédant 10 kilogrammes est facultatif.

## ARTICLE 2

## Catégories de colis

1. Le «colis ordinaire» est celui qui n'est soumis à aucune des formalités spéciales prescrites pour les catégories qui sont définies aux §§ 2 et 3.

2. Le colis «avec valeur déclarée» est celui qui comporte une déclaration de valeur.

3. Est dénommé:

- a) «colis urgent», tout colis qui, dans la mesure du possible, doit être transporté par les moyens rapides utilisés pour la poste aux lettres;
- b) «colis exprès», tout colis qui, dès l'arrivée au bureau de destination, doit être livré à domicile par porteur spécial ou qui, dans les Pays dont les Administrations n'assurent pas la livraison à domicile, donne lieu à la remise, par porteur spécial, d'un avis d'arrivée; toutefois, si le domicile du destinataire est situé en dehors du rayon de distribution locale du bureau d'arrivée, la livraison au porteur spécial n'est pas obligatoire;
- c) «colis franc de droits», tout colis pour lequel l'expéditeur demande à prendre en charge la totalité des taxes postales et des droits postaux ou autres dont le colis peut être grevé à la livraison. Cette demande peut être faite lors du dépôt ou postérieurement jusqu'au moment de la livraison au destinataire;
- d) «colis-remboursement», tout colis grevé de remboursement et visé par l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;<sup>1</sup>
- e) «colis fragile», tout colis contenant des articles pouvant se briser facilement et dont la manipulation doit être effectuée avec un soin particulier;
- f) «colis de prisonniers de guerre et internés», tout colis destiné aux prisonniers ou aux organismes visés à l'article 39 de la Convention ou expédié par eux;

4. Est considéré comme «colis encombrant» :

- a) tout colis dont les dimensions dépassent les limites fixées par le Règlement ou celles que les Administrations peuvent fixer entre elles;
- b) tout colis qui, par sa forme, sa nature ou sa structure ne se prête pas facilement au chargement avec d'autres colis ou qui exige des précautions spéciales;
- c) à titre facultatif, tout colis qui emprunte un service maritime et dont le volume dépasse les limites fixées par le Règlement.

5. L'échange des colis «avec valeur déclarée», «urgents», «exprès», «francs de droits», «remboursement», «fragiles» et «encombrants» exige l'accord préalable des Administrations d'origine et de destination.

6. Pour l'échange des colis «avec valeur déclarée» (transportés à découvert), des colis «urgents», «fragiles» et «encombrants», les Administrations intermédiaires doivent, en outre, marquer leur assentiment pour l'acheminement en transit.

<sup>1</sup> Sera publié dans le *Recueil des Traités* des Nations Unies, vol. 366, sous le n° 5216.

## ARTICLE 3

## Coupures de poids

Les colis définis à l'article 2 comportent les coupures de poids suivantes:

			jusqu'à	1 kilogramme
au-dessus de	1	>	3 kilogrammes	
>	>	3	>	5
>	>	5	>	10
>	>	10	>	15
>	>	15	>	20

## CHAPITRE II

## DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES CATÉGORIES DE COLIS

## SECTION I

## CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION

## ARTICLE 4

## Conditions d'acceptation

1. Sous réserve que le contenu ne tombe pas sous le coup des interdictions énumérées à l'article 6 ou sous celui des interdictions ou des restrictions applicables dans le territoire d'une ou de plusieurs Administrations appelées à participer au transport, tout colis, pour être admis à l'expédition, doit:

- a) répondre aux conditions de poids et de dimensions fixées par le présent Arrangement ou son Règlement;
- b) être affranchi de toutes taxes et de tous droits exigibles par le bureau d'origine.

2. Un colis franc de droits ne peut être accepté que si l'expéditeur s'engage à payer toute somme que le bureau d'arrivée serait en droit de réclamer au destinataire ainsi que la taxe pour franchise à la livraison prévue à l'article 16, § 2, lettre j); le bureau d'origine peut exiger le versement d'arrhes suffisantes.

## ARTICLE 5

## Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

Au moment du dépôt d'un colis, l'expéditeur est tenu d'indiquer le traitement à *appliquer en cas* de non-livraison. Il ne peut donner que les instructions suivantes:

- a) envoi d'un avis de non-livraison à lui-même;
- b) envoi d'un avis de non-livraison à un tiers domicilié dans le Pays de destination;
- c) renvoi immédiat à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne;
- d) renvoi à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne, à l'expiration d'un certain délai;
- e) livraison à un autre destinataire, au besoin après réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne (et sous réserve des particularités prévues à l'article 22, § 1, lettre c), chiffre 2°);
- f) réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne, du colis aux fins de remise au destinataire primitif;
- g) vente du colis aux risques et périls de l'expéditeur;
- h) abandon du colis par l'expéditeur.

## ARTICLE 6

## Interdictions

L'expédition des objets visés ci-dessous est interdite:

- a) dans toutes les catégories de colis:
  - 1° les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres colis;

- 2° l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants; toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions effectuées dans un but médical ou scientifique pour les Pays qui les admettent à cette condition;
  - 3° les objets dont l'admission ou la circulation est interdite dans le Pays de destination;
  - 4° les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ainsi que les objets de correspondance de toute nature portant une adresse autre que celle du destinataire du colis ou des personnes habitant avec lui; cependant, il est permis d'insérer l'un des documents ci-après, non fermé, réduit à ses énonciations constitutives et se rapportant exclusivement aux marchandises transportées: facture, bordereau ou avis d'expédition, bon de livraison. S'il s'agit de l'insertion d'un seul objet de correspondance non autorisé au sens du présent chiffre 4°, cet objet est traité de la manière prescrite à l'article 55 de la Convention et, pour ce motif, le colis ne peut être renvoyé à l'origine;
  - 5° les animaux vivants, à moins que leur transport par la poste ne soit autorisé par les règlements postaux des Pays intéressés;
  - 6° les matières explosibles, inflammables ou dangereuses. Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour le transport des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives, des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles et des allumettes, des films *inflammables*, du celluloïd brut ou des objets fabriqués en celluloïd;
  - 7° les objets obscènes ou immoraux;
- b) dans les colis sans valeur déclarée à destination des Pays qui admettent la déclaration de valeur: les pièces de monnaie, les billets de banque, les billets de monnaie ou les valeurs quelconques au porteur, le platine, l'or ou l'argent, manufacturés ou non, les pierreries, les bijoux et autres objets précieux; chaque Administration a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingot, même dans des envois avec valeur déclarée, ou de limiter la valeur réelle de ces envois. Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'échange des colis entre deux Administrations admettant les colis avec valeur déclarée ne peut s'effectuer que par l'intermédiaire d'une Administration qui ne les admet pas. Il est entendu que, dans ce cas, la responsabilité de l'Administration intermédiaire n'est engagée que dans les limites réglementaires prévues pour les colis ordinaires.

## ARTICLE 7

## Traitement des colis acceptés à tort

1. Lorsque les colis qui contiennent les objets cités à l'article 6, lettre a), ont été acceptés à tort à l'expédition, ils sont à traiter selon la législation intérieure du Pays de l'Administration qui en constate la présence; toutefois, les colis contenant les objets visés au même article, lettre a), chiffres 2°, 6° et 7°, ne sont en aucun cas ni acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine.

2. Lorsque les colis sans valeur déclarée à destination des Pays qui admettent la déclaration de valeur contiennent les objets cités à l'article 6, lettre b), ils doivent être renvoyés à l'origine par l'Administration de transit qui constate l'erreur. Si l'erreur n'est constatée qu'après réception dans l'Administration de destination, celle-ci est autorisée à livrer le colis au destinataire, aux conditions fixées par ses règlements intérieurs. Si ces règlements n'admettent pas la livraison, le colis doit être renvoyé à l'origine.

3. Les dispositions du § 2 sont applicables aux colis dont le poids ou les dimensions dépassent sensiblement les limites admises; toutefois, ces colis peuvent être livrés, le cas échéant, au destinataire, si celui-ci a préalablement acquitté les taxes éventuelles.

4. Lorsqu'un colis admis à tort n'est ni livré au destinataire, ni renvoyé à l'origine, l'Administration d'origine doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ce colis.

## SECTION II

## TAXES ET DROITS

## ARTICLE 8

## Composition des taxes et des droits

Les taxes et les droits que les Administrations sont autorisées à percevoir sont constitués par la taxe principale définie à l'article 9 et, le cas échéant, par:

- a) les quotes-parts visées à l'article 15, ou au Protocole final;
- b) les taxes supplémentaires visées à l'article 16;
- c) les taxes postales et droits postaux visés aux articles 20, 21, § 6, 27 et 29;
- d) les droits non postaux visés à l'article 18.

## ARTICLE 9

## Taxe principale

La taxe principale se compose des quotes-parts revenant à chaque Administration participant au transport territorial, maritime ou aérien et visées aux articles 10 à 14.

## ARTICLE 10

## Quote-part territoriale

1. Chaque quote-part territoriale de départ, d'arrivée ou de transit est fixée comme suit, pour chaque Pays et pour chaque colis:

Coupures de poids		Quote-part territoriale de départ et d'arrivée	Quote-part territoriale de transit
1		2	3
		fr c	fr c
	Jusqu'à 1 kg.....	—,60	—,40
Au-dessus de 1	» 3 ».....	—,80	—,50
» » 3	» 5 ».....	1,—	—,60
» » 5	» 10 ».....	2,—	1,30
» » 10	» 15 ».....	3,—	1,90
» » 15	» 20 ».....	4,—	2,50

2. Toutefois, en ce qui concerne les deux dernières coupures de poids, les Administrations d'origine et de destination ont la faculté de fixer à leur gré les quotes-parts territoriales qui leur reviennent.

3. S'agissant de colis-avion, la quote-part territoriale des Administrations intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport territorial intermédiaire.

## ARTICLE 11

## Quote-part maritime

1. En cas de transport maritime, la quote-part maritime pour chaque service maritime emprunté est calculée conformément aux indications du tableau ci-après:

Échelons de distance		Coupures de poids					
1	2	3	4	5	6	7	8
a) exprimés en milles marins	b) exprimés en kilomètres après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg
		fr c	fr c	fr c	fr c	fr c	fr c
Jusqu'à 500 milles marins.....	Jusqu'à 928 kilomètres.....	—, 15	—, 20	—, 25	—, 50	—, 75	1,—
Au-delà de 500 jusqu'à 1000.....	Au-delà de 928 jusqu'à 1852.....	—, 25	—, 30	—, 40	—, 75	1, 10	1, 60
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000.....	Au-delà de 1852 jusqu'à 3704.....	—, 40	—, 50	—, 60	1, 10	1, 60	2, 25
Au-delà de 2000; par 1000 ou fraction de 1000 en sus..	Au-delà de 3704; par 1852 ou fraction de 1852 en sus..	—, 10	—, 15	—, 20	—, 35	—, 50	—, 65

2. Le cas échéant, les échelons de distance sont calculés sur la base d'une distance moyenne pondérée, déterminée en fonction du tonnage des dépêches transportées entre les ports respectifs des deux Pays.

3. Le transport maritime entre deux ports d'un même Pays ne peut donner lieu à perception de la quote-part prévue au § 1 lorsque l'Administration de ce Pays reçoit déjà, pour les mêmes colis, la rémunération afférente au transport territorial.

4. S'agissant de colis-avion, la quote-part maritime des Administrations ou services intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport maritime intermédiaire; tout service maritime assuré par le Pays d'origine ou de destination est considéré à cet effet comme service intermédiaire.

## ARTICLE 12

## Quote-part aérienne

1. Les Administrations s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'établissement de tarifs de transport uniformes sur la base du poids et de la distance.

2. *Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre Administrations au titre des transports aériens est fixé à 1 millième de franc, au maximum, par kilogramme de poids brut et par kilomètre; ce taux est appliqué proportionnellement aux fractions de kilogramme.*

3. Si deux Pays sont reliés par plusieurs lignes aériennes, les tarifs de transport sont établis d'après la distance moyenne entre les aéroports respectifs et d'après l'importance des lignes au regard du trafic international.

4. Tout Pays qui, à l'intérieur de son territoire, préachemine ou réachemine un colis-avion par la voie aérienne a droit, pour cette transmission, à une rémunération spéciale. Cette rémunération doit être calculée, pour chaque colis-avion effectivement préacheminé ou réacheminé par la voie aérienne, sur la base fixée au § 2, d'après la moyenne de la longueur des parcours du réseau aérien interne du Pays adoptée pour le service de la poste aux lettres. Elle doit être la même pour chaque parcours interne et quel que soit ce parcours.

5. Par exception au principe énoncé au § 4, les Administrations peuvent appliquer cette rémunération spéciale indistinctement à tous les colis-avion à destination ou en provenance de leur territoire.

6. Les Administrations des Pays survolés n'ont droit à aucune rémunération pour les colis-avion transportés par voie aérienne au-dessus de leur territoire.

## ARTICLE 13

## Réduction ou majoration de la quote-part territoriale

1. Les Administrations ont la faculté de réduire ou de majorer simultanément leur quote-part territoriale de départ et leur quote-part territoriale d'arrivée, à l'exclusion, par conséquent, de leur quote-part territoriale de transit.

2. Une telle modification doit:

- a) entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier ou le 1<sup>er</sup> juillet seulement;
- b) être notifiée au moins trois mois à l'avance, à l'Administration des postes suisses;
- c) demeurer en vigueur pendant un an au minimum.

3. La majoration, le cas échéant, ne peut dépasser, pour les coupures de poids jusqu'à 10 kg, la moitié de la quote-part territoriale de départ et d'arrivée fixée à l'article 10, § 1. *La réduction peut être fixée au gré des Administrations intéressées.*

## ARTICLE 14

## Réduction ou majoration de la quote-part maritime

1. Les Administrations ont la faculté de majorer de 50% au maximum la quote-part maritime fixée à l'article 11, § 1. Par contre, elles peuvent la réduire à leur gré.

2. Cette faculté est subordonnée aux conditions fixées à l'article 13, § 2.

3. En cas de majoration, celle-ci doit aussi s'appliquer aux colis originaires du Pays dont dépendent les services qui effectuent le transport maritime; toutefois, cette obligation ne s'applique ni aux relations entre un Pays et ses colonies, territoires d'outre-mer, etc., ni aux relations réciproques de ces colonies, territoires d'outre-mer, etc.

## ARTICLE 15

## Quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle

Sous réserve de respecter les conditions fixées à l'article 13, § 2, chaque Administration a la faculté d'appliquer simultanément à tout colis en provenance et à tout colis à destination de ses bureaux une quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle de 25 centimes.

## ARTICLE 16

## Taxes supplémentaires

1. Les colis désignés ci-après sont assujettis à des taxes supplémentaires dont les taux sont fixés ainsi qu'il suit:

## a) colis exprès:

1° cas normal: taxe supplémentaire de 80 centimes, acquittée complètement et à l'avance au moment du dépôt, même si le *colis* ne peut être distribué par porteur spécial, *mais seulement* l'avis d'arrivée; cette taxe est dénommée *taxe d'exprès*;

2° cas exceptionnel où le domicile du destinataire est situé en dehors du rayon de distribution locale du bureau d'arrivée: la *taxe d'exprès* peut être majorée d'une *taxe dite «taxe complémentaire d'exprès»*, qui est perçue à la livraison et reste exigible même si le *colis* est renvoyé à l'origine ou réexpédié; cette *taxe complémentaire* ne peut être supérieure à celle qui est fixée dans le service interne du Pays de destination;

b) colis fragiles et colis encombrants: *taxe supplémentaire* égale à 50% de la *taxe principale* éventuellement majorée des *quotes-parts* visées à l'article 15 ou au Protocole final; toutefois, les *quotes-parts aériennes afférentes à ces colis* ne subissent aucune majoration; la *taxe totale* est arrondie au demi-décime supérieur, s'il y a lieu.

2. Est fixé conformément aux indications du tableau annexé au présent article le tarif des taxes supplémentaires ci-après que les Administrations sont autorisées à percevoir:

a) *taxe de dédouanement* perçue, par l'Administration de destination, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement; sauf accord contraire, la perception s'opère au moment de la livraison du *colis* au destinataire;

b) *taxe de livraison*; cette *taxe* peut être perçue par l'Administration de destination autant de fois que le *colis* est présenté à domicile; néanmoins, pour les *colis exprès*, elle ne peut être perçue que pour les présentations à domicile postérieures à la première;

c) *taxe d'avis de non-livraison*, perçue dans les conditions fixées à l'article 22, § 3;

d) *taxe d'avis d'arrivée*, perçue par l'Administration de destination, quand sa législation intérieure lui en fait obligation et quand cette Administration n'assure pas la livraison à domicile, pour tout avis (premier avis ou avis ultérieurs) éventuellement remis au domicile du destinataire, *sauf pour le premier avis des colis exprès*;

e) *taxe de remballage*, perçue par l'Administration du premier des Pays sur le territoire duquel un *colis* a dû être remballé afin d'en protéger le contenu; *elle est récupérée sur le destinataire ou, le cas échéant, sur l'expéditeur*;

f) *taxe de magasinage*, perçue par l'Administration de destination sur tout *colis* qui n'a pas été retiré dans les délais prescrits, que ce *colis* soit adressé poste restante ou à domicile;

g) *taxe d'avis de réception*, lorsque l'expéditeur demande un avis de réception dans les conditions fixées à l'article 69 de la Convention;

h) *taxe d'avis d'embarquement*, perçue, dans les relations entre les Pays dont les Administrations acceptent d'assurer ce service, lorsque l'expéditeur demande qu'un avis d'embarquement lui soit adressé;

i) *taxe de réclamation*, visée à l'article 25, § 4;

j) *taxe pour franchise à la livraison*, perçue à titre de commission sur les *colis francs de droits* et versée par l'expéditeur au profit de l'Administration de destination;

k) *taxe pour demande de franchise à la livraison*, perçue sur l'expéditeur au moment du dépôt de la demande, lorsque celle-ci est présentée postérieurement au dépôt du *colis*;

l) *taxe de demande de retrait ou de modification d'adresse*.

## ANNEXE À L'ARTICLE 16

## Tarif des taxes supplémentaires définies au § 2

Désignation de la taxe 1	Montant 2	Observations 3
a) taxe de dédouanement b) taxe de livraison c) taxe d'avis de non-livraison	<i>1 franc</i> par colis au maximum même taxe que dans le régime intérieur 40 centimes au maximum	Avec maximum de 60 centimes par colis Lorsque ses instructions doivent être transmises par voie aérienne ou par voie télégraphique, l'expéditeur doit payer, en outre, la taxe afférente au transport aérien ou la taxe télégraphique, selon le cas
d) taxe d'avis d'arrivée	au maximum, taxe égale à celle d'une lettre ordinaire du premier échelon de poids du régime intérieur	
e) taxe de remballage	50 centimes par colis au maximum	Cette taxe ne peut être appliquée qu'une fois seulement au cours du transport de bout en bout
f) taxe de magasinage	taxe perçue au taux fixé par la législation interne	Avec maximum de 5 francs
g) taxe d'avis de réception	a) au moment du dépôt, 40 centimes au maximum et b) postérieurement au dépôt, 60 centimes au maximum	Cette taxe s'ajoute à la surtaxe aérienne si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par la voie aérienne
h) taxe d'avis d'embarquement i) taxe de réclamation j) taxe pour franchise à la livraison	40 centimes par colis 60 centimes au maximum 40 centimes par colis au maximum	Cette taxe s'ajoute à la taxe prévue sous lettre a); elle est perçue sur l'expéditeur au profit de l'Administration de destination
k) taxe pour demande de franchise à la livraison	40 centimes par colis au maximum	Cette taxe s'ajoute à la surtaxe aérienne ou à la taxe du télégramme si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par la voie aérienne ou télégraphique
l) taxe de demande de retrait ou de modification d'adresse	40 centimes au maximum	Cette taxe s'ajoute à la surtaxe aérienne ou à la taxe du télégramme si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par la voie aérienne ou télégraphique



## ARTICLE 17

*Taxe pour colis classés dans la coupure de poids supérieure*

*Pour être admis dans les relations entre Administrations adoptant les limites prévues à l'article 104, § 1, lettre f), chiffre 3°, du Règlement et n'autorisant pas le transport des colis encombrants, les colis qui, compte tenu de leur poids, ont un volume supérieur aux limites fixées, sont frappés des taxes applicables à la coupure de poids correspondant à leur volume. Dans ce cas, les colis ne doivent pas dépasser les limites maxima de volume autorisées dans les relations entre ces Administrations.*

## ARTICLE 18

**Droits non postaux**

1. Les Administrations de destination sont autorisées à percevoir, sur les destinataires, tous droits non postaux, notamment les droits de douane, dont les envois sont grevés dans le Pays de destination.

2. Les Administrations s'engagent à intervenir auprès des autorités compétentes de leurs Pays pour que les droits non postaux (parmi lesquels les droits de douane) soient annulés quand ils concernent un colis:

- a) renvoyé à l'origine;
- b) abandonné par l'expéditeur;
- c) détruit pour cause d'avarie totale du contenu;
- d) réexpédié sur un tiers Pays;
- e) perdu, spolié ou avarié dans leur service.

## SECTION III

## OPÉRATIONS POSTÉRIEURES À L'ARRIVÉE DES COLIS AU BUREAU DE DESTINATION

## ARTICLE 19

**Règles générales de livraison. Délais de garde**

1. D'une façon générale, les colis sont livrés aux destinataires dans le plus bref délai et conformément aux dispositions en vigueur dans le Pays de destination.

2. Les Administrations prennent toutes mesures pour accélérer autant que possible le dédouanement des colis-avion.

3. Tout colis dont l'arrivée a été notifiée au destinataire est conservé à sa disposition quinze jours ou, au plus, un mois à compter du lendemain de l'expédition de l'avis; ce délai peut être exceptionnellement prolongé au-delà du délai précité si les règlements internes de l'Administration de destination le permettent.

4. Lorsque l'avis d'arrivée n'a pu être envoyé, le délai de garde est celui que prescrivent les règlements internes du Pays de destination; ce délai, applicable aussi aux colis adressés poste restante, ne peut, en règle générale, dépasser cinq mois pour les Pays éloignés (au sens de l'article 120 du Règlement de la Convention) et trois mois pour les autres; le renvoi du colis au bureau d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court si l'expéditeur l'a demandé dans une langue connue dans le Pays de destination.

5. Les délais de garde prévus aux §§ 3 et 4 sont applicables, en cas de réexpédition, aux colis à distribuer par le nouveau bureau de destination.

## ARTICLE 20

**Retrait. Modification d'adresse**

L'expéditeur d'un colis peut, dans les conditions fixées à l'article 58 de la Convention, en demander le retour à l'origine ou en faire modifier l'adresse, sous réserve de garantir le paiement des sommes exigibles pour toute nouvelle transmission, en vertu des dispositions de l'article 21.

## ARTICLE 21

## Réexpédition. Renvoi à l'origine

1. La réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse effectuée en application de l'article 20 peut avoir lieu soit à l'intérieur du Pays de destination, soit hors de ce Pays.

2. La réexpédition à l'intérieur du Pays de destination peut être faite soit sur demande de l'expéditeur, soit sur demande du destinataire ou, si les règlements de ce Pays le permettent, d'office.

3. La réexpédition hors du Pays de destination ne peut être faite que sur demande de l'expéditeur ou du destinataire; dans ce cas, le colis doit répondre aux conditions requises pour la nouvelle transmission.

4. La réexpédition dans les conditions ci-dessus énoncées peut aussi avoir lieu par la voie aérienne, si elle est demandée par l'expéditeur, ou par le destinataire, à condition que le paiement des quotes-parts aériennes afférentes à la nouvelle transmission soit garanti; il en est de même pour le renvoi à l'origine, lorsqu'il a été demandé par l'expéditeur.

5. L'expéditeur peut interdire toute réexpédition.

6. Pour la première réexpédition ou pour toute réexpédition éventuelle ultérieure de chaque colis, peuvent être perçues:

- a) les taxes autorisées pour cette réexpédition, par les règlements internes de l'Administration intéressée, dans le cas de réexpédition à l'intérieur du Pays de destination;
- b) les taxes et les droits que comporte la nouvelle transmission, dans le cas de réexpédition hors du Pays de destination.

7. Les taxes de réexpédition sont perçues sur le destinataire ou, le cas échéant, sur l'expéditeur ou sur l'Administration responsable d'une erreur, cause de la réexpédition, sans préjudice du paiement des taxes et droits, postaux ou non postaux, dont les Administrations de destination antérieure n'acceptent pas l'annulation.

8. Les dispositions des §§ 6 et 7 sont applicables aux colis parvenus en fausse direction et à réexpédier, ainsi qu'aux colis renvoyés à l'origine par application des articles 7, 20 et 22, § 4.

## ARTICLE 22

## Non-livraison au destinataire

1. Après réception de l'avis de non-livraison visé à l'article 5, lettres a) et b), il incombe à l'expéditeur ou au tiers y mentionné de donner ses instructions qui peuvent uniquement être celles qu'autorise ledit article, lettres c) à h), et, en outre, les suivantes:

- a) aviser une nouvelle fois le destinataire;
- b) rectifier ou compléter l'adresse;
- c) s'il s'agit d'un colis contre remboursement:
  - 1° le remettre à une personne autre que le destinataire contre remboursement de la somme indiquée;
  - 2° le remettre au destinataire primitif ou à un autre destinataire, sans remboursement ou contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive;
- d) remettre le colis franc de droits, soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire.

2. Tant qu'elle n'a pas reçu d'instructions de l'expéditeur, l'Administration de destination est autorisée à livrer le colis au destinataire primitivement désigné, soit, le cas échéant, à un autre destinataire ultérieurement désigné, soit à réexpédier le colis à une nouvelle adresse. Après réception des nouvelles instructions, celles-ci seules sont valables et exécutoires. Elles peuvent être transmises par avion, si l'expéditeur ou le tiers paie la surtaxe aérienne correspondante.

3. L'envoi des instructions visées au § 1 donne lieu à la perception, soit sur l'expéditeur, soit sur le tiers, de la taxe visée à l'article 16, § 2, lettre c); quand l'avis concerne plusieurs colis déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, cette taxe n'est perçue qu'une fois.

4. Dans les cas *ci-après*, tout colis qui n'a pu être livré est immédiatement renvoyé au bureau d'origine, si:

- a) l'expéditeur ne s'est pas conformé aux dispositions de l'article 5;
- b) l'expéditeur (ou le tiers visé à l'article 5, lettre b)) a formulé une demande non autorisée;
- c) l'expéditeur (ou le tiers) refuse d'acquitter la taxe autorisée par le § 3;
- d) les instructions de l'expéditeur, ou du tiers, n'ont pas atteint le résultat voulu, que ces instructions aient été données au moment du dépôt ou après réception de l'avis de non-livraison;
- e) dans le délai de deux mois à compter de l'expédition de l'avis de non-livraison, le bureau qui a établi cet avis n'a pas reçu d'instructions suffisantes de l'expéditeur, ou du tiers; ce délai est porté à quatre mois dans les relations entre Pays éloignés;
- f) dans les mêmes délais, les instructions de l'expéditeur, ou du tiers, ne sont pas parvenues au bureau de destination.

5. Dans la mesure du possible, un colis est renvoyé par la même voie que celle qu'il a suivie à l'aller; toutefois, un colis-avion n'est pas renvoyé par avion à moins que l'expéditeur n'ait garanti le paiement des frais de transport aérien.

6. Tout colis renvoyé à l'origine par application du présent article est assujéti aux taxes de réexpédition fixées à l'article 21, § 6, lettre b), et aux taxes et droits non annulés.

7. Si l'expéditeur a fait abandon d'un colis qui n'a pu être livré au destinataire, ce colis est traité par l'Administration de destination selon sa propre législation.

#### ARTICLE 23

##### Vente. Destruction

Les objets contenus dans un colis et dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit; si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

#### ARTICLE 24

##### Récupération de frais sur l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un colis non livré au destinataire est tenu de payer les frais de transport et autres dont les Administrations se trouvent à découvert par suite de la non-livraison, même si le colis a été abandonné, vendu ou détruit.

2. Le bureau de dépôt peut, toutes les fois qu'il y a lieu, percevoir des arrhes pour se couvrir de ces frais.

#### ARTICLE 25

##### Réclamations et demandes de renseignements

1. Chaque Administration est tenue d'accepter les réclamations et les demandes de renseignements concernant tout colis déposé dans les services des autres Administrations.

2. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt du colis.

3. Les demandes de renseignements introduites par une Administration sont recevables et obligatoirement traitées, à la seule condition qu'elles parviennent à l'Administration intéressée dans un délai de dix-huit mois à compter de la date du dépôt des colis.

4. Sauf si l'expéditeur a entièrement acquitté la taxe d'avis de réception prévue à l'article 16, § 2, lettre g), chaque réclamation ou chaque demande de renseignements donne lieu à la perception d'une taxe «de réclamation» au taux fixé à l'article 16 (tableau annexe, lettre i)). Les réclamations ou demandes de renseignements sont transmises dans les conditions prévues à l'article 67, § 4, de la Convention.

5. Si la réclamation ou la demande de renseignements concerne plusieurs colis déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, et expédiés par la même voie cette taxe n'est perçue qu'une fois; elle est restituée si la réclamation ou la demande de renseignements est motivée par une faute de service.

## CHAPITRE III

## DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

## SECTION I

## COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE

## ARTICLE 26

## Déclaration de valeur

1. Les règles suivantes régissent la déclaration de valeur des colis avec valeur déclarée:
- a) en ce qui concerne les Administrations postales:
    - 1° faculté pour chaque Administration de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 1000 francs;
    - 2° obligation, dans les relations entre Pays dont les Administrations ont adopté des limites différentes, d'observer, de part et d'autre, la limite la plus basse;
  - b) en ce qui concerne les expéditeurs:
    - 1° interdiction de déclarer une valeur dépassant la valeur réelle du contenu du colis;
    - 2° faculté de ne déclarer qu'une partie de la valeur réelle du contenu du colis.
2. Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du colis est passible des poursuites judiciaires prévues par la législation du Pays d'origine.

## ARTICLE 27

## Droit d'assurance et taxe spéciale

1. Les colis avec valeur déclarée sont assujettis à un droit ordinaire d'assurance qui est perçu par le bureau de dépôt. Ce droit s'ajoute aux taxes et aux droits autorisés au chapitre II, section II, du présent Arrangement et se calcule selon l'une ou l'autre des formules ci-dessous:

a) Première formule	Par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés	5 centimes par Administration participant au transport territorial; 10 centimes par service maritime emprunté 10 centimes par service aérien emprunté
b) Deuxième formule	Par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés	50 centimes au maximum

2. En outre, est autorisée la perception des taxes ou droits ci-dessous:

- a) par les Administrations qui acceptent de couvrir les risques pouvant découler du cas de force majeure, un droit «pour risques de force majeure», à fixer de manière que la somme totale formée par ce droit et le droit normal d'assurance ne dépasse pas le maximum prévu au § 1, lettre b), deuxième formule;
- b) par l'Administration d'origine, à titre facultatif, une taxe d'expédition égale, au maximum, à 50 centimes par colis avec valeur déclarée.

3. Exceptionnellement, le droit aérien d'assurance perçu à raison du transport par des services aériens comportant des risques extraordinaires est fixé, dans chaque cas particulier, par l'Administration intéressée; le droit global visé au § 1, lettre b), deuxième formule, peut alors être majoré en conséquence.

## ARTICLE 28

## Autres dispositions concernant les colis avec valeur déclarée

Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à tout expéditeur d'un colis avec valeur déclarée.

## SECTION II

## COLIS URGENTS

## ARTICLE 29

## Taxes des colis urgents

1. Les colis urgents sont passibles d'une taxe principale double de celle qui est applicable aux colis ordinaires; le cas échéant, est aussi doublée la quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle visée à l'article 15.

2. Les colis-avion urgents sont passibles d'une quote-part aérienne simple, c'est-à-dire sans doublement.

## SECTION III

## COLIS DE PRISONNIERS DE GUERRE ET INTERNÉS

## ARTICLE 30

## Exonération de taxes des colis de prisonniers de guerre et internés

Les colis de prisonniers de guerre et internés bénéficient, sous les mêmes conditions, des exonérations de taxes accordées aux envois postaux par l'article 39 de la Convention, sauf en ce qui concerne les quotes-parts aériennes applicables aux colis-avion.

## ARTICLE 31

## Autres dispositions particulières aux colis de prisonniers de guerre et internés

Les colis de prisonniers de guerre et internés sont, pour les autres dispositions particulières qui leur sont applicables, régis par les articles 33, lettre h), et 43, § 4.

## CHAPITRE IV

## RESPONSABILITÉ

## SECTION I

## PRINCIPES GÉNÉRAUX

## ARTICLE 32

## Étendue et limites de la responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales répondent de la perte, de la spoliation et de l'avarie des colis, à l'exception des cas prévus à l'article 33. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du Pays qui perçoit les rémunérations de transport est tenue de rembourser à l'Administration d'origine l'indemnité payée à l'expéditeur.

2. Les Administrations cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la livraison dans les conditions prescrites par leurs règlements intérieurs pour les envois de même nature.

3. Toutefois, la responsabilité des Administrations est maintenue si, au moment de la livraison d'un colis spolié ou avarié, des réserves sont formulées soit par le destinataire, soit, s'il s'agit d'un colis renvoyé à l'origine, par l'expéditeur.

## ARTICLE 33

## Exceptions au principe de la responsabilité

Les Administrations postales sont dégagées de toute responsabilité:

- a) lorsqu'il y a cas de force majeure; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration d'origine qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 27, § 2, lettre a)); l'Administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie doit décider si, suivant la législation intérieure de son Pays, cette perte, cette spoliation ou cette avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure; celles-ci sont portées, à titre d'information, à la connaissance de l'Administration d'origine;
- b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction, résultant d'un cas de force majeure, des documents de service;
- c) lorsque le dommage est causé par la faute ou par la négligence de l'expéditeur ou qu'il provient de la nature du contenu;
- d) lorsqu'il s'agit de colis dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 6, lettre a), chiffres 2°, 3° 5°, 6° et 7° et lettre b), et pour autant que ces colis aient été confisqués ou détruits par l'autorité compétente en raison de leur contenu;
- e) lorsqu'il s'agit de colis ayant fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
- f) lorsqu'il s'agit de colis saisis en vertu de la législation interne du Pays de destination;
- g) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 25, § 2;
- h) lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et internés.

## ARTICLE 34

## Responsabilité de l'expéditeur

Lorsqu'un dommage a été causé à un colis par le fait d'un ou de plusieurs autres colis, le ou les expéditeurs de ces derniers sont responsables, dans les mêmes limites que les Administrations elles-mêmes, à condition que l'origine du dommage soit dûment établie et qu'il n'y ait eu ni faute ni négligence des Administrations ou des transporteurs; éventuellement, il appartient à l'Administration d'origine d'intenter l'action contre l'expéditeur.

## ARTICLE 35

## Dédommagement

1. L'expéditeur a droit à une indemnité dite «de dédommagement» égale, en principe, au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

2. Toutefois, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser:

- a) pour les colis avec valeur déclarée, le montant, en francs-or, de la valeur déclarée;
- b) pour les autres colis, les sommes ci-après:

10 francs par colis jusqu'à 1 kilogramme	
15 » » » au-dessus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes	
25 » » » » » 3 » 5 »	
40 » » » » » 5 » 10 »	
55 » » » » » 10 » 15 »	
70 » » » » » 15 » 20 »	

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en francs-or, des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où le colis a été accepté au transport; à défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un colis, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés, exception faite des droits d'assurance; il en est de même des envois refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.

5. Lorsque la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution, non seulement des quotes-parts territoriales, maritimes et aériennes correspondant à un parcours non effectué par le colis, mais aussi des taxes de quelque nature que ce soit afférentes à un service payé d'avance et non rendu.

6. L'indemnité est versée au destinataire lorsque celui-ci la réclame, soit après avoir formulé des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié, soit s'il établit que l'expéditeur s'est désisté de ses droits en sa faveur.

#### ARTICLE 36

##### Responsabilité mutuelle des Administrations postales

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu un colis sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la livraison au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

2. Jusqu'à preuve du contraire, et sous réserve des dispositions du § 3, aucune responsabilité n'incombe ni aux Administrations intermédiaires, ni à l'Administration de destination:

- a) lorsqu'elles ont observé les dispositions des articles 134, §§ 1 et 2, et 135 du Règlement;
- b) lorsqu'elles peuvent établir qu'elles ont été saisies de la réclamation après expiration du délai de garde réglementaire des documents de service relatifs au colis intéressé; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

3. a) La responsabilité incombe aux Administrations en cause, à parts égales, si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite au cours du transport, sans qu'il soit possible de déterminer le Pays ou le service dans lequel elle a eu lieu;

b) si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le Pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le Pays d'origine, il incombe à l'Administration de l'un ou l'autre de ces Pays de prouver:

1° que ni l'emballage, ni la fermeture du colis n'ont accusé de défectuosité;

2° que, dans le cas de colis avec valeur déclarée, le poids n'a pas varié par rapport à celui qui avait été constaté lors du dépôt;

3° que, pour les colis transmis en récipients clos, ceux-ci étaient intacts, de même que leur fermeture;

c) lorsque de telles preuves sont apportées, aucune des autres Administrations en cause ne peut, dans le dessein de décliner sa part de responsabilité, invoquer le fait qu'elle a livré le colis sans que l'Administration réceptrice ait formulé de réserves.

4. En ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, la responsabilité encourue par une Administration vis-à-vis des autres, à raison de la perte, de la spoliation ou de l'avarie du contenu de tels colis n'est, en aucun cas, engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle admet.

5. Lorsqu'un colis a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Administration dans le ressort territorial ou dans les services de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration d'origine que si les deux Administrations se chargent des risques dérivant du cas de force majeure.

6. Les droits non postaux, dont l'annulation n'a pu être obtenue, sont mis à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

## SECTION II

## INDEMNITÉ DE DÉDOMMAGEMENT

## ARTICLE 37

## Payement de l'indemnité

1. Le payement de l'indemnité de dédommagement ainsi que la restitution des taxes et droits incombent soit à l'Administration d'origine, soit, mais seulement pour l'application de l'article 35, § 6, à l'Administration de destination, dans les deux cas sous réserve de leur droit de recours contre l'Administration responsable.

2. Ce payement doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

3. Lorsque l'Administration à qui incombe le payement n'accepte pas de se charger des risques dérivant du cas de force majeure et lorsque, à l'expiration du délai prévu au § 2 aucune décision n'est encore intervenue sur la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie est due à un cas de l'espèce, elle peut, exceptionnellement, différer le payement au-delà de ce délai.

4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de celle des autres Administrations ayant participé aux transports qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution à l'affaire.

## ARTICLE 38

## Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou le destinataire

1. Si, après payement de l'indemnité, un colis ou une partie de colis, antérieurement considéré comme perdu, est retrouvé, le destinataire et l'expéditeur en sont informés; ce dernier est en outre avisé qu'il peut en prendre livraison, pendant un délai de trois mois, contre remboursement de l'indemnité de dédommagement précédemment versée. Si l'expéditeur n'a pas réclamé le colis à l'expiration de ce délai, la même démarche est effectuée auprès du destinataire.

2. Si, malgré cette deuxième démarche, le colis n'est pas réclamé par le destinataire, il devient la propriété de l'Administration ou, s'il y a lieu, des Administrations qui ont supporté le dommage.

## ARTICLE 39

## Imputation des payements aux Administrations postales responsables

1. L'Administration ou les Administrations qui doivent supporter l'indemnité de dédommagement, parce qu'elles ont été reconnues responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie d'un colis, sont tenues d'en verser le montant à l'Administration ayant effectué le payement en vertu de l'article 37 et qui est dénommée «Administration payeuse».

2. Ce versement doit avoir lieu dans le délai de quatre mois à partir de la réception de la notification du payement de l'indemnité.

3. L'Administration payeuse ne peut réclamer à l'Administration responsable le remboursement de l'indemnité payée par elle que dans le délai d'un an à compter soit du jour de l'envoi de la notification de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, soit, s'il y a lieu, du jour de l'expiration du délai prévu à l'article 37, § 4.

4. Si l'indemnité doit être supportée par plusieurs Administrations, elle doit être versée intégralement à l'Administration payeuse, dans le délai mentionné au § 2; ce versement est effectué par la première Administration qui, ayant dûment reçu le colis de la précédente, ne peut établir la transmission régulière à la suivante; il appartient à cette première Administration de récupérer, sur les autres Administrations responsables, la quote-part incombant à chacune d'elles dans le dédommagement de l'ayant droit.

5. Lorsque la responsabilité a été reconnue, de même que dans le cas prévu à l'article 37, § 4, le montant de l'indemnité est repris d'office, par voie de décompte, sur l'Administration responsable, soit directement, soit par l'intermédiaire de la première Administration de transit, qui se crédite



à son tour sur l'Administration suivante, l'opération étant répétée jusqu'à ce que la somme payée ait été portée au débit de l'Administration responsable; le cas échéant, il y a lieu d'observer les dispositions du Règlement relatives à l'établissement des comptes.

6. Le remboursement à l'Administration créancière est effectué suivant les dispositions de l'article 42 de la Convention.

7. L'Administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

8. L'Administration payeuse est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de l'indemnité payée, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur, soit contre des tiers.

9. Si l'expéditeur ou le destinataire à pris livraison, contre remboursement de l'indemnité de dédommagement, d'un colis ou d'une partie de ce colis perdu mais retrouvé, l'indemnité est restituée à l'Administration payeuse ou, si les règlements de compte ont eu lieu, aux Administrations qui ont supporté le dommage.

## CHAPITRE V

### ATTRIBUTION DES TAXES ET DROITS

#### ARTICLE 40

##### Principe général d'attribution des taxes et droits

L'attribution des taxes et droits est effectuée pour chaque colis.

#### ARTICLE 41

Taxes portées au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine

1. L'Administration d'origine crédite:

a) l'Administration de destination:

- 1° des quotes-parts territoriales, maritimes et aériennes lui revenant (*en ce qui concerne les colis admis en vertu des dispositions de l'article 17: des quotes-parts territoriales et maritimes pour la coupure de poids correspondant à leur volume*);
- 2° des quotes-parts exceptionnelles autorisées par le présent Arrangement ou par le Protocole final y annexé;
- 3° des sommes revenant à l'Administration de destination sur les taxes supplémentaires autorisées à l'article 16, § 1, lettre b);
- 4° des quotes-parts de taxes (taxe principale et, éventuellement, quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle et taxes supplémentaires) comprises dans les sommes à percevoir pour les colis urgents et qui reviennent à l'Administration de destination;
- 5° de la taxe d'express;

b) chaque Administration intermédiaire:

- 1° de ses quotes-parts territoriales, maritimes et aériennes (*en ce qui concerne les colis admis en vertu des dispositions de l'article 17: des quotes-parts territoriales et maritimes pour la coupure de poids correspondant à leur volume*);
- 2° de ses parts sur les taxes supplémentaires autorisées à l'article 16, § 1, lettre b);
- 3° de ses quotes-parts de taxes (taxe principale et taxes supplémentaires) comprises dans les sommes à percevoir pour les colis urgents;

c) l'Administration de destination et, éventuellement, les Administrations intermédiaires, pour les colis avec valeur déclarée: d'une quote-part de droit d'assurance fixée, par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés:

- à 5 centimes pour le transport territorial;
- à 10 centimes pour le transport maritime;

cette quote-part est versée à toute Administration dont les services participent au transport et, le cas échéant, en ce qui concerne le transport maritime, pour chaque service;

- d) l'Administration de destination qui assure le transport par voie aérienne à l'intérieur du territoire de son Pays et, éventuellement, chaque Administration intermédiaire qui participe au transport aérien au-delà des frontières de son Pays, pour les colis-avion avec valeur déclarée, et exception faite des services comportant des risques extraordinaires, d'une quote-part de droit aérien d'assurance égale à 10 centimes par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés;
- e) l'Administration dont relève le port d'embarquement: de la moitié de la taxe d'avis d'embarquement.

2. Lorsque, à la suite d'un accident survenu à l'avion transporteur, ou pour toute autre cause dont la responsabilité incombe à l'entreprise de transport aérien, des colis-avion sont perdus ou détruits sur une ligne, aucune quote-part pour frais de transport aérien n'est due pour quelque partie que ce soit du trajet de la ligne, au titre des colis-avion perdus ou détruits.

3. Dans le cas de transmission par dépêches directes, l'Administration d'origine peut s'entendre avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires, pour les créditer, non plus des quotes-parts ou taxes visées au § 1, lettres a) et b), mais de sommes calculées par kilogramme de poids brut des dépêches.

#### ARTICLE 42

##### Taxes conservées par l'Administration perceptrice

Sont intégralement conservées par l'Administration qui les a perçues, dénommée «Administration perceptrice»:

- a) les taxes ci-après, visées à l'article 16, § 2:
- taxe de dédouanement,
  - taxe de livraison,
  - taxe d'avis de non-livraison,
  - taxe d'avis d'arrivée,
  - taxe de magasinage,
  - taxe d'avis de réception,
  - taxe pour franchise à la livraison,
  - taxe pour demande de franchise à la livraison,
  - taxe de réclamation;
- b) les taxes ou surtaxes perçues en vertu des dispositions combinées des articles 20 du présent Arrangement et 58 de la Convention pour toute demande de retrait d'un colis ou de modification d'adresse;
- c) la taxe d'expédition perçue en vertu de l'article 27, § 2, lettre b).

#### ARTICLE 43

##### Cas particuliers d'attribution de taxes

1. La taxe de réexpédition interne (article 21, § 6, lettre a)), est acquise à l'Administration dans le territoire de laquelle cette réexpédition a eu lieu, même en cas de réexpédition ultérieure hors de ce Pays ou en cas de renvoi à l'origine.

2. La taxe d'express est attribuée:

- a) à l'Administration du Pays de la première destination, lorsque le colis express a été réexpédié hors de ce Pays et si la livraison par porteur spécial a fait l'objet d'un essai, ou si, cet essai n'ayant pas eu lieu, l'Administration de la nouvelle destination n'assure pas la livraison par porteur spécial;
- b) à l'Administration de la première destination; si le colis express a été renvoyé à l'origine sans avoir fait l'objet d'une réexpédition;
- c) à l'Administration de la nouvelle destination, si celle-ci assure la livraison par porteur spécial et si l'Administration de la première destination n'a pas essayé la livraison par porteur spécial.

3. En cas de réexpédition ultérieure, la taxe d'express est attribuée conformément aux principes du § 2; elle est donc attribuée à l'Administration de la première destination, de la destination suivante ou à celle de la destination définitive selon le cas.

4. Les colis de prisonniers de guerre et internés ne donnent lieu à aucune rémunération au profit de quelque Administration que ce soit, sauf en ce qui concerne les quotes-parts aériennes applicables aux colis-avion.

5. La taxe de remballage est acquise à l'Administration dont relève le bureau qui a procédé au remballage.

#### ARTICLE 44

##### Reprises de taxes et droits

1. En cas de renvoi à l'origine ou de réexpédition, l'Administration qui renvoie ou qui réexpédie le colis reprend, sur l'Administration suivante:

- a) les quotes-parts de taxes qui lui reviennent;
- b) les taxes ci-après, visées à l'article 16:
  - taxe de dédouanement,
  - taxe de livraison,
  - taxe d'avis d'arrivée,
  - taxe de remballage,
  - taxe de magasinage;
- c) la taxe de réexpédition, visée à l'article 21, § 6, lettre a);
- d) les droits non postaux dont elle se trouve à découvert (article 18);
- e) toutefois, s'agissant de colis renvoyés à l'origine ou réexpédiés par la voie aérienne, des quotes-parts aériennes sont reprises éventuellement sur l'Administration du Pays d'où émane la demande de renvoi ou de réexpédition.

2. Les principes fixés au § 1 s'appliquent à chaque Administration intermédiaire.

3. En cas de renvoi à l'origine ou de réexpédition d'un colis express, et si elle n'a pas été perçue lors de la présentation au domicile du destinataire, la taxe complémentaire d'express (article 16, § 1, lettre a), chiffre 2°), due à l'Administration de destination est reprise sur l'Administration suivante par l'Administration qui a tenté la livraison.

4. Les frais visés à l'article 24 sont repris sur l'Administration d'origine.

5. Dans le service des colis-avion, en cas d'atterrissage forcé ou de correspondance manquée, les Administrations qui assurent le réacheminement de colis-avion prélèvent leurs quotes-parts aériennes sur l'Administration d'origine.

#### CHAPITRE VI

##### DISPOSITIONS DIVERSES

#### ARTICLE 45

##### Application de la Convention

1. A moins qu'il ne prévoie des dérogations, particularités ou compléments explicites, le présent Arrangement ne doit pas faire obstacle à l'application de l'une quelconque des dispositions de la Convention postale universelle.

2. Lorsqu'un Pays-membre de l'Union exprime, en dehors des congrès, le désir d'adhérer au présent Arrangement et réclame la faculté de percevoir des quotes-parts de départ et d'arrivée exceptionnelles à un taux supérieur à celui qu'autorise l'article 15, le Bureau international soumet

la demande à tous les Pays-membres signataires de l'Arrangement; si dans un délai de six mois, plus d'un tiers de ces Pays-membres ne se prononcent pas contre cette demande, elle est considérée comme admise.

3. Par référence à l'article 29, § 2, de la Convention, il est précisé que, pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des congrès en conformité de l'article 27, § 1, de la Convention doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, si elles ont pour objet soit l'addition de nouvelles dispositions, soit la modification de fond des articles du présent Arrangement, de son Protocole final ou de l'article final de son Règlement;
- b) les deux tiers des suffrages, si elles ont pour objet la modification de fond du Règlement, à l'exception de l'article final;
- c) la majorité des suffrages, si elles ont pour objet;
  - 1° l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, de son Protocole final et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 33 de la Convention;
  - 2° des modifications d'ordre rédactionnel à apporter aux Actes énumérés au chiffre 1°.

#### ARTICLE 46

Colis à destination ou en provenance de Pays ne participant pas à l'Arrangement

1. Les Administrations des Pays participant au présent Arrangement, qui entretiennent un échange de colis avec les Administrations de Pays non participants, admettent, sauf opposition de ces dernières, les Administrations de tous les Pays participants à profiter de ces relations.

2. Pour le transit, par les services *terrestres, maritimes et aériens* des Pays participant à l'Arrangement, les colis à destination ou en provenance d'un Pays non participant sont assimilés, en ce qui concerne le montant des quotes-parts *territoriales, maritimes et aériennes*, aux colis échangés entre les Pays participants.

### CHAPITRE VII

#### DISPOSITIONS FINALES

#### ARTICLE 47

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> avril 1959 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Canada et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

*Cet Arrangement a été signé au nom des États et territoires ci-dessous par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Convention postale universelle :*

*[Pour les noms des plénipotentiaires, voir Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 364, p. 37 à 47.]*

Afghanistan  
République populaire d'Albanie  
Allemagne  
Royaume de l'Arabie Saoudite  
République Argentine  
Autriche  
Belgique  
Congo belge  
République soviétique socialiste de Biélorussie  
Bolivie  
États-Unis du Brésil  
République populaire de Bulgarie  
Cambodge  
Ceylan  
Chili  
Chine  
République de Colombie  
République de Corée  
République de Costa-Rica  
République de Cuba  
Danemark  
République Dominicaine  
Égypte  
République de El Salvador  
Équateur  
Espagne  
Territoires espagnols de l'Afrique  
Éthiopie  
Finlande  
France  
Algérie  
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, y compris les îles de la Manche et l'île de Man  
Ensemble des territoires britanniques d'outre-mer, y compris les colonies, les protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
Grèce  
Guatemala  
République d'Haïti  
République du Honduras  
République populaire hongroise

Inde  
République d'Indonésie  
Iran  
Iraq  
Irlande  
République d'Islande  
Italie  
Territoire de la Somalie sous administration italienne  
Japon  
Royaume hachémite de Jordanie  
Laos  
Liban  
République de Libéria  
Libye  
Luxembourg  
Maroc  
Mexique  
Principauté de Monaco  
Nicaragua  
Norvège  
Pakistan  
République de Panama  
Paraguay  
Pays-Bas  
Antilles néerlandaises et Surinam  
Pérou  
République populaire de Pologne  
Portugal  
Provinces portugaises de l'Afrique occidentale  
Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie  
République populaire roumaine  
République de Saint-Marin  
République du Soudan  
Suède  
Confédération suisse  
Syrie  
Tchécoslovaquie  
Thaïlande  
Tunisie  
Turquie  
République soviétique socialiste d'Ukraine  
Union des Républiques soviétiques socialistes  
République orientale de l'Uruguay  
État de la Cité du Vatican  
République de Venezuela  
Viet-Nam  
Yémen  
République fédérative populaire de Yougoslavie

## PROTOCOLE FINAL DE L'ARRANGEMENT

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les colis postaux conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

### SECTION I

#### DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

##### ARTICLE I

###### Exploitation du service par les entreprises de transport

1. Tout Pays dont l'Administration postale ne se charge pas actuellement du transport des colis et qui adhère à l'Arrangement a la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

2. L'Administration postale de ce Pays doit s'entendre avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de l'Arrangement, spécialement pour organiser le service d'échange.

3. Elle leur sert d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations des autres Pays contractants et avec le Bureau international.

##### ARTICLE II

###### Transit

1. Par dérogation à l'article 34 de la Convention, la faculté de ne pas assurer le transport des colis en transit par leur territoire est accordée provisoirement à l'Afghanistan, à l'Iran et aux Provinces portugaises de l'Afrique.

2. L'Inde est autorisée à percevoir sur tous les colis transitant par des ports de l'Inde, en plus des quotes-parts maritimes qui lui sont dues, les quotes-parts territoriales prévues à l'article 10 de l'Arrangement.

##### ARTICLE III

###### *Retrait. Modification d'adresse. Livraison en franchise de droits demandée postérieurement au dépôt du colis*

1. Les dispositions de l'article 20 ne s'appliquent pas au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ni à l'Irlande. Elles ne s'appliquent pas non plus à ceux des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dont la législation interne ne permet pas le retrait ou la modification d'adresse des colis à la demande de l'expéditeur.

2. Ceux de ces mêmes Pays qui acceptent le service des colis francs de droits n'admettent pas les demandes de livraison en franchise de droits faites postérieurement au dépôt du colis et prévues par l'article 2, § 3, lettre c).

### SECTION II

#### CONDITIONS D'ADMISSION

##### ARTICLE IV

###### Dimensions et volume

1. La Grèce, la Tunisie et la Turquie d'Asie ont provisoirement la faculté de ne pas admettre les colis dont les dimensions ou le volume excéderaient le maximum autorisé par le Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux, pour les services maritimes.

2. L'Inde a la faculté de ne pas admettre les colis dont les dimensions excèdent les limites prescrites dans son service intérieur.

## ARTICLE V

*Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt*

Par dérogation aux dispositions de l'article 5, lettre g), la République Soviétique Socialiste de Biélorussie, la République Soviétique Socialiste d'Ukraine et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes ont provisoirement le droit de ne pas admettre les colis portant la mention "vente du colis aux risques et périls de l'expéditeur".

## ARTICLE VI

*Colis encombrants*

Par application de l'article 2, § 4, lettre a), et nonobstant les limites fixées par le Règlement:

- a) la République du Soudan a la faculté, dans ses relations avec les autres Pays, de considérer comme encombrants les colis dont l'une des dimensions dépasse 1 mètre 10 ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, dépasse 1 mètre 85;
- b) le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Ensemble des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de même que l'Irlande, ont la faculté, dans leurs relations avec les autres Pays, de considérer comme encombrants les colis dont l'une des dimensions dépasse 1 mètre 05 ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, dépasse 1 mètre 80.

## ARTICLE VII

*Livre avoirdupois*

Par mesure d'exception, les Pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids métrique décimal, ont la faculté de substituer aux coupures de poids prévues à l'article 3 les équivalents suivants:

Jusqu'à 1 kg .....	Jusqu'à 2 lb
au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg .....	2 — 7 lb
au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg .....	7 — 11 lb
au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg .....	11 — 22 lb

## ARTICLE VIII

*Avis de réception*

Exceptionnellement, Ceylan, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Ensemble des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de même que l'Irlande, ont la faculté de limiter les avis de réception aux colis avec valeur déclarée.

## ARTICLE IX

*Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt*

Par dérogation aux dispositions de l'article 5, lettres a), b) et g), Ceylan, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Ensemble des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de même que l'Irlande, ont la faculté de ne pas admettre les mesures relatives à l'envoi d'un avis de non-livraison, ni à la vente du colis aux risques et périls de l'expéditeur.



## SECTION III

## TARIFS

## ARTICLE X

## Quotes-parts territoriales exceptionnelles

A titre provisoire, les Administrations figurant aux tableaux 1 et 2 ci-après sont autorisées à percevoir:

- a) les quotes-parts de départ et d'arrivée indiquées au tableau 1, qui se substituent à la quote-part de départ et d'arrivée *exceptionnelle autorisée* à l'article 15;  
 b) les quotes-parts territoriales de transit indiquées au tableau 2, qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 10.

## 1. Quotes-parts de départ et d'arrivée

No d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations
1	2	3	4
1	Afghanistan	fr c —,75 <sup>1)</sup>	<sup>1)</sup> La quote-part peut être portée à 1,50 franc pour les colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.
2	Albanie (République Populaire).....	1,—	
3	Argentine (République)	—,75 <sup>2)</sup>	<sup>2)</sup> La quote-part peut être élevée à 1,25 franc par les bureaux argentins de La Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes.
4	Congo belge	<sup>3)</sup>	<sup>3)</sup> La quote-part peut atteindre les sommes ci-après:  fr c Colis jusqu'à 1 kg..... —,30 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg..... —,90 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg..... 1,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg..... 3,— Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg..... 4,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg..... 6,—
5	République Soviétique Socialiste de Biélorussie	<sup>4)</sup>	<sup>4)</sup> Quotes-parts de départ et d'arrivée pour les colis postaux à destination de:  la partie européenne de l'URSS la partie asiatique de l'URSS fr c fr c Colis jusqu'à 1 kg..... —,40 1,40 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg..... —,70 2,20 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg..... 1,— 3,— Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg..... — 6,— Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg..... 3,— 9,— Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg..... 4,— 12,— Sur tout le territoire de l'URSS les mêmes quotes-parts de départ et d'arrivée sont en vigueur pour les colis postaux.

## 1. Quotes-parts de départ et d'arrivée

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations
1	2	3	4
6	Bolivie	fr c 5)	5) Pour les colis en provenance ou à destination des localités autres que La Paz et Oruro, la quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg. .... 3, — Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg. .... 7, — Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. .... 14, —
7	Brésil (États-Unis)	1, 25 6)	6) La quote-part peut s'élever à 2, 25 francs pour les colis à destination de certains bureaux éloignés.
8	Bulgarie (République Populaire)	—, 50	
9	Ceylan	7)	7) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg. .... —, 25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. .... —, 30 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. .... —, 75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. .... —, 25
10	Chili	—, 75	
11	Chine	—, 75 8)	8) Une quote-part correspondant au tarif des colis postaux du service intérieur chinois est perçue provisoirement sur les expéditeurs ou les destinataires pour les colis originaires et à destination de la Chine, excepté Shanghai et Canton.
12	Colombie (République)	9)	9) La quote-part peut s'élever à 1 franc par colis à destination des ports de mer et à 1 franc par kilogramme ou fraction de kilogramme pour les colis à destination des autres localités.
13	Dominicaine (République)	—, 40	
14	El Salvador (République)	10)	10) La quote-part s'élève à 75 centimes pour les colis débarqués à Cristobal (Zone du Canal de Panama) pour être transbordés et acheminés jusqu'à Puerto de la Libertad (El Salvador) par les bateaux n'appartenant ni à la même compagnie de navigation ni aux Pays d'origine des colis. Pour les colis acheminés par les voies de Puerto Barrios et Zacapa (Guatemala) et Puerto de la Union (El Salvador) qui sont transportés à la capitale par le chemin de fer international de l'Amérique centrale, la quote-part s'élève aux sommes ci-après; pour les coupures de poids de 1, 3, 5 et 10 kg: 1, 75 franc; pour les coupures de poids de 15 et 20 kg: 2, 75 francs.
15	Équateur	1, 25	
16	Espagne	—, 75	
17	Éthiopie	11)	11) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg. .... —, 40 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. .... —, 70 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. .... 1, 25 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. .... 1, 70 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg. .... 2, 10 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg. .... 2, 50
18	Finlande	—, 75	

## 1. Quotes-parts de départ et d'arrivée

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
		fr c	
19	Territoires représentés par l'Office français des Postes et Télécommunications d'outre-mer	13)	13) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, il est perçu une taxe de transport intérieur variable selon la destination, et qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis postaux du service intérieur.
20	Grande-Bretagne et Territoires britanniques d'outre-mer	13)	13) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg..... 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg..... 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg..... 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg..... 1,10
21	Grèce	—,75	
22	Guatemala	—,75	
23	Haïti (République)	—,50	
24	Inde	—,75 14)	14) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg..... —,15 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg..... —,70 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg..... 1,25 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg..... 2,—
25	Indonésie (République)	—,50	
26	Iran	15)	15) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, une quote-part qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis du service intérieur est admise.
27	Iraq	16)	16) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg..... —,75 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg..... 1,25 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg..... 1,60
28	Islande (République)	17)	17) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 3 kg..... —,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg..... —,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg..... 1,—
29	Libye	—,75 18)	18) Seulement pour les colis à destination de la province du Fezzan et des oasis de Koufra, Jalo, Marada et Djiaghoub.
30	Nicaragua	—,75	
31	Norvège	—,75	
32	Pakistan	—,75 19)	19) La quote-part peut être portée à 1,50 franc pour les colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.
33	Panama (République)	—,75	
34	Pérou	1,25	
35	Provinces portugaises de l'Angola et du Mozambique	20)	20) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, une quote-part qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis du service intérieur est admise.
36	Soudan (République)	21)	21) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg..... —,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg..... —,85 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg..... 1,20 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg..... 2,40

## 1. Quotes-parts de départ et d'arrivée

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations																								
1	2	3	4																								
37	Suède	fr c —,75																									
38	Thaïlande	—,75																									
39	Turquie d'Asie	—,75 <sup>22)</sup>	<sup>22)</sup> La quote-part peut être portée à 2 francs pour les colis adressés aux bureaux éloignés des chemins de fer et des côtes et dont le transport est effectué par les courriers terrestres.																								
40	République Soviétique Socialiste d'Ukraine	<sup>22)</sup>	<sup>22)</sup> Quotes-parts de départ et d'arrivée pour les colis postaux à destination de: <table style="margin-left: 40px;"> <thead> <tr> <th></th> <th>la partie européenne de l'URSS</th> <th>la partie asiatique de l'URSS</th> </tr> <tr> <th></th> <th>fr c</th> <th>fr c</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Colis jusqu'à 1 kg.....</td> <td>—,40</td> <td>1,40</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.....</td> <td>—,70</td> <td>2,20</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.....</td> <td>1,—</td> <td>3,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.....</td> <td>2,—</td> <td>6,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg.....</td> <td>3,—</td> <td>9,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.....</td> <td>4,—</td> <td>12,—</td> </tr> </tbody> </table> Sur tout le territoire de l'URSS les mêmes quotes-parts de départ et d'arrivée sont en vigueur pour les colis postaux.		la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS		fr c	fr c	Colis jusqu'à 1 kg.....	—,40	1,40	Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.....	—,70	2,20	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.....	1,—	3,—	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.....	2,—	6,—	Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg.....	3,—	9,—	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.....	4,—	12,—
	la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS																									
	fr c	fr c																									
Colis jusqu'à 1 kg.....	—,40	1,40																									
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.....	—,70	2,20																									
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.....	1,—	3,—																									
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.....	2,—	6,—																									
Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg.....	3,—	9,—																									
Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.....	4,—	12,—																									
41	Union des Républiques Soviétiques Socialistes	<sup>24)</sup>	<sup>24)</sup> Quotes-parts de départ et d'arrivée pour les colis postaux à destination de: <table style="margin-left: 40px;"> <thead> <tr> <th></th> <th>la partie européenne de l'URSS</th> <th>la partie asiatique de l'URSS</th> </tr> <tr> <th></th> <th>fr c</th> <th>fr c</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Colis jusqu'à 1 kg.....</td> <td>—,40</td> <td>1,40</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.....</td> <td>—,70</td> <td>2,20</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.....</td> <td>1,—</td> <td>3,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.....</td> <td>2,—</td> <td>6,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg.....</td> <td>3,—</td> <td>9,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.....</td> <td>4,—</td> <td>12,—</td> </tr> </tbody> </table> Sur tout le territoire de l'URSS les mêmes quotes-parts de départ et d'arrivée sont en vigueur pour les colis postaux.		la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS		fr c	fr c	Colis jusqu'à 1 kg.....	—,40	1,40	Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.....	—,70	2,20	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.....	1,—	3,—	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.....	2,—	6,—	Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg.....	3,—	9,—	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.....	4,—	12,—
	la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS																									
	fr c	fr c																									
Colis jusqu'à 1 kg.....	—,40	1,40																									
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.....	—,70	2,20																									
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.....	1,—	3,—																									
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.....	2,—	6,—																									
Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg.....	3,—	9,—																									
Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.....	4,—	12,—																									
42	Uruguay (République Orientale)	—,75																									
43	Vénézuéla (République)	1,25																									

## 2. Quotes-parts territoriales de transit

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale pour les colis des coupures de poids ci-après					
		jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		fr c	fr c	fr c	fr c	fr c	fr c
1	Argentine (République) <sup>1)</sup> .....	3,60	3,60	3,60	3,60		
2	Congo belge.....	—,30	—,90	1,50	3,—	4,50	6,—
3	République Soviétique Socialiste de Biélorussie <sup>2)</sup> .....						
4	Brésil (États-Unis).....	—,70	—,60	—,50			
5	Ceylan.....	—,60	1,—	1,65	1,95		
6	Chili <sup>1)</sup> .....	1,25	1,25	1,25	1,25		
7	Chine.....	—,95	—,95	—,75	—,25		
8	Égypte.....	—,90	2,70	3,90	8,—		
9	Équateur.....	—,70	—,50	—,50			
10	Afrique équatoriale française.....	—,60	1,50	2,—	4,—	6,—	8,—
11a	Grande-Bretagne et Territoires britanniques d'outre-mer <sup>3)</sup> sauf l'exception ci-après:	1,—	1,10	1,20	1,40		
11b	Afrique orientale britannique <sup>3)</sup>	1,75	2,20	2,65	2,80		
12	Inde.....	—,20	—,40	—,75	1,50		
13	Iraq.....	—,70	—,60	—,50	1,40	3,—	4,—
14	Libye.....	—,20	—,30	—,40	—,50		
15	Pakistan.....	—,70	—,60	—,60	—,50		
16	Pérou.....	—,70	—,60	—,50			
17	Soudan (République).....	—,90	1,40	1,90	3,80		
18	Turquie d'Asie <sup>4)</sup> .....	2,20	2,—	2,—	1,50	1,—	—,50
19	République Soviétique Socialiste d'Ukraine <sup>2)</sup> .....						
20	Union des Républiques Socialistes						
	a) pour les colis transportés à travers la partie européenne de l'URSS.....	—,40	—,70	1,—	2,—	3,—	4,—
	b) pour les colis transportés à travers la partie asiatique de l'URSS.....	1,40	2,20	3,—	6,—	9,—	12,—
	c) pour les colis transportés à travers les parties européenne et asiatique de l'URSS.....	1,80	2,90	4,—	8,—	12,—	16,—
21	Vénézuéla (République).....	—,70	—,60	—,50	1,—	1,50	2,—

## Observations.

1) Seulement pour les colis transportés par le chemin de fer transandin.

2) Voir sous Union des Républiques Socialistes. Sur tout le territoire de l'Union des Républiques Socialistes, les mêmes taxes sont en vigueur pour les colis postaux.

3) Les montants qui figurent dans le tableau sont à considérer comme des maxima.

4) Pour les colis de et pour l'Iran traversant la voie Trébizonde-Erzéroum-Bayezid, la quote-part territoriale de chaque coupure de poids peut être majorée encore de 1,50 franc.

## ARTICLE XI

## Quotes-parts maritimes

Les Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sont autorisés à majorer de 50% au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 11 et 14.

## ARTICLE XII

## Quotes-parts supplémentaires

1. Tout colis en provenance ou à destination de la Corse est assujéti:
  - a) à une quote-part territoriale supplémentaire égale, au maximum, à la moitié de la quote-part territoriale appliquée à tout colis en provenance ou à destination de la France continentale;
  - b) à une quote-part maritime supplémentaire égale à celle qui est appliquée en France pour le premier échelon de distance.
2. Sont autorisées, sur chaque colis, les quotes-parts supplémentaires de transport ci-après:

d'une part: 1	Entre et, d'autre part: 2	Quotes-parts supplémentaires autorisées 3
L'Espagne continentale	a) les îles Baléares, les <i>Territoires espagnols</i> du Nord de l'Afrique et la Zone Nord du Maroc	égale à la quote-part maritime fixée pour le 1 <sup>er</sup> échelon de distance
	b) les îles Canaries	égale à la quote-part maritime fixée pour le 2 <sup>e</sup> échelon de distance

3. L'Administration portugaise a la faculté de percevoir une quote-part supplémentaire de 1,50 franc au maximum par colis pour le transport entre le Portugal continental et les îles Madère et Açores.

4. Tout colis empruntant les services automobiles transdésertiques Iraq-Syrie donne lieu à la perception d'une quote-part supplémentaire spéciale ainsi fixée:

Coupages de poids 1	Quotes-parts supplémentaires 2	Coupages de poids 1	Quotes-parts supplémentaires 2
kg	fr c	kg	fr c
Jusqu'à 1 kg	—, 50	au-dessus de 5 jusqu'à 10	5, —
au-dessus de 1 jusqu'à 3	1, 50	» » 10 » 15	7, 50
» » 3 » 5	2, 50	» » 15 » 20	10, —

5. Le transport entre les bureaux d'échange de Gôa, d'une part et, d'autre part, les bureaux d'échange de Damão et Diu (Inde portugaise), donne lieu à la perception d'une quote-part supplémentaire égale à la quote-part territoriale ou maritime qui entre dans la taxe principale normale et qui est fixée aux articles 10, §1. et 11, § 1.

6. Le transport des colis entre Karachi (Pakistan) d'une part et les bureaux pakistanais d'Ormara, Fasni et Gwadur d'autre part, donne lieu à la perception de quotes-parts supplémentaires égales aux quotes-parts maritimes fixées à l'article 11, § 1.

## ARTICLE XIII

## Tarifs spéciaux

1. L'Administration postale de l'Irak a la faculté d'appliquer aux colis originaires de son Pays un tarif gradué correspondant à différentes catégories de poids, à la condition que la moyenne des taxes ne dépasse pas la taxe normale, y compris la quote-part exceptionnelle et la quote-part supplémentaire, auxquelles elle aurait droit.

2. Cette dernière faculté est également accordée aux Pays qui adhéreront à l'Arrangement jusqu'au prochain congrès.

3. A titre exceptionnel, les *Administrations du Pakistan et de la République de Vénézuéla* sont autorisées à percevoir pour les colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg la taxe applicable aux colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.

4. L'Administration française a la faculté de traiter dans tous les cas les colis-avion comme colis urgents et de percevoir pour ces colis le double des quotes-parts territoriales et majorations prévues aux articles 10, 13 et 15.

## SECTION IV

## DÉDOMMAGEMENT ET RESPONSABILITÉ

## ARTICLE XIV

## Colis avec valeur déclarée

Par dérogation aux dispositions de l'article 27, certaines Administrations sont autorisées, conformément aux indications du tableau ci-après, à percevoir, sur chaque colis postal avec valeur déclarée, les droits supplémentaires d'assurance ci-dessous:

Administrations autorisées	Droits autorisés par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés	Colis avec valeur déclarée auxquels ils s'appliquent
1	2	3
	c	
a) <i>Afrique orientale britannique</i>	10	<i>Colis en provenance ou à destination de l'Afrique orientale britannique ou en transit par l'Afrique orientale britannique.</i>
b) <i>Argentine (République)</i>	10	<i>Colis en provenance ou à destination des bureaux ci-après : La Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes.</i>
c) <i>Congo belge</i>	10	<i>Colis en provenance ou à destination du Congo belge ou en transit par le Congo belge.</i>
d) <i>Soudan (République)</i>	5	<i>Colis en provenance ou à destination du Congo belge et en transit par le Soudan.</i>
e) <i>France</i>	15	<i>Colis transportés entre la France continentale et la Corse.</i>
f) <i>Iraq</i>	10	<i>Colis empruntant les services automobiles transdésertiques Iraq-Syrie.</i>

## ARTICLE XV

*Maximum de déclaration de valeur*

*Par dérogation aux dispositions de l'article 26, ceux des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dont le maximum de déclaration de valeur dans leur service interne est inférieur à 1000 francs, ont la faculté de limiter à ce montant inférieur le maximum de déclaration de valeur dans le service international.*

## ARTICLE XVI

## Exceptions au principe de la responsabilité

Par dérogation aux dispositions des articles 32 et 35, le Congo belge, l'Iraq et la République du Soudan sont autorisés à ne payer aucune indemnité pour l'avarie des colis originaires de tous les Pays à destination du Congo belge, de l'Iraq ou du Soudan, et contenant des liquides et des corps facilement liquéfiables, des objets en verre et des articles de même nature fragile.

## ARTICLE XVII

*Dédommagement*

*Par dérogation aux dispositions de l'article 35, ceux des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dont la réglementation interne s'y oppose, ont la faculté de ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée, perdus, spoliés ou avariés dans leur service.*

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Canada et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

## SIGNATURES

*(Les mêmes qu'aux pages 33 et 34 de ce volume.)*



TABLE DES MATIÈRES  
DU  
RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT  
CONCERNANT  
LES COLIS POSTAUX

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES ET GÉNÉRALES

Art.

- 101. Définitions
- 102. Renseignements à fournir par les Administrations postales
- 103. Voies d'acheminement et taxes

CHAPITRE II

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION ET FORMALITÉS GÉNÉRALES DE DÉPÔT

SECTION I

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION

- 104. Conditionnement général
- 105. Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des *films*, du *celluloïd*, des *animaux vivants*

SECTION II

FORMALITÉS GÉNÉRALES DE DÉPÔT

- 106. Formalités à remplir par l'expéditeur
- 107. Formalités à remplir par le bureau d'origine
- 108. Divergences relatives au poids, au volume ou aux dimensions

CHAPITRE III

CONDITIONS SPÉCIALES À CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

SECTION I

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE

- 109. Conditionnement particulier des colis avec valeur déclarée
- 110. Déclaration frauduleuse de valeur

SECTION II

COLIS URGENTS

- 111. Conditionnement particulier des colis urgents
- 112. Transmission et dédouanement des colis urgents

## SECTION III

## COLIS EXPRÈS

Art.

113. Formalités spéciales de dépôt des colis exprès  
114. Cas spéciaux de livraison et de réexpédition d'un colis exprès

## SECTION IV

## COLIS FRANCS DE DROITS

115. Formalités spéciales de dépôt des colis francs de droits  
116. Livraison en franchise de droits demandée postérieurement au dépôt du colis  
117. Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis

## SECTION V

## COLIS FRAGILES ET COLIS ENCOMBRANTS

118. Colis fragiles  
119. Colis encombrants  
120. *Colis classés dans la coupure de poids supérieure*

## SECTION VI

## COLIS PRISONNIERS DE GUERRE ET INTERNÉS

121. Conditionnement particulier des colis prisonniers de guerre et internés

## CHAPITRE IV

## PARTICULARITÉS

## SECTION I

## AVIS DE RÉCEPTION

122. Demande d'avis de réception formulée au moment du dépôt  
123. Demande d'avis de réception formulée postérieurement au dépôt

## SECTION II

## AUTRES PARTICULARITÉS

124. Avis d'embarquement  
125. Retrait. Modification d'adresse  
126. Réexpédition  
127. Réclamations. Demandes de renseignements

## CHAPITRE V

## ÉCHANGE DES COLIS

128. Principe général d'échange des colis  
129. Divers modes de transmission  
130. Feuille de route  
131. Transmission en dépêches closes  
132. *Remise des dépêches*  
133. Transbordement des colis-avion  
134. Vérification des dépêches par les bureaux d'échange  
135. Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations  
136. Renvoi des récipients vides

CHAPITRE VI  
COLIS NON LIVRÉS

- Art.  
137. Avis de non-livraison  
138. Non-livraison. Instructions de l'expéditeur  
139. Renvoi des colis non livrés  
140. Vente. Destruction

CHAPITRE VII  
COMPTABILITÉ

141. Établissement des comptes  
142. Règlement des comptes

CHAPITRE VIII  
DISPOSITIONS DIVERSES

143. Formules à l'usage du public  
144. Délai de garde des documents

CHAPITRE IX  
DISPOSITIONS FINALES

145. Mise à exécution et durée du Règlement

PROTOCOLE FINAL DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

- I. Poids maximum des sacs de colis

Annexes

Formules: voir la «Liste des formules»



# RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT

## CONCERNANT

## LES COLIS POSTAUX

Les soussignés, vu l'article 24 de la Convention postale universelle conclue à *Ottawa* le 3 octobre 1957, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux:

### CHAPITRE I

#### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES ET GÉNÉRALES

##### ARTICLE 101

###### Définitions

Chacun des termes énumérés ci-après est utilisé, dans le présent Règlement, avec la signification indiquée ci-dessous:

- a) bureau d'origine: le bureau où le colis est déposé par l'expéditeur;
- b) bureau de destination: le bureau de distribution de la localité indiquée sur le colis par l'expéditeur;
- c) bureau de nouvelle destination: le bureau de distribution de la localité sur laquelle est réexpédié un colis;
- d) bureau d'échange d'origine: tout bureau d'échange relevant de l'Administration d'origine;
- e) bureau d'échange de destination: tout bureau d'échange relevant de l'Administration de destination;
- f) bureau d'échange intermédiaire: tout bureau d'échange situé sur le territoire d'un Pays intermédiaire;
- g) bureau d'échange de départ: tout bureau d'échange qui expédie un envoi de colis à un autre bureau d'échange;
- h) bureau d'échange d'arrivée: tout bureau d'échange qui reçoit un envoi de colis d'un autre bureau d'échange.

##### ARTICLE 102

###### Renseignements à fournir par les Administrations postales

1. Trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, chaque Administration doit notifier aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international:

- a) les dispositions qu'elle a prises en ce qui concerne:
  - 1° la limite de poids maximum;
  - 2° la déclaration de valeur;
  - 3° les colis spéciaux ci-après: urgents, exprès, francs de droits, remboursement, fragiles, encombrants;
  - 4° l'admission ou la non-admission des bulletins d'expédition collectifs, par application des dispositions de l'article 106, § 4;
  - 5° les dimensions et le volume des colis transportés par la voie maritime;
  - 6° le nombre de déclarations en douane exigé pour les colis en transit et pour ceux à destination de son propre Pays, ainsi que les langues dans lesquelles ces déclarations peuvent être rédigées;

- b) les renseignements concernant le service des colis-avion et, notamment, les dimensions admises par elle pour ces colis après entente avec les entreprises de transport aérien;
  - c) la liste des animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par ses propres règlements postaux;
  - d) l'avis qu'elle admet les colis pour toutes les localités, ou, dans le cas contraire, la liste des localités qu'elle dessert;
  - e) les taxes et tous les droits applicables dans son service;
  - f) les renseignements utiles concernant les règlements douaniers ou autres, ainsi que les interdictions ou restrictions s'appliquant à l'importation et au transit des colis sur le territoire de son Pays;
  - g) un extrait, en langue anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française ou russe, des dispositions de ses lois ou règlements applicables au transport des colis.
2. Toute modification aux renseignements visés au § 1 doit être notifiée sans retard par la même voie.

## ARTICLE 103

## Voies d'acheminement et taxes

1. Au moyen de tableaux conformes aux modèles CP 1 et CP 21 ci-annexés, chaque Administration indique les conditions, les taxes et les droits auxquels elle accepte en transit les colis à destination des Pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire.

2. Sur la base des renseignements contenus dans les tableaux CP 1 et CP 21 des Administrations intermédiaires, chaque Administration détermine les voies à employer pour l'acheminement de ses colis et les taxes à percevoir sur les expéditeurs.

3. Les Administrations se notifient, soit par l'intermédiaire du Bureau international, soit par communication directe, les tableaux CP 1 et CP 21, ainsi que toutes modifications ultérieures à ces tableaux; elles adressent au Bureau international des copies de leurs tableaux CP 1 et CP 21.

4. Afin de déterminer le parcours le plus favorable des dépêches de colis, le bureau d'échange de départ peut adresser au bureau d'échange de destination un bulletin d'essai conforme au modèle C 27 visé à l'article 167 du Règlement d'exécution de la Convention. Ce bulletin doit être joint à la feuille de route; il doit être renvoyé, dûment rempli, sous forme de lettre, au bureau d'échange de départ par le premier courrier.

## CHAPITRE II

## CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION ET FORMALITÉS GÉNÉRALES DE DÉPÔT

## SECTION I

## CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION

## ARTICLE 104

## Conditionnement général

1. Pour être admis au dépôt, tout colis doit répondre aux conditions ci-après:

- a) porter, en caractères latins, sur le colis lui-même ou sur une étiquette attachée à ce dernier sans pouvoir s'en détacher, les adresses exactes du destinataire et de l'expéditeur; les adresses au crayon ne sont pas admises; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encore, sur un fond préalablement mouillé. *Il ne peut être désigné qu'une seule personne physique ou morale comme destinataire. Toutefois, les adresses telles que «M. A. à ... pour M. Z à ...» ou «Banque de A à ... pour M. Z à ...» peuvent être admises étant entendu que seule la personne désignée sous A est considérée comme destinataire par les Administrations. De plus, les adresses de A et de Z doivent se trouver dans le même Pays.*

- b) être emballé et fermé d'une manière qui réponde au poids et à la nature du contenu ainsi qu'au mode de transport et à sa durée; l'emballage et la fermeture doivent préserver le contenu de façon que celui-ci ne puisse être détérioré ni par la pression, ni par les manipulations successives; ils doivent aussi être tels qu'il soit impossible de porter atteinte au contenu sans laisser une trace apparente de violation;
- c) être emballé d'une façon particulièrement solide s'il doit être transporté sur de longues distances ou supporter de nombreux transbordements ou de multiples manipulations;
- d) être emballé de façon à *ne pas menacer la santé des agents ainsi qu'à éviter tout danger* s'il contient des objets de nature à blesser les agents chargés de le manipuler, à salir ou à détériorer les autres colis;
- e) présenter, sur l'emballage ou l'enveloppe, des espaces suffisants pour l'inscription des indications de service et l'apposition des timbres et étiquettes;
- f) ne pas dépasser les dimensions ou volumes ci-après, sauf à être considéré comme colis encombrant, au sens de l'article 119:
- 1° colis de surface: 1,50 mètre pour l'une quelconque des dimensions; 3 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur;
- 2° colis-avion: 1 mètre pour la longueur et 50 centimètres pour toute autre dimension; 3 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur.
- 3° colis par voie maritime, à titre facultatif et par dérogation aux dispositions du chiffre 1°: 1,25 mètre pour l'une quelconque des dimensions et l'un des volumes ci-dessous:
- 60 dm<sup>3</sup> pour les colis jusqu'à 5 kg;
- 80 dm<sup>3</sup> pour les colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg;
- 100 dm<sup>3</sup> pour les colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg;
- 120 dm<sup>3</sup> pour les colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.
- g) *ne pas comporter de dimensions inférieures aux dimensions minima prévues pour les lettres à l'article 49, § 1, de la Convention.*
2. Le bureau de dépôt doit recommander à l'expéditeur d'insérer, dans le colis, une copie de son adresse et de celle du destinataire.
3. Sont acceptés sans emballage:
- a) les objets qui peuvent être emboîtés ou réunis et maintenus par un lien solide muni de plombs ou de cachets, de manière à former un seul et même colis ne pouvant se désagréger;
- b) les colis d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

## ARTICLE 105

Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des films, du *celluloïd*, des animaux vivants

1. Tout colis qui contient l'une ou l'autre des matières ci-après doit être conditionné comme il est indiqué ci-dessous:
- a) métaux précieux: l'emballage doit être constitué soit par une boîte en métal résistant, soit par une caisse en bois d'une épaisseur minimum de 1 centimètre pour les colis jusqu'à 10 kilogrammes et de 1½ centimètre pour les colis de plus de 10 kilogrammes, soit enfin par un double sac sans couture; toutefois, lorsqu'il est fait usage de caisses en bois contreplaqué, leur épaisseur peut être limitée à 5 millimètres, à la condition que les arêtes de ces caisses soient renforcées au moyen de cornières;
- b) liquides et corps facilement liquéfiables: deux récipients doivent être utilisés (bouteille, flacon, pot, boîte, etc., d'une part, et boîte en métal, en bois résistant, en pâte de bois ou en carton ondulé de solide qualité, d'autre part) entre lesquels est ménagé un espace qui doit être rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante et protectrice;
- c) poudres sèches colorantes, telles que le bleu d'aniline: ces produits doivent être obligatoirement contenus dans des boîtes en métal résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois ou en carton ondulé de bonne qualité, avec de la sciure ou toute autre matière absorbante ou protectrice entre les deux emballages;

- d) poudres sèches non colorantes: ces produits doivent être placés dans des boîtes en métal, en bois ou en carton, elles-mêmes enfermées dans un sac en toile ou en parchemin;
- e) matières visées à l'article 6, lettre a), chiffre 6°, 2° phrase de l'Arrangement: l'emballage doit être constitué par une caisse ou un baril solidement emballé à l'intérieur et à l'extérieur et comporter une mention relative à la nature du contenu;
- f) films *inflammables*, celluloïd brut ou manufacturé: l'emballage doit être muni, du côté de la suscription, d'une étiquette blanche très apparente portant, en gros caractères noirs, la mention «Celluloïd! A tenir loin du feu et de la lumière».
- g) *animaux vivants*: l'emballage du colis ainsi que son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette portant en caractères très apparents la mention «Animaux vivants».

2. Les colis contenant des matières visées au § 1, lettres e) et f) ne peuvent être acceptés au dépôt que si ces matières sont admises par toutes les Administrations appelées à participer au transport du colis.

## SECTION II

### FORMALITÉS GÉNÉRALES DE DÉPÔT

#### ARTICLE 106

##### Formalités à remplir par l'expéditeur

1. Chaque colis doit être accompagné:

- a) d'un bulletin d'expédition en carton résistant de couleur blanche, conforme au modèle CP 2 ci-annexé;
- b) d'une déclaration en douane conforme au modèle CP 3 ci-annexé, établie dans le nombre requis d'exemplaires, ceux-ci étant solidement attachés au bulletin d'expédition. *Le contenu du colis doit être indiqué en détail dans la déclaration en douane; des mentions de caractère général ne sont pas admises.*

2. L'expéditeur peut porter, sur le coupon du bulletin d'expédition, une communication relative au colis, et joindre à ce bulletin, à part la déclaration en douane établie dans le nombre requis d'exemplaires conformément aux dispositions du § 1, lettre b), tout document (facture, licence d'exportation, licence d'importation, certificat d'origine, etc.) nécessaire au traitement douanier dans le Pays de départ et dans le Pays de destination.

3. Il doit indiquer, en soulignant l'une des mentions portées au verso du bulletin d'expédition, la manière dont ce colis doit être traité en cas de non-livraison; le texte peut être souligné à la main, à la machine ou au moyen d'un trait imprimé et il est loisible à l'expéditeur de ne reproduire ou de ne faire imprimer au verso du bulletin d'expédition qu'une seule des dispositions énumérées ci-dessous; la mention soulignée sur le bulletin d'expédition doit être reproduit sur le colis lui-même; les mentions admises à l'article 5 de l'Arrangement peuvent être rédigées en français ou dans une langue connue dans le Pays de destination:

- a) envoyer à l'expéditeur un avis de non-livraison;
- b) adresser l'avis de non-livraison à M. ... (tiers résidant dans le Pays de destination) demeurant à ... (adresse);
- c) colis à renvoyer par voie... (préciser: de surface ou aérienne) immédiatement à l'origine;
- d) colis à renvoyer par voie... (préciser: de surface ou aérienne) à l'expiration d'un délai de ... jours,
- e) colis à livrer (ou à réexpédier) par voie... (préciser: de surface ou aérienne) à M. ... (autre destinataire) demeurant ... (adresse) (éventuellement sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à la somme primitive);
- f) colis à réexpédier par voie... (préciser: de surface ou aérienne) aux fins de livraison au destinataire primitif;
- g) colis à vendre aux risques et périls de l'expéditeur;
- h) colis abandonné.

4. Sauf s'il s'agit de colis avec valeur déclaré, de colis francs de droits et de colis contre remboursement, un même bulletin d'expédition, accompagné du nombre de déclarations en douane requis pour un colis isolé, peut servir pour trois colis au maximum, à condition qu'ils soient déposés simul-



tanément au même bureau par le même expéditeur, acheminés par la même voie, soumis à la même taxe et destinés à la même personne; chaque Administration peut, toutefois, exiger un bulletin d'expédition et le nombre-réglementaire des déclarations en douane pour chaque colis.

5. Le bulletin d'expédition doit, éventuellement, comporter les mentions visées à l'article 105, § 1, lettres e) f) et g).

6. Tout colis-avion ainsi que le bulletin d'expédition y afférent doivent être revêtus, au départ, d'une étiquette spéciale de couleur bleue comportant les mots «Par avion», avec traduction facultative dans la langue du Pays d'origine.

7. Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane.

#### ARTICLE 107

##### Formalités à remplir par le bureau d'origine

1. Le bureau d'origine est tenu, au moment du dépôt, d'apposer ou d'indiquer:

- a) sur le colis, à côté de la suscription, et sur le bulletin d'expédition, aux emplacements ad hoc, une étiquette conforme au modèle CP 8 ci-annexé, indiquant, de manière apparente, le numéro d'ordre du colis et le nom du bureau de dépôt;
- b) sur le bulletin d'expédition seulement:
  - 1° l'empreinte du timbre à date;
  - 2° le poids, en kilogrammes et centaines de grammes, toute fraction de centaine de grammes étant arrondie à la centaine supérieure.

2. Un même bureau d'origine ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf si les séries sont différenciées par un signe distinctif.

#### ARTICLE 108

##### Divergences relatives au poids, au volume ou aux dimensions

La manière de voir du bureau d'origine, en ce qui concerne la détermination du poids, du volume ou des dimensions, doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente. Toutefois, si les différences de poids constatées entraînent une modification des quotes-parts, c'est le nouveau poids constaté qui est valable.

### CHAPITRE III

#### CONDITIONS SPÉCIALES À CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

##### SECTION I

##### COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE

#### ARTICLE 109

##### Conditionnement particulier des colis avec valeur déclarée

Tout colis avec valeur déclarée est assujéti aux règles particulières ci-après de conditionnement:

- a) il doit être scellé par des cachets identiques à la cire, par des plombs ou par un autre moyen efficace, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur;
- b) les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur ces colis doivent être espacés, de façon à ne pouvoir cacher les lésions éventuelles de l'emballage; les étiquettes et les timbres-poste ne doivent pas être repliés sur deux des faces de l'emballage de manière à couvrir une bordure; les étiquettes sur lesquelles, le cas échéant, figure l'adresse ne peuvent être collées sur l'emballage même;

- c) il doit être revêtu, de même que le bulletin d'expédition, d'une étiquette rouge *conforme au modèle CP 7 ci-annexé* et portant en caractères latins, la lettre V, le nom du bureau d'origine et le numéro d'ordre du colis; l'étiquette doit être collée, sur le colis, du côté de l'adresse et à proximité de celle-ci; toutefois, les Administrations ont la faculté d'utiliser simultanément l'étiquette CP 8 prévue à l'article 107 et une étiquette rouge, de petites dimensions, portant en *caractères très apparents*, la mention «Valeur déclarée»;
- d) la valeur doit être déclarée en monnaie du Pays d'origine et inscrite par l'expéditeur, sur le colis et le bulletin d'expédition, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvée; le montant de la déclaration de valeur ne peut être indiqué au crayon;
- e) le montant de la valeur déclarée doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par le bureau d'origine; le résultat de la conversion *arrondi, le cas échéant, au franc supérieur* doit être indiqué *en chiffres* à côté ou au-dessous de ceux qui représentent la valeur en monnaie du Pays d'origine; le montant en francs-or doit être souligné d'un fort trait au crayon de couleur; la conversion n'est pas opérée dans les relations directes entre Pays ayant une monnaie commune;
- f) le bureau d'origine est tenu d'indiquer le poids exact en grammes sur le colis (à côté de l'adresse) et sur le bulletin d'expédition (à l'emplacement ad hoc);
- g) aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto des colis avec valeur déclarée par les Administrations intermédiaires.

## ARTICLE 110

## Déclaration frauduleuse de valeur

Lorsque des circonstances quelconques et, notamment, une réclamation révèlent une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu du colis, avis en est donné à l'Administration d'origine, dans le plus bref délai; le cas échéant, les pièces de l'enquête sont communiquées à celle-ci.

## SECTION II

## COLIS URGENTS

## ARTICLE 111

## Conditionnement particulier des colis urgents

Tout colis urgent et son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette portant, très apparente, la mention «Urgent».

## ARTICLE 112

## Transmission et dédouanement des colis urgents

Les Administrations qui participent à l'échange des colis urgents s'entendent pour assurer la transmission rapide et, autant que possible, directe de ces colis; elles prennent des mesures pour en accélérer le dédouanement.

## SECTION III

## COLIS EXPRESS

## ARTICLE 113

## Formalités spéciales de dépôt des colis express

Tout colis express et son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette rouge foncé, imprimée et portant la mention très apparente «Express»; cette étiquette est apposée, autant que possible, à côté de l'indication du lieu de destination.

## ARTICLE 114

## Cas spéciaux de livraison et de réexpédition d'un colis exprès

1. La livraison, par porteur spécial, d'un colis exprès ou de l'avis d'arrivée n'est essayée qu'une fois; si l'essai est infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès.

2. Si un colis exprès à réexpédier a donné lieu à un essai infructueux de livraison à domicile par porteur spécial, le bureau de réexpédition doit barrer l'étiquette ou la mention «Exprès» par deux forts traits transversaux.

## SECTION IV

## COLIS FRANCS DE DROITS

## ARTICLE 115

## Formalités spéciales de dépôt des colis francs de droits

1. Tout colis franc de droits et son bulletin d'expédition doivent être revêtus:

- a) de la mention très apparente «Franc de droits» (ou de toute autre équivalente dans la langue du Pays d'origine);
- b) d'une étiquette jaune portant, également très apparente, la mention «Franc de droits».

2. Il est accompagné des déclarations en douane réglementaires et d'un bulletin d'affranchissement conforme au modèle CP 4 ci-annexé, confectionné en papier de couleur jaune. *L'expéditeur du colis et, en tant qu'il s'agit d'indications afférentes au service postal, le bureau expéditeur, complètent le texte, au recto, côté droit, des parties A et B. Les inscriptions de l'expéditeur peuvent être effectuées à l'aide de papier carbone. Le texte doit comporter l'engagement prévu à l'article 4, § 2, de l'Arrangement.*

3. Le bulletin d'expédition, les déclarations en douane et le bulletin d'affranchissement doivent être solidement attachés entre eux.

## ARTICLE 116

## Livraison en franchise de droits demandée postérieurement au dépôt du colis

1. Si, postérieurement au dépôt, l'expéditeur d'un colis en demande la livraison en franchise de droits, le bureau d'origine *en avertit le bureau de destination par une note explicative. Celle-ci, revêtue d'un timbre-poste représentant la taxe due, est transmise sous recommandation, au bureau de destination, accompagnée d'un bulletin d'affranchissement dûment rempli. En cas de transmission par voie aérienne, la surtaxe aérienne est également représentée en timbres-poste appliqués sur la note explicative. Le bureau de destination appose sur le colis, près de la suscription, ainsi que sur le bulletin d'expédition, l'étiquette prévue à l'article 115, § 1, lettre b).*

2. Lorsque cette demande est destinée à être transmise par voie télégraphique, le bureau d'origine *en avertit, par télégramme, le bureau de destination et lui communique en même temps les indications relatives au dépôt de l'envoi. Ce dernier bureau établit d'office un bulletin d'affranchissement.*

## ARTICLE 117

## Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis

1. Après la livraison au destinataire d'un colis franc de droits, le bureau qui a fait l'avance des frais de tous ordres, pour le compte de l'expéditeur, complète, en ce qui le concerne, *à l'aide de papier carbone, les indications qui figurent au verso des parties A et B du bulletin d'affranchissement et transmet la partie A, accompagnée des pièces justificatives, au bureau d'origine; cette transmission a lieu sous enveloppe fermée, sans indication du contenu. La partie B est conservée par l'Administration de destination en vue du décompte avec l'Administration débitrice.*

2. Chaque Administration peut désigner certains bureaux spécialement chargés de renvoyer *la partie A des bulletins d'affranchissement grevés de frais ou de recevoir la partie A renvoyée* après livraison du colis; le nom du bureau auquel *la partie A doit être renvoyée* est inscrit, dans tous les cas, au recto *de cette partie*, par le bureau d'origine du colis.

3. Lorsqu'un colis portant la mention «Franc de droits» parvient sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata de ce bulletin; *sur les parties A et B de ce bulletin il mentionne le nom du Pays d'origine et, autant que possible, la date de dépôt du colis.* Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

4. *Les parties A et B des bulletins d'affranchissement afférents aux envois qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine doivent être annulés par les soins de l'Administration de destination et attachés au bulletin d'expédition.*

5. A la réception de la partie A d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'Administration de destination, l'Administration d'origine en convertit le montant dans sa propre monnaie à un taux qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du Pays correspondant; le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral; après avoir recouvré le montant des frais, le bureau désigné à cet effet remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.

#### SECTION V

#### COLIS FRAGILES ET COLIS ENCOMBRANTS

##### ARTICLE 118

##### Colis fragiles

1. *Dans les relations entre les Pays qui admettent les colis fragiles et sous réserve de répondre aux règles générales de conditionnement et d'emballage, tout colis fragile doit être revêtu, soit par l'expéditeur, soit par le bureau d'origine, d'une étiquette à image représentant un verre imprimé en rouge sur fond blanc. Tout colis dont la fragilité du contenu est signalée par un signe extérieur quelconque apposé par l'expéditeur, est revêtu obligatoirement, par le bureau d'origine, de la même étiquette et la taxe supplémentaire correspondante est perçue. Si l'expéditeur ne désire pas que le colis soit traité comme fragile, le bureau d'origine biffe le signe apposé par l'expéditeur.*

2. Le bulletin d'expédition correspondant doit être revêtu, au recto, de la mention très apparente «Colis fragile», manuscrite ou imprimée sur une étiquette.

##### ARTICLE 119

##### Colis encombrants

1. Est réputé encombrant, par application de l'article 2, § 4, lettres a) et b), de l'Arrangement:  
a) tout colis dont les dimensions dépassent celles qui sont fixées à l'article 104, § 1, lettre f), chiffre 1°;  
b) tout colis constitué par des plantes ou arbustes en paniers, des cages vides ou renfermant des animaux vivants, des meubles, de la vannerie, des jardinières, des voitures d'enfants, rouets, vélocipèdes, boîtes à cigares vides ou autres boîtes en fardeaux, etc.

2. Peut être facultativement considéré comme encombrant, par application de l'article 2, § 4, lettre c), de l'Arrangement, tout colis empruntant un service maritime et dont les dimensions ou le volume dépassent ceux qui sont fixés à l'article 104, § 1, lettre f), chiffre 3°.

3. *Tout colis encombrant de même que le recto du bulletin d'expédition de ce colis doivent être revêtus d'une étiquette portant, en caractères très apparents, la mention «Encombrant».*

##### ARTICLE 120

##### Colis classé dans la coupure de poids supérieure

*Le bulletin d'expédition d'un colis admis en vertu de l'article 17 de l'Arrangement doit être revêtu, au recto, et en caractères très apparents, de la mention «Colis classé dans la coupure de poids de ... kg», manuscrite ou imprimée sur une étiquette.*

## SECTION VI

## COLIS PRISONNIERS DE GUERRE ET INTERNÉS

## ARTICLE 121

Conditionnement particulier des colis prisonniers de guerre et internés

Tout colis de prisonniers de guerre et internés et son bulletin d'expédition doivent porter, le premier à côté de la suscription, le second au recto de la formule, l'une des mentions «Service des prisonniers de guerre» ou «Service des internés»; ces mentions peuvent être suivies d'une traduction dans une autre langue.

## CHAPITRE IV

## PARTICULARITÉS

## SECTION I

## AVIS DE RÉCEPTION

## ARTICLE 122

Demande d'avis de réception formulée au moment du dépôt

1. Tout colis pour lequel, au moment du dépôt, l'expéditeur demande un avis de réception doit porter de façon très apparente, soit la mention «Avis de réception», soit l'empreinte d'un timbre «A.R.»; il doit en être de même du bulletin d'expédition.

2. Le colis doit être accompagné d'un exemplaire, dûment rempli, de la formule C 5 visée à l'article 146, § 2, du Règlement d'exécution de la Convention; cette formule est établie par le bureau d'origine (ou par tout autre bureau désigné par l'Administration d'origine) et doit être jointe au bulletin d'expédition.

3. La mention «Renvoi par avion» doit être portée, par les soins du bureau intéressé, sur l'avis de réception à renvoyer par voie aérienne. *Une étiquette ou une empreinte de couleur bleue «Par avion» est en outre apposée sur cette formule.*

4. Si la formule C 5 ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci en dresse d'office un nouvel exemplaire.

5. Dès livraison du colis, le bureau de destination renvoie à l'expéditeur par courrier ordinaire ou, si l'expéditeur a payé les frais y relatifs, par le premier courrier aérien, à découvert et en franchise de port, la formule C 5 dûment complétée.

6. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai normal, il est procédé conformément aux dispositions de l'article 123; toutefois, la taxe d'avis de réception n'est pas perçue une deuxième fois; le bureau d'origine inscrit, en tête de la formule C 5, la mention «Duplicata de l'avis de réception».

## ARTICLE 123

Demande d'avis de réception formulée postérieurement au dépôt

Lorsque la demande est formulée postérieurement au dépôt du colis, il est procédé conformément aux dispositions de l'article 147 du Règlement d'exécution de la Convention, sous les réserves ci-après:

- a) la formule C 9 est à remplacer par la formule CP 5 mentionnée à l'article 127, § 1, lettre a);
- b) dans les Pays où le service des colis n'est pas exécuté par l'Administration des postes, la perception de la taxe d'avis de réception est constatée, sur la formule CP 5, soit par l'apposition d'une vignette spéciale, soit par l'indication du montant de cette perception.

## SECTION II

## AUTRES PARTICULARITÉS

## ARTICLE 124

## Avis d'embarquement

1. Tout colis pour lequel l'expéditeur demande un avis d'embarquement doit être désigné au moyen d'une étiquette «Avis d'embarquement» apposée sur le colis et sur le bulletin d'expédition.

2. Ce colis est accompagné d'une formule *conforme au modèle CP 6 ci-annexé*, qui doit indiquer très clairement le port (ou le Pays) d'où l'avis d'embarquement doit être renvoyé. Chaque formule ne peut se rapporter qu'à un colis, même s'il s'agit de colis mentionnés sur un seul bulletin d'expédition.

3. Si un colis accompagné d'un avis d'embarquement est compris dans une dépêche close expédiée en transit par le port d'embarquement intéressé, le bureau d'échange de départ de la dépêche retire l'avis d'embarquement joint aux documents d'accompagnement du colis et l'annexe à la feuille de route CP 12 correspondante, mentionnée à l'article 131, § 6, après y avoir porté les annotations nécessaires; l'attribution de la part de taxe revenant au Pays d'embarquement s'opère au moyen de cette feuille de route, qui est complétée sous la rubrique: Nombre d'avis d'embarquement.

4. Tout bureau d'échange qui assure l'embarquement, soit d'un colis avec avis d'embarquement et reçu à découvert, soit de la dépêche close en transit le contenant, remplit convenablement la formule CP 6 et la transmet directement à l'expéditeur.

5. Toute réclamation de l'expéditeur concernant un avis d'embarquement non parvenu dans un délai normal donne lieu à l'établissement d'une formule de réclamation CP 5, mentionnée à l'article 127, § 1, lettre a), et exempte de taxe; cette formule, accompagnée d'un duplicata d'avis d'embarquement CP 6 sur lequel le bureau d'origine porte la mention «Duplicata», est traitée selon les dispositions de l'article 127; la taxe d'avis d'embarquement n'est pas perçue une deuxième fois.

## ARTICLE 125

## Retrait. Modification d'adresse

1. En règle générale, les demandes de modification d'adresse ou de retrait d'un colis sont traitées selon les dispositions de l'article 156 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Toute demande télégraphique de modification d'adresse concernant un colis avec valeur déclarée doit être confirmée postalement par le premier courrier; la demande confirmative établie sur formule C 7 utilisée pour la poste aux lettres doit porter, au crayon de couleur et soulignée, l'annotation «Confirmation de la demande télégraphique du...»; elle doit être accompagnée du fac-similé prévu à l'article 156, § 1, lettre a), du Règlement d'exécution de la Convention.

3. Quand il reçoit la demande télégraphique visée au § 2, le bureau de destination retient le colis et ne fait droit à la demande qu'à la réception de la confirmation postale; toutefois, sous sa propre responsabilité, l'Administration de destination peut, sans attendre cette confirmation, donner suite à la demande télégraphique.

## ARTICLE 126

## Réexpédition

1. Tout colis réexpédié par suite du changement de résidence du *destinataire est grevé*, à la charge de celui-ci, par l'Administration de la nouvelle destination, outre les taxes dont la perception est autorisée, dans ce cas, par l'Arrangement, d'une somme égale aux quotes-parts territoriales, maritimes et aériennes revenant aux Administrations qui ont participé à la réexpédition. *L'attribution des quotes-parts s'opère selon la manière mentionnée au § 2.*

2. a) En cas d'échange en dépêche directe, l'Administration de réexpédition crédite, le cas échéant, les Administrations intermédiaires des quotes-parts qui leur reviennent et se crédite à son tour de ces mêmes quotes-parts et de celles qui lui sont dues, en débitant l'Administration à laquelle est destinée la dépêche; le bureau d'échange de départ comprend ces quotes-parts dans les inscriptions de la feuille de route CP 12 mentionnée à l'article 131, § 6;

b) en cas d'échange en transit à découvert, l'Administration intermédiaire, après avoir été débitée par l'Administration de réexpédition des sommes revenant à cette dernière Administration, se crédite, par débit de l'Administration à laquelle elle livre le colis, de la somme qui lui est due et de celle qui revient à l'Administration de réexpédition; cette opération est répétée, s'il y a lieu, par chaque Administration intermédiaire.

3. Lorsque les sommes mentionnées au § 2 sont acquittées au moment de la réexpédition, le colis est traité comme s'il était originaire du Pays de réexpédition et destiné au Pays de la nouvelle destination; aucune taxe de transport n'est perçue par l'Administration de ce Pays lors de la livraison.

4. Tout colis parvenu en fausse direction par suite d'une erreur imputable à l'expéditeur ou à l'Administration expéditrice est réexpédié sur sa véritable destination par la voie la plus directe utilisée par l'Administration à laquelle le colis est parvenu. Le colis-avion doit être réexpédié par la voie aérienne. L'Administration de réexpédition signale le fait à celle dont elle a reçu le colis par un bulletin de vérification CP 13 mentionné à l'article 134, § 3.

5. L'Administration de réexpédition traite le colis mentionné au § 4 comme s'il était arrivé en transit à découvert; si les quotes-parts qui lui ont été attribuées sont insuffisantes pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'Administration de réexpédition bonifie à l'Administration de la véritable destination et, le cas échéant, aux Administrations intermédiaires qui prennent part à la réexpédition du colis, les quotes-parts de transport respectives; elle se crédite ensuite, par une reprise sur l'Administration dont dépend le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction, de la somme dont elle est à découvert; la reprise et son motif sont notifiés à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

6. Les dispositions du § 2 sont applicables aux colis renvoyés à l'origine par application des articles 7, 20 et 22, § 4, de l'Arrangement.

7. Les reprises de taxes doivent être indiquées en détail sur le bulletin d'expédition ou, en cas d'impossibilité matérielle, sur un bordereau joint à ce document.

8. Les colis sont réexpédiés dans leur emballage primitif; ils sont accompagnés du bulletin d'expédition établi par l'expéditeur; si, pour un motif quelconque, un colis doit être remballé ou le bulletin d'expédition primitif remplacé par un autre bulletin, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'ordre primitif et, autant que possible, la date de dépôt figurent sur le nouvel emballage et sur le bulletin d'expédition.

9. Si la réexpédition d'un colis-avion a lieu par les moyens ordinaires de la poste, l'étiquette «Par avion» et toutes annotations se rapportant à la transmission par la voie aérienne doivent être barrées d'office au moyen de deux forts traits transversaux.

#### ARTICLE 127

##### Réclamations. Demandes de renseignements

1. Toute réclamation de même que toute demande de renseignements relatives à un colis sont traitées selon les dispositions de l'article 158, §§ 1 à 8, du Règlement d'exécution de la Convention, sous les réserves ci-après:

- a) les formules C 9 et R 3, utilisées pour la poste aux lettres, sont respectivement remplacées par la formule conforme au modèle CP 5 ci-annexé et par la formule R 4 visée à l'article 105, § 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;
- b) toute Administration intermédiaire qui transmet une formule CP 5 à l'Administration suivante est tenue d'en informer l'Administration d'origine au moyen d'une formule conforme au modèle CP 10 ci-annexé.

2. Toute formule CP 5 concernant une réclamation ou une demande de renseignements reçue par une Administration autre que l'Administration d'origine est transmise à celle-ci accompagnée, éventuellement, du récépissé de dépôt; elle doit lui parvenir dans les délais prévus à l'article 25 de l'Arrangement.

## CHAPITRE V

## ÉCHANGE DES COLIS

## ARTICLE 128

## Principe général d'échange des colis

1. Chaque Administration est tenue d'acheminer, par les voies et moyens qu'elle emploie pour les siens propres, les colis qui lui sont remis par une autre Administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. En cas d'interruption d'une voie, les colis en transit qui devraient suivre cette voie sont acheminés par la voie disponible la plus utile.

3. Si celle-ci est plus coûteuse que la voie ordinaire, chaque colis est grevé, à la charge de son destinataire, par l'Administration de destination, d'une somme égale aux suppléments de quotes-parts territoriales ou maritimes découlant de la déviation de voie; les attributions et reprises de taxes s'effectuent selon les dispositions de l'article 126, §§ 2, 5 à 7.

4. Toute Administration qui assure le service des colis-avion est tenue d'acheminer, par les voies aériennes qu'elle emploie pour ses propres envois de l'espèce, les colis-avion qui lui sont remis par une autre Administration; si, pour une raison quelconque, l'acheminement des colis-avion par une autre voie offre, dans un cas spécial, des avantages sur la voie aérienne existante, les colis-avion doivent être acheminés par cette voie et traités éventuellement comme colis urgents.

5. Lorsque, pour une raison quelconque il n'est pas possible d'utiliser de bout en bout le service aérien international, l'Administration qui bénéficie de la quote-part aérienne prévue à l'article 12 de l'Arrangement est tenue de transmettre les colis-avion sur le parcours où ledit service est inutilisable, par les moyens les plus rapides qu'elle emploie pour le transport de ses colis et de les traiter éventuellement comme colis urgents. La même obligation s'impose en cas d'interruption partielle ou totale d'un service aérien intérieur.

6. Les Administrations qui ne participent pas au service des colis-avion acheminent ces derniers par les voies de surface ordinairement utilisées pour les autres colis; toutefois, elles sont tenues d'acheminer par les voies de surface les plus rapides tout colis-avion qui porte la mention «Urgent», à condition qu'elles assurent le service des colis urgents et qu'elles aient été créditées des quotes-parts afférentes à l'exécution de ce service.

7. Le transit doit être effectué aux conditions fixées par l'Arrangement concernant les colis postaux et par son Règlement d'exécution, même lorsque l'Administration d'origine ou de destination des colis n'a pas adhéré à l'Arrangement.

8. Dans les rapports entre Pays séparés par un ou plusieurs territoires intermédiaires, les colis doivent suivre les voies dont les Administrations intéressées sont convenues.

## ARTICLE 129

## Divers modes de transmission

1. L'échange des *dépêches de colis postaux* est effectué par des bureaux dits "bureaux d'échange".

2. Cet échange s'opère, en règle générale, au moyen de *réceptifs* (sacs, paniers, cadres, etc.). Les Administrations limitrophes peuvent, toutefois, s'entendre pour la remise de certaines catégories de colis hors réceptifs.

3. Dans les relations entre Pays non limitrophes, l'échange s'opère, en règle générale, au moyen de *dépêches directes*.

4. Les Administrations peuvent s'entendre pour établir des échanges en transit à découvert; toutefois, il est obligatoire de former des *dépêches directes* si, d'après la déclaration d'une Administration intermédiaire, les colis en transit à découvert sont de nature à entraver ses opérations.

## ARTICLE 130

## Feuille de route

1. Avant l'expédition, tous les colis à acheminer par voie de surface sont inscrits, par le bureau d'échange de départ, sur une feuille de route conforme au modèle CP 11 ci-annexé. Pour les colis-avion, dans les relations directes ou dans les relations en transit à découvert, les bureaux d'échange font usage



d'une feuille de route spéciale, dite «feuille de route-avion» conforme au modèle CP 20 ci-annexé. Les Administrations peuvent s'entendre pour que les colis sans valeur déclarée soient inscrits en bloc, avec indication sommaire des parts de taxe dont les Administrations intéressées doivent être créditées.

2. En ce qui concerne les colis de prisonniers de guerre et internés, seuls les colis-avion donnent lieu à inscription des parts de taxe à porter au crédit des diverses Administrations intéressées.

3. A la feuille de route sont joints les documents ci-après: bulletins d'expédition, formules de mandats de remboursement, déclarations en douane, bulletins d'affranchissement, avis de réception et, le cas échéant, tous autres documents exigés (factures, certificats d'origine, de santé, etc.).

4. S'il s'agit de colis échangés en dépêches directes, les Administrations d'origine et de destination peuvent se mettre préalablement d'accord pour que les documents visés au § 3 soient joints aux colis correspondants.

5. Sauf accord contraire, les feuilles de route doivent être numérotées d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange de départ et pour chaque bureau d'échange d'arrivée ainsi que pour chaque voie si plus d'une voie est utilisée; le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante; dans les relations par mer et dans les relations aériennes, le nom du navire transporteur ou, selon le cas, le service aérien emprunté est mentionné, autant que possible, au-dessous du numéro.

6. Si les colis-avion sont transmis d'un Pays à un autre par les voies de surface en même temps que les autres colis, la présence des colis-avion avec feuille de route-avion doit être indiquée, par une annotation appropriée, sur la feuille de route CP 11.

7. Des feuilles de route spéciales CP 12 sont utilisées dans les circonstances prévues à l'article 131, § 6.

#### ARTICLE 131

##### Transmission en dépêches closes

1. Dans le cas général de transmission en dépêches closes, les récipients (sacs, paniers, cadres, etc.) doivent être marqués, fermés et étiquetés de la manière prévue pour les sacs de lettres à l'article 164, §§ 4, 5, 9, 10, 11, du Règlement d'exécution de la Convention sous réserve des particularités suivantes:

- a) les étiquettes sont de couleur jaune ocre. Leur conditionnement et leur texte doivent être conformes aux modèles CP 23 et CP 24 ci-annexés;
- b) pour les récipients autres que les sacs, un autre mode de fermeture spéciale peut être adopté, à condition que le contenu soit suffisamment protégé.

2. Sauf accord contraire, les récipients doivent porter un numéro d'ordre. Le bureau d'échange de départ inscrit sur la feuille de route le nombre et, si l'Administration de destination l'exige, le numéro d'ordre des récipients dont se compose la dépêche.

3. Sont expédiés en récipients distincts:

- a) les colis avec valeur déclarée, si leur nombre le justifie: les récipients qui, en tout ou en partie, contiennent de tels colis, doivent être munis de la lettre «V»;
- b) les colis fragiles: les récipients correspondants sont alors revêtus de l'étiquette prévue à l'article 118, § 1; toutefois, si leur nature l'exige ces colis peuvent aussi être expédiés hors récipients, ou remis en transit à découvert au prochain bureau d'échange, à l'exclusion des colis empruntant la voie maritime;
- c) les colis renfermant les matières mentionnées à l'article 105, § 1, lettres e) et f): les récipients correspondants sont revêtus d'une étiquette spéciale portant en caractères très apparents une mention appropriée, par exemple «Celluloid».

4. En règle générale les sacs et les autres récipients contenant les colis ne doivent pas peser plus de 40 kilogrammes; toutefois, les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour admettre les récipients, autres que les sacs, jusqu'à 70 kilogrammes au maximum.

5. La feuille de route, accompagnée des documents mentionnés à l'article 130, § 3, doit être insérée par le bureau d'échange de départ dans l'un des récipients composant la dépêche, le cas échéant, dans l'un de ceux qui contiennent des colis avec valeur déclarée; si le nombre des documents d'accompagnement le justifie, la feuille de route peut être insérée dans un sac spécial; en tous cas, l'étiquette du récipient contenant la feuille de route doit porter la mention «F».

6. En cas d'échange de dépêches directes entre Pays non limitrophes, le bureau d'échange de départ établit, pour chacune des Administrations intermédiaires, une feuille de route spéciale conforme au modèle CP 12 ci-annexé; ce bureau y inscrit globalement, pour chaque catégorie de colis, les quotes-

parts et parts de taxes ou de droits revenant à l'Administration intermédiaire; la feuille de route CP 12 est transmise à découvert ou de toute autre façon convenue entre les Administrations intéressées, accompagnée, le cas échéant, des pièces demandées par les Pays intermédiaires.

ARTICLE 132

*Remise des dépêches*

1. Sauf accord contraire entre les Administrations intéressées, la remise des dépêches des colis de surface s'effectue au moyen d'un bordereau de livraison C 18 visé à l'article 165 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Les dépêches des colis-avion à remettre à l'aéroport sont accompagnées de bordereaux AV 7 dans les conditions prévues à l'article 18 des Dispositions concernant la poste aérienne.

ARTICLE 133

*Transbordement des colis-avion*

1. Sauf accord contraire entre les Administrations intéressées, le transbordement en cours de route, dans un même aéroport, des colis-avion qui empruntent successivement plusieurs services aériens distincts, se fait obligatoirement sans rémunération par l'intermédiaire de l'Administration des postes du Pays où a lieu le transbordement.

2. Cette règle n'est pas applicable lorsque ce transbordement a lieu entre des appareils assurant les sections successives d'un même service.

ARTICLE 134

*Vérification des dépêches par les bureaux d'échange*

1. Tout bureau d'échange qui reçoit une dépêche procède, dès réception, à la vérification des récipients et de leur fermeture, puis à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent; ces contrôles sont contradictoires chaque fois que possible; toutefois, les bureaux d'échange intermédiaires ne sont pas tenus de vérifier les documents accompagnant la feuille de route.

2. A l'ouverture des récipients, les éléments constitutifs de la fermeture (ficelle, plomb, étiquette) doivent rester unis; pour atteindre ce but, la ficelle est coupée à un seul endroit.

3. Si le bureau d'échange constate des erreurs ou des omissions sur la feuille de route, il opère immédiatement les rectifications nécessaires en ayant soin de rayer les indications erronées, de manière à laisser lisibles les inscriptions primitives; ces rectifications s'effectuent en présence de deux agents; à moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale; le bureau d'échange procède, de même, aux constatations réglementaires lorsque le récipient ou sa fermeture laissent présumer que le contenu n'est pas resté intact ou que toute autre irrégularité a été commise. En cas de manque de la feuille de route, le bureau d'arrivée de la dépêche doit établir une feuille de route supplémentaire ou prendre exactement note des colis reçus (numéros des colis, bureaux d'origine et de destination, poids, valeurs déclarées, etc.). *Les irrégularités constatées sont signalées sans délai au bureau d'échange de départ, au moyen d'un bulletin de vérification conforme au modèle CP 13 ci-annexé, établi en double exemplaire.* Lorsque le bureau d'échange d'arrivée n'a pas fait parvenir de bulletin CP 13 par le premier courrier après la vérification de la dépêche, il est considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme ayant reçu les sacs ou les colis en bon état.

4. En ce qui concerne les colis ordinaires, les différences de poids, pour une même coupure, ne peuvent faire l'objet de bulletins de vérification ou permettre le renvoi des colis; on ne peut dresser de bulletin de vérification que dans le cas où la différence aurait pour conséquence la modification des parts de taxes.

5. *Quant aux colis avec valeur déclarée, les différences de poids jusqu'à 10 grammes en sus ou au-dessous du poids indiqué ne peuvent faire l'objet d'objections par l'Administration intermédiaire ou de destination, à moins que l'état extérieur du colis ne l'exige.*

6. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins de vérification CP 13 les renvoient le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu; ils conservent les copies; les bulletins renvoyés sont annexés aux feuilles de route qu'ils concernent; les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives sont considérées comme nulles; toutefois, si ces bulletins ne sont pas renvoyés au bureau d'échange d'où ils émanent dans le délai de deux mois à compter de la date de leur expédition, ils sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés par les bureaux auxquels ils ont été adressés; ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les Pays éloignés.

7. La constatation, lors de la vérification, d'irrégularités quelconques ne peut en aucun cas motiver le retour d'un colis à l'origine, sauf application de l'article 7, § 2, de l'Arrangement.

8. Les bulletins de vérification et les duplicata sont transmis sous pli recommandé.

## ARTICLE 136

## Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations

1. Tout bureau d'échange qui, à l'arrivée d'une dépêche, constate l'absence, la spoliation ou l'avarie d'un ou de plusieurs colis procède comme il suit:

- a) à moins d'impossibilité motivée ou à moins que le récipient, la ficelle, le cachet ou le plomb de fermeture et l'étiquette n'aient été annexés à l'original du procès-verbal CP 14 prévu au § 5, il joint ces objets au bulletin de vérification CP 13, destiné au bureau d'échange de départ;
- b) il adresse au dernier bureau d'échange intermédiaire, s'il y a lieu, par le même courrier qu'au bureau d'échange de départ, un duplicata du bulletin de vérification.

2. S'il le juge utile, le bureau d'échange d'arrivée peut, aux frais de son Administration, informer télégraphiquement le bureau d'échange de départ de ses constatations.

3. Tout bureau d'échange qui reçoit, d'un bureau correspondant un colis avarié ou insuffisamment emballé, doit l'expédier après l'avoir remballé, s'il y a lieu, et en respectant autant que possible l'emballage primitif, la suscription et les étiquettes; le poids du colis, avant et après remballage, doit être indiqué sur l'emballage même du colis; cette indication est suivie de la mention «Remballé à . . . » frappée d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant effectué le remballage.

4. Si l'état du colis est tel que le contenu a pu être soustrait, ou si le colis accuse une différence de poids telle que l'on puisse présumer la soustraction de tout ou partie du contenu, le bureau d'échange, sans préjudice de l'application des dispositions des §§ 1 et 3, doit procéder à l'ouverture d'office du colis et à la vérification de son contenu; le résultat de cette vérification doit faire l'objet d'un procès-verbal conforme au modèle CP 14 ci-annexé; une copie du procès-verbal est jointe à l'envoi.

5. Si le colis visé au § 4 est un colis avec valeur déclarée, on procède, en outre, comme suit:

- a) le procès-verbal original est transmis, sous pli recommandé, à l'Administration centrale du Pays dont relève le bureau d'échange de départ ou à un service désigné par ladite Administration;
- b) un duplicata du procès-verbal est, en même temps, adressé soit à l'Administration centrale dont relève le bureau d'échange d'arrivée, soit à tout autre organe de direction désigné par cette dernière;
- c) au procès-verbal original sont joints, à moins d'impossibilité motivée, le récipient dans lequel les colis étaient contenus, la ficelle, le cachet ou plomb de fermeture et l'étiquette.

6. S'il s'agit de bureaux d'échange en contact immédiat, les Administrations respectives de ces bureaux peuvent s'entendre sur la manière de procéder en cas d'irrégularités engageant leur responsabilité.

7. Lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison du colis, un procès-verbal CP 14 de vérification contradictoire est dressé sur-le-champ par le bureau qui effectue la livraison; ce procès-verbal, établi en double expédition et contresigné, autant que possible, par le destinataire, doit indiquer: l'état extérieur du colis, le poids brut et l'inventaire exact du contenu. L'une des expéditions est remise au destinataire; l'autre est traitée conformément aux règlements internes de l'Administration qui a dressé le procès-verbal.

## ARTICLE 136

## Renvoi des récipients vides

1. Les récipients doivent, en principe, être renvoyés vides, par le prochain courrier, à l'Administration à laquelle ils appartiennent et, sauf impossibilité, par la voie suivie à l'aller; toutefois, en ce qui concerne les récipients des colis-avion, le renvoi peut avoir lieu par voie de surface.

2. Les Administrations peuvent s'entendre pour que l'Administration de destination renvoie les sacs à l'origine en les utilisant pour l'expédition des colis.

3. Le renvoi des sacs vides a toujours lieu sans frais.

4. L'Administration qui procède au renvoi doit faire mention, sur les feuilles de route, du nombre et, le cas échéant, des numéros d'ordre des récipients retournés.

5. Pour le surplus sont applicables les dispositions de l'article 172, §§ 2, 3, 4 et 5 du Règlement d'exécution de la Convention.

CHAPITRE VI  
COLIS NON LIVRÉS

## ARTICLE 137

## Avis de non-livraison

1. Un avis de non-livraison conforme au modèle CP 9 ci-annexé, est adressé, sous pli *recommandé*, à l'Administration d'origine, après avoir été dûment complété:

a) par l'Administration de destination:

1° en cas de non-livraison, pour tout colis dont l'expéditeur a demandé à être avisé de la non-livraison;

2° pour tout colis retenu d'office ou tombé en souffrance pour cause de spoliation ou d'avarie ou pour toute autre cause de même nature; toutefois, cette mesure n'est pas obligatoire dans les cas de force majeure ou lorsque le nombre des colis retenus d'office est tel que l'envoi d'un avis est matériellement impossible;

b) par l'Administration intermédiaire en cause: pour tout colis retenu d'office en cours de transport, soit par le service postal (*interruption accidentelle du trafic*), soit par la douane (*mesure douanière*), avec la réserve prévue sous lettre a), chiffre 2°.

2. L'avis de non-livraison est accompagné du bulletin d'expédition, sauf si cet avis est envoyé à un tiers, conformément aux dispositions de l'article 5, lettre b), de l'Arrangement; dans les cas visés au § 1, lettres a), 2°, et b), du présent article, l'avis doit porter, apparente, la mention «Colis retenu d'office».

3. Lorsqu'il s'agit de plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur, à l'adresse du même destinataire, il est permis de n'envoyer qu'un avis de non-livraison, même si ces colis étaient accompagnés de plusieurs bulletins d'expédition; dans ce cas, tous ces bulletins sont annexés à l'avis de non-livraison.

4. En règle générale, les avis de non-livraison sont échangés entre le bureau de destination et le bureau d'origine; toutefois, chaque Administration peut demander que les avis qui concernent son service soient transmis à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné; le nom de ce bureau doit être indiqué aux Administrations par l'intermédiaire du Bureau international; il appartient à l'Administration d'origine d'aviser l'expéditeur; l'échange des avis de non-livraison doit être accéléré autant que possible par tous les bureaux intéressés.

## ARTICLE 138

## Non-livraison. Instructions de l'expéditeur

1. L'avis de non-livraison doit être renvoyé au bureau qui l'a établi, complété par les instructions nouvelles de l'expéditeur et accompagné du bulletin d'expédition; il est renvoyé par avion si l'expéditeur ou le tiers paye la surtaxe aérienne correspondante.

2. Les seules instructions nouvelles que l'expéditeur (ou le tiers visé à l'article 5, lettre b), de l'Arrangement) est autorisé à donner étant énumérées à l'article 22, § 1, de l'Arrangement il convient, dans les cas particuliers ci-après, d'appliquer les règles suivantes:

a) si l'expéditeur (ou le tiers) demande qu'un colis contre remboursement soit remis contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive, une nouvelle formule R 4 doit être établie conformément aux dispositions de l'article 108 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;

b) si l'expéditeur (ou le tiers) donne comme instructions que le colis soit remis franc de droits, soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire, le bureau intéressé fait application de l'article 116.

3. Lorsqu'un colis ayant donné lieu à un avis de non-livraison est livré ou réexpédié avant réception des nouvelles instructions, l'expéditeur doit en être prévenu par l'intermédiaire du bureau d'origine; si l'avis a été envoyé à un tiers désigné par l'expéditeur, cette information doit être adressée à ce tiers; s'il s'agit d'un colis contre remboursement et si le mandat R 4 mentionné à l'article 103, § 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement a déjà été transmis à l'expéditeur, il n'est pas nécessaire d'aviser ce dernier.

4. Lorsque l'Administration de destination ou une Administration intermédiaire n'a pas observé les instructions données soit au moment du dépôt, soit postérieurement, elle est tenue de prendre à sa charge les parts de transport (aller et retour) et les autres taxes ou droits éventuels dont l'annulation n'a pas eu lieu; toutefois, les frais payés à l'aller restent à la charge de l'expéditeur si celui-ci, lors du dépôt du colis ou postérieurement, a déclaré que, en cas de non-livraison, il faisait abandon du colis ou il désirait le faire vendre.

## ARTICLE 139

## Renvoi des colis non livrés

1. Le bureau qui effectue le renvoi d'un colis par application de l'article 22 de l'Arrangement mentionne, soit manuscritement, soit au moyen d'un cachet ou d'une étiquette sur le colis et sur le bulletin d'expédition qui doit l'accompagner, la cause de la non-livraison; la mention doit être libellée en langue française, chaque Administration ayant la faculté d'ajouter la traduction dans sa propre langue et toute autre indication qui lui convient; cette mention doit revêtir une forme claire et concise telle que: inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé, etc. *Ce colis est traité conformément aux dispositions de l'article 126, §§ 1, 2 et 7.*

2. Tout colis renvoyé à l'Administration d'origine parce qu'il a été admis à tort donne lieu aux opérations ci-après:

- a) s'il a été admis à tort par suite d'une erreur imputable au service postal, l'Administration qui le renvoie restitue à la première Administration chargée de le réacheminer vers le bureau d'origine les quotes-parts et parts de taxe dont celle-ci l'avait créditée;
- b) s'il a été admis à tort par suite d'une erreur de l'expéditeur ou s'il tombe sous le coup de l'une des interdictions édictées à l'article 6 de l'Arrangement, il est fait application de l'article 126, §§ 1, 2 et 7.

3. *Tout colis renvoyé à l'origine est inscrit sur la feuille de route avec la mention «Retour à l'origine» dans la colonne «Observations».*

4. *A moins que l'expéditeur ne demande qu'il ait lieu par la voie aérienne, le renvoi d'un colis à l'origine a lieu, sauf impossibilité, par la voie suivie à l'aller en ce qui concerne les colis de surface, et par la voie de surface la plus rapide en ce qui concerne les colis-avion.*

5. *En cas de réexpédition ou de renvoi par voie de surface d'un colis-avion avec valeur déclarée, la responsabilité est limitée, pour le second parcours, à celle qui est appliquée aux colis acheminés par cette voie.*

6. Le renvoi d'un colis à l'origine par suite d'une suspension de service est gratuit; les parts de transport perçues pour le trajet de l'aller et non attribuées sont remboursées à l'expéditeur.

## ARTICLE 140

## Vente. Destruction

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article 23 de l'Arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction. Une copie du procès-verbal, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine. *Il en est de même si la vente du colis a eu lieu à la demande de l'expéditeur.*

2. Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent le colis; le cas échéant, l'excédent est transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur; celui-ci supporte les frais d'envoi.

## CHAPITRE VII

## COMPTABILITÉ

## ARTICLE 141

## Établissement des comptes

1. Chaque Administration fait établir mensuellement, ou trimestriellement dans les relations avec les Pays éloignés, par ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus d'une seule et même Administration, un état conforme au modèle CP 15 ci-annexé et mentionnant, par bureaux expéditeurs, les sommes totales inscrites à son crédit et à son débit sur les feuilles de route CP 11, CP 12 et CP 20.

2. Les états CP 15 sont récapitulés dans un compte *conforme au modèle CP 16 ci-annexé* dressé en double expédition.

3. Le compte CP 16, accompagné des états CP 15, mais sans les feuilles de route est envoyé à l'Administration intéressée, pour examen, dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte; en ce qui concerne les Pays éloignés, l'envoi a lieu aussitôt que la dernière feuille de route du mois envisagé est parvenue; il n'est pas dressé de compte négatif; les totaux ne doivent jamais être rectifiés; les différences qui pourraient être relevées doivent faire l'objet d'états *conformes au modèle CP 17 ci-annexé*. Ces états sont adressés à l'Administration intéressée qui doit en incorporer le montant dans son prochain compte CP 16; aucun état CP 17 n'est dressé lorsque le montant définitif des différences ne dépasse pas 2 francs par compte.

4. Après vérification et acceptation, les comptes CP 16 et les états CP 15 sont renvoyés à l'Administration qui les a établis au plus tard à l'expiration du deuxième mois à partir du jour de l'envoi; ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les Pays éloignés. Si l'Administration qui a envoyé le compte n'a reçu aucune notification rectificative pendant ces délais, le compte est considéré comme accepté de plein droit.

5. Les comptes CP 16 sont résumés dans un compte général trimestriel *conforme au modèle CP 18 ci-annexé* établi par l'Administration créancière; ce compte peut toutefois être établi par semestre, après entente entre les Administrations intéressées.

6. Lorsque le solde d'un compte général CP 18 ne dépasse pas 25 francs, il peut être incorporé dans le compte général CP 18 pour la période suivant celle à laquelle ce solde se rapporte.

7. Le décompte des sommes déboursées par chaque Administration pour le compte d'une autre en ce qui concerne les colis livrés francs de droits, est effectué sur les bases ci-après:

- a) l'Administration créancière établit chaque mois, dans la monnaie de son Pays, un compte particulier mensuel sur une formule *conforme au modèle CP 19 ci-annexé*; les parties B des bulletins d'affranchissement qu'elle a conservées sont inscrites dans l'ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné;
- b) le compte particulier, accompagné des parties B des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'Administration débitrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte; il n'est pas dressé de compte négatif,
- c) la vérification des comptes a lieu dans les conditions fixées par le Règlement de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage;<sup>1</sup>
- d) Les décomptes donnent lieu à une liquidation spéciale; chaque Administration peut, toutefois, demander que ces comptes soient liquidés avec les comptes des mandats de poste, les comptes CP 16 des colis ou les comptes R 5 concernant les envois contre remboursement, sans y être incorporés.

8. Lorsqu'il y a lieu d'imputer des paiements aux Administrations responsables, conformément aux dispositions de l'article 39 de l'Arrangement et qu'il s'agit de plusieurs montants, ceux-ci sont récapitulés sur une formule *conforme au modèle CP 22 ci-annexé* et le montant total est reporté sur le compte CP 16.

#### ARTICLE 142

##### Règlement des comptes

1. Le solde de la balance des comptes généraux est payé par l'Administration débitrice à l'Administration créancière selon les dispositions de l'article 42 de la Convention.

2. L'établissement et l'envoi en double exemplaire d'un compte général doivent intervenir aussitôt que les comptes CP 16 ont été renvoyés et acceptés. La vérification du compte CP 18 par l'Administration débitrice et le renvoi d'un des deux exemplaires à l'Administration créancière doivent être effectués dans le délai de deux mois qui suit la réception du compte; passé ce délai, le compte CP 18 peut être considéré comme admis de plein droit. Le paiement du solde doit être effectué aussi rapidement que possible et, au plus tard, avant l'expiration d'un délai de deux mois à partir de l'acceptation du compte général.

3. Toute Administration qui, chaque mois et de façon continue, se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme supérieure à 30 000 francs, a le droit de réclamer un acompte mensuel jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance; sa demande doit être satisfaite dans un délai de deux mois.

<sup>1</sup> Voir p. 207 de ce volume.

## CHAPITRE VIII

## DISPOSITIONS DIVERSES

## ARTICLE 143

## Formules à l'usage du public

En vue de l'application des dispositions de l'article 45, § 2, de la Convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules ci-après:

- CP 2 (bulletin d'expédition);
- CP 3 (déclaration en douane);
- CP 4 (bulletin d'affranchissement);
- CP 5 (réclamation);
- CP 6 (avis d'embarquement).

## ARTICLE 144

## Délai de garde des documents

1. Les documents du service des colis, y compris les bulletins d'expédition, doivent être conservés pendant une période minimum de *dix-huit mois* à partir du lendemain de la date à laquelle ces documents se réfèrent.

2. Les documents concernant un litige ou une réclamation doivent être conservés jusqu'à liquidation de l'affaire. *Si l'Administration réclamante, régulièrement informée des conclusions de l'enquête, a laissé s'écouler six mois à partir de la date de la communication sans formuler d'objections, l'affaire est considérée comme liquidée.*

## CHAPITRE IX

## DISPOSITIONS FINALES

## ARTICLE 145

## Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les colis postaux.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1967.

## SIGNATURES

(Les mêmes qu'aux pages 33 et 34 de ce volume.)

*PROTOCOLE FINAL DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION*

*Au moment de procéder à la signature du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux conclu à la date de ce jour, les soussignés, au nom de leurs Administrations respectives, sont convenus de ce qui suit:*

*ARTICLE UNIQUE**Poids maximum des sacs de colis*

*Par dérogation aux dispositions de l'article 131, § 4, Ceylan, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ceux des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dont la réglementation interne s'y oppose, de même que l'Irlande, ont le droit de ne pas accepter des sacs de colis qui pèsent plus de 36 kilogrammes.*

*SIGNATURES*

*(Les mêmes qu'aux pages 33 et 34 de ce volume.)*



## LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
CP 1	Tableau CP 1.....	art. 103, § 1
CP 2	Bulletin d'expédition.....	art. 106, § 1, lettre a)
CP 3	Déclaration en douane.....	art. 106, § 1, lettre b)
CP 4	Bulletin d'affranchissement.....	art. 115, § 2
CP 5	Réclamation concernant un colis postal.....	art. 127, § 1, lettre a)
CP 6	Avis d'embarquement.....	art. 124, § 2
CP 7	Étiquette « V » pour colis avec valeur déclarée, combinée avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine.....	art. 109, lettre c)
CP 8	Étiquette pour colis, avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine.....	art. 107, § 1, lettre a)
CP 9	Avis de non-livraison.....	art. 137, § 1
CP 10	Avis de réexpédition d'une formule CP 5.....	art. 127, § 1, lettre b)
CP 11	Feuille de route des colis postaux.....	art. 130, § 1
CP 12	Feuille de route spéciale.....	art. 131, § 6
CP 13	Bulletin de vérification.....	art. 134, § 3
CP 14	Procès-verbal concernant la spoliation, l'avarie ou la diminution de poids d'un colis postal.....	art. 135, § 4
CP 15	État mensuel.....	art. 141, § 1
CP 16	État trimestriel.....	
CP 16	Compte récapitulatif.....	art. 141, § 2
CP 17	État des différences constatées dans le compte récapitulatif.....	art. 141, § 3
CP 18	Compte général.....	art. 141, § 5
CP 19	Compte particulier mensuel des frais de douane, etc.....	art. 141, § 7, lettre a)
CP 20	Feuille de route-avion des colis-avion.....	art. 130, § 1
CP 21	Tableau CP 21.....	art. 103, § 3
CP 22	Relevé des sommes dues au titre d'indemnité pour colis postaux.....	art. 141, § 8
CP 23	Étiquette de dépêche de colis postaux.....	art. 131, § 1, lettre a)
CP 24	Étiquette de dépêche de colis-avion.....	art. 131, § 1, lettre a)

## ANNEXES:

FORMULES CP 1 à CP 24

CP 1

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

TABLEAU CP 1

indiquant les conditions auxquelles l'Administration des postes d.....accepte en transit les colis postaux à destination des Pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire

N° courant 1	Pays de destination 2	Voies de transmission 3	Limite de la déclaration de valeur 4	Corps de poids 5	Quotes-parts et droit à bonifier à l'Administration d.....		Quotes-parts						Pays et services maritimes auxquels elles sont dues 9	Nombre de déclarations en douane 10	Observations 11	
					Quotes-parts au poids 6	Droit d'assurance par 200 fr 7	Décomposition des montants de la colonne 6									
							1 kg a	3 kg b	5 kg c	10 kg d	15 kg e	20 kg f				
					fr	kg	fr	c	fr	c	fr	c				fr

Recto

<p style="text-align: center;"><b>COUPON</b></p> <p>Peut être détaché par le destinataire</p> <p>Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div> <p>Nom et domicile de l'expéditeur</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p style="text-align: right;">(emplacement réservé aux étiquettes CP 7 et CP 8)</p> <p style="text-align: center;"><b>BULLETIN D'EXPÉDITION</b></p> <p>Numéro(s) du (ou des) colis</p> <p>Pays d'origine.....</p> <p>Valeur déclarée: <input style="width: 150px;" type="text"/> <input style="width: 100px;" type="text"/></p> <p style="text-align: center;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins) (en chiffres arabes)</p> <p style="text-align: right;"><input style="width: 100px;" type="text"/></p> <p style="text-align: right;">fr-or (en chiffres arabes)</p> <p>Nombre de { colis..... déclarations en douane..... certificats ou factures.....</p> <p>Nature de l'emballage (1).....</p> <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 30px; margin: 5px auto; text-align: center;">(2)</div> <p>Remboursement { Montant du remboursement <input style="width: 150px;" type="text"/> <input style="width: 100px;" type="text"/></p> <p style="text-align: center;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins) (en chiffres arabes)</p> <p>A porter au crédit du compte courant postal n°.....</p> <p>de.....</p> <p>à....., tenu par le bureau de chèques d.....</p> <p>Adresse du destinataire { (Nom du destinataire).....</p> <p style="text-align: center;">(Rue et numéro).....</p> <p style="text-align: center;">(Lieu de destination).....</p> <p style="text-align: center;">(Pays de destination).....</p>	<p style="text-align: center;"><b>CP 2</b></p> <p>Application des timbres-poste* ou indication de la taxe perçue</p> <p style="font-size: small;">*La faculté d'apposer les timbres-poste sur le bulletin lui-même ou sur le coupon a été maintenue (Documente du Congrès de Londres 1929, tome II, page 422).</p>			
<p>Timbre de la douane</p>	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30%; border-right: 1px solid black; padding: 2px;">                 Poids                  ..... kg ..... g                  ..... kg ..... g                  ..... kg ..... g             </td> <td style="width: 20%; border-right: 1px solid black; padding: 2px;">                 Droits de douane (4)                  .....                  .....                  .....             </td> <td style="padding: 2px;">                 Acheminement:                  Voie.....                  Bureau d'échange.....             </td> </tr> </table> <p style="font-size: x-small;">(1) Paquet, caisse, carton, corbeille, sac, etc.                  (2) Si l'expéditeur désire que son colis ne soit pas réexpédié, il l'indiquera par une annotation dans ce cadre et sur le colis.                  (4) Cadre à remplir par le bureau d'entrée ou par le service de la douane du Pays de destination.</p>	Poids ..... kg ..... g ..... kg ..... g ..... kg ..... g	Droits de douane (4) ..... ..... .....	Acheminement: Voie..... Bureau d'échange.....	
Poids ..... kg ..... g ..... kg ..... g ..... kg ..... g	Droits de douane (4) ..... ..... .....	Acheminement: Voie..... Bureau d'échange.....			

CP 2 (verso)

## INSTRUCTIONS À DONNER PAR L'EXPÉDITEUR

L'expéditeur est tenu d'indiquer, dans le cadre ci-dessous et sur le colis, la manière dont ce dernier doit être traité en cas de non-livraison. Les instructions ci-après sont seules admises. Elles doivent être données en soulignant et, s'il y a lieu, en complétant le texte imprimé.

**Les colis pour lesquels l'expéditeur n'a pas donné d'instructions sont renvoyés sans avis.**

Si la livraison du colis décrit au recto du présent bulletin ne peut avoir lieu, je demande:

- a) qu'un avis de non-livraison me soit envoyé;
- b) que l'avis de non-livraison soit adressé à (\*).....  
.....  
.....
- c) que le colis soit renvoyé à l'origine immédiatement par (\*) { voie de surface; (\*)  
voie aérienne; (\*)
- d) que le colis soit renvoyé à l'origine par (\*) { voie de surface } à l'expiration d'un délai de ..... jours; (\*)  
voie aérienne
- e) que le colis soit livré ou réexpédié par (\*) { voie de surface } à (\*).....  
voie aérienne
- f) que le colis soit réexpédié par (\*) { voie de surface } aux fins de livraison au destinataire primitif; (\*)  
voie aérienne
- g) que le colis soit vendu à mes risques et périls;
- h) que le colis soit traité comme abandonné.

Signature de l'expéditeur:  
.....

## RÉCÉPISSÉ DU DESTINATAIRE

Le soussigné déclare avoir reçu le(s) colis désigné(s) au recto de ce bulletin.

....., le..... 19.....

Signature:  
.....

(\*) Indiquer le nom et l'adresse d'une tierce personne dans le Pays de destination.

(\*) Biffer ce qui ne convient pas.

(\*) Indiquer le nom et l'adresse du nouveau destinataire et mentionner éventuellement si le colis doit être livré sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à la somme primitive.

(\*) L'expéditeur s'engage à payer les frais exigibles pour toute nouvelle transmission ainsi que les autres frais mis en compte par les Administrations intéressées.



CP 4

<p align="center"><b>DÉTAIL DES FRAIS DUS</b> (dans la monnaie du Pays de destination du colis)</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%;">Taxe pour franchise à la livraison . . . . .</td> <td style="width: 20%;"></td> </tr> <tr> <td>Droits de douane . . . . .</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Taxe de dédouanement . . . . .</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autres taxes ou droits . . . . .</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="right"><b>Total</b></td> <td></td> </tr> </table>	Taxe pour franchise à la livraison . . . . .		Droits de douane . . . . .		Taxe de dédouanement . . . . .		Autres taxes ou droits . . . . .		<b>Total</b>		<p align="center"><b>Partie B</b> Partie à remplir par l'Administration de destination</p> <p align="center"><b>TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS</b> (Voir le détail sur le coupon) — en chiffres arabes —</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div> <p align="center">(dans la monnaie du Pays de destination du colis)</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;">Date de l'avance</td> <td style="width: 33%;">N° du registre</td> <td style="width: 33%;">Bureau qui a fait l'avance</td> </tr> </table>	Date de l'avance	N° du registre	Bureau qui a fait l'avance	<p align="center">Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div> <p align="center">Signature de l'agent</p>
Taxe pour franchise à la livraison . . . . .															
Droits de douane . . . . .															
Taxe de dédouanement . . . . .															
Autres taxes ou droits . . . . .															
<b>Total</b>															
Date de l'avance	N° du registre	Bureau qui a fait l'avance													
Partie B (verso)															
Bord supérieur de la formule lorsque les parties A et B sont repliées l'une sur l'autre															
<p align="center"><b>COUPON</b></p> <p align="center">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div> <p>L'expéditeur du colis . . . . .</p> <p>n° . . . . . poids . . . . . kg</p> <p>avec valeur déclarée de . . . . . fr</p> <p>déposé à . . . . .</p> <p>à l'adresse de . . . . .</p> <p>à . . . . .</p> <p>a payé les droits indiqués au verso.</p>	<p align="center"><b>Partie A</b></p> <p align="center">ADMINISTRATION DES POSTES</p> <p align="center">CP 4</p> <p align="center">BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT</p> <p align="center">Le colis n° . . . . . poids . . . . . kg d . . . . .</p> <p align="center">avec valeur déclarée de . . . . . fr, expédié par . . . . .</p> <p align="center">à . . . . .</p> <p align="center">à l'adresse de . . . . .</p> <p align="center">(Rue et numéro)</p> <p align="center">(Lieu de destination) (Pays de destination)</p> <p align="center">doit être livré franc de tous droits      Signature de l'expéditeur:</p> <p align="center">Le soussigné s'engage à payer ces droits. . . . .</p> <p align="center">A renvoyer au bureau d . . . . .</p> <p align="center">(Indiquer le nom du bureau chargé du recouvrement des frais ou, le cas échéant, celui du bureau auquel la formule doit être renvoyée).</p>	<p align="center">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>													
Partie A (recto)															

CP 4

<p>Coupon à remettre à l'expéditeur après encaissement des frais</p> <p><b>DÉTAIL DES FRAIS DUS</b> (dans la monnaie du Pays de destination du colis)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%;">Taxe pour franchise à la livraison . . . . .</td> <td style="width: 20%; border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Droits de douane . . . . .</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Taxe de dédouanement</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Autres taxes ou droits . . . . .</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;"><b>Total</b></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> </table>	Taxe pour franchise à la livraison . . . . .		Droits de douane . . . . .		Taxe de dédouanement		Autres taxes ou droits . . . . .		<b>Total</b>		<p style="text-align: center;"><b>Partie A</b></p> <p style="text-align: center;">Partie à remplir par l'Administration de destination</p> <p style="text-align: center;"><b>TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS</b></p> <p style="text-align: center;">(Voir le détail sur le coupon)</p> <p style="text-align: center;">— en chiffres arabes —</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center;">(dans la monnaie du Pays de destination du colis)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 25%; border: 1px solid black;">Date de l'avance</td> <td style="width: 25%; border: 1px solid black;">N° du registre</td> <td style="width: 25%; border: 1px solid black;">Bureau qui a fait l'avance</td> <td style="width: 25%; border: 1px solid black;">Signature de l'agent</td> </tr> </table>	Date de l'avance	N° du registre	Bureau qui a fait l'avance	Signature de l'agent
Taxe pour franchise à la livraison . . . . .															
Droits de douane . . . . .															
Taxe de dédouanement															
Autres taxes ou droits . . . . .															
<b>Total</b>															
Date de l'avance	N° du registre	Bureau qui a fait l'avance	Signature de l'agent												
<p>soit..... (Monnaie du Pays d'origine du colis)</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau qui a recouvré les frais</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>	<p style="text-align: center;">Partie à remplir par l'Administration d'origine — en chiffres arabes —</p> <p style="text-align: center;">soit <span style="border: 1px solid black; display: inline-block; width: 80px; height: 15px;"></span></p> <p style="text-align: center;">(après conversion dans la monnaie du Pays d'origine du colis)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%; border: 1px solid black; vertical-align: top;"> <p>Registre d'arrivée</p> <p>N° .....</p> </td> <td style="width: 33%; border: 1px solid black; vertical-align: top;"> <p style="text-align: center;">Converti par (Signature de l'agent)</p> <p style="text-align: center;">.....</p> </td> <td style="width: 33%; border: 1px solid black; vertical-align: top;"> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau qui a recouvré les frais</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div> </td> </tr> </table>	<p>Registre d'arrivée</p> <p>N° .....</p>	<p style="text-align: center;">Converti par (Signature de l'agent)</p> <p style="text-align: center;">.....</p>	<p style="text-align: center;">Timbre du bureau qui a recouvré les frais</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>											
<p>Registre d'arrivée</p> <p>N° .....</p>	<p style="text-align: center;">Converti par (Signature de l'agent)</p> <p style="text-align: center;">.....</p>	<p style="text-align: center;">Timbre du bureau qui a recouvré les frais</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>													
	<p style="text-align: right;">CP 4</p> <p style="text-align: center;"><b>Partie B</b></p> <p style="text-align: center;">ADMINISTRATION DES POSTES</p> <p style="text-align: center;">d.....</p> <p style="text-align: center;"><b>BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT</b></p> <p style="text-align: center;">Le colis n°.....poids.....kg d.....</p> <p style="text-align: center;">avec valeur déclarée de.....fr, expédié par.....</p> <p style="text-align: center;">à.....</p> <p style="text-align: center;">à l'adresse de.....</p> <p style="text-align: center;">(Rue et numéro)</p> <p style="text-align: center;">(Lieu de destination) (Pays de destination)</p> <p style="text-align: center;">doit être livré franc de tous droits. Signature de l'expéditeur:</p> <p style="text-align: center;">Le soussigné s'engage à payer ces droits. ....</p>														

Partie A (verso)

Partie B (recto)





CP 5 (Verso)

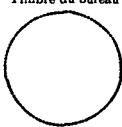
A remplir seulement si le sort du colis n'a pu être établi par les recherches prévues au recto

3  
A remplir dans le service d'origine

Le colis désigné d'autre part a été réacheminé par le bureau d'échange d.....  
sur le bureau d'échange d.....  
dans la dépêche n°..... du ..... 19....., inscrit sous le n°..... de la feuille de route n°.....

Signature: .....

Timbre du bureau

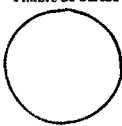


4  
A remplir dans les services intermédiaires

Le colis désigné d'autre part a été réacheminé par le bureau d'échange d.....  
sur le bureau d'échange d.....  
dans la dépêche n°..... du ..... 19....., inscrit sous le n°..... de la feuille de route n°.....

Signature: .....

Timbre du bureau

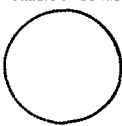


4  
A remplir dans les services intermédiaires

Le colis désigné d'autre part a été réacheminé par le bureau d'échange d.....  
sur le bureau d'échange d.....  
dans la dépêche n°..... du ..... 19....., inscrit sous le n°..... de la feuille de route n°.....

Signature: .....

Timbre du bureau

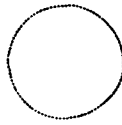


4  
A remplir dans les services intermédiaires

Le colis désigné d'autre part a été réacheminé par le bureau d'échange d.....  
sur le bureau d'échange d.....  
dans la dépêche n°..... du ..... 19....., inscrit sous le n°..... de la feuille de route n°.....

Signature: .....

Timbre du bureau



5

Réponse définitive

de l'Administration de destination ou, le cas échéant, de l'Administration intermédiaire qui ne peut établir la transmission régulière du colis réclamé à l'Administration suivante:

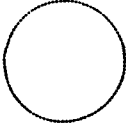
.....

.....

.....

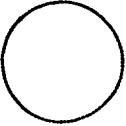
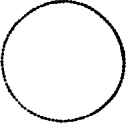
La présente formule doit être renvoyée à .....

Recto

ADMINISTRATION DES POSTES d..... (Partie à remplir par le bureau d'origine du colis) Colis postal n°..... avec valeur déclarée de..... déposé au bureau d..... à l'adresse de..... ..... le..... 19..... L'expéditeur désire savoir quand et par quel paquebot ce colis a été embarqué à <sup>(1)</sup> ..... <small>(1) Désigner exactement le port (ou le Pays) d'embarquement.</small>	<div style="text-align: right;">CP 6</div> <p style="text-align: center;"><b>Service des postes</b></p> <p style="text-align: center;"><b>AVIS D'EMBARQUEMENT</b></p> <p><small>(Partie à remplir par l'expéditeur du colis, qui indiquera ci-dessous son adresse pour le renvoi du présent avis)</small></p> <p style="text-align: right;"><small>Timbre du bureau renvoyant l'avis</small></p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div> <p>.....  <small>(Nom ou raison sociale)</small></p> <p>.....  <small>(Rue et numéro)</small></p> <p>à.....  <small>(Localité)</small></p> <p>.....  <small>(Pays)</small></p>
--	---

Colis, Ottawa 1957, art. 124, § 2 — Dimensions: 148 X 105 mm

Verso

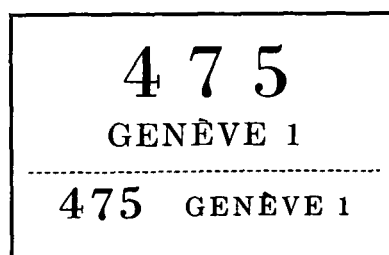
Le colis postal désigné d'autre part a été compris dans la dépêche n°..... d..... pour..... expédiée le..... 19.....	<p style="text-align: right;"><small>Timbre du bureau d'échange expéditeur de la dépêche</small></p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div>
Le colis postal désigné d'autre part, soit la dépêche mentionnée ci-dessus, a été embarqué(e) à..... sur le paquebot..... parti le..... 19.....	<p style="text-align: right;"><small>Timbre du bureau d'échange du port d'embarquement</small></p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;">  </div>

CP 7



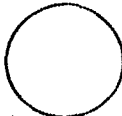
Colis, Ottawa 1957, art. 109, lettre c) — Dimensions: 52 × 37 mm, couleur rouge

CP 8



Colis, Ottawa 1957, art. 107, § 1, lettre a) — Dimensions: 52 × 37 mm

Recto

ADMINISTRATION DES POSTES d .....	CP 9	
<b>BUREAU d..... AVIS DE NON-LIVRAISON (1)</b>		
(Une seule formule suffit pour plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à le même adresse)		
Le..... colis dont ci-joint ..... bulletin..... d'expédition n° ..... originaire..... d .....		
se trouve..... en souffrance à mon bureau, pour le motif suivant:		
<ul style="list-style-type: none"> <li>a) le..... colis <sup>a</sup> ont été refusé..... par le destinataire.</li> <li>b) le..... colis n' <sup>a</sup> ont pas été réclamé.....</li> <li>c) le destinataire est inconnu, absent, parti, décédé.</li> <li>d) l'adresse est insuffisante.</li> <li>(*) e) l'adresse d..... colis n'est pas conforme à celle du bulletin d'expédition.</li> <li>f) le destinataire refuse de payer { les droits de douane. le remboursement. les autres taxes et droits dont le..... colis est grevé.....</li> <li>g) le..... colis <sup>est</sup> sont grevé..... de droits de douane et autres taxes et droits s'élevant au total à .....</li> </ul>	<p style="text-align: right;">(à indiquer dans la monnaie du Pays qui dresse l'avis)</p> <p>de droits de douane et autres taxes et droits s'élevant au total à .....</p>	
Pour prolongation de magasinage, cette somme sera majorée de .....		
h) le destinataire n'a pas d'autorisation d'importation.		
Prière de demander les instructions de (*) <u>l'expéditeur</u> et de lui faire connaître que, si ces instructions ne me parviennent pas dans un délai de ..... mois, le..... colis sera..... renvoyé..... à l'origine sous suite des frais(*)		
Timbre du bureau 	Nom et adresse de la personne à qui les instructions doivent être demandées (*): ..... ..... .....	....., le ..... 19.....  Signature:  .....
<p>(1) A transmettre sous recommandation.          (2) Souligner et compléter, s'il y a lieu, le texte valable.          (3) Biffer ce qui ne convient pas.          (4) Tant que les instructions ne sont pas parvenues, le bureau est autorisé soit à livrer le colis au destinataire primitif ou à un autre destinataire indiqué éventuellement au verso du bulletin d'expédition, soit à le réexpédier à une nouvelle adresse.          (5) Ne pas remplir si les instructions sont demandées à l'expéditeur.</p>		

CP 9 (Verso)

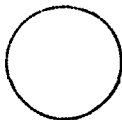
## RÉPONSE

Le..... colis doi..... être:

- (1) a) présenté..... encore une fois au destinataire primitif.
- b) livré..... à ..... rue ..... n° .....  
 réexpédié..... à .....  
 (destinataire primitif ou une autre personne)
- sans perception du montant de remboursement.  
 contre paiement d'un montant de remboursement réduit(\*) à .....
- c) livré..... à ..... rue ..... n° .....  
 réexpédié..... à .....  
 (destinataire primitif ou une autre personne)
- sans perception des droits de douane ou des autres frais dont le..... colis est  
 sont grevé.....(\*)
- d) immédiatement renvoyé..... au bureau d'origine (\*) par voie de surface. L'expéditeur s'engage à payer les frais  
par avion de transport.
- e) vendu..... aux risques et périls de l'expéditeur.
- f) traité..... comme abandonné.....

L'intéressé n'ayant pas répondu aux demandes d'instructions qui lui ont été adressées, le..... colis doi..... être renvoyé..... au bureau d'origine à l'expiration du délai réglementaire.

Timbre du bureau



Signature:

(1) Répondre en soulignant et, s'il y a lieu, en complétant le texte imprimé.

(2) En ce cas, le bureau d'origine joindra à la réponse un nouveau mandat de remboursement (établi conformément à l'art. 106 de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement).

(3) En ce cas, le bureau d'origine joindra à la réponse un bulletin d'affranchissement (établi conformément à l'art. 115 de l'Arrangement concernant les colis postaux).

(4) Biffer ce qui ne convient pas.

Recto  
CP 10

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

BUREAU d.....

AVIS DE RÉEXPÉDITION D'UNE FORMULE CP 5

La réclamation n° ..... concernant le colis désigné ci-après,

déposé le ..... 19..... à.....

par.....

à l'adresse de.....

n° ..... valeur déclarée: .....

montant du remboursement: .....

a été réexpédiée ce jour à.....

à.....

avec les renseignements suivants:

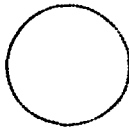
Le colis a été réacheminé par le bureau d'échange d.....

sur le bureau d'échange d....., dans la dépêche n°..... du ..... 19.....,

inscrit sous le n°..... de la feuille de route n° ..... Ce bureau l'a reçu sans faire d'observation.

Si la réclamation reste sans réponse dans le délai voulu, prière d'en adresser un duplicata au service d....., en y indiquant les renseignements précités. L'affaire peut être considérée comme terminée en ce qui concerne notre service.

Timbre à date



....., le ..... 19.....

Signature:

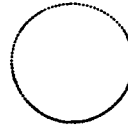
(La formule sera pliée en deux et envoyée à découvert à l'adresse figurant au verso)

CP 10 (Verso)

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

Service des postes

Timbre à date



(<sup>1</sup>)  
.....  
.....

.....  
.....

(<sup>1</sup>) Adresse du bureau originaire de la réclamation ou du service spécialement désigné.

CP 11

ADMINISTRATION EXPÉDITRICE

ADMINISTRATION DESTINATAIRE

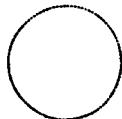
Numéro d'ordre de la dépêche: ..... Numéro de la feuille de route: .....<sup>(1)</sup> Navire: .....

Timbre du bureau d'échange de départ

FEUILLE DE ROUTE

Timbre du bureau d'échange d'arrivée

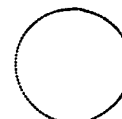
des colis postaux



expédiés par le bureau d'échange d.....

au bureau d'échange d.....

Départ (.....\* envoi) du ..... 19....., à ..... h ..... mn



Numéro		Nombre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination <sup>(2)</sup>	Poids <sup>(3)</sup> de chaque colis avec valeur déclarée		Valeur déclarée	Quotes-parts et droits dus				Montant du remboursement	Observations
courant	du colis				kg	g		fr	par l'Administration expéditrice à l'Administration correspondante		par l'Administration correspondante à l'Administration expéditrice		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11			
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
11													
12													
13													
14													
15													
16													
17													
18													
19													
20													
Totaux													

L'agent du bureau d'échange de départ:

L'agent du bureau d'échange d'arrivée:

(1) A remplir si la dépêche comprend plusieurs formules CP 11.

(2) Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route.

(3) En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids de colis autres que les colis avec valeur déclarée.

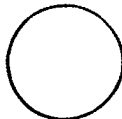




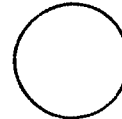
Recto  
CP 13

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

BUREAU d.....

Timbre du bureau  
expéditeur du bulletin

## BULLETIN DE VÉRIFICATION N°..... (1)

Timbre du bureau  
destinataire du bulletin

Erreurs et irrégularités constatées dans la dépêche de colis n° .... (feuille de route n°.....)  
 du bureau d'échange d.....  
 pour le bureau d'échange d.....  
 Départ (.....\* envoi) du..... 19....., à..... h..... mn

Colis manquants							
Numéro		Bureau d'origine	Adresse (aussi exacte que possible)	Boni- fication	Recti- fication	Observations	
courant (col. 1 de la feuille de route)	du colis						
1	2	3	4	5	6	7	
				fr	c	fr	c

Colis en trop							
Numéro		Bureau d'origine	Adresse exacte		Poids	Valeur déclarée	Nature du réceptif (sac, panier, etc.)
courant (col. 1 de la feuille de route)	du colis		de l'expéditeur	du destinataire			
1	2	3	4	5	6	7	8
					kg	g	fr

(1) A transmettre sous recommandation.

(Suite au verso)

CP 13 (Verso)

Colis avariés								
Numéro		Bureau d'origine	Adresse		Contenu	Poids constaté	Valeur déclarée	Nature du récipient (sac, panier, etc.)
courant (col. 1 de la feuille de route)	du colis		de l'expéditeur	du destinataire				
1	2	3	4	5	6	7	8	9
						kg : g	fr	
Description et cause apparente de l'avarie ou autres observations:								
.....								

Irrégularités
(manque de feuille de route, insuffisance d'emballage ou de fermeture, etc.)
.....

Erreurs							
Numéro		Bureau d'origine	Nom et adresse du destinataire	Poids	Numéro de la colonne	Inscription du bureau d'échange de départ	Rectification du bureau d'échange d'arrivée
courant (col. 1 de la feuille de route)	du colis						
1	2	3	4	5	6	7	8
				kg : g		fr : c	fr : c
				Totaux			

....., le ..... 19.....  
 Les agents du bureau d'échange d'arrivée:  
 .....

....., le ..... 19.....  
 Vu et accepté,  
 Le chef du bureau d'échange de départ:  
 .....

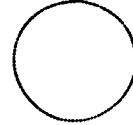
Recto  
CP 14

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

Timbre du bureau  
qui établit le procès-verbal

PROCÈS-VERBAL

concernant (1) { la spoliation  
l'avarie  
la diminution de poids } d'un colis postal



1<sup>re</sup> PARTIE

Procès-verbal dressé par le bureau d..... le..... 19.....

Bureau de dépôt:..... Date du dépôt:..... 19.....

Numéro du colis:.....

Expéditeur:.....

Destinataire:.....

Valeur déclarée:..... Remboursement:.....

Poids indiqué:..... Poids constaté:.....

Emballage extérieur:..... Emballage intérieur:.....

Bureau qui a formé la dépêche:.....

Date de la dépêche:..... 19..... Numéro d'ordre de la dépêche:.....

La dépêche est arrivée le..... 19.....

(1) { par l'ambulant.....  
dans le fourgon n°.....  
par le paquebot.....  
par la ligne aérienne.....

Le colis est arrivé (1) { en sac  
hors sac

Description détaillée des faits:.....

Signatures:

(1) Biffer ce qui ne convient pas.

(Voir au verso)

CP 14 (Verso)

## II• PARTIE

Procès-verbal dressé par le bureau d.....le.....19.....

L'emballage de l'envoi doit être considéré comme (1)  $\frac{\text{réglementaire}}{\text{non réglementaire}}$ .(1)  $\left\{ \begin{array}{l} \text{D'après} \frac{\text{les indications de la facture}}{\text{la déclaration en douane}} \\ \text{Suivant} \frac{\text{le destinataire}}{\text{l'expéditeur}} \end{array} \right\}$  le contenu devrait se composer de.....A l'examen, (1) fait en présence (1)  $\frac{\text{du destinataire}}{\text{de l'expéditeur}}$ , il a été constaté.....(1)  $\left\{ \begin{array}{l} \text{En conséquence} \\ \text{Suivant le destinataire} \\ \text{Suivant l'expéditeur} \end{array} \right\}$  il manque.....(1)  $\frac{\text{Le destinataire}}{\text{L'expéditeur}}$  estime à une somme de.....le dommage causé par (1)  $\left\{ \begin{array}{l} \text{la spoliation.} \\ \text{l'avarie.} \\ \text{la diminution de poids.} \end{array} \right.$ (1)  $\left\{ \begin{array}{l} \text{La spoliation} \\ \text{L'avarie} \\ \text{La diminution de poids} \end{array} \right\}$  est attribuable à.....

(1) Après emballage et pesage, le nouveau poids est de.....; l'envoi a été réacheminé sur sa destination.

(1) Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné.

(1) L'emballage est conservé ici.

(1) Le destinataire refuse l'envoi.(1) L'expéditeur a accepté l'envoi, mais il demande une indemnité de.....

(1) Sont annexés au procès-verbal: l'emballage du colis, le récipient, la ficelle, les cachets, les plombs de fermeture, l'étiquette.

En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal, dont un double a été transmis, avec un bulletin de vérification, au bureau d'échange d.....

Signatures des agents postaux:

Signature de l'agent des douanes:

Signature du destinataire ou de l'expéditeur:

(1) Biffer ce qui ne convient pas.



CP 16

ADMINISTRATION DES POSTES d..... SERVICE AVEC L'ADMINISTRATION  
d.....

COMPTE RÉCAPITULATIF<sup>(1)</sup>

des états <sup>(\*)</sup>  $\frac{\text{mensuels}}{\text{trimestriels}}$  (formule CP 15)

adressés par les bureaux d'échange relevant de l'Administration d.....  
aux bureaux d'échange relevant de l'Administration d.....

Mois d..... 19.....  
<sup>(\*)</sup>..... trimestre 19.....

Numéro courant  1	Bureau d'échange destinataire  2	Sommes dues d'après chaque état <sup>(*)</sup> $\frac{\text{mensuel}}{\text{trimestriel}}$				Observations  5
		à l'Administration destinataire 3		à l'Administration expéditrice 4		
		fr	c	fr	c	
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
	Totaux					
	A déduire					
	Solde en faveur de l'Administration d.....					

....., le ..... 19..... Vu et accepté: ..... le ..... 19.....

<sup>(1)</sup> A dresser en double expédition.  
<sup>(\*)</sup> Biffer ce qui ne convient pas

CP 17

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

ÉTAT DES DIFFÉRENCES

constatées dans le compte récapitulatif (formule CP 16) dressé par l'Administration d.....

pour le <sup>(1)</sup> { mois d..... 19.....  
 ..... trimestre 19.....

N° courant 1	N° courant du compte CP 16 2	Dépêche-colis		Date 5	Montant				Avoir de l'Administration				Observations (*) 10
		de 3	pour 4		mis en compte 6		rectifié 7		d..... 8		d..... 9		
					fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													

..... le ..... 19.....

Vu et accepté:  
 ....., le ..... 19.....

(1) Biffer ce qui ne convient pas.  
 (\*) Utiliser, au besoin, la partie éventuellement libre du recto ou le verso de la formule.





CP 19

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

COMPTE PARTICULIER MENSUEL  
DES FRAIS DE DOUANE, ETC.

Frais de douane, etc., payés par l'Administration d.....  
pour le compte de l'Administration d.....

Mois d..... 19.....

Numéro courant 1	Date de l'avance 2	Numéro du bulletin d'affran- chissement 3	Bureau qui a fait l'avance 4	Montant de chaque bulletin d'affranchissement 5	Observations 6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
Total					

....., le ..... 19.....

Signature:

CP 20

ADMINISTRATION EXPÉDITRICE

ADMINISTRATION DESTINATAIRE

Numéro d'ordre de la dépêche:..... Numéro de la feuille de route:(1)..... Ligne aérienne:.....

Timbre du bureau d'échange de départ

Timbre du bureau d'échange d'arrivée

FEUILLE DE ROUTE-AVION

des colis-avion

expédiés par le bureau d'échange d.....

au bureau d'échange d.....

Départ (.....° envoi) du.....19....., à.....h.....mn

Numéro		Nom- bre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination(2)	Poids (3) de chaque colis avec valeur déclarée		Valeur déclarée	Quotes-parts territoriales et maritimes et droits dus		Quotes-parts aériennes dus		Montant du rembour- sement	OBSER- VATIONS
con- rant	du colis				kg	g		fr	fr	e	fr		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
11													
12													
13													
14													
15													
16													
17													
18													
19													
20													
Totaux													

L'agent du bureau d'échange de départ:.....

L'agent du bureau d'échange d'arrivée:.....

(1) Si l'expédition comprend plusieurs formules CP 20.  
 (2) Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route-avion.  
 (3) En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée.

Recto  
CP 21

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

## TABLEAU CP 21

indiquant les conditions auxquelles l'Administration des postes susmentionnée accepte des colis postaux-avion pour son propre territoire et à destination des Pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire

AVIS.—Les montants indiqués dans la colonne 5 du cadre C (voir le verso de la formule) ne représentent que la quote-part d'arrivée dont l'Administration de destination doit être créditée. Lorsqu'il y a lieu d'attribuer des quotes-parts territoriales ou maritimes de transit, les montants doivent en être indiqués dans la même colonne, avec un renvoi correspondant

1—RENSEIGNEMENTS de l'Administration qui établit le présent tableau, sur les questions suivantes:		CADRE A
Demandes:	Réponses:	
1.—Cette Administration se charge-t-elle ou non du réacheminement aérien des colis postaux-avion à l'intérieur de son Pays, sur tout ou partie du parcours?	(1) .....	
2.—Si oui, à destination de quelles localités?	(2) .....	
3.—Des colis postaux-avion à destination d'autres endroits peuvent-ils, à la demande de l'expéditeur, être acheminés sur ces localités?	(1) .....	

II—SERVICE À L'INTÉRIEUR d.....					CADRE B
Coupures de poids	Quotes-parts à attribuer				Observations
	à l'Administration d.....				
1	Quote-part d'arrivée		Droit d'assurance par 200 fr		4
kg	fr	c	fr	c	

(1) Oui ou non.

(2) Indication de ces localités, dans l'ordre alphabétique.

(Suite au verso)



CP 22

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

RELEVÉ

des sommes dues au titre d'indemnité pour colis postaux (1)


par l'Administration d..... Mois d..... 19.....

N° courant	Colis postaux				Lettres autorisant les reprises			Montant	Observations (*)
	N°	Date de dépôt	Origine	Destination	N° de l'état ou nom du bureau	Date	N° du dossier de l'Administration débitrice		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
								fr	c
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
17									
18									
19									
20									
Total									

(à reporter sur le compte récapitulatif CP 16)


(1) Dédommagement pour colis postaux égarés, avariés, vendus, etc.  
 (2) Utiliser, au besoin, la partie éventuellement libre du recto ou le verso de la formule.

CP 23

<b>Colis postaux</b>	de <b>Liverpool</b> pour	
Dépêche n°.....	<b>Montréal</b> (Canada)	
 Date d'expédition.....		via.....
Sac n°.....		Paquebot.....
Nombre des colis.....		Port de débarquement.....

Colis, Ottawa 1957, art. 131, § 1, lettre a) — Dimensions: 125 × 60 ou 148 × 52 mm, couleur jaune ocre

CP 24

<p style="text-align: center;"><b>Colis postaux</b></p> <p>Dépêche n°.....</p> <p>Date d'expédition.....</p> <p>Sac n°.....</p> <p>Nombre des colis.....</p> <p>kg .....</p> 	<p style="text-align: center;"><b>Par avion</b></p> <p>de <b>Stockholm Ban</b> pour</p> <p style="text-align: center;"><b>Rio de Janeiro</b></p> <p>Ligne n°.....</p> <p>Aéroport de transbordement.....</p>
--	--

Colis, Ottawa 1957, art. 131, § 1, lettre a) — Dimensions: 125 × 60 mm, couleur jaune ocre



[TRANSLATION<sup>1</sup> — TRADUCTION<sup>2</sup>]

**UNIVERSAL POSTAL UNION**  
**ACTS OF THE CONGRESS OF OTTAWA, 1957**

---

**III**

No. 5213. AGREEMENT CONCERNING POSTAL PARCELS.  
SIGNED AT OTTAWA, ON 3 OCTOBER 1957

---

<sup>1</sup> Translation by the British Post Office.

<sup>2</sup> Traduction de l'Administration postale britannique.



NOTE BY THE BRITISH POST OFFICE. — Square brackets [ ] indicate a note that does not appear in the original text—usually the accepted English form of an expression necessarily retained in French.<sup>1</sup>

## AGREEMENT CONCERNING POSTAL PARCELS

### TABLE OF CONTENTS

<p style="text-align: center;"><b>CHAPTER I</b></p> <p style="text-align: center;"><b>GENERAL PROVISIONS</b></p> <p>Art.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Subject of the Agreement.</li> <li>2. Categories of parcels.</li> <li>3. Weight steps.</li> </ol> <p style="text-align: center;"><b>CHAPTER II</b></p> <p style="text-align: center;"><b>PROVISIONS COMMON TO ALL CATEGORIES OF PARCELS</b></p> <p style="text-align: center;"><b>SECTION I</b></p> <p style="text-align: center;"><b>GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>4. Conditions of acceptance.</li> <li>5. Sender's instructions at the time of posting.</li> <li>6. Prohibitions.</li> <li>7. Treatment of parcels wrongly accepted.</li> </ol> <p style="text-align: center;"><b>SECTION II</b></p> <p style="text-align: center;"><b>CHARGES AND FEES</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>8. Composition of the charges and fees.</li> <li>9. Principal charge.</li> <li>10. Land rate.</li> <li>11. Sea rate.</li> <li>12. Air rate.</li> <li>13. Reduction or increase of the land rate.</li> <li>14. Reduction or increase of the sea rate.</li> <li>15. Exceptional outward and inward rate.</li> <li>16. Supplementary charges.</li> <li>17. Charge for parcels classed in a higher weight step.</li> <li>18. Non-postal fees.</li> </ol>	<p style="text-align: center;"><b>SECTION III</b></p> <p style="text-align: center;"><b>OPERATIONS FOLLOWING THE ARRIVAL OF THE PARCELS AT THE OFFICE OF DESTINATION</b></p> <p>Art.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>19. General rules for delivery. Periods of retention.</li> <li>20. Withdrawal from the post. Alteration of address.</li> <li>21. Redirection. Return to origin.</li> <li>22. Non-delivery to the addressee.</li> <li>23. Sale. Destruction.</li> <li>24. Recovery of costs from the sender.</li> <li>25. Enquiries and requests for information.</li> </ol> <p style="text-align: center;"><b>CHAPTER III</b></p> <p style="text-align: center;"><b>SPECIAL PROVISIONS FOR CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS</b></p> <p style="text-align: center;"><b>SECTION I</b></p> <p style="text-align: center;"><b>INSURED PARCELS</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>26. Insured value.</li> <li>27. Insurance fee and special charge.</li> <li>28. Other provisions concerning insured parcels.</li> </ol> <p style="text-align: center;"><b>SECTION II</b></p> <p style="text-align: center;"><b>URGENT PARCELS</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>29. Charges for urgent parcels.</li> </ol> <p style="text-align: center;"><b>SECTION III</b></p> <p style="text-align: center;"><b>PRISONER OF WAR AND INTERNEE PARCELS</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>30. Exemption from charges of prisoner of war and internee parcels.</li> <li>31. Other special provisions for prisoner of war and internee parcels.</li> </ol>
--	---

<sup>1</sup> [Translation — Traduction] NOTE DE L'ADMINISTRATION POSTALE BRITANNIQUE. — Les expressions entre crochets [ ] sont des annotations qui ne figurent pas dans le texte original ; d'une manière générale, il s'agit de l'équivalent en anglais d'une expression qui a dû être conservée en français.

## CHAPTER IV

## RESPONSIBILITY

## SECTION I

## GENERAL PRINCIPLES

- Art.
32. Extent and limits of responsibility of postal Administrations.
  33. Exceptions to the principle of responsibility.
  34. Responsibility of the sender.
  35. Compensation.
  36. Mutual responsibility of postal Administrations.

## SECTION II

## INDEMNITY FOR LOSS SUSTAINED

37. Payment of the indemnity.
38. Possible recovery of the indemnity from the sender or addressee.
39. Recovery of payments from the postal Administration responsible.

## CHAPTER V

## ALLOCATION OF CHARGES AND FEES

Art.

40. General principle of the allocation of charges and fees.
41. Charges credited to other Administrations by the Administration of origin.
42. Charges retained by the collecting Administration.
43. Special cases of the allocation of charges.
44. Recovery of charges and fees.

## CHAPTER VI

## MISCELLANEOUS PROVISIONS

45. Application of the Convention.
46. Parcels addressed to or originating in Countries not participating in the Agreement.

## CHAPTER VII

## FINAL PROVISIONS

47. Entry into force and duration of the Agreement.

## FINAL PROTOCOL

## SECTION I

## GENERAL PROVISIONS

- I. Operation of the service by transport undertakings.
- II. Transit.
- III. Withdrawal from the post. Alteration of address. Delivery free of charges requested after the posting of the parcel.

## SECTION II

## CONDITIONS OF ADMISSION

- IV. Size and volume.
- V. Sender's instructions at the time of posting.
- VI. Cumbersome parcels.
- VII. Pound avoirdupois.
- VIII. Advice of delivery.
- IX. Sender's instructions at the time of posting.

## SECTION III

## TARIFFS

- X. Exceptional land rates.
- XI. Sea rates.
- XII. Supplementary rates.
- XIII. Special tariffs.

## SECTION IV

## COMPENSATION AND RESPONSIBILITY

- XIV. Insured parcels.
- XV. Maximum insured value.
- XVI. Exceptions to the principle of responsibility.
- XVII. Compensation.

**AGREEMENT<sup>1</sup>**  
**CONCERNING**  
**POSTAL PARCELS**

CONCLUDED BETWEEN

AFGHANISTAN, THE PEOPLE'S REPUBLIC OF ALBANIA, GERMANY, THE KINGDOM OF SAUDI ARABIA, THE ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, BELGIAN CONGO, THE SOVIET SOCIALIST REPUBLIC OF BYELORUSSIA, BOLIVIA, THE UNITED STATES OF BRAZIL, THE PEOPLE'S REPUBLIC OF BULGARIA, CAMBODIA, CEYLON, CHILE, CHINA, THE REPUBLIC OF COLOMBIA, THE REPUBLIC OF KOREA, THE REPUBLIC OF COSTA RICA, THE REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, THE DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, THE REPUBLIC OF EL SALVADOR, ECUADOR, SPAIN, THE SPANISH TERRITORIES IN AFRICA, ETHIOPIA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, THE WHOLE OF THE TERRITORIES REPRESENTED BY THE FRENCH OFFICE OF OVERSEAS POSTS AND TELECOMMUNICATIONS, GHANA, THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE WHOLE OF THE BRITISH OVERSEAS TERRITORIES, INCLUDING THE COLONIES, THE PROTECTORATES AND THE TERRITORIES UNDER TRUSTEESHIP EXERCISED BY THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, GREECE, GUATEMALA, THE REPUBLIC OF HAITI, THE REPUBLIC OF HONDURAS, THE HUNGARIAN PEOPLE'S REPUBLIC, INDIA, THE REPUBLIC OF INDONESIA, IRAN, IRAQ, THE IRISH REPUBLIC, THE REPUBLIC OF ICELAND, ITALY, THE TERRITORY OF SOMALIA UNDER ITALIAN ADMINISTRATION, JAPAN, THE HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN, LAOS, LEBANON, THE REPUBLIC OF LIBERIA, LIBYA, LUXEMBOURG, MOROCCO, MEXICO, THE PRINCIPALITY OF MONACO, NICARAGUA, NORWAY, PAKISTAN, THE REPUBLIC OF PANAMA, PARAGUAY, THE NETHERLANDS, THE NETHERLANDS ANTILLES AND SURINAM, PERU, THE PEOPLE'S REPUBLIC OF POLAND, PORTUGAL, THE PORTUGUESE PROVINCES IN WEST AFRICA, THE PORTUGUESE PROVINCES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, THE ROUMANIAN PEOPLE'S REPUBLIC, THE REPUBLIC OF SAN MARINO, THE REPUBLIC OF SUDAN, SWEDEN, THE SWISS CONFEDERATION, SYRIA, CZECHOSLOVAKIA, THAILAND, TUNISIA, TURKEY, THE SOVIET SOCIALIST REPUBLIC OF UKRAINE, THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, THE EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, THE REPUBLIC OF VENEZUELA, VIET-NAM, YEMEN, THE FEDERAL PEOPLE'S REPUBLIC OF YUGOSLAVIA.

---

Having regard to Article 22 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on the 3rd of October 1957,<sup>2</sup> the undersigned Plenipotentiaries of the Governments of the above-named Countries have, by common consent and subject to ratification, drawn up the following Agreement.

*(See footnotes 1 and 2 on pp. 106 and 107)*

(Footnotes 1 and 2 of p. 105)

<sup>1</sup> Came into force on 1 April 1959, in accordance with article 47. The instruments of ratification or accession (a), as below, were deposited with the Canadian Government on the dates indicated :

Albania . . . . .	14 September	1959	Luxembourg . . . . .	13 January	1960
Argentina (with re- servations)* . . . . .	15 April	1959	Mexico . . . . .	19 March	1959
Austria . . . . .	4 May	1959	Monaco . . . . .	2 September	1959
Bulgaria . . . . .	13 May	1959	Morocco . . . . .	9 July	1959
Byelorussian Soviet Socialist Republic . . . . .	23 April	1959	Netherlands . . . . .	27 August	1959
Cambodia . . . . .	12 January	1960	(Including Netherlands New Guinea, Surinam and the Netherlands Antilles.)		
Ceylon . . . . .	16 November	1959	Norway . . . . .	19 August	1958
Republic of China . . . . .	6 October	1959	Pakistan . . . . .	8 October	1959
Czechoslovakia . . . . .	13 August	1959	Peru . . . . .	21 May	1959
Denmark . . . . .	13 August	1958	San Marino . . . . .	31 March	1959
Federation of Malaya (with statement)** . . . . .	13 March	1959 (a)	Spain . . . . .	29 July	1959
Finland . . . . .	6 March	1959	(Including the Spanish territories of Africa.)		
France . . . . .	8 May	1959	Sudan . . . . .	1 March	1960
(Including Algeria and the whole of the territories re- presented by the French Of- fice of Overseas Posts and Tele- communications, composed of the countries and terri- tories designated below and the Franco-British Condo- minium of the New Hebrides.)†			Sweden . . . . .	2 May	1958
Greece . . . . .	2 October	1959	Switzerland . . . . .	14 November	1958
Hungary . . . . .	5 April	1960	Tunisia . . . . .	24 March	1959
Iceland . . . . .	27 November	1958	Ukrainian Soviet So- cialist Republic . . . . .	5 May	1959
India (with declara- tion)*** . . . . .	21 December	1959	Union of Soviet So- cialist Republics . . . . .	23 April	1959
Iraq (with reserva- tion)**** . . . . .	18 January	1960	United Arab Republic:		
Italy . . . . .	9 June	1960	Egyptian Province . . . . .	15 January	1959
Japan . . . . .	7 November	1958	Syrian Province . . . . .	15 January	1959
Jordan . . . . .	2 March	1959	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland . . . . .	17 July	1959
Republic of Korea . . . . .	14 March	1960	(Including the Channel Islands and the Isle of Man.)		
Lebanon . . . . .	23 July	1958	Vatican City State . . . . .	13 April	1960
			Republic of Viet-Nam . . . . .	3 December	1959
			Yemen . . . . .	3 April	1959 (a)
			Yugoslavia . . . . .	15 April	1959

†(a) *States members of the Community*: Republic of Senegal, Sudanese Republic, Republic of the Ivory Coast, Republic of the Niger, Republic of the Upper Volta, Republic of Dahomey, Islamic Republic of Mauritania, Gabon Republic, Republic of the Congo, Central African Republic, Republic of Chad, Malagasy Republic.

(b) *Overseas territories*: Comoro Islands, New Caledonia and dependencies, French Polynesia, French Somaliland, St. Pierre and Miquelon.

(c) *Trust Territories of France*: Cameroons, Autonomous Republic of Togo.

## \*RESERVATIONS

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

«... que los artículos 4º y 5º de la Convención Postal Universal no se refieren ni comprenden a las Islas Malvinas, Islas Georgias del Sur, Islas Sandwich del Sur y tierras incluidas dentro del sector antártico argentino, por cuanto éstas no constituyen colonia o posesión de Nación alguna, sino que hacen parte del territorio argentino y están comprendidas en su dominio y soberanía.

La República Argentina especialmente reserva y mantiene intactos sus legítimos títulos y derechos sobre esos territorios, señalando que la disposición contenida en el artículo 53, numeral 1) sobre circulación de sellos postales valederos en el país de origen, no será considerada como obligatoria por la República cuando en los mismos se desfigure la realidad geográfica y jurídica argentina.»

[TRANSLATION — TRADUCTION]

... that articles 4 and 5 of the Universal Postal Convention do not refer to or include the Islas Malvinas, the Islas Georgias del Sur, the Islas Sandwich del Sur, or the territories included in the Argentine Antarctic sector, inasmuch as these islands and territories do not constitute the colony or possession of any nation but form part of Argentine territory and fall under its dominion and sovereignty.

The Argentine Republic especially reserves and maintains its legitimate title to and rights over these territories, pointing out that the provisions of article 53, paragraph 1, concerning the circulation of postage stamps valid in the country of origin, will not be regarded as binding on the Republic when the said stamps misrepresent the realities of Argentine geography and law.

## \*\*STATEMENT

“... The Ministry has further to request the High Commission to convey to its Government the Federation of Malaya’s wishes to benefit by Article VIII of the Final Protocol to the Universal Postal Convention, as well as by the following provisions of the Final Protocol of the Agreement concerning Parcel Post applicable to the British Overseas Territories :

(a) Articles III, VI (B), VIII, IX, X, XI and XV of the Final Protocol to the Agreement.

(b) Article of the Final Protocol to the detailed regulations.”

## \*\*\*DECLARATION

“In regard to the two items in Article 4 of the Convention containing the titles of territories of Portugal and the corresponding reference to them in the Preamble, the Government of India understands that, irrespective of the nomenclature used to describe them, they are juridically ‘territories’, in pursuance to the heading of Article 4, for whose international relations the member-country is responsible.”

## \*\*\*\*RESERVATION

“Iraq’s participation in the Universal Postal Union Conference and its ratification of the Universal Postal Convention and its attached agreements does not mean in any way Iraq’s recognition of the State of Israel as a member in the Universal Postal Union. Iraq could not establish any kind of relations with Israel and the latter has no right to request Iraq to implement any obligation under the terms of these agreements.”

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, Vol. 364, p. 3.

## CHAPTER I

## GENERAL PROVISIONS

## ARTICLE 1

## Subject of the Agreement

1. Items called "postal parcels" of which the individual weight must not exceed 20 kilogrammes may be exchanged between the contracting Countries either directly or through the intermediary of one or more of them.
2. In the service between Countries whose Administrations have notified their agreement to this effect, postal parcels are accepted for conveyance by air and are then called "air postal parcels".
3. In this Agreement, its Final Protocol and its Detailed Regulations the abbreviation "parcels" applies to all postal parcels and the abbreviation "air parcels" only to air postal parcels.
4. The exchange of parcels exceeding 10 kilogrammes is optional.

## ARTICLE 2

## Categories of parcels

1. An "ordinary parcel" is one which is not subject to any of the special requirements prescribed for the categories defined in §§ 2 and 3.
2. An "insured parcel" is one which is insured for a declared value.
3. Other categories are :
  - a) "urgent parcel", any parcel which, as far as possible, is to be conveyed by the fast services used for the letter post ;
  - b) "express parcel", any parcel which, on arrival at the office of destination, is to be delivered to the place of address by special messenger or which, in those Countries whose Administrations do not undertake delivery to the place of address, gives rise to the delivery, by special messenger, of an advice of arrival ; nevertheless, if the address of the addressee is situated outside the local delivery area of the office of destination, delivery by special messenger is not obligatory ;
  - c) "parcel for delivery free of charges", any parcel in respect of which the sender asks to be charged with the whole of the postal charges and postal or non-postal fees to which the parcel may be subject on delivery. This request may be made at the time of posting or subsequently up to the time of delivery to the addressee ;
  - d) "cash on delivery parcel", any parcel subject to a trade charge and covered by the Agreement concerning cash on delivery items ;<sup>1</sup>
  - e) "fragile parcel", any parcel containing articles which are liable to break easily and which are to be handled with special care ;
  - f) "prisoner of war or internee parcel", any parcel intended for or sent by prisoners or organisations referred to in Article 39 of the Convention.

<sup>1</sup> Will appear in United Nations, *Treaty Series*, Vol. 366, under No. 5216.



4. The following are considered to be “cumbersome parcels” :
- a) any parcel whose dimensions exceed the limits fixed by the Detailed Regulations or those which Administrations may fix between themselves ;
  - b) any parcel which by reason of its shape, nature or construction does not lend itself readily to loading with other parcels or which requires special precautions ;
  - c) optionally, any parcel conveyed by a sea service whose volume exceeds the limits fixed by the Detailed Regulations.
5. The exchange of “insured”, “urgent”, “express”, “free of charges”, “cash on delivery”, “fragile” and “cumbersome” parcels requires prior agreement between the Administrations of origin and destination.
6. In addition, for the exchange of insured parcels (conveyed *à découvert*), “urgent”, “fragile” and “cumbersome” parcels, the intermediate Administrations must signify their agreement to the transit routeing.

### ARTICLE 3

#### Weight steps

The parcels defined in Article 2 are classed in the following weight steps :

- up to 1 kilogramme
- above 1 up to 3 kilogrammes
- above 3 up to 5 kilogrammes
- above 5 up to 10 kilogrammes
- above 10 up to 15 kilogrammes
- above 15 up to 20 kilogrammes

## CHAPTER II

### PROVISIONS COMMON TO ALL CATEGORIES OF PARCELS

#### SECTION I

##### GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION

### ARTICLE 4

#### Conditions of acceptance

1. Provided that the contents do not come within the prohibitions listed in Article 6 or within the prohibitions or restrictions applicable in the territory of one or more of the Administrations called upon to take part in the transmission, every parcel, to be admitted to the post, shall :
- a) satisfy the conditions of weight and size fixed by this Agreement or its Detailed Regulations ;
  - b) be prepaid in respect of all the charges and fees required by the office of origin.
2. A parcel for delivery free of charges may be accepted only if the sender undertakes to pay the full amount which the office of destination would be entitled to claim from the addressee as well as the charge for delivery free of charges prescribed in Article 16, § 2 j) ; the office of origin may require the payment of a sufficient deposit.

## ARTICLE 5

**Sender's instructions at the time of posting**

At the time of posting of a parcel, the sender is required to indicate the treatment to be given in case of non-delivery. The following instructions only may be given :

- a) despatch of an advice of non-delivery to the sender ;
- b) despatch of an advice of non-delivery to a third party residing in the Country of destination ;
- c) return forthwith to the sender by surface or air ;
- d) return to the sender by surface or air at the end of a given period ;
- e) delivery to an alternative addressee, if necessary after redirection, by surface or air (and subject to the special provisions set out in Article 22, § 1, c), 2°) ;
- f) redirection of the parcel by surface or air, with a view to delivery to the original addressee ;
- g) sale of the parcel at entire risk of the sender ;
- h) abandonment of the parcel by the sender.

## ARTICLE 6

**Prohibitions**

The forwarding of the following articles is prohibited :

- a) in all categories of parcels:
  - 1° articles which, by their nature or their packing, may expose officials to danger, or soil or damage other parcels ;
  - 2° opium, morphine, coeaine and other narcotics ; however, this prohibition does not apply to consignments sent for a medical or scientific purpose to Countries which admit them on this condition ;
  - 3° articles of which the importation or circulation is prohibited in the Country of destination ;
  - 4° documents having the character of current and personal correspondence as well as items of correspondence of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons living with him ; however, it is permissible to include one of the following documents, unclosed, reduced to its essential elements and relating solely to the goods being conveyed : invoice, despatch note or advice, delivery bill. If it is a question of the inclusion of a single item of correspondence prohibited within the meaning of section 4° above, the item is treated in the manner prescribed in Article 55 of the Convention, and the parcel must not be returned to origin on this account ;

- 5° living animals, unless their conveyance by post is authorised by the postal regulations of the Countries concerned ;
  - 6° explosive, inflammable or dangerous substances. Nevertheless, Administrations may agree to the conveyance of firing caps and loaded metal cartridges for portable firearms, non-explosive parts of artillery fuses and matches, inflammable films, raw celluloid or articles made of celluloid ;
  - 7° obscene or immoral articles ;
- b) in uninsured parcels addressed to Countries which admit insured parcels : coin, banknotes, currency notes, securities of any kind payable to bearer, platinum, gold or silver, manufactured or not, precious stones, jewels and other valuable articles ; every Administration has the right to prohibit the enclosure of gold bullion, even in insured items, or to limit the actual value of such items. This provision does not apply when the exchange of parcels between two Administrations admitting insured parcels can only be made through the intermediary of an Administration which does not admit them. It is understood that, in such a case, the responsibility of the intermediate Administration is involved only within the limits prescribed for ordinary parcels.

#### ARTICLE 7

##### **Treatment of parcels wrongly accepted**

1. When parcels containing the articles listed in Article 6 a) have been wrongly accepted for transmission, they are to be dealt with in accordance with the internal legislation of the Country of the Administration establishing their presence ; nevertheless, parcels containing the articles referred to in the same Article under a) 2°, 6° and 7° are in no circumstances forwarded to their destination, delivered to the addressees or returned to origin.

2. When uninsured parcels addressed to Countries which admit insurance contain articles listed in Article 6 b), they should be returned to origin by the transit Administration which discovers the error. If the error is discovered only after the receipt of the parcel by the Administration of destination, that Administration is authorised to deliver the parcel to the addressee under the conditions laid down by its internal regulations. If these regulations do not permit delivery, the parcel must be returned to origin.

3. The provisions of § 2 are applicable to parcels of which the weight or the dimensions appreciably exceed the permitted limits ; nevertheless, these parcels may, where appropriate, be delivered to the addressee if he has first paid any charges which may be due.

4. When a parcel wrongly admitted is neither delivered to the addressee nor returned to origin, the Administration of origin must be informed exactly how the parcel has been dealt with.

## SECTION II

## CHARGES AND FEES

## ARTICLE 8

**Composition of the charges and fees**

The charges and fees which Administrations are authorised to collect are made up of the principal charge as defined in Article 9 and, where appropriate by :

- a) the rates mentioned in Article 15, or in the Final Protocol ;
- b) the supplementary charges mentioned in Article 16 ;
- c) the postal charges and fees mentioned in Articles 20, 21, § 6, 27 and 29 ;
- d) the non-postal fees mentioned in Article 18.

## ARTICLE 9

**Principal charge**

The principal charge consists of the rates due to each Administration sharing in the land, sea or air conveyance and mentioned in Articles 10 to 14.

## ARTICLE 10

**Land rate**

1. Each outward, inward, or transit land rate is fixed as follows for each Country and each parcel :

Weight steps	Outward and inward land rate	Transit land rate
1	2	3
	fr. c.	fr. c.
Up to 1 kg. . . . .	— . 60	— . 40
Above 1 up to 3 kg. . . . .	— . 80	— . 50
Above 3 up to 5 kg. . . . .	1 . —	— . 60
Above 5 up to 10 kg. . . . .	2 . —	1 . 30
Above 10 up to 15 kg. . . . .	3 . —	1 . 90
Above 15 up to 20 kg. . . . .	4 . —	2 . 50

2. Nevertheless, as regards the last two weight steps, the Administrations of origin and destination have the right to fix as they wish the land rates due to them.

3. As regards air parcels, the land rate for intermediate Countries is only applicable where the parcel is conveyed by an intermediate land service.

## ARTICLE 11

## Sea rate

1. In the case of sea conveyance, the sea rate for each sea service used is calculated in accordance with the following table :

Distance steps		Weight steps					
a) expressed in nautical miles.	b) expressed in kilometres after conversion on the basis of 1 nautical mile = 1.852 km.	Up to 1 kg	Above 1 kg up to 3 kg	Above 3 kg up to 5 kg	Above 5 kg up to 10 kg	Above 10 kg up to 15 kg	Above 15 kg up to 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Up to 500 nautical miles	Up to 926 kilometres ..	— .15	— .20	— .25	— .50	— .75	1. 0
Beyond 500, up to 1,000 ..	Beyond 926, up to 1,852	— .25	— .30	— .40	— .75	1. 10	1. 60
Beyond 1,000, up to 2,000	Beyond 1,852, up to 3,704	— .40	— .50	— .60	1. 10	1. 60	2. 25
Beyond 2,000 : each 1,000 or fraction of 1,000 thereafter.	Beyond 3,704 : each 1,852 or fraction of 1,852 thereafter ..	— .10	— .15	— .20	— .35	— .50	— .65

2. Where appropriate, the distance steps are calculated on the basis of a weighted average distance determined in relation to the tonnage of the mails carried between the respective ports of the two Countries.

3. Sea conveyance between two ports of the same Country does not give rise to the collection of the rate referred to in § 1 when the Administration of that Country already receives, for the same parcels, payment in respect of land conveyance.

4. As regards air parcels, the sea rate for intermediate Administrations or services is only applicable where the parcel is conveyed by an intermediate sea service ; for this purpose every sea service provided by the Country of origin or destination is regarded as an intermediate service.

## ARTICLE 12

## Air rate

1. Administrations agree to take the necessary steps to ensure the establishment of uniform conveyance rates on the basis of weight and distance.

2. The basic rate applicable to the settlement of accounts between Administrations in respect of air conveyance is fixed at 1 millieme of a franc as a maximum per kilogramme of gross weight and per kilometre. This rate is applied proportionally to fractions of a kilogramme.

3. If two Countries are linked by more than one air line, the conveyance rates are fixed according to the average distance between the respective airports and the importance of the lines from the point of view of international traffic.

4. Any Country which, within its own territory, forwards or re-forwards an air parcel by air is entitled to a special remuneration for that conveyance. This remuneration must be calculated, for each air parcel actually forwarded or reforwarded by air, on the basis laid down in § 2, according to the average length of the sectors of the internal air system of the Country adopted for the letter post service. It should be the same for each internal sector whatever that sector may be.

5. As an exception to the principle stated in § 4, Administrations may apply this special remuneration without discrimination to every air parcel addressed to or originating in their territory.

6. The Administrations of Countries flown over are not entitled to any remuneration for air parcels conveyed by air over their territory.

#### ARTICLE 13

##### **Reduction or increase of the land rate**

1. Administrations have the option of reducing or increasing simultaneously their outward land rate and their inward land rate but not, consequently, their transit land rate.

2. Any such modification must :

- a) come into force only on the 1st of January or the 1st of July ;
- b) be notified at least three months in advance to the Swiss Postal Administration ;
- c) remain in force for one year at least.

3. The increase, where applied, must not exceed, in the case of the weight steps up to 10 kg., one half of the outward and inward land rate laid down in Article 10, § 1. The reduction may be fixed at the wish of the Administrations concerned.

#### ARTICLE 14

##### **Reduction or increase of the sea rate**

1. Administrations have the option of increasing by 50% at most the sea rate laid down in Article 11, § 1. On the other hand, they may reduce it as they wish.

2. This option is subject to the conditions laid down in Article 13, § 2.

3. In the case of an increase, this must also be applied to parcels originating in the Country to which belong the services effecting the sea conveyance ; nevertheless, this obligation does not apply either in the relations between a Country and its colonies, overseas territories, etc., or in the reciprocal relations of those colonies, overseas territories, etc.

#### ARTICLE 15

##### **Exceptional outward and inward rate**

Subject to compliance with the conditions laid down in Article 13, § 2, each Administration has the option of applying simultaneously to every parcel sent from or addressed to its offices an exceptional outward and inward rate of 25 centimes.

#### ARTICLE 16

##### **Supplementary charges**

1. The parcels indicated below are subject to supplementary charges of which the rates are fixed as follows :—

a) express parcels :

- 1° normal case : supplementary charge of 80 centimes, fully paid in advance at the time of posting, even if the parcel cannot be delivered by special messenger but only the advice of arrival ; this charge is called the express charge ;

2° exceptional case where the address of the addressee is situated outside the local delivery area of the office of destination : the express charge may be increased by a charge called "the additional express charge", which is collected on delivery and remains payable even if the parcel is returned to origin or redirected ; this additional charge must not exceed that fixed in the internal service of the Country of destination ;

b) fragile and cumbersome parcels : a supplementary charge equal to 50% of the principal charge increased, where appropriate, by the rates mentioned in Article 15 or in the Final Protocol ; nevertheless, the air rate in respect of these parcels must not be increased ; if need be, the total charge is rounded up to the next 5 centimes.

2. The scale of the following supplementary charges which Administrations are permitted to collect is fixed in accordance with the table annexed to this Article :

- a) Customs clearance charge, collected by the Administration of destination either for submission to Customs and Customs clearance or for submission to Customs only ; in the absence of other arrangements, the charge is collected at the time of the delivery of the parcel to the addressee ;
- b) delivery charge ; this charge may be collected by the Administration of destination as often as the parcel is tendered for delivery at the address ; nevertheless, in the case of express parcels, it may be collected only in respect of each tender for delivery after the first ;
- c) advice of non-delivery charge, collected under the conditions laid down in Article 22, § 3 ;
- d) advice of arrival charge, collected by the Administration of destination, when its internal legislation obliges it to do so and when that Administration does not undertake delivery to the place of address, in respect of every advice (the first as well as subsequent advices) which is in fact delivered to the address of the addressee, except for the first advice of express parcels ;
- e) repacking charge, collected by the Administration of the first of the Countries in whose territory a parcel has to be repacked in order to protect its contents ; it is recovered from the addressee or, where appropriate, the sender ;
- f) storage charge, collected by the Administration of destination on every parcel which has not been taken possession of within the prescribed periods whether the parcel is addressed *poste restante* or to a place of address ;
- g) advice of delivery charge, when the sender asks for an advice of delivery under the conditions laid down in Article 69 of the Convention ;
- h) advice of embarkation charge, collected, in relations between Countries whose Administrations agree to provide this service, when the sender requests that an advice of embarkation be sent to him ;
- i) enquiry charge, mentioned in Article 25, § 4 ;
- j) charge for delivery free of charges, collected as commission on parcels which are to be delivered free of charges and paid by the sender in favour of the Administration of destination ;
- k) charge for a request for delivery free of charges, collected from the sender at the time the request is made, when this is done after the parcel has been posted ;
- l) charge for a request for withdrawal from the post or alteration of address.

## ANNEX TO ARTICLE 16

## Scale of supplementary charges as defined in § 2

Description of charge 1	Amount 2	Observations 3
<i>a)</i> Customs clearance charge	1 franc at most, for each parcel	
<i>b)</i> Delivery charge	The same charge as in the internal service	With a maximum of 60 centimes for each parcel
<i>c)</i> Advice of non-delivery charge	40 centimes at most	When his instructions are to be sent by air or by telegraph the sender must pay, in addition, the charge in respect of the air conveyance or the telegraphic charge, as the case may be
<i>d)</i> Advice of arrival charge	At most, a charge equal to that for an ordinary letter of the first weight step in the internal service	
<i>e)</i> Repacking charge	50 centimes at most, for each parcel	This charge may be levied once only in the course of transmission from beginning to end
<i>f)</i> Storage charge	Charge collected at the rate laid down by internal legislation	With a maximum of 5 francs
<i>g)</i> Advice of delivery charge	<i>a)</i> at the time of posting 40 centimes at most, and <i>b)</i> after posting 60 centimes at most	This charge is added to the air surcharge if the sender has asked that his request should be sent by air
<i>h)</i> Advice of embarkation charge	40 centimes for each parcel	
<i>i)</i> Enquiry charge	60 centimes at most	
<i>j)</i> Charge for delivery free of charges	40 centimes at most, for each parcel	This charge is added to the charge prescribed under <i>a)</i> ; it is collected from the sender for the benefit of the Administration of destination
<i>k)</i> Charge for a request for delivery free of charges	40 centimes at most, for each parcel	This charge is added to the air surcharge or to the charge for the telegram if the sender has asked that his request should be sent by air or by telegraph
<i>l)</i> Charge for a request for withdrawal from the post or alteration of address	40 centimes at most	This charge is added to the air surcharge or to the charge for the telegram if the sender has asked that his request should be sent by air or by telegraph



## ARTICLE 17

**Charge for parcels classed in a higher weight step**

To be admitted in the service between Administrations adopting the limits prescribed in Article 104, § 1, *f*), 3° of the Regulations and not allowing the conveyance of cumbersome parcels, parcels, which for their weight have a volume larger than the prescribed limits, are subject to the charges applicable to the weight step corresponding to their volume. In this case, the parcels shall not exceed the maximum limits of volume allowed in the service between these Administrations.

## ARTICLE 18

**Non-postal fees**

1. Administrations of destination are authorised to collect, from the addressees, all non-postal fees, notably Customs duty, to which the items are subjected in the Country of destination.

2. Administrations undertake to use their good offices with the competent authorities in their Countries with a view to the cancellation of the non-postal fees (including Customs duty) in the case of a parcel :

- a*) returned to origin ;
- b*) abandoned by the sender ;
- c*) destroyed because of total damage of the contents ;
- d*) redirected to a third Country ;
- e*) lost, tampered with or damaged in their service.

## SECTION III

OPERATIONS FOLLOWING THE ARRIVAL OF THE PARCELS AT  
THE OFFICE OF DESTINATION

## ARTICLE 19

**General rules for delivery. Periods of retention**

1. As a general rule, parcels are delivered to the addressees as soon as possible and in accordance with the provisions in force in the Country of destination.

2. Administrations take every step to speed up as much as possible the clearance through the Customs of air parcels.

3. Every parcel of which the arrival has been notified to the addressee is held at his disposal for a fortnight or, at most, for a month from the day after that on which the advice is sent ; exceptionally, this period may be extended if the internal regulations of the Administration of destination permit.

4. When it has not been possible to send an advice of arrival, the period of retention is that prescribed by the internal regulations of the Country of destination ; this period, applicable also to parcels addressed *poste restante*, must not, as a general rule, exceed five months for distant Countries (within the meaning of Article 120 of the Detailed Regulations of the Convention) and three months for others ; return of the parcel to the office of origin should take place within a shorter period if the sender has requested it in a language known in the Country of destination.

5. The periods of retention prescribed in §§ 3 and 4 are applicable, in the case of redirection, to parcels to be delivered by the new office of destination.

## ARTICLE 20

**Withdrawal from the post. Alteration of address**

The sender of a parcel may, under the conditions laid down in Article 58 of the Convention, ask for its return to origin or to have its address altered, provided he guarantees payment of the amounts due for any further transmission under the provisions of Article 21.

## ARTICLE 21

**Redirection. Return to origin**

1. Redirection in consequence of a change of address by the addressee or of an alteration of address effected under Article 20 may take place either within the Country of destination or out of that Country.

2. Redirection within the Country of destination may be effected at the request of the sender, at the request of the addressee, or, if the regulations of that Country permit, officially.

3. Redirection out of the Country of destination may be effected only at the request of the sender or of the addressee ; in this case the parcel must comply with the conditions required for the further transmission.

4. Redirection under the conditions set out above may also take place by air at the request of the sender or the addressee, provided that payment of the air charge in respect of the further transmission is guaranteed ; the same applies in the case of return to origin, when this has been requested by the sender.

5. The sender may forbid any redirection.

6. For the first and any subsequent redirection of each parcel, the following may be collected :

- a) the charges authorised by the internal regulations of the Administration concerned for such redirection, in the case of redirection within the Country of destination ;
- b) the charges and fees entailed in the further transmission, in the case of redirection out of the country of destination.

7. Redirection charges are collected from the addressee or, where appropriate, from the sender, or from the Administration responsible for an error causing redirection, without prejudice to the payment of the postal or non-postal charges and fees which the Administrations of previous destination have not agreed to cancel.

8. The provisions of §§ 6 and 7 apply to mis-sent parcels which have to be reforwarded, as well as to parcels returned to origin under Articles 7, 20 and 22 § 4.

## ARTICLE 22

**Non-delivery to the addressee**

1. After receipt of the advice of non-delivery mentioned in Article 5, a) and b) it rests with the sender, or the third party concerned, to give his instructions, which may only be those authorised by the said Article, c) to h), and, in addition, the following :

- a) notify the addressee once more ;
- b) correct or complete the address ;

- c) where a cash on delivery parcel is concerned :
  - 1° deliver it to a person other than the addressee against payment of the amount indicated ;
  - 2° deliver it to the original addressee or to another addressee without collecting the trade charge or against payment of a sum less than the original sum ;
- d) deliver the parcel free of charges either to the original addressee or to another addressee.

2. Provided that no instructions have been received from the sender, the Administration of destination is authorised to deliver the parcel to the addressee originally indicated or, where appropriate, to another addressee indicated later, or to redirect the parcel to a fresh address. After receipt of fresh instructions, these alone are valid and to be carried out. They may be sent by air if the sender or the third party pays the corresponding air surcharge.

3. The sending of the instructions mentioned in § 1 gives rise to the collection, either from the sender or from the third party, of the charge mentioned in Article 16, § 2, c) ; when the advice relates to several parcels posted at the same time at the same office by the same sender and addressed to the same addressee the charge is collected once only.

4. In the undermentioned circumstances, every parcel which it has not been possible to deliver is returned forthwith to the office of origin :

- a) the sender has not complied with the provisions of Article 5 ;
- b) the sender (or the third party referred to in Article 5, b)) has made an unauthorised request ;
- c) the sender (or the third party) refuses to pay the charge authorised in § 3 ;
- d) the instructions of the sender, or of the third party, have not achieved the desired result, whether these instructions were given at the time of posting or after receipt of the advice of non-delivery ;
- e) within a period of two months from the despatch of an advice of non-delivery, the office which prepared that advice has not received adequate instructions from the sender or the third party ; this period is extended to four months in the service between distant Countries ;
- f) within the same periods, the instructions of the sender or of the third party have not reached the office of destination.

5. Where possible, a parcel is returned by the same route as it followed on the outward journey ; nevertheless, an air parcel is not returned by air unless the sender has guaranteed the payment of the charges for air conveyance.

6. Every parcel returned to origin under this Article is subject to the redirection charges laid down in Article 21, § 6, b) and to the charges and fees which have not been cancelled.

7. If the sender has abandoned a parcel which it has not been possible to deliver to the addressee, that parcel is treated by the Administration of destination according to its own legislation.

#### ARTICLE 23

##### **Sale. Destruction**

Those articles contained in a parcel of which the early deterioration or decay is to be feared, and those articles only, may be sold immediately, even in course of transmission on either the outgoing or the return journey, without prior notice or legal formality, on behalf of the entitled person ; if, for any reason whatsoever, sale is impossible, the spoilt or decayed articles are destroyed.

## ARTICLE 24

**Recovery of costs from the sender**

1. The sender of a parcel which has not been delivered to the addressee has to pay the conveyance and other costs incurred by Administrations as a result of the non-delivery, even if the parcel has been abandoned, sold or destroyed.
2. The office of posting may, whenever it seems advisable, collect a deposit to cover these costs.

## ARTICLE 25

**Enquiries and requests for information**

1. Each Administration is bound to accept enquiries and requests for information relating to any parcel posted in the service of another Administration.
2. Enquiries are entertained only within a period of a year from the day after that on which the parcel was posted.
3. Requests for information initiated by an Administration are in order and must be dealt with, provided only that they reach the Administration concerned within a period of eighteen months from the date the parcels were posted.
4. Unless the sender has paid in full the advice of delivery charge prescribed in Article 16, § 2, *g*), each enquiry or request for information is subject to the collection of an "enquiry" charge at the rate laid down in Article 16 (annexed table, *i*)). Enquiries or requests for information are transmitted under the conditions laid down in Article 67, § 4, of the Convention.
5. If the enquiry or request for information relates to several parcels posted at the same time at the same office by the same sender and addressed to the same addressee and sent by the same route, this charge is only collected once ; it is refunded if the enquiry or request for information has been occasioned by a service error.

## CHAPTER III

## SPECIAL PROVISIONS FOR CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS

## SECTION I

## INSURED PARCELS

## ARTICLE 26

**Insured value**

1. The following rules govern the insured value of insured parcels :
  - a) as regards postal Administrations:
    - 1° the option of each Administration to limit the insured value, so far as it is concerned, to an amount which must not be less than 1000 francs ;

2° the obligation, in the service between Countries whose Administrations have adopted different limits, on all parties to observe the lowest limit ;

b) as regards senders :

1° the prohibition against insuring the parcel for a value exceeding the actual value of its contents ;

2° the option to insure part only of the actual value of the contents of the parcel.

2. Fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the parcel is liable to the legal proceedings prescribed by the legislation of the Country of origin.

#### ARTICLE 27

##### Insurance fee and special charge

1. Insured parcels are subject to an ordinary insurance fee which is collected by the office of posting. This fee is added to the charges and fees authorised in Chapter II, Section II, of this Agreement and is calculated in accordance with one or other of the following formulae :

a) First formula	For each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value	5 centimes for each Administration participating in the land conveyance ; 10 centimes for each sea service used 10 centimes for each air service used
b) Second formula	For each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value	50 centimes at most

2. In addition, the collection of the following charges or fees is authorised :

a) by Administrations which undertake to cover the risks arising from causes beyond control, a fee " for risks from causes beyond control " to be fixed so that the sum of this fee and the normal insurance fee does not exceed the maximum prescribed in § 1, b), second formula ;

b) optionally, by the Administration of origin, a despatch charge equal, at most, to 50 centimes for each insured parcel.

3. Exceptionally, the air insurance fee collected in respect of conveyance by air services which involve extraordinary risks is fixed, in each individual case, by the Administration concerned ; the aggregate fee referred to in § 1, b), second formula, may then be increased accordingly.

#### ARTICLE 28

##### Other provisions concerning insured parcels

A receipt shall be handed over free of charge to every sender of an insured parcel at the time of posting.

## SECTION II

## URGENT PARCELS

## ARTICLE 29

**Charges for urgent parcels**

1. Urgent parcels are subject to a principal charge double that applicable to ordinary parcels : where appropriate the exceptional outward and inward rate provided for in Article 15 is also doubled.
2. Urgent air parcels are subject to a single air rate, that is to say, not doubled.

## SECTION III

## PRISONER OF WAR AND INTERNEE PARCELS

## ARTICLE 30

**Exemption from charges of prisoner of war and internee parcels**

Prisoner of war and internee parcels enjoy, under the same conditions, the exemptions from charges accorded to postal items by Article 39 of the Convention, except as regards the air rates applicable to air parcels.

## ARTICLE 31

**Other special provisions for prisoner of war and internee parcels**

Prisoner of war and internee parcels are, as regards the other special provisions applicable to them, governed by Articles 33, *h*), and 43, § 4.

## CHAPTER IV

## RESPONSIBILITY

## SECTION I

## GENERAL PRINCIPLES

## ARTICLE 32

**Extent and limits of responsibility of postal Administrations**

1. Postal Administrations are answerable for the loss of, theft from and damage to parcels, except in the circumstances provided for in Article 33. When the loss, theft or damage occurs in the service of an air undertaking the Administration of the Country which collects the transport charges reimburses the Administration of origin for the indemnity paid to the sender.
2. Administrations cease to be responsible for parcels which they have delivered under the conditions prescribed by their internal regulations for items of the same kind.

3. Nevertheless, the responsibility of Administrations is maintained if, at the time of delivery of a parcel that has been tampered with or damaged, reservations are made either by the addressee, or, in the case of a parcel returned to origin, by the sender.

#### ARTICLE 33

##### Exceptions to the principle of responsibility

Administrations are relieved of all responsibility :

- a) when there are circumstances beyond control ; nevertheless, responsibility still rests with the Administration of origin if it has undertaken to cover risks arising from causes beyond control (Article 27, § 2, a) ; the Administration responsible for the loss, theft or damage shall decide whether, in the light of the internal legislation of its Country, this loss, theft or damage is due to circumstances attributable to a cause beyond control ; these circumstances are notified to the Administration of origin for its information ;
- b) when they cannot account for parcels owing to the destruction of official records through a cause beyond control, provided that proof of their responsibility has not been otherwise established ;
- c) when the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or arises from the nature of the contents ;
- d) where it is a question of parcels whose contents fall within the prohibitions specified in Article 6, a), 2°, 3°, 5°, 6° and 7° and b), insofar as these parcels have been confiscated or destroyed by the competent authority on account of their contents ;
- e) where it is a question of parcels which have been fraudulently insured for a sum greater than the actual value of the contents ;
- f) where it is a question of parcels seized under the internal legislation of the Country of destination ;
- g) when the sender has made no enquiry within the period prescribed in Article 25, § 2 ;
- h) where it is a question of prisoner of war or internee parcels.

#### ARTICLE 34

##### Responsibility of the sender

When damage has been caused to a parcel by one or more other parcels the sender or senders of these other parcels are answerable, within the same limits as Administrations themselves, provided the source of the damage has been properly established and there has been neither fault nor negligence on the part of Administrations or carriers ; where appropriate it rests with the Administration of origin to take action against the sender.

#### ARTICLE 35

##### Compensation

1. The sender is entitled to an indemnity called " compensation " equal, in principle, to the actual amount of the loss, theft or damage ; indirect loss or loss of profits is not taken into consideration.

2. Nevertheless, this indemnity may in no case exceed :
  - a) for insured parcels, the amount, in gold francs, of the insured value ;
  - b) for other parcels, the following amounts :
    - 10 francs per parcel up to 1 kilogramme
    - 15 francs per parcel above 1 up to 3 kilogrammes
    - 25 francs per parcel above 3 up to 5 kilogrammes
    - 40 francs per parcel above 5 up to 10 kilogrammes
    - 55 francs per parcel above 10 up to 15 kilogrammes
    - 70 francs per parcel above 15 up to 20 kilogrammes.

3. The indemnity is calculated in accordance with the current price, converted into gold francs, of goods of the same kind at the place and time at which the parcel was accepted for conveyance ; failing the current price, the indemnity is calculated in accordance with the ordinary value of goods whose value is assessed on the same bases.

4. Where an indemnity is due for the loss, total theft or total damage of a parcel, the sender is also entitled to the repayment of the charges and fees paid, with the exception of the insurance fees ; the same applies to items refused by the addressees because of their bad condition, if that is attributable to the postal service and involves its responsibility.

5. When the loss, total theft or total damage arises from circumstances beyond control which do not give rise to indemnification, the sender is entitled to the repayment not only of the land, sea and air rates appropriate to any sector not traversed by the parcel, but also of the charges, whatever their nature, relating to a service paid for in advance but not rendered.

6. The indemnity is paid to the addressee when he claims it either after having made reservations in taking delivery of a parcel that has been tampered with or damaged or if he proves that the sender has waived his rights in his favour.

#### ARTICLE 36

##### **Mutual responsibility of postal Administrations**

1. Until the contrary is proved, responsibility rests with the Administration which, having received a parcel without comment and being provided with all the prescribed means of enquiry, cannot prove either delivery to the addressee or, where appropriate, regular transfer to the next Administration.

2. Until the contrary is proved and subject to the provisions of § 3, no responsibility rests with the intermediate Administrations or the Administration of destination :

- a) when they have observed the provisions of Articles 134, §§ 1 and 2, and 135 of the Detailed Regulations ;
- b) when they can prove that they were informed of the enquiry after the expiry of the prescribed period of retention of the official records relating to the parcel in question ; this reservation does not prejudice the rights of the enquirer.



3. a) Responsibility rests equally on the Administrations concerned if the loss, theft or damage occurs in course of conveyance without it being possible to determine in which Country or service it occurred ;  
b) if the theft or damage has been established in the Country of destination or, in the case of return to sender, in the Country of origin, it rests with the Administration of one or other of these Countries to prove :
  - 1° that neither the packing nor the fastening of the parcel showed any defect ;
  - 2° that, in the case of an insured parcel, the weight had not altered by comparison with that recorded at the time of posting ;
  - 3° that, in the case of parcels forwarded in closed receptacles, both the receptacles and their fastenings were intact ;c) when such proof is forthcoming none of the other Administrations concerned may, for the purpose of repudiating its share of responsibility, argue that it handed over the parcel without the receiving Administration having made any reservation.
4. As regards insured parcels, the responsibility incurred by an Administration towards other Administrations on account of the loss of, theft from, or damage to the contents of such parcels is in no case binding beyond the maximum insured value that it admits.
5. When a parcel has been lost, tampered with or damaged in circumstances beyond control, the Administration within whose territorial limits or in whose services the loss, theft or damage occurred is not responsible towards the Administration of origin unless the two Administrations undertake to cover risks arising from a cause beyond control.
6. The non-postal fees of which it has not been possible to secure cancellation are borne by the Administrations responsible for the loss, theft or damage.

## SECTION II

### INDEMNITY FOR LOSS SUSTAINED

#### ARTICLE 37

##### **Payment of the indemnity**

1. Subject to its right to make a claim on the Administration which is responsible, payment of the indemnity for loss sustained as well as the repayment of charges and fees rests with the Administration of origin or, for the purpose of Article 35, § 6 only, the Administration of destination.
2. Payment must be made as soon as possible and, at the latest, within a period of six months from the day following the date of the enquiry.
3. When the Administration responsible for the payment does not undertake to cover risks arising out of causes beyond control and when at the end of the period prescribed in § 2 no decision has yet been reached on the question of whether the loss, theft or damage is due to such causes, payment may, exceptionally, be postponed beyond that period.
4. The Administration of origin or destination, as the case may be, is authorised to settle with the entitled person at the expense of whichever of the other Administrations sharing in the conveyance has been duly informed, and has allowed five months to pass without settling the matter.

## ARTICLE 38

**Possible recovery of the indemnity from the sender or addressee**

1. If, after payment of the indemnity, a parcel or part of a parcel previously considered as lost is found, the addressee and the sender are informed of the fact ; the latter is further advised that he may take delivery of it within a period of three months on repayment of the indemnity for loss sustained previously paid. If the sender has not claimed the parcel at the end of that period the same approach is made to the addressee.

2. If, despite this second approach, the parcel is not claimed by the addressee, it becomes the property of the Administration or, where appropriate, the Administrations which bore the loss.

## ARTICLE 39

**Recovery of payments from the postal Administrations responsible**

1. The Administration or Administrations which have to bear the indemnity for the loss sustained, because their responsibility for the loss of, theft from, or damage to, a parcel has been established, are bound to pay the amount of such compensation to the Administration which has made the payment under Article 37 and which is called the "paying Administration".

2. This payment must be made within a period of four months from the receipt of the notification of payment of the indemnity.

3. The paying Administration may only claim reimbursement of the indemnity which it has paid from the Administration responsible within a period of one year either from the date of despatch of the notification of the loss, theft or damage, or, where appropriate, from the date of expiry of the period prescribed in Article 37, § 4.

4. If the indemnity is to be borne by several Administrations, it must be paid in full to the paying Administration within the period mentioned in § 2 ; this payment is made by the first Administration which, having duly received the parcel from the preceding Administration, is unable to prove its regular transfer to the next ; it rests with this first Administration to recover from the other Administrations responsible the share falling to each one of them of the compensation paid to the entitled person.

5. When responsibility has been admitted, as well as in the case provided for in Article 37, § 4, the amount of the indemnity is recovered as a matter of course, by means of an account, from the Administration responsible, either directly or through the intermediary of the first transit Administration, which claims credit in its turn from the next Administration, the operation being repeated until the sum paid has been debited to the Administration responsible ; where appropriate, the provisions of the Detailed Regulations relating to the drawing up of accounts should be observed.

6. The creditor Administration is reimbursed in accordance with the provisions of Article 42 of the Convention.

7. The Administration whose responsibility is duly proved and which has at first declined to pay the indemnity must assume all additional costs resulting from the unwarranted delay in payment.

8. The paying Administration takes over the rights, up to the amount of the indemnity paid, of the person who has received it in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

9. If the sender or the addressee has taken delivery, on repayment of the indemnity for the loss sustained, of a parcel or part of a parcel lost but subsequently found, the indemnity is refunded to the paying Administration or, if a settlement of accounts has been made, to the Administrations which bore the loss.

## CHAPTER V

### ALLOCATION OF CHARGES AND FEES

#### ARTICLE 40

##### **General principle of the allocation of charges and fees**

An allocation of charges and fees is made in respect of each parcel.

#### ARTICLE 41

##### **Charges credited to other Administrations by the Administration of origin**

###### **1. The Administration of origin credits :**

###### **a) the Administration of destination with :**

- 1° the land, sea and air rates which are due to it (as regards parcels admitted by virtue of the provisions of Article 17 : the land and sea rates are those for the weight steps corresponding to their volume) ;
- 2° the exceptional rates authorised by the present Agreement or by the Final Protocol annexed thereto ;
- 3° the sums due to the Administration of destination out of the supplementary charges authorised in Article 16, § 1, b) ;
- 4° those shares due to the Administration of destination of charges (principal charge and, where appropriate, exceptional outward and inward rates and supplementary charges) included in the sums to be collected for urgent parcels ;
- 5° the express charge ;

###### **b) each intermediate Administration with :**

- 1° its land, sea and air rates (as regards parcels admitted by virtue of the provisions of Article 17 : the land and sea rates are those for the weight steps corresponding to their volume) ;
- 2° its share of the supplementary charges authorised in Article 16, § 1, b) ;
- 3° its shares of the charges (principal charge and supplementary charges) included in the sums to be collected for urgent parcels ;

- c) the Administration of destination and, where appropriate, the intermediate Administrations, for insured parcels, with a share of the insurance fee fixed for each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value at :
- 5 centimes for land conveyance ;
  - 10 centimes for sea conveyance ;
- this share is paid to every Administration whose services take part in the conveyance, and, if necessary, as regards sea conveyance, for each service used ;
- d) the Administration of destination which provides air conveyance within the territory of its Country, and, where appropriate, each intermediate Administration which takes part in the air conveyance beyond the frontiers of its Country, for insured air parcels, except in the case of services involving extraordinary risks, with a share of the air insurance fee equal to 10 gold centimes for each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value ;
- e) the Administration controlling the port of embarkation with half the charge for advice of embarkation.

2. If air parcels are lost or destroyed on a flight as a result of an accident to the carrying aircraft, or for any other cause for which the responsibility rests with the air transport undertaking, no rate is payable for the costs of air conveyance for any part of the flight of the line employed, in respect of the air parcels lost or destroyed.

3. In the case of transmission by closed mails, the Administration of origin may agree with the Administration of destination, and with any intermediate Administrations, to credit them with sums calculated for each kilogramme of gross weight of the mails instead of with the rates, shares or charges mentioned in § 1, a) and b)

#### ARTICLE 42

##### Charges retained by the collecting Administration

The following are retained in their entirety by the Administration, called the "collecting Administration", which has collected them :

- a) the following charges provided for in Article 16, § 2 :
- Customs clearance charge,
  - delivery charge,
  - advice of non-delivery charge,
  - advice of arrival charge,
  - storage charge,
  - advice of delivery charge,
  - charge for delivery free of charges,
  - charge for request for delivery free of charges,
  - enquiry charge ;
- b) the charges or surcharges collected under the combined provisions of Article 20 of this Agreement and Article 58 of the Convention for every request for the withdrawal of a parcel from the post or for alteration of address ;
- c) the despatch charge collected under Article 27, § 2, b).

## ARTICLE 43

**Special cases of the allocation of charges**

1. The charge for internal redirection (Article 21, § 6, *a*) accrues to the Administration in whose territory that redirection took place, even in the event of subsequent redirection out of that Country or return to origin.

2. The express charge is allocated :

*a*) to the Administration of the Country of the original destination, when the express parcel has been redirected out of that Country, if delivery by special messenger has been attempted or, no such attempt having been made, if the Administration of the new destination does not provide delivery by special messenger ;

*b*) to the Administration of the original destination, if the express parcel has been returned to origin without having been redirected ;

*c*) to the Administration of the new destination, if it provides delivery by special messenger and if the Administration of the original destination has not attempted delivery by special messenger.

3. In the case of further redirection, the express charge is allocated in accordance with the principles of § 2 ; it is thus allocated to the Administration of the original destination, of the next destination or that of the ultimate destination as the case may be.

4. Prisoner of war and civilian internee parcels do not give rise to any remuneration in favour of any Administration whatsoever, except as regards the air rates applicable to air parcels.

5. The repacking charge accrues to the Administration controlling the office which did the repacking.

## ARTICLE 44

**Recovery of charges and fees**

1. In the event of return to origin or redirection, the Administration which returns or redirects the parcel recovers from the next Administration :

*a*) the shares of charges due to it ;

*b*) the following charges provided for in Article 16 :

— Customs clearance charge,

— delivery charge,

— advice of arrival charge,

— repacking charge,

— storage charge ;

*c*) the redirection charge provided for in Article 21, § 6, *a*) ;

*d*) the non-postal fees which it has incurred (Article 18) ;

*e*) nevertheless, in the case of parcels returned to origin or redirected by air, the air rates are, where necessary, recovered from the Administration of the Country from which the request for return or redirection emanates.

2. The principles laid down in § 1 apply to each intermediate Administration.

3. In the event of return to origin or redirection of an express parcel, the additional express charge (Article 16, § 1, *a*), 2°) due to the Administration of destination is recovered from the next Administration by the Administration which has attempted delivery if it has not been collected at the time of presentation of the parcel at the place of address of the addressee.

4. The costs referred to in Article 24 are recovered from the Administration of origin.

5. In the air parcel service, in the event of a forced landing or a missed connexion, the Administrations which ensure the reforwarding of air parcels claim their air rates from the Administration of origin.

## CHAPTER VI

### MISCELLANEOUS PROVISIONS

#### ARTICLE 45

##### **Application of the Convention**

1. Except where it expressly provides for derogations and special or supplementary provisions, this Agreement shall not stand in the way of the application of any of the provisions of the Universal Postal Convention.

2. When a member-Country of the Union expresses outside Congress a desire to become a party to this Agreement and asks to be allowed to collect exceptional outward and inward rates on a higher scale than that authorised by Article 15, the International Bureau submits the request to all the member-Countries signatory to the Agreement ; if, within a period of six months, more than one-third of these member-Countries do not pronounce against the request it is considered to be admitted.

3. By reference to Article 29, § 2, of the Convention it is clear that, to become effective, proposals made in the interval between Congresses in accordance with Article 27, § 1, of the Convention, must obtain :

- a*) the unanimity of the votes, if they involve either the addition of new provisions or an amendment of principle of the Articles of this Agreement, its Final Protocol or the final Article of its Detailed Regulations ;
- b*) two-thirds of the votes, if they involve an amendment of principle of the Detailed Regulations, with the exception of the final Article ;
- c*) the majority of the votes, if they involve :
  - 1° the interpretation of the provisions of this Agreement, its final Protocol and its Detailed Regulations except in the case of a disagreement to be submitted to arbitration as provided for in Article 33 of the Convention ;
  - 2° editorial amendments to be made to the Acts specified in 1°.

#### ARTICLE 46

##### **Parcels addressed to or originating in Countries not participating in the Agreement**

1. The Administrations of Countries participating in this Agreement which maintain an exchange of parcels with the Administrations of non-participating Countries shall allow, in the absence of any opposition on the part of the latter, the Administrations of all the participating Countries to avail themselves of these services.

2. For transit by the land, sea and air services of the Countries participating in the Agreement, parcels addressed to or originating in a non-participating Country are treated in the same way as parcels exchanged between participating Countries so far as the amount of the land, sea and air rates are concerned.

## CHAPTER VII

### FINAL PROVISIONS

#### ARTICLE 47

##### **Entry into force and duration of the Agreement**

The present Agreement shall come into force on the 1st of April, 1959 and shall remain in operation for an indefinite period.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named Countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of Canada and of which a copy shall be delivered to each Party.

Done at Ottawa, the 3rd of October, 1957.

*This Agreement was signed on behalf of the States and territories listed below by the same plenipotentiaries who signed the Universal Postal Convention :*

*[For the names of the plenipotentiaries, see United Nations, Treaty Series, Vol. 364, pp. 197 to 207.]*

Afghanistan  
People's Republic of Albania  
Germany  
Kingdom of Saudi Arabia  
Argentine Republic  
Austria  
Belgium  
Belgian Congo  
Soviet Socialist Republic of Byelorussia  
Bolivia  
United States of Brazil  
People's Republic of Bulgaria  
Cambodia  
Ceylon  
Chile  
China  
Republic of Colombia  
Republic of Korea  
Republic of Costa Rica  
Republic of Cuba  
Denmark  
Dominican Republic  
Egypt  
Republic of El Salvador  
Ecuador  
Spain  
Spanish Territories in Africa  
Ethiopia  
Finland  
France  
Algeria  
Whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications  
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, including the Channel Islands and the Isle of Man  
Whole of the British overseas territories, including the colonies, the protectorates and the Territories under trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland  
Greece  
Guatemala  
Republic of Haiti  
Republic of Honduras  
Hungarian People's Republic



India  
Republic of Indonesia  
Iran  
Iraq  
Irish Republic  
Republic of Iceland  
Italy  
Territory of Somalia under Italian Administration  
Japan  
Hashemite Kingdom of Jordan  
Laos  
Lebanon  
Republic of Liberia  
Libya  
Luxembourg  
Morocco  
Mexico  
Principality of Monaco  
Nicaragua  
Norway  
Pakistan  
Republic of Panama  
Paraguay  
Netherlands  
Netherlands Antilles and Surinam  
Peru  
People's Republic of Poland  
Portugal  
Portuguese Provinces in West Africa  
Portuguese Provinces in East Africa, Asia and Oceania  
Romanian People's Republic  
Republic of San Marino  
Republic of Sudan  
Sweden  
Swiss Confederation  
Syria  
Czechoslovakia  
Thailand  
Tunisia  
Turkey  
Soviet Socialist Republic of Ukraine  
Union of Soviet Socialist Republics  
Eastern Republic of Uruguay  
State of the City of the Vatican  
Republic of Venezuela  
Viet-Nam  
Yemen  
Federal People's Republic of Yugoslavia

## FINAL PROTOCOL TO THE AGREEMENT

At the moment of proceeding to sign the Agreement concerning Postal Parcels concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have agreed the following :

### SECTION I

#### GENERAL PROVISIONS

##### ARTICLE I

###### **Operation of the service by transport undertakings**

1. Any Country whose postal Administration does not at present undertake the conveyance of parcels and which is a party to the Agreement has the option of arranging for its provisions to be implemented by railway and shipping undertakings. It may, at the same time, limit this service to parcels originating in or addressed to places served by these undertakings.

2. The postal Administration of such a Country shall make arrangements with the railway and shipping undertakings to ensure the complete implementation by them of all the provisions of the Agreement, with special reference to the arrangements for the exchange of parcels.

3. The postal Administration acts as intermediary for them in all their relations with the Administrations of the other contracting Countries and with the International Bureau.

##### ARTICLE II

###### **Transit**

1. Notwithstanding Article 34 of the Convention, the right not to undertake the conveyance of parcels in transit across their territory is for the time being granted to Afghanistan, Iran, and the Portuguese Provinces in Africa.

2. India is authorised to collect in respect of all parcels transiting Indian ports the land rates prescribed in Article 10 of the Agreement, in addition to the sea rates due to her.

## ARTICLE III

**Withdrawal from the post. Alteration of address. Delivery free of charges requested after the posting of the parcel.**

1. The provisions of Article 20 do not apply to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland or to the Irish Republic : nor do they apply to those of the British Overseas Territories, including the Colonies, the Protectorates and the Territories under trusteeship exercised by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland whose internal legislation does not permit the withdrawal from the post or the alteration of the address of parcels at the sender's request.

2. Of these Countries, those which accept the free of charges parcel service do not admit requests for delivery free of charges after the posting of the parcel as provided for in Article 2, § 3 c).

## SECTION II

## CONDITIONS OF ADMISSION

## ARTICLE IV

**Size and volume**

1. Greece, Tunisia and Turkey in Asia have the right for the time being not to admit parcels whose size or volume exceeds the maximum authorised by the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning Postal Parcels, for the sea services.

2. India has the right not to admit parcels whose dimensions exceed the limits prescribed in her internal service.

## ARTICLE V

**Sender's instructions at the time of posting (see also Article IX below)**

Notwithstanding the provisions of Article 5, g), the Soviet Socialist Republic of Byelorussia, the Soviet Socialist Republic of Ukraine and the Union of Soviet Socialist Republics have for the time being, the right not to admit parcels bearing the indication "*vente du colis aux risques et périls de l'expéditeur*" [sale of the parcel at the entire risk of sender].

## ARTICLE VI

**Cumbersome parcels**

By application of Article 2, § 4, a) and notwithstanding the limits fixed by the Detailed Regulations :

a) The Republic of Sudan has the right in its relations with other Countries to regard as cumbersome, parcels of which any dimension exceeds 1·10 metres or of which the sum of the length and the greatest circumference, measured in a direction other than that of the length, exceeds 1·85 metres.

b) The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Whole of the British Overseas Territories, including the Colonies, the Protectorates and the Territories under Trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland as well as the Irish Republic have the right in their relations with other Countries to regard as cumbersome, parcels of which any dimension exceeds 1·05 metres or of which the sum of the length and the greatest circumference, measured in a direction other than that of the length, exceeds 1·80 metres.

## ARTICLE VII

**Pound avoirdupois**

As an exceptional measure, Countries which by reason of their internal regulations are unable to adopt the metric-decimal system of weight are permitted the right to substitute for the weight steps provided for in Article 3 the following equivalents :

Up to 1 kg .. .. .	Up to 2 lb
Over 1 and up to 3 kg .. ..	2-7 lb
Over 3 and up to 5 kg .. ..	7-11 lb
Over 5 and up to 10 kg .. ..	11-22 lb

## ARTICLE VIII

**Advice of delivery**

Exceptionally, Ceylon, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Whole of the British Overseas Territories, including the Colonies, the Protectorates and the Territories under Trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, as well as the Irish Republic, have the right to restrict advices of delivery to insured parcels.

## ARTICLE IX

**Sender's instructions at the time of posting (see also Article V above)**

Notwithstanding the provisions of Article 5, *a*), *b*), and *g*), Ceylon, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Whole of the British Overseas Territories, including the Colonies, the Protectorates and the Territories under Trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, as well as the Irish Republic have the right not to admit the procedures relating to the sending of an advice of non-delivery, or to the sale of a parcel at the entire risk of the sender.

## SECTION III

## TARIFFS

## ARTICLE X

**Exceptional land rates**

For the time being the Administrations listed in tables 1 and 2 below are authorised to collect :

- a*) the outward and inward rates indicated in table 1, in place of the exceptional outward and inward rate authorised in Article 15 ;
- b*) the transit land rates indicated in table 2, in addition to the transit rates mentioned in Article 10.

## 1. Outward and inward rates

No.	Authorised Administrations	Amount per parcel	Observations
1	2	3	4
1	Afghanistan	fr. c. — .75 <sup>1)</sup>	<sup>1)</sup> The rate may be increased to 1.50 francs for parcels over 5 and up to 10 kg.
2	Albania (People's Republic)	1.—	
3	Argentine (Republic)	— .75 <sup>2)</sup>	<sup>2)</sup> The rate may be increased to 1.25 francs by the Argentine offices of Costa del Sur, Tierra del Fuego and neighbouring islands.
4	Belgian Congo	<sup>3)</sup>	<sup>3)</sup> The rate may amount to the following : fr. c. Parcels up to 1 kg. . . . . — .30 Parcels over 1 and up to 3 kg. . . — .90 Parcels over 3 and up to 5 kg. . . 1.50 Parcels over 5 and up to 10 kg. . . 3.— Parcels over 10 and up to 15 kg. . . 4.50 Parcels over 15 and up to 20 kg. . . 6.—
5	Soviet Socialist Republic of Byelorussia	<sup>4)</sup>	<sup>4)</sup> Outward and inward rates for parcels addressed to : USSR USSR in in Europe Asia fr. c. fr. c. Parcels up to 1 kg. . . . . — .40 1.40 Parcels over 1 and up to 3 kg. — .70 2.20 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.— 3.— Parcels over 5 and up to 10 kg. 2.— 6.— Parcels over 10 and up to 15 kg. 3.— 9.— Parcels over 15 and up to 20 kg. 4.— 12.— Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.
6	Bolivia	<sup>5)</sup>	<sup>5)</sup> For parcels originating in or addressed to places other than La Paz and Oruro, the rate may amount to the following : fr. c. Parcels up to 1 kg. . . . . 3.— Parcels over 1 and up to 5 kg. . . 7.— Parcels over 5 and up to 10 kg. . . 14.—
7	Brazil (United States)	1.25 <sup>6)</sup>	<sup>6)</sup> The rate may be increased to 2.25 francs for parcels addressed to certain remote offices.
8	Bulgaria (People's Republic)	— .50	
9	Ceylon	<sup>7)</sup>	<sup>7)</sup> The rate may amount to the following : fr. c. Parcels up to 1 kg. . . . . — .25 Parcels over 1 and up to 3 kg. . . — .30 Parcels over 3 and up to 5 kg. . . — .75 Parcels over 5 and up to 10 kg. . . — .25



## 1. Outward and inward rates (contd.)

No.	Authorised Administrations	Amount per parcel	Observations										
1	2	3	4										
21	Greece	fr. c. — .75											
22	Guatemala	— .75											
23	Haiti (Republic)	— .50											
24	India	14)	<p>14) The rate may amount to the following :</p> <table data-bbox="635 624 1083 739"> <thead> <tr> <th></th> <th>fr. c.</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Parcels up to 1 kg. . . . .</td> <td>— .15</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg. . . . .</td> <td>— .70</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg. . . . .</td> <td>1 .25</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg. . . . .</td> <td>2.—</td> </tr> </tbody> </table>		fr. c.	Parcels up to 1 kg. . . . .	— .15	Parcels over 1 and up to 3 kg. . . . .	— .70	Parcels over 3 and up to 5 kg. . . . .	1 .25	Parcels over 5 and up to 10 kg. . . . .	2.—
	fr. c.												
Parcels up to 1 kg. . . . .	— .15												
Parcels over 1 and up to 3 kg. . . . .	— .70												
Parcels over 3 and up to 5 kg. . . . .	1 .25												
Parcels over 5 and up to 10 kg. . . . .	2.—												
25	Indonesia (Republic)	— .50											
26	Iran	15)	<p>15) For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange a rate not exceeding the tariff applicable to parcels in the internal service is permitted.</p>										
27	Iraq	16)	<p>16) The rate may amount to the following :</p> <table data-bbox="635 923 1083 1010"> <thead> <tr> <th></th> <th>fr. c.</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Parcels up to 1 kg. . . . .</td> <td>— .75</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 5 kg. . . . .</td> <td>1 .25</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg. . . . .</td> <td>1 .60</td> </tr> </tbody> </table>		fr. c.	Parcels up to 1 kg. . . . .	— .75	Parcels over 1 and up to 5 kg. . . . .	1 .25	Parcels over 5 and up to 10 kg. . . . .	1 .60		
	fr. c.												
Parcels up to 1 kg. . . . .	— .75												
Parcels over 1 and up to 5 kg. . . . .	1 .25												
Parcels over 5 and up to 10 kg. . . . .	1 .60												
28	Iceland (Republic)	17)	<p>17) The rate may amount to the following :</p> <table data-bbox="635 1068 1083 1155"> <thead> <tr> <th></th> <th>fr. c.</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Parcels up to 3 kg. . . . .</td> <td>— .50</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg. . . . .</td> <td>— .75</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg. . . . .</td> <td>1.—</td> </tr> </tbody> </table>		fr. c.	Parcels up to 3 kg. . . . .	— .50	Parcels over 3 and up to 5 kg. . . . .	— .75	Parcels over 5 and up to 10 kg. . . . .	1.—		
	fr. c.												
Parcels up to 3 kg. . . . .	— .50												
Parcels over 3 and up to 5 kg. . . . .	— .75												
Parcels over 5 and up to 10 kg. . . . .	1.—												
29	Libya	— .75 18)	<p>18) Only for parcels addressed to the Province of Fezzan and the oases of Koufra, Jalo, Marada and Djiaghboub.</p>										
30	Nicaragua	— .75											
31	Norway	— .75											
32	Pakistan	— .75 19)	<p>19) The rate may be increased to 1.50 francs for parcels over 5 and up to 10 kg.</p>										
33	Panama (Republic)	— .75											
34	Peru	1.25											
35	Portuguese Provinces of Angola and Mozambique	20)	<p>20) For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange a rate not exceeding the tariff applicable to parcels in the internal service is permitted.</p>										
36	Sudan (Republic)	21)	<p>21) The rate may amount to the following :</p> <table data-bbox="635 1609 1083 1715"> <thead> <tr> <th></th> <th>fr. c.</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Parcels up to 1 kg. . . . .</td> <td>— .50</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg. . . . .</td> <td>— .85</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg. . . . .</td> <td>1 .20</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg. . . . .</td> <td>2.40</td> </tr> </tbody> </table>		fr. c.	Parcels up to 1 kg. . . . .	— .50	Parcels over 1 and up to 3 kg. . . . .	— .85	Parcels over 3 and up to 5 kg. . . . .	1 .20	Parcels over 5 and up to 10 kg. . . . .	2.40
	fr. c.												
Parcels up to 1 kg. . . . .	— .50												
Parcels over 1 and up to 3 kg. . . . .	— .85												
Parcels over 3 and up to 5 kg. . . . .	1 .20												
Parcels over 5 and up to 10 kg. . . . .	2.40												

## 1. Outward and inward rates (contd.)

No.	Authorised Administrations	Amount per parcel	Observations																
1	2	3	4																
		fr. c.																	
37	Sweden	— .75																	
38	Thailand	— .75																	
39	Turkey in Asia	— .75 <sup>22)</sup>	<sup>22)</sup> The rate may be increased to 2 francs for parcels addressed to offices distant from railways and the coasts which are conveyed by overland carriers.																
40	Soviet Socialist Republic of Ukraine	<sup>23)</sup>	<sup>23)</sup> Outward and inward rates for parcels addressed to : <table data-bbox="1029 726 1166 813"> <tr> <td></td> <td></td> <td>USSR</td> <td>USSR</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>in</td> <td>in</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>Europe</td> <td>Asia</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>fr. c.</td> <td>fr. c.</td> </tr> </table> <p data-bbox="716 813 1166 832">Parcels up to 1 kg. . . . . — .40 1.40</p> <p data-bbox="716 852 1166 871">Parcels over 1 and up to 3 kg. — .70 2.20</p> <p data-bbox="716 890 1166 909">Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.— 3.—</p> <p data-bbox="716 929 1166 948">Parcels over 5 and up to 10 kg. 2.— 6.—</p> <p data-bbox="716 967 1166 987">Parcels over 10 and up to 15 kg. 3.— 9.—</p> <p data-bbox="716 1006 1166 1025">Parcels over 15 and up to 20 kg. 4.— 12.—</p> <p data-bbox="716 1064 1166 1126">Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.</p>			USSR	USSR			in	in			Europe	Asia			fr. c.	fr. c.
		USSR	USSR																
		in	in																
		Europe	Asia																
		fr. c.	fr. c.																
41	Union of Soviet Socialist Republics	<sup>24)</sup>	<sup>24)</sup> Outward and inward rates for parcels addressed to : <table data-bbox="1029 1209 1166 1296"> <tr> <td></td> <td></td> <td>USSR</td> <td>USSR</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>in</td> <td>in</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>Europe</td> <td>Asia</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>fr. c.</td> <td>fr. c.</td> </tr> </table> <p data-bbox="716 1296 1166 1315">Parcels up to 1 kg. . . . . — .40 1.40</p> <p data-bbox="716 1335 1166 1354">Parcels over 1 and up to 3 kg. — .70 2.20</p> <p data-bbox="716 1373 1166 1392">Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.— 3.—</p> <p data-bbox="716 1412 1166 1431">Parcels over 5 and up to 10 kg. 2.— 6.—</p> <p data-bbox="716 1450 1166 1470">Parcels over 10 and up to 15 kg. 3.— 9.—</p> <p data-bbox="716 1489 1166 1508">Parcels over 15 and up to 20 kg. 4.— 12.—</p> <p data-bbox="716 1547 1166 1609">Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.</p>			USSR	USSR			in	in			Europe	Asia			fr. c.	fr. c.
		USSR	USSR																
		in	in																
		Europe	Asia																
		fr. c.	fr. c.																
42	Uruguay (Eastern Republic)	— .75																	
43	Venezuela (Republic)	1.25																	



## 2. Transit land rates

No.	Authorised Administrations	Amount of the land rate for parcels of the following weight steps					
		Up to 1 kg.	Over 1 and up to 3 kg.	Over 3 and up to 5 kg.	Over 5 and up to 10 kg.	Over 10 and up to 15 kg.	Over 15 and up to 20 kg.
1	2	3	4	5	6	7	8
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1	Argentine (Republic) <sup>1)</sup>	3.60	3.60	3.60	3.60		
2	Belgian Congo ..	— .30	— .90	1.50	3.—	4.50	6.—
3	Soviet Socialist Republic of Byelorussia <sup>2)</sup> ..						
4	Brazil (United States)	— .70	— .60	— .50			
5	Ceylon .. .. .	— .60	1.—	1.65	1.95		
6	Chile <sup>1)</sup> .. .. .	1.25	1.25	1.25	1.25		
7	China .. .. .	— .95	— .95	— .75	— .25		
8	Ecuador .. .. .	— .70	— .50	— .50			
9	French Equatorial Africa	— .60	1.50	2.—	4.—	6.—	8.—
10a	Great Britain and British Territories Overseas <sup>3)</sup> except for the following:	1.—	1.10	1.20	1.40		
10b	British East Africa <sup>3)</sup> ..	1.75	2.20	2.65	2.80		
11	India .. .. .	— .20	— .40	— .75	1.50		
12	Iraq .. .. .	— .70	— .60	— .50	1.40	3.—	4.—
13	Libya .. .. .	— .20	— .30	— .40	— .50		
14	Pakistan .. .. .	— .70	— .60	— .60	— .50		
15	Peru .. .. .	— .70	— .60	— .50			
16	Sudan (Republic) ..	— .90	1.40	1.90	3.80		
17	Turkey in Asia <sup>4)</sup> ..	2.20	2.—	2.—	1.50	1.—	— .50
18	Soviet Socialist Republic of Ukraine <sup>3)</sup> ..						
19	Union of Soviet Socialist Republics						
	a) for parcels conveyed across USSR in Europe	— .40	— .70	1.—	2.—	3.—	4.—
	b) for parcels conveyed across USSR in Asia	1.40	2.20	3.—	6.—	9.—	12.—
	c) for parcels conveyed across USSR in Europe and Asia .. .. .	1.80	2.90	4.—	8.—	12.—	16.—
20	Venezuela (Republic) ..	— .70	— .60	— .50	1.—	1.50	2.—

## Observations :

- 1) Only for parcels conveyed by the Trans-Andine Railway.
- 2) See under Union of Soviet Socialist Republics. Throughout the whole of the territory of the Union of Soviet Socialist Republics the same charges are in force for postal parcels.
- 3) The amounts shown in the table are to be regarded as maxima.
- 4) For parcels from and for Iran following the Trebizond-Erzeroum-Bayezid route the land rate for each weight step may be increased by a further 1.50 francs.

## ARTICLE XI

## Sea rates

The British Overseas Territories, including the Colonies, Protectorates and Territories under Trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are authorised to increase by 50% at the most the sea rates provided for in Articles 11 and 14.

## ARTICLE XII

## Supplementary rates

1. Every parcel originating in or addressed to Corsica is subject :
  - a) to a supplementary land rate equal, at most, to half the land rate applicable to all parcels originating in or addressed to the mainland of France ;
  - b) to a supplementary sea rate equal to that applicable in France for the first distance step.
2. The following supplementary conveyance rates are authorised for each parcel :

on the one hand :	Between and, on the other hand :	Authorised supplementary rates
1	2	3
The mainland of Spain	<ol style="list-style-type: none"> <li>a) the Balearic Islands, the Spanish Territories in North Africa and the Northern Zone of Morocco</li> <li>b) the Canary Islands</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>equal to the sea rate fixed for the 1st distance step</li> <li>equal to the sea rate fixed for the 2nd distance step</li> </ol>

3. The Portuguese Administration has the right to collect a supplementary rate of 1.50 francs per parcel at most, for conveyance between the mainland of Portugal and the Madeira and Azores Islands.

4. Every parcel conveyed by the Iraq-Syria trans-desert motor services gives rise to the collection of a special supplementary rate fixed as follows :

Weight steps	Supplementary rates	Weight steps	Supplementary rates
1	2	1	2
kg.	fr. c.	kg.	fr. c.
up to 1	— .50	over 5 and up to 10	5.—
over 1 and up to 3	1.50	over 10 and up to 15	7.50
over 3 and up to 5	2.50	over 15 and up to 20	10.—

5. Conveyance between the offices of exchange of Goa on the one hand and the offices of exchange of Damao and Diu (Portuguese India) on the other gives rise to the collection of a supplementary rate equal to the land or sea rate included in the normal principal charge and fixed in Articles 10, § 1 and 11, § 1.

6. The conveyance of parcels between Karachi (Pakistan) on the one hand and the Pakistani offices of Ormara, Pasni and Gwadur on the other, gives rise to the collection of supplementary rates equal to the sea rates fixed in Article 11, § 1.

## ARTICLE XIII

### Special tariffs

1. The postal Administration of Iraq has the right to apply to parcels originating in its Country a graduated tariff corresponding to different categories of weight, on condition that the average of the charges does not exceed the normal charge, including the exceptional and the supplementary rates to which it is entitled.

2. This last option is also granted to Countries which accede to the Agreement up to the next Congress.

3. Exceptionally, the Administrations of Pakistan and the Republic of Venezuela are authorised to collect for all parcels over 1 kg. and up to 3 kg. the charge applicable to parcels over 3 and up to 5 kg.

4. The French Administration has the right invariably to treat air parcels as urgent parcels and to collect in respect of these parcels double the land rates and increases provided for in Articles 10, 13 and 15.

## SECTION IV

## COMPENSATION AND RESPONSIBILITY

## ARTICLE XIV

**Insured parcels**

Notwithstanding the provisions of Article 27, certain Administrations are authorised, in accordance with the following table, to collect in respect of each insured parcel the supplementary insurance fees below :

Authorised Administrations	Fees authorised for each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value	Insured parcels to which they apply
1	2	3
	c	
a) British East Africa	10	Parcels originating in or addressed to British East Africa or transiting British East Africa
b) Argentine (Republic)	10	Parcels originating in or addressed to the following offices : La Costa del Sur, Tierra del Fuego and neighbouring islands.
c) Belgian Congo	10	Parcels originating in or addressed to the Belgian Congo or transiting the Belgian Congo.
d) Sudan (Republic)	5	Parcels originating in or addressed to the Belgian Congo and transiting the Sudan.
e) France	15	Parcels conveyed between the mainland of France and Corsica.
f) Iraq	10	Parcels conveyed by the Iraq-Syria trans-desert motor services.

## ARTICLE XV

**Maximum insured value**

Notwithstanding the provisions of Article 26, those of the British Overseas Territories, including the Colonies, Protectorates and Territories under Trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland which have a maximum insured value in their internal service less than 1,000 francs, have the right to limit the maximum insured value in their international service to this lower amount.

## ARTICLE XVI

**Exceptions to the principle of responsibility**

Notwithstanding the provisions of Articles 32 and 35, Belgian Congo, Iraq and the Republic of Sudan are authorised to pay no indemnity for damage to parcels coming from any Country addressed to Belgian Congo, Iraq or Sudan and containing liquids and substances which easily liquefy, glass articles and those of a similar fragile nature.

## ARTICLE XVII

**Compensation**

Notwithstanding the provisions of Article 35, those British Overseas Territories, including the Colonies, Protectorates and the Territories under Trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland whose internal regulations do not permit them to comply, have the right not to pay compensation for uninsured parcels lost, stolen or damaged in their service.

In faith whereof, the undermentioned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol which shall have the same force and validity as if the provisions contained in it were inserted in the actual text of the Agreement to which it relates, and they have signed it in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of Canada and of which a copy shall be delivered to each Party.

Done at Ottawa, the 3rd of October 1957.

## SIGNATURES

*(The same as on pages 132 and 133 of this volume.)*



**DETAILED REGULATIONS  
FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT  
CONCERNING  
POSTAL PARCELS**

**TABLE OF CONTENTS**

<p style="text-align: center;"><b>CHAPTER I PRELIMINARY AND GENERAL PROVISIONS</b></p> <p>Art. 101. Definitions. 102. Information to be supplied by postal Administrations. 103. Routeing and charges.</p> <p style="text-align: center;"><b>CHAPTER II GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION AND GENERAL POSTING FORMALITIES</b></p> <p style="text-align: center;"><b>SECTION I GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION</b></p> <p>104. General make-up. 105. Special packing. Indication of parcels containing films, celluloid and living animals.</p> <p style="text-align: center;"><b>SECTION II GENERAL POSTING FORMALITIES</b></p> <p>106. Formalities to be complied with by the sender. 107. Formalities to be complied with by the office of origin. 108. Discrepancies of weight, volume or size.</p> <p style="text-align: center;"><b>CHAPTER III SPECIAL CONDITIONS FOR CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS</b></p> <p style="text-align: center;"><b>SECTION I INSURED PARCELS</b></p> <p>109. Special make-up for insured parcels. 110. Fraudulent insurance.</p>	<p style="text-align: center;"><b>SECTION II URGENT PARCELS</b></p> <p>Art. 111. Special make-up for urgent parcels. 112. Transmission and Customs clearance of urgent parcels.</p> <p style="text-align: center;"><b>SECTION III EXPRESS PARCELS</b></p> <p>113. Special posting formalities for express parcels. 114. Special cases of delivery and redirection of an express parcel.</p> <p style="text-align: center;"><b>SECTION IV PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGES</b></p> <p>115. Special posting formalities for parcels for delivery free of charges. 116. Delivery free of charges requested after the posting of the parcel. 117. Treatment of franking notes after delivery of the parcel.</p> <p style="text-align: center;"><b>SECTION V FRAGILE PARCELS AND CUMBERSOME PARCELS</b></p> <p>118. Fragile parcels. 119. Cumbersome parcels. 120. Parcels classed in a higher weight step.</p> <p style="text-align: center;"><b>SECTION VI PRISONER OF WAR AND INTERNEE PARCELS</b></p> <p>121. Special make-up for prisoner of war and internee parcels.</p> <p style="text-align: center;"><b>CHAPTER IV SPECIAL PROVISIONS</b></p> <p style="text-align: center;"><b>SECTION I ADVICE OF DELIVERY</b></p> <p>122. Request for advice of delivery made at the time of posting. 123. Request for advice of delivery made after posting.</p>
---	---

## SECTION II

## OTHER SPECIAL PROVISIONS

- Art.  
 124. Advice of embarkation.  
 125. Withdrawal from the post. Alteration of address.  
 126. Redirection.  
 127. Enquiries. Requests for information.

## CHAPTER V

## EXCHANGE OF PARCELS

128. General principle of the exchange of parcels.  
 129. Different methods of transmission.  
 130. Parcel bill.  
 131. Transmission in closed mails.  
 132. Delivery of mails.  
 133. Transshipment of air parcels.  
 134. Check of mails by offices of exchange.  
 135. Notification of irregularities involving the responsibility of Administrations.  
 136. Return of empty receptacles.

## CHAPTER VI

## UNDELIVERED PARCELS

- Art.  
 137. Advice of non-delivery.  
 138. Non-delivery. Sender's instructions.  
 139. Return of undelivered parcels.  
 140. Sale. Destruction.

## CHAPTER VII

## ACCOUNTING

141. Preparation of accounts.  
 142. Settlement of accounts.

## CHAPTER VIII

## MISCELLANEOUS PROVISIONS

143. Forms for the use of the public.  
 144. Period of retention of documents.

## CHAPTER IX

## FINAL PROVISIONS

145. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

**FINAL PROTOCOL TO THE DETAILED REGULATIONS FOR  
 IMPLEMENTING THE AGREEMENT**

## CONCERNING

## POSTAL PARCELS

1. Maximum weight of parcel bags.

## ANNEXES

Forms : see " List of forms ".



**DETAILED REGULATIONS  
FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT  
CONCERNING  
POSTAL PARCELS**

Having regard to Article 24 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on the 3rd of October 1957, the undersigned, on behalf of their respective Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning Postal Parcels is implemented :

**CHAPTER I**

**PRELIMINARY AND GENERAL PROVISIONS**

**ARTICLE 101**

**Definitions**

Each of the terms listed below is used in these Detailed Regulations with the meaning indicated :

- a) office of origin : the office at which the parcel is posted by the sender ;
- b) office of destination : the delivery office serving the place indicated on the parcel by the sender ;
- c) office of new destination : the delivery office serving the place to which a parcel is redirected ;
- d) office of exchange of origin : any office of exchange controlled by the Administration of origin ;
- e) office of exchange of destination : any office of exchange controlled by the Administration of destination ;
- f) intermediate office of exchange : any office of exchange situated in the territory of an intermediate Country ;
- g) outward office of exchange : any office of exchange which forwards a despatch of parcels to another office of exchange.
- h) inward office of exchange : any office of exchange which receives a despatch of parcels from another office of exchange.

**ARTICLE 102**

**Information to be supplied by postal Administrations**

I. At least three months before implementing the Agreement, each Administration should notify to the other Administrations, through the intermediary of the International Bureau :

- a) the provisions it has adopted regarding :
  - 1° the maximum limit of weight ;
  - 2° the insured value ;

- 3° the following special parcels : urgent, express, delivery free of charges, cash on delivery, fragile, cumbersome ;
  - 4° the admissibility or otherwise of collective despatch notes, in accordance with the provisions of Article 106, § 4 ;
  - 5° the size and volume of parcels conveyed by its sea services ;
  - 6° the number of Customs declarations required for parcels in transit and for those addressed to its own Country as well as the languages in which those declarations may be completed ;
- b) information regarding the air parcel service, in particular the size up to which it admits such parcels by arrangement with the air transport undertakings ;
  - c) the list of living animals of which the conveyance by post is authorised by its own postal regulations ;
  - d) intimation as to whether it admits parcels for all localities or, if not, a list of the localities to which the service extends ;
  - e) the charges and all the fees applicable in its service ;
  - f) the necessary information concerning Customs or other regulations, as well as the prohibitions or restrictions applying to the entry and transit of parcels in the territory of its Country ;
  - g) an extract, in English, Arabic, Chinese, Spanish, French or Russian, of provisions of its laws or regulations applicable to the conveyance of parcels.
2. Any amendment to the information referred to in § 1 should be notified without delay by the same means.

#### ARTICLE 103

##### **Routeing and charges**

1. By means of tables in the form of the annexed specimens CP1 and CP21, each Administration sets out the conditions, charges and fees on which it accepts parcels in transit for Countries for which it is in a position to act as intermediary.
2. On the basis of the information contained in the tables CP1 and CP21 of intermediate Administrations, each Administration decides upon the routes to be used for forwarding its parcels and the charges to be collected from the senders.
3. Administrations send to each other, either through the intermediary of the International Bureau or directly, their tables CP1 and CP21 as well as all subsequent amendments to these tables ; they send copies of their tables CP1 and CP21 to the International Bureau.
4. To determine the most favourable route for the despatch of parcels, the outward office of exchange may send to the office of exchange of destination a trial note C27 in the form referred to in Article 167 of the Detailed Regulations for implementing the Convention. This note should be attached to the letter bill : it should be returned, duly completed, in the form of a letter, to the outward office of exchange by the first mail.

## CHAPTER II

GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION AND GENERAL POSTING  
FORMALITIES

## SECTION I

## GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION

## ARTICLE 104

**General make-up**

1. To be admitted to the post, every parcel must satisfy the following conditions :

- a) bear, in Roman letters, on the parcel itself or on a label attached to it in such a way that it cannot become detached, the exact addresses of the addressee and the sender ; addresses in pencil are not allowed ; nevertheless, parcels of which the address is written in copying-ink pencil on a surface previously damped are accepted. Only one person or a corporate body may be designated as addressee. However, addresses such as "Mr. A at ... for Mr. Z at ..." or "Bank A at ... for Mr. Z at ..." may be admitted, it being understood that only the person indicated under A is regarded by Administrations as the addressee. In addition, the addresses of A and Z must be in the same Country ;
- b) be packed and closed in a manner befitting the weight and the nature of the contents as well as the mode of conveyance and its duration ; the packing and closing must protect the contents so that these cannot be damaged by pressure or by repeated handlings ; they must also be such that it is impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation ;
- c) be packed particularly securely if it has to be conveyed over long distances or undergo many transshipments or handlings ;
- d) be packed in such a way as not to endanger the health of officials and to avoid any danger if it contains articles of a kind likely to injure officials called upon to handle it or to soil or damage other parcels ;
- e) have, on the packing or the wrapping, sufficient space for the entry of service instructions and for affixing stamps and labels ;
- f) not exceed the following sizes or volumes, unless it is to be considered as a cumbersome parcel within the meaning of Article 119 :
  - 1° surface parcel : 1.50 metres for any one dimension ; 3 metres for the sum of the length and the greatest circumference measured in a direction other than that of the length ;
  - 2° air parcel : 1 metre for the length and 50 centimetres for every other dimension ; 3 metres for the sum of the length and the greatest circumference measured in a direction other than that of the length ;

3° parcel to be sent by a sea service, optionally and in derogation of the provisions of 1° : 1·25 metres for any one dimension and one of the following volumes :

- 60 cubic decimetres for parcels up to 5 kg. ;
- 80 cubic decimetres for parcels over 5 and up to 10 kg. ;
- 100 cubic decimetres for parcels over 10 and up to 15 kg. ;
- 120 cubic decimetres for parcels over 15 and up to 20 kg.

g) not be smaller than the minimum size prescribed for letters in Article 49 § 1 of the Convention.

2. The office of posting should recommend the sender to put in the parcel a copy of his address and of that of the addressee.

3. The following are accepted without packing :

- a) articles which can be fitted together or put and kept together by a strong cord with lead or other seals, so as to form one single parcel which cannot come apart ;
- b) parcels in one piece, such as pieces of wood, metal, etc. which it is not the custom of the trade to pack.

#### ARTICLE 105

##### **Special packing. Indication of parcels containing films, celluloid and living animals**

1. Every parcel which contains one or other of the following substances must be made up as indicated below :

- a) precious metals : the packing must consist either of a stout metal box, a case made of wood of a minimum thickness of 1 centimetre for parcels up to 10 kilogrammes and 1½ centimetres for parcels over 10 kilogrammes, or a seamless double bag ; however, when cases made of plywood are used, their thickness may be limited to 5 millimetres on condition that the edges of the cases are reinforced by metal angle strips ;
- b) liquids and substances which easily liquefy : two containers must be used (a bottle, flask, jar, box, etc. on the one hand, and a box of metal, tough wood, wood pulp or strong corrugated cardboard on the other) between which is left a space which must be filled by sawdust, bran or some other absorbent and protective material ;
- c) dry colouring powders such as aniline blue : these products must invariably be contained in stout metal boxes, placed in turn in boxes of wood or good quality corrugated cardboard, with sawdust or some other absorbent or protective material between the two containers ;
- d) dry non-colouring powders : these products must be placed in boxes of metal, wood or cardboard, themselves enclosed in a bag of cloth or parchment ;
- e) substances referred to in Article 6, a), 6°, 2nd sentence of the Agreement : the packing must consist of a case or keg securely packed inside and out and bear an indication appropriate to the nature of the contents ;

- f*) inflammable films, raw or manufactured celluloid : the wrapping must be provided, on the address side, with a very conspicuous white label bearing, in large black letters, the indication “*Celluloid ! A tenir loin du feu et de la lumière.*” [Celluloid ! To be kept away from fire and light.]
- g*) living animals : the wrapping of the parcel as well as the despatch note must be provided with a label bearing in bold letters the inscription “*animaux vivants*” [living animals].
2. Parcels containing the substances referred to in § 1, *e*) and *f*), may only be accepted for posting if those substances are admitted by all the Administrations called upon to participate in the conveyance of the parcel.

## SECTION II

### GENERAL POSTING FORMALITIES

#### ARTICLE I06

##### Formalities to be complied with by the sender

1. Each parcel must be accompanied by :
  - a*) a despatch note of strong white cardboard, in the form of the annexed specimen CP2 ;
  - b*) a customs declaration in the form of the annexed specimen CP3 made out in the required number of copies, these being securely attached to the despatch note. The contents of the parcel must be shown in detail on the customs declaration ; indications of a general kind are not admitted.
2. The sender may add, on the coupon of the despatch note, a communication relating to the parcel and attach to this note in addition to the customs declaration in the required number of copies according to the provisions of § 1, *b*), any document (invoice, export licence, import licence, certificate of origin, etc.), necessary for customs treatment in the despatching Country and in the Country of destination.
3. He must indicate, by underlining one of the directions entered on the back of the despatch note, how the parcel is to be dealt with in the event of non-delivery ; the text may be underlined by hand, by machine or by a printed stroke and it is permissible for the sender to reproduce or have printed on the back of the despatch note only one of the instructions listed below ; the direction underlined on the despatch note must be reproduced on the parcel itself ; the directions allowed under Article 5 of the Agreement may be completed in French or in a language known in the Country of destination :
  - a*) send an advice of non-delivery to the sender ;
  - b*) address the advice of non-delivery to Mr. .... (third party living in the Country of destination) residing at .... (address) ;
  - c*) parcel to be returned to origin by ..... (specify : surface or air) forthwith ;
  - d*) parcel to be returned by ..... (specify : surface or air) at the end of a period of ..... days ;

- e) parcel to be delivered (or redirected) by . . . . . (specify : surface or air) to Mr. . . . . . (alternative addressee) residing at . . . . . (address) (if desired without collecting the amount of the trade charge or against payment of a sum less than the original sum) ;
- f) parcel to be redirected by . . . . . (specify : surface or air) with a view to delivering it to the original addressee ;
- g) parcel to be sold at the entire risk of the sender ;
- h) parcel abandoned.

4. Except in the case of insured parcels, parcels for delivery free of charges and cash on delivery parcels, the same despatch note accompanied by the number of customs declarations required for a single parcel may suffice for three parcels at most, provided that they are posted simultaneously at the same office by the same sender, sent by the same route, subject to the same charge and addressed to the same person ; each Administration may, however, insist on a despatch note and the prescribed number of customs declarations for each parcel.

5. The despatch note should, where appropriate, include the indications referred to in Article 105, § 1, e), f) and g).

6. Every air parcel as well as the despatch note relating to it must bear at the time of despatch a special blue label bearing the words “*Par avion*” [By air mail], with, if desired, a translation in the language of the Country of origin.

7. Administrations accept no responsibility as regards customs declarations.

#### ARTICLE 107

##### Formalities to be complied with by the office of origin

1. The office of origin is responsible, at the time of posting, for affixing or indicating :

- a) on the parcel beside the address and on the despatch note in the spaces provided, a label in the form of the annexed specimen CP8 indicating clearly the serial number of the parcel and the name of the office of posting ;
- b) on the despatch note only :
  - 1° an impression of the date stamp ;
  - 2° the weight, in kilogrammes and hundreds of grammes, each fraction of a hundred grammes being rounded up to the next hundred.

2. The same office of origin may not use two or more series of labels at the same time, unless the series are distinguished by a distinctive mark.

#### ARTICLE 108

##### Discrepancies of weight, volume or size

Unless there is an obvious error, the view of the office of origin shall prevail as regards the establishment of the weight, volume or size. However, if the differences in weight which are established entail a change in rates, the new weight is valid.

## CHAPTER III

## SPECIAL CONDITIONS FOR CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS

## SECTION I

## INSURED PARCELS

## ARTICLE 109

**Special make-up for insured parcels**

Every insured parcel is subject to the following special rules regarding make-up :

- a) it must be sealed by identical wax seals, by lead seals or by some other effective means, with a special uniform design or mark of the sender ;
- b) the wax or other seals, as well as the labels of any kind and the postage stamps if any, affixed to these parcels must be spaced out so that they cannot hide any damage to the packing ; the labels and postage stamps must not be folded over two sides of the packing so as to cover an edge ; any labels on which the address appears must not be gummed to the packing itself ;
- c) it must be provided, as must the despatch note, with a red label in the form of the annexed specimen CP7 and bearing in Roman letters the letter V, the name of the office of origin and the serial number of the parcel ; the label must be gummed on the parcel, on the same side as, and near to, the address ; nevertheless, Administrations have the option of using at the same time the label CP8 prescribed in Article 107 and a small red label, bearing in bold letters the indication “ *Valeur déclarée* ” [Insured] ;
- d) the insured value must be expressed in the currency of the Country of origin and written by the sender, on the parcel and the despatch note, in words with Roman lettering and in Arabic figures, without erasure or alteration, even if certified ; the amount of the insured value must not be indicated in pencil ;
- e) the amount of the insured value must be converted into gold francs by the sender or by the office of origin ; the result of the conversion rounded up where appropriate to the nearest franc, shall be shown in figures at the side of or below those representing the value in the currency of the Country of origin ; the amount in gold francs shall be underlined by a bold stroke of a coloured pencil ; conversion is not carried out in direct services between Countries which have a common currency ;
- f) the office of origin is responsible for indicating the exact weight in grammes on the parcel (beside the address) and on the despatch note (in the space provided) ;
- g) no serial number must be placed on the front of insured parcels by the intermediate Administrations.

## ARTICLE 110

**Fraudulent insurance**

When circumstances of any kind, particularly an enquiry, disclose a fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the contents of the parcel, the Administration of origin is advised as soon as possible ; where appropriate, the documents relating to the enquiry are sent to that Administration.

## SECTION II

## URGENT PARCELS

## ARTICLE 111

**Special make-up for urgent parcels**

Every urgent parcel and its despatch note must be provided with a label bearing very conspicuously the indication " Urgent ".

## ARTICLE 112

**Transmission and customs clearance of urgent parcels**

Administrations which participate in the exchange of urgent parcels agree between themselves to ensure the rapid and, as far as possible, direct transmission of these parcels ; they take steps to speed up customs clearance.

## SECTION III

## EXPRESS PARCELS

## ARTICLE 113

**Special posting formalities for express parcels**

Every express parcel and its despatch note must be provided with a dark red label, printed and bearing very conspicuously the indication " *Exprès* " [Express] ; this label is affixed as closely as possible beside the indication of the place of destination.

## ARTICLE 114

**Special cases of delivery and redirection of an express parcel**

1. The delivery by special messenger of an express parcel or of the advice of arrival is attempted once only ; if the attempt is unsuccessful the parcel ceases to be considered as express.

2. If an express parcel to be redirected has been the subject of an unsuccessful attempt at delivery to the place of address by special messenger, the redirecting office should strike through the label or the indication " *Exprès* " [Express] by two thick horizontal lines.



## SECTION IV

## PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGES

## ARTICLE 115

**Special posting formalities for parcels for delivery free of charges**

1. Every parcel for delivery free of charges and its despatch note must be provided with :

- a) a very bold indication “*Franc de droits*” [Free of charges] (or any other equivalent expression in the language of the Country of origin) ;
- b) a yellow label bearing, also very boldly, the indication “*Franc de droits*”.

2. It is accompanied by the prescribed customs declarations and by a franking note on yellow paper in the form of the annexed specimen CP4. The sender of the parcel, and, as regards the postal service indications, the despatching office, complete the text of the right-hand side of the front of parts A and B. The entries of the sender may be made with the use of carbon paper. The text must include the undertaking prescribed in Article 4, § 2 of the Agreement.

3. The despatch note, the customs declarations and the franking note must be securely fastened together.

## ARTICLE 116

**Delivery free of charges requested after the posting of the parcel**

1. If, after posting, the sender of a parcel requests delivery free of charges, the office of origin informs the office of destination by an explanatory note. This latter, bearing a postage stamp representing the charge due, is forwarded as a registered item to the office of destination, accompanied by a franking note duly completed. In case of transmission by air, the air surcharge is also prepaid by postage stamps affixed to the explanatory note. The office of destination affixes to the parcel, near the address, and also to the despatch note, the label prescribed in Article 115, § 1, b).

2. When the request is to be forwarded by telegraph, the office of origin informs the office of destination by telegraph and at the same time advises the relative particulars of the posting of the item. The latter office itself makes out a franking note.

## ARTICLE 117

**Treatment of franking notes after delivery of the parcel**

1. After delivery to the addressee of a parcel for delivery free of charges, the office which has advanced charges of any kind on behalf of the sender completes, so far as it is concerned, with the use of carbon paper, the details appearing on the back of parts A and B of the franking note and sends part A, accompanied by the supporting vouchers, to the office of origin ; this transmission is effected in a closed envelope, without indication of the contents. Part B is retained by the Administration of destination for accounting with the debtor Administration.

2. Each Administration may appoint certain offices specially charged to return Part A of the franking notes on which charges have been raised or to receive part A of the franking notes returned after delivery of the parcel ; the name of the office to which part A is to be returned is entered in every case on the front of this part by the office of origin of the parcel.

3. When a parcel bearing the indication “ *Franc de droits* ” [Free of charges] arrives without a franking note, the office responsible for customs clearance prepares a duplicate note ; on parts A and B of this note it shows the name of the Country of origin and as nearly as possible, the date of posting of the parcel. When the franking note is lost after delivery of the parcel a duplicate is prepared under the same conditions.

4. Parts A and B of the franking notes relating to items which for any reason are returned to origin should be cancelled through the good offices of the Administration of destination and attached to the despatch note.

5. On receipt of part A of a franking note showing the charges paid out by the Administration of destination, the Administration of origin converts the amount into its own currency, at a rate which should not be higher than the rate fixed for the issue of postal money orders on the Country concerned ; the result of the conversion is shown in the body of the form and on the coupon at the side ; after recovering the amount of the charges, the office appointed for that purpose hands to the sender the coupon from the note and any supporting vouchers.

## SECTION V

### FRAGILE PARCELS AND CUMBERSOME PARCELS

#### ARTICLE 118

##### **Fragile parcels**

1. In the service between Countries which admit fragile parcels and without prejudice to compliance with the general rules regarding make-up and packing every fragile parcel must be provided, either by the sender or by the office of origin, with a label featuring a picture of a glass printed in red on a white background. Every parcel the fragile nature of whose contents is indicated by any external sign whatever, affixed by the sender, must be provided by the office of origin with the same label, and the corresponding supplementary charge is collected. If the sender does not wish the parcel to be treated as fragile, the office of origin crosses out the marking made by the sender.

2. The relative despatch note must bear very conspicuously on the front the indication “ *Colis fragile* ” [Fragile parcel] either in manuscript or printed on a label.

#### ARTICLE 119

##### **Cumbersome parcels**

1. In accordance with Article 2, § 4, *a*) and *b*), of the Agreement the following are held to be cumbersome :

- a*) any parcel of which the size exceeds that fixed by Article 104, § 1, *f*).  
1° ;

b) any parcel consisting of plants or shrubs in baskets, cages, empty or containing living animals, pieces of furniture, basket work, flower stands, baby carriages, wheels, cycles, empty cigar boxes or other boxes in bundles, etc.

2. In accordance with Article 2, § 4, c), of the Agreement, any parcel for conveyance by a sea service of which the size or volume exceeds that fixed by Article 104, § 1, f), 3°, may, optionally, be regarded as cumbersome.

3. Every cumbersome parcel and the front of its despatch note must bear a label showing in bold letters “*Colis encombrant*” [Cumbersome parcel].

#### ARTICLE 120

##### **Parcels classed in a higher weight step**

The despatch note of a parcel admitted by virtue of Article 17 of the Agreement must bear on the front in bold letters the indication “*Colis classé dans la coupure de poids de . . . . kg*” [Parcel charged at the weight step of . . . .kg].

#### SECTION VI

##### PRISONER OF WAR AND INTERNEE PARCELS

#### ARTICLE 121

##### **Special make-up for prisoner of war and internee parcels**

Every prisoner of war and internee parcel and its despatch note must bear, the first beside the address and the second on the front of the form, one of the indications “*Service des prisonniers de guerre*” [Prisoners of War Service] or “*Service des internés*” [Civilian Internees Service]; these indications may be followed by a translation in another language.

#### CHAPTER IV

##### SPECIAL PROVISIONS

#### SECTION I

##### ADVICE OF DELIVERY

#### ARTICLE 122

##### **Request for advice of delivery made at the time of posting**

1. Every parcel for which the sender requests an advice of delivery at the time of posting must bear very conspicuously either the indication “*Avis de réception*” [Advice of delivery] or the stamp impression “A.R.”: the same applies to the despatch note.

2. The parcel must be accompanied by a copy, duly filled up, of the form C5 referred to in Article 146, § 2, of the Detailed Regulations for implementing the Convention ; this form is prepared by the office of origin (or by any other office appointed by the Administration of origin) and must be attached to the despatch note.

3. The indication “*Renvoi par avion*” [Return by air mail] must be entered by the office concerned on an advice of delivery which is to be returned by air. A blue label or impression “*Par avion*” [By air mail] is affixed to this form.

4. If the form C5 does not reach the office of destination, that office makes out a new copy as a matter of course.

5. Immediately the parcel has been delivered, the office of destination returns the form C5, duly filled up, to the sender by ordinary mail or, if the sender has paid the relative charges, by the first air mail, unenclosed and free of postal charges.

6. When the sender enquires about an advice of delivery which he has not received within a reasonable time, the procedure follows that outlined in Article 123 ; however, the advice of delivery charge is not collected a second time ; the office of origin enters at the head of the form C5 the indication “*Duplicata de l'avis de réception*” [Duplicate of the advice of delivery].

#### ARTICLE 123

##### **Request for advice of delivery made after posting**

When the request is made after the parcel has been posted, the procedure follows that outlined in Article 147 of the Detailed Regulations for implementing the Convention, subject to the following :

- a) the form C9 is replaced by the form CP5 mentioned in Article 127, § 1, a) ;
- b) in Countries where the parcel service is not operated by the postal Administration, the collection of the advice of delivery charge is recorded on the form CP5, either by affixing a special stamp or by indicating the amount of the charge collected.

#### SECTION II

##### OTHER SPECIAL PROVISIONS

#### ARTICLE 124

##### **Advice of embarkation**

1. Every parcel for which the sender requests an advice of embarkation must be marked by means of an “*Avis d'embarquement*” [Advice of embarkation] label affixed to the parcel and to the despatch note.

2. The parcel is accompanied by a form CP6 in the form of the annexed specimen which must show very clearly the port (or the Country) from which the advice of embarkation is to be returned. Each form may only refer to one parcel, even when more than one parcel is covered by a single despatch note.

3. If a parcel accompanied by an advice of embarkation is included in a closed mail sent in transit through the port of embarkation concerned, the outward office of exchange of the mail withdraws the advice of embarkation associated with the documents accompanying the parcel and attaches it to the relative parcel bill CP12 referred to in Article 131, § 6, after making the necessary notes on it; the allocation of the portion of the charge due to the Country of embarkation is effected by means of this parcel bill which is completed under the heading : “ *Nombre d’avis d’embarquement* ” [Number of advices of embarkation].

4. Every office of exchange which undertakes the embarkation either of a parcel with an advice of embarkation received à découvert or of a closed mail in transit containing such a parcel fills up the form CP6 appropriately and sends it directly to the sender.

5. Any enquiry by the sender concerning an advice of embarkation not received within a reasonable time gives rise to the preparation of an enquiry form CP5, referred to in Article 127, § 1, a), and exempt from any charges ; this form, accompanied by a duplicate advice of embarkation CP6, on which the office of origin enters the word “ *Duplicata* ” [Duplicate], is dealt with in accordance with the provisions of Article 127 ; the advice of embarkation charge is not collected a second time.

#### ARTICLE 125

##### Withdrawal from the post. · Alteration of address

1. As a general rule, requests for alteration of address or withdrawal of a parcel from the post are dealt with according to the provisions of Article 156 of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

2. Every telegraphic request for alteration of address concerning an insured parcel must be confirmed postally by the first mail ; the confirmatory request, prepared on form C7 used for the letter post, must bear, underlined in coloured pencil, the note “ *Confirmation de la demande télégraphique du . . .* ” [Confirmation of the telegraphic request of the . . . ] ; it must be accompanied by the facsimile prescribed in Article 156, § 1, a), of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

3. When it receives the telegraphic request referred to in § 2, the office of destination holds the parcel and does not comply with the request until the receipt of the postal confirmation ; nevertheless, the Administration of destination may, on its own responsibility, give effect to the telegraphic request without awaiting this confirmation.

#### ARTICLE 126

##### Redirection

1. Every parcel which is redirected following the change of residence of the addressee is, in addition to the charges of which the collection is authorised by the Agreement in those circumstances, subjected by the Administration of the new destination to a charge, to be paid by the addressee, equal to the land, sea and air rates due to the Administrations sharing in the reforwarding. The rates are allocated in the manner prescribed in § 2.

2. a) In the case of transmission in a direct mail, the redirecting Administration credits the intermediate Administrations, where appropriate, with the rates and shares due to them and in turn credits itself with these rates and shares and with such rates and shares as are due to it by debiting the Administration to which the mail is addressed ; the outward office of exchange includes these rates and shares in the entries on the parcel bill CP 12 referred to in Article 131, § 6 ;

- b) In the case of transmission in transit *à découvert*, the intermediate Administration, after having been debited by the redirecting Administration with the amounts due to this latter Administration credits itself, by debiting the Administration to which it hands over the parcel, with the sum due to it and with that due to the redirecting Administration ; this procedure is repeated, if need be, by each intermediate Administration.
3. When the sums mentioned in § 2 are paid at the time of redirection the parcel is dealt with as if it had originated in the redirecting Country and been addressed to the Country of the new destination ; no conveyance charge is collected by the Administration of that Country at the time of delivery.
4. Any parcel, arriving out of course as a result of an error on the part of the sender or the despatching Administration, is reforwarded to its proper destination by the most direct route used by the Administration which has received the parcel. An air parcel must be reforwarded by air. The reforwarding Administration reports the matter to the Administration from which the parcel has been received by a verification note CP13 mentioned in Article 134 § 3.
5. The reforwarding Administration treats the parcel mentioned in § 4 as if it had arrived in transit *à découvert* ; if the rates which have been allocated to it are insufficient to cover the costs of reforwarding which it has to defray, the reforwarding Administration credits the true Administration of destination and, where appropriate, the intermediate Administrations taking part in the reforwarding of the parcel with the relative conveyance rates ; it then recoups itself by a claim on the Administration responsible for the office of exchange which missent the parcel, for the amount of the expense which it has incurred ; the claim and its cause are notified to that office by means of a verification note.
6. The provisions of § 2 are applicable to parcels returned to origin by application of Articles 7, 20 and 22 § 4 of the Agreement.
7. Claims for charges must be indicated in detail on the despatch note or, where this is impossible, on a statement attached to that document.
8. Parcels are redirected in their original packing ; they are accompanied by the despatch note prepared by the sender ; if for any reason a parcel has to be repacked or the original despatch note replaced by another note, it is essential that the name of the office of origin of the parcel, the original serial number and, as nearly as possible, the date of posting appear on the new packing and on the despatch note.
9. If the redirection of an air parcel is effected by ordinary postal means, the “ *Par avion* ” [By air mail] label and any notes relating to transmission by air should be struck through as a matter of course by means of two thick horizontal lines.

#### ARTICLE 127

##### Enquiries. Requests for information

1. Every enquiry as well as every request for information about a parcel is dealt with according to the provisions of Article 158, §§ 1 to 8, of the Detailed Regulations for implementing the Convention, subject to the following :
- a) the forms C 9 and R 3 used for the letter post are replaced respectively by the form CP 5 in the form of the annexed specimen and by the form R 4 referred to in Article 105, § 1, of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning cash on delivery items ;

b) every intermediate Administration which forwards a form CP 5 to the next Administration is responsible for informing the Administration of origin of the fact by means of a form CP 10 in the form of the annexed specimen.

2. Every form CP 5 concerning an enquiry or a request for information received by an Administration other than the Administration of origin is forwarded to the latter accompanied, where appropriate, by the certificate of posting ; it must reach the Administration of origin within the periods prescribed in Article 25 of the Agreement.

## CHAPTER V

### EXCHANGE OF PARCELS

#### ARTICLE 128

##### **General principle of the exchange of parcels**

1. Each Administration is bound to forward by the routes and means that it uses for its own parcels those transferred to it by another Administration to be conveyed in transit across its territory.

2. In the event of the interruption of a route, parcels in transit which were intended to go by that route are forwarded by the best route available.

3. If the latter is more expensive than the normal route, each parcel is subjected by the Administration of destination to a charge, to be paid by the addressee, equal to the additional land or sea rates resulting from the change of route ; the allocation and recovery of charges is effected according to the provisions of Article 126, §§ 2, 5 to 7.

4. Every Administration providing the air parcel service is bound to forward by the air routes that it uses for its own items of the kind air parcels transferred to it by another Administration ; if for any reason the forwarding of air parcels by another route offers, in a particular case, advantages over the existing air routes, the air parcels must be forwarded by that route and dealt with, if necessary, as urgent parcels.

5. When for any reason it is not possible to use the international air service for the whole transmission, the Administration which receives the air rate provided for in Article 12 of the Agreement is bound to forward air parcels over the sector over which that service cannot be used by the most rapid means it uses for the conveyance of its own parcels and to deal with them, if necessary, as urgent parcels. This obligation obtains in the event of partial or total interruption of an internal air service.

6. Administrations which do not participate in the air parcel service forward such parcels by the surface routes normally used for other parcels ; however, they are bound to forward by the most rapid surface routes any air parcel bearing the indication "*Urgent*", so long as they provide the urgent parcel service and have been credited with the rates attaching to the performance of that service.

7. Transit must be effected under the conditions fixed by the Agreement concerning Postal Parcels and by the Detailed Regulations for its implementation, even when the Administration of origin or destination of the parcels has not acceded to the Agreement.

8. In the relations between Countries separated by one or more intermediate territories parcels must follow the routes which the Administrations concerned have agreed upon.

#### ARTICLE 129

##### Different methods of transmission

1. The exchange of despatches of postal parcels is carried out by offices called "offices of exchange".

2. This exchange is effected, as a general rule, by means of receptacles (bags, baskets, crates, etc.). Adjacent Administrations may, however, agree to the handing over of certain categories of parcels unenclosed.

3. In the service between non-adjacent Countries, the exchange is effected, as a general rule, by means of closed mails.

4. Administrations may agree to effect exchanges in transit *à découvert*; however, it is obligatory to make up closed mails if, according to the statement of an intermediate Administration, the parcels in transit *à découvert* are such as to hinder its work.

5. The labels or addresses of closed receptacles which contain air parcels must bear a "*Par avion*" [By air mail] label.

#### ARTICLE 130

##### Parcel bill

1. Before despatch, all the parcels to be forwarded by surface route are entered by the outward office of exchange on a parcel bill in the form of the annexed specimen CP 11. For air parcels being sent direct or in transit *à découvert* the offices of exchange use a special parcel bill, known as an "Air parcel bill" in the form of the annexed specimen CP 20. Administrations may agree to uninsured parcels being entered in bulk with a summary statement of the shares of charges with which the Administrations concerned are to be credited.

2. As regards prisoner of war and internee parcels, only air parcels require a statement of the shares of charges to be credited to the various Administrations concerned.

3. The following documents are attached to the parcel bill; despatch notes, trade charge money order forms, customs declarations, franking notes, advices of delivery and all other documents which may be required (invoices, certificates of origin, of health, etc.).

4. For parcels exchanged in closed mails, the Administrations of origin and destination may agree in advance for the documents mentioned in § 3 to be attached to the parcels to which they refer.

5. In the absence of any agreement to the contrary, parcel bills are numbered according to an annual series for each outward office of exchange and each inward office of exchange as well as for each route if more than one route is used; the last number of the year should be shown on the first parcel bill of the following year; in the case of sea and air services, the name of the ship carrying the mail or, where appropriate, the air service used is shown, whenever possible, below the serial number.



6. If air parcels are sent from one Country to another by surface routes along with other parcels, the presence of the air parcels with an air parcel bill should be shown by an appropriate note on the parcel bill CP 11.

7. Special parcel bills CP 12 are used in the circumstances provided for in Article 131, § 6.

#### ARTICLE 131

##### Transmission in closed mails

1. In the normal circumstance of transmission in closed mails, the receptacles (bags, baskets, crates, etc.) should be marked, closed and labelled in the manner laid down for letter bags in Article 164, §§ 4, 5, 9, 10, 11, of the Detailed Regulations for implementing the Convention, subject to the following special provisions :

- a) the labels are yellow ochre in colour. Their layout and their text should conform to the annexed specimens CP 23 and CP 24 ;
- b) for receptacles other than bags some other special method of closing may be adopted provided that the contents are sufficiently protected.

2. In the absence of any agreement to the contrary, the receptacles should bear a serial number. The outward office of exchange enters on the parcel bill the number and, if the Administration of destination so requires, the serial numbers of the receptacles comprising the mail.

3. The following are despatched in separate receptacles :

- a) insured parcels, if their number justifies it : the receptacles which include such parcels, whether alone or together with uninsured parcels, must be marked with the letter " V " ;
- b) fragile parcels : the receptacles concerned are then provided with the label referred to in Article 118, § 1 ; however, if their nature so requires, these parcels may also be despatched unenclosed or delivered in transit *à découvert* to the next office of exchange except where they are to be sent by sea route ;
- c) parcels containing the substances referred to in Article 105 § 1, e) and f) : the receptacles concerned are provided with a special label bearing in bold letters an appropriate indication, for example, " *Celluloid* ".

4. As a general rule bags and other receptacles containing parcels must not weigh more than 40 kilogrammes ; however, Administrations concerned may agree to admit receptacles, other than bags, up to 70 kilogrammes at the most.

5. The parcel bill accompanied by the documents referred to in Article 130, § 3, must be inserted by the outward office of exchange in one of the receptacles comprising the mail, where appropriate in one of those containing insured parcels ; if the number of accompanying documents justifies it, the parcel bill may be inserted in a special bag ; in all cases, the label of the receptacle containing the parcel bill must bear the indication " F ".

6. Where closed mails are exchanged between Countries which are not adjacent, the outward office of exchange prepares for each of the intermediate Administrations a special parcel bill in the form of the annexed specimen CP 12 ; that office inserts thereon the total, for each category of parcels, of the rates and shares of charges or fees due to the intermediate Administration ; the parcel bill CP 12 is sent unenclosed or in any other way agreed between the Administrations concerned accompanied, where appropriate, by the documents required by the intermediate Countries.

#### ARTICLE 132

##### **Transfer of mails**

1. In the absence of any agreement to the contrary between the Administrations concerned, the transfer of surface parcel mails is carried out by means of a delivery bill C 18 referred to in Article 165 of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

2. Air parcel mails to be handed over at an airport are accompanied by forms AV 7 under the conditions laid down in Article 18 of the Air Mail Regulations.

#### ARTICLE 133

##### **Transshipment of air parcels**

1. In the absence of any agreement to the contrary between the Administrations concerned, the transshipment at the same airport, in the course of transmission, of air parcels conveyed successively by several distinct air services must be performed without remuneration by the postal Administration of the Country where the transshipment takes place.

2. This rule does not apply when the transshipment is made between aircraft performing successive stages of the same service.

#### ARTICLE 134

##### **Check of mails by offices of exchange**

1. Every office of exchange receiving a mail immediately checks the receptacles and their fastening and then checks the parcels and the various documents which accompany them ; these checks are made in the presence of the other interested parties whenever possible ; however, intermediate offices of exchange are not bound to check the documents accompanying the parcel bill.

2. When the receptacles are opened, the constituent parts of the fastening (string, lead seal, label) should be kept together ; to achieve this the string is cut in one place only.

3. If the office of exchange discovers errors or omissions in the parcel bill, it immediately makes the necessary corrections taking care to cross out the incorrect entries in such a way as to leave the original entries legible ; these corrections are made in the presence of two officials ; unless there is an obvious error the corrections are accepted in preference to the original statement ; the office of exchange also carries out the routine checks when the receptacle or its fastening gives grounds for presuming that the contents have not remained intact or that some other irregularity has occurred. In the event of the parcel bill being missing, the inward office receiving the mail must prepare a fresh parcel bill or make a precise note of the parcels received (serial number of the parcel, offices of origin and destination, weight, insured value, etc.). The established irregularities are notified without delay to the outward office of exchange by a verification note in the form of the annexed specimen CP 13, prepared in duplicate. When the inward office of exchange has not sent off a note CP 13 by the first despatch after the check of the mail, it is regarded, until the contrary is proved, as having received the bags or parcels in good condition.

4. As regards ordinary parcels, discrepancies in weight within the same weight step may not be made the subject of verification notes or the cause of the parcels being returned ; verification notes are to be made out only where the discrepancy would involve an alteration of the shares of the charges.

5. As regards insured parcels, discrepancies of weight up to 10 grammes above or below the weight stated may not be queried by the intermediate Administration or Administration of destination unless the external condition of the parcel makes it necessary.

6. The offices to which the verification notes CP 13 are sent return them as promptly as possible after having examined them and indicated thereon their observations, if any ; they retain the copies ; the returned verification notes are attached to the parcel bills to which they relate ; corrections made to a parcel bill unsupported by documentary evidence are not considered as valid ; however, if these verification notes are not returned to the office of exchange which issued them within a period of two months from the date of their despatch, they are regarded, until the contrary is proved, as duly accepted by the offices to which they were sent ; this period is extended to four months in the service with distant Countries.

7. The discovery, at the time of the check, of any irregularities whatsoever may in no case be the cause of the return of a parcel to origin except as provided for in Article 7 § 2 of the Agreement.

8. Verification notes and their duplicates are sent under registered cover.

#### ARTICLE 135

##### **Notification of irregularities involving the responsibility of Administrations**

1. Any office of exchange which, on the arrival of a mail, discovers the absence of, theft from or damage to one or more parcels proceeds as follows :

- a) unless this is impossible for a stated reason, or unless the receptacle together with the string, the lead or other seal and the label has been attached to the original report CP 14 provided for in § 5, it attaches these objects to the verification note CP 13 addressed to the outward office of exchange ;
- b) it sends a duplicate of the verification note to the last intermediate office of exchange, if any, at the same time as to the outward office of exchange.

2. If it considers it necessary, the inward office of exchange may, at the expense of its Administration, inform the outward office of exchange of its discoveries by telegraph.

3. Any office of exchange which receives from a corresponding office a damaged or insufficiently packed parcel must send it on, after having repacked it if necessary, preserving as far as possible the original packing, the address and the labels ; the weight of the parcel before and after repacking must be indicated on the actual packing of the parcel ; this indication is followed by the note "*Remballé à . . .*" [Repacked at . . .] stamped with an impression of the date-stamp and signed by the officials who did the repacking.

4. If the condition of the parcel is such that the contents could have been withdrawn or if the parcel shows a discrepancy in weight such as to suggest the withdrawal of the whole or part of the contents, the office of exchange, without prejudice to the application of the provisions of §§ 1 and 3, should open it of its own accord and check the contents ; the result of this check should be made the subject of a formal report in the form of the annexed specimen CP 14 ; a copy of the report is attached to the item.

5. If the parcel referred to in § 4 is an insured parcel, the following additional steps are taken :

- a) the original formal report is sent under registered cover to the central Administration of the Country controlling the outward office of exchange or to an authority appointed by that Administration ;
- b) a duplicate of the report is sent, at the same time, either to the central Administration controlling the inward office of exchange or to any other controlling authority appointed by that Administration ;
- c) unless this is impossible for a stated reason, the receptacle in which the parcels were contained, the string, the lead or other seal and the label are attached to the original report.

6. Where offices of exchange in direct contact are concerned the respective Administrations of these offices may agree on the method of procedure in the case of irregularities involving their responsibility.

7. When the addressee or, in a case of return, the sender makes reservations in taking delivery of the parcel, a formal report CP 14 of the joint examination is immediately made out by the office which effects delivery ; this report, prepared in duplicate and countersigned, whenever possible, by the addressee, should indicate : the external condition of the parcel, the gross weight and a precise list of the contents. One copy is handed to the addressee ; the other is dealt with in accordance with the internal regulations of the Administration which prepared the report.

#### ARTICLE 136

##### **Return of empty receptacles**

1. Receptacles should, in principle, be returned empty to the Administration to which they belong by the next outlet and, unless this is impossible, by the route followed on the outward journey ; nevertheless the receptacles of air parcel mails may be returned by surface.

2. Administrations may agree between themselves for the Administrations of destination to return the bags to origin using them for the despatch of parcels.

3. Empty bags are always returned free of charge.

4. An Administration returning receptacles must indicate on the parcel bills the number and, where appropriate, the serial numbers of the returned receptacles.

5. For the rest, the provisions of Article 172, §§ 2, 3, 4 and 5, of the Detailed Regulations for implementing the Convention apply.

#### CHAPTER VI

##### UNDELIVERED PARCELS

#### ARTICLE 137

##### **Advice of non-delivery**

1. An advice of non-delivery in the form of the annexed specimen CP 9 is sent, under registered cover, to the Administration of origin after having been duly completed :

a) by the Administration of destination :

- 1° in event of non-delivery, for every parcel of which the sender has asked to be advised of non-delivery ;

2° for every parcel officially detained or lying undelivered because of theft or damage or for some other cause of the same kind ; however, this procedure is not compulsory in cases of circumstances beyond control or when the number of parcels retained officially is such that the sending of an advice is materially impossible ;

b) by the intermediate Administration concerned : for every parcel officially detained in course of transmission either by the postal service (accidental interruption of traffic) or by the Customs (customs control) subject to the reservation made under a) 2°.

2. The advice of non-delivery is accompanied by the despatch note, except when the advice is sent to a third party, in accordance with the provisions of Article 5, b), of the Agreement ; in the circumstances referred to in § 1, a) 2° and b), of this Article, the advice must bear conspicuously the indication “ *Colis retenu d'office* ” [Parcel retained officially].

3. When several parcels are concerned which were posted at the same time by the same sender and addressed to the same addressee it is permissible to send only one advice of non-delivery, even if these parcels were accompanied by several despatch notes ; in such a case, all these notes are attached to the advice of non-delivery.

4. As a general rule advices of non-delivery are exchanged between the office of destination and the office of origin ; however, any Administration may request that the advices concerning its service be sent to its central Administration or to a specially appointed office ; the name of that office must be notified to Administrations through the intermediary of the International Bureau ; the Administration of origin is responsible for advising the sender ; the exchange of advices of non-delivery should be speeded up as much as possible by all the offices concerned.

#### ARTICLE 138

##### Non-delivery. Sender's instructions

1. The advice of non-delivery should be returned to the office which prepared it, completed with fresh instructions from the sender and accompanied by the despatch note : it is returned by air if the sender or the third party pays the corresponding air surcharge.

2. The only fresh instructions which the sender (or the third party referred to in Article 5, b), of the Agreement) is authorised to give being listed in Article 22, § 1 of the Agreement, the following rules should apply in the undermentioned special cases :

a) if the sender (or third party) requests that a cash on delivery parcel be delivered against payment of a sum less than the original sum, a new form R 4 must be prepared in accordance with the provisions of Article 108 of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning cash on delivery items ;

b) if the sender (or the third party) gives as his instructions that the parcel is to be delivered free of charges either to the original addressee or to another addressee, the office concerned applies Article 116.

3. When a parcel which has been the subject of an advice of non-delivery is delivered or redirected before the receipt of fresh instructions, the sender must be so informed through the intermediary of the office of origin ; if the advice has been sent to a third party appointed by the sender, this information must be communicated to that third party ; when a cash on delivery parcel is concerned and if the money order form R 4 referred to in Article 103, § 1, of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning cash on delivery items has already been sent to the sender, the latter need not be advised.

4. When the Administration of destination or an intermediate Administration has not complied with the instructions given either at the time of posting or subsequently, it must bear the conveyance charges (outward and return) and any other charges or fees which have not been cancelled ; nevertheless the charges paid for the outward journey remain the responsibility of the sender if he declared either at the time of posting or subsequently that in the event of non-delivery he would abandon the parcel or would like it to be sold.

#### ARTICLE 139

##### Return of undelivered parcels

1. An office which returns a parcel in accordance with Article 22 of the Agreement indicates, either in manuscript or by means of a stamped impression or a label on the parcel and on the despatch note which accompanies it, the reason for non-delivery ; the indication must be made in French, each Administration having the option of adding a translation in its own language and any other appropriate particulars ; this indication must be made in a clear and concise form, such as : “ *inconnu* ” [not known], “ *refusé* ” [refused], “ *en voyage* ” [travelling], “ *parti* ” [gone away], “ *non réclamé* ” [unclaimed], “ *décédé* ” [deceased], etc. The parcel is treated according to the provisions of Article 126, §§ 1, 2 and 7.

2. Every parcel returned to the Administration of origin because it has been wrongly admitted is treated as follows :

a) if it has been wrongly admitted in consequence of an error attributable to the postal service, the Administration which returns it refunds to the first Administration charged with reforwarding it to the office of origin the rates and shares of charges with which the latter Administration had credited it ;

b) if it has been wrongly admitted in consequence of an error of the sender or if it falls within one of the prohibitions laid down in Article 6 of the Agreement, it is dealt with in accordance with Article 126, §§ 1, 2 and 7.

3. Every parcel returned to origin is entered on the parcel bill with the note “ *Retour à l'origine* ” [Return to origin] in the column headed “ *Observations* ”.

4. Unless it is impossible to do so, or unless the sender asks for it to be returned by air, a parcel is returned to origin by the route used for the outward journey as regards surface parcels and by the quickest surface route in the case of air parcels.

5. In the case of redirection or return by surface of an insured air parcel, the responsibility is limited, for the second journey, to that which applies to parcels sent by that route.

6. The return of a parcel to origin in consequence of the suspension of a service is free of charge ; the unallocated conveyance charges collected for the outward journey are refunded to the sender.

## ARTICLE 140

**Sale. Destruction**

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 23 of the Agreement a formal report of the sale or destruction is drawn up. A copy of the report accompanied by the despatch note is sent to the office of origin. The same applies if the parcel is sold at the request of the sender.

2. The proceeds of the sale serve in the first instance to defray the charges on the parcel ; the balance, if any, is sent to the office of origin to be handed to the sender ; the latter bears the costs of forwarding it.

## CHAPTER VII

## ACCOUNTING

## ARTICLE 141

**Preparation of accounts**

1. Each Administration arranges for its offices of exchange to prepare monthly, or quarterly in its relations with distant Countries, for all the items received from one and the same Administration a statement in the form of the annexed specimen CP15 indicating, by despatching offices, the total sums entered to its credit and debit on parcel bills CP 11, CP 12 and CP 20.

2. The statements CP 15 are summarised in an account in the form of the annexed specimen CP 16 drawn up in duplicate.

3. The account CP 16, accompanied by the statements CP 15 but without the parcel bills, is sent to the Administration concerned for examination during the course of the month following that to which it relates ; as regards distant Countries the account is sent as soon as the last parcel bill of the month in question has arrived ; " Nil " accounts are not prepared ; totals must never be altered ; differences which may be discovered should be made the subject of statements in the form of the annexed specimen CP 17. These statements are addressed to the Administration concerned which must incorporate the amount in its next account CP 16 ; no statement CP 17 is drawn up when the final amount of the differences does not exceed 2 gold francs per account.

4. After they have been checked and accepted, the accounts CP 16 and statements CP 15 are returned to the Administration which prepared them at the latest by the end of the second month from the date of despatch ; this interval is extended to four months in relations with distant Countries. If the Administration which has sent the account does not receive any notice of amendment during these periods, the account is regarded as fully accepted.

5. The accounts CP 16 are summarised in a quarterly general account in the form of the annexed specimen CP 18, prepared by the creditor Administration ; this account may, however, be prepared half-yearly by agreement between the Administrations concerned.

6. When the balance of a general account CP 18 does not exceed 25 francs, it may be incorporated in the general account CP 18 for the period following that to which the balance relates.

7. Accounting in respect of the sums paid out by each Administration on behalf of another for parcels delivered free of charges is effected on the following bases :

- a) The creditor Administration draws up each month in the currency of its own Country a detailed monthly account on a form in the form of the annexed specimen CP 19 ; parts B of the franking notes which have been retained are entered in alphabetical order of the offices which have advanced the charges and in the numerical order which has been given to them ;
- b) the detailed account, accompanied by parts B of the franking notes, is forwarded to the debtor Administration at the latest by the end of the month following that to which it relates ; “ Nil ” accounts are not prepared ;
- c) the accounts are checked under the conditions laid down by the Detailed Regulations of the Agreement concerning Postal Money Orders and Postal Travellers' Cheques ;<sup>1</sup>
- d) the accounts are the subject of a special settlement ; each Administration may, however, request that these accounts be settled with the postal money order accounts, the parcels accounts CP 16 or the accounts R 5 relating to cash on delivery items, without being incorporated in them.

8. When it is necessary to recover payments from the Administrations responsible in accordance with the provisions of Article 39 of the Agreement and several amounts are involved, these are summarised on a form CP 22 in the form of the annexed specimen and the total amount is carried forward to the account CP 16.

#### ARTICLE 142

##### Settlement of accounts

1. The amount of the balance of the general accounts is paid by the debtor Administration to the creditor Administration in accordance with the provisions of Article 42 of the Convention.

2. The preparation and despatch in duplicate of a general account must be carried out as soon as the accounts CP 16 have been returned accepted. The check of the account CP 18 by the debtor Administration and the return of one of the two copies to the creditor Administration must take place in the two months following receipt of the account ; when this period has passed the account CP 18 may be regarded as fully accepted. The balance should be paid as quickly as possible and, at the latest, before the end of a period of two months from the acceptance of the general account.

3. Any Administration which each month consistently has owing to it by another Administration a sum greater than 30,000 francs, has the right to claim a monthly payment on account up to three quarters of the amount of the debt ; its request must be met within a period of two months.

<sup>1</sup> See p. 207 of this volume.



CHAPTER VIII  
MISCELLANEOUS PROVISIONS

ARTICLE 143

**Forms for the use of the public**

For the purpose of applying the provisions of Article 45, § 2, of the Convention, the following are considered as forms for the use of the public :

- CP 2 (Despatch note) ;
- CP 3 (Customs declaration) ;
- CP 4 (Franking note) ;
- CP 5 (Enquiry concerning a postal parcel) ;
- CP 6 (Advice of embarkation).

ARTICLE 144

**Period of retention of documents**

1. Documents of the parcels service, including despatch notes, must be kept for a minimum period of eighteen months from the day following the date to which they refer.

2. Documents concerning a dispute or an enquiry must be kept until the matter has been settled. If the enquiring Administration, duly informed of the result of an enquiry, allows six months to elapse from the date of the communication without raising any objections, the matter is regarded as settled.

CHAPTER IX  
FINAL PROVISIONS

ARTICLE 145

**Entry into force and duration of the Detailed Regulations**

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning Postal Parcels comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the contracting Parties.

Done at Ottawa, the 3rd of October 1957.

SIGNATURES

*(The same as on pages 132 and 133 of this volume.)*

**FINAL PROTOCOL TO THE DETAILED REGULATIONS**

At the moment of proceeding to sign the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning Postal Parcels concluded this day, the undersigned, in the name of their respective Administrations, have agreed the following:

**ARTICLE I****Maximum weight of parcel bags**

Notwithstanding the provisions of Article 131, § 4, Ceylon, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, those British Overseas Territories, including the Colonies, the Protectorates and Territories under Trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland whose internal regulations do not permit them to comply, as well as the Irish Republic, have the right not to accept parcel bags which weigh more than 36 kilogrammes.

Done at Ottawa, the 3rd of October 1957.

**SIGNATURES**

*(The same as on pages 132 and 133 of this volume.)*

## LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of the form 2	References 3
CP 1	Table CP 1 .. .. .	art. 103, § 1
CP 2	Despatch note .. .. .	art. 106, § 1 a)
CP 3	Customs declaration .. .. .	art. 106, § 1 b)
CP 4	Franking note .. .. .	art. 115, § 2
CP 5	Enquiry concerning a postal parcel .. .. .	art. 127, § 1 a)
CP 6	Advice of embarkation .. .. .	art. 124, § 2
CP 7	" V " label for insured parcel combined with the number of the parcel and the name of the office of origin ..	art. 109, c)
CP 8	Parcel label with the number of the parcel and the name of the office of origin .. .. .	art. 107, § 1 a)
CP 9	Advice of non-delivery .. .. .	art. 137, § 1
CP 10	Advice of reforwarding of a form CP 5 .. .. .	art. 127, § 1 b)
CP 11	Parcel bill for postal parcels .. .. .	art. 130, § 1
CP 12	Special parcel bill for the payment of rates due for the transit of parcels sent .. .. .	art. 131, § 6
CP 13	Verification note .. .. .	art. 134, § 3
CP 14	Report concerning the theft, damage or decrease in weight of a postal parcel .. .. .	art. 135, § 4
CP 15	Monthly Quarterly statement of the amounts due .. .. .	art. 141, § 1
CP 16	Summarised account .. .. .	art. 141, § 2
CP 17	Statement of differences observed in the summarised account .. .. .	art. 141, § 3
CP 18	General account .. .. .	art. 141, § 5
CP 19	Detailed monthly account of Customs, etc., charges ..	art. 141, § 7 a)
CP 20	Air parcel bill .. .. .	art. 130, § 1
CP 21	Table CP 21 .. .. .	art. 103, § 1
CP 22	Statement of amounts due in respect of indemnity for postal parcels .. .. .	art. 141, § 8
CP 23	Label for parcel post despatch .. .. .	art. 131, § 1 a)
CP 24	Label for air parcel post despatch .. .. .	art. 131, § 1 a)

## ANNEXES :

FORMS CP 1 to CP 24



Front

<p style="text-align: center;"><b>COUPON</b></p> <p>May be detached by addressee</p> <p style="text-align: center;">Stamp of the office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; border-radius: 50%; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> <p>Name and address of the sender</p>	<p style="text-align: center;"><b>DESPATCH NOTE</b></p> <p>(Space reserved for labels CP 7 and CP 8)</p> <p>Number(s) of parcel(s) .....</p> <p>Country of origin .....</p> <p>Insured value .....</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">gold-francs (in arabic figures)</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">(in arabic figures)</p> <p>Number of parcel(s) .....</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">(To be written in full in words in Roman letters)</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">Description of packing<sup>(1)</sup></p> <p style="text-align: right; font-size: small;">(2)</p> <p>Number of customs declarations .....</p> <p>Number of certificates or invoices .....</p> <p>Amount of C.O.D. payment .....</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">(To be written in full in Roman letters)</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">(in Arabic figures)</p> <p>To be carried to the credit of current postal account No. ....</p> <p>of .....</p> <p>at .....</p> <p style="text-align: center;">held by the cheque office of</p> <p style="text-align: center;">(Name of addressee)</p> <p>Address of addressee .....</p> <p style="text-align: center;">(Street and number)</p> <p style="text-align: center;">(Place of destination)</p> <p style="text-align: center;">(Country of destination)</p>	<p style="text-align: center;">CP 2</p> <p style="text-align: center;">Application of postage stamps* or indication of postage paid</p> <p style="font-size: x-small;">* The option of affixing postage stamps to the note itself or on the coupon has been maintained (Congress Documents of London, 1929, Tome II, page 422.)</p>
<p>Customs stamp</p>	<p>Weight .....</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">k.g. .... g.</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">k.g. .... g.</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">k.g. .... g.</p> <p>Customs duty<sup>(c)</sup> .....</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">Route to be followed</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">Route</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">Office of exchange</p>	<p style="text-align: center;">CP 2 (Front)</p>

(c) Packet, case, carton, basket, bag, etc.  
 (d) If the sender does not wish the parcel to be redirected, he should indicate it here and on the parcel  
 (e) To be filled in by the office of entry, or by the Customs Service of the Country of destination.

Parcels, Ottawa 1957, art. 106, § 1, a) — Size : 210 x 148 mm.



CP 3

POSTAL ADMINISTRATION  
of.....

PLACE OF POSTING

CUSTOMS DECLARATION

PLACE OF DESTINATION

Parcel Number	Description(1)	Detailed description of contents	Value (with precise indication of the monetary unit used)	Weight		Observations
				Gross grammes	Net grammes	
1	2	3	4	5	6	7

County of origin or of manufacture of the goods

.....

(Name of addressee)

.....

(Street and number)

.....

(Place of destination) 19..... Sender

(Country of destination)

.....

(1) Packet, case, carton, basket, bag, etc.

Parcels, Ottawa 1957, art. 106, § 1, b) — Size : 210 x 148 mm.

CP 3

CP 4

<p><b>DETAIL OF CHARGES DUE</b></p> <p>(in the currency of the Country of destination of parcel)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%;">Fee for delivery free of charges</td> <td style="width: 20%; border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Customs duty ..</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Customs clearance charge</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Other charges or fees</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Total ..</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> </table>	Fee for delivery free of charges		Customs duty ..		Customs clearance charge		Other charges or fees		Total ..		<p style="text-align: center;"><b>PART B</b></p> <p style="text-align: center;">Part to be filled in by the Administration of destination</p> <p style="text-align: center;"><b>TOTAL OF CHARGES ADVANCED</b></p> <p style="text-align: center;">— in Arabic figures —</p> <p style="text-align: center;">=====</p> <p style="text-align: center;">(in the currency of the Country of destination of the parcel)</p>	<p style="text-align: center;">Stamp of office which has advanced the charge</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>
Fee for delivery free of charges												
Customs duty ..												
Customs clearance charge												
Other charges or fees												
Total ..												
<p style="text-align: center;"><b>COUPON</b></p> <p style="text-align: center;">Stamp of office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div> <p>The sender of parcel.....</p> <p>No..... weight.....kg.</p> <p>insured for.....fr.</p> <p>posted at.....</p> <p>.....</p> <p>addressed to.....</p> <p>.....</p> <p>at.....</p> <p>has paid the charges indicated overleaf.</p>	<p style="text-align: center;"><b>PART A</b></p> <p style="text-align: center;"><b>POSTAL ADMINISTRATION</b></p> <p style="text-align: center;">of.....</p> <p style="text-align: center;"><b>FRANKING NOTE</b></p> <p>Parcel No..... weight.....kg. from.....</p> <p>insured for.....fr., despatched by.....</p> <p>.....</p> <p>at.....</p> <p>addressed to.....</p> <p style="text-align: center;">(Street and number)</p> <p>.....</p> <p>(Place of destination) (Country of destination)</p> <p>is to be delivered free of all charges. Signature of sender</p> <p>The undersigned undertakes to pay these .....</p> <p>charges.</p> <p>To be returned to the office of.....</p> <p>(Indicate the name of the office responsible for recovering the charges or, where appropriate, that of the office to which the form should be returned.)</p>	<p style="text-align: center;">CP 4</p> <p style="text-align: center;">Stamp of office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>										

Part B (back)

Upper edge of the form when Parts A and B are folded one upon the other

Part A (front)



CP 4 (contd.)

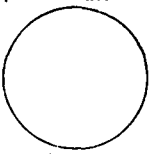
<p>Coupon to be handed to the sender after recovery of charges</p> <p><b>DETAIL OF CHARGES DUE</b></p> <p>(in the currency of the Country of destination of the parcel)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%;">Fee for delivery free of charges .. .. .</td> <td style="width: 10%; border: 1px solid black;"></td> <td style="width: 10%; border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Customs duty .. .. .</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Customs clearance charge .. .. .</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Other charges or fees .. .. .</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;"><b>Total</b> .. .. .</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> </table>	Fee for delivery free of charges .. .. .			Customs duty .. .. .			Customs clearance charge .. .. .			Other charges or fees .. .. .			<b>Total</b> .. .. .			<p style="text-align: center;"><b>PART A</b></p> <p>Part to be filled in by the Administration of destination</p> <p style="text-align: center;"><b>TOTAL OF CHARGES ADVANCED</b></p> <p>(see details on the coupon)</p> <p style="text-align: center;">— in Arabic figures —</p> <p style="text-align: center;">=====</p> <p>(in the currency of the Country of destination of the parcel)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 25%; border: 1px solid black;">Date of the advance</td> <td style="width: 25%; border: 1px solid black;">Register No.</td> <td style="width: 50%; border: 1px solid black;">Office which has made the advance</td> </tr> </table>	Date of the advance	Register No.	Office which has made the advance	<p>Stamp of the office which has advanced the charges</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> <p>Signature of the official</p>
Fee for delivery free of charges .. .. .																				
Customs duty .. .. .																				
Customs clearance charge .. .. .																				
Other charges or fees .. .. .																				
<b>Total</b> .. .. .																				
Date of the advance	Register No.	Office which has made the advance																		
<p>that is.....</p> <p>(currency of the Country of origin of the parcel)</p> <p>Stamp of the office which has recovered the charges</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div>	<p>Part to be filled in by the Administration of origin</p> <p style="text-align: center;">— in Arabic figures —</p> <p style="text-align: center;">=====</p> <p>(after conversion into the currency of the Country of origin of the parcel)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30%; border: 1px solid black;">Register of arrival</td> <td style="width: 30%; border: 1px solid black;">Converted by (Signature of the official)</td> <td style="width: 40%; border: 1px solid black;">Stamp of the office which has recovered the charges</td> </tr> <tr> <td style="border: 1px solid black;">No. ....</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px;"></td> </tr> </table>	Register of arrival	Converted by (Signature of the official)	Stamp of the office which has recovered the charges	No. ....			<p style="text-align: right;"><b>CP 4</b></p> <p style="text-align: center;"><b>PART B</b></p> <p>Stamp of the office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> <p><b>POSTAL ADMINISTRATION</b></p> <p>of .....</p> <p style="text-align: center;"><b>FRANKING NOTE</b></p> <p>Parcel No. .... weight .... kg. from .....</p> <p>insured for ..... fr., despatched by .....</p> <p>at .....</p> <p>addressed to .....</p> <p style="text-align: center;">(Street and number)</p> <p>(Place of destination) (Country of destination)</p> <p>is to be delivered free of all charges.</p> <p>The undersigned undertakes to pay these charges. ....</p>												
Register of arrival	Converted by (Signature of the official)	Stamp of the office which has recovered the charges																		
No. ....																				

Part A (back)

Part B (front)

Front

POSTAL ADMINISTRATION CP 5

Stamp of the office of origin 

of.....

OFFICE OF.....

**ENQUIRY**  
concerning a postal parcel

(A single form is sufficient for several parcels posted at the same time at the same office by the same sender and sent by the same route to the same address)

1 { To be filled up in the service of origin

Parcel<sup>(1)</sup>.....

weighing....., containing<sup>(2)</sup>.....

posted by.....

on the..... 19..... under No..... at the office of.....

to the following address <sup>(3)</sup> :  
.....  
.....

<sup>(4)</sup> and in respect of which an advice of delivery was requested.....

Description of exterior of parcel.....

---

2 { To be filled up in the service of destination

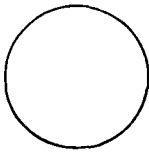
A—in case of delivery

The undersigned declares that the parcel mentioned above was duly delivered to the entitled person on the..... 19.....

The amount of the trade charge has been forwarded to the sender of the parcel by money order No..... on the..... 19.....

The amount of the trade charge has been forwarded to the postal cheque office of..... by money order No..... on the..... 19.....

<sup>(4)</sup> The amount of the trade charge has been placed in the current postal account on the..... 19.....

Stamp of the office of delivery 

Official in charge of the delivery office

---

B—in case of non-delivery

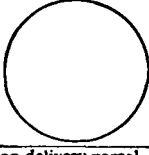
The undersigned declares that the parcel mentioned above is still at the office of.....

was returned to the office of origin on the..... 19.....

was redirected on the..... 19..... to<sup>(3)</sup>.....

<sup>(4)</sup> has not reached its destination. Stamp of the office of delivery

The declaration of the addressee is annexed.

Official in charge of the delivery office 

.....

<sup>(1)</sup> Indicate the category (ordinary parcel, insured parcel, urgent parcel, express parcel, cash on delivery parcel, etc.) and, where appropriate, the amount of insured value or trade charge.

<sup>(2)</sup> Describe the contents as far as possible.

<sup>(3)</sup> Indicate exact and full address.

<sup>(4)</sup> Strike out whichever entry does not apply.

CP 5 (back)

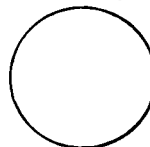
To be filled in only when the disposal of the parcel cannot be established by the enquiries provided for overleaf

To be filled up in the service of origin

The parcel described overleaf was reforwarded by the office of exchange of..... to the office of exchange of..... in despatch No..... of the..... 19..... entered under No..... on the parcel bill No.....

Office stamp

Signature :

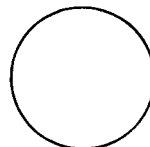


To be filled up in the intermediate services

The parcel described overleaf was reforwarded by the office of exchange of..... to the office of exchange of..... in despatch No..... of the..... 19..... entered under No..... on the parcel bill No.....

Office stamp

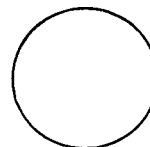
Signature :



The parcel described overleaf was reforwarded by the office of exchange of..... to the office of exchange of..... in despatch No..... of the..... 19..... entered under No..... on the parcel bill No.....

Office stamp

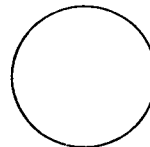
Signature :



The parcel described overleaf was reforwarded by the office of exchange of..... to the office of exchange of..... in despatch No..... of the..... 19..... entered under No..... on the parcel bill No.....

Office stamp

Signature :



Final reply

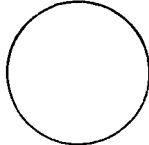
of the Administration of destination or, if appropriate, of the intermediate Administration which cannot establish the regular transmission of the parcel under enquiry to the next Administration :

5

.....  
.....  
.....

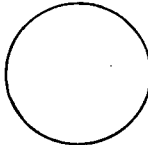
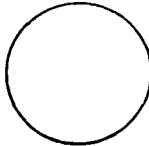
This form should be returned to.....

Front

<p><b>POSTAL ADMINISTRATION</b> of .....</p> <p>(Part to be filled up by the office of origin of the parcel)</p> <p>Parcel No. ....</p> <p>insured for .....</p> <p>posted at the office of .....</p> <p>addressed to .....</p> <p>.....</p> <p>on the ..... 19.....</p> <p>The sender wishes to know when and by which ship this parcel was loaded at (*) .....</p> <p>(*) Describe exactly the port (or the Country) of embarkation.</p>	<p style="text-align: right;">CP 6</p> <p><b>On postal service</b></p> <p><b>ADVICE OF EMBARKATION</b></p> <p>(Part to be filled up by the sender of the parcel, who will indicate his address below for the return of this advice)</p> <p style="text-align: right;">Stamp of office returning the advice</p> <div style="text-align: center; margin: 20px 0;">  </div> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Name or firm)</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Street and number)</p> <p>at .....</p> <p style="text-align: center;">(Locality)</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Country)</p>
--	---

Parcels, Ottawa 1957, art. 124 § 2—Size : 148 × 105 mm.

Back

<p>The parcel described overleaf was included in despatch No. ....</p> <p>of .....</p> <p>for .....</p> <p>sent on the ..... 19.....</p>	<p style="text-align: center;">Stamp of the despatching office of exchange</p> <div style="text-align: center; margin: 20px 0;">  </div>
<p>The parcel described overleaf included in the despatch mentioned above was loaded at .....</p> <p>on the ship .....</p> <p>sailing on the ..... 19.....</p>	<p style="text-align: center;">Stamp of the office of exchange at the port of embarkation</p> <div style="text-align: center; margin: 20px 0;">  </div>

CP 7



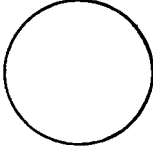
Parcels, Ottawa 1957, art. 109, c)—Size : 52 × 37 mm., colour red.

CP 8



Parcels, Ottawa 1957, art. 107, § 1, a)—Size : 52 × 37 mm.

Front

POSTAL ADMINISTRATION of..... OFFICE OF.....	CP 9		
<b>ADVICE OF NON-DELIVERY<sup>(1)</sup></b> (One form is sufficient for several parcels posted at the same time by the same sender to the same address)			
The parcel(s) associated with the attached despatch note(s) No..... originating at..... is/are held undelivered at my office for the following reason :			
a) the parcel(s) <sup>(2)</sup> $\frac{\text{has}}{\text{have}}$ been refused by the addressee. b) the parcel(s) <sup>(2)</sup> $\frac{\text{has}}{\text{have}}$ not been claimed. c) the addressee is unknown, away (from home), gone away, deceased. d) the address(es) <sup>(2)</sup> $\frac{\text{is}}{\text{are}}$ insufficient. e) the address(es) on the parcel(s) <sup>(2)</sup> $\frac{\text{does}}{\text{do}}$ not agree with that on the despatch note. f) the addressee refuses to pay $\left\{ \begin{array}{l} \text{the customs duty.} \\ \text{the trade charge.} \\ \text{other charges and fees to which the parcel(s)(2) } \end{array} \right. \frac{\text{is}}{\text{are}}$ liable. g) the parcel(s) <sup>(2)</sup> $\frac{\text{is}}{\text{are}}$ liable to customs duty and other charges and fees amounting to..... (to be indicated in the currency of the Country preparing this advice) For extended warehousing, this sum will be increased by..... h) the addressee has not an import licence.			
Please invite <sup>(3)</sup> <u>the sender</u> to give instructions and inform him that if these instructions do not reach me within a period of..... months, the parcel(s) will be returned to origin subject to subsequent payment of charges <sup>(4)</sup> .			
Office stamp 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 60%; padding: 5px;">           Name and address of the person of whom            the instructions are to be sought<sup>(5)</sup>.            .....            .....            .....         </td> <td style="width: 40%; padding: 5px;">           ....., the.....19.....             Signature :             .....         </td> </tr> </table>	Name and address of the person of whom the instructions are to be sought <sup>(5)</sup> . ..... ..... .....	....., the.....19.....  Signature :  .....
Name and address of the person of whom the instructions are to be sought <sup>(5)</sup> . ..... ..... .....	....., the.....19.....  Signature :  .....		
<sup>(1)</sup> To be sent by registered post. <sup>(2)</sup> Underline and complete, if necessary, the text which applies. <sup>(3)</sup> Strike out whichever entry does not apply. <sup>(4)</sup> Until the instructions have arrived, the office is authorised either to deliver the parcel to the original addressee or to another addressee if one is indicated on the back of the despatch note, or to reforward it to a new address. <sup>(5)</sup> Do not fill up if instructions are to be sought of the sender.			

CP 9 (back)

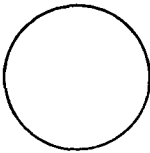
## REPLY

The parcel(s) should be :

- a) presented once more to the original addressee :
- b) (\*) delivered to ..... street ..... no. ....  
redirected (original addressee or another person)  
 at .....  
 without collection of the trade charge.  
 against payment of a reduced trade charge(\*) to.....
- (\*) c) (\*) delivered to ..... street ..... no. ....  
redirected (original addressee or another person)  
 at .....  
 without collection of customs duty or other charges to which the parcel(s) is liable(\*)  
 are
- d) returned immediately to office of origin by (\*) surface. The sender undertakes to pay  
 the transport and other charges.
- e) sold at the entire risk of the sender.
- f) treated as abandoned.

The person concerned having failed to reply to the requests for instructions which have been addressed to him, the parcel(s) should be returned to the office of origin at the expiry of the prescribed period.

Office stamp



Signature :

.....

(\*) Reply by underlining and, where necessary, by completing the printed text.

(\*) In this case, the office of origin will attach to the reply a new Cash on Delivery Money Order (issued in accordance with Article 106 of the Agreement concerning Cash on Delivery items).

(\*) In this case, the office of origin will attach to the reply a franking note (issued in accordance with Article 115 of the Agreement concerning Postal Parcels).

(\*) Strike out whichever entry does not apply.

Front

CP 10

POSTAL ADMINISTRATION

of.....

OFFICE of.....

ADVICE OF REFORWARDING OF A FORM CP 5

Enquiry No..... concerning the parcel described below,  
posted on the ..... 19..... at.....  
by .....

addressed to.....

No..... insured value : .....

amount of trade charge : .....

has been reforwarded today to.....

at.....

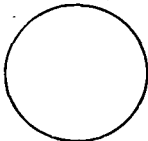
with the following information :

The parcel was forwarded by the office of exchange of.....

to the office of exchange of..... in despatch No..... of the ..... 19.....  
entered under No..... on parcel bill No..... This office received it without comment.

If the enquiry is not answered in a reasonable time a duplicate should be sent to the  
service of ....., indicating precise details. The matter may be regarded  
as closed as far as our service is concerned.

Date stamp



..... the ..... 19.....

Signature :

.....

(The form is to be folded in two and returned unenclosed to the address appearing on the back)



CP 10 (Back)

**POSTAL ADMINISTRATION**  
of.....

**ON POSTAL SERVICE**

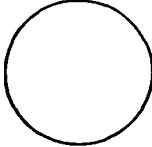
(1)  
.....  
.....

.....  
.....

.....  
.....

.....

**Date Stamp**



(1) Address of the office originating the enquiry or of a specially designated office.

CP 11

DESPATCHING ADMINISTRATION		ADMINISTRATION OF DESTINATION											
Serial number of the despatch : .....		No. of the parcel bill : <sup>(1)</sup> .....		Ship : .....		Stamp of the inward office of exchange				Observations			
Stamp of the outward office of exchange		PARCEL BILL for postal parcels		sent by the office of exchange of .....									
		to the office of exchange of .....		Departure (..... despatch) on the ..... 19.....,									
		at ..... h ..... m.											
Serial	Number of parcel	Number of parcels	Office of origin	Place of destination <sup>(2)</sup>	Weight <sup>(3)</sup> of each insured parcel	Insured value	Rates and charges due			Amount of trade charge	10	11	
							by the despatching Administration to the receiving Administration	by the receiving Administration to the despatching Administration					
1	2	3	4	5	6	7	fr	c	fr	c			
1					kg	fr							
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
11													
12													
13													
14													
15													
16													
17													
18													
19													
20													
		Totals											

Official of the outward office of exchange : .....

Official of the inward office of exchange : .....

<sup>(1)</sup> To be filled up if the despatch includes several forms CP 11.  
<sup>(2)</sup> Not to be filled up if the parcels are addressed to the same office as the parcel bill.  
<sup>(3)</sup> If necessary, this column may be used for entering the weight of uninsured parcels.



Front

CP 13

POSTAL ADMINISTRATION

of .....

OFFICE of .....

Stamp of the office  
despatching the note

VERIFICATION NOTE No. .... (1)

Stamp of the office  
receiving the note

Errors and irregularities observed in parcel despatch No. .... (parcel bill No. ....)

from the office of exchange of .....

for the office of exchange of .....

Departure (.....despatch) of the ..... 19....., at ..... h.....m

Missing parcels

Number		Office of origin	Address (as exact as possible)	Credit	Correction	Observations
Serial (col. 1 of parcel bill)	of the parcel 2					
1	3		4	5	6	7
				fr	fr	c

Excess parcels

Number	Office of origin	Exact address		Weight	Insured value	Type of receptacle (bag, basket, etc.)
		of the sender	of the addressee			
1	3	4	5	6	7	8
2				kg	fr	

(1) To be sent by registered post.

Continued overleaf

CP 13 (Front)



Front

POSTAL ADMINISTRATION

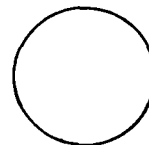
CP 14

of.....

Stamp of the office  
preparing the report

REPORT

concerning the <sup>(1)</sup> { theft  
damage  
decreased weight } of a postal  
parcel



PART I

Report drawn up by the office of..... on the..... 19.....

Office of posting : ..... Date of posting : ..... 19.....

Number of parcel : .....

Sender : .....

Addressee : .....

Insured value : ..... Trade charge:.....

Weight shown : ..... Weight as observed : .....

External wrapping : ..... Internal packing : .....

Office which made up the mail.....

Date of the mail : ..... 19..... Serial number of the mail : .....

The mail arrived on the..... 19.....

- (1) { by travelling post office.....
- in the railway van No.....
- by the ship.....
- by the air line.....

The parcel arrived <sup>(1)</sup> { in a bag  
unenclosed

Detailed statement of the facts.....

Signatures :

(1) Strike out whichever entry does not apply

(See overleaf)

CP 14 (Back)

PART II

Report drawn up by the office of.....the.....19.....

The packing of the item is considered (1)  $\frac{\text{to be}}{\text{not to be}}$  in accordance with regulations.

(1)  $\left\{ \begin{array}{l} \text{From } \frac{\text{the entries on the invoice}}{\text{the customs declaration}} \\ \text{According to } \frac{\text{the addressee}}{\text{the sender}} \end{array} \right\}$  the contents should have comprised.....

On examination, in the presence of (1)  $\frac{\text{the addressee}}{\text{the sender}}$ , it has been observed .....

(1)  $\left\{ \begin{array}{l} \text{Consequently} \\ \text{According to the addressee} \\ \text{According to the sender} \end{array} \right\}$  the following (1)  $\frac{\text{is}}{\text{are}}$  missing .....

(1)  $\frac{\text{The addressee}}{\text{The sender}}$  estimates an amount of ..... as the loss by (1)  $\left\{ \begin{array}{l} \text{theft.} \\ \text{damage.} \\ \text{decreased weight.} \end{array} \right\}$

(1) The  $\left\{ \begin{array}{l} \text{theft} \\ \text{damage} \\ \text{decreased weight} \end{array} \right\}$  is due to.....

(1) After repacking and weighing, the new weight is..... ; the item has been forwarded to its destination.

(1) The contents have been destroyed by the undersigned office.

(1) The packing is held here.

(1) The addressee refuses the item but claims an indemnity of.....  
The sender has accepted the item

(1) The following are annexed to this report : the packing of the parcel, the receptacle, string, seals, lead seals, label.

In faith whereof, we have drawn up this report, of which a duplicate has been sent, with a verification note to the office of exchange of.....

Signatures of postal officials

Signature of addressee or sender

Signature of customs officer

(1) Strike out whichever entry does not apply.





CP 16

POSTAL ADMINISTRATION                      SERVICE WITH THE ADMINISTRATION  
of.....    of.....

**SUMMARISED ACCOUNT<sup>(1)</sup>**  
of the<sup>(2)</sup> monthly statements (form CP 15)  
quarterly  
addressed by the offices of exchange of the Administration of.....  
to the offices of exchange of the Administration of.....  
Month of..... 19.....  
<sup>(2)</sup>.....  
..... quarter 19.....

No.	Receiving office of exchange	Amounts due according to each <sup>(2)</sup> <u>monthly</u> statement <u>quarterly</u>				Observations
		to the receiving Administration		to the sending Administration		
1	2	3		4		5
		fr	c	fr	c	
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
	<b>Totals</b>					
	<b>Deduct</b>					
	<b>Balance in favour of the Administration</b>					
	of.....					

Seen and accepted :  
....., the..... 19.....  
....., the..... 19.....

<sup>(1)</sup> To be drawn up in duplicate.  
<sup>(2)</sup> Strike out whichever entry does not apply.

CP 17

CP 17

POSTAL ADMINISTRATION of.....

**STATEMENT OF DIFFERENCES**

observed in the summarised account (form CP 16) drawn up by the Administration of.....

for the (1) { month of ..... 19..... quarter 19.....

No.	Serial No. of account CP 16	Parcel mails		Date	Amount		Credit due to the Administration		Observations (2)
		of 3	for 4		entered in account 6	corrected 7	of 8	of 9	
1	2			5	fr	c	fr	c	10
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									

Seen and accepted: ..... 19....., the ..... 19.....

(1) Strike out whichever entry does not apply.  
 (2) Use, if necessary, the free space on the front or back of the form.  
 Parcels, Ottawa 1957, art. 141, § 3—Size: 210 × 148 mm.

CP 18

POSTAL ADMINISTRATION SERVICE WITH THE ADMINISTRATION  
of..... of.....

**GENERAL ACCOUNT**

prepared by the Administration of.....  
for the exchange of parcels with the Administration of.....

(<sup>1</sup>) { ..... quarter 19.....  
..... half year 19.....

Exchange  I	Period  2	Balance of accounts CP 16 in favour of the Administration				Observations  5
		which prepares the account  3		receiving the account  4		
		fr	c	fr	c	
Received by the Administration which prepares the account						
Sent by the Administration which prepares the account						
	<b>Totals</b>					
	<b>Deduct</b>					
Balance in favour of the Adminis- tration of .....						

Seen and accepted :

....., the .....19..... | ....., the .....19.....  
.....

(<sup>1</sup>) Strike out whichever entry does not apply.

POSTAL ADMINISTRATION CP 19  
of .....

**DETAILED MONTHLY ACCOUNT  
OF CUSTOMS, ETC. CHARGES**

Customs, etc., charges paid by the Administration of.....  
on behalf of the Administration of.....  
Month of..... 19.....

Number	Date of payment	Number of franking note	Office which made the payment	Amount of each franking note	Observations
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
			Total		

....., the ..... 19..... Signature :  
.....

CP 20

DESPATCHING ADMINISTRATION		ADMINISTRATION OF DESTINATION														
Serial number of the despatch : .....		Number of the parcel bill : (1) .....		Air line : .....									Observations			
Stamp of the outward office of exchange		Stamp of the inward office of exchange		Air rates due									Amount of trade charge			
				Land and sea rates and charges due			Insured value		Weight(*) of each insured parcel		Place of destination(*)		Office of origin		Number of parcels	
				by the despatching Administration receiving	by the Administration despatching	by the receiving Administration										
Serial	Number of parcel	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13		
1		kg	fr	fr	fr	fr	fr	fr	fr	fr	fr	fr	fr			
2																
3																
4																
5																
6																
7																
8																
9																
10																
11																
12																
13																
14																
15																
16																
17																
18																
19																
20																
Totals																

Official of the outward office of exchange : .....

Official of the inward office of exchange : .....

(1) If there are several forms CP 20 with the mail.  
 (2) Not to be filled in if the parcels are addressed to the same office as the air parcel bill.  
 (3) If necessary, this column may be used for entering the weight of uninsured parcels.

Parcels, Ottawa 1957, art. 130, § 1—Size: 210 × 297 mm.

(Front)

CP 21

POSTAL ADMINISTRATION

of.....

TABLE CP 21

showing the conditions on which the above-mentioned postal Administration accepts air parcels addressed to its own territory and to Countries for which it is in a position to serve as an intermediary.

NOTE.—The amounts shown in column 5 of Section C (see the back of the form) only represent the inward rate with which the Administration of destination should be credited. Where it is necessary to claim land or sea transit rates, the amounts should be shown in the same column with a corresponding reference.

1.—INFORMATION to be given by the Administration preparing this table on the following subjects :

SECTION A

Questions :	Answers :
1.—Does the Administration charge for reforwarding air parcels by air in the interior of its country, on all or part of the journey ?	(*) .....
2.—If so, for which places ?	(*)
3.—May air parcels, addressed elsewhere, be sent via these places at the request of the sender ?	(*) .....

II.—SERVICES IN THE INTERIOR of .....

SECTION B

Weight steps	Rates to be paid to the Administration of.....				Observations
	Inward rate		Insurance fee for each 200 fr.		
	1	2	3	4	
kg	fr	c	fr	c	

(1) Yes or no.

(2) Indication of the places in alphabetical order.

(continued overleaf)



POSTAL ADMINISTRATION

CP 22

of.....

**STATEMENT**  
of amounts due in respect of indemnity for postal parcels <sup>(1)</sup>

by the Administration of..... Month of..... 19.....

No.	Parcels				Letters authorising recoveries			Amount		Observations <sup>(2)</sup>
	No.	Date of posting	Origin	Destination	No. of Statement or name of office	Date	Reference No. of debtor Administration	fr	c	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
1								fr	c	
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										
13										
14										
15										
16										
17										
18										
19										
20										
<b>Total</b>										

(To be carried to the summarised account CP 16)


<sup>(1)</sup> Compensation for parcels lost, damaged, sold, etc.

<sup>(2)</sup> Use, if necessary, the free space on the front or back of the form.



<b>Postal Parcels</b>	CP 23
Despatch No. ....	from <b>Liverpool</b> to
<input type="radio"/> Date of despatch.....	<b>Mentreal (Canada)</b>
Bag No. ....	via .....
Number of parcels.....	Ship.....
	Port of disembarkation.....

Parcels, Ottawa 1957, art. 131, § 1, a) — Size : 125 × 60 or 148 × 52 mm., colour yellow ochre.

<b>Postal Parcels</b>	<b>By Air Mail</b>	CP 24
Despatch No.....	from <b>Stockholm Station</b> to	
Date of despatch.....	<b>Rio de Janeiro</b>	
 Bag No.....	Line No.....	
Number of parcels.....	Airport of transshipment.....	
kg.....		

Parcels, Ottawa 1957, art. 131, § 1 a) — Size : 125 × 60 or 148 × 52 mm., colour yellow ochre.

No. 5214

---

**ALBANIA, GERMANY, SAUDI ARABIA,  
ARGENTINA, AUSTRIA, etc.  
(UNIVERSAL POSTAL UNION)**

**Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques (with Detailed Regulations). Signed at Ottawa, on 3 October 1957**

*Official text: French.*

*Registered by Canada on 7 July 1960.*

---

**ALBANIE, ALLEMAGNE, ARABIE SAOUDITE,  
ARGENTINE, AUTRICHE, etc.  
(UNION POSTALE UNIVERSELLE)**

**Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage (avec Règlement d'exécution). Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957**

*Texte officiel français.*

*Enregistré par le Canada le 7 juillet 1960.*



**UNION POSTALE UNIVERSELLE  
ACTES DU CONGRÈS D'OTTAWA, 1957**

---

**IV**

**N° 5214. ARRANGEMENT CONCERNANT LES MANDATS  
DE POSTE ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE. SIGNÉ  
À OTTAWA, LE 3 OCTOBRE 1957**



NOTE. — Les caractères *italiques* figurant dans le texte ci-après marquent les modifications (changements, additions ou suppressions de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport aux Actes du Congrès de Bruxelles, 1952, remaniés par la Commission exécutive et de liaison<sup>1</sup>.

TABLE DES MATIÈRES  
DE L'ARRANGEMENT  
CONCERNANT  
LES MANDATS DE POSTE  
ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

TITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

1. Objet de l'Arrangement

TITRE II

MANDATS

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Modes d'échange

CHAPITRE II

ÉMISSION DES MANDATS

3. Monnaie. Conversion  
4. Montant maximum à l'émission  
5. Versement des fonds. Récépissé  
6. Taxes  
7. Franchise de taxes  
8. Dispositions particulières à l'émission des mandats télégraphiques

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

9. Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. *Acheminement par voie aérienne*  
10. Retrait. Modification d'adresse  
11. Réexpédition  
12. Endossement

<sup>1</sup> [Traduction — Translation] NOTE. — The letters in *italics* in the French text indicate the modifications (changes, additions or deletions of words, passages, figures, signs, etc.) by comparison with the Acts of the Congress of Brussels, 1952, revised by the Executive and Liaison Committee.

## CHAPITRE IV

## PAIEMENT DES MANDATS

Art.

13. Durée de validité. Visa pour date
14. Montant maximum au paiement
15. Règles générales de paiement des mandats
16. Remise par exprès
17. Taxes postales éventuellement perçues sur le bénéficiaire
18. Dispositions particulières au paiement des mandats télégraphiques

## CHAPITRE V

## MANDATS IMPAYÉS. AUTORISATIONS DE PAIEMENT

19. Mandats impayés
20. Autorisation de paiement
21. Mandats prescrits

## CHAPITRE VI

## RESPONSABILITÉ

22. Principe et étendue de la responsabilité
23. Exceptions au principe de la responsabilité
24. Cessation de la responsabilité
25. Détermination de la responsabilité
26. Paiement des sommes réclamées. Recours
27. Délai de paiement des sommes réclamées
28. Remboursement à l'Administration d'émission des sommes versées pour le compte de l'Administration de paiement

## CHAPITRE VII

## COMPTABILITÉ

29. Attribution des taxes
30. Établissement des comptes
31. Règlement des comptes

## CHAPITRE VIII

## DISPOSITIONS DIVERSES

32. Bureaux participant à l'échange
33. Participation d'organismes non postaux
34. Interdiction de droits fiscaux ou autres

## TITRE III

## BONS POSTAUX DE VOYAGE

## CHAPITRE I

## GÉNÉRALITÉS ET ÉMISSION

35. Définition. Carnets
36. Monnaie. Montant maximum. Conversion
37. Taxe
38. Prix de vente



## CHAPITRE II

## PAIEMENT DES BONS

Art.

- 39. Validité des titres. Remise des fonds
- 40. Opposition au paiement

## CHAPITRE III

## RÉCLAMATIONS. RESPONSABILITÉ. COMPTABILITÉ

- 41. Réclamations et responsabilité
- 42. Attribution des taxes. Établissement des comptes

## TITRE IV

## DISPOSITIONS FINALES

- 43. Application de la Convention et de certains Arrangements
- 44. Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès
- 45. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

ARRANGEMENT<sup>1</sup>

CONCERNANT

LES MANDATS DE POSTE  
ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

CONCLU ENTRE

la République Populaire d'Albanie, l'Allemagne, le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, la République Populaire de Bulgarie, le Cambodge, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la République de Corée, la République de Cuba, le Danemark, la République Dominicaine, l'Égypte, la République de El Salvador, l'Espagne, les Territoires espagnols de l'Afrique, la Finlande, la France, l'Algérie, l'Ensemble des Territoires représentés par l'Office français des Postes et Télécommunications d'outre-mer, la Grèce, la République d'Haïti, la République du Honduras, la République Populaire Hongroise, la République d'Indonésie, l'Iran, la République d'Islande, l'Italie, le Territoire de la Somalie sous administration italienne, le Japon, le Laos, le Liban, la République de Libéria, la Libye, le Luxembourg, le Maroc, le Mexique, la Principauté de Monaco, le Nicaragua, la Norvège, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, les Antilles néerlandaises et Surinam, le Pérou, la République Populaire de Pologne, le Portugal, les Provinces portugaises de l'Afrique occidentale, les Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie, la République Populaire Roumaine, la République de Saint-Marin, la République du Soudan, la Suède, la Confédération Suisse, la Syrie, la Tchécoslovaquie, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, la République Orientale de l'Uruguay, l'État de la Cité du Vatican, la République de Vénézuéla, le Viêt-Nam, le Yémen, la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 22 de la Convention postale universelle conclue à Ottawa le 3 octobre 1957,<sup>2</sup> ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

(Voir notes 1 et 2 à la page ci-contre)

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1959, conformément à l'article 45. Les instruments de ratification ou d'adhésion (a) ont été déposés auprès du Gouvernement canadien aux dates indiquées :

Argentine (avec réserves ; voir p. 13) . . . . .	15 avril	1959	Japon . . . . .	7 novembre	1958
Autriche . . . . .	4 mai	1959	Liban . . . . .	23 juillet	1958
Belgique . . . . .	5 mars	1959	Luxembourg . . . . .	13 janvier	1960
Bulgarie . . . . .	13 mai	1959	Maroc . . . . .	9 juillet	1959
Cambodge . . . . .	12 janvier	1960	Mexique . . . . .	19 mars	1959
République de Chine . . . . .	6 octobre	1959	Monaco . . . . .	2 septembre	1959
Danemark . . . . .	13 août	1958	Norvège . . . . .	19 août	1958
Espagne . . . . .	29 juillet	1959	Pays-Bas . . . . .	27 août	1959
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)			(Y compris la Nouvelle-Guinée néerlandaise, le Surinam et les Antilles néerlandaises.)		
Finlande . . . . .	6 mars	1959	Pérou . . . . .	21 mai	1959
France . . . . .	8 mai	1959	République arabe unie : Province égyptienne . . . . .	15 janvier	1959
(Y compris l'Algérie et l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer composé des pays et territoires désignés ci-après, ainsi que du Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides†.)			Province syrienne . . . . .	15 janvier	1959
Grèce . . . . .	2 octobre	1959	Saint-Marin . . . . .	31 mars	1959
Hongrie . . . . .	5 avril	1960	Soudan . . . . .	1 <sup>er</sup> mars	1960
Islande . . . . .	27 novembre	1958	Suède . . . . .	2 mai	1958
Italie . . . . .	9 juin	1960	Suisse . . . . .	14 novembre	1958
			Tchécoslovaquie . . . . .	13 août	1959
			Tunisie . . . . .	24 mars	1959
			État de la Cité du Vatican . . . . .	13 avril	1960
			République du Vietnam . . . . .	3 décembre	1959
			Yémen . . . . .	3 avril	1959 (a)

† a) *États membres de la Communauté* : République du Sénégal, République soudanaise, République de la Côte-d'Ivoire, République du Niger, République de la Haute-Volta, République du Dahomey, République islamique de Mauritanie, République gabonaise, République du Congo, République Centre-Africaine, République du Tchad, République de Madagascar.

b) *Territoires d'outre-mer* : Comores, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Polynésie française, Côte française des Somalis, îles Saint-Pierre-et-Miquelon.

c) *Territoires sous tutelle de la France* : Cameroun, République autonome du Togo.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 364, p. 3.

TITRE I  
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE PREMIER

Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit, d'une part, l'échange des mandats de poste, dénommés ci-après «mandats» et, d'autre part, le service des bons postaux de voyage, que les Pays signataires conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

TITRE II  
MANDATS

CHAPITRE I  
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2

Modes d'échange

1. Les mandats peuvent être échangés soit par la voie postale, soit, si les télégrammes-mandats sont admis dans les relations entre les Pays intéressés, par la voie télégraphique.

2. L'échange par la voie postale peut, au choix des Administrations, s'opérer au moyen de cartes ou de listes. Dans le premier cas, les titres sont dénommés «mandats-cartes» et dans le second, «mandats-listes».

3. L'échange par la voie télégraphique peut avoir lieu par mandat-carte télégraphique ou par mandat-liste télégraphique, les deux catégories étant dénommées «mandat télégraphique».

CHAPITRE II  
ÉMISSION DES MANDATS

ARTICLE 3

Monnaie. Conversion

1. Sauf accord contraire, tout mandat est libellé dans la monnaie du Pays de paiement.
2. L'Administration d'émission détermine le taux de conversion de sa monnaie en celle du Pays de paiement.

ARTICLE 4

Montant maximum à l'émission

1. Le montant d'un mandat ne peut excéder l'équivalent de 1000 francs. Chaque Administration a cependant la faculté de fixer un maximum plus faible.
2. Par exception aucun maximum n'est fixé pour les mandats visés à l'article 7.

## ARTICLE 5

## Versement des fonds. Récépissé

1. Chaque Administration détermine la forme dans laquelle l'expéditeur d'un mandat verse les fonds à transférer.
2. Un récépissé est délivré gratuitement à l'expéditeur au moment du versement des fonds.

## ARTICLE 6

## Taxes

1. La taxe à percevoir au moment de l'émission se compose:
  - a) d'une taxe fixe maximum de 25 centimes par mandat;
  - b) d'une taxe proportionnelle maximum ainsi calculée:
    - pour les mandats-cartes:  $\frac{1}{2}$ % de la somme versée;
    - pour les mandats-listes: 1% de la somme versée;
  - c) éventuellement, des taxes afférentes à des services spéciaux (demande d'avis de paiement, de paiement par exprès, etc.).
2. Chaque Administration a la faculté d'adopter, pour la perception de la taxe proportionnelle, l'échelle qui répond le mieux à ses convenances de service.
3. Les mandats échangés, par l'intermédiaire d'un Pays participant au présent Arrangement, entre un Pays participant et un Pays non participant, peuvent être soumis, par l'Administration du Pays intermédiaire, à une taxe supplémentaire prélevée sur le montant du titre; cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'Administration du Pays intermédiaire, si les Administrations intéressées se sont mises d'accord à cet effet.

## ARTICLE 7

## Franchise de taxes

*Sont exonérés de toutes taxes postales, les mandats relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 38 de la Convention.*

## ARTICLE 8

## Dispositions particulières à l'émission des mandats télégraphiques

1. Les mandats télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications.
2. En sus de la taxe postale, l'expéditeur d'un mandat télégraphique paie la taxe du télégramme, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire.

## CHAPITRE III

## PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

## ARTICLE 9

*Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Acheminement par voie aérienne*

1. L'expéditeur d'un mandat peut demander à être avisé du paiement. *L'article 69 de la Convention est applicable aux avis de paiement.*

2. Sous réserve des dispositions de l'article 16, l'expéditeur d'un mandat peut demander que la remise des fonds soit effectuée à domicile par exprès dès l'arrivée du mandat; dans ce cas, l'article 57 de la Convention est applicable.

3. Dans les relations avec les Pays qui admettent le paiement en main propre, l'expéditeur d'un mandat peut demander, par une mention portée sur la formule, que le paiement ait lieu exclusivement entre les mains et sur acquit personnel du bénéficiaire. *Dans ce cas, l'expéditeur paie un droit spécial de 20 centimes ou le droit perçu dans le Pays d'origine pour la demande de paiement en main propre. D'autre part, le mandat doit être accompagné d'un avis de paiement.*

4. *Si les Administrations intéressées se sont mises d'accord à ce sujet, l'expéditeur d'un mandat-liste peut demander l'acheminement des titres par voie aérienne entre le bureau d'échange du Pays de paiement et le bureau de paiement. Dans ce cas, le mode de perception de la surtaxe aérienne fait l'objet d'ententes directes entre les Administrations.*

## ARTICLE 10

## Retrait. Modification d'adresse

L'expéditeur d'un mandat peut, aux conditions déterminées par l'article 58, §§ 2 à 4, de la Convention, le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aussi longtemps que le titre ou les fonds n'ont pas été remis au bénéficiaire.

## ARTICLE 11

## Réexpédition

1. En cas de changement de résidence du bénéficiaire et dans les limites où fonctionne un service de mandats entre le Pays réexpéditeur et le Pays de nouvelle destination, tout mandat peut être réexpédié par voie postale ou télégraphique, soit à la demande de l'expéditeur, soit à celle du bénéficiaire.

2. La réexpédition, par voie postale, des mandats-cartes postaux ou télégraphiques s'effectue sans perception de taxe et sans émission de nouveaux titres lorsque le Pays de nouvelle destination entretient avec le Pays d'émission un échange de mandats-cartes sur la base du présent Arrangement.

3. Dans tous les autres cas, la réexpédition est faite au moyen d'un nouveau mandat dont les taxes, y compris, le cas échéant, les taxes télégraphiques, sont prélevées sur le montant du mandat réexpédié.

4. En cas de réexpédition, les dispositions de l'article 59, § 7, de la Convention sont applicables en ce qui concerne la taxe de poste restante et la taxe complémentaire d'express.

## ARTICLE 12

## Endossement

Tout Pays a le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats provenant d'un autre Pays.

## CHAPITRE IV

## PAIEMENT DES MANDATS

## ARTICLE 13

## Durée de validité. Visa pour date

1. La validité des mandats s'étend:

- a) en règle générale, jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de l'émission; après accord entre Administrations intéressées, jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit celui de l'émission;
- b) dans les relations entre Pays éloignés, jusqu'à l'expiration du septième mois qui suit celui de l'émission.

2. Après ces délais, les mandats-cartes ne sont payés que revêtus d'un «visa pour date» donné, par l'Administration d'émission, à la requête de l'Administration de paiement. Les mandats-listes ne peuvent bénéficier du visa pour date.

3. Le visa pour date confère au mandat-carte, à partir du jour où il est donné, une nouvelle validité dont la durée est celle qu'aurait un mandat émis le même jour.

4. Si le non-paiement avant expiration du délai de validité ne résulte pas d'une faute de service, il peut être perçu une taxe dite «de visa pour date» égale à celle qui est prévue à l'article 67 de la Convention.

## ARTICLE 14

## Montant maximum au paiement

1. Sauf accord contraire, le montant maximum des mandats payables dans un Pays est le même que celui qui a été adopté par l'Administration de ce Pays pour l'émission.

2. Lorsqu'un même expéditeur a fait émettre, le même jour, au profit du même bénéficiaire, plusieurs mandats, dont le montant total excède le maximum adopté par l'Administration de paiement, celle-ci est autorisée à échelonner le paiement des titres de façon que la somme payée au bénéficiaire, dans une même journée, n'excède pas ce maximum.

## ARTICLE 15

## Règles générales de paiement des mandats

1. Le paiement des mandats est effectué selon les règlements du Pays de paiement.

2. Le montant des mandats est payé au bénéficiaire en monnaie légale du Pays de paiement; il peut être payé en toute autre monnaie suivant accord particulier entre les Administrations correspondantes.

3. Le paiement peut être valablement effectué par versement à un compte courant postal, selon les règles en vigueur dans l'Administration de paiement.

4. Après en avoir avisé les Administrations intéressées, l'Administration de paiement a la faculté, si sa législation l'exige, soit de négliger les fractions d'unité monétaire, soit d'arrondir la somme à l'unité monétaire la plus voisine ou au dixième d'unité le plus voisin.

## ARTICLE 16

## Remise par exprès

Si l'expéditeur a demandé le paiement par exprès, l'Administration de paiement a la faculté de faire remettre par ce moyen soit les fonds, soit le titre lui-même, soit un avis d'arrivée du mandat, pour autant que ses règlements le prévoient.

## ARTICLE 17

## Taxes postales éventuellement perçues sur le bénéficiaire

Peuvent être perçues sur le bénéficiaire:

- a) une taxe de remise, lorsque le paiement est effectué à domicile;
- b) la taxe d'autorisation de paiement visée à l'article 20, § 4, du présent Arrangement;
- c) éventuellement, la taxe de visa pour date prévue à l'article 13, § 4, du présent Arrangement;
- d) la taxe visée à l'article 50, § 2, de la Convention, lorsque le mandat est adressé poste restante.

## ARTICLE 18

## Dispositions particulières au paiement des mandats télégraphiques

1. La remise des mandats télégraphiques a toujours lieu dans les formes prévues à l'article 16 du présent Arrangement.

2. Lorsque les fonds sont remis à domicile par exprès, l'Administration de paiement peut percevoir de ce chef une taxe spéciale, en tenant compte, si le télégramme-mandat porte l'indication de service taxée XP, de la taxe d'exprès acquittée par l'expéditeur.

3. La remise d'un avis d'arrivée ou du titre lui-même s'effectue sans frais pour le bénéficiaire; toutefois, si le domicile de ce dernier se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de paiement et si le télégramme-mandat ne porte pas l'indication de service taxée XP, la taxe de remise par exprès peut être perçue sur le bénéficiaire.

## CHAPITRE V

## MANDATS IMPAYÉS. AUTORISATIONS DE PAIEMENT

## ARTICLE 19

## Mandats impayés

1. Est immédiatement renvoyé à l'Administration d'émission, tout mandat refusé, tout mandat dont le bénéficiaire est inconnu, parti sans laisser d'adresse ou parti pour un Pays sur lequel la réexpédition ne peut être effectuée, tout mandat dont le paiement n'a pas été réclamé dans le délai de validité.
2. Tout mandat impayé pour une cause quelconque est remboursé à l'expéditeur.
3. Les dispositions de l'article 59, § 7, de la Convention sont applicables à la taxe de poste restante et à la taxe complémentaire d'express.

## ARTICLE 20

## Autorisation de paiement

1. Tout mandat-carte égaré, perdu ou détruit avant paiement peut, à la demande de l'expéditeur ou du bénéficiaire, être remplacé par une autorisation de paiement délivrée par l'Administration d'émission.
2. Une autorisation de paiement est également délivrée lorsqu'une erreur de conversion imputable au bureau d'émission nécessite un versement complémentaire au profit du bénéficiaire.
3. La durée de validité d'une autorisation de paiement est la même que celle d'un mandat émis le même jour.
4. Si aucune faute de service n'a été commise, il peut être perçu, sur l'expéditeur ou sur le bénéficiaire, une taxe dite «d'autorisation de paiement» égale à celle que prévoit l'article 67 de la Convention, sauf si cette taxe a déjà été perçue pour la réclamation, la demande de renseignements ou l'avis de paiement.

## ARTICLE 21

## Mandats prescrits

Les sommes converties en mandats dont le montant n'a pas été réclamé avant prescription sont définitivement acquises à l'Administration du Pays d'émission. Le délai de prescription est fixé par la législation dudit Pays.

## CHAPITRE VI

## RESPONSABILITÉ

## ARTICLE 22

## Principe et étendue de la responsabilité

1. Les Administrations postales sont responsables des sommes versées, jusqu'au moment où les mandats ont été régulièrement payés.
2. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission télégraphique.
3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité en raison des retards qui peuvent se produire dans la transmission et le paiement des mandats.

## ARTICLE 23

## Exceptions au principe de la responsabilité

Les Administrations postales sont dégagées de toute responsabilité lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte du paiement par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure.



## ARTICLE 24

## Cessation de la responsabilité

Les Administrations postales cessent d'être responsables:

- a) à l'expiration du délai de prescription visé à l'article 21;
- b) s'il s'agit d'une contestation de la régularité du paiement, à l'expiration du délai prévu à l'article 67, § 1, de la Convention.

## ARTICLE 25

## Détermination de la responsabilité

1. Sous réserve des dispositions des §§ 2 à 5 ci-après, la responsabilité incombe à l'Administration d'émission.

2. La responsabilité incombe à l'Administration de paiement si elle n'est pas en mesure d'établir que le paiement a eu lieu dans les conditions prescrites par ses règlements.

3. La responsabilité incombe à l'Administration du Pays où l'erreur s'est produite:

- a) s'il s'agit d'une erreur de conversion;
- b) s'il s'agit d'une erreur de transmission télégraphique commise à l'intérieur du Pays d'émission ou du Pays de paiement.

4. La responsabilité incombe à l'Administration d'émission et à l'Administration de paiement par parts égales:

- a) si une erreur de transmission télégraphique s'est produite dans un Pays intermédiaire;
- b) s'il n'est pas possible d'établir le Pays où cette erreur de transmission s'est produite.

5. Sous réserve des dispositions du § 2, la responsabilité incombe:

- a) en cas de paiement d'un faux mandat, à l'Administration du Pays sur le territoire duquel le mandat a été introduit dans le service;
- b) en cas de paiement d'un mandat dont le montant a été frauduleusement majoré, à l'Administration du Pays dans lequel le mandat a été falsifié; toutefois, le dommage est supporté en parts égales par les Administrations d'émission et de paiement lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le Pays où la falsification est intervenue ou lorsqu'il ne peut être obtenu réparation d'une falsification commise dans un Pays intermédiaire non participant au service des mandats sur la base du présent Arrangement.

## ARTICLE 26

## Paiement des sommes réclamées. Recours

1. L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration de paiement si les fonds sont à remettre au bénéficiaire; elle incombe à l'Administration d'émission, si leur restitution doit être faite à l'expéditeur.

2. L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable du paiement irrégulier.

3. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le dommage a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre l'expéditeur, contre le bénéficiaire ou contre des tiers.

## ARTICLE 27

## Délai de paiement des sommes réclamées

1. Le versement des sommes dues aux réclamants doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'Administration d'émission peut exceptionnellement différer le versement au-delà de ce délai si, malgré la diligence apportée à l'instruction d'une affaire, ledit délai n'a pas été suffisant pour permettre de déterminer la responsabilité.

3. Si l'Administration de paiement, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution à une réclamation, l'Administration d'émission est autorisée à rembourser l'expéditeur pour le compte de l'Administration de paiement.

## ARTICLE 28

## Remboursement à l'Administration d'émission des sommes versées pour le compte de l'Administration de paiement

1. L'Administration de paiement pour le compte de laquelle le réclamant a été désintéressé par l'Administration d'émission est tenue de rembourser à celle-ci le montant de ses débours, dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement; il en est de même en ce qui concerne le règlement du dommage dans les cas prévus à l'article 25, §§ 2 à 5.

2. Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Administration d'émission par un des moyens suivants:

- a) mandat, chèque ou traite payable à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du Pays créancier;
- b) espèces ayant cours dans ce Pays;
- c) sous réserve d'accord, inscription au crédit de l'Administration de ce Pays dans le compte des mandats.

3. Passé le délai de quatre mois, la somme due à l'Administration d'émission est productive d'intérêt, à raison de 5% par an, à compter du jour d'expiration dudit délai.

## CHAPITRE VII

## COMPTABILITÉ

## ARTICLE 29

## Attribution des taxes

1. L'Administration d'émission attribuée à l'Administration de paiement, sur le montant des taxes qu'elle a perçues en application de l'article 6, § 1, a) et b), une quote-part fixe de 12,5 centimes par mandat et, selon que les Administrations ont adopté le système des mandats-cartes ou celui des mandats-listes, une quote-part proportionnelle de  $\frac{1}{4}$ % ou de  $\frac{1}{2}$ % du total des mandats payés.

2. Les mandats émis en franchise ne donnent lieu à aucune attribution.

3. En cas de réexpédition, l'Administration du Pays de la nouvelle destination reçoit, quelles que soient les taxes effectivement perçues par l'Administration d'émission, les quotes-parts qui lui auraient été dues si elle avait été l'Administration du Pays de première destination.

4. Exception faite des quotes-parts visées au § 1 et sous réserve des stipulations expressément prévues dans le présent Arrangement, chaque Administration garde en entier les taxes qu'elle a perçues.

## ARTICLE 30

## Établissement des comptes

1. Chaque Administration de paiement dresse, pour chaque Administration d'émission, un compte mensuel des sommes payées pour les mandats-cartes ou un compte mensuel du montant des listes reçues pendant le mois pour les mandats-listes; les comptes mensuels sont incorporés, périodiquement, dans un compte général qui donne lieu à la détermination d'un solde.

2. Lorsque les mandats ont été payés, dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en la monnaie de la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le cours moyen officiel du change dans le Pays de l'Administration débitrice pendant la période à laquelle le compte se rapporte; ce cours moyen doit être calculé uniformément à quatre décimales.

3. Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation.

## ARTICLE 31

## Règlement des comptes

1. Sauf accord contraire, le paiement du solde du compte général ou du montant des comptes mensuels a lieu dans la monnaie que l'Administration créancière applique au paiement des mandats.

2. En cas de non-paiement dans les délais fixés par le Règlement,<sup>1</sup> les sommes dues sont productives d'un intérêt de 5% par an, à dater du jour d'expiration desdits délais jusqu'au jour du paiement.

3. Il ne peut être porté atteinte, par aucune mesure unilatérale, telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent Arrangement et de son Règlement d'exécution relatives à l'établissement et au règlement des comptes.

<sup>1</sup> Voir p. 229 de ce volume.

CHAPITRE VIII  
DISPOSITIONS DIVERSES

## ARTICLE 32

## Bureaux participant à l'échange

Les Administrations postales prennent toutes mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le paiement des mandats dans toutes les localités de leur Pays.

## ARTICLE 33

## Participation d'organismes non postaux

1. Les Pays dans lesquels le service des mandats est assuré par des organismes non postaux peuvent participer à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement.

2. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'Administration des postes de leur Pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement; l'Administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les Administrations postales des autres Pays contractants et avec le Bureau international.

## ARTICLE 34

## Interdiction de droits fiscaux ou autres

Les mandats ainsi que les acquits donnés sur les mandats ne peuvent être soumis à aucune taxe ou à aucun droit autres que ceux qui sont autorisés par le présent Arrangement.

TITRE III  
BONS POSTAUX DE VOYAGE

CHAPITRE I  
GÉNÉRALITÉS ET ÉMISSION

## ARTICLE 35

## Définition. Carnets

1. Les bons postaux de voyage sont des titres qui peuvent être émis et payés, par les Administrations postales des Pays participants, sur la base des principes du présent Arrangement.

2. Ils sont réunis en carnets.

## ARTICLE 36

## Monnaie. Montant maximum. Conversion

1. Chaque bon est libellé, en monnaie du Pays de paiement, pour une somme fixe équivalant à environ 25, 50 ou 100 francs et déterminée par accord entre les Administrations postales intéressées.

2. Dans des cas spéciaux, les bons peuvent être établis pour une somme s'écartant sensiblement de l'une ou l'autre de ces équivalences.

3. Le taux de conversion est le même que pour les mandats.

4. Le nombre de bons constituant un carnet est au maximum de 10; chaque carnet peut contenir des bons de différents montants.

## ARTICLE 37

## Taxe

La taxe applicable à chaque bon est fixée par l'Administration d'émission; elle ne peut dépasser ¼% de la somme versée, ni être inférieure à 10 centimes.

## ARTICLE 38

## Prix de vente

L'Administration d'émission a la faculté de percevoir, en sus de la valeur des bons et en sus des taxes, une somme correspondant au coût des bons, de leurs couvertures et des travaux divers nécessités par la confection des carnets.

## CHAPITRE II

## PAIEMENT DES BONS

## ARTICLE 39

## Validité des titres. Remise des fonds

1. Les bons sont valables pendant quatre mois à partir du jour de leur émission; les mois se comptent de quantième à quantième, sans égard au nombre de jours dont ils se composent.

2. Lorsque le service payeur ne dispose pas de fonds suffisants, il peut suspendre le paiement des bons jusqu'au moment où il aura pu se procurer les moyens de paiement.

3. La propriété des carnets et des bons n'est transmissible ni par voie d'endossement, ni par voie de cession; ces carnets et ces bons ne peuvent être mis en gage.

## ARTICLE 40

## Opposition au paiement

Sous réserve de l'application de la législation de leur Pays, les Administrations ne peuvent donner suite aux demandes d'opposition au paiement de bons régulièrement émis.

## CHAPITRE III

## RÉCLAMATIONS. RESPONSABILITÉ. COMPTABILITÉ

## ARTICLE 41

## Réclamations et responsabilité

1. Aucune réclamation ne peut être introduite contre l'Administration d'émission si le carnet n'est pas produit.

2. En cas de perte d'un carnet ou de bons, le réclamant, pour obtenir le remboursement des sommes correspondantes, doit faire la preuve auprès de l'Administration d'émission, qu'il a demandé la délivrance d'un carnet de bons et versé la somme totale y afférente.

3. Cette Administration peut procéder au remboursement dans un délai qui ne peut excéder de trois mois le délai de validité et après s'être assurée que les titres déclarés perdus n'ont pas été payés; le délai de trois mois est porté à six mois dans les relations avec les Pays éloignés.

4. Les Administrations ne sont pas responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux de carnets ou de bons.

## ARTICLE 42

## Attribution des taxes. Établissement des comptes

1. L'Administration d'émission attribuée à l'Administration de paiement ¼% du montant des bons payés.

2. Le compte des sommes payées au titre des bons est dressé mensuellement en même temps que celui des sommes payées au titre des mandats.

## TITRE IV

## DISPOSITIONS FINALES

## ARTICLE 43

## Application de la Convention et de certains Arrangements

1. Outre les dispositions expressément mentionnées dans le présent Arrangement, sont applicables à l'échange des mandats:

- a) les dispositions générales faisant l'objet de la Première partie de la Convention (sauf l'article 71);
- b) l'article 67 «Réclamations et demandes de renseignements» de la Convention;
- c) les dispositions générales du Titre I des Dispositions concernant la poste aérienne.

2. Les dispositions du Titre II du présent Arrangement sont applicables aux Bons postaux de voyage en tout ce qui n'est pas expressément prévu dans le Titre III.

## ARTICLE 44

## Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des congrès (articles 27 et 28 de la Convention) doivent réunir:

a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de modifications aux dispositions des articles 1 à 10, 11 (§ 4), 12 à 14, 15 (§§ 1, 2 et 4), 16 à 18, 19 (§ 3), 20 (§ 4), 22 à 31, 34, 43 (§ 1, b), 44 et 45 du présent Arrangement et 102 à 106, 110, 117, 120, 121 (2<sup>e</sup> phrase), 122, 123, 126, 131 à 135, 138 (§ 1) et 151 de son Règlement;

b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement autres que celles qui sont mentionnées sous lettres a) et c), des articles 107 à 109, 111, 113, 116, 118, 119, 121 (1<sup>re</sup> phrase), 124, 125, 127, 129, 136, 139 et 140 de son Règlement;

c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de la modification de l'article 20, § 2, de l'Arrangement et des autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 33 de la Convention.

## ARTICLE 45

## Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> avril 1959 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Canada et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

*Cet Arrangement a été signé au nom des États et territoires ci-dessous par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Convention postale universelle :*

*[Pour les noms des plénipotentiaires, voir Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 364, p. 37 à 47.]*

République populaire d'Albanie  
Allemagne  
Royaume de l'Arabie Saoudite  
République Argentine  
Autriche  
Belgique  
Bolivie  
République populaire de Bulgarie  
Cambodge  
Chili  
Chine  
République de Colombie  
République de Corée  
République de Cuba  
Danemark  
Égypte  
République de El Salvador  
Espagne  
Territoires espagnols de l'Afrique  
Finlande  
France  
Algérie  
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications  
d'outre-mer  
Grèce  
République d'Haïti  
République du Honduras  
République populaire hongroise  
République d'Indonésie  
Iran  
République d'Islande  
Italie  
Territoire de la Somalie sous administration italienne  
Japon  
Laos  
Liban  
République de Libéria  
Libye  
Luxembourg  
Maroc  
Mexique  
Principauté de Monaco  
Nicaragua

Norvège  
République de Panama  
Paraguay  
Pays-Bas  
Antilles néerlandaises et Surinam  
Pérou  
République populaire de Pologne  
Portugal  
Provinces portugaises de l'Afrique occidentale  
Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie  
République populaire roumaine  
République de Saint-Marin  
République du Soudan  
Suède  
Confédération suisse  
Syrie  
Tchécoslovaquie  
Thaïlande  
Tunisie  
Turquie  
République orientale de l'Uruguay  
État de la Cité du Vatican  
République de Venezuela  
Viet-Nam  
République fédérative populaire de Yougoslavie





TABLE DES MATIÈRES  
DU  
RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT  
CONCERNANT  
LES MANDATS DE POSTE  
ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

PREMIÈRE PARTIE  
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

- 101. Renseignements à fournir par les Administrations postales
- 102. Application du Règlement d'exécution de la Convention
- 103. Formules à l'usage du public

DEUXIÈME PARTIE  
MANDATS

TITRE I  
MANDATS-CARTES

CHAPITRE I  
ÉMISSION. TRANSMISSION

- 104. Formules de mandats-cartes
- 105. Établissement des mandats-cartes
- 106. Mentions interdites ou autorisées
- 107. Recommandation d'office
- 108. Avis de paiement demandé postérieurement à l'émission
- 109. Transmission des mandats-cartes

CHAPITRE II

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

- 110. Retrait. Modification d'adresse
- 111. Réexpédition des mandats-cartes

## CHAPITRE III

## TRAITEMENTS PARTICULIERS. RÉCLAMATIONS. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

- Art.  
112. Mandats-cartes irréguliers  
113. Établissement de l'avis de paiement  
114. Visa pour date  
115. Réclamations. Demandes de renseignements

## CHAPITRE IV

## MANDATS-CARTES IMPAYÉS

116. Renvoi des mandats-cartes impayés  
117. Autorisations de paiement  
118. Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits avant paiement  
119. Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits après paiement

## TITRE II

## MANDATS-LISTES

## CHAPITRE I

## DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

120. Dispositions communes aux mandats-listes et aux mandats-cartes

## CHAPITRE II

## ÉMISSION. TRANSMISSION

121. Mentions interdites ou autorisées  
122. Bureaux d'échange  
123. Transmission des mandats-listes  
124. Listes spéciales  
125. Services spéciaux. Mentions à porter sur les listes

## CHAPITRE III

## PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

126. Retrait. Modification d'adresse  
127. Réexpédition des mandats-listes

## CHAPITRE IV

## OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

128. Traitement des listes manquantes ou irrégulières  
129. Envoi de l'avis de paiement  
130. Renvoi des mandats-listes impayés

## TITRE III

## MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES

## CHAPITRE I

## Art. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

131. Dispositions communes

## CHAPITRE II

## ÉMISSION. TRANSMISSION

132. Établissement des mandats télégraphiques

133. Avis d'émission

134. Transmission des mandats-listes télégraphiques

## CHAPITRE III

## PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

135. *Modification* d'adresse

136. Réexpédition des mandats télégraphiques

## CHAPITRE IV

## OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

137. Traitement des mandats télégraphiques irréguliers

138. Paiement des mandats télégraphiques

139. Établissement de l'avis de paiement

140. Renvoi des mandats-cartes télégraphiques impayés

## TITRE IV

## DISPOSITIONS COMPTABLES

## CHAPITRE I

## RÈGLES COMMUNES

141. Établissement des comptes mensuels

142. Établissement du compte général

143. Règlement des comptes. Acomptes

## CHAPITRE II

RÈGLES COMPTABLES PARTICULIÈRES AUX MANDATS-LISTES ET AUX MANDATS  
TÉLÉGRAPHIQUES

144. Établissement des comptes mensuels

## TROISIÈME PARTIE

## BONS POSTAUX DE VOYAGE

Art.

- 145. Règles générales d'émission
- 146. Formules de bons et de couvertures de carnets. Approvisionnement
- 147. Établissement des bons
- 148. Confection et établissement des carnets
- 149. *Bons égarés, perdus ou détruits après paiement*
- 150. Établissement des comptes

## QUATRIÈME PARTIE

## DISPOSITIONS FINALES

- 151. Mise à exécution et durée du Règlement

## ANNEXES

Formules: voir la "*Liste des formules*"

**RÈGLEMENT**  
**D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT**  
CONCERNANT  
**LES MANDATS DE POSTE**  
**ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE**

Les soussignés, vu l'article 24 de la Convention postale universelle conclue à *Ottawa* le 3 octobre 1957, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage:

**PREMIÈRE PARTIE**  
**DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES**

**ARTICLE 101**

Renseignements à fournir par les Administrations postales

1. Chaque Administration doit, trois mois au moins avant de mettre à exécution l'Arrangement, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, les renseignements ci-après:

a) Service des mandats

- 1° la liste des Pays avec lesquels elle échange des *mandats-cartes et des mandats-listes* sur la base de l'Arrangement;
- 2° soit la liste des bureaux qu'elle autorise à émettre et à payer des mandats, soit l'avis que tous ses bureaux participent à ce service;
- 3° le cas échéant, l'avis de sa participation à l'échange des mandats télégraphiques;
- 4° le montant maximum adopté à l'émission et au paiement;
- 5° la monnaie dans laquelle doit être exprimé le montant des mandats à destination de son Pays;
- 6° la taxe appliquée aux mandats émis;
- 7° le mode d'indication de cette taxe;
- 8° le cas échéant, les taxes perçues respectivement pour le paiement à domicile, la poste restante, le visa pour date, la réclamation et l'autorisation de paiement;
- 9° la durée des délais après lesquels sa législation attribue définitivement à l'État le montant des mandats dont le paiement n'a pas été réclamé;
- 10° la taxe spéciale de remise des fonds par exprès (mandats télégraphiques),
- 11° sa décision en ce qui concerne la possibilité, dans son Pays, de transmettre ou non la propriété des mandats par voie d'endossement;
- 12° un exemplaire des formules de mandat qu'elle emploie, sauf si l'échange des mandats a lieu au moyen de listes;
- 13° l'orthographe, dans la langue officielle de son Pays, des nombres de 1 à 1000, à utiliser pour exprimer les sommes à inscrire sur les mandats;
- 14° la liste des Pays ne participant pas à l'Arrangement pour lesquels elle peut servir d'intermédiaire pour l'échange des mandats;
- 15° le service auquel les réclamations et les demandes de renseignements *ainsi que les demandes de retrait et de modification d'adresse* doivent être transmises (Administration centrale, bureau d'échange ou autre bureau spécialement désigné).

- b) Service des bons postaux de voyage
- 1° la liste des Pays avec lesquels elle échange des bons postaux de voyage sur la base de l'Arrangement;
  - 2° soit la liste des bureaux qu'elle autorise à émettre et à payer des bons, soit l'avis que tous ses bureaux participent au service;
  - 3° le montant, en monnaie des Pays sur lesquels les bons sont tirés, de chaque bon postal de voyage;
  - 4° les taxes appliquées aux bons émis.
2. Toute modification aux renseignements visés ci-dessus doit être notifiée sans retard.
  3. Les Administrations doivent se communiquer directement les taux de conversion qu'elles appliquent dans leurs relations réciproques et toutes les modifications apportées à ces taux.

## ARTICLE 102

## Application du Règlement d'exécution de la Convention

Sont applicables aux mandats, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Règlement, les dispositions du Règlement d'exécution de la Convention et, plus particulièrement, celles qui font l'objet des articles ci-après:

- a) article 146 «Avis de réception»;
- b) article 147 «Avis de réception demandé postérieurement au dépôt»;
- c) article 150 «Envois exprès»;
- d) article 156 «Retrait. Modification d'adresse», complété par les articles 110 et 126 du présent Règlement.

## ARTICLE 103

## Formules à l'usage du public

En vue de l'application de l'article 45, § 2, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:

- MP 1 (*Mandat de poste international*),
- MP 4 (*Réclamation concernant un mandat de poste international*),
- MP 10 (*Bon postal de voyage*),
- MP 11 (*Carnet de bons postaux de voyage*),
- MP 12 (*Mandat de poste international pour libellé mécanographique*).

## DEUXIÈME PARTIE

## MANDATS

## TITRE I

## MANDATS-CARTES

## CHAPITRE I

## ÉMISSION. TRANSMISSION

## ARTICLE 104

## Formules de mandats-cartes

1. Les mandats-cartes sont établis sur une formule en carton résistant de couleur rose, conforme au modèle MP 1 *ci-annexé*.

2. Les Administrations qui conviennent d'accorder certaines facilités aux expéditeurs d'un nombre important de mandats peuvent les autoriser à faire usage de la formule conforme au modèle MP 12 *ci-annexé*.

## ARTICLE 105

## Établissement des mandats-cartes

1. Les mandats-cartes sont libellés en caractères latins et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées; les inscriptions au crayon ne sont pas admises; toutefois, les indications de service peuvent être portées au crayon-encre; la formule MP 12 doit, à l'exception des indications de service, être remplie intégralement à la machine.

2. Dans l'indication en lettres du montant des mandats, le nom des unités monétaires *peut être abrégé si cela est nécessaire, à la condition toutefois que cette abréviation soit usuelle et ne prête pas à confusion*. Lorsque cette indication est faite dans une monnaie qui respecte le système décimal, les fractions d'unité monétaire peuvent être exprimées en chiffres seulement, mais obligatoirement en centièmes (ou millièmes) au moyen d'un nombre de deux (ou trois) chiffres dont, au besoin, un zéro (ou deux zéros). Lorsque la monnaie utilisée ne suit pas les règles du système décimal, le nombre des unités monétaires ou fractions d'unité monétaire *est toujours écrit en toutes lettres tandis que leur nom peut être abrégé dans les conditions prévues pour le système décimal*; dans l'indication du montant en chiffres, les unités ou fractions d'unité monétaire non mentionnées dans la somme en lettres sont remplacées par des zéros.

3. L'adresse des mandats doit être libellée de façon à déterminer nettement le bénéficiaire; les adresses abrégées et les adresses télégraphiques ne sont pas admises.

4. Les mandats de service doivent porter au recto la mention «Service des postes» ou une mention analogue.

5. Les mandats à remettre en main propre doivent porter au recto et au verso, en caractères très apparents, la mention «Ne payer qu'en main propre».

6. Les mandats avec avis de paiement doivent porter en tête du recto, en caractères très apparents, la mention «Avis de paiement» ou, lorsque l'expéditeur demande le renvoi de l'avis de paiement par voie aérienne, la mention «Avis de paiement par avion».

## ARTICLE 106

## Mentions interdites ou autorisées

Il est interdit de consigner, sur les mandats, d'autres mentions que celles que comporte la contenance des formules à l'exception des indications de service telles que «Service des postes», «Ne payer qu'en main propre», «Avis de paiement», «Par avion», «Par exprès»; l'expéditeur a, toutefois, le droit d'ajouter, au verso du coupon, une communication particulière destinée au bénéficiaire du mandat.

## ARTICLE 107

## Recommandation d'office

Les Administrations peuvent s'entendre sur le montant à partir duquel les mandats qu'elles émettent sont soumis à la recommandation d'office, à condition que ce montant ne soit pas inférieur à 250 francs.

## ARTICLE 108

## Avis de paiement demandé postérieurement à l'émission

1. Par dérogation aux dispositions de l'article 102, *lettre b)*, il est fait usage de la formule MP 4 visée à l'article 115, pour les demandes d'avis de paiement présentées postérieurement à l'émission.

2. Le montant de la taxe perçue est représenté sur cette formule soit par des timbres-poste, soit en chiffres et en monnaie du Pays d'émission, de la manière prévue à l'article 5 des Dispositions concernant la *poste aérienne*.

## ARTICLE 109

## Transmission des mandats-cartes

1. Sauf accord contraire, les mandats ne sont pas transmis sous enveloppe.

2. Ils sont insérés dans les dépêches de la manière prescrite à l'article 162, §§ 1 à 3, ou à l'article 164, § 3, du Règlement d'exécution de la Convention suivant qu'ils sont ou ne sont pas recommandés d'office.

## CHAPITRE II

## PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

## ARTICLE 110

## Retrait. Modification d'adresse

1. Toute demande de retrait ou de modification d'adresse par voie postale doit être accompagnée d'un fac-similé, sur papier ordinaire, de l'adresse du bénéficiaire avec tous les détails nécessaires.

2. Toute demande de modification d'adresse par voie télégraphique doit être confirmée, par le premier courrier, au moyen d'une demande postale, accompagnée du fac-similé de l'adresse et portant, en tête, soulignée au crayon de couleur, la mention «Confirmation de la demande télégraphique du . . . »; le bureau de paiement retient le mandat jusqu'à la réception de cette confirmation.

3. L'Administration de paiement peut toutefois, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de modification d'adresse sans attendre la confirmation postale.

## ARTICLE 111

## Réexpédition des mandats-cartes

1. Le bureau qui réexpédie un mandat-carte par voie postale barre, s'il y a lieu, d'un trait de plume, les indications du montant du mandat de manière à laisser lisibles les inscriptions primitives; l'indication se trouvant sous la rubrique «Somme versée» doit rester intacte; le montant du mandat est converti en la monnaie du Pays de nouvelle destination d'après le taux fixé pour les mandats émanant du Pays de réexpédition; le résultat de la conversion est inscrit sur le mandat, en chiffres et en toutes lettres, autant que possible au-dessus de l'indication du montant primitif; l'indication du nouveau montant est signée par l'agent de service; le même procédé doit être suivi en cas de réexpéditions ultérieures.

2. En cas de réexpédition sur le Pays de première destination, le bureau réexpéditeur rétablit le montant primitif; si la réexpédition a lieu sur le Pays d'émission, le bureau réexpéditeur substitue, au montant indiqué, celui qui est inscrit aux indications de service sous la rubrique «Somme versée».

3. En cas de réexpédition par voie télégraphique, le bureau réexpéditeur établit un mandat télégraphique pour la somme restant après déduction des taxes postales et télégraphiques; la taxe postale est calculée sur la somme obtenue après déduction, du montant primitif, de la taxe télégraphique; la conversion en monnaie du Pays de nouvelle destination est effectuée dans les conditions prévues aux §§ 1 et 2 ci-dessus; le mandat primitif est quittancé par le bureau réexpéditeur; il est revêtu de la mention «Réexpédié le montant de . . . . . à . . . . . sous déduction des taxes de . . . . . » et comptabilisé comme mandat payé; le coupon du mandat primitif est annexé, pour être remis au bénéficiaire, à l'avis d'émission visé à l'article 133 du présent Règlement.

4. Les dispositions du § 3 ci-dessus sont applicables:

- a) aux mandats-cartes originaires d'un Pays participant, réexpédiés sur un autre Pays participant avec lequel le Pays d'émission n'entretient pas d'échange de mandats, ou lorsque l'échange est effectué au moyen de listes;
- b) aux mandats-cartes réexpédiés sur un Pays ne participant pas à l'Arrangement;
- c) aux mandats-cartes originaires d'un Pays non participant réexpédiés sur un Pays participant.

5. Les demandes de réexpédition sont enregistrées, pour mémoire, par le bureau de première destination et, le cas échéant, par les bureaux destinataires ultérieurs; le bureau qui opère la réexpédition en donne avis au bureau d'émission.



## CHAPITRE III

## TRAITEMENTS PARTICULIERS. RÉCLAMATIONS. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

## ARTICLE 112

## Mandats-cartes irréguliers

1. A moins que le bénéficiaire, dûment avisé, ne demande l'application des §§ 3 et 4 ci-après, est renvoyé au bureau d'émission le plus tôt possible et sous enveloppe, pour être régularisé, tout mandat-carte qui présente l'une des irrégularités suivantes:

- a) indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou du domicile du bénéficiaire;
- b) différences ou omissions de noms ou de sommes;
- c) ratures ou surcharges dans les inscriptions;
- d) omission de timbres, de signatures ou d'autres indications de service;
- e) indication du montant à payer dans une monnaie autre que celle qui est admise;
- f) erreur évidente dans le rapport entre la monnaie du Pays d'émission et celle du Pays de paiement, rapport que le bureau de paiement n'est cependant pas tenu de vérifier;
- g) emploi de formules non réglementaires.

2. Toutefois, dans ses rapports avec les Pays éloignés, l'Administration de paiement peut payer les mandats dont le montant est indiqué dans une monnaie autre que celle qui est admise, à condition d'être en mesure d'en effectuer la conversion au taux dont se sert l'Administration d'émission et d'en aviser immédiatement cette dernière; les risques résultant d'une conversion erronée sont à la charge de l'Administration l'ayant effectuée.

3. Les irrégularités qui empêchent le paiement d'un mandat-carte et qui, manifestement, sont imputables au bureau d'émission peuvent être redressées, au choix du bureau de paiement, par la voie aérienne ou télégraphique, sans frais pour le bénéficiaire; les irrégularités imputables à l'expéditeur ou qui paraissent devoir lui être attribuées peuvent, à la demande du bénéficiaire, être régularisées également par la voie aérienne ou télégraphique; à cet effet, une demande de régularisation est adressée au bureau d'émission, par avion ou par télégramme et aux frais du bénéficiaire; ces frais lui sont remboursés s'il est établi que l'erreur est due à une faute de service.

4. Lorsque la rectification de l'irrégularité est demandée par télégramme, le mandat irrégulier est conservé par le bureau de paiement, qui procède à la régularisation dès réception du télégramme rectificatif et qui joint ce télégramme au mandat.

5. A la réception d'une demande de régularisation par avion ou par télégramme, le bureau d'émission vérifie si l'irrégularité provient d'une erreur imputable au service; dans l'affirmative, il la rectifie sur-le-champ par la voie aérienne ou télégraphique. Dans le cas contraire, il prévient l'expéditeur qui est alors autorisé à redresser l'irrégularité, par la voie aérienne ou télégraphique et à ses frais.

## ARTICLE 113

## Établissement de l'avis de paiement

Les Administrations dont les règlements ne permettent pas l'emploi de la formule jointe par l'Administration d'émission sont autorisées à établir l'avis de paiement sur une formule de leur propre service.

## ARTICLE 114

## Visa pour date

Le visa pour date doit être inscrit sur le mandat même.

## ARTICLE 115

## Réclamations. Demandes de renseignements

1. Toute réclamation ou demande de renseignements concernant un mandat-carte est établie sur formule conforme au modèle MP 4 ci-annexé et transmise, en règle générale, par le bureau d'émission, directement au bureau de paiement; une seule formule peut être utilisée pour plusieurs mandats émis simultanément à la demande d'un même expéditeur et au profit du même bénéficiaire. Les réclamations sont transmises d'office et toujours par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) dans les conditions prévues à l'article 67, § 4, de la Convention.

2. Lorsque le bureau de paiement est en état de fournir des renseignements définitifs sur le sort du titre, il renvoie la formule, complétée suivant le résultat des recherches, au bureau qui a reçu la réclamation; en cas de recherches infructueuses ou de paiement contesté, la formule est transmise à l'Administration d'émission par l'intermédiaire de l'Administration de paiement qui joint, si possible, une déclaration du bénéficiaire attestant qu'il n'a pas reçu le montant du mandat.

3. Lorsqu'une réclamation ou une demande de renseignements est déposée dans un Pays autre que le Pays d'émission ou le Pays de paiement, la formule MP 4 est transmise à l'Administration d'émission, accompagnée du récépissé; les délais prescrits par l'article 67, §§ 1 et 2, de la Convention sont applicables.

#### CHAPITRE IV

#### MANDATS-CARTES IMPAYÉS

##### ARTICLE 116

##### Renvoi des mandats-cartes impayés

1. Les mandats qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque, sont renvoyés directement au bureau d'émission; préalablement, le bureau de paiement les enregistre, les frappe du timbre ou les munit de l'étiquette dont l'usage est prescrit par l'article 155, §§ 1 à 3, du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Toutefois, les mandats créés dans les conditions prévues à l'article 111, §§ 3 et 4, doivent être transmis à l'Administration qui les a établis; celle-ci en met le montant à la disposition de l'Administration dont émane le titre original, soit au moyen d'un nouveau mandat en franchise de taxe, soit par voie de déduction au compte mensuel des mandats payés.

##### ARTICLE 117

##### Autorisations de paiement

Les autorisations de paiement sont établies sur une formule de couleur rose *conforme au modèle MP 13 ci-annexé*.

##### ARTICLE 118

##### Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits avant paiement

1. Avant de délivrer une autorisation de paiement concernant un mandat égaré, perdu ou détruit avant paiement, l'Administration d'émission doit s'assurer en accord avec l'Administration de paiement que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé, ni réexpédié; toutes précautions doivent également être prises pour qu'il ne soit pas payé ultérieurement.

2. Lorsque l'expéditeur et le bénéficiaire demandent simultanément, l'un le remboursement, l'autre le paiement du mandat, l'autorisation de paiement est établie au profit du premier.

3. A l'appui de sa demande de remboursement, l'expéditeur doit produire le récépissé de dépôt du titre égaré, perdu ou détruit.

4. Lorsque l'Administration de paiement déclare qu'un mandat ne lui est pas parvenu, l'Administration d'émission peut délivrer une autorisation de paiement, à condition que le mandat litigieux ne figure dans aucun des comptes mensuels se rapportant à la période de validité du mandat; toutefois, si aucune réponse n'a été obtenue de l'Administration de paiement dans le délai prévu à l'article 27, §§ 1 et 2, de l'Arrangement, pour le désintéressement du réclamant et si le titre ne figure sur aucun des comptes mensuels reçus à l'expiration de ce délai, l'Administration d'émission est autorisée à procéder au remboursement des fonds; notification en est adressée, sous pli recommandé, à l'Administration de paiement et le mandat, réputé désormais comme définitivement perdu, ne peut être ultérieurement porté en compte.

##### ARTICLE 119

##### Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits après paiement

Tout mandat égaré, perdu ou détruit après paiement peut être remplacé par l'Administration de paiement par un nouveau titre établi sur une formule MP 1; cette formule doit porter toutes

les indications utiles du titre original et être revêtue de la mention «Titre établi en remplacement d'un mandat égaré (perdu ou détruit) après paiement» ainsi que d'une empreinte du timbre à date; une déclaration signée par le bénéficiaire attestant qu'il a reçu les fonds est annexée au titre de remplacement et tient lieu d'acquit.

## TITRE II

### MANDATS-LISTES

#### CHAPITRE I

##### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

###### ARTICLE 120

###### Dispositions communes aux mandats-listes et aux mandats-cartes

Sont applicables aux mandats-listes les dispositions des articles ci-après du présent Règlement:

- a) article 108 «Avis de paiement demandé postérieurement à l'émission»;
- b) article 110 «Retrait. Modification d'adresse», complété par les dispositions de l'article 126;
- c) article 115 «Réclamations. Demandes de renseignements».

#### CHAPITRE II

##### ÉMISSION. TRANSMISSION

###### ARTICLE 121

###### Mentions interdites ou autorisées

Les dispositions de l'article 106 du présent Règlement s'appliquent aux mandats-listes; toutefois, lorsque la formule choisie en conformité avec l'article 123 du présent Règlement est un mandat-carte, aucune correspondance n'est admise, en principe, au verso du coupon.

###### ARTICLE 122

###### Bureaux d'échange

L'échange des mandats-listes a lieu exclusivement par l'intermédiaire de bureaux dits «bureaux d'échange» désignés par l'Administration de chacun des Pays participants.

###### ARTICLE 123

###### Transmission des mandats-listes

1. La transmission des mandats-listes entre le bureau d'émission et le bureau d'échange du Pays d'émission ou entre le bureau d'échange du Pays de paiement et le bureau de paiement s'effectue au moyen de formules que chacune des Administrations intéressées détermine selon ses propres convenances.

2. Entre bureaux d'échange de Pays différents, la transmission s'effectue selon les règles ci-après:

- a) chaque bureau d'échange dresse, journellement ou à des dates convenues, des listes conformes au modèle MP 2 *ci-annexé*, récapitulant les mandats déposés dans son Pays pour être payés dans un autre;
- b) tout mandat inscrit sur une liste porte un numéro d'ordre appelé numéro international; ce numéro est attribué d'après une série annuelle commençant, selon accord entre les Administrations intéressées, le 1<sup>er</sup> janvier ou le 1<sup>er</sup> juillet; lorsque le numérotage change, la première liste qui suit doit porter, outre le numéro de la série, le dernier numéro de la série précédente;
- c) les listes sont elles-mêmes numérotées, suivant la suite naturelle des nombres, à partir du 1<sup>er</sup> janvier ou du 1<sup>er</sup> juillet de chaque année;

- d) les listes sont transmises au bureau d'échange correspondant par le premier courrier, autant que possible par avion, et, sauf accord contraire, sans être accompagnées des mandats établis par les bureaux d'émission;
- e) le bureau d'échange correspondant accuse réception de chaque liste par une mention appropriée portée sur la première liste à expédier dans le sens opposé.

## ARTICLE 124

## Listes spéciales

Une liste MP 2 spéciale doit être établie pour chacune des catégories suivantes de mandats:

- a) mandats en franchise visés tant à l'article 39 de la Convention qu'à l'article 7 de l'Arrangement; la liste doit porter, en tête, les mots «Mandats exempts de taxe»;
- b) mandats dont l'expéditeur a demandé l'acheminement par voie aérienne entre le bureau d'échange du Pays de paiement et le bureau de paiement; la liste doit porter la mention «Mandats par avion».

## ARTICLE 125

## Services spéciaux. Mentions à porter sur les listes

1. Lorsque l'expéditeur du mandat demande la remise par exprès, la mention «Exprès» est portée sur la liste MP 2 dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription correspondante.

2. Lorsque l'expéditeur d'un mandat demande un avis de paiement, la mention «AP» est portée sur la liste MP 2, dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription relative au mandat; cette annotation est complétée par la mention «Par avion» lorsque l'expéditeur demande l'utilisation de la voie aérienne pour le renvoi de l'avis de paiement.

3. Lorsque l'expéditeur d'un mandat demande le paiement en main propre, la mention «Ne payer qu'en main propre» est portée sur la liste MP 2, dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription relative au mandat.

## CHAPITRE III

## PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

## ARTICLE 126

## Retrait. Modification d'adresse

Par dérogation à l'article 156 du Règlement d'exécution de la Convention, les demandes de retrait ou de modification d'adresse relatives aux mandats-listes sont envoyées, par l'intermédiaire du bureau d'échange du Pays d'émission, au bureau d'échange du Pays de paiement.

## ARTICLE 127

## Réexpédition des mandats-listes

Tout mandat-liste réexpédié sur un autre Pays est quittancé par le bureau réexpéditeur; le cas échéant, la somme est convertie, après déduction des taxes, en monnaie du Pays de nouvelle destination et un nouveau mandat est établi.

## CHAPITRE IV

## OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

## ARTICLE 128

## Traitement des listes manquantes ou irrégulières

1. Si une liste manque, elle est réclamée immédiatement par le bureau d'échange qui en constate l'absence; le bureau d'échange du Pays d'émission envoie sans délai, autant que possible par voie aérienne, au bureau d'échange qui l'a réclamée, un duplicata de la liste manquante.

2. Les listes sont vérifiées soigneusement par le bureau d'échange du Pays de paiement qui les rectifie d'office si elles contiennent des erreurs de peu d'importance; le bureau d'échange du Pays d'émission est informé de ces corrections au moment où le bureau d'échange du Pays de paiement lui accuse réception de la liste.

3. Lorsque les listes contiennent des irrégularités dignes d'être signalées, le bureau d'échange du Pays de paiement demande des explications au bureau d'échange du Pays d'émission, qui doit répondre dans le plus bref délai; en attendant, le paiement des mandats faisant l'objet de la demande est suspendu; les demandes d'explications et les réponses y relatives sont échangées, autant que possible, par avion.

#### ARTICLE 129

##### Envoi de l'avis de paiement

L'avis de paiement, établi par le bureau de paiement sur une formule C 5, est envoyé directement à l'expéditeur du mandat.

#### ARTICLE 130

##### Renvoi des mandats-listes impayés

1. Sont renvoyés, au bureau d'échange, par la voie d'une inscription dans la prochaine liste MP 2, comme s'il s'agissait d'un mandat expédié du Pays de paiement vers le Pays d'émission:

- a) les mandats visés à l'article 19 de l'Arrangement;
- b) les mandats ayant fait l'objet d'une demande de retrait.

2. Une mention appropriée, suivie du numéro international et de la description sommaire du mandat primitif, est portée dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription.

### TITRE III

## MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES

### CHAPITRE I

#### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

#### ARTICLE 131

##### Dispositions communes

Sont applicables aux mandats télégraphiques, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le Titre III du présent Règlement, les dispositions relatives aux mandats-cartes et aux mandats-listes.

### CHAPITRE II

#### ÉMISSION. TRANSMISSION

#### ARTICLE 132

##### Établissement des mandats télégraphiques

1. Les mandats télégraphiques sont établis par le bureau de poste d'émission et donnent lieu à l'envoi de télégrammes-mandats adressés directement au bureau de poste de paiement; les télégrammes-mandats sont rédigés en français sauf accord contraire, et libellés invariablement dans l'ordre indiqué ci-après:

- Indications de service taxées, (s'il y a lieu)
- Avis paiement, (s'il y a lieu)

- Avis paiement avion, (s'il y a lieu)
- Paiement main propre, (s'il y a lieu)
- Mandat ... (N° postal d'émission),
- Nom du bureau de poste de paiement,
- Nom de l'expéditeur,
- Montant de la somme à payer,
- Désignation exacte du bénéficiaire, de sa résidence et, si possible, de son domicile, de façon que l'ayant droit soit nettement déterminé,
- Communication particulière, (le cas échéant).

2. Lorsque plusieurs mandats télégraphiques sont émis simultanément par le même expéditeur au nom d'un même bénéficiaire, un seul télégramme-mandat peut être envoyé si l'Administration de destination l'admet; dans ce cas, le numéro d'émission est indiqué de la manière suivante: «Mandats 201-203» et la somme globale à payer comporte le détail du montant de chaque mandat.

3. En cas d'émission d'un mandat télégraphique, soit par un bureau de poste d'une localité non dotée du service télégraphique, soit par un bureau non chargé du service télégraphique et situé dans une localité pourvue de plusieurs bureaux de poste, le nom du bureau d'émission doit être indiqué, immédiatement après le numéro postal d'émission, de la manière suivante: «Mandat ... de ... pour...».

4. Lorsque la localité où se trouve le bureau de poste de paiement n'est pas pourvue d'un bureau télégraphique, le télégramme-mandat doit porter l'indication du bureau de poste de paiement et celle du bureau télégraphique qui le dessert; lorsqu'il y a doute quant à l'existence d'un bureau télégraphique dans la localité de paiement ou lorsque le bureau télégraphique qui la dessert ne peut être indiqué, le télégramme-mandat doit porter, soit le nom de la subdivision territoriale, soit celui du Pays de paiement, soit ces deux indications ou toute autre précision jugée suffisante pour l'acheminement du télégramme-mandat.

5. La somme est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire et, le cas échéant, fraction d'unités en chiffres.

6. Le nom patronymique d'un bénéficiaire féminin, même s'il est accompagné d'un prénom, doit être précédé de l'un des mots «Madame» ou «Mademoiselle», à moins que cette indication ne fasse double emploi avec celle d'une qualité, d'un titre, d'une fonction ou d'une profession permettant de déterminer nettement l'ayant droit; ni l'expéditeur ni le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

7. Le nom de la résidence du bénéficiaire peut être omis s'il est le même que celui du bureau de paiement; quand les mandats télégraphiques sont adressés «poste restante» ou «télégraphe restant», les télégrammes-mandats doivent porter l'indication de service taxée correspondante à l'exclusion de toute autre mention équivalente.

#### ARTICLE 133

##### Avis d'émission

1. Tout mandat télégraphique donne lieu à l'établissement, par le bureau d'émission, d'un avis d'émission confirmatif conforme au modèle MP 3 ci-annexé.

2. Il est interdit d'apposer des timbres-poste ou des empreintes d'affranchissement sur cet avis.

3. L'avis d'émission est adressé sous enveloppe et par le plus prochain courrier, autant que possible par avion:

- a) directement au bureau de paiement, s'il s'agit d'un mandat-carte télégraphique;
- b) au bureau d'échange du Pays d'émission, s'il s'agit d'un mandat-liste télégraphique.

#### ARTICLE 134

##### Transmission des mandats-listes télégraphiques

1. Les mandats-listes télégraphiques sont transmis directement par le bureau de poste d'émission au bureau de poste de paiement sans passer par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

2. Les mandats-listes télégraphiques donnent lieu à l'établissement d'une liste MP 2 spéciale qui porte en tête la mention «Mandats télégraphiques».

3. Les bureaux d'échange peuvent attribuer aux mandats-listes télégraphiques décrits sur les listes spéciales de l'espèce un numéro international d'une série propre aux mandats télégraphiques.

## CHAPITRE III

## PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

## ARTICLE 135

*Modification d'adresse*

1. Sauf lorsqu'il s'agit d'une simple correction d'adresse prévue à l'article 58 de la Convention, le bureau de paiement d'un mandat télégraphique doit être en possession de l'avis d'émission, avant de donner suite à une *demande de modification d'adresse*.

2. Toutefois, l'Administration de paiement peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de modification d'adresse sans attendre ni la confirmation postale ni l'avis d'émission.

## ARTICLE 136

*Réexpédition des mandats télégraphiques*

1. La réexpédition (par voie postale ou par voie télégraphique) d'un mandat télégraphique est effectuée sans qu'il y ait lieu d'attendre l'avis d'émission.

2. En cas de réexpédition postale sur le Pays d'émission avant l'arrivée de l'avis d'émission, le bureau réexpéditeur se borne à modifier l'adresse du bénéficiaire et barre, d'un trait de plume, les indications du montant; le mandat est transmis sous enveloppe au bureau de la nouvelle destination; il en est de même de l'avis d'émission dès son arrivée au bureau réexpéditeur.

## CHAPITRE IV

## OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

## ARTICLE 137

*Traitement des mandats télégraphiques irréguliers*

1. Tout mandat télégraphique dont le paiement ne peut être effectué par suite d'adresse insuffisante ou inexacte, ou pour une autre cause non attribuable au bénéficiaire, donne lieu à l'envoi au bureau d'émission d'un avis de service télégraphique indiquant la cause du non-paiement.

2. *A la réception d'une demande de régularisation par avis de service télégraphique*, le bureau d'émission procède comme il est indiqué à l'article 112, § 5.

3. *Tout mandat télégraphique dont l'irrégularité n'a pas été redressée dans un délai normal par la voie aérienne ou télégraphique est régularisé dans la forme prescrite pour les mandats-poste.*

## ARTICLE 138

*Paiement des mandats télégraphiques*

1. Les mandats télégraphiques sont mis en paiement dès réception et sans attendre l'avis d'émission; celui-ci est rattaché ultérieurement, si possible, au mandat acquitté par le bénéficiaire.

2. Les mandats télégraphiques dont l'avis d'émission parvient au bureau de paiement avant le télégramme-mandat ne doivent pas être payés au vu du seul avis d'émission; dans ce cas, il y a lieu de réclamer le télégramme-mandat au moyen d'un avis de service télégraphique; les avis d'émission qui ne seraient pas parvenus au bureau de paiement par le premier courrier après la date du mandat sont réclamés au moyen d'un bulletin de vérification conforme au modèle C 14 annexé au Règlement d'exécution de la Convention.

3. Les mandats-listes télégraphiques pour lesquels le bureau de paiement n'a pas reçu de télégramme-mandat ne peuvent être payés qu'après réception d'une ampliation de ce télégramme-mandat, réclamée par avis de service télégraphique.

4. Les mandats-listes télégraphiques pour lesquels le bureau d'échange du Pays de paiement n'a pas reçu, dans un délai normal, une liste MP 2, font l'objet de demandes d'explications adressées au bureau d'échange du Pays d'émission, qui doit répondre dans le plus bref délai; en cas de non-réponse dans un délai raisonnable, les mandats-listes télégraphiques effectivement payés peuvent être ajoutés d'office à la première liste MP 2 reçue de l'Administration d'émission; si la liste MP 2 manquante parvient après cette inscription d'office, elle est annulée ou rectifiée par le bureau d'échange qui la reçoit.

#### ARTICLE 139

##### Établissement de l'avis de paiement

Le soin d'établir un avis de paiement pour un mandat télégraphique incombe au bureau de paiement, qui le fait parvenir au bureau d'émission immédiatement après le paiement et sans attendre l'avis d'émission.

#### ARTICLE 140

##### Renvoi des mandats-cartes télégraphiques impayés

1. Les mandats-cartes télégraphiques qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque sont soumis aux dispositions de l'article 116.

2. Ils doivent être renvoyés sous enveloppe, accompagnés des avis d'émission y relatifs.

### TITRE IV

#### DISPOSITIONS COMPTABLES

##### CHAPITRE I

##### RÈGLES COMMUNES

#### ARTICLE 141

##### Établissement des comptes mensuels

1. Chaque Administration de paiement dresse à la fin de chaque mois, pour chacune des Administrations dont elle a reçu des mandats, un compte mensuel conforme au modèle MP 5 ci-annexé; sur ce compte sont récapitulés, autant que possible dans l'ordre chronologique et suivant l'ordre alphabétique des bureaux d'émission, tous les mandats payés par ses propres bureaux, pour le compte de l'Administration correspondante, pendant le mois précédent; en cas de besoin, les mandats payés sont récapitulés sur une liste spéciale conforme au modèle MP 6 ci-annexé qui est jointe au compte mensuel dressé, dans ce cas, sur une formule conforme au modèle MP 7 ci-annexé.

2. L'Administration de paiement inscrit également sur ce compte:

- a) le montant des quotes-parts qui lui reviennent, en vertu de l'article 29 de l'Arrangement;
- b) le cas échéant, le montant des remboursements visés par l'article 28 et celui des intérêts prévus aux articles 28 et 31 de l'Arrangement.

3. Les autorisations de paiement acquittées sont traitées comme des mandats et décrites sur le compte MP 5 ou, éventuellement, sur la liste MP 6 dans les mêmes conditions que s'il s'agissait des titres eux-mêmes.

4. Le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice, au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte, accompagné des pièces à l'appui (mandats et autorisations de paiement quittancés).



5. A défaut de titres payés (mandats, autorisations de paiement), un compte mensuel négatif est adressé à l'Administration correspondante.

6. Les différences constatées par l'Administration débitrice dans les comptes mensuels sont reprises dans le premier compte mensuel à établir; elles sont négligées si le montant n'en excède pas 50 centimes par compte.

#### ARTICLE 142

##### Établissement du compte général

1. Le compte général, établi sur une formule conforme au modèle MP 8 ci-annexé, est dressé par l'Administration créancière immédiatement après la réception des comptes mensuels avant même d'avoir procédé à la vérification de détail de ces comptes.

2. Il doit être arrêté dans un délai de deux mois après l'expiration du mois auquel il se rapporte; ce délai est de quatre mois dans les relations avec les Pays éloignés.

3. Les Administrations peuvent s'entendre en vue de dresser le compte général par trimestre, par semestre ou par année.

#### ARTICLE 143

##### Règlement des comptes. Acomptes

1. Sauf accord contraire, le solde du compte général ou les totaux des comptes mensuels sont réglés au moyen de chèques ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du Pays créancier, en monnaie de ce Pays et sans aucune perte pour lui; les frais de paiement sont supportés par l'Administration débitrice, à l'exception des frais extraordinaires, tels les frais de clearing, imposés par le Pays créditeur.

2. Le paiement doit être effectué, au plus tard, quinze jours après réception du compte général ou après réception du compte mensuel, si les règlements s'opèrent sur la base de ce compte; ce délai est d'un mois pour les Pays éloignés.

3. En cas de désaccord entre les deux Administrations sur le montant de la somme à payer, seul le paiement de la partie contestée peut être différé; l'Administration débitrice doit notifier à l'Administration créancière, dans les délais prévus au § 2, les raisons de la contestation.

4. Toute Administration qui se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme dépassant 30 000 francs par mois a le droit de réclamer le versement, pendant le mois où les mandats sont émis, d'un acompte; la partie du solde mensuel moyen qui n'est pas couverte par l'acompte ne doit pas être supérieure à 30 000 francs; le solde mensuel moyen est calculé sur la base des trois derniers comptes mensuels acceptés; l'Administration débitrice doit payer l'acompte réclamé, au plus tard le quinzième jour du mois d'émission des mandats, à moins qu'elle ne puisse invoquer, à bon escient, que la moyenne des trois derniers mois révolus ne correspond plus à l'importance réelle du trafic des mandats; en cas de non-paiement dans le délai précité, les dispositions de l'article 31 de l'Arrangement sont applicables.

5. Lorsque la somme versée à titre d'acompte est supérieure au solde réel de la période considérée, la différence est reprise dans le compte suivant ou, le cas échéant, portée à l'avoir prévu au § 6.

6. En vue du paiement du solde ou du total du compte mensuel, chaque Administration peut entretenir auprès d'une autre Administration d'un Pays participant, après accord avec celle-ci, un avoir en monnaie de ce Pays.

## CHAPITRE II

### RÈGLES COMPTABLES PARTICULIÈRES AUX MANDATS-LISTES ET AUX MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES

#### ARTICLE 144

##### Établissement des comptes mensuels

Les mandats-listes et les mandats télégraphiques sont soumis aux dispositions comptables spéciales ci-après:

##### a) Mandats-listes

1° les Administrations récapitulent, sur le compte mensuel, les totaux des listes reçues au cours du mois;

- 2° le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice dès réception de la dernière liste du mois auquel il se rapporte;
  - 3° les Administrations peuvent, d'un commun accord, renoncer à l'établissement de comptes mensuels et régler le montant de chaque liste au moyen d'un chèque ou d'une traite, à joindre à cette liste;
- b) Mandats télégraphiques
- 1° les mandats télégraphiques sont récapitulés, selon le cas, avec les mandats-cartes ou avec les mandats-listes;
  - 2° les mandats télégraphiques accompagnés, autant que possible, par les avis d'émission correspondants, sont joints au compte mensuel; les avis d'émission qui parviennent à l'Administration de paiement après l'envoi du compte sur lequel sont décrits les mandats télégraphiques auxquels ils se rapportent sont renvoyés à l'Administration d'émission annexés à l'un des comptes suivants;
  - 3° les dispositions de la lettre b), chiffre 2°, ne s'appliquent pas aux mandats-listes télégraphiques.

### TROISIÈME PARTIE

#### BONS POSTAUX DE VOYAGE

##### ARTICLE 145

###### Règles générales d'émission

Sous réserve des particularités ci-après, les dispositions générales relatives à l'émission des mandats sont applicables à l'établissement des bons et des couvertures de carnets.

##### ARTICLE 146

###### Formules de bons et de couvertures de carnets. Approvisionnement

1. Les bons postaux de voyage sont établis sur des formules conformes au modèle MP 10 *ci-annexé*; confectionnés sur papier blanc, ils comportent un filigrane ombré représentant une tête allégorique de deux centimètres de hauteur environ. Une bande blanche de trois centimètres et demi de large est ménagée sur le côté gauche de la formule. Dans le haut de cette bande est situé le filigrane; au centre est appliqué un timbre sec en relief, le même pour tous les Pays, et qui représente une tête de Mercure; la partie inférieure de cette bande est réservée à l'empreinte du timbre sec que le service qui délivre les bons doit appliquer conformément à l'article 147. A l'exception de la bande blanche, la formule est revêtue d'un fond de sécurité constitué par l'impression très nette, en trois couleurs, d'une allégorie composée de quelques larges motifs comportant des modelés. L'indication «Bon postal de voyage» est imprimée en même temps que le fond de sécurité et dans les mêmes couleurs. *Il est fait usage de teintes nettement différentes pour les bons de chacune des trois valeurs prévues à l'article 36 de l'Arrangement.*

2. Chaque bon porte les mentions suivantes, imprimées au recto:

- a) le numéro d'une série allant de 1 à 100000;
- b) le nom du Pays d'émission;
- c) la valeur du bon suivie du nom de la monnaie dans laquelle il est établi;
- d) le nom du Pays dans lequel il est payable exclusivement.

3. Les bons vendus au public sont réunis et brochés en carnet sous couverture de couleur bleu clair, conforme au modèle MP 11 *ci-annexé*; le nom du Pays d'émission et le nom du Pays de paiement sont imprimés au recto.

4. Les Administrations sont approvisionnées en bons et en couvertures de carnets par le Bureau international qui en assure l'impression et les fournit au prix de revient.

##### ARTICLE 147

###### Établissement des bons

1. Lors de l'émission, les bons sont revêtus, dans la bande blanche ménagée au recto et à l'emplacement prévu à cet effet, de l'empreinte d'un timbre sec en relief, spécial au service qui les émet; le dernier jour de validité doit, de plus, être indiqué sur les bons, à la main, à la machine à écrire ou au moyen d'un timbre.

2. Les Administrations peuvent convenir d'indiquer, au moyen d'un gaufrage spécial, le nom du service émetteur.

## ARTICLE 148

## Confection et établissement des carnets

1. Les bons sont classés dans les carnets dans l'ordre numérique.
2. Le bureau qui émet un carnet indique sur la couverture, à l'emplacement réservé à cet effet, le dernier jour de validité des bons; il porte également sur les filets de cette couverture le nombre des bons émis ainsi que les numéros des premier et dernier de ces bons; le nom du Pays de paiement est indiqué d'une manière apparente sur le carnet et sur les bons aux emplacements prévus.
3. Les inscriptions doivent être faites à la main, à la machine à écrire ou au moyen d'un procédé mécanique d'impression.
4. L'empreinte du timbre sec en relief, mentionné à l'article 147, § 1, doit être apposée sur la couverture et à l'endroit prévu à cet effet, lors de l'établissement du carnet.

## ARTICLE 149

*Bons égarés, perdus ou détruits après paiement*

*Les dispositions de l'article 119 sont applicables, par analogie, dans le cas de bons postaux de voyage égarés, perdus ou détruits après paiement. Le titre de remplacement est établi sur une formule MP 10. L'Administration de paiement se procure, par l'intermédiaire de l'Administration d'origine, la déclaration du bénéficiaire destinée à tenir lieu d'acquit.*

## ARTICLE 160

## Établissement des comptes

1. Le compte mensuel des bons payés est établi sur formule *conforme au modèle MP 9 ci-joint*.
2. Ce compte est joint au compte mensuel MP 5 relatif aux mandats payés pendant la même période et le total en est ajouté à celui du compte MP 5.

## QUATRIÈME PARTIE

## DISPOSITIONS FINALES

## ARTICLE 161

## Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.
2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

## SIGNATURES

*(Les mêmes qu'aux pages 226 et 227 de ce volume.)*

## LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
MP 1	Mandat de poste international.....	art. 104, § 1
MP 2	Liste des mandats de poste.....	art. 123, § 2, lettre a)
MP 3	Avis d'émission d'un mandat télégraphique.....	art. 133, § 1
MP 4	Réclamation concernant un mandat de poste international.....	art. 115, § 1
MP 5	Compte mensuel des mandats de poste et des autorisations de payement.....	art. 141, § 1
MP 6	Liste récapitulative des mandats de poste et des autorisations de payement.....	art. 141, § 1
MP 7	Compte mensuel des mandats de poste, des autorisations de payement et des mandats de remboursement.....	art. 141, § 1
MP 8	Compte général des mandats de poste.....	art. 142, § 1
MP 9	Compte mensuel des bons postaux de voyage.....	art. 150, § 1
MP 10	Bon postal de voyage.....	art. 146, § 1
MP 11	Carnet de bons postaux de voyage.....	art. 146, § 3
MP 12	Mandat de poste international pour libellé mécanographique.....	art. 104, § 2
MP 13	Autorisation de payement.....	art. 117

## ANNEXES:

FORMULES MP 1 à MP 13

Recto

<p style="text-align: center;">Coupon (Peut être détaché par le destinataire)</p> <p style="text-align: center;">Montant du mandat</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes)</p> <p style="text-align: center;">Expéditeur</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 60px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div> <p>Le ..... 19.....</p>	<p style="text-align: center;">ADMINISTRATION DES POSTES d.....</p> <p style="text-align: center;"><b>MANDAT DE POSTE INTERNATIONAL</b></p> <p>de la somme de: <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 15px; display: inline-block;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 15px; display: inline-block;"></div></p> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes)</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; margin-top: 5px;"></div> <p style="text-align: center;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p>payable à .....</p> <p>.....</p> <p>Rue et numéro: .....</p> <p>Lieu de destination: .....</p> <p>Pays de destination: .....</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p style="text-align: center;">Indications de service</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30%; vertical-align: top;">                 Numéro .....                  Date .....                  Bureau .....             </td> <td style="width: 10%; text-align: center; vertical-align: middle;">} d'émission</td> <td style="width: 60%; vertical-align: top;">                 Signature de l'agent qui dresse le mandat: .....</td> </tr> </table> <p style="font-size: small; margin-top: 5px;">(1) Indications à porter par l'Administration destinataire lorsqu'elle opère elle-même la conversion.</p> </div>	Numéro ..... Date ..... Bureau .....	} d'émission	Signature de l'agent qui dresse le mandat: .....	<p style="text-align: right;"><b>MP 1</b></p> <p style="font-size: x-small;">Application des timbres-poste ou indication de la taxe perçue</p> <p style="text-align: center; margin-top: 20px;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 60px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p style="text-align: center;">Somme versée</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; display: inline-block;"></div> <p style="text-align: center;">(Monnaie du Pays d'origine)</p> </div>
Numéro ..... Date ..... Bureau .....	} d'émission	Signature de l'agent qui dresse le mandat: .....			

Mandats, Ottawa 1957, art. 104, § 1 — Dimensions: 148 X 105 mm, couleur rose

Verso

	<p>(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</p>	<p style="text-align: right;"><b>MP 1</b></p>
	<p>Quittance du destinataire</p> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu: ....., le ..... 19.....</p> <p>Signature du destinataire: .....</p>	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: 100%;"> <p style="text-align: center;">Registre d'arrivée</p>    <p style="text-align: center;">N°.....</p> </div>	<p>.....</p>	<p style="text-align: center;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 60px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>


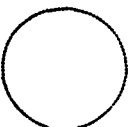
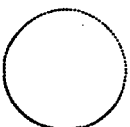











ADMINISTRATION DES POSTES d.....			MP 3
<b>AVIS D'ÉMISSION <sup>(1)</sup></b> d'un mandat télégraphique <sup>(2)</sup>			
déposé au bureau d....., le..... 19.....			
pour le bureau d..... (.....)			(Pays)
Nom de l'expéditeur  1	Numéro du mandat  2	Nom, prénom(s), qualité et domicile du desti- nataire  3	Montant du mandat  4
		En monnaie du Pays de destination (*) 	
Timbre du bureau d'origine		Timbre du bureau destinataire	
	Lieu:.....		En monnaie du Pays d'origine 
	Date:..... 19.....		
	Signature de l'agent qui dresse l'avis: .....		
<sup>(1)</sup> A envoyer sous enveloppe, par le prochain courrier et autant que possible par avion. <sup>(2)</sup> Le montant ne peut pas être payé sur le vu de cet avis d'émission, mais seulement sur celui du télégramme auquel cet avis se rapporte.			

MP 4

ADMINISTRATION DES POSTES d.....  
 BUREAU d.....

**RÉCLAMATION**

concernant un mandat de poste international (1) ordinaire  
 télégraphique

<p style="text-align: center;">(A remplir par le bureau d'origine)</p> <p>Nom et domicile du réclamant:.....                  .....                  .....                  .....                  Bureau d'émission:.....                  Date d'émission:.....                  Numéro d'émission:.....                  Montant { en monnaie du Pays de destination:.....                  en monnaie du Pays d'origine:.....                  Nom et adresse complète du destinataire:.....                  .....                  .....                  .....                  Bureau de destination:.....                  Renseignements complémentaires:.....                  .....                  .....                  Si le mandat a été égaré, le montant doit être payé                  au destinataire primitif.                  (1) ..... à l'expéditeur.                  ..... le ..... 19.....</p> <p>Timbre du bureau d'origine</p> <div style="border: 1px solid black; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; margin: 10px auto;"></div> <p style="text-align: right;">Signature:.....                  .....</p>	<p style="text-align: center;">(A remplir par le bureau destinataire)</p> <p>Le mandat décrit ci-contre                  (1) — a été dûment payé au destinataire                  le ..... 19.....                  — est encore en instance au bureau                  d..... (2)                  — a été remis au destinataire, qui n'a pas encore pris                  livraison du montant (3)                  — a été renvoyé au bureau d'origine                  le ..... 19.....                  — a été réexpédié le ..... 19.....                  à .....                  .....                  — n'est pas parvenu au bureau                  d.....                  (4)                  .....                  ..... le ..... 19.....</p> <p>Timbre du bureau destinataire</p> <div style="border: 1px solid black; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; margin: 10px auto;"></div> <p style="text-align: right;">Signature:.....                  .....</p>
---	---

(1) Biffer ce qui ne convient pas.  
 (2) Intéresse les Pays qui payent à domicile ou qui remettent un avis d'arrivée.  
 (3) Intéresse les Pays qui distribuent les mandats aux destinataires.  
 (4) Ajouter, si possible, la déclaration du destinataire.

MP 5

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

Année 19.....

Mois d.....

COMPTE MENSUEL

des mandats de poste et des autorisations de paiement

émis par l'Administration d.....

et payés, pendant le mois désigné ci-dessus, par l'Administration d.....

Numéro courant des mandats et des autorisations de paiement payés 1	Émission				Mandats et autorisations de paiement taxés 6	Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe 7	Débit de l'Ad- ministration émettrice des mandats 8
	Année 2	Mois 3	Bureau 4	Numéro 5			
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
Totaux .....							
Mandats et autorisations de paiement taxés (colonne 6) .....							
Droit de ¼% sur les mandats et autorisations de paiement taxés .....							
Quote-part fixe (..... c par mandat) .....							
Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe (colonne 7) .....							
Total général des sommes dues par l'Administration d..... à celle d.....							

Le présent compte du mois d..... 19..... est certifié conforme au total des..... mandats et autorisations de paiement ci-annexés.

Signature:

....., le..... 19.....



MP 7

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

Année 19.....

Mois d.....

## COMPTÉ MENSUEL

des mandats de poste, des autorisations de paiement et des mandats de remboursement (\*)

émis par l'Administration d.....

et payés, pendant le mois désigné ci-dessus, par l'Administration d.....

Nombre des mandats et des autorisations de paiement payés 1	Titre 2	Montant des mandats et des autorisations de paiement payés 3	Montant des droits et des quotes-parts 4
	Mandats et autorisations de paiement taxés (*) .....		
	Droit de 1/2% sur les mandats et autorisations de paiement taxés. ...		
	Quote-part fixe (..... c par mandat) .....		
	Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe (*).....		
	Totaux		
	Mandats de remboursement selon le compte particulier, formule R 5. A déduire les droits et les quotes-parts sur les mandats de remboursement.....		
	Totaux généraux		
	Total des droits et des quotes-parts à (*) <span style="float: right;">ajouter</span> <span style="float: right;">déduire</span>		
	Inscriptions éventuelles selon les art. 29 et 32 de l'Arrangement: (sommes à rembourser et intérêts)		
	.....		
	.....		
	.....		
	Total général des sommes dues par l'Administration d..... à l'Administration d.....		

Le présent compte du mois d..... 19..... est certifié conforme

au total des..... mandats et autorisations de paiement ci-annexés.

Signature:

....., le..... 19.....

(1) Dans ce compte peuvent aussi être compris les sommes à rembourser et les intérêts prévus aux articles 29 et 32 de l'Arrangement.

(2) Total établi sur formule(s) MP 6 ci-annexé(e)s.

(3) Biffer ce qui ne convient pas.

MP 8

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

**COMPTE GÉNÉRAL**  
des mandats de poste

Mandats de poste échangés

entre l'Administration d<sup>(1)</sup>.....  
et l'Administration d<sup>(2)</sup>.....  
pendant..... 19.....

Période	Avoir de l'Administration d <sup>(1)</sup>		Avoir de l'Administration d <sup>(2)</sup>	
	Mandats	Droits	Mandats	Droits
.....				
.....				
.....				
<b>Totaux</b>				
Conversion au taux de:				

Balance .....  
Acomptes .....  
Solde .....

au<sup>(3)</sup> crédit de l'Administration d<sup>(1)</sup>.....  
débit

Détail des acomptes:

Dates:	Montants:
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

Dressé à.....  
le..... 19.....  
Signature: .....

Vu et accepté,  
..... le..... 19.....  
Signature: .....

<sup>(1)</sup> Nom de l'Administration qui établit le compte.  
<sup>(2)</sup> Nom de l'Administration correspondante.  
<sup>(3)</sup> Biffer ce qui ne convient pas.

MP 9

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

COMPTE MENSUEL

Année 19.....

.....annexe.....

des bons postaux de voyage

Mois d.....

échangés entre l'Administration d..... et l'Administration d.....

Numéro courant des bons payés 1	Année d'émission 2	Mois d'émission 3	Bureau d'émission	Numéro du bon 4	Montant en monnaie du Pays payeur 5
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
21					
22					
23					
24					
25					
				Total des bons payés	
				Droit de 1%	
Total général des sommes dues par l'Administration d.....			à l'Administration d.....		

Le présent compte du mois d..... 19.....

est certifié conforme au total des..... bons ci-annexés.

Signature:

..... le..... 19.....



<p style="text-align: center;">Talon à la disposition du titulaire</p> <hr style="width: 20%; margin: 0 auto;"/> <p style="text-align: center;"><b>BON POSTAL DE VOYAGE</b></p> <p style="text-align: center;">Montant (en monnaie du Pays de paiement)</p> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center;">Bureau payeur</p> <hr style="width: 80%; margin: 0 auto;"/> <p style="text-align: center;">Date de paiement</p> <hr style="width: 80%; margin: 0 auto;"/>	<p style="text-align: right; font-weight: bold;">MP 10</p> <p style="text-align: center;">ADMINISTRATION DES POSTES</p> <p style="text-align: right;">N°.....</p> <p style="text-align: right;">Bureau émetteur</p> <p>d .....</p> <p style="text-align: right;">Valable jusqu'au.....</p> <p style="text-align: center;"><b>BON POSTAL DE VOYAGE</b></p> <p style="text-align: center;">de la somme de..... (en chiffres arabes, avec indication de la monnaie)</p> <p style="text-align: center;">..... (en toutes lettres)</p> <p>payable ..... exclusivement (Nom du Pays de paiement)</p> <p style="text-align: center;">entre les mains de la personne désignée sur la couverture du carnet</p> <p style="text-align: left; font-size: small;">Timbre sec du bureau d'émission</p>
---	--

Mandate, Ottawa 1957, art. 146, § 1—Dimensions: 162 X 114 mm, différentes teintes

Verso

<p style="text-align: center;">Description des pièces d'identité produites:</p> <p style="text-align: center;"><b>Reçu contre ce bon postal de voyage</b></p> <p>la somme de .....</p> <p>....., le ..... 19.....</p> <p style="text-align: center;">Signature:</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(La signature doit être conforme à celle qui figure sur la couverture)</p>		
<p style="font-size: x-small;">Timbre à date du bureau payeur</p>	<p style="text-align: center;">Payé</p> <p>le..... 19.....</p> <p>par .....</p>	<p style="font-size: x-small;">N° du paiement</p>

1<sup>re</sup> page de la couverture

ADMINISTRATION DES POSTES	MP 11																		
d.....	Valable jusqu'au ..... inclusivement																		
<b>CARNET DE BONS POSTAUX DE VOYAGE (1)</b>																			
contenant	<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 5%; text-align: center;">(1)</td> <td style="width: 35%; border-bottom: 1px solid black;">bons</td> <td style="width: 10%; text-align: center;">N<sup>os</sup></td> <td style="width: 15%; border-bottom: 1px solid black;">à</td> <td style="width: 15%; border-bottom: 1px solid black;">de</td> <td style="width: 20%; border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">(2)</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">bons</td> <td style="text-align: center;">N<sup>os</sup></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">à</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">de</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">bons</td> <td style="text-align: center;">N<sup>os</sup></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">à</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">de</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> </table>	(1)	bons	N <sup>os</sup>	à	de		(2)	bons	N <sup>os</sup>	à	de			bons	N <sup>os</sup>	à	de	
(1)	bons	N <sup>os</sup>	à	de															
(2)	bons	N <sup>os</sup>	à	de															
	bons	N <sup>os</sup>	à	de															
Payable exclusivement .....																			
(Pays de paiement)																			
<p>(1) Voir les dispositions à la 4<sup>e</sup> page de la couverture.  (2) Nombre, numéros et montant des bons en chiffres arabes. Le montant des bons doit être exprimé dans la monnaie du Pays de paiement.</p>																			
M..... (Nom et prénom(s)) ..... (Adresse) ..... (Lieu de domicile)	Timbre sec (en relief) du bureau émetteur																		
Signature du titulaire: .....																			

Mandats, Ottawa 1957, art. 146, § 3 — Dimensions: 162 X 114 mm, couleur bleu clair

4<sup>e</sup> page de la couverture

<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les bons postaux de voyage sont libellés en monnaie du Pays où ils doivent être payés; ce Pays est désigné à la 1<sup>re</sup> page de la couverture du présent carnet.</li> <li>2. Dans les bureaux participant au service, le paiement a lieu contre remise du bon signé à l'encre. L'ayant droit doit justifier de son identité soit par la production de son passeport ou d'une carte d'identité postale, soit au moyen d'une autre preuve admise dans le Pays payeur.</li> <li>3. Lorsque le service payeur ne dispose pas des fonds nécessaires au paiement du ou des bons qui lui sont présentés, le paiement peut être suspendu jusqu'au moment où ce service s'est procuré les fonds.</li> <li>4. Les sommes versées pour être converties en bons sont, dans le délai de prescription fixé par la législation du Pays d'émission, garanties aux ayants droit jusqu'au moment où les bons ont été régulièrement payés. La réclamation de l'ayant droit concernant le paiement d'un bon à une personne non autorisée n'est admise que dans le délai d'un an à partir du lendemain de l'émission de ce bon. Les Administrations</li> </ol>	<p>postales ne sont pas responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux de carnets ou de l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>5. Aucune réclamation ne peut être introduite contre l'Administration du Pays d'émission si le carnet qui fait l'objet de la réclamation n'est pas produit. Toutefois, en cas de perte d'un carnet ou d'un ou de plusieurs bons, l'intéressé doit prouver à l'Administration émettrice qu'il a demandé la délivrance d'un carnet de bons et qu'il a versé, à cet effet, la somme totale correspondante. Le remboursement ne peut être effectué que lorsque ladite Administration s'est assurée que les bons déclarés perdus n'ont pas été payés.</li> <li>6. Les carnets ou l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent ne sont transmissibles à des tiers ni par endossement ni par cession; ils ne peuvent être mis en gage.</li> </ol> <p>Sous réserve de ce qui est prévu par la législation interne de chaque Pays, il n'est pas donné suite aux demandes qui sont présentées en vue de faire opposition au paiement de bons régulièrement émis.</p>
--	---

Recto

<p style="text-align: center;"><b>Coupon</b> (Peut être détaché par le destinataire)</p> <hr style="width: 50%; margin: 0 auto;"/> <p style="text-align: center;">Montant du mandat</p> <div style="display: flex; justify-content: center; gap: 10px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px;"></div> </div> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes)</p> <p style="text-align: center;">Expéditeur</p>  <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;"> </div> <p style="text-align: center;">Le.....19.....</p>	<p style="text-align: center;">ADMINISTRATION DES POSTES d.....</p> <p style="text-align: center;"><b>MANDAT DE POSTE INTERNATIONAL</b></p> <p style="text-align: center;">pour libellé mécanographique de la somme de:</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: flex-start; margin-top: 10px;"> <div style="width: 60%;"> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; margin-bottom: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; margin-bottom: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; margin-bottom: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 15px; margin-bottom: 5px;"></div> </div> <div style="width: 35%; border: 1px solid black; padding: 2px;"> <p style="text-align: center; font-size: small;">(1)</p> <p style="text-align: center; font-size: x-small;">Cours du change</p> <hr style="width: 80%; margin: 0 auto;"/> <p style="text-align: center; font-size: x-small;">Somme payée</p> </div> </div> <p style="text-align: center;">(Les unités en toutes lettres et en caractères latins) (en chiffres arabes)</p> <p style="text-align: center;">payable à</p>  <p style="text-align: center;">Indications de service</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 30%; border: none;">                 Numéro }                  Date }                  Bureau }             </td> <td style="width: 10%; border: none; text-align: center; vertical-align: middle;">                 d'émission             </td> <td style="width: 60%; border: none;">                 Signature de l'agent qui dresse le mandat:             </td> </tr> </table> <div style="margin-top: 10px;"> <p style="text-align: center;">(1) Indications à porter par l'Administration destinataire lorsqu'elle opère elle-même la conversion.</p> </div>	Numéro } Date } Bureau }	d'émission	Signature de l'agent qui dresse le mandat:	<p style="text-align: center; font-weight: bold;">MP 12</p> <p style="text-align: center; font-size: x-small;">Application des timbres-poste ou indication de la taxe perçue</p>  <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center; margin: 10px 0;"> </div>	
Numéro } Date } Bureau }	d'émission	Signature de l'agent qui dresse le mandat:				
<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 60%; border: none;">                 Somme versée             </td> <td style="width: 40%; border: none;"> <div style="display: flex; justify-content: center; gap: 10px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px;"></div> </div> </td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="border: none; text-align: center;">                 (Monnaie du Pays d'origine)             </td> </tr> </table>			Somme versée	<div style="display: flex; justify-content: center; gap: 10px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px;"></div> </div>	(Monnaie du Pays d'origine)	
Somme versée	<div style="display: flex; justify-content: center; gap: 10px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 15px;"></div> </div>					
(Monnaie du Pays d'origine)						

Mandats, Ottawa 1957, art. 104, § 2 — Dimensions: 148 X 105 mm, couleur rose

Verso

	<p>(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</p>
<p><b>Quittance du destinataire</b></p> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu:....., le.....19.....</p> <p>Signature du destinataire:</p>	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 10px;"> <p style="text-align: center; font-size: x-small;">Registre d'arrivée</p>    <p style="text-align: center; font-size: x-small;">N° .....</p> </div>	<p style="text-align: right; font-size: x-small;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="text-align: right; margin: 10px 0;"> </div>

Recto

<p style="text-align: center;"><b>COUPON</b> (Peut être remis au destinataire)</p> <p>Montant de l'autorisation de paiement</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes)</p> <p>(<sup>1</sup>) Remplacement du Complément du mandat de poste international expédié</p> <p>le..... 19.....</p> <p>par.....</p> <p>.....</p> <p>Timbre du service émetteur</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div>	<p style="text-align: right;">ADMINISTRATION DES POSTES d..... <b>MP 13</b></p> <p><b>AUTORISATION DE PAYEMENT N°.....</b></p> <p>en (<sup>1</sup>) remplacement d'un mandat de poste international complément</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 40px; float: right; padding: 2px;"> <p style="text-align: center; font-size: small;">(<sup>2</sup>) Course du change</p> <p style="text-align: center; font-size: small;">Somme payée</p> </div> <p>Le bureau de poste d..... est autorisé à payer la somme de <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; display: inline-block;"></div> (en chiffres arabes)</p> <p style="text-align: center; font-size: small;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p>à..... (Nom ou raison sociale)</p> <p style="text-align: center; font-size: small;">(Rue et numéro)</p> <p style="text-align: center; font-size: small;">(Localité et Pays de destination)</p> <p>en (<sup>1</sup>) remplacement du mandat de poste international n°.....</p> <p>émis à..... le..... 19.....</p> <p>et expédié par..... le..... 19.....</p> <p>Signature de l'agent qui dresse l'autorisation de paiement:</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 30px; float: right; padding: 2px;"> <p style="text-align: center; font-size: small;">Montant en monnaie du Pays d'origine</p> </div> <p style="font-size: small;">(<sup>1</sup>) Biffer ce qui ne convient pas. (<sup>2</sup>) Indications à porter par l'Administration de destination lorsqu'elle opère elle-même la conversion.</p>
--	---

Mandats, Ottawa 1957, art. 117—Dimensions: 148 X 105 mm, couleur rose

Verso

	<p>(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</p>
	<p><b>Quittance du destinataire</b></p> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu:....., le..... 19.....</p> <p>Signature du destinataire:</p>
<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 80px; margin-bottom: 5px;"></div> <p style="text-align: center; font-size: small;">Registre d'arrivée</p> <p style="text-align: center; font-size: small;">N°.....</p>	<p style="text-align: right; font-size: small;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div>

[TRANSLATION — TRADUCTION]

**UNIVERSAL POSTAL UNION**  
**ACTS OF THE CONGRESS OF OTTAWA, 1957**

---

**IV**

No. 5214. AGREEMENT CONCERNING POSTAL MONEY  
ORDERS AND POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES.  
SIGNED AT OTTAWA, ON 3 OCTOBER 1957



NOTE. — Square brackets [ ] indicate a note that does not appear in the original text—usually the accepted English form of an expression necessarily retained in French.<sup>1</sup>

TABLE OF CONTENTS  
OF THE AGREEMENT CONCERNING POSTAL MONEY ORDERS  
AND POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

SECTION I

*PRELIMINARY CLAUSES*

*Art.*

1. Subject of the Agreement.

SECTION II

*MONEY ORDERS*

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

2. Methods of exchange.

CHAPTER II

ISSUE OF MONEY ORDERS

3. Currency. Conversion.
4. Maximum amount of an order.
5. Payment. Receipt.
6. Charges.
7. Exemption.
8. Special provisions applicable to the issue of telegraph money orders.

CHAPTER III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES  
ACCORDED TO THE PUBLIC

9. Advice of payment. Express delivery. Payment to payee in person. Dispatch by air.
10. Withdrawal. Alteration of address.
11. Retransmission.
12. Endorsement.

<sup>1</sup> [*Translation — Traduction*] NOTE. — Les expressions entre crochets [ ] sont des annotations qui ne figurent pas dans le texte original ; d'une manière générale, il s'agit de l'équivalent en anglais d'une expression qui a dû être conservée en français.

## CHAPTER IV

## PAYMENT OF MONEY ORDERS

*Art.*

13. Period of validity. Extension of the period of validity.
14. Maximum amount payable.
15. General rules for payment of orders.
16. Express delivery.
17. Postal charges payable by payee.
18. Special provisions applicable to payment of telegraph money orders.

## CHAPTER V

## UNPAID MONEY ORDERS. AUTHORITIES TO PAY

19. Unpaid money orders.
20. Authority to pay.
21. Void money orders.

## CHAPTER VI

## RESPONSIBILITY

22. Principle and extent of responsibility.
23. Exceptions to the principle of responsibility.
24. Cessation of responsibility.
25. Determination of responsibility.
26. Payment of claims. Claim for repayment.
27. Period allowed for payment of claims.
28. Repayment to the Administration of issue of amounts disbursed on behalf of the Administration of payment.

## CHAPTER VII

## ACCOUNTING

29. Apportionment of charges.
30. Preparation of accounts.
31. Settlement of accounts.

## CHAPTER VIII

## MISCELLANEOUS PROVISIONS

32. Offices transacting money order business.
33. Participation of non-postal agencies.
34. Prohibition of fiscal or other charges.



## SECTION III

*POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES*

## CHAPTER I

## GENERAL. ISSUE OF CHEQUES

*Art.*

- 35. Definition. Booklets.
- 36. Currency. Maximum value. Conversion.
- 37. Charges.
- 38. Cost.

## CHAPTER II

## PAYMENT OF CHEQUES

- 39. Validity of cheques. Payment.
- 40. Demands for stoppage of payment.

## CHAPTER III

## CLAIMS. RESPONSIBILITY. ACCOUNTING

- 41. Claims and responsibility.
- 42. Apportionment of charges. Preparation of accounts.

## SECTION IV

*FINAL PROVISIONS*

- 43. Application of the Convention and of certain Agreements.
- 44. Approval of proposals made in the interval between Congresses.
- 45. Entry into force and duration of the Agreement.



## AGREEMENT<sup>1</sup> CONCERNING POSTAL MONEY ORDERS AND POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

### CONCLUDED BETWEEN

THE PEOPLE'S REPUBLIC OF ALBANIA, GERMANY, THE KINGDOM OF SAUDI ARABIA, THE ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, BOLIVIA, THE PEOPLE'S REPUBLIC OF BULGARIA, CAMBODIA, CHILE, CHINA, THE REPUBLIC OF COLOMBIA, THE REPUBLIC OF KOREA, THE REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, THE DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, THE REPUBLIC OF EL SALVADOR, SPAIN, THE SPANISH TERRITORIES IN AFRICA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, THE WHOLE OF THE TERRITORIES REPRESENTED BY THE FRENCH OFFICE OF OVERSEAS POSTS AND TELECOMMUNICATIONS, GREECE, THE REPUBLIC OF HAITI, THE REPUBLIC OF HONDURAS, THE HUNGARIAN PEOPLE'S REPUBLIC, THE REPUBLIC OF INDONESIA, IRAN, THE REPUBLIC OF ICELAND, ITALY, THE TERRITORY OF SOMALIA UNDER ITALIAN ADMINISTRATION, JAPAN, LAOS, LEBANON, THE REPUBLIC OF LIBERIA, LIBYA, LUXEMBOURG, MOROCCO, MEXICO, THE PRINCIPALITY OF MONACO, NICARAGUA, NORWAY, THE REPUBLIC OF PANAMA, PARAGUAY, THE NETHERLANDS, THE NETHERLANDS ANTILLES AND SURINAM, PERU, THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC, PORTUGAL, THE PORTUGUESE PROVINCES IN WEST AFRICA, THE PORTUGUESE PROVINCES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, THE ROMANIAN PEOPLE'S REPUBLIC, THE REPUBLIC OF SAN MARINO, THE REPUBLIC OF THE SUDAN, SWEDEN, THE SWISS CONFEDERATION, SYRIA, CZECHOSLOVAKIA, THAILAND, TUNISIA, TURKEY, THE EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, THE REPUBLIC OF VENEZUELA, VIET-NAM, YEMEN, THE FEDERAL PEOPLE'S REPUBLIC OF YUGOSLAVIA.

<sup>1</sup> Came into force on 1 April 1959, in accordance with article 45. The instruments of ratification or accession (a) were deposited with the Canadian Government on the dates indicated :

Argentina (with reservations ; see p. 107)	15 April	1959	Luxembourg . . . . .	13 January	1960
Austria . . . . .	4 May	1959	Mexico . . . . .	19 March	1959
Belgium . . . . .	5 March	1959	Mouaco . . . . .	2 September	1959
Bulgaria . . . . .	13 May	1959	Morocco . . . . .	9 July	1959
Cambodia . . . . .	12 January	1960	Netherlands . . . . .	27 August	1959
Republic of China . . . . .	6 October	1959	(Including Netherlands New Guinea, Surinam and the Netherlands Antilles.)		
Czechoslovakia . . . . .	13 May	1959	Norway . . . . .	19 August	1958
Denmark . . . . .	13 August	1958	Peru . . . . .	21 May	1959
Finland . . . . .	6 March	1959	San Marino . . . . .	31 March	1959
France . . . . .	8 May	1959	Spain . . . . .	29 July	1959
(Including Algeria and the whole of the territories re- presented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications, com- posed of the countries and territories designated below and the Franco-British Con- dominium of the New He- brides.)†			(Including the Spanish territories of Africa.)		
Greece . . . . .	2 October	1959	Sudan . . . . .	1 March	1960
Hungary . . . . .	5 April	1960	Sweden . . . . .	2 May	1958
Iceland . . . . .	27 November	1958	Switzerland . . . . .	14 November	1958
Italy . . . . .	9 June	1960	Tunisia . . . . .	24 March	1959
Japan . . . . .	7 November	1958	United Arab Republic:		
Lebanon . . . . .	23 July	1958	Egyptian Province	15 January	1959
			Syrian Province	15 January	1959
			Vatican City State	13 April	1960
			Republic of Viet-Nam	3 December	1959
			Yemen . . . . .	3 April	1959 (a)

† (a) *States members of the Community*: Republic of Senegal, Sudanese Republic, Republic of the Ivory Coast, Republic of the Niger, Republic of the Upper Volta, Republic of Dahomey, Islamic Republic of Mauritania, Gabon Republic, Republic of the Congo, Central African Republic, Republic of Chad, Malagasy Republic.

(b) *Overseas territories*: Comoro Islands, New Caledonia and dependencies, French Polynesia, French Somaliland, St. Pierre and Miquelon.

(c) *Trust Territories of France*: Cameroons, Autonomous Republic of Togo.

Having regard to article 22 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on 3 October 1957,<sup>1</sup> the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries, have, by common consent and subject to ratification, drawn up the following Agreement :

SECTION I

*PRELIMINARY CLAUSES*

*Article 1*

SUBJECT OF THE AGREEMENT

The present Agreement governs, on the one hand, the exchange of postal money orders, hereinafter referred to as "money orders", and, on the other hand, the postal travellers' cheque service which the signatory countries agree to institute in their reciprocal relations.

SECTION II

*MONEY ORDERS*

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

*Article 2*

METHODS OF EXCHANGE

1. Money orders may be exchanged either by post or, if telegrams of advice are allowed in relations between the countries concerned, by telegraph.
2. The exchange of money orders by post may be effected, at the option of the Administrations, by means of cards or lists. In the former case, the orders are called "card money orders" and in the latter case, "list money orders".
3. The exchange of money orders by telegraph may be effected by telegraph card money order or by telegraph list money order, both categories being called "telegraph money orders".

CHAPTER II

ISSUE OF MONEY ORDERS

*Article 3*

CURRENCY. CONVERSION

1. In the absence of any agreement to the contrary, every order is drawn up in the currency of the country of payment.

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, Vol. 364, p. 3.

2. The Administration of issue fixes the rate of conversion of its currency into the currency of the country of payment.

*Article 4*

MAXIMUM AMOUNT OF AN ORDER

1. The maximum amount of an order may not exceed the equivalent of 1,000 francs. Nevertheless, each Administration is empowered to fix a lower maximum.
2. By way of exception, no maximum is fixed for the orders referred to in article 7.

*Article 5*

PAYMENT. RECEIPT

1. Each Administration fixes the form in which the remitter of an order must pay in the sum to be transferred.
2. A receipt is given free of charge to the remitter at the time of paying in the money.

*Article 6*

CHARGES

1. The charge to be collected at the time of issue consists of :
  - (a) A maximum fixed charge of 25 centimes for each order ;
  - (b) A maximum proportional charge calculated as follows :
    - In the case of card money orders,  $\frac{1}{2}$  per cent of the amount paid in ;
    - In the case of list money orders, 1 per cent of the amount paid in ;
  - (c) Any charges payable for special services (request for advice of payment, for express delivery, etc.).
2. Each Administration is empowered to adopt, for the collection of the proportional charge, the scale best suited to its own service.
3. Money orders exchanged between a country party to this Agreement and a country not a party, through the intermediary of another country party to the Agreement, may be subjected by the Administration of the intermediary country, to a supplementary charge deducted from the amount of the money order ; this charge may, however, be collected from the remitter and credited to the Administration of the intermediary country, if the Administrations concerned have agreed thereto.

*Article 7*

EXEMPTION

Money orders issued in connexion with the postal service and exchanged in the circumstances specified in article 38 of the Convention are exempt from all postal charges.

*Article 8*

## SPECIAL PROVISIONS APPLICABLE TO THE ISSUE OF TELEGRAPH MONEY ORDERS

1. Telegraph money orders are subject to the provisions of the Telegraph Regulations annexed to the International Telecommunication Convention.
2. In addition to the postal charge, the remitter of a telegraph money order pays the charge for the telegram, including the cost of any private message for the payee.

## CHAPTER III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES  
ACCORDED TO THE PUBLIC*Article 9*ADVICE OF PAYMENT. EXPRESS DELIVERY. PAYMENT TO PAYEE IN PERSON.  
DISPATCH BY AIR

1. The remitter of a money order may apply for an advice of payment. Article 69 of the Convention applies to advices of payment.
2. Subject to the provisions of article 16, the remitter of a money order may request the delivery of the amount at the payee's address, by express messenger, immediately after the receipt of the order ; in such cases, article 57 of the Convention applies.
3. In relations with those countries which agree to payment to payee in person the remitter of a money order may request, by means of an indication on the form, that payment be made exclusively to the payee in person and against his personal receipt. In such cases, the remitter pays a special fee of 20 centimes or the fee charged in the country of origin for a request for payment to payee in person. The money order must be accompanied by an advice of payment.
4. If the Administrations concerned have agreed thereto, the remitter of a list money order may request that the order be dispatched by air between the exchange office of the country of payment and the office of payment. In such cases, the method of collecting the air-mail surcharge is the subject of direct agreement between the Administrations.

*Article 10*

## WITHDRAWAL. ALTERATION OF ADDRESS

The remitter of a money order may, under the conditions prescribed by article 58, §§ 2 to 4, of the Convention, have it withdrawn from the service or have its address altered, so long as the order or the amount has not been delivered to the payee.

*Article 11*

## RETRANSMISSION

1. In the event of a change in the payee's address and in so far as a money order service is maintained between the retransmitting country and the new country of destina-

tion, any order may be retransmitted by post or by telegraph at the request of either the remitter or the payee.

2. The retransmission by post of postal or telegraph card money orders is effected without the collection of a charge and without the issue of a new money order if the new country of destination maintains a card money order service on the basis of this Agreement with the country of issue.

3. In all other cases, the retransmission is effected by means of a new money order, the charges for which, including the telegraph charges, if any, are deducted from the amount of the money order retransmitted.

4. In the event of retransmission, the provisions of article 59, § 7, of the Convention apply with respect to the *poste restante* fee and the additional express charge.

#### Article 12

##### ENDORSEMENT

Each country has the right to provide that the ownership of money orders issued in any other country may be transferred within its territory by means of endorsement.

#### CHAPTER IV

##### PAYMENT OF MONEY ORDERS

#### Article 13

##### PERIOD OF VALIDITY. EXTENSION OF THE PERIOD OF VALIDITY

1. Money orders are valid :

- (a) As a general rule, until the expiration of the first month which follows that in which they are issued ; by agreement between the Administrations concerned, until the expiration of the third month which follows that in which they are issued ;
- (b) In services with distant countries, until the expiration of the seventh month which follows the month of issue.

2. After this period, card money orders are paid only under an "authority for payment" given by the Administration of issue at the request of the Administration of payment. An authority for payment may not be given in the case of list money orders.

3. The authority for payment gives to the card money order, from the date on which it is given, a new period of validity equal to that which an order issued the same day would have.

4. If the non-payment of the order before the expiration of the period of validity is not due to an error in the service, a charge called the "authority for payment" charge equal to that provided for by article 67 of the Convention may be collected.

#### Article 14

##### MAXIMUM AMOUNT PAYABLE

1. In the absence of any agreement to the contrary, the maximum amount for money orders payable in a country is the same as that adopted by the Administration of that country for the issue of money orders.

2. When a remitter has drawn on the same day and in favour of the same payee several money orders of which the total amount exceeds the maximum adopted by the Administration of payment, the latter is entitled to arrange for the orders to be paid in instalments so that the sum paid to the payee in a single day does not exceed this maximum.

*Article 15*

GENERAL RULES FOR PAYMENT OF ORDERS

1. The payment of money orders is effected in accordance with the regulations of the country of payment.

2. The amount of a money order is paid to the payee in the legal currency of the country of payment; it may be paid in any other currency by special agreement between the Administrations concerned.

3. Payment may duly be made by payment into a postal cheque account, in accordance with the regulations in force in the Administration of payment.

4. After notifying the Administrations concerned, the Administration of payment may, if its legislation so requires, either disregard fractions of a unit of currency or round off the amount to the nearest unit or tenth part thereof.

*Article 16*

EXPRESS DELIVERY

If the remitter has requested express delivery, the Administration of payment has the option, in so far as its regulations allow, of delivering by express messenger either the sum of money remitted or the order itself or an advice of the arrival of the order.

*Article 17*

POSTAL CHARGES PAYABLE BY PAYEE

The following charges may be collected from the payee :

- (a) A delivery charge, when payment takes place at his address ;
- (b) The authority-to-pay charge prescribed by article 20, § 4, of this Agreement ;
- (c) If payable, the authority-for-payment charge specified in article 13, § 4, of this Agreement ;
- (d) The charge specified in article 50, § 2, of the Convention, when the order is addressed *poste restante*.

*Article 18*

SPECIAL PROVISIONS APPLICABLE TO PAYMENT OF TELEGRAPH MONEY ORDERS

1. Telegraph money orders are always delivered according to the provisions of article 16 of this Agreement.

2. When the amount is delivered at the payee's home by express messenger, the Administration of payment may collect, on this account, a special charge, taking into account the express delivery charge paid by the remitter, if the telegram of advice bears the service indication "XP paid".



3. The delivery of an advice of the arrival of the order or the order itself shall not be charged to the payee; nevertheless, if his address is outside the local delivery area of the office of payment and the telegram of advice does not bear the service indication "XP paid", the express delivery charge may be collected from the payee.

## CHAPTER V

## UNPAID MONEY ORDERS. AUTHORITIES TO PAY

*Article 19*

## UNPAID MONEY ORDERS

1. All money orders which have been refused, those of which the payees are unknown, or have gone away without leaving any address, or have left for countries to which retransmission cannot be effected, and those of which payment has not been claimed within the period of validity are immediately sent back to the Administration of issue.

2. Any money order unpaid for any reason whatsoever is paid to the remitter.

3. The provisions of article 59, § 7, of the Convention apply to the *poste restante* fee and the additional express charge.

*Article 20*

## AUTHORITY TO PAY

1. A money order which is missing, lost or destroyed before payment may, at the request of the remitter or the payee, be replaced with an authority to pay issued by the Administration of issue.

2. An authority to pay is also issued when as the result of an error of conversion attributable to the office of issue a supplementary payment is due to the payee.

3. The period of validity of an authority to pay is the same as that of a money order issued the same day.

4. If no service error has been committed, an "authority-to-pay" charge equal to that provided for by article 67 of the Convention may be collected from either the remitter or the payee, save where such charge has already been collected in respect of the enquiry, the request for information or the advice of payment.

*Article 21*

## VOID MONEY ORDERS

Amounts deposited in respect of money orders which are not claimed within the prescribed period become the absolute property of the Administration of the country of issue. The period of prescription is fixed by the legislation of each country.

## CHAPTER VI

## RESPONSIBILITY

*Article 22*

## PRINCIPLE AND EXTENT OF RESPONSIBILITY

1. Postal Administrations are responsible for amounts paid in until the orders are duly paid.
2. Responsibility extends to errors of conversion and mistakes in telegraphic transmission.
3. The Administrations assume no responsibility for delays which may occur in the transmission and payment of money orders.

*Article 23*

## EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY

Administrations are relieved of all responsibility when, no other proof of their responsibility having been brought forward, they are unable to trace payment as the result of the destruction of official documents from a cause beyond control.

*Article 24*

## CESSATION OF RESPONSIBILITY

The Administrations cease to be responsible :

- (a) On the expiration of the period of prescription specified in article 21 ;
- (b) In the case of a dispute as to the regularity of payment, on the expiration of the period prescribed in article 67, § 1, of the Convention.

*Article 25*

## DETERMINATION OF RESPONSIBILITY

1. Subject to the provisions of §§ 2 to 5 hereunder, responsibility rests with the Administration of issue.
2. Responsibility rests with the Administration of payment if it is unable to prove that payment was made in accordance with the conditions laid down by its regulations.
3. Responsibility rests with the Administration of the country where the mistake occurred :
  - (a) In the case of an error of conversion ;
  - (b) In the case of a mistake in telegraphic transmission committed within the country of issue or the country of payment.
4. Responsibility rests equally with the Administration of issue and the Administration of payment :
  - (a) If a mistake in telegraphic transmission has occurred in an intermediary country ;

- (b) If it is impossible to discover in which country the mistake in transmission occurred.
5. Subject to the provisions of § 2, responsibility rests :
- (a) In the case of payment of a falsified money order, with the Administration of the country in whose territory the order was introduced into the service ;
- (b) In the case of payment of an order the amount of which has been fraudulently increased, with the Administration of the country in which the order was falsified ; nevertheless, the cost of compensation is borne in equal shares by the Administrations of issue and payment when it is impossible to determine the country in which the falsification occurred or when reparation cannot be obtained for a falsification committed in an intermediary country which does not participate in the money order service on the basis of this Agreement.

*Article 26*

PAYMENT OF CLAIMS. CLAIM FOR REPAYMENT

1. The responsibility for indemnifying the claimant rests with the Administration of payment if the amount is to be paid to the payee ; it rests with the Administration of issue if the amount is to be repaid to the remitter.

2. The Administration which has made good the amount to the claimant has the right to claim repayment from the Administration responsible for the irregular payment.

3. The last Administration to bear the cost of compensation has a right to claim repayment, up to the amount of the sum paid, against the remitter, the payee or third parties.

*Article 27*

PERIOD ALLOWED FOR PAYMENT OF CLAIMS

1. The amounts due to claimants must be paid as soon as possible and, at the latest, within a period of six months from the day after the date of the claim.

2. The Administration of issue may, exceptionally, defer the payment beyond the said period if, although an inquiry into the case has been instituted with all possible despatch, that period has not sufficed to enable responsibility to be fixed.

3. If the Administration of payment, after due notification, has allowed a period of five months to expire without settling a claim, the Administration of issue is authorized to repay the remitter on behalf of the Administration of payment.

*Article 28*

REPAYMENT TO THE ADMINISTRATION OF ISSUE OF AMOUNTS DISBURSED  
ON BEHALF OF THE ADMINISTRATION OF PAYMENT

1. The Administration of payment on whose behalf a claimant has been indemnified by the Administration of issue is bound to make good to the latter the amount disbursed within a period of four months from the date of receipt of the notification of the payment ; the same holds good for the payment of compensation in the cases referred to in article 25, §§ 2 to 5.

2. This repayment is made without cost to the Administration of issue by one of the following means :

- (a) A money order, a cheque or a draft payable at sight on the capital or on a commercial centre of the creditor country ;
- (b) Coin current in the creditor country ;
- (c) Subject to agreement, an entry to the credit of the Administration of that country in the money order account.

3. After a period of four months, the amount due to the Administration of issue bears interest at the rate of 5 per cent per annum to be reckoned from the last day of the said period.

#### CHAPTER VII

#### ACCOUNTING

##### *Article 29*

#### APPORTIONMENT OF CHARGES

1. The Administration of issue credits the Administration of payment, against the amount of the charges it has levied under article 6, § 1, (a) and (b), with a fixed allowance of 12.5 centimes for each money order and, according as the Administrations have adopted the card money order system or the list money order system, with a proportional allowance of  $\frac{1}{4}$  per cent or  $\frac{1}{2}$  per cent of the total amount of the orders paid.

2. No allowance is payable in respect of money orders issued free of charge.

3. When a money order is retransmitted, the Administration of the new country of destination receives the allowances which would have been payable to it if it had been the Administration of the first country of destination, whatever the charges actually collected by the Administration of issue.

4. With the exception of the allowances specified in § 1 and subject to the stipulations expressly made in this Agreement, each Administration retains the whole of the charges it has levied.

##### *Article 30*

#### PREPARATION OF ACCOUNTS

1. Each Administration of payment prepares, for each Administration of issue, a monthly account of the amounts paid for card money orders or a monthly account of the amount of the lists received during the month for list money orders ; the monthly accounts are incorporated periodically in a general account from which a balance is determined.

2. When the orders have been paid in different currencies, the amount of the smaller credit is converted into the currency of the country having the larger credit, the basis of conversion being the mean of the official rates of exchange in the country of the debtor Administration during the period to which the account relates ; this mean rate must invariably be calculated to four places of decimals.

3. The settlement of accounts may also take place on the basis of the monthly accounts, without clearance.

*Article 31*

## SETTLEMENT OF ACCOUNTS

1. In the absence of any agreement to the contrary, payment of the balance of the general account or the amount of the monthly accounts is made in the currency used by the creditor Administration for the payment of money orders.

2. In the event of non-payment within the periods prescribed in the Detailed Regulations,<sup>1</sup> the amounts due bear interest at the rate of 5 per cent per annum from the date of the expiration of the said periods until the date of payment.

3. No unilateral measure such as moratorium, prohibition of transfers, etc., can prevail against the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations concerning the establishment and settlement of accounts.

## CHAPTER VIII

## MISCELLANEOUS PROVISIONS

*Article 32*

## OFFICES TRANSACTING MONEY ORDER BUSINESS

Postal Administrations take all necessary steps to ensure, as far as possible, the payment of money orders at any place in their respective countries.

*Article 33*

## PARTICIPATION OF NON-POSTAL AGENCIES

1. Countries in which the money order service is carried on by non-postal agencies may take part in the service governed by the provisions of the present Agreement.

2. Such an agency must come to an agreement with the postal Administration of its country in order to ensure the proper execution of all the clauses of the Agreement ; the postal Administration will act as intermediary for the agency in its relations with the postal Administrations of other contracting countries and with the International Bureau.

*Article 34*

## PROHIBITION OF FISCAL OR OTHER CHARGES

Money orders and receipts given for orders may not be subjected to any charge or fee other than those authorized by this Agreement.

---

<sup>1</sup> See p. 287 of this volume.

## SECTION III

## POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

## CHAPTER I

## GENERAL. ISSUE OF CHEQUES

*Article 35*

## DEFINITION. BOOKLETS

1. Postal travellers' cheques are instruments which may be issued and paid, by the postal Administrations of the participating countries, on the basis of the principles of this Agreement.
2. The cheques are contained in booklets.

*Article 36*

## CURRENCY. MAXIMUM VALUE. CONVERSION

1. Each cheque is made out, in the currency of the country of payment, for a fixed amount equivalent to approximately 25, 50 or 100 francs and determined by agreement between the postal Administrations concerned.
2. In special cases the cheques may be made out for an amount differing appreciably from any of these equivalent amounts.
3. The rate of conversion is the same as for money orders.
4. A booklet comprises not more than ten cheques; each booklet may contain cheques of different denominations.

*Article 37*

## CHARGES

The charge to be made for each cheque is fixed by the Administration of issue; it may not exceed  $\frac{1}{2}$  per cent of the amount expended or be less than 10 centimes.

*Article 38*

## COST

The Administration of issue may collect, in addition to the value of the cheques and in addition to the charges, an amount corresponding to the cost of the cheques, of their covers and of the various operations involved in the preparation of the booklets.

## CHAPTER II

## PAYMENT OF CHEQUES

*Article 39*

## VALIDITY OF CHEQUES. PAYMENT

1. The cheques are valid for four months from the date of issue ; a month is regarded as the period between any date and the corresponding date in the following calendar month, irrespective of the number of days in the month.

2. When the paying service has not sufficient funds at its disposal, it may suspend payment of the cheques until it has secured the necessary funds.

3. The ownership of booklets or individual cheques is not transferable either by endorsement or by assignment ; such booklets and cheques cannot be pledged.

*Article 40*

## DEMANDS FOR STOPPAGE OF PAYMENT

Subject to the application of the legislation of each country, the Administrations may not act on demands made for the stoppage of payment of cheques which have been regularly issued.

## CHAPTER III

## CLAIMS. RESPONSIBILITY. ACCOUNTING

*Article 41*

## CLAIMS AND RESPONSIBILITY

1. No claim may be brought against the Administration of issue if the booklet is not produced.

2. In case of the loss of a booklet or of cheques, the claimant, in order to obtain the refund of the amounts involved, must satisfy the Administration of issue that he has asked for the issue of a booklet of cheques and has made the proper total payment therefor.

3. The said Administration may make the refund within a period which may not extend more than three months beyond the period of validity and after it has ascertained that the cheques declared to be lost have not been cashed ; the three-month period is increased to six months in service with distant countries.

4. The Administrations are not responsible for the consequences of the loss, abstraction or fraudulent use of the booklets or the cheques.

*Article 42*

## APPORTIONMENT OF CHARGES. PREPARATION OF ACCOUNTS

1. The Administration of issue credits the Administration of payment with  $\frac{1}{2}$  per cent of the amount of the cheques cashed.

2. The account of sums paid out in return for cheques is drawn up monthly at the same time as the account of sums paid out for money orders.

#### SECTION IV

#### FINAL PROVISIONS

##### *Article 43*

#### APPLICATION OF THE CONVENTION AND OF CERTAIN AGREEMENTS

1. In addition to the provisions specifically mentioned in the present Agreement, the following apply to the exchange of money orders :

- (a) The general regulations which appear in Part I of the Convention (with the exception of article 7) ;
- (b) Article 67, "Enquiries and requests for information", of the Convention ;
- (c) The general provisions of Section I of the Provisions concerning Air Mail.

2. The provisions of Section II of the present Agreement apply to Postal Travellers' Cheques in everything not expressly provided for in Section III.

##### *Article 44*

#### APPROVAL OF PROPOSALS MADE IN THE INTERVAL BETWEEN CONGRESSES

To become effective, proposals made in the interval between Congresses (articles 27 and 28 of the Convention) must obtain :

(a) A unanimous vote, if they involve the addition of new provisions or amendments to the provisions of articles 1 to 10, 11 (§ 4), 12 to 14, 15 (§§ 1, 2 and 4), 16 to 18, 19 (§ 3), 20 (§ 4), 22 to 31, 34, 43 (§ 1, (b)), 44 and 45 of the present Agreement, and 102 to 106, 110, 117, 120, 121 (second clause), 122, 123, 126, 131 to 135, 138 (§ 1) and 151 of its Detailed Regulations ;

(b) Two-thirds of the votes, if they involve amendments to the provisions of the present Agreement other than those mentioned in sub-paragraphs (a) and (c) of articles 107 to 109, 111, 113, 116, 118, 119, 121 (first clause), 124, 125, 127, 129, 136, 139 and 140 of its Detailed Regulations ;

(c) A majority of the votes, if they involve an amendment to article 20, § 2, of the Agreement and to the other articles of the Detailed Regulations or affect the interpretation of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a disagreement to be submitted to arbitration as provided for in article 33 of the Convention.

##### *Article 45*

#### ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT

The present Agreement shall come into force on 1 April 1959 and shall remain in operation for an indefinite period.



IN FAITH WHEREOF the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the archives of the Government of Canada and of which a copy shall be delivered to each Party.

DONE at Ottawa, the 3rd day of October 1957.

*This Agreement was signed on behalf of the States and territories listed below by the same plenipotentiaries who signed the Universal Postal Convention :*

*[For the names of the plenipotentiaries, see United Nations, Treaty Series, Vol. 364, pp. 197 to 207.]*

People's Republic of Albania  
Germany  
Kingdom of Saudi Arabia  
Argentine Republic  
Austria  
Belgium  
Bolivia  
People's Republic of Bulgaria  
Cambodia  
Chile  
China  
Republic of Colombia  
Republic of Korea  
Republic of Cuba  
Denmark  
Egypt  
Republic of El Salvador  
Spain  
Spanish Territories in Africa  
Finland  
France  
Algeria  
Whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications  
Greece  
Republic of Haiti  
Republic of Honduras  
Hungarian People's Republic  
Republic of Indonesia  
Iran  
Republic of Iceland  
Italy  
Territory of Somalia under Italian Administration  
Japan  
Laos  
Lebanon  
Republic of Liberia

Libya  
Luxembourg  
Morocco  
Mexico  
Principality of Monaco  
Nicaragua  
Norway  
Republic of Panama  
Paraguay  
Netherlands  
Netherlands Antilles and Surinam  
Peru  
People's Republic of Poland  
Portugal  
Portuguese Provinces in West Africa  
Portuguese Provinces in East Africa, Asia and Oceania  
Romanian People's Republic  
Republic of San Marino  
Republic of Sudan  
Sweden  
Swiss Confederation  
Syria  
Czechoslovakia  
Thailand  
Tunisia  
Turkey  
Eastern Republic of Uruguay  
State of the City of the Vatican  
Republic of Venezuela  
Viet-Nam  
Federal People's Republic of Yugoslavia

TABLE OF CONTENTS  
OF THE DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT  
CONCERNING POSTAL MONEY ORDERS  
AND POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

PART I

*PRELIMINARY CLAUSES*

*Art.*

- 101. Information to be supplied by postal Administrations.
- 102. Application of the Detailed Regulations for implementing the Convention.
- 103. Forms for the use of the public.

PART II

*MONEY ORDERS*

SECTION I

CARD MONEY ORDERS

*Chapter I*

ISSUE. TRANSMISSION

- 104. Card money order forms.
- 105. Preparation of card money orders.
- 106. Entries prohibited or authorized.
- 107. Official registration.
- 108. Advice of payment applied for after issue of the order.
- 109. Transmission of card money orders.

*Chapter II*

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

- 110. Withdrawal. Alteration of address.
- 111. Retransmission of card money orders.

*Chapter III*

SPECIAL TREATMENT. ENQUIRIES. REQUESTS FOR INFORMATION

- 112. Irregular card money orders.
- 113. Preparation of the advice of payment.
- 114. Extension of the period of validity.
- 115. Enquiries. Requests for information.

*Chapter IV*

## UNPAID CARD MONEY ORDERS

*Art.*

116. Return of unpaid card money orders.
117. Authorities to pay.
118. Card money orders missing, lost or destroyed before payment.
119. Card money orders missing, lost or destroyed after payment.

## SECTION II

## LIST MONEY ORDERS

*Chapter I*

## PRELIMINARY

120. Provisions common to list money orders and card money orders.

*Chapter II*

## ISSUE. TRANSMISSION

121. Entries prohibited or authorized.
122. Offices of exchange.
123. Transmission of list money orders.
124. Special lists.
125. Special services. Entries to be made on the lists.

*Chapter III*

## SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

126. Withdrawal. Alteration of address.
127. Retransmission of list money orders.

*Chapter IV*

## OPERATIONS IN THE COUNTRY OF PAYMENT

128. Treatment of missing or irregular lists.
129. Dispatch of the advice of payment.
130. Return of unpaid list money orders.

## SECTION III

## TELEGRAPH MONEY ORDERS

*Chapter I*

## PRELIMINARY

131. Common provisions.

*Chapter II*

## ISSUE. TRANSMISSION

*Art.*

- 132. Preparation of telegraph money orders.
- 133. Advice of issue.
- 134. Transmission of telegraph list money orders.

*Chapter III*

## SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

- 135. Alteration of address.
- 136. Retransmission of telegraph money orders.

*Chapter IV*

## OPERATIONS IN THE COUNTRY OF PAYMENT

- 137. Treatment of irregular telegraph money orders.
- 138. Payment of telegraph money orders.
- 139. Preparation of the advice of payment.
- 140. Return of unpaid telegraph card money orders.

## SECTION IV

## ACCOUNTING

*Chapter I*

## COMMON REGULATIONS

- 141. Preparation of monthly accounts.
- 142. Preparation of the general account.
- 143. Settlement of accounts. Payments on account.

*Chapter II*

## SPECIAL ACCOUNTING REGULATIONS APPLICABLE TO LIST AND TELEGRAPH MONEY ORDERS

- 144. Preparation of monthly accounts.

## PART III

*POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES*

- 145. General regulations for issue.
- 146. Forms for cheques and booklet covers. Supply.
- 147. Preparation of cheques.

*Art.*

148. Make up and preparation of booklets.
149. Cheques missing, lost or destroyed after payment.
150. Preparation of accounts.

## PART IV

*FINAL PROVISIONS*

151. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

*ANNEXES*

Forms : see "List of Forms".

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT  
CONCERNING POSTAL MONEY ORDERS AND POSTAL TRAVELLERS'  
CHEQUES

Having regard to article 24 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on 3 October 1957, the undersigned, on behalf of their respective Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning Postal Money Orders and Postal Travellers' Cheques is implemented :

PART I

PRELIMINARY CLAUSES

Article 101

INFORMATION TO BE SUPPLIED BY POSTAL ADMINISTRATIONS

1. At least three months before implementing the Agreement, each Administration shall communicate the following information to the other Administrations through the intermediary of the International Bureau :

(a) Money order service

- (1) A list of the countries with which it exchanges card money orders and list money orders on the basis of the Agreement ;
- (2) A list of the offices authorized to issue and pay money orders, or notification that all its offices take part in the service ;
- (3) Notice, where necessary, of participation in the telegraph money order service ;
- (4) The maximum amount adopted for issue and payment ;
- (5) The currency in which the amounts of money orders addressed to its country must be expressed ;
- (6) The charge applied to money orders issued ;
- (7) The method of indicating such charge ;
- (8) If necessary, the charges it makes for payment at the payee's address, for *poste restante*, for extension of the period of validity, for enquiries and for the issue of an authority to pay, respectively ;
- (9) The length of the period after which, under its laws, the amounts of orders not claimed become the absolute property of the State ;
- (10) The special charge for delivery of funds by express messenger (telegraph money orders) ;
- (11) Its decision as regards the possibility or otherwise of transferring the ownership of money orders within its territory by means of endorsement ;
- (12) Specimens of the money order forms which it uses, save where the exchange of money orders is effected by means of lists ;
- (13) In the official spelling, the numbers from 1 to 1,000 which must be used to express the sums to be entered on the money orders ;
- (14) A list of the countries not participating in the Agreement for which it can act as intermediary for the exchange of money orders ;

(15) The service to which enquiries and requests for information, as well as requests for withdrawal or for alteration of address must be communicated (Central Administration, office of exchange or other office specially designated).

(b) Postal travellers' cheque service

- (1) A list of the countries with which it exchanges postal travellers' cheques on the basis of the Agreement ;
- (2) A list of the offices it authorizes to issue and pay vouchers or notification that all its offices take part in the service ;
- (3) The amount, in the currency of the country on which the vouchers are drawn, of each postal travellers' cheque ;
- (4) The charges applied to the cheques issued.

2. Any amendment to the above information should be notified without delay.

3. Administrations must notify other Administrations direct of the rates of conversion which they adopt in their reciprocal relations and all subsequent modifications in these rates.

#### *Article 102*

##### APPLICATION OF THE DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE CONVENTION

As regards everything not expressly provided for in these Detailed Regulations, the provisions of the Detailed Regulations for implementing the Convention, and in particular those of the following articles, apply to money orders :

- (a) article 146 : Advice of delivery ;
- (b) article 147 : Advice of delivery requested after posting ;
- (c) article 150 : Express items ;
- (d) article 156 : Withdrawal from the post. Alteration of address, completed by articles 110 and 126 of these Detailed Regulations.

#### *Article 103*

##### FORMS FOR THE USE OF THE PUBLIC

For the purpose of applying article 45, § 2, of the Convention, the following are considered as forms for the use of the public :

- MP 1 (International money order),
- MP 4 (Enquiry relating to an international money order),
- MP 10 (Postal travellers' cheque),
- MP 11 (Booklet of postal travellers' cheques),
- MP 12 (International money order for typed entries).



## PART II

## MONEY ORDERS

## SECTION I

## CARD MONEY ORDERS

## Chapter I

## ISSUE. TRANSMISSION

*Article 104*

## CARD MONEY ORDER FORMS

1. Card money orders are prepared on pink forms made of stout cardboard in the form of the annexed specimen MP 1.

2. Administrations which agree to grant certain facilities to remitters of a large number of money orders may authorize them to use a form MP 12 in the form of the annexed specimen.

*Article 105*

## PREPARATION OF CARD MONEY ORDERS

1. Entries on card money orders are made in roman letters and arabic figures, without erasures or alterations, even though certified; entries in pencil are not allowed; service instructions may, however, be written in indelible pencil; all entries on form MP 12, with the exception of the service instructions, must be typed.

2. In the entry in words of the amount of the money orders, the name of the monetary units may be abbreviated if necessary, provided however that such abbreviation is usual and does not cause confusion. Where this entry is made in a currency which follows the decimal system, fractions of a monetary unit may be expressed in figures only, but must be expressed in hundredths (or thousandths) by means of a number of two (or three) digits, including one zero (or two zeros) as necessary. Where the currency used does not follow the rules of the decimal system, the number of monetary units or fractions of a monetary unit is always written in full in words, whereas the name of the units may be abbreviated in the manner prescribed for the decimal system; in the entry of the amount in figures, the monetary units or fractions of a unit not mentioned in the amount in words are replaced by zeros.

3. The address of the money order must be entered in such a manner that the payee may be clearly determined; abbreviated addresses and telegraphic addresses are not allowed.

4. A "service" money order must bear on the front the words "*Service des postes*" [Postal service] or a similar inscription.

5. Money orders payable to the payee in person must be clearly marked on both sides with the words "*Ne payer qu'en main propre*" [Payable only to payee in person].

6. Money orders with advices of payment must bear on the front at the top in bold letters the words "*Avis de paiement*" [Advice of payment] or, if the remitter requests

the return of the advice of payment by air mail, the words "*Avis de paiement par avion*" [Advice of payment by air mail].

*Article 106*

ENTRIES PROHIBITED OR AUTHORIZED

No entries may be made on an order other than those required by the text of the form, with the exception of service instructions, such as "*Service des postes*" [Postal service], "*Ne payer qu'en main propre*" [Payable only to payee in person], "*Avis de paiement*" [Advice of payment], "*Par avion*" [By air mail], "*Par exprès*" [Express delivery]; the remitter, however, has the right to enter on the back of the coupon any communication which he may wish to make to the payee.

*Article 107*

OFFICIAL REGISTRATION

Administrations may agree on the amount at and above which the money orders issued by them are officially registered, provided that this amount may not be less than 250 francs.

*Article 108*

ADVICE OF PAYMENT APPLIED FOR AFTER ISSUE OF THE ORDER

1. Notwithstanding the provisions of article 102 (b), the form MP 4 referred to in article 115 is used for applications for advices of payment made after issue of the order.
2. The amount of the charge collected is represented on this form either by postage stamps or in figures and in the currency of the country of issue, in the manner prescribed by article 5 of the Provisions concerning Air Mail.

*Article 109*

TRANSMISSION OF CARD MONEY ORDERS

1. In the absence of any agreement to the contrary, money orders are not transmitted under cover.
2. They are included in the mails in the manner prescribed by article 162, §§ 1 to 3, or by article 164, § 3, of the Detailed Regulations for implementing the Convention, according as they are or are not officially registered.

Chapter II

*SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC*

*Article 110*

WITHDRAWAL. ALTERATION OF ADDRESS

1. Every application for withdrawal or for alteration of address sent by post must be accompanied by an exact reproduction, on ordinary paper, of the address of the payee, together with all necessary details.

2. Every application for alteration of address sent by telegraph must be confirmed by first post by means of a postal application, accompanied by an exact reproduction of the address and marked at the top with the words, underlined in coloured pencil, "*Confirmation de la demande télégraphique du...*" [Confirmation of the telegraphic application of the...]; the office of payment retains the money order until the confirmation is received.

3. The Administration of payment may, however, on its own responsibility, accede to a telegraphic request for an alteration of address without awaiting the arrival of the postal confirmation.

#### Article 111

##### RETRANSMISSION OF CARD MONEY ORDERS

1. The office which retransmits a card money order by post strikes out, if necessary, with a pen, the entries relating to the amount of the order in such a way as to leave the original entries legible; the entry appearing under the heading "*Somme versée*" [Amount deposited] must be left untouched; the amount of the order is converted into the currency of the new country of destination, in accordance with the rate fixed for money orders emanating from the retransmitting country; the resulting amount is entered in figures and words as far as possible immediately above the original entry of the amount; the entry of the new amount must be signed by the officer concerned; this same method must be followed in the event of subsequent retransmissions.

2. In the event of retransmission to the original country of destination, the retransmitting office restores the original amount; if the retransmission is effected to the country of issue, the retransmitting office substitutes for it the amount which is entered in the service instructions under the heading "*Somme versée*" [Amount deposited].

3. In the event of retransmission by telegraph, the retransmitting office prepares a telegraph money order for the amount remaining after the deduction of the postal and telegraph charges; the postal charges are calculated on the amount obtained after deduction from the original amount of the telegraph charges; the conversion into the currency of the new country of destination is made in accordance with §§ 1 and 2 above; the original order is receipted by the retransmitting office; it is noted "*Réexpédié le montant de ... à ... sous déduction des taxes de ...*" [Amount ... retransmitted to ... after deduction of charges of ...], and is brought to account as a paid order; the coupon of the original order is annexed, for delivery to the payee, to the advice of issue referred to in article 133 of these Detailed Regulations.

4. The provisions of § 3 above apply :

- (a) To card money orders issued in a participating country and retransmitted to another participating country with which the country of issue does not maintain a money order service, or when the exchange is effected by the list system;
- (b) To card money orders retransmitted to a country not participating in the Agreement;
- (c) To card money orders issued in a non-participating country and retransmitted to a participating country.

5. Applications for retransmission are recorded for reference by the original office of destination and by the subsequent offices of destination, if any; the office which retransmits an order notifies the office of issue to that effect.

## Chapter III

*SPECIAL TREATMENT. ENQUIRIES. REQUESTS FOR INFORMATION**Article 112*

## IRREGULAR CARD MONEY ORDERS

1. Unless the payee, after being advised, requests that §§ 3 and 4 hereunder should apply, any money order which presents one of the following irregularities :

- (a) Incorrect, insufficient or doubtful description of the name or address of the payee ;
- (b) Difference or omission of name or amount ;
- (c) Erasure of or alteration to the entries ;
- (d) Omission of stamps, signatures or other service entries ;
- (e) Entry of the amount payable in a currency other than that allowed ;
- (f) An obvious discrepancy in the relationship between the currency of the country of issue and that of the country of payment, which relationship the office of payment is not, however, bound to verify ;
- (g) Use of irregular forms ;

is returned as soon as possible, under cover, to the issuing office for correction.

2. In services with distant countries, however, the Administration of payment may pay a money order, even though the amount is expressed in a currency other than that allowed, provided that it is a position to convert the amount at the rate used by the Administration of issue and that it gives immediate notice of the fact to the latter ; the risks resulting from errors in conversion are borne by the Administration which makes the conversion.

3. An irregularity which prevents the payment of a card money order and for which the office of issue is clearly responsible may be corrected by air mail or by telegraph, at the option of the office of payment, without charge to the payee ; an irregularity attributable or apparently attributable to the remitter may likewise be corrected by air mail or by telegraph at the payee's request ; for this purpose a request for correction is addressed to the office of issue by air mail or by telegram, the charges being paid by the payee ; these charges are refunded if the error is found to be a service error.

4. When the correction of the irregularity is requested by telegram, the irregular money order is kept by the office of payment, which proceeds to make the correction on receipt of the correcting telegram and attaches the telegram to the corrected order.

5. On receipt of a request for correction by air mail or by telegram, the office of issue determines whether or not the irregularity arises from a service error ; if so, it corrects the error immediately by air mail or by telegraph. In the contrary case, it informs the remitter, who is then allowed to correct the error, by air mail or by telegraph, at his own expense.

*Article 113*

## PREPARATION OF THE ADVICE OF PAYMENT

Administrations whose regulations do not permit the use of the form attached by the Administration of issue are authorized to prepare the advice of payment on a form used in their own service.

*Article 114*

## EXTENSION OF THE PERIOD OF VALIDITY

The authority for the extension of validity must be written on the order itself.

*Article 115*

## ENQUIRIES. REQUESTS FOR INFORMATION

1. Every enquiry or request for information regarding a card money order must be made on a form MP 4 in the form of the annexed specimen and, as a general rule, is transmitted by the office of issue direct to the office of payment ; a single form may be used for several money orders if issued simultaneously at the request of the same remitter and to the same payee. Enquiries are transmitted as a matter of course by the quickest available means (air or surface) in the circumstances stated in article 67, § 4, of the Convention.

2. When the office of payment is able to furnish definite information as to the treatment of the money order, it completes this form in accordance with the results of its enquiries and returns it to the office which received the enquiry ; if the enquiry is fruitless or payment is disputed, the form is forwarded to the Administration of issue through the Administration of payment, which attaches to it, if possible, a declaration by the payee affirming that he has not received the amount of the order.

3. When an enquiry or a request for information is lodged in a country other than the country of issue or the country of payment, the MP 4 form is forwarded to the Administration of issue, accompanied by the receipt ; the periods prescribed by article 67, §§ 1 and 2, of the Convention apply.

## Chapter IV

## UNPAID CARD MONEY ORDERS

*Article 116*

## RETURN OF UNPAID CARD MONEY ORDERS

1. A money order which it has not been possible to pay to the payee for any reason is returned direct to the office of issue ; before returning the order, the office of payment records it, and either stamps it or attaches to it the label prescribed by article 155, §§ 1 to 3, of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

2. However, money orders issued in the circumstances stated in article 111, §§ 3 and 4, must be transmitted to the Administration which issued them ; this Administration places the amount at the disposal of the Administration which issued the original order, either by means of a new order free of charge or by deduction from the monthly account of paid orders.

*Article 117*

## AUTHORITIES TO PAY

Authorities to pay are prepared on a pink form similar to form MP 13 annexed hereto.

*Article 118*

## CARD MONEY ORDERS MISSING, LOST OR DESTROYED BEFORE PAYMENT

1. Before issuing an authority to pay in respect of a money order missing, lost or destroyed before payment, the Administration of issue must ascertain from the Administration of payment that the order has not been paid, refunded or retransmitted; every precaution must also be taken to ensure that the order is not paid at a later date.

2. When the remitter applies for repayment and the payee for payment, simultaneously, the authority to pay is issued in favour of the remitter.

3. In support of his claim for repayment, the remitter must furnish the receipt for the deposit of the order which is missing, lost or destroyed.

4. When the Administration of payment declares that it has not received a money order, the Administration of issue may issue an authority to pay, provided that the disputed order does not appear in any monthly account relating to the period of validity of the order; if, however, no reply has been received from the Administration of payment within the period prescribed by article 27, §§ 1 and 2, of the Agreement for the indemnification of the claimant, and if the order is not included in any monthly account received by the expiration of that period, the Administration of issue is authorized to proceed with the repayment of the amount; notification of this repayment is made, under registered cover, to the Administration of payment and the money order, which is thenceforth regarded as definitely lost, may not, at a later date, be included in the accounts.

*Article 119*

## CARD MONEY ORDERS MISSING, LOST OR DESTROYED AFTER PAYMENT

A money order which is missing, lost or destroyed after payment may be replaced by the Administration of payment with a new order prepared on a form MP 1; this form must bear all the essential particulars of the original money order, be marked "*Titre établi en remplacement d'un mandat égaré, (perdu ou détruit) après paiement*" ["Voucher to replace a money order missing, (lost or destroyed) after payment"] and date-stamped; a declaration signed by the payee certifying that he has received the money is attached to the substitute document and serves as a receipt.

## SECTION II

## LIST MONEY ORDERS

## Chapter I

## PRELIMINARY

*Article 120*

## PROVISIONS COMMON TO LIST MONEY ORDERS AND CARD MONEY ORDERS

The provisions of the following articles of these Detailed Regulations apply to list money orders:

(a) Article 108: "Advice of payment applied for after issue of the order";

- (b) Article 110 : "Withdrawal. Alteration of address", complemented by the provisions of article 126 ;
- (c) Article 115 : "Enquiries. Requests for information".

## Chapter II

### ISSUE. TRANSMISSION

#### *Article 121*

##### ENTRIES PROHIBITED OR AUTHORIZED

The provisions of article 106 of these Detailed Regulations apply to list money orders ; however, where the form chosen in conformity with article 123 of these Detailed Regulations is a card money order, no correspondence is permitted in principle on the back of the coupon.

#### *Article 122*

##### OFFICES OF EXCHANGE

The exchange of list money orders is effected exclusively through offices termed "offices of exchange" designated by the Administration of each of the participating countries.

#### *Article 123*

##### TRANSMISSION OF LIST MONEY ORDERS

1. The transmission of list money orders between the issuing office and the office of exchange of the country of issue or between the office of exchange of the country of payment and the office of payment is effected by means of forms which each of the Administrations concerned determines as it sees fit.

2. Between offices of exchange of different countries, transmission is effected in accordance with the following rules :

- (a) Each office of exchange compiles daily, or on agreed dates, lists identical with MP 2 annexed hereto enumerating the money orders issued in its country for payment in another ;
- (b) Each money order entered on a list bears a serial number termed "international number" ; this number is allotted from a yearly series beginning on 1 January or 1 July, as agreed between the Administrations concerned ; when the numbering changes, the next following list must bear, in addition to the number of the series, the last number of the previous series ;
- (c) The lists themselves are numbered in regular numerical order, starting on 1 January or 1 July of each year ;
- (d) The lists so compiled are forwarded by the first mail, if possible by air mail, to the corresponding office of exchange and, in the absence of agreement to the contrary, they are not accompanied by the money orders made out by the issuing offices ;
- (e) The corresponding office of exchange acknowledges receipt of each list by entering a note to that effect on the next list it has to send in the opposite direction.

*Article 124*

## SPECIAL LISTS

A special MP 2 list must be prepared for each of the following categories of money orders :

- (a) Orders free of postal charges as referred to in article 39 of the Convention and in article 7 of the Agreement ; the list must be headed "*Mandats exempts de taxe*" [Money orders exempt from charge] ;
- (b) Orders of which the remitter has applied for dispatch thereof by air mail from the office of exchange of the country of payment to the office of payment ; the list must be marked "*Mandats par avion*" [Air-mail money orders].

*Article 125*

## SPECIAL SERVICES. ENTRIES TO BE MADE ON THE LISTS

1. Where the remitter of the money order has applied for express delivery, the word "*Exprès*" [Express] is entered on list MP 2 in the "*Observations*" [Remarks] column, opposite the corresponding entry.

2. When the remitter of a money order applies for an advice of payment, the letters "AP" are inserted on the MP 2 list, in the "*Observations*" [Remarks] column, opposite the entry relating to the order ; the words "*Par avion*" [By air mail] are added if air-mail transmission has been requested by the remitter for the return of the advice of payment.

3. Where the remitter of a money order requests that payment be made to the payee in person, the words "*Ne payer qu'en main propre*" [For payment to the payee in person] are entered on the MP 2 list, in the "*Observations*" [Remarks] column, opposite the entry relating to the order.

## Chapter III

*SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC**Article 126*

## WITHDRAWAL. ALTERATION OF ADDRESS

Notwithstanding article 156 of the Detailed Regulations for implementing the Convention, requests for withdrawal or for alteration of address relating to list money orders are sent through the office of exchange of the country of issue to the office of exchange of the country of payment.

*Article 127*

## RETRANSMISSION OF LIST MONEY ORDERS

Every list money order retransmitted to another country is received by the retransmitting office ; if necessary, the amount is converted, after deduction of the charges, into the currency of the new country of destination and a new money order is prepared.



## Chapter IV

## OPERATIONS IN THE COUNTRY OF PAYMENT

## Article 128

## TREATMENT OF MISSING OR IRREGULAR LISTS

1. If a list is missing, it is immediately applied for by the office of exchange which notices its absence ; the office of exchange of the country of issue forwards without delay, if possible by air mail, a duplicate of the missing list to the office of exchange which applied therefor.

2. The lists are carefully checked by the office of exchange of the country of payment, which corrects them as a matter of course if they contain minor errors ; the office of exchange of the issuing country is notified of these corrections when the office of exchange of the country of payment acknowledges to it receipt of the list.

3. If the lists contain irregularities worthy of notification, the office of exchange of the country of payment requests an explanation from the office of exchange of the issuing country, which must reply as soon as possible ; the payment of the money orders to which the request relates is suspended in the meantime ; requests for explanations, and the replies thereto, are exchanged whenever possible by air mail.

## Article 129

## DISPATCH OF THE ADVICE OF PAYMENT

The advice of payment, made out by the paying office on a form C 5, is sent direct to the remitter of the money order.

## Article 130

## RETURN OF UNPAID LIST MONEY ORDERS

1. The following money orders are returned to the office of exchange by being entered on the next MP 2 list as though they were new money orders dispatched from the country of payment to the country of issue :

- (a) The money orders referred to in article 19 of the Agreement ;
- (b) Money orders the withdrawal of which has been applied for.

2. A suitable note, followed by the international number and a brief description of the original money order, is made in the "Observations" [Remarks] column opposite the entry.

## SECTION III

## TELEGRAPH MONEY ORDERS

## Chapter I

## PRELIMINARY

## Article 131

## COMMON PROVISIONS

The provisions concerning card money orders and list money orders apply to telegraph money orders in everything not expressly provided for in Section III of these Detailed Regulations.

## Chapter II

## ISSUE. TRANSMISSION

## Article 132

## PREPARATION OF TELEGRAPH MONEY ORDERS

1. Telegraph money orders are prepared by the issuing post office and require the dispatch of telegrams of advice addressed direct to the post office of payment; telegrams of advice are drawn up in French, in the absence of any agreement to the contrary, and are invariably worded in the order indicated below :

- Indications de service taxées (s'il y a lieu)* [Service instructions charged for (if necessary)]
- Avis paiement (s'il y a lieu)* [Advice of payment (if required)]
- Avis paiement avion (s'il y a lieu)* [Advice of payment by air mail (if required)]
- Paiement main propre (s'il y a lieu)* [Payment to payee in person (if required)]
- Mandat ... (n<sup>o</sup> postal d'émission)* [Order ... (No. of the order at the post office of issue)]
- Nom du bureau de poste de paiement* [Name of the post office of payment]
- Nom de l'expéditeur* [Name of the remitter]
- Montant de la somme à payer* [Amount payable]
- Désignation exacte du bénéficiaire, de sa résidence et, si possible, de son domicile, de façon que l'ayant droit soit nettement déterminé* [Exact designation of the payee, of the place where he lives and, if possible, of his full address, so as to allow the identity of the person entitled to payment to be clearly determined]
- Communication particulière (le cas échéant)* [Private communication (if any)]

2. When several telegraph money orders are issued simultaneously by the same remitter to the same payee, a single telegram of advice may be sent if the Administration of destination permits; in that case, the number of the order at the office of issue is indicated as follows: "*Mandats 201-203*" [Money orders 201-203], and the total amount payable shows the individual amount of each money order.

3. If a telegraph money order is issued either by a post office in a place at which there is no telegraph service or by an office which is not a telegraph office in a place where there are several post offices, the name of the issuing office must appear immediately after the number of the order at the office of issue, in the following manner: "*Mandat ... de ... pour ...*" [Money order ... from ... to ...].

4. If there is no telegraph office in the place where the post office of payment is situated, the telegram of advice must bear the name of the post office of payment and that of the telegraph office serving that post office; if there is doubt as to the existence of a telegraph office in the district of payment or the proper telegraph office cannot be named, the telegram of advice must bear either the name of the territorial subdivision or that of the country of payment, or both, or any other particulars considered sufficient for the dispatch of the order.

5. The amount is expressed as follows: the whole number of units of currency in figures and then in words, the name of the unit of currency and the fractions of a unit, if any, in figures.

6. When the payee is a woman, the surname, even though accompanied by a Christian name, must be preceded by one of the words "*Madame*" or "*Mademoiselle*"

unless this is rendered unnecessary by the use of a rank, title, position or profession indicating clearly the identity of the payee ; neither the remitter nor the payee may be described by a conventional abbreviation or word.

7. The name of the place where the payee lives may be omitted if it is identical with that of the office of payment ; when the telegraph money orders are addressed "*poste restante*" or "*télégraphe restant*", the telegrams of advice must bear the corresponding service instruction for which the charge has been paid and no other equivalent mention is allowed.

#### Article 133

##### ADVICE OF ISSUE

1. For every telegraph money order an advice confirming the issue of the telegram, similar to form MP 3 annexed hereto, must be prepared by the office of issue.

2. Neither postage stamps nor "postage paid" impressions must be used on this advice.

3. The advice of issue is sent under cover by the next mail, and whenever possible by air mail :

- (a) Direct to the office of payment, in the case of a telegraph card money order ;
- (b) To the office of exchange of the country of issue, in the case of a telegraph list money order.

#### Article 134

##### TRANSMISSION OF TELEGRAPH LIST MONEY ORDERS

1. Telegraph list money orders are transmitted direct by the post office of issue to the post office of payment, without passing through the offices of exchange.

2. For telegraph list money orders a special MP 2 list headed "*Mandats télégraphiques*" [telegraph money orders] is drawn up.

3. The offices of exchange may allot to the telegraph list money orders entered on these special lists an international number from a series reserved for telegraph money orders.

### Chapter III

#### SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

#### Article 135

##### ALTERATION OF ADDRESS

1. Except in the case of a simple alteration of address as provided for in article 58 of the Convention, the office of payment of a telegraph money order must be in possession of the advice of issue before complying with an application for alteration of address.

2. The Administration of payment may, however, on its own responsibility, comply with a telegraphic request for alteration of address without awaiting the arrival of either the postal confirmation or the advice of issue.

*Article 136*

## RETRANSMISSION OF TELEGRAPH MONEY ORDERS

1. The retransmission (by post or by telegraph) of a telegraph money order is effected without obligation to await the arrival of the advice of issue.
2. In the event of retransmission to the country of issue before the arrival of the advice of issue, the retransmitting office simply changes the payee's address and strikes out with a pen the statement of the amount ; the money order is sent under cover to the new office of destination ; the advice of issue is similarly dealt with on its arrival at the retransmitting office.

## Chapter IV

## OPERATIONS IN THE COUNTRY OF PAYMENT

*Article 137*

## TREATMENT OF IRREGULAR TELEGRAPH MONEY ORDERS

1. In the case of a telegraph money order which cannot be paid in consequence of insufficient or incorrect address, or for any other cause not attributable to the payee, a service telegram is sent to the office of issue stating the cause of non-payment.
2. On receipt of a request for correction by service telegram, the office of issue proceeds as indicated in article 112, § 5.
3. If an irregularity in a telegraph money order has not been corrected within a reasonable time by air mail or telegraph, the order is corrected in the manner prescribed for postal money orders.

*Article 138*

## PAYMENT OF TELEGRAPH MONEY ORDERS

1. Telegraph money orders are paid as soon as they are received, without awaiting receipt of the advice of issue ; this is attached, if possible, to the money order bearing the receipt of the payee.
2. If the postal advice of issue of a telegraph money order is received at the office of payment before the telegram of advice, payment may not be made on the advice of issue alone ; in this case, the telegram of advice must be applied for by means of a service telegram ; a postal advice which is not received by the office of payment by the first post after the date of issue of the telegraph money order to which it relates is applied for by means of a verification note in the form of the specimen C 14 annexed to the Detailed Regulations for implementing the Convention.
3. Telegraph list money orders in respect of which the paying office has not received a telegram of advice may not be paid until a certified copy of the telegram of advice, applied for by service telegram, has been received.
4. In the case of telegraph list money orders in respect of which the office of exchange of the country of payment does not receive a list MP 2 within a reasonable period, an explanation is requested from the office of exchange of the country of issue, which must reply as soon as possible ; if no reply is received within a reasonable period, the telegraph

list money orders actually paid may without further reference be added to the first MP 2 list received from the Administration of issue; if the missing MP 2 list arrives after such entry has been made, it is cancelled or corrected by the office of exchange which receives it.

*Article 139*

PREPARATION OF THE ADVICE OF PAYMENT

The advice of payment for a telegraph money order is prepared by the office of payment, which sends it to the issuing office immediately after payment and without waiting for the advice of issue.

*Article 140*

RETURN OF UNPAID TELEGRAPH CARD MONEY ORDERS

1. Telegraph card money orders which it has not been possible to pay to the payees for any reason are subject to the provisions of article 116.
2. They must be returned under cover, accompanied by the relevant advices of issue.

SECTION IV

ACCOUNTING

Chapter I

COMMON REGULATIONS

*Article 141*

PREPARATION OF MONTHLY ACCOUNTS

1. Each Administration of payment prepares at the end of each month, for each of the Administrations from which it has received money orders, a monthly account identical with form MP 5 annexed hereto; it enters therein, as far as possible in order of date and in the alphabetical order of the names of the offices of issue, particulars of all orders paid by its offices on behalf of the other Administration during the preceding month; if necessary, the money orders paid are recapitulated on a special list identical with MP 6 annexed hereto, which is attached to the monthly account to be prepared, in this case, on a form identical with MP 7 annexed hereto.

2. The Administration of payment also enters in this account:

- (a) The amount of the proportional allowances due to itself, in accordance with article 29 of the Agreement;
- (b) The amounts, if any, of repayments as referred to in article 28 and of interest as provided for in articles 28 and 31 of the Agreement.

3. Receipted authorities to pay are treated like money orders and specified on the MP 5 account or, if appropriate, on the MP 6 list in the same way as if they were the actual orders.

4. The monthly account is forwarded to the debtor Administration not later than the end of the month which follows that to which it relates, together with the supporting documents (receipted money orders and authorities to pay).

5. When there are no paid orders (money orders or authorities to pay) a monthly account form marked "Nil" is sent to the other Administration.

6. Any differences discovered by the debtor Administration in the monthly accounts are adjusted in the next available monthly account ; they are disregarded if their total amount does not exceed 50 centimes for each account.

#### *Article 142*

##### PREPARATION OF THE GENERAL ACCOUNT

1. The general account is prepared on a form identical with MP 8 annexed hereto by the creditor Administration immediately after the receipt of the monthly accounts and before even checking the details.

2. It must be prepared within two months after the expiry of the month to which it relates ; this period is extended to four months in services with distant countries.

3. Administrations may, however, arrange among themselves for the general accounts to be prepared quarterly, half-yearly or annually.

#### *Article 143*

##### SETTLEMENT OF ACCOUNTS. PAYMENTS ON ACCOUNT

1. In the absence of any agreement to the contrary, the balance of the general account or the totals of the monthly accounts are paid by means of cheques or drafts payable at sight in the capital or at some commercial centre of the creditor country, in the currency of that country and without any loss to it ; the cost of remitting the amount is borne by the debtor Administration, with the exception of extraordinary charges, such as clearing charges, imposed by the creditor country.

2. Payment must be made not later than fifteen days after the receipt of the general account or after the receipt of the monthly account if the settlements are made on the basis of that account ; this period is increased to one month for distant countries.

3. In case of disagreement between the two Administrations as to the sum to be paid, payment of the contested part only may be deferred ; the debtor Administration must notify the creditor Administration, within the period stated in § 2, of the reasons for the contestation.

4. Any Administration finding that another Administration is indebted to it in an amount exceeding 30,000 francs per month is entitled to claim, during the month in which the money orders are issued, a payment on account ; the portion of the mean monthly balance not covered thereby may not exceed 30,000 francs ; the mean monthly balance is computed on the basis of the last three monthly accounts accepted ; the debtor Administration must make the payment on account claimed not later than the fifteenth day of the month in which the money orders are issued, unless it can show that the mean of the last three complete months has ceased to reflect the true volume of the traffic in money orders ; in the event of non-payment within the aforesaid time-limit, the provisions of article 31 of the Agreement apply.

5. If the amount paid on account exceeds the real balance for the period concerned, the difference is adjusted in the next account or, if appropriate, posted to the account provided for in § 6.

6. With a view to the payment of the balance or of the whole of the monthly account, each Administration may keep with another Administration of a participating country, by agreement with the latter Administration, an account in the currency of that country.

## Chapter II

### *SPECIAL ACCOUNTING REGULATIONS APPLICABLE TO LIST AND TELEGRAPH MONEY ORDERS*

#### *Article 144*

##### PREPARATION OF MONTHLY ACCOUNTS

List and telegraph money orders are subject to the following special accounting arrangements :

(a) List money orders

1. The Administrations enter in the monthly account the totals of the lists received during the month ;
2. The monthly list is forwarded to the debtor Administration on receipt of the last list of the month to which it relates ;
3. The Administrations may by common agreement waive the preparation of monthly accounts and settle the amount of each list by means of a cheque or draft to be attached to the list ;

(b) Telegraph money orders

1. Telegraph money orders are recapitulated, as appropriate, with card or list money orders ;
2. The telegraph money orders, accompanied as far as possible by the corresponding advices of issue, are attached to the monthly account ; advices of issue received by the Administration of payment after dispatch of the account in which the telegraph money orders to which they relate are described, are sent back to the Administration of issue attached to one of the following accounts ;
3. The provisions of (b) 2 do not apply to telegraph list money orders.

## PART III

### *POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES*

#### *Article 145*

##### GENERAL REGULATIONS FOR ISSUE

Subject to the following special regulations, the general provisions concerning the issue of money orders apply to the preparation of cheques and booklet covers.

#### *Article 146*

##### FORMS FOR CHEQUES AND BOOKLET COVERS. SUPPLY

1. Postal travellers' cheques are prepared on forms MP 10 in the form of the attached specimen ; they are made of white paper and comprise a shaded water-mark representing

an allegorical head approximately two centimetres high. A white band three and one-half centimetres wide is provided on the left side of the form. The water-mark is situated at the top of this band ; the centre is die-stamped with a head of Mercury, which is identical for all countries ; the lower portion of this band is reserved for the impression of the die-stamp which the service issuing the cheques is required to apply in accordance with article 147. The whole form, with the exception of the white band, has a security-ground impression clearly defined in three colours of an allegorical figure consisting of a number of broad subjects with sharp outlines. The words "*Bon postal de voyage*" [Postal travellers' cheque] are printed at the same time as the security ground and in the same colours. Distinctly different colours are used for the cheques of each of the three denominations provided for in article 36 of the Agreement.

2. The following indications are printed on the front of each cheque :

- (a) A serial number ranging from 1 to 100,000 ;
- (b) The name of the country of issue ;
- (c) The value of the cheque, followed by the name of the currency in which it is made out ;
- (d) The name of the country in which it is exclusively payable.

3. Cheques sold to the public are collected and bound into a booklet light blue in colour and identical with the annexed form MP 11 ; the name of the country of issue and the name of the country of payment are printed on the front.

4. The Administrations are supplied with cheques and booklet covers by the International Bureau, which arranges for their printing and supplies them at cost price.

#### *Article 147*

##### PREPARATION OF CHEQUES

1. At the time of issue, the cheques are stamped, in the white band on the front, in the place provided for the purpose, with a special die-stamp for each issuing service ; in addition, the last day of validity must be handwritten, typewritten or stamped on the cheques.

2. The Administrations may agree to stamp the name of the issuing service on the cheques with a special embossing stamp.

#### *Article 148*

##### MAKE UP AND PREPARATION OF BOOKLETS

1. Cheques are arranged in the booklets in numerical order.

2. The office issuing a booklet marks in the special place on the cover the last day of validity of the cheques ; it also enters in the grid provided on the cover the number of cheques issued, together with the numbers of the first and last of these cheques ; the name of the country of payment is indicated conspicuously in the spaces provided on the booklet and the cheques.

3. Entries must be handwritten, typewritten or printed by a mechanical process.

4. At the time of preparation of the booklet, the special place on the cover must be stamped with the die-stamp referred to in article 147, § 1.



*Article 149*

## CHEQUES MISSING, LOST OR DESTROYED AFTER PAYMENT

The provisions of article 119 apply by analogy in the case of postal travellers' cheques missing, lost or destroyed after payment. The substitute document is prepared on a form MP 10. The Administration of payment obtains, through the Administration of origin, the statement of the payee which is to serve as a receipt.

*Article 150*

## PREPARATION OF ACCOUNTS

1. The monthly account of cheques paid is prepared on a form MP 9 in the form of the attached specimen.

2. This account is attached to the monthly account MP 5 relating to the money orders paid during the same period and its total is added to that of the account MP 5.

## PART IV

*FINAL PROVISIONS**Article 151*

## ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the Contracting Parties.

DONE at Ottawa, the 3rd day of October 1957.

## SIGNATURES

*(The same as on pages 285 and 286 of this volume.)*

## LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of the form 2	References 3
MP 1	International money order . . . . .	Art. 104, § 1
MP 2	List of money orders . . . . .	Art. 123, § 2 (a)
MP 3	Advice of issue of a telegraph money order . . . . .	Art. 133, § 1
MP 4	Enquiry relating to an international money order . . . . .	Art. 115, § 1
MP 5	Monthly account of money orders and authorities to pay . . . . .	Art. 141, § 1
MP 6	Recapitulatory list of money orders and authorities to pay . . . . .	Art. 141, § 1
MP 7	Monthly account of money orders, authorities to pay and reimbursement orders . . . . .	Art. 141, § 1
MP 8	General account of money orders . . . . .	Art. 142, § 1
MP 9	Monthly account of postal travellers' cheques . . . . .	Art. 150, § 1
MP 10	Postal travellers' cheque . . . . .	Art. 146, § 1
MP 11	Booklet of postal travellers' cheques . . . . .	Art. 146, § 3
MP 12	International money order for typed entries . . . . .	Art. 104, § 2
MP 13	Authority to pay . . . . .	Art. 117

## ANNEXES :

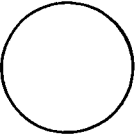
FORMS MP 1 to MP 13

Front

<p style="text-align: center;"><b>COUPON</b> (May be detached by the payee)</p> <hr/> <p>Amount of money order (in arabic figures)</p> <p style="text-align: center;">Remitter</p> <p style="text-align: center;">Stamp of office of issue</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 0 auto;"></div>	<p style="text-align: center;">POSTAL ADMINISTRATION of .....</p> <p style="text-align: center;"><b>INTERNATIONAL MONEY ORDER</b></p> <p style="text-align: center;">for the sum of (in arabic figures)</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; width: fit-content; margin: 0 auto;">       Rate of exchange        Sum paid        1)     </div> <p style="text-align: center;">(Units in words in roman letters)</p> <p>Payable to .....</p> <p>Street and number : .....</p> <p>Place of destination : .....</p> <p>Country of destination : .....</p>	<p style="text-align: right;">MP 1</p> <p style="text-align: center;">Postage stamps or indication of charge made</p> <p style="text-align: center;">Stamp of office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 0 auto;"></div>			
<p style="text-align: center;"><b>SERVICE INSTRUCTIONS</b></p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 30%; border: none;">           Number }            Date }            Office }         </td> <td style="width: 40%; border: none; text-align: center;">           Signature of officer who            prepares the money order :         </td> <td style="width: 30%; border: none; text-align: right;">           Amount paid in            (Currency of country            of issue)         </td> </tr> </table> <p style="font-size: small; margin-top: 10px;">1 Particulars to be filled in by Administration of destination when that Administration makes the conversion.</p>			Number } Date } Office }	Signature of officer who prepares the money order :	Amount paid in (Currency of country of issue)
Number } Date } Office }	Signature of officer who prepares the money order :	Amount paid in (Currency of country of issue)			
<p>19 .....</p>					

(Money Orders, Ottawa 1957, art. 104, § 1—Size : 148 x 105 mm, colour pink)

Back

<p>(Space reserved for endorsements, if any)</p> <p>MP 1</p>	<p>Receipt of payee</p> <p>_____</p> <p>Received the sum indicated on the other side.</p> <p>Place : _____, _____ 19.....</p> <p>Signature of payee : _____</p> <p>Stamp of paying office</p> <div data-bbox="924 1161 1147 1367" style="border: 1px solid black; padding: 5px;"><p>Register of arrival</p><p>No. ....</p></div> 
--	---

MP 2  
Page 1

POSTAL ADMINISTRATION of .....

List No. ....

### LIST OF MONEY ORDERS

I have duly received the lists entered below, which have been found correct except for the alterations hereunder :

Number of list	Date of list	International numbers of the money orders included in the list	Amount of list	
			4	5
1	2	3	4	5

### ALTERATIONS

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Please acknowledge receipt of this list.

MP 2  
Page 2

List No. \_\_\_\_\_

List of international money orders issued by the Administration of \_\_\_\_\_

International serial number	Office of issue	Date of issue	Original No.	Name of remitter	Full address of remitter	Surname and Christian name(s) of payee
1	2	3	4	5	6	7

MP 2  
Page 3

to be paid by the Administration of .....

Full address of payee	Amount in currency of country of issue	Rate of exchange	Amount in currency in which the money orders are made out	To be filled in by the office of .....		
				Number of internal money order	Paying office	Remarks
8	9	10	11	12	13	14

MP 2  
Page 4

This list has been examined and found correct except for the following alterations :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

....., ..... 19.....

Signature :

.....



MP 3  <b>ADVICE OF ISSUE<sup>(1)</sup></b> of a telegraph money order <sup>(2)</sup>			
issued at the office of ..... on ..... 19 ..... payable at the office of ..... ( ..... ) (Country)			
1 Name of remitter	2 No. of order	3 Name, Christian name(s), rank and address of payee	4 Amount of order
Stamp of office of issue 		Stamp of office of payment 	
Place : .....		Date : ..... 19 .....	
Signature of officer who prepares the advice : .....			
Currency of country of payment (2) ..... Currency of country of origin .....			
(1) To be sent under cover by the next mail and whenever possible by air mail. (2) The amount cannot be paid on receipt of this advice of issue, but only on receipt of the telegram to which this advice relates.			

(Money Orders, Ottawa 1957, art. 133, § 1—Size : 148 × 105 mm)

POSTAL ADMINISTRATION of .....

MP 4

OFFICE of .....

ENQUIRY

relating to a(n) <sup>ordinary</sup>/<sub>telegraph</sub> international money order<sup>(1)</sup>

(To be filled in by office of issue)

(To be filled in by office of payment)

Name and address of applicant : .....

.....  
.....

Office of issue : .....

Date of issue : .....

Original No. : .....

Amount { in currency of country of payment  
.....  
in currency of country of origin  
.....

Name and full address of payee : .....

.....  
.....

Office of payment : .....

Further particulars : .....

.....

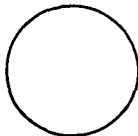
If the money order is missing, the amount should be paid :

(<sup>1</sup>) to the original payee.  
to the remitter.

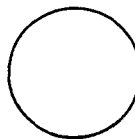
....., ..... 19.....

Signature :

Stamp of office of issue



Stamp of office of payment



Signature :

(<sup>1</sup>) Strike out whichever entry does not apply.  
(<sup>2</sup>) Applies to countries which pay at payee's address or send an advice of arrival.  
(<sup>3</sup>) Applies to countries which deliver money orders to payees.  
(<sup>4</sup>) Add the declaration of the payee, if possible.

MP 5

POSTAL ADMINISTRATION of .....

Year 19.....  
Month of .....

**MONTHLY ACCOUNT**  
of money orders and authorities to pay

issued by the Administration of .....  
and paid, during the month indicated above, by the Administration of .....

Serial No. of paid orders and authorities to pay	Issue				Orders and authorities to pay for which the charge has been paid	Orders and authorities to pay free of charge	Amount due from the Ad- ministra- tion
	Year	Month	Office	No.			
1	2	3	4	5	6	7	8
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
Total .....							
Orders and authorities to pay for which charges have been paid (col. 6)							
Commission of ¼ % .....							
Fixed allowance (..... c per order) .....							
Orders and authorities to pay free of charge (col. 7) .....							
Grand total of sums due from the Administration of .....							
to the Administration of .....							

The present account for the month of ..... 19..... is certified to be  
in accordance with the total of the attached ..... orders and authorities to pay.  
..... 19.....

Signature :

MP 6

Year 19.....

Month .....

POSTAL ADMINISTRATION of .....

## RECAPITULATORY LIST

No. ....

of money orders and authorities to pay

issued by the Administration of .....

and paid, during the month indicated above, by the Administration of .....

Serial No.	Issue			No.	Orders and authorities to pay <sup>(1)</sup> for which the charge has been paid	Remarks
	Year	Month	Office			
1	2	3	4	5	6	7
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
0						
1						
2						
3						
4						
etc.						
				Total <sup>(2)</sup>		

<sup>(1)</sup> Fee-exempt orders and authorities to pay should be listed separately, either at the end of this list, with a relevant entry in the "Remarks" column, or in the supplementary lists, or in special lists. Authorities to pay are entered in the line which would be occupied by the orders to which they relate and are noted in the "Remarks" column.

<sup>(2)</sup> To be recapitulated on the last list or transferred to the monthly account MP 7.

MP 7

POSTAL ADMINISTRATION of .....

Year 19....

Month .....

MONTHLY ACCOUNT

of money orders, authorities to pay and reimbursement orders<sup>(1)</sup>

issued by the Administration of .....  
and paid, during the month indicated above, by the Administration of .....

Number of paid money orders and authorities to pay 1	Particulars 2	Amount of paid money orders and authorities to pay 3		Total fees and proportional allowances 4
.....	Money orders and authorities to pay for which the charge has been paid <sup>(2)</sup> .....			
	Commission of ¼ % .....			
	Fixed allowance (..... c per order) ..			
.....	Money orders and authorities to pay free of charge <sup>(2)</sup> .....			
	Total .....			
.....	Reimbursement orders as per special account, form R 5 .....			
.....	Fees and proportional allowances deducted in respect of reimbursement orders ..			
	Grand total .....			
	Total of fees and proportional allowances to be added/deducted <sup>(3)</sup> .....			
	Any entries under art. 29 and 32 of the Agreement : (amounts of repayments and of interest) ..			
	.....			
	.....			
	Grand total of sums due :			
	from the Administration of .....			
	to the Administration of .....			

The present account for the month of ..... 19..... is certified to be in accordance with the total of the attached ..... orders and authorities to pay. .... 19.....

Signature :

<sup>(1)</sup> Amounts, if any, of repayments and of interest, as provided under articles 29 and 32 of the Agreement, may also be included in this account.

<sup>(2)</sup> Total shown on the form(s) MP 6 annexed hereto.

<sup>(3)</sup> Strike out whichever entry does not apply.

MP 8

POSTAL ADMINISTRATION of .....

**GENERAL ACCOUNT**  
of money orders

Money orders exchanged

between the Administration of<sup>(1)</sup> .....  
and the Administration of<sup>(2)</sup> .....  
during ..... 19.....

Period  1	Credit of the Administration of <sup>(1)</sup> .....		Credit of the Administration of <sup>(2)</sup> .....	
	Orders  2	Charges  3	Orders  4	Charges  5
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....
Total	.....	.....	.....	.....
Conversion at the rate of :	.....	.....	.....	.....
..... = .....	.....	.....	.....	.....

Balance .....  
Payments on account .....  
Balance .....

to the  $\frac{\text{credit}^{(3)}}{\text{debit}}$  of the Administration of<sup>(1)</sup> .....

Details of payments on account :

Date : Amount :

.....  
.....  
.....

Prepared at .....  
on ..... 19.....

Signature :

Seen and accepted :

on ..... 19.....

Signature :

<sup>(1)</sup> Name of the Administration which prepared the account.  
<sup>(2)</sup> Name of the corresponding Administration.  
<sup>(3)</sup> Strike out whichever entry does not apply.

MP 9

POSTAL ADMINISTRATION of .....

Year 19.....

Month .....

..... annex

MONTHLY ACCOUNT  
of postal travellers' cheques

exchanged between the Administration of ..... and the Administration of .....

Serial No. of cheques paid	Year of issue	Month of issue	Office of issue	No. of cheque	Amount in currency of country of payment	
1	2	3	4	5	6	
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
etc.						
				Total of cheques paid . . . . .		
				Commission of ¼ % . . . . .		
Grand total of sums owed						
by the Administration of ..... to the Administration of .....						

The present account for the month of .....  
19..... is certified to be in accordance with  
the total of the attached ..... cheques  
....., ..... 19.....

Signature :

.....

Front

<p>Counterfoil (to be retained) by the payee)</p> <hr/> <p>POSTAL TRAVELLERS' CHEQUE</p> <p>Amount (in the currency of the country of payment)</p> <p>.....</p> <p>Paying Office</p> <hr/> <p>Date of payment</p> <hr/>	<p>MP 10</p> <p>No. ....</p> <p>Office of issue .....</p> <p>POSTAL ADMINISTRATION of .....</p> <p>Valid until .....</p> <p>POSTAL TRAVELLERS' CHEQUE</p> <p>for the sum of ..... (in arabic figures, with indication of the currency)</p> <p>..... (in words)</p> <p>payable ..... exclusively (Name of country of payment)</p> <p>to the actual person named on the booklet cover</p> <p>Die stamp of office of issue</p>
---	---

(Money Orders, Ottawa 1957, art. 146, § 1—Size : 162 x 114 mm, different colours)



MP 10  
Back

<p>Nature of proof of identity produced :</p> <p>Received as payment for this postal travellers' cheque</p> <p>the sum of .....</p> <p>..... 19.....</p> <p>Signature :</p> <p>.....</p> <p>(The signature must correspond to that on the cover)</p>	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; padding: 5px;"> <p>Date stamp of paying office</p> </td> <td style="width: 50%; padding: 5px;"> <p>No. of payment</p> </td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;"> <p>Paid</p> <p>..... 19.....</p> <p>by .....</p> </td> <td style="padding: 5px;"> </td> </tr> </table>	<p>Date stamp of paying office</p>	<p>No. of payment</p>	<p>Paid</p> <p>..... 19.....</p> <p>by .....</p>	
<p>Date stamp of paying office</p>	<p>No. of payment</p>				
<p>Paid</p> <p>..... 19.....</p> <p>by .....</p>					

1st page of cover

MP 11

POSTAL ADMINISTRATION of .....

Valid until ..... inclusive

BOOKLET OF POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES<sup>(1)</sup>

containing	(2)	a	cheques Nos.	to	at
		b	cheques Nos.	to	at
		c	cheques Nos.	to	at

Payable only ..... (Country of payment)

(1) See provisions on 4th page of cover. (2) Quantity, numbers and amount of the cheques in arabic figures. The amount of the cheques should be expressed in the currency of the country of payment.

M.....  
 (Surname and Christian name(s))  
 .....  
 (Address)  
 .....  
 (Place of domicile)  
 .....  
 Signature of holder :  
 .....

Die stamp of office of issue

1. Postal travellers' cheques are made out in the currency of the country in which they are to be paid; the name of that country is shown on the first page of the cover of this booklet.
2. In offices taking part in the service, payment is made in exchange for the cheque signed in ink. The person claiming payment must prove his identity by producing his passport or a postal identity card, or by any other evidence accepted in the paying country.
3. When the paying service has not sufficient funds at its disposal to cash the cheque or cheques presented to it, payment may be suspended until the service has procured the necessary funds.
4. Sums paid in to be converted into cheques are, within the time-limit fixed by the legislation of the country of issue, guaranteed to the persons entitled to payment up to the time of official payment. Claims from such persons concerning the payment of a cheque to an unauthorized person must be made within a period of one year from the day following the issue of the cheque. The Postal Administrations are not responsible for the consequences of the loss, abstraction or fraudulent use of booklets or of any of the cheques contained therein.
5. No claim may be brought against the Administration of the country of issue if the booklet which is the object of the claim is not produced. In the event of loss of a booklet or of a cheque or cheques, however, the person concerned must satisfy the Administration of issue that he has asked for the issue of a booklet of cheques and has made the proper total payment therefor. A refund may be made only when the said Administration has ascertained that the cheques declared to be lost have not been cashed.
6. Booklets of cheques or any of the cheques contained therein are not transferable to a third party either by endorsement or by assignment. They cannot be pledged. Subject to the internal legislative provisions of each country, demands made for the stoppage of payment of cheques which have been regularly issued are ignored.

Front

<p style="text-align: center;"><b>COUPON</b> (May be detached by the payee)</p> <hr style="width: 20%; margin: 10px auto;"/> <p style="text-align: center;">Amount of money order in arabic figures</p> <div style="border: 1px dashed black; height: 20px; width: 100%;"></div> <p style="text-align: center;">Remitter</p>	<p style="text-align: center;">POSTAL ADMINISTRATION of .....</p> <p style="text-align: center;"><b>INTERNATIONAL MONEY ORDER</b> (typed entries only) for the sum of :</p> <div style="border: 1px dashed black; height: 20px; width: 100%;"></div> <p style="text-align: center;">Payable to .....</p>	<p style="text-align: center;"><b>MP 12</b></p> <p style="font-size: small;">Postage stamps or indication of charge made</p> <div style="border: 1px dashed black; height: 20px; width: 100%;"></div> <p style="text-align: center;">Stamp of the office of issue</p> <div style="border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 10px auto;"></div>	
<p style="text-align: center;">Amount of money order in arabic figures</p> <div style="border: 1px dashed black; height: 20px; width: 100%;"></div> <p style="text-align: center;">Remitter</p>	<p style="text-align: center;">Rate of exchange (<sup>(1)</sup>)</p> <hr style="width: 80%; margin: 5px auto;"/> <p style="text-align: center;">Amount paid</p> <div style="border: 1px dashed black; height: 20px; width: 100%;"></div> <p style="text-align: center;">(in arabic figures)</p>	<p style="text-align: center;">Stamp of the office of issue</p> <div style="border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 10px auto;"></div>	
<p><b>SERVICE INSTRUCTIONS</b></p> <p>Number ..... Signature of officer Date ..... who prepares the money order : Office ..... of issue</p>			<p style="text-align: center;">Amount paid in (Currency of country of issue)</p>
<p style="font-size: small;">(1) Particulars to be entered by Administration of destination when that Administration makes the conversion.</p>			<p style="font-size: small;">(Money Orders, Ottawa 1957, at. 104, § 2—Size : 148 × 105 mm, colour pink)</p>

..... 19.....

MP 12  
Back

(Space reserved for endorsements, if any)

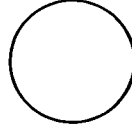
RECEIPT OF PAYEE

Received the sum indicated on the other side

Place : ..... 19.....

Signature of payee :

Stamp of paying office



Register of arrival

No. . . .

Front

MP 13

<p style="text-align: center;">COUPON (May be forwarded to payee)</p> <p>Amount of authority to pay  <small>(in arabic figures)</small></p> <p>(1) Replacement for the        Addition to the        international money order        dispatched</p> <p>on . . . . . 19 . . . . .</p> <p>by . . . . .</p> <p style="text-align: right;">Stamp of issuing service</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>	<p style="text-align: center;">POSTAL ADMINISTRATION of . . . . .</p> <p style="text-align: center;">AUTHORITY TO PAY No. . . . .</p> <p>(1) in replacement of an international money order        additional to _____</p> <p>The post office of . . . . .        is authorized to pay the sum of _____  <small>(in arabic figures)</small></p> <p>to . . . . .  <small>(Name or firm)</small></p> <p>. . . . .  <small>(Street and number)</small></p> <p>. . . . .  <small>(Locality and country of destination)</small></p> <p>in replacement of _____ international money order No. . . . .        (1) additional to _____</p> <p>issued at . . . . . on . . . . . 19 . . . . .</p> <p>and remitted by . . . . . on . . . . . 19 . . . . .</p> <p style="text-align: center;">Signature of the officer who        prepares the authority to pay :</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 40px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: right;">Stamp of issuing service</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>
--	---

Rate of exchange  
(\*)

---

Amount paid

Amount in currency  
of the country of origin

(\*) Strike out whichever entry does not apply.  
 (†) Particulars to be entered by Administration of destination when that Administration makes the conversion.

(Money Orders, Ottawa 1957, art. 117—Size : 148 × 105 mm, colour pink)

MP 13  
Back

(Space reserved for endorsements, if any)

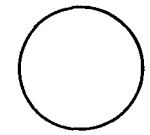
RECEIPT OF PAYEE

Received the sum indicated on the other side.

Place : ..... 19.....

Signature of payee :

Stamp of paying office



Register of arrival

No. ....

*Treaties and international agreements registered  
or filed and recorded with the Secretariat  
of the United Nations*

VOLUME 366

1960

I. Nos. 5215-5223

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements  
registered from 7 July 1960 to 11 July 1960*

Page

UNIVERSAL POSTAL UNION

ACTS OF THE CONGRESS OF OTTAWA, 1957 (*continued*: V, VI, VII, VIII and IX)

[See United Nations, *Treaty Series*, Vols. 364 and 365]

<b>No. 5215. Albania, Germany, Argentina, Austria, Belgium, Bolivia, etc. (Universal Postal Union):</b>	
Agreement concerning transfers to and from postal cheque accounts (with Detailed Regulations). Signed at Ottawa, on 3 October 1957 . . . . .	3
<b>No. 5216. Albania, Germany, Argentina, Austria, Belgium, Bolivia, etc. (Universal Postal Union):</b>	
Agreement concerning cash-on-delivery items (with Detailed Regulations). Signed at Ottawa, on 3 October 1957 . . . . .	87
<b>No. 5217. Albania, Germany, Argentina, Austria, Belgium, Bolivia, etc. (Universal Postal Union):</b>	
Agreement concerning the collection of bills, drafts, etc. (with Detailed Regu- lations). Signed at Ottawa, on 3 October 1957 . . . . .	141
<b>No. 5218. Belgium, Chile, Egypt, France, Italy, etc. (Universal Postal Union):</b>	
Agreement concerning the international bank service (with Detailed Regula- tions). Signed at Ottawa, on 3 October 1957 . . . . .	193
<b>No. 5219. Albania, Germany, Argentina, Austria, Belgium, Bolivia, etc. (Universal Postal Union):</b>	
Agreement concerning subscriptions to newspapers and periodicals (with Detailed Regulations). Signed at Ottawa, on 3 October 1957 . . . . .	255



**Traités et accords internationaux enregistrés  
ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat  
de l'Organisation des Nations Unies**

VOLUME 366

1960

I. Nos 5215-5223

TABLE DES MATIÈRES

I

*Traités et accords internationaux  
enregistrés du 7 juillet 1960 au 11 juillet 1960*

*Pages*

UNION POSTALE UNIVERSELLE

ACTES DU CONGRÈS D'OTTAWA, 1957 (*suite* : V, VI, VII, VIII et IX)

[Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 364 et 365]

- N° 5215. Albanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, etc. (Union postale universelle):**  
Arrangement concernant les virements postaux (avec Règlement d'exécution).  
Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957 . . . . . 3
- N° 5216. Albanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, etc. (Union postale universelle):**  
Arrangement concernant les envois contre remboursement (avec Règlement d'exécution). Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957 . . . . . 87
- N° 5217. Albanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, etc. (Union postale universelle):**  
Arrangement concernant les recouvrements (avec Règlement d'exécution).  
Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957 . . . . . 141
- N° 5218. Belgique, Chili, Égypte, France, Italie, etc. (Union postale universelle):**  
Arrangement concernant le service international de l'épargne (avec Règlement d'exécution). Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957 . . . . . 193
- N° 5219. Albanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, etc. (Union postale universelle):**  
Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques (avec Règlement d'exécution). Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957 . . . . . 255

## NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration, which has not been registered, may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly by resolution 97 (I) established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, Vol. 76, p. XVIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party, or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party a status which it would not otherwise have.

\*\*\*

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this *Series*, have been made by the Secretariat of the United Nations.

---

## NOTE DU SÉCRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été, ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 76, p. XIX).

Le terme « traité » et l'expression « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'État Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet État comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

\*\*\*

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce *Recueil*, ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

**I**

***Treaties and international agreements***

*registered*

*from 7 July 1960 to 11 July 1960*

*Nos. 5215 to 5223*

---

***Traités et accords internationaux***

*enregistrés*

*du 7 juillet 1960 au 11 juillet 1960*

*N<sup>os</sup> 5215 à 5223*



**No. 5215**

---

**ALBANIA, GERMANY, ARGENTINA,  
AUSTRIA, BELGIUM, BOLIVIA, etc.  
(UNIVERSAL POSTAL UNION)**

**Agreement concerning transfers to and from postal cheque  
accounts (with Detailed Regulations). Signed at  
Ottawa, on 3 October 1957**

*Official text: French.*

*Registered by Canada on 7 July 1960*

---

**ALBANIE, ALLEMAGNE, ARGENTINE,  
AUTRICHE, BELGIQUE, BOLIVIE, etc.  
(UNION POSTALE UNIVERSELLE)**

**Arrangement concernant les virements postaux (avec  
Règlement d'exécution). Signé à Ottawa, le 3 oc-  
tobre 1957**

*Texte officiel français.*

*Enregistré par le Canada le 7 juillet 1960.*



**UNION POSTALE UNIVERSELLE  
ACTES DU CONGRÈS D'OTTAWA, 1957**

---

**V**

**N° 5215. ARRANGEMENT CONCERNANT LES VIREMENTS  
POSTAUX. SIGNÉ À OTTAWA, LE 3 OCTOBRE 1957**





NOTE. — Les caractères *italiques* figurant dans le texte ci-après marquent les modifications (changements, additions ou suppressions de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport aux Actes du Congrès de Bruxelles, 1952, remaniés par la Commission exécutive et de liaison<sup>1</sup>.

## TABLE DES MATIÈRES

### DE L'ARRANGEMENT

#### CONCERNANT

### LES VIREMENTS POSTAUX

#### TITRE I

#### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

1. Objet de l'Arrangement

#### TITRE II

#### VIREMENTS POSTAUX

##### CHAPITRE I

##### CONDITIONS D'ADMISSION ET EXÉCUTION DES ORDRES DE VIREMENT

2. Modes d'échange
3. Monnaie. Conversion
4. Montant maximum
5. Taxes
6. Franchise de taxe
7. Avis de virement
8. Virements postaux transmis par voie télégraphique
9. Inscription au compte du bénéficiaire. Avis d'inscription
10. Échange des virements
11. Bureaux d'échange

##### CHAPITRE II

##### ANNULATION. RÉCLAMATIONS

12. Annulation des virements
13. Réclamations. Demandes de renseignements

<sup>1</sup> [*Traduction — Translation*] NOTE. — The letters in *italics* in the French text indicate the modifications (changes, additions or deletions of words, passages, figures, signs, etc.) by comparison with the Acts of the Congress of Brussels, 1952, revised by the Executive and Liaison Committee.

## CHAPITRE III

## RESPONSABILITÉ

Art.

14. Principe et étendue de la responsabilité
15. Exceptions au principe de la responsabilité
16. Détermination de la responsabilité
17. Remboursement des sommes dues
18. Remboursement à l'Administration créancière

## CHAPITRE IV

## COMPTABILITÉ

19. Attribution des taxes
20. Établissement et règlement des comptes
21. Paiement. Intérêts moratoires
22. Compte général trimestriel

## CHAPITRE V

## DISPOSITIONS DIVERSES

23. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger
24. Franchise postale
25. Liste des titulaires de comptes

## TITRE III

RÈGLEMENT PAR VIREMENT DES VALEURS DOMICILIÉES DANS LES  
BUREAUX DE CHÈQUES POSTAUX

26. Valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux
27. Taxe
28. Responsabilité

## TITRE IV

## DISPOSITIONS FINALES

29. Application de la Convention
30. Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès
31. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

# ARRANGEMENT<sup>1</sup>

## CONCERNANT

### LES VIREMENTS POSTAUX

CONCLU ENTRE

la République Populaire d'Albanie, l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Chili, la République de Colombie, la République de Cuba, le Danemark, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Espagne, les Territoires espagnols de l'Afrique, la Finlande, la France, l'Algérie, l'Ensemble des Territoires représentés par l'Office français des Postes et Télécommunications d'outre-mer, la Grèce, la République d'Haïti, la République du Honduras, la République d'Indonésie, l'Italie, le Territoire de la Somalie sous administration italienne, le Japon, le Laos, le Liban, le Luxembourg, le Maroc, la Principauté de Monaco, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, les Provinces portugaises de l'Afrique occidentale, les Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie, la République Populaire Roumaine, la République de Saint-Marin, la Suède, la Confédération Suisse, la Tunisie, la Turquie, la République Orientale de l'Uruguay, l'État de la Cité du Vatican, la République de Vénézuéla, le Viêt-Nam, le Yémen, la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 22 de la Convention postale universelle conclue à Ottawa le 3 octobre 1957<sup>2</sup>, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

#### TITRE I

#### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

##### ARTICLE PREMIER

##### Objet de l'Arrangement

1. Le présent Arrangement régit l'échange des virements postaux entre les Pays qui conviennent de l'instituer. Tout titulaire d'un compte courant postal tenu dans l'un de ces Pays peut ordonner des virements au profit d'un compte courant postal tenu dans un autre de ces Pays.

2. Sous réserve d'accords particuliers entre les Administrations intéressées, le service peut être étendu au règlement, par virement postal, des valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux.

#### TITRE II

#### VIREMENTS POSTAUX

##### CHAPITRE I

##### CONDITIONS D'ADMISSION ET EXÉCUTION DES ORDRES DE VIREMENT

##### ARTICLE 2

##### Modes d'échange

Les virements postaux peuvent être échangés soit par voie postale soit, si les télégrammes-virements sont admis dans les relations entre Pays intéressés, par voie télégraphique.

(Voir notes 1 et 2 à la page 10)

(Notes 1 et 2 de la page 9)

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1959, conformément à l'article 31. Les instruments de ratification ou d'adhésion (a) ont été déposés auprès du Gouvernement canadien aux dates indiquées :

Argentine (avec réserves)* . . . . .	15 avril	1959	Italie . . . . .	9 juin	1960
Autriche . . . . .	4 mai	1959	Japon . . . . .	7 novembre	1958
Belgique . . . . .	5 mars	1959	Luxembourg . . . . .	13 janvier	1960
Danemark . . . . .	13 août	1958	Maroc . . . . .	9 juillet	1959
Espagne . . . . .	29 juillet	1959	Monaco . . . . .	2 septembre	1959
			Norvège . . . . .	19 août	1958
			Pays-Bas . . . . .	27 août	1959
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)			(Y compris la Nouvelle-Guinée néerlandaise.)		
Finlande . . . . .	6 mars	1959	République arabe unie (pour la Province égyptienne) . . . . .	15 janvier	1959
France . . . . .	8 mai	1959	Saint-Marin . . . . .	31 mars	1959
(Y compris l'Algérie et l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer composé des pays et territoires désignés ci-après, ainsi que du Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides†.)			Suède . . . . .	2 mai	1958
			Suisse . . . . .	14 novembre	1958
			Tunisie . . . . .	24 mars	1959
			État de la Cité du Vatican . . . . .	13 avril	1960
			Yémen . . . . .	3 avril	1959 (a)

† a) *États membres de la Communauté* : République du Sénégal, République soudanaise, République de la Côte-d'Ivoire, République du Niger, République de la Haute-Volta, République du Dahomey, République islamique de Mauritanie, République gabonaise, République du Congo, République Centre-Africaine, République du Tchad, République de Madagascar.  
b) *Territoires d'outre-mer* : Comores, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Polynésie française, Côte française des Somalis, îles Saint-Pierre-et-Miquelon.  
c) *Territoires sous tutelle de la France* : Cameroun, République autonome du Togo.

#### \*RÉSERVES

[TEXTE ESPAGNOL — SPANISH TEXT]

« ... que los artículos 4º y 5º de la Convención Postal Universal no se refieren ni comprenden a las Islas Malvinas, Islas Georgias del Sur, Islas Sandwich del Sur y tierras incluidas dentro del sector antártico argentino, por cuanto éstas no constituyen colonia o posesión de Nación alguna, sino que haceu parte del territorio argentino y están comprendidas en su dominio y soberanía.

La República Argentina especialmente reserva y mantiene intactos sus legítimos títulos y derechos sobre esos territorios, señalando que la disposición contenida en el artículo 53, numeral 1) sobre circulación de sellos postales valederos en el país de origen, no será considerada como obligatoria por la República cuando en los mismos se desfigure la realidad geográfica y jurídica argentina. »

[TRADUCTION — TRANSLATION]

...que les articles 4 et 5 de la Convention postale universelle ne se réfèrent ni ne s'appliquent aux îles Malouines, aux îles de la Georgie du Sud, aux îles Sandwich du Sud et aux terres comprises dans le secteur antarctique argentin, lesquelles ne constituent des colonies ou possessions d'aucun pays mais font partie du territoire argentin et relèvent de sa juridiction et de sa souveraineté.

La République Argentine réserve et réaffirme spécialement dans leur intégralité ses titres et droits légitimes concernant ces territoires, et signale que la disposition du paragraphe 1 de l'article 53 relative à la circulation de timbres-poste valables dans le pays d'origine ne sera pas considérée comme liant obligatoirement la République lorsque ces timbres déformeront la réalité géographique et juridique argentine.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 364, p. 3.

## ARTICLE 3

## Monnaie. Conversion

1. Sauf accord contraire, le montant des virements est exprimé en monnaie du Pays de destination.
2. Toutefois, chaque Administration postale peut admettre que ledit montant soit indiqué en monnaie du Pays d'origine par le titulaire du compte à débiter.
3. L'Administration d'origine fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du Pays de destination.

## ARTICLE 4

## Montant maximum

Chaque Administration a la faculté de limiter le montant des virements que tout titulaire de compte peut ordonner, soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.

## ARTICLE 5

## Taxes

1. La taxe d'un virement ne doit pas dépasser 1% de la somme virée avec faculté, pour chaque Administration:
  - a) d'arrondir les fractions selon les convenances de son service;
  - b) de fixer un minimum de perception qui ne peut excéder 20 centimes.
2. *Au lieu de cette taxe proportionnelle, les Administrations ont toutefois la faculté de percevoir une taxe uniforme indépendante du montant de la somme virée. Cette taxe uniforme ne doit pas excéder 50 centimes.*
3. L'inscription d'un virement au crédit d'un compte courant postal ne peut être soumise à une taxe supérieure à celle qui est éventuellement perçue pour une même opération dans le service intérieur.

## ARTICLE 6

## Franchise de taxe

Sont exempts de toutes taxes les virements ordonnés d'office pour des motifs de service et échangés entre les Administrations ou entre leurs bureaux.

## ARTICLE 7

## Avis de virement

1. Tout virement transmis par la voie postale fait l'objet d'un avis de virement établi soit par le tireur, soit par le bureau de chèques postaux détenteur de son compte.
2. Le verso de cet avis peut être utilisé pour une communication particulière destinée au bénéficiaire; dans ce cas, l'Administration d'origine est autorisée à percevoir une taxe sur le titulaire du compte débité, à condition que cette taxe soit appliquée dans son service intérieur.
3. Les avis de virement sont envoyés, sans frais, aux bénéficiaires après inscription des sommes virées au crédit de leurs comptes.

## ARTICLE 8

## Virements postaux transmis par voie télégraphique

1. Les virements télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications.
2. Indépendamment des taxes télégraphiques autorisées par le Règlement susvisé, les virements télégraphiques sont soumis à la taxe de virement prévue à l'article 5 et, en outre, à une taxe fixe qui ne peut dépasser 1 franc.
3. Le tireur peut ajouter au texte d'un virement télégraphique une communication particulière destinée au bénéficiaire; cette communication est soumise aux taxes télégraphiques réglementaires qui excluent et remplacent la taxe autorisée à l'article 7, § 2.
4. Pour chaque virement télégraphique, le bureau de chèques postaux destinataire établit un avis d'arrivée et l'adresse, sans frais, au bénéficiaire.

## ARTICLE 9

## Inscription au compte du bénéficiaire. Avis d'inscription

1. Après en avoir avisé les Administrations postales intéressées, l'Administration de destination a la faculté, lors de l'inscription du crédit au compte du bénéficiaire et si sa législation l'exige, soit de négliger les fractions d'unité monétaire, soit d'arrondir la somme à l'unité monétaire la plus voisine ou au dixième d'unité le plus voisin.

2. Dans les relations entre Pays dont les Administrations se sont mises d'accord, le tireur peut demander à recevoir avis de l'inscription du crédit au compte du bénéficiaire. *Les dispositions de l'article 69, §§ 1 et 2, de la Convention sont applicables aux avis d'inscription.*

3. *Les taxes à percevoir conformément au § 2 sont prélevées sur le compte du tireur.*

4. Lorsqu'elle est formulée postérieurement à l'ordre de virement, la demande d'avis d'inscription est assimilée à une réclamation et soumise aux dispositions de l'article 13.

## ARTICLE 10

## Échange des virements

1. Les virements sont notifiés par l'Administration d'origine à l'Administration de destination au moyen de listes.

2. Sauf accord contraire, les sommes à virer sont exprimées, sur la liste, en monnaie du Pays de destination.

## ARTICLE 11

## Bureaux d'échange

L'échange des listes de virements a lieu exclusivement par l'intermédiaire des bureaux de chèques—qualifiés bureaux d'échange—désignés par l'Administration de chacun des Pays participants.

## CHAPITRE II

## ANNULATION. RÉCLAMATIONS

## ARTICLE 12

## Annulation des virements

1. Les virements peuvent être annulés par le tireur tant que l'inscription au crédit du compte du bénéficiaire n'a pas été effectuée; les demandes d'annulation doivent être formulées par écrit et adressées à l'Administration à laquelle le tireur a donné l'ordre de virement.

2. Les dispositions de l'article 68 de la Convention sont applicables à ces demandes.

## ARTICLE 13

## Réclamations. Demandes de renseignements

1. Toute réclamation ou toute demande de renseignements concernant l'exécution d'un virement est adressée par le tireur à l'Administration à laquelle il a donné l'ordre de virement, sauf s'il a autorisé le bénéficiaire à s'entendre avec l'Administration qui tient le compte de celui-ci.

2. Les dispositions de l'article 67 de la Convention sont applicables aux réclamations ainsi qu'aux demandes de renseignements.

### CHAPITRE III RESPONSABILITÉ

#### ARTICLE 14

##### Principe et étendue de la responsabilité

1. Les Administrations postales sont responsables des sommes portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le virement a été régulièrement exécuté.
2. Les Administrations sont responsables des indications erronées fournies par leur service sur les listes de virements ou sur les virements télégraphiques.
3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des retards qui peuvent se produire dans la transmission et l'exécution des virements.

#### ARTICLE 15

##### Exceptions au principe de la responsabilité

Les Administrations postales sont dégagées de toute responsabilité:

- a) lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte de l'exécution d'un virement, à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été administrée;
- b) lorsque le tireur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 67, § 1, de la Convention.

#### ARTICLE 16

##### Détermination de la responsabilité

1. La responsabilité incombe à l'Administration postale du Pays dans lequel l'erreur a été commise.
2. Si l'erreur est imputable à deux Administrations ou s'il n'est pas possible de déterminer dans quel Pays elle a été commise, les deux Administrations contribuent au remboursement par parts égales.
3. Les dispositions de l'article 25, §§ 3 à 5, de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage<sup>1</sup> sont applicables aux virements télégraphiques.

#### ARTICLE 17

##### Remboursement des sommes dues

1. L'obligation de rembourser la somme due au réclamant incombe à l'Administration saisie de la réclamation, sous réserve de son droit de recours contre l'Administration responsable.
2. Le remboursement doit avoir lieu dès que la responsabilité du service a été établie.
3. L'Administration présumée responsable qui, après une mise en demeure, n'a pas répondu dans un délai de six mois est considérée comme ayant reconnu tacitement sa responsabilité.
4. Quelle que soit la cause du remboursement, la somme à rembourser au tireur d'un virement ne peut dépasser celle qui a été portée au débit de son compte.
5. Jusqu'à concurrence de la somme payée, l'Administration qui a supporté en dernier lieu les conséquences de l'erreur a un droit de recours contre la personne bénéficiaire de cette erreur.

#### ARTICLE 18

##### Remboursement à l'Administration créancière

L'Administration responsable est tenue de désintéresser l'Administration qui a remboursé le réclamant, dans un délai de trois mois à dater du jour de l'envoi de la notification du remboursement et à l'expiration duquel la somme due est productive d'un intérêt moratoire de 5% par an.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 365.

## CHAPITRE IV

## COMPTABILITÉ

## ARTICLE 19

## Attribution des taxes

Chaque Administration postale garde en entier les taxes qu'elle a perçues.

## ARTICLE 20

## Établissement et règlement des comptes

1. Les Administrations établissent, pour chaque Pays participant et pour chacun des jours ouvrables où des virements ont été échangés, un compte sur lequel sont récapitulés les totaux des listes de virements expédiés, de part et d'autre, le jour considéré; *les Administrations peuvent s'entendre en vue de grouper dans un même compte les totaux de plusieurs journées.*

2. Le règlement de ces comptes s'effectue sans compensation, *chaque Administration devant se libérer de la totalité des sommes dues.*

3. *Par exception aux dispositions du § 2, deux Administrations peuvent convenir de régler leurs comptes par compensation. Dans ce cas, la créance la plus faible est convertie en monnaie de la créance la plus forte d'après la moyenne arithmétique des cours du change cotés officiellement aux bourses ou aux banques spécialement désignées par chaque Pays intéressé, le dernier jour de cotation des changes précédant le jour auquel le compte se rapporte; ces cours moyens doivent être calculés uniformément à quatre décimales.*

4. Le solde résultant de chaque compte est productif d'intérêt, à l'expiration d'un délai et à un taux fixés d'un commun accord par les Administrations des Pays participants; le taux de cet intérêt ne peut excéder 5% par an.

## ARTICLE 21

## Paiement. Intérêts moratoires

1. Sauf accord contraire, chaque Administration entretient auprès de l'Administration du Pays correspondant, en monnaie de ce Pays, un avoir sur lequel sont prélevées les sommes dues; si cet avoir est insuffisant pour couvrir les ordres donnés, les virements sont néanmoins portés au crédit des comptes des bénéficiaires.

2. Cet avoir peut servir également au règlement des soldes débiteurs de tous autres comptes postaux, télégraphiques ou téléphoniques; il ne peut, en aucun cas, recevoir une affectation autre sans le consentement de l'Administration qui l'a constitué.

3. L'Administration créancière a le droit d'exiger en tout temps le paiement des soldes; le cas échéant, elle fixe la date à laquelle le paiement devra être effectué, en tenant compte des délais de distance; si l'Administration débitrice n'a pas effectué le paiement à la date fixée, le taux de l'intérêt prévu à l'article 20, § 4, est augmenté de 2% par an, à compter du sixième jour qui suit cette date.

4. Il ne peut être porté atteinte, par aucune mesure unilatérale telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent Arrangement et de son Règlement d'exécution<sup>1</sup> relatives à l'établissement des comptes et au paiement des sommes dues.

## ARTICLE 22

## Compte général trimestriel

A la fin de chaque trimestre, les Administrations qui dressent des comptes journaliers transmettent aux Administrations correspondantes, pour approbation, une récapitulation générale de ces comptes, des acomptes payés et, le cas échéant, des intérêts dus; les soldes du compte général trimestriel sont reportés au trimestre suivant; les Administrations peuvent s'entendre pour remplacer ce compte trimestriel par l'indication des soldes à la fin du trimestre.

<sup>1</sup> Voir p. 19 de ce volume.



## CHAPITRE V

## DISPOSITIONS DIVERSES

## ARTICLE 23

## Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. En cas de demande d'ouverture d'un compte courant postal dans un Pays avec lequel le Pays de résidence du requérant échange des virements postaux, l'Administration de ce Pays est tenue, pour la vérification de la demande, de prêter son concours à l'Administration chargée de tenir le compte.

2. Les Administrations s'engagent à effectuer cet examen avec tout le soin et toute la diligence désirables, sans toutefois qu'elles aient à assumer de responsabilité de ce chef.

3. Sur demande de l'Administration qui tient le compte, l'Administration du Pays de résidence intervient aussi, autant que possible, pour la vérification des renseignements concernant toute modification de la capacité juridique de l'affilié.

## ARTICLE 24

## Franchise postale

Les plis contenant des extraits de comptes sont adressés en franchise par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de comptes résidant dans tout Pays de l'Union.

## ARTICLE 25

## Liste des titulaires de comptes

1. Les titulaires de comptes peuvent obtenir, par l'intermédiaire de l'Administration qui tient leurs comptes, les listes de titulaires publiées par les autres Administrations, aux prix déterminés par celles-ci dans leur service intérieur.

2. Chaque Administration fournit aux Administrations des autres Pays participants, à titre gratuit, les listes nécessaires à l'exécution du service.

## TITRE III

## RÈGLEMENT PAR VIREMENT DES VALEURS DOMICILIÉES DANS LES BUREAUX DE CHÈQUES POSTAUX

## ARTICLE 26

## Valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux

1. Sous réserve d'accord avec l'Administration du Pays domiciliataire, les bureaux de chèques postaux qui reçoivent à l'encaissement des chèques bancaires ou effets de commerce domiciliés dans un bureau de chèques postaux étranger les transmettent au bureau domiciliataire qui procède au règlement par virement postal.

2. Les valeurs doivent satisfaire aux conditions de forme prévues pour les valeurs à recouvrer.

3. Les Administrations arrêtent d'un commun accord les dispositions nécessaires à l'exécution des formalités de protêt ainsi que les conditions dans lesquelles peuvent être acceptés les paiements partiels.

## ARTICLE 27

## Taxe

Toute valeur prise à l'encaissement par un bureau de chèques postaux peut donner lieu, au profit de l'Administration qui la reçoit, à la perception d'une taxe de 20 centimes au maximum.

## ARTICLE 28

## Responsabilité

Les Administrations postales sont responsables du montant des valeurs porté au débit des comptes; elles n'encourent aucune responsabilité par suite de retards:

- a) dans la transmission ou dans la présentation des valeurs;
- b) dans l'établissement du protêt ou dans l'exercice des poursuites judiciaires dont elles se seraient chargées par application des dispositions de l'article 26, § 3.

## TITRE IV

## DISPOSITIONS FINALES

## ARTICLE 29

## Application de la Convention

Les dispositions d'ordre général qui figurent à la Première partie de la Convention sont applicables aux virements postaux, à l'exception, toutefois, des dispositions faisant l'objet de l'article 7.

## ARTICLE 30

## Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des congrès (articles 27 et 28 de la Convention) doivent réunir:

- a) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement;
- b) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de dissentiment, à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 33 de la Convention.

## ARTICLE 31

## Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> avril 1959 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Canada et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

*Cet Arrangement a été signé au nom des États et territoires ci-dessous par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Convention postale universelle :*

[*Pour les noms des plénipotentiaires, voir Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 364, p. 37 à 47.*]

République populaire d'Albanie  
Allemagne  
République Argentine  
Autriche  
Belgique  
Bolivie  
Chili  
République de Colombie  
République de Cuba  
Danemark  
Égypte  
Espagne  
Territoires espagnols de l'Afrique  
Finlande  
France  
Algérie  
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer  
Grèce  
République d'Haïti  
République du Honduras  
République d'Indonésie  
Italie  
Territoire de la Somalie sous administration italienne  
Japon  
Laos  
Liban  
Luxembourg  
Maroc  
Principauté de Monaco  
Nicaragua  
Norvège  
Paraguay  
Pays-Bas

Provinces portugaises de l'Afrique occidentale  
Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie  
République populaire roumaine  
République de Saint-Marin  
Suède  
Confédération suisse  
Tunisie  
Turquie  
République orientale de l'Uruguay  
État de la Cité du Vatican  
République de Vénézuéla  
Viêt-Nam  
République fédérative populaire de Yougoslavie

TABLE DES MATIÈRES  
DU  
RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT  
CONCERNANT  
LES VIREMENTS POSTAUX

TITRE I  
VIREMENTS

CHAPITRE I  
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

- Art.  
101. Renseignements à fournir par les Administrations postales  
102. Formules à l'usage du public

CHAPITRE II  
ÉMISSION. TRANSMISSION

103. Inscriptions sur les formules  
104. Établissement des avis de virement  
105. Virements télégraphiques  
106. Listes de virements  
107. Établissement des lettres d'envoi  
108. Transmission des virements

CHAPITRE III  
PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

109. Demande d'avis d'inscription  
110. Demande d'annulation d'un virement  
111. Réclamations. Demandes de renseignements

CHAPITRE IV  
OPÉRATIONS AU BUREAU DE CHÈQUES DESTINATAIRE

112. Inscription immédiate des virements télégraphiques  
113. Renvoi de l'avis d'inscription  
114. Vérification des envois et traitement des irrégularités  
115. Annulation d'un virement  
116. Non-exécution d'un virement

CHAPITRE V  
COMPTABILITÉ

Art.

- 117. Établissement des comptes
- 118. Paiement des sommes dues

CHAPITRE VI  
DISPOSITIONS DIVERSES

- 119. Plis en franchise contenant des extraits de comptes
- 120. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

TITRE II  
VALEURS DOMICILIÉES DANS LES BUREAUX DE CHÈQUES POSTAUX

- 121. Application du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les recouvrements
- 122. Conditions particulières à remplir par les valeurs
- 123. Établissement et transmission des bordereaux d'envoi des valeurs
- 124. Envoi des fonds

TITRE III  
DISPOSITIONS FINALES

- 125. Mise à exécution et durée du Règlement

ANNEXES

Formules: voir la "Liste des formules"

# RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT

CONCERNANT

## LES VIREMENTS POSTAUX

Les soussignés, vu l'article 24 de la Convention postale universelle conclue à Ottawa le 3 octobre 1957, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les virements postaux:

### TITRE I

#### VIREMENTS

##### CHAPITRE I

##### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

###### ARTICLE 101

Renseignements à fournir par les Administrations postales

1. Les Administrations doivent se communiquer directement:

- a) les noms des bureaux d'échange visés à l'article 11 de l'Arrangement;
- b) les spécimens des empreintes des timbres d'authentification en usage dans les bureaux d'échange;
- c) la liste—revêtue des spécimens de leur signature—des fonctionnaires qui ont qualité dans ces bureaux, pour signer les lettres d'envoi; cette liste doit être fournie en un nombre suffisant d'exemplaires pour les besoins du service; en cas de modification, une nouvelle liste complète est transmise à l'Administration correspondante; toutefois, s'il s'agit seulement d'annuler l'une des signatures communiquées, il suffit de la faire hiffer sur la liste existante qui continue à être utilisée;
- d) le taux de conversion fixé pour les ordres de virement, si la demande en est faite expressément.

2. En outre, elles doivent communiquer au Bureau international:

- a) les noms des Pays avec lesquels elles échangent des virements postaux et, éventuellement, des virements télégraphiques;
- b) les noms des bureaux d'échange visés à l'article 11 de l'Arrangement.

3. Toute modification aux renseignements visés aux §§ 1 et 2 doit être notifiée sans retard.

###### ARTICLE 102

##### Formules à l'usage du public

1. En vue de l'application des dispositions de l'article 45, § 2, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules:

VP 1 (avis de virement),

VP 7 (réclamation concernant un ordre de virement non exécuté),

VP 10 (avis d'inscription).

2. Les formules du service intérieur utilisées comme avis de virement dans les conditions indiquées à l'article 104, § 1, ne sont pas soumises à ces dispositions.

## CHAPITRE II

## ÉMISSION. TRANSMISSION

## ARTICLE 103

## Inscriptions sur les formules

1. Les inscriptions sur les formules du service des virements sont faites en caractères latins et en chiffres arabes.

2. L'emploi du crayon-encre ou du crayon ordinaire n'est pas admis; toutefois, les signatures peuvent être données au crayon-encre.

## ARTICLE 104

## Établissement des avis de virement

1. Les avis de virement sont établis, sur formule *conforme au modèle VP 1 ci-annexé*, soit par le titulaire du compte à débiter, soit par le bureau de chèques qui tient le compte; toutefois, chaque Administration peut, à titre *exceptionnel*, autoriser l'usage des formules de son service intérieur.

2. Lorsque le tireur a indiqué le montant du virement en monnaie du Pays d'origine, le bureau qui reçoit l'ordre de virement—ou le bureau d'échange dont il relève—opère la conversion et inscrit à l'encre rouge, sur l'avis, le montant du virement en monnaie du Pays de destination.

3. Les avis de virement sont revêtus de l'empreinte du timbre à date du bureau de chèques d'origine.

## ARTICLE 105

## Virements télégraphiques

1. Exception faite de l'avis de virement, qui n'est pas transmis, les virements télégraphiques sont soumis aux mêmes formalités et opérations comptables que les autres virements; ils donnent lieu à l'envoi de télégrammes-virements adressés directement par le bureau de chèques d'origine au bureau de chèques qui tient le compte du bénéficiaire.

2. Le télégramme-virement est rédigé en français, sauf accord contraire, et libellé invariablement dans l'ordre ci-après:

- Indications de service taxées (s'il y a lieu).
- Avis-inscription (s'il y a lieu).
- Avis inscription-avion (s'il y a lieu).
- Virement ... (N° d'émission).
- Nom du bureau de chèques destinataire.
- Nom ou désignation du tireur.
- Numéro du compte débité.
- Nom du bureau de chèques qui tient le compte du tireur.
- Montant de la somme à virer.
- Nom ou désignation du bénéficiaire.
- Numéro du compte à créditer.
- Communication particulière (le cas échéant).

3. Les Administrations peuvent convenir d'une clef secrète pour l'indication totale ou partielle du numéro d'émission et du montant de chaque virement télégraphique.

4. La somme à virer est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire et, le cas échéant, fractions d'unité en chiffres.

5. Ni le tireur ni le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.



## ARTICLE 106

## Listes de virements

1. Les listes de virements sont établies par les bureaux d'échange sur formules conformes au modèle VP 2 ci-annexé. Les Administrations peuvent convenir que la colonne 3 de la formule ne soit pas remplie. Chaque liste est frappée d'une empreinte du timbre du bureau qui l'a établie.

2. Les listes de virements auxquelles sont annexés les avis de virement transmis par voie postale sont adressées, une fois par jour ouvrable, aux bureaux d'échange correspondants; toutefois, les Administrations intéressées peuvent s'entendre en vue de grouper, sur une même liste, les virements de plusieurs journées.

3. Les virements télégraphiques font l'objet de listes distinctes qui portent en tête, en caractères très apparents, la mention «Virements télégraphiques. Confirmation». Aucun avis de virement n'est joint à ces listes.

## ARTICLE 107

## Établissement des lettres d'envoi

1. Le total de chacune des listes destinées à un même bureau d'échange est reporté sur une lettre d'envoi conforme au modèle VP 3 ci-annexé dont le total général est arrêté en toutes lettres, ou imprimé en chiffres au moyen d'une machine à protéger les chèques.

2. Le numéro d'inscription sur la lettre d'envoi est reporté sur chaque liste de virements.

3. Les lettres d'envoi sont frappées d'une empreinte du timbre du bureau qui les a établies et signées par le ou les fonctionnaires accrédités à cet effet; chacune de ces lettres reçoit un numéro d'ordre dont la série se renouvelle chaque mois pour chacun des bureaux d'échange.

4. Lorsque les listes de virements télégraphiques font l'objet de lettres d'envoi distinctes, celles-ci reçoivent un numéro d'ordre de la même série que les lettres d'envoi des listes de virements par voie postale.

5. Chaque dernière lettre d'envoi expédiée à la fin de chaque mois doit porter la mention «Dernière lettre d'envoi N° ...»; lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun virement à transmettre au bureau correspondant le dernier jour ouvrable d'un mois, il lui adresse néanmoins une lettre d'envoi négative désignée également comme «Dernière lettre d'envoi N° ...».

## ARTICLE 108

## Transmission des virements

Les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement sont réunis en paquets clos et expédiés en franchise de port au bureau d'échange destinataire par les moyens les plus favorables; ces envois peuvent être soumis à la formalité de la recommandation.

## CHAPITRE III

## PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

## ARTICLE 109

## Demande d'avis d'inscription

1. Lorsque, au moment où il ordonne le virement, le tireur demande que lui soit adressé un avis d'inscription selon les dispositions de l'article 9 de l'Arrangement, la mention "AI" est portée sur la liste VP 2 en regard de l'inscription *correspondante*; s'il s'agit d'un virement transmis par voie postale, l'avis de virement est revêtu de la mention très apparente "Avis d'inscription". *En outre, si le tireur désire le renvoi de l'avis d'inscription par voie aérienne, la mention "Par avion" est également portée sur l'avis.*

2. Une formule conforme au modèle VP 10 ci-annexé ou une formule C 5, dûment complétée en ce qui concerne l'adresse du tireur (recto) et la description du virement (verso), est jointe à l'avis de virement correspondant. S'il s'agit d'un virement télégraphique, l'avis d'inscription est établi par le bureau de chèques destinataire dès que le compte du bénéficiaire a été crédité.

## ARTICLE 110

## Demande d'annulation d'un virement

1. Pour toute demande d'annulation à transmettre par voie postale, le bureau d'origine établit une formule *conforme au modèle VP 5 ci-annexé* et la transmet au bureau d'échange de son Pays; ce bureau complète la formule par les données de la transmission du virement au bureau d'échange du Pays de destination et la lui adresse sous pli recommandé.

2. Si la demande est à transmettre par voie télégraphique, une formule *conforme au modèle VP 6 ci-annexé* est remplie par le bureau d'origine ou le bureau d'échange du Pays d'origine et les indications en sont transmises sous forme d'avis de service taxé télégraphique au bureau teneur du compte à créditer; l'avis de service est confirmé immédiatement par poste au moyen d'une formule VP 5, qui doit transiter par les bureaux d'échange des deux Pays et porter en tête, *en caractères très apparents, la mention* «Confirmation de la demande télégraphique expédiée le... par le bureau de chèques postaux de ... à l'adresse du bureau de chèques postaux de ....».

## ARTICLE 111

## Réclamations. Demandes de renseignements

Toute réclamation et toute demande de renseignements concernant l'exécution d'un ordre de virement donnent lieu à l'établissement, par le bureau de chèques teneur du compte débité, d'une formule *conforme au modèle VP 7 ci-annexé*; cette formule est transmise, le cas échéant, par l'intermédiaire des bureaux d'échange de chacun des Pays, au bureau de chèques teneur du compte à *créditer*; elle est traitée *conformément à l'article 157, § 2, du Règlement d'exécution de la Convention*.

## CHAPITRE IV

## OPÉRATIONS AU BUREAU DE CHÈQUES DESTINATAIRE

## ARTICLE 112

## Inscription immédiate des virements télégraphiques

Le bureau de chèques destinataire inscrit les virements télégraphiques au crédit du compte du bénéficiaire sans attendre la liste correspondante.

## ARTICLE 113

## Renvoi de l'avis d'inscription

L'avis d'inscription visé à l'article 109, dûment complété par le bureau de chèques teneur du compte crédité, est transmis directement au tireur ou, s'il s'agit d'un virement télégraphique, au bureau de chèques qui tient le compte.

## ARTICLE 114

## Vérification des envois et traitement des irrégularités

1. Dès réception des paquets contenant les lettres d'envoi, les listes et les avis de virement, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification de l'envoi; s'il constate une irrégularité quelconque ou une omission, il en informe immédiatement par lettre *conforme au modèle VP 4 ci-annexé* le bureau d'échange expéditeur, qui doit répondre par le prochain courrier et, le cas échéant, faire parvenir un duplicata des pièces manquantes.

2. Si l'irrégularité porte sur une différence de sommes entre l'avis de virement et la liste de virements, le bureau d'échange destinataire est autorisé à donner suite au virement pour la somme la plus faible; selon le cas, l'avis de virement ou la liste de virements et la lettre d'envoi sont rectifiés en conséquence, à l'encre rouge, et avis de la rectification est donné au bureau d'échange correspondant par lettre VP 4.

3. Les virements télégraphiques qui, pour une cause quelconque non attribuable au bénéficiaire, ne peuvent être exécutés donnent lieu à l'envoi, au bureau de chèques postaux d'origine, d'un avis de service télégraphique indiquant le motif de la non-exécution; si, après vérification, le bureau d'origine constate que l'irrégularité est imputable à une faute de service, il la rectifie sur-le-champ par avis de service télégraphique; dans le cas contraire, la rectification est faite par voie postale, après consultation du tireur; toutefois, si celui-ci le désire et offre de payer les frais, la rectification peut être faite *par la voie aérienne ou par le moyen d'un avis de service taxé*.

4. Les virements télégraphiques dont l'irrégularité n'a pas été redressée dans un délai raisonnable sont rejetés d'après les prescriptions de l'article 116.

#### ARTICLE 115

##### Annulation d'un virement

1. L'annulation d'un virement est opérée d'après les règles prescrites par l'article 116; si l'annulation a été demandée par la voie télégraphique, le bureau de chèques destinataire retient l'avis de virement jusqu'à la réception de la confirmation postale.

2. Lorsqu'une demande d'annulation parvient au bureau de chèques destinataire trop tard pour que le virement puisse être annulé, ce bureau en informe aussitôt, par lettre, le bureau de chèques d'origine; en cas de demande télégraphique d'annulation, l'arrivée de la formule VP 5 ne doit pas être attendue pour donner cette information.

3. Il n'est pas tenu compte des demandes d'annulation formulées et transmises dans des conditions autres que celles prescrites par l'article 110.

#### ARTICLE 116

##### Non-exécution d'un virement

1. Lorsque, pour une cause quelconque, un virement ne peut être porté au crédit du compte du bénéficiaire, il est rayé de la liste sur laquelle il est inscrit et le total de cette liste ainsi que celui de la lettre d'envoi correspondante sont rectifiés à l'encre rouge; le bureau d'échange du Pays d'origine est avisé de ces rectifications par formule VP 4 à laquelle est joint, le cas échéant, l'avis de virement correspondant.

2. Si un virement primitivement non exécuté est de nouveau transmis au bureau d'échange du Pays de destination, il est traité par le bureau d'échange du Pays d'origine comme un nouveau virement.

3. Les Administrations des Pays participants peuvent s'entendre pour que les virements non exécutés soient reportés sur une liste de virements au crédit de l'Administration d'origine ou mis en compte d'une autre manière; le cas échéant, la conversion a lieu au cours du jour, comme pour les autres virements et l'avis de virement est accompagné d'une note explicative.

### CHAPITRE V

#### COMPTABILITÉ

#### ARTICLE 117

##### Établissement des comptes

1. Les comptes sont établis sur des formules conformes au modèle VP 8 ci-annexé.

2. Ils sont transmis le plus tôt possible à l'Administration correspondante.

3. Les Administrations utilisant la procédure de la compensation établissent leurs comptes sur des formules conformes au modèle VP 11 ci-annexé.

## ARTICLE 118

## Paiement des sommes dues

1. Les sommes dues au titre des virements postaux sont réglées en monnaie du Pays créancier, sans aucune perte pour ce dernier:

- a) soit au moyen de chèques ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du Pays créancier;
- b) soit par virement sur un établissement bancaire de cette capitale ou de cette place.

2. Les frais sont supportés par l'Administration débitrice à l'exception des frais extraordinaires, tels les frais de clearing, imposés par le Pays créancier.

3. Toute Administration peut se faire ouvrir, aux conditions ordinaires, par les autres Administrations, un compte courant postal; elle peut demander, une fois pour toutes, l'imputation d'office, sur l'actif de ce compte, des soldes débiteurs constatés à sa charge.

## CHAPITRE VI

## DISPOSITIONS DIVERSES

## ARTICLE 119

## Plis en franchise contenant des extraits de comptes

Les plis contenant des extraits de comptes et adressés en franchise par les bureaux de chèques postaux aux titulaires de comptes portent la désignation du bureau de chèques expéditeur et la mention «Service des postes».

## ARTICLE 120

## Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. Toute demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger est libellée par le requérant à l'adresse de l'Administration appelée à tenir le compte; elle est transmise à ladite Administration soit directement par le demandeur, soit par l'intermédiaire du bureau de chèques dans le ressort duquel se trouve sa résidence. *Lorsque le demandeur dispose déjà d'un compte courant postal national, il peut passer par l'intermédiaire du bureau de chèques qui gère le compte.*

2. Ce bureau, en se conformant aux règles établies pour l'ouverture d'un compte dans son propre Pays, procède à la vérification, tant des demandes faites par son intermédiaire que de celles qui lui sont communiquées par l'Administration étrangère directement saisie.

3. En cas de besoin, le bureau précité rectifie, après avoir consulté le requérant, les indications erronées de la demande et joint à celle-ci une attestation *conforme au modèle VP 9 ci-annexé* dûment remplie; dans certains cas particuliers non prévus par la contexture de cette formule, il la complète ou la rectifie, s'il y a lieu, au moyen d'une lettre explicative; il transmet le tout au bureau d'échange du Pays de destination, par l'intermédiaire du bureau d'échange de son propre Pays; les attestations sont frappées d'une empreinte du timbre en relief du bureau d'échange du Pays intervenant et signées par le ou les fonctionnaires accrédités pour la certification des lettres d'envoi.

## TITRE II

## VALEURS DOMICILIÉES DANS LES BUREAUX DE CHÈQUES POSTAUX

## ARTICLE 121

Application du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les recouvrements<sup>1</sup>

Sous réserve des particularités visées ci-après, les valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux sont, dans la mesure où elles leur sont applicables, soumises aux dispositions du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les recouvrements notamment pour ce qui

<sup>1</sup> Voir p. 141 de ce volume.

touche les conditions à remplir par les valeurs, le traitement des envois comportant des annotations ou communications interdites, la présentation, les délais de paiement et l'indication de la cause du non-recouvrement.

#### ARTICLE 122

##### Conditions particulières à remplir par les valeurs

Les valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux doivent porter le numéro du compte courant postal à débiter et le nom du bureau de chèques postaux qui tient ce compte.

#### ARTICLE 123

##### Établissement et transmission des bordereaux d'envoi des valeurs

1. Les valeurs domiciliées dans les bureaux de chèques postaux sont décrites sur des bordereaux conformes au modèle VP 12 *ci-annexé* dressés en triple exemplaire.

2. Le bureau de chèques d'origine conserve l'original et adresse directement au bureau de chèques domiciliataire les deux autres exemplaires des bordereaux VP 12 auxquels il annexe les valeurs à encaisser.

3. Après encaissement, le bureau domiciliataire renvoie l'un des exemplaires du bordereau, dans les conditions prévues à l'article 108, à l'Administration d'origine des valeurs; il y joint, le cas échéant, les valeurs impayées.

#### ARTICLE 124

##### Envoi des fonds

Au bureau de chèques postaux domiciliataire, le montant des valeurs encaissées, déduction faite de la taxe de virement, donne lieu à l'émission d'un ordre de virement au profit du compte courant postal désigné par le bureau de chèques d'origine.

### TITRE III

#### DISPOSITIONS FINALES

#### ARTICLE 125

##### Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les virements postaux.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

#### SIGNATURES


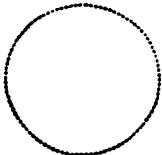
(Les mêmes qu'aux pages 17 et 18 de ce volume.)

## LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
VP 1	Avis de virement.....	art. 104, § 1
VP 2	Liste de virements.....	art. 106, § 1
VP 3	Lettre d'envoi.....	art. 107, § 1
VP 4	Rectification à la lettre d'envoi.....	art. 114, § 1
VP 5	Demande d'annulation d'un ordre de virement par voie postale.....	art. 110, § 1
VP 6	Demande télégraphique d'annulation d'un ordre de virement.....	art. 110, § 2
VP 7	Réclamation concernant un ordre de virement non exécuté.....	art. 111
VP 8	Décompte <i>récapitulatif</i> des listes de virements.....	art. 117, § 1
VP 9	Attestation.....	art. 120, § 3
VP 10	Avis d'inscription.....	art. 109, § 2
VP 11	Décompte <i>compensatoire</i> des listes de virements.....	art. 117, § 3
VP 12	Bordereau des valeurs bancaires.....	art. 123, § 1

## ANNEXES:

## FORMULES VP 1 à VP 12

VP 1
<b>AVIS DE VIREMENT</b>
d'une somme de  (en chiffres arabes)
Virement effectué sur ordre du titulaire du compte n°..... ..... .....
au crédit du compte n°..... ..... ..... .....
Timbre du bureau des chèques d'origine
NOTE.—Le verso de cet avis peut être utilisé pour une com- munication particulière destinée au bénéficiaire.


Virements, Ottawa 1957, art. 104. § 1—Dimensions: 74 × 105 mm

ADMINISTRATION DES POSTES d.....  
 BUREAU DES CHÈQUES POSTAUX d.....

LISTE DE VIREMENTS

.....annexe(s)

N°(s) .....

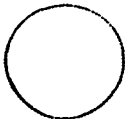
(1) 

--

pour le bureau des chèques d.....

Numéro courant des virements	Bénéficiaire		Tireur	Montant
	Compte	Nom et lieu de domicile	Compte	
1	1	1	1	1
	n°		n°	
	à		à	
1	n°		n°	
	à		à	
2	n°		n°	
	à		à	
3	n°		n°	
	à		à	
4	n°		n°	
	à		à	
5	n°		n°	
	à		à	
6	n°		n°	
	à		à	
7	n°		n°	
	à		à	
8	n°		n°	
	à		à	
9	n°		n°	
	à		à	
10	n°		n°	
	à		à	
11	n°		n°	
	à		à	
12	n°		n°	
	à		à	
13	n°		n°	
	à		à	
			Total	

(2) Timbre (en relief) du bureau des chèques d'échange



(1) S'il s'agit de listes de virements télégraphiques, apporter dans ce cadre la mention « Virements télégraphiques. Confirmation ».  
 (2) À numéroté d'après une série quotidienne si plusieurs listes sont établies dans une même journée à destination du même bureau.  
 (3) Timbre à date, si l'Administration n'emploie pas de timbre en relief.



VP 3

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

BUREAU DES CHÈQUES POSTAUX

LETTRE D'ENVOI

d.....

N<sup>o</sup>.....<sup>(1)</sup>

Annexe(s) : ..... liste(s) de listes de virements

Le bureau des chèques d..... est prié d'effectuer les virements figurant aux listes de virements (formules VP 2) ci-jointes, lesquelles s'élèvent respectivement aux montants ci-après:

Numéro courant des listes	Montant	Numéro courant des listes	Montant
1	2	3	4
1		Report	
2		14	
3		15	
4		16	
5		17	
6		18	
7		19	
8		20	
9		21	
10		22	
11		23	
12		24	
13		25	
A reporter.....		Total	

Arrêté à la somme de



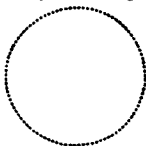
(les unités en toutes lettres)

<sup>(2)</sup>  
Timbre (en relief) du bureau des chèques d'échange

dont l'Administration d..... doit être débitée.

....., le..... 19.....

Signatures:



(1) A numéroté d'après une série mensuelle, par bureau d'échange.

(2) Timbre à date, si l'Administration n'emploie pas de timbre en relief.



VP 5

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

BUREAU DES CHÈQUES POSTAUX d.....

DEMANDE D'ANNULATION

d'un ordre de virement par voie postale (1)

(2)

[Empty rectangular box for stamp or signature]

Prière d'annuler le virement désigné ci-après et de nous renvoyer l'avis correspondant:

A remplir par le bureau des chèques d'origine

Bureau des chèques, numéro du compte, nom et lieu de domicile du tireur:

[Dotted lines for address and account details]

Montant: ..... (en chiffres, en monnaie du Pays de destination)

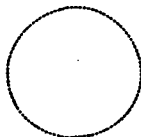
Bureau des chèques, numéro de compte, nom et lieu de domicile du bénéficiaire:

[Dotted lines for beneficiary details]

A remplir par le bureau des chèques d'échange de l'Administration d'origine et à faire suivre sur celui de l'Administration destinataire

L'avis de virement a été expédié le ..... 19..... par lettre d'envoi n° ..... et inscrit dans la liste de virements n° ..... sous le n° courant.....

Timbre du bureau des chèques d'échange



Signature:

[Dotted line for signature]

(1) A transmettre sous pli recommandé. (2) La présente formule sert aussi de confirmation de demandes télégraphiques. En ce cas, ajouter dans le cadre la mention, soulignée au crayon de couleur, «Confirmation de la demande télégraphique expédiée le ..... par le bureau des chèques postaux à ..... à l'adresse du bureau des chèques postaux à ..... ».

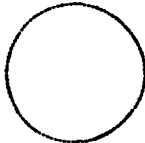
VP 6

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

## DEMANDE TÉLÉGRAPHIQUE D'ANNULATION

d'un ordre de virement (1)

Postbur chèques(2).....

Annuler virement.....  
(Bureau des chèques, numéro du compte, nom et lieu de domicile du tireur).....  
(Montant en chiffres, en monnaie du Pays de destination).....  
(Bureau des chèques, numéro du compte, nom et lieu de domicile du bénéficiaire)Timbre à date  
du bureau des chèquesChèques postaux  
(Sans signature)

(1) Confirmer immédiatement cette demande par écrit, au moyen d'une formule VP 5.  
 (2) Bureau qui gère le compte du bénéficiaire.

Recto  
VP 7

ADMINISTRATION DES POSTES d.....  
BUREAU DES CHÈQUES POSTAUX  
d.....

### RÉCLAMATION

concernant un ordre de virement

A remplir par le  
bureau des  
chèques d'origine

Nom, lieu de domicile et numéro du compte du tireur: .....

.....

.....

Montant du virement:.....  
(en chiffres, en monnaie du Pays de destination)

Date du débit: ..... 19 .....

Nom et lieu de domicile du bénéficiaire:.....

.....

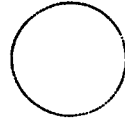
Bureau des chèques qui tient le compte à créditer:..... Numéro du compte:.....

Le virement désigné ci-dessus a été transmis le ..... 19 .....

au bureau d'échange d..... (voir bordereau n°.....)

Signature:

.....



Virements, Ottawa 1957, art. 111 — Dimensions: 210 × 148 mm

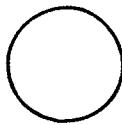
(Suite au verso)

VP 7 (Verso)

A remplir par le bureau des chèques d'échange de l'Administration d'origine

Le virement désigné ci-dessus a été décrit sous le n°..... de la liste n°....., transmise le..... 19.....

au bureau d'échange d.....

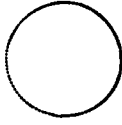
Signature: 

.....

A remplir par le bureau des chèques d'échange de l'Administration de destination

Le virement désigné ci-dessus a été transmis le ..... 19.....

au bureau des chèques d..... (voir bordereau n°.....)

Signature: 

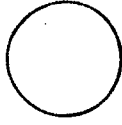
.....

A remplir par le bureau des chèques qui tient le compte à créditer

Le virement désigné ci-dessus a été.....

.....

.....

Signature: 

.....







VP 9 (Verso)

—II. (1) Nom et désignation détaillée des personnes (2) qui sont fondées à représenter légalement le requérant d'après le registre du commerce, le registre des coopératives, le registre des sociétés non commerciales, le contrat de société, les statuts, etc.:

- 1° .....
- 2° .....
- 3° .....
- 4° .....
- 5° .....
- 6° .....
- 7° .....
- 8° .....
- 9° .....
- 10° .....

(1) { Les personnes indiquées sous les n°s ..... peuvent signer seules.  
 Dans la procuration des personnes énumérées ci-dessus, figurent les restrictions suivantes:

.....

.....

.....

— III. La demande d'ouverture d'un compte courant postal à .....

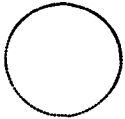
.....

.....

a été vérifiée par nous conformément aux règlements régissant dans notre Pays l'ouverture d'un tel compte.

(1) { Il ressort du résultat de cet examen (1) que nous n'hésiterions pas, le cas échéant, à faire ouvrir dans notre service un compte courant en faveur du requérant, sous la désignation indiquée ci-dessus.  
 Un compte est déjà tenu chez nous sous cette désignation. Le requérant a le droit de signer; sa signature est conforme à celle que nous possédons ici.

(1)  
 Timbre (en relief)  
 du bureau des chèques



Signatures des agents du bureau des chèques:

.....

(1) Biffer les indications sous II, lorsque le requérant est un particulier.

(2) Par exemple: titulaire, sociétaire fondé de pouvoir, gérant, porteur de procuration, porteur de procuration collective, directeur, membre du comité directeur, éditeur.

(3) Biffer ce qui ne convient pas.

(4) Dans les cas non prévus par le texte suivant, compléter ou rectifier celui-ci, au besoin par lettre explicative.

(5) Timbre à date, si l'Administration n'emploie pas de timbre en relief.

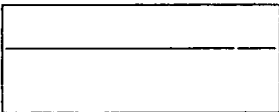
Recto

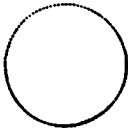
VP 10

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

Timbre du bureau des chèques  
qui établit l'avis

(<sup>1</sup>) 

Service des postes 

**AVIS D'INSCRIPTION**

d'un virement (<sup>1</sup>) postal télégraphique au crédit du compte du bénéficiaire

---

A remettre à

.....  
(Nom ou raison sociale)

.....  
(Rue et numéro)

.....  
(Lieu de destination)

.....  
(Pays de destination)

(<sup>1</sup>) Si le présent avis doit être renvoyé par avion, le revêtir de la mention très apparente « Renvoi par avion » et de l'étiquette ou d'une empreinte de couleur bleue « Par avion ».

(<sup>2</sup>) Biffer ce qui ne convient pas.

Virements, Ottawa 1957, art. 109, § 2 — Dimensions: 148 × 105 mm

VP 10 Verso

Virement (<sup>1</sup>) postal  
télégraphique

Montant du virement: .....  
(en chiffres, en monnaie du Pays de destination)

Nom, lieu de domicile et numéro du compte du tireur: .....

.....

Nom, lieu de domicile et numéro du compte du bénéficiaire: .....

.....

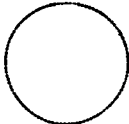
Bureau détenteur du compte courant à créditer: .....

Le virement désigné ci-dessus a été .....

.....

Timbre du bureau des chèques  
de destination

Signature: .....



.....  
(<sup>1</sup>) Biffer ce qui ne convient pas.

VP 11

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

**DÉCOMPTE COMPENSATOIRE**

des listes de virements échangées le..... 19.....

entre l'Administration d.....<sup>(1)</sup> et l'Administration d.....<sup>(2)</sup>

I. Récapitulation des listes de virements			
à destination d..... <sup>(3)</sup> Montant <sup>(4)</sup> 1	Bureau d'échange 2	en provenance d..... <sup>(5)</sup> Montant <sup>(4)</sup> 3	
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
Total I. a.....		Total I. b.....	

II. Calcul du cours de bourse moyen (cours finals du dernier jour de cotation précédant celui auquel le décompte se rapporte)					
Cours notés pour des traites à courte échéance				Cours de parité 5	Cours de décompte 6
le 1	à la bourse 2	pour 100..... <sup>(4)</sup> 3	pour 100..... <sup>(4)</sup> 4		
.....	.....	.....	.....	100..... <sup>(4)</sup> = ..... <sup>(4)</sup>	100..... <sup>(4)</sup> = ..... <sup>(4)</sup>
.....	.....	.....	.....	100..... <sup>(4)</sup> = ..... <sup>(4)</sup>	100..... <sup>(4)</sup> = ..... <sup>(4)</sup>

III. Solde (Différence d'après I., en convertissant la somme la plus faible dans la monnaie de la somme la plus forte suivant le cours de décompte II.)			
1		2	
Total I. a.....		Total I. b.....	
à déduire le total I. b..... <sup>(7)</sup>		à déduire le total I. a..... <sup>(7)</sup>	
Débit de l'Administration d..... <sup>(1)</sup>		Créance de l'Administration d..... <sup>(1)</sup>	

....., le..... 19.....

Le décompte ci-dessus est reconnu exact et accepté:  
....., le..... 19.....

(1) Administration qui établit le décompte.  
 (2) Administration destinataire du décompte.  
 (3) Monnaie du Pays de l'Administration destinataire du décompte.  
 (4) Monnaie du Pays de l'Administration qui établit le décompte.  
 (5) Place bancaire du Pays de l'Administration qui établit le décompte.  
 (6) Place bancaire du Pays de l'Administration destinataire du décompte.  
 (7) Après conversion au cours de décompte (colonne 6).



[TRANSLATION — TRADUCTION]

**UNIVERSAL POSTAL UNION**  
**ACTS OF THE CONGRESS OF OTTAWA, 1957**

---

**V**

No. 5215. AGREEMENT CONCERNING TRANSFERS TO AND  
FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS. SIGNED AT OTTAWA,  
ON 3 OCTOBER 1957



NOTE. — Square brackets [ ] indicate a note that does not appear in the original — usually the accepted English form of an expression necessarily retained in French.<sup>1</sup>

TABLE OF CONTENTS  
OF THE AGREEMENT CONCERNING TRANSFERS  
TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS

SECTION I

*PRELIMINARY CLAUSES*

*Art.*

1. Subject of the Agreement.

SECTION II

*TRANSFERS TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS*

CHAPTER I

CONDITIONS FOR THE ACCEPTANCE  
AND EXECUTION OF TRANSFER ORDERS

2. Methods of exchange.
3. Currency. Conversion.
4. Maximum amount.
5. Charges.
6. Exemption from charges.
7. Advice of transfers.
8. Transfers effected by telegraph.
9. Entry of transfers to the credit of the payee. Advice of entry.
10. Exchange of transfers.
11. Offices of exchange.

CHAPTER II

CANCELLATION. CLAIMS

12. Cancellation of transfers.
13. Enquiries. Requests for information.

CHAPTER III

RESPONSIBILITY

14. Principle and extent of responsibility.
15. Exceptions to the principle of responsibility.

<sup>1</sup> [*Translation — Traduction*] NOTE. — Les expressions entre crochets [ ] sont des annotations qui ne figurent pas dans le texte original; d'une manière générale, il s'agit de l'équivalent en anglais d'une expression qui a dû être conservée en français.

*Art.*

16. Determination of responsibility.
17. Refund of money due.
18. Refund to the Administration to which money is due.

CHAPTER IV

ACCOUNTING

19. Allocation of charges.
20. Preparation and settlement of accounts.
21. Payment. Interest on arrears.
22. General quarterly account.

CHAPTER V

MISCELLANEOUS PROVISIONS

23. Application for the opening of a postal cheque account in a foreign country.
24. Exemption from postage.
25. List of account-holders.

SECTION III

*NEGOTIATION THROUGH POSTAL CHEQUE ACCOUNTS OF SECURITIES  
MADE PAYABLE AT POSTAL CHEQUE OFFICES*

26. Securities payable at postal cheque offices.
27. Charge.
28. Responsibility.

SECTION IV

*FINAL PROVISIONS*

29. Application of the Convention.
30. Approval of proposals made in the intervals between Congresses.
31. Entry into force and duration of the Agreement.



## AGREEMENT<sup>1</sup> CONCERNING TRANSFERS TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS

### CONCLUDED BETWEEN

THE PEOPLE'S REPUBLIC OF ALBANIA, GERMANY, THE ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, BOLIVIA, CHILE, THE REPUBLIC OF COLOMBIA, THE REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, THE DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, SPAIN, THE SPANISH TERRITORIES IN AFRICA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, THE WHOLE OF THE TERRITORIES REPRESENTED BY THE FRENCH OFFICE OF OVERSEAS POSTS AND TELECOMMUNICATIONS, GREECE, THE REPUBLIC OF HAITI, THE REPUBLIC OF HONDURAS, THE REPUBLIC OF INDONESIA, ITALY, THE TERRITORY OF SOMALIA UNDER ITALIAN ADMINISTRATION, JAPAN, LAOS, LEBANON, LUXEMBOURG, MOROCCO, THE PRINCIPALITY OF MONACO, NICARAGUA, NORWAY, PARAGUAY, THE NETHERLANDS, THE PORTUGUESE PROVINCES IN WEST AFRICA, THE PORTUGUESE PROVINCES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, THE ROMANIAN PEOPLE'S REPUBLIC, THE REPUBLIC OF SAN MARINO, SWEDEN, THE SWISS CONFEDERATION, TUNISIA, TURKEY, THE EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, THE REPUBLIC OF VENEZUELA, VIET-NAM, YEMEN, THE FEDERAL PEOPLE'S REPUBLIC OF YUGOSLAVIA.

Having regard to article 22 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on 3 October 1957,<sup>2</sup> the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries, have by common consent and subject to ratification, drawn up the following Agreement :

### SECTION I

#### PRELIMINARY CLAUSES

##### *Article 1*

#### SUBJECT OF THE AGREEMENT

1. The present Agreement governs the exchange of transfers to and from postal cheque accounts between those countries which agree to institute this service. Any holder of a postal cheque account in any one of those countries may order transfers to be made to a postal cheque account kept in another of those countries.

2. Subject to special agreements between the Administrations concerned, the service may be extended to the negotiation through postal cheque accounts of securities made payable at postal cheque offices.

*(See footnotes 1 and 2 on p. 48)*

(Footnotes 1 and 2 of p. 47)

<sup>1</sup> Came into force on 1 April 1959, in accordance with article 31. The instruments of ratification or accession (a) were deposited with the Canadian Government on the dates indicated:

Argentina (with reservations)* . . . . .	15 April	1959	Monaco . . . . .	2 September	1959
Austria . . . . .	4 May	1959	Morocco . . . . .	9 July	1959
Belgium . . . . .	5 March	1959	Netherlands . . . . .	27 August	1959
Denmark . . . . .	13 August	1958	(Including Netherlands New Guinea.)		
Finland . . . . .	6 March	1959	Norway . . . . .	19 August	1958
France . . . . .	8 May	1959	San Marino . . . . .	31 March	1959
(Including Algeria and the whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications, composed of the countries and territories designated below and the Franco-British Condominium of the New Hebrides.)†			Spain . . . . .	29 July	1959
			(Including the Spanish territories of Africa.)		
Italy . . . . .	9 June	1960	Sweden . . . . .	2 May	1958
Japan . . . . .	7 November	1958	Switzerland . . . . .	14 November	1958
Luxembourg . . . . .	13 January	1960	Tunisia . . . . .	24 March	1959
			United Arab Republic (for the Egyptian Province) . . . . .	15 January	1959
			Vatican City State . . . . .	13 April	1960
			Yemen . . . . .	3 April	1959 (a)

† (a) *States members of the Community*: Republic of Senegal, Sudanese Republic, Republic of the Ivory Coast, Republic of the Niger, Republic of the Upper Volta, Republic of Dahomey, Islamic Republic of Mauritania, Gabon Republic, Republic of the Congo, Central African Republic, Republic of Chad, Malagasy Republic.

(b) *Overseas territories*: Comoro Islands, New Caledonia and dependencies, French Polynesia, French Somaliland, St. Pierre and Miquelon.

(c) *Trust Territories of France*: Cameroons, Autonomous Republic of Togo.

#### \*RESERVATIONS

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

\* ... que los artículos 4º y 5º de la Convención Postal Universal no se refieren ni comprenden a las Islas Malvinas, Islas Georgias del Sur, Islas Sandwich del Sur y tierras incluidas dentro del sector antártico argentino, por cuanto éstas no constituyen colonia o posesión de Nación alguna, sino que hacen parte del territorio argentino y están comprendidas en su dominio y soberanía.

La República Argentina especialmente reserva y mantiene intactos sus legítimos títulos y derechos sobre esos territorios, señalando que la disposición contenida en el artículo 53, numeral 1) sobre circulación de sellos postales valederos en el país de origen, no será considerada como obligatoria por la República cuando en los mismos se desfigure la realidad geográfica y jurídica argentina.\*

\* United Nations, *Treaty Series*, Vol. 364, p. 3.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

...that articles 4 and 5 of the Universal Postal Convention do not refer to or include the Islas Malvinas, the Islas Georgias del Sur, the Islas Sandwich del Sur or the territories included in the Argentine Antarctic sector, inasmuch as these islands and territories do not constitute the colony or possession of any nation but form part of Argentine territory and fall under its dominion and sovereignty.

The Argentine Republic especially reserves and maintains its legitimate title to and rights over these territories, pointing out that the provisions of article 53, paragraph 1, concerning the circulation of postage stamps valid in the country of origin, will not be regarded as binding on the Republic when the said stamps misrepresent the realities of Argentine geography and law.

## SECTION II

## TRANSFERS TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS

## CHAPTER I

## CONDITIONS FOR THE ACCEPTANCE AND EXECUTION OF TRANSFER ORDERS

*Article 2*

## METHODS OF EXCHANGE

Postal transfers may be exchanged either by post or, if telegrams of advice are accepted in the service between the countries concerned, by telegraph.

*Article 3*

## CURRENCY. CONVERSION

1. In the absence of any agreement to the contrary, the amount of the transfer is indicated in the currency of the country of destination.
2. Nevertheless, any postal Administration may allow the said amount to be indicated in the currency of the country of origin by the holder of the debtor account.
3. The Administration of origin fixes the rate of conversion of its own currency into the currency of the country of destination.

*Article 4*

## MAXIMUM AMOUNT

Every Administration has the option of limiting the amount of the transfers that an account-holder may require either in a single day or during a specified period.

*Article 5*

## CHARGES

1. The charge for a transfer must not exceed 1 % of the amount transferred, each Administration having the right :
  - (a) To round off fractional amounts, if necessary, to meet the requirements of its service ;
  - (b) To fix a minimum amount which may not exceed 20 centimes.
2. Nevertheless, instead of this proportional charge, Administrations have the option of collecting a uniform charge independent of the amount of the transfer. This uniform charge may not exceed 50 centimes.
3. The charge for the entry of a transfer to the credit of a postal cheque account must not be higher than the charge that would be levied in respect of the same operation in the internal service.

*Article 6*

## EXEMPTION FROM CHARGES

Transfers ordered officially for service reasons and exchanged between the Administrations or between the offices of the Administrations are free of all charges.

*Article 7*

## ADVICE OF TRANSFERS

1. For every transfer sent by post an advice of transfer is prepared either by the drawer or by the postal cheque office which keeps his account.
2. The back of this advice may be used for private communications to the payee ; in such cases, the Administration of origin has the right to collect a charge from the holder of the debtor account, provided that such charge is applied in its internal service.
3. Transfer advices are sent free of charge to the payees after the amounts transferred have been entered to the credit of their accounts.

*Article 8*

## TRANSFERS EFFECTED BY TELEGRAPH

1. Telegraph transfers are subject to the provisions of the Telegraph Regulations attached to the International Telecommunication Convention.
2. Independently of the telegraph charges authorized under the above-mentioned Regulations, telegraph transfers are subject to the charge for transfers laid down in article 5, and, in addition, to a fixed charge not exceeding one franc.
3. The drawer may add to the text of a telegraph transfer a private communication for the payee ; this communication is subject to the prescribed telegraph charges which preclude the application and take the place of the charge authorized under article 7, § 2.
4. In respect of every telegraph transfer, the postal cheque office of destination prepares an advice of arrival and forwards the same to the payee free of charge.

*Article 9*

## ENTRY OF TRANSFERS TO THE CREDIT OF THE PAYEE. ADVICE OF ENTRY

1. After notifying the postal Administrations concerned, the Administration of destination may, upon the entry of the credit to the account of the payee and if its legislation so requires, either disregard fractions of a monetary unit or round off the amount to the nearest monetary unit or tenth part thereof as the case may be.
2. In relations between countries whose Administrations have reached an agreement in the matter, the drawer may request that he be advised of the entry of the credit to the account of the payee. The provisions of article 69, §§ 1 and 2, of the Convention apply to advices of entry.
3. The charges to be collected in accordance with § 2 are debited to the drawer's account.
4. When a request for an advice of entry is made after the transfer order, it is treated as an enquiry and is subject to the provisions of article 13.

*Article 10*

## EXCHANGE OF TRANSFERS

1. Transfers are notified by the Administration of origin to the Administration of destination by means of lists.

2. In the absence of any agreement to the contrary, the amounts to be transferred are stated in the list in the currency of the country of destination.

*Article 11*

OFFICES OF EXCHANGE

The exchange of the lists of transfers is effected exclusively through the cheque offices—termed offices of exchange—designated by the Administration of each of the participating countries.

CHAPTER II

CANCELLATION. CLAIMS

*Article 12*

CANCELLATION OF TRANSFERS

1. Transfers may be cancelled by the drawer so long as the credit entry has not been made in the payee's account ; requests for cancellation must be made in writing and addressed to the Administration to which the drawer has given the order for transfer.

2. The provisions of article 58 of the Convention apply to such requests.

*Article 13*

ENQUIRIES. REQUESTS FOR INFORMATION

1. Every enquiry and every request for information concerning the execution of a transfer must be addressed by the drawer to the Administration to which he gave the order for transfer, unless he has authorized the payee to settle with the Administration with which the latter has his account.

2. The provisions of article 67 of the Convention apply to enquiries and to requests for information.

CHAPTER III

RESPONSIBILITY

*Article 14*

PRINCIPLE AND EXTENT OF RESPONSIBILITY

1. Postal Administrations are responsible for the sums entered to the debit of the drawer's account until such time as the transfer has been duly effected.

2. Administrations are responsible for wrong information furnished by their services on the lists of transfers or on telegraph transfers.

3. Administrations assume no responsibility for delay in the transmission or execution of transfers.

*Article 15*

## EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY

Administrations are relieved of all responsibility :

- (a) When, owing to the destruction of official records through a cause beyond control, they cannot account for transfers, unless the proof of their responsibility has been established ;
- (b) When the drawer has made no enquiry within the period prescribed in article 67, § 1, of the Convention.

*Article 16*

## DETERMINATION OF RESPONSIBILITY

1. The postal Administration responsible is that of the country in which the error was committed.
2. When the error is attributable to two Administrations or when it cannot be determined in which country the error was committed, both Administrations contribute to the refund in equal shares.
3. The provisions of article 25, §§ 3 to 5, of the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques<sup>1</sup> apply to telegraph transfers.

*Article 17*

## REFUND OF MONEY DUE

1. The Administration with which a claim has been lodged is liable for the refund of the amount due to the claimant, subject to its right to make a claim against the Administration responsible.
2. The refund is made as soon as the responsibility of the service has been established.
3. If an Administration is presumed to be responsible and, after a demand in due form, has not replied within a period of six months, it is deemed to have tacitly recognized its responsibility.
4. Whatever the reason for the refund, the amount to be refunded to the drawer of a transfer may not exceed the sum entered to the debit of his account.
5. Up to the amount of the sum paid, the Administration which last made good the consequences of the error has a claim against the person who benefited from the error.

*Article 18*

## REFUND TO THE ADMINISTRATION TO WHICH MONEY IS DUE

The Administration which is responsible is bound to settle with the Administration which has made the refund to the claimant within three months from the date of dispatch of the notice of refund, on the expiry of which period interest is payable on the sum in arrears at the rate of 5 per cent per annum.

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, Vol. 365.

## CHAPTER IV

## ACCOUNTING

*Article 19*

## ALLOCATION OF CHARGES

Each postal Administration retains the whole of the charges which it has collected.

*Article 20*

## PREPARATION AND SETTLEMENT OF ACCOUNTS

1. The Administrations prepare, for each participating country and for each working day on which transfers have been exchanged, an account summarizing the totals of the lists of transfers sent in either direction on the day in question ; Administrations may, however, arrange among themselves to group in the same account the totals for several days.

2. The settlement of these accounts is effected without adjustment, each Administration being required to discharge the whole of the sums due.

3. Notwithstanding the provisions of § 2, two Administrations may agree to settle their accounts by adjustment. In that case, the amount of the smaller credit is converted into the currency of the country having the larger credit according to the arithmetical mean of the rates of exchange, as quoted officially on the stock exchanges or by the banks specially nominated by each country concerned on the last day of exchange quotations preceding the day to which the account relates ; these mean rates must invariably be calculated to four places of decimals.

4. The balance resulting from each account bears interest on the expiry of a period and at a rate to be fixed by agreement between the Administrations of the participating countries ; the rate of such interest may not exceed 5 per cent per annum.

*Article 21*

## PAYMENT. INTEREST ON ARREARS

1. In the absence of any agreement to the contrary, each Administration maintains a credit account with the Administration of the corresponding country, in the currency of that country, to which the sums due are debited ; if this account is not sufficient to cover the orders received, the transfers are nevertheless credited to the accounts of the payees.

2. This credit account may also be used for the settlement of sums due on any other postal, telegraphic or telephonic accounts ; in no case may it be used for another purpose without the consent of the Administration which opened it.

3. The creditor Administration has the right to require at any time payment of the sum due to it ; if necessary, it fixes the date on which payment has to be made, making due allowance for the time required on account of distance ; if the debtor Administration has not made the payment on the date fixed, the rate of interest mentioned in article 20, § 4, is increased by 2 per cent per annum as from the sixth day after that date.

4. No unilateral measure, such as a moratorium, prohibition of transfers, etc., can prevail against the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations<sup>1</sup> concerning the establishment of accounts and the payment of sums due.

*Article 22*

GENERAL QUARTERLY ACCOUNT

At the end of each quarter, the Administrations which prepare the daily accounts forward for approval to the corresponding Administrations a general summary of the accounts, of sums paid out, and of interest due, if any ; the balance of the general quarterly account is carried over to the following quarter ; Administrations may agree with one another to forward a statement of the balance at the end of the quarter in place of the quarterly account.

CHAPTER V

MISCELLANEOUS PROVISIONS

*Article 23*

APPLICATION FOR THE OPENING OF A POSTAL CHEQUE ACCOUNT IN A FOREIGN COUNTRY

1. When an application is made for the opening of a postal cheque account in a country with which the applicant's country of residence exchanges postal transfers, the Administration of that country is bound to assist the Administration charged with keeping the account in verifying the application.

2. The Administrations undertake to carry out this investigation with all the necessary care and diligence, though not incurring any responsibility in this respect.

3. On the request of the Administration which keeps the account, the Administration of the country of residence also assists, so far as possible, in verifying any information concerning a change in the legal capacity of the account-holder.

*Article 24*

EXEMPTION FROM POSTAGE

Packets containing statements of account are sent postage free by postal cheque offices to account-holders residing in any country of the Union.

*Article 25*

LIST OF ACCOUNT-HOLDERS

1. Account-holders may obtain, through the Administration which keeps their accounts, lists of account-holders published by the other Administrations, at the price fixed by the latter in their internal service.

2. Each Administration furnishes the Administrations of the other participating countries free of charge with the lists necessary for the performance of the service.

<sup>1</sup> See p. 59 of this volume.



## SECTION III

*NEGOTIATION THROUGH POSTAL CHEQUE ACCOUNTS OF SECURITIES  
MADE PAYABLE AT POSTAL CHEQUE OFFICES**Article 26*

## SECURITIES PAYABLE AT POSTAL CHEQUE OFFICES

1. Subject to agreement with the Administration of the country of payment, postal cheque offices receiving for collection bankers' cheques or bills of exchange made payable at a postal cheque office abroad, forward them to the office of payment for negotiation through a postal cheque account.

2. The securities must comply with the conditions of form prescribed for bills for collection.

3. The Administrations shall draw up by common agreement the necessary rules governing the formalities of protest and the conditions in which partial payments may be accepted.

*Article 27*

## CHARGE

For every security received for collection by a postal cheque office, a charge not exceeding 20 centimes may be levied on behalf of the receiving Administration.

*Article 28*

## RESPONSIBILITY

The Administrations are responsible for the value of securities debited to any account ; they are not in any way responsible for delay in :

- (a) The transmission or presentation of securities ;
- (b) Protesting securities or instituting legal proceedings under the provisions of article 26, § 3.

## SECTION IV

*FINAL PROVISIONS**Article 29*

## APPLICATION OF THE CONVENTION

The general provisions which appear in Part I of the Convention apply to transfers to and from postal cheque accounts, with the exception, however, of the provisions of article 7.

*Article 30*

## APPROVAL OF PROPOSALS MADE IN THE INTERVALS BETWEEN CONGRESSES

To become effective, proposals, made in the intervals between Congresses (articles 27 and 28 of the Convention) must obtain :

- (a) Two-thirds of the votes, if they involve the addition of new provisions or amendment of the provisions of the present Agreement or its Detailed Regulations ;
- (b) A majority of the votes, if they affect the interpretation of the present Agreement or its Detailed Regulations, except in the case of a disagreement to be submitted to arbitration as provided for in article 33 of the Convention.

*Article 31*

## ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT

The present Agreement shall come into force on 1 April 1959 and shall remain in operation for an indefinite period.

IN FAITH WHEREOF the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the archives of the Government of Canada and of which a copy shall be delivered to each Party.

DONE at Ottawa the 3rd day of October 1957.

*This Agreement was signed on behalf of the States and territories listed below by the same plenipotentiaries who signed the Universal Postal Convention :*

*[For the names of the plenipotentiaries, see United Nations, Treaty Series, Vol. 364, pp. 197 to 207.]*

People's Republic of Albania

Germany

Argentine Republic

Austria

Belgium

Bolivia

Chile

Republic of Colombia

Republic of Cuba

Denmark

Egypt

Spain

Spanish Territories in Africa

Finland

France

Algeria

Whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications

Greece

Republic of Haiti

Republic of Honduras  
Republic of Indonesia  
Italy  
Territory of Somalia under Italian Administration  
Japan  
Laos  
Lebanon  
Luxembourg  
Morocco  
Principality of Monaco  
Nicaragua  
Norway  
Paraguay  
Netherlands  
Portuguese Provinces in West Africa  
Portuguese Provinces in East Africa, Asia and Oceania  
Roumanian People's Republic  
Republic of San Marino  
Sweden  
Swiss Confederation  
Tunisia  
Turkey  
Eastern Republic of Uruguay  
State of the City of the Vatican  
Republic of Venezuela  
Viet-Nam  
Federal People's Republic of Yugoslavia



TABLE OF CONTENTS  
OF THE DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT  
CONCERNING TRANSFERS TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS

## SECTION I

## TRANSFERS

## CHAPTER I

## PRELIMINARY CLAUSES

*Art.*

101. Information to be supplied by postal Administrations.
102. Forms for the use of the public.

## CHAPTER II

## ISSUE. TRANSMISSION

103. Entries to be made on the forms.
104. Preparation of advices of transfer.
105. Telegraph transfers.
106. Lists of transfers.
107. Preparation of letters of advice.
108. Transmission of transfers.

## CHAPTER III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO  
THE PUBLIC

109. Request for advice of entry.
110. Request for cancellation of a transfer.
111. Enquiries. Requests for information.

## CHAPTER IV

## OPERATIONS AT THE CHEQUE OFFICE OF DESTINATION

112. Immediate entry of telegraph transfers.
113. Return of the advice of entry.
114. Verification of consignments and treatment of irregularities.
115. Cancellation of transfers.
116. Non-execution of a transfer.

## CHAPTER V

## ACCOUNTING

117. Preparation of accounts.
118. Payment of sums due.

## CHAPTER VI

## MISCELLANEOUS PROVISIONS

*Art.*

119. Postage-free packets containing statements of account.
120. Application for the opening of a postal cheque account in a foreign country.

## SECTION II

*SECURITIES PAYABLE AT POSTAL CHEQUE OFFICES*

121. Application of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning the collection of bills.
123. Special conditions to be complied with by securities.
123. Preparation and transmission of statements of securities sent.
124. Despatch of funds.

## SECTION III

*FINAL PROVISIONS*

125. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

*ANNEXES*

Forms : see "List of forms".

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT  
CONCERNING TRANSFERS TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS

Having regard to article 24 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on 3 October 1957, the undersigned, on behalf of their respective Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning transfers to and from postal cheque accounts is implemented.

SECTION I

TRANSFERS

CHAPTER I

PRELIMINARY CLAUSES

*Article 101*

INFORMATION TO BE SUPPLIED BY POSTAL ADMINISTRATIONS

1. Administrations shall supply each other direct with :

- (a) The names of the offices of exchange referred to in article 11 of the Agreement ;
- (b) Specimens of the impressions of the authentication stamps in use at the offices of exchange ;
- (c) A list—bearing specimens of their signatures—of the officials empowered at these offices to sign the letters of advice ; sufficient copies of this list shall be supplied to meet the requirements of the service ; in case of amendment, a complete new list shall be sent to the corresponding Administration ; nevertheless, if it is merely required to cancel one of the signatures communicated, it is sufficient to strike it off the existing list, which shall continue to be employed ;
- (d) The rate of conversion fixed for transfer orders, if a specific request to that effect is made.

2. In addition, Administrations shall communicate to the International Bureau :

- (a) The names of the countries with which they exchange postal transfers and, if appropriate, telegraph transfers ;
- (b) The names of the offices of exchange referred to in article 11 of the Agreement.

3. Any amendment to the information referred to in §§ 1 and 2 should be notified without delay.

*Article 102*

FORMS FOR THE USE OF THE PUBLIC

1. For the purpose of applying the provisions of article 45, § 2, of the Convention, the following are considered as forms for the use of the public :

- VP 1 (Transfer advice),
- VP 7 (Claim concerning a transfer order not executed),
- VP 10 (Advice of entry).

2. Internal service forms employed as transfer advices in the manner indicated in article 104, § 1, are not subject to these provisions.

## CHAPTER II

## ISSUE. TRANSMISSION

*Article 103*

## ENTRIES TO BE MADE ON THE FORMS

1. The entries on the service forms used for transfers are made in Roman characters and in arabic figures.

2. The use of copying-ink or ordinary pencil is not allowed ; signatures may, however, be written in copying-ink pencil.

*Article 104*

## PREPARATION OF ADVICES OF TRANSFER

1. Transfer advices are prepared, on a form VP 1 in the form annexed, either by the holder of the account to be debited or by the cheque office which keeps the account ; by way of exception, however, each Administration may authorize the use of the forms employed in its internal service.

2. When the drawer has stated the amount of the transfer in the currency of the country of origin, the office which receives the transfer order—or the office of exchange to which it belongs—makes the conversion and enters on the advice, in red ink, the amount to be transferred in the currency of the country of destination.

3. Transfer advices bear the impression of the date stamp of the cheque office of origin.

*Article 105*

## TELEGRAPH TRANSFERS

1. Except for the transfer advice, which is not transmitted, telegraph transfers are subject to the same formalities and accounting operations as other transfers ; they require the despatch of telegrams of advice addressed directly by the cheque office of origin to the cheque office which keeps the payee's account.

2. In the absence of any agreement to the contrary, telegrams of advice are drawn up in French and are invariably worded in the order indicated below :

*Indications de service taxées (s'il y a lieu)* [Service instructions charged for (if any)].

*Avis-inscription (s'il y a lieu)* [Advice of entry (if any)].

*Avis-inscription avion (s'il y a lieu)* [Advice of entry by air mail (if any)].

*Virement... (n° d'émission)* [Transfer... (Serial number of issue)].

*Nom du bureau de chèques destinataire* [Name of the postal cheque office of destination].

*Nom ou désignation du tireur* [Name or description of the drawer].

*Numéro du compte débité* [Number of the account to be debited].



*Nom du bureau de chèques qui tient le compte du tireur* [Name of the postal cheque office which keeps the drawer's account].

*Montant de la somme à virer* [Amount of the sum to be transferred].

*Nom ou désignation du bénéficiaire* [Name or description of the payee].

*Numéro du compte à créditer* [Number of the account to be credited].

*Communication particulière (le cas échéant)* [Private communication (if any)].

3. Administrations may agree to adopt a secret notation for the total or partial indication of the number of issue and of the amount of each telegraph transfer.

4. The amount of the transfer is expressed as follows : whole number of monetary units in figures and then, in words, the name of the monetary unit and the fractions of a monetary unit, if any, in figures.

5. Neither the drawer nor the payee may be described by a conventional abbreviation or word.

#### Article 106

##### LISTS OF TRANSFERS

1. The lists of transfers are prepared by the offices of exchange on forms VP 2 in form of the annexed specimen. Administrations may agree that column 3 of the form is not to be filled in. Each list bears the stamp impression of the office of exchange which has prepared it.

2. The lists of transfers to which the advices of delivery sent by post are attached are addressed, once each working day, to the corresponding offices of exchange ; nevertheless, the Administrations concerned may arrange among themselves to enter on a single list the transfers relating to several days.

3. Telegraph transfers are entered on separate lists which bear very conspicuously the heading "Telegraph transfers. Confirmation". No advice of transfer is attached to these lists.

#### Article 107

##### PREPARATION OF LETTERS OF ADVICE

1. The total of each of the lists addressed to one and the same office of exchange is entered in a letter of advice in the form of the annexed specimen VP 3, the grand total of which is expressed in words or printed in figures by a cheque-perforating machine.

2. The number of entry on the letter of advice is entered on each list of transfers.

3. The letters of advice bear the stamp impression of the office of exchange which has prepared them and are signed by the official or officials empowered to sign them ; each of these letters is numbered consecutively in a series which is renewed each month for each office of exchange.

4. Where separate letters of advice are prepared for the lists of telegraph transfers, they are numbered in the same series as the letters of advice relating to the lists of postal transfers.

5. Each last letter of advice sent at the end of each month must bear the words "Last letter of advice No. ..."; when an office of exchange has no transfers to transmit to the office concerned on the last working day of a month, it nevertheless sends a letter of advice to that effect which must also bear the words "Last letter of advice No. ...".

*Article 108*

TRANSMISSION OF TRANSFERS

The letters of advice, lists and transfer advices are made up together in closed packets and sent post free to the office of exchange of destination by the most appropriate means; they may be registered.

CHAPTER III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

*Article 109*

REQUEST FOR ADVICE OF ENTRY

1. When, at the time of ordering a transfer, the drawer requests that an advice of entry be sent to him in accordance with article 9 of the Agreement, the indication "AI" is entered on the list VP 2 opposite the relevant entry; in the case of a transfer transmitted by post, the indication "*Avis d'inscription*" [Advice of entry] is entered very conspicuously on the transfer advice. Furthermore, if the drawer wishes the advice of entry to be sent back by air mail, the indication "*Par avion*" [By air mail] is also entered on the advice.

2. A form VP 10 in the form of the annexed specimen or a form C 5, duly completed with respect to the drawer's address (front) and the description of the transfer (back), is attached to the relevant transfer advice. In the case of a telegraph transfer, the advice of entry is prepared by the cheque office of destination as soon as the payee's account has been credited.

*Article 110*

REQUEST FOR CANCELLATION FOR A TRANSFER

1. For every request for cancellation to be transmitted by post, the office of origin prepares a form VP 5 in the form of the annexed specimen and sends it to the office of exchange in its country; the latter office completes the form by entering particulars of transmission of the transfer to the office of exchange in the country of destination and forwards it to that office by registered letter.

2. If the request is to be transmitted by telegraph, a form VP 6 in the form of the annexed specimen is filled in by the office of origin or the office of exchange of the country of origin and the particulars are transmitted in the form of a chargeable service telegraphic advice to the office which keeps the account to be credited; the service telegraphic advice is confirmed immediately by post by means of a form VP 5, which must pass through the

offices of exchange of both countries and bear the following heading in very bold characters : “*Confirmation de la demande télégraphique expédiée le... par le bureau de chèques postaux de ... à l'adresse du bureau de chèques postaux de ...*” [Confirmation of the telegraphic request despatched on ... by the postal cheque office of ... to the postal cheque office at...].

#### *Article 111*

##### ENQUIRIES. REQUESTS FOR INFORMATION

Should any enquiry or request for information be made in respect of the execution of a transfer order, the cheque office which keeps the debtor account draws up a form VP 7 in the form annexed ; this form is forwarded, if necessary, through the offices of exchange of each of the countries to the cheque office which keeps the account to be credited ; it is treated in accordance with the provisions of article 157, § 2, of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

#### CHAPTER IV

##### OPERATIONS AT THE CHEQUE OFFICE OF DESTINATION

#### *Article 112*

##### IMMEDIATE ENTRY OF TELEGRAPH TRANSFERS

The cheque office of destination enters the telegraph transfers to the credit of the payee's account without awaiting the relevant list.

#### *Article 113*

##### RETURN OF THE ADVICE OF ENTRY

The advice of entry referred to in article 109, duly completed by the cheque office which keeps the account credited, is forwarded direct to the drawer or, in the case of a telegraph transfer, to the cheque office which keeps the account.

#### *Article 114*

##### VERIFICATION OF CONSIGNMENTS AND TREATMENT OF IRREGULARITIES

1. On receipt of the packets containing the letters of advice, lists and transfer advices, the office of exchange of destination proceeds at once to check the consignment ; if it discovers any irregularity or omission, it immediately notifies, by a letter VP 4 in the form of the annexed specimen, the despatching office of exchange, which must reply by the next post and, if necessary, send a duplicate of the missing documents.

2. If the irregularity relates to a difference in the sums shown in the advice of transfer and the list of transfers, the office of exchange of destination is authorized to execute the transfer in the smaller of the two sums ; the transfer advice or the list of transfers and the letter of advice, as the case may be, are corrected accordingly in red ink, and notice of the correction is given to the corresponding exchange office by a letter VP 4.

3. When it is not possible for a telegraph transfer order to be executed for reasons for which the payee is not responsible, a service telegraphic advice is sent to the postal cheque office of origin stating the reason why the order has not been executed ; if, after checking, the office of origin ascertains that the irregularity was due to a service error, it immediately rectifies the error by means of a service telegraphic advice ; if not, the correction is made by post, after consultation with the drawer ; nevertheless, if the latter so desires and offers to pay the cost, the correction may be made by air mail or by means of a chargeable service advice.

4. Telegraph transfers containing irregularities which have not been rectified within a reasonable time will be rejected in accordance with the rules prescribed in article 116.

#### *Article 115*

##### CANCELLATION OF TRANSFERS

1. Cancellation of a transfer is effected in accordance with the rules prescribed in article 116 ; if cancellation has been requested by telegraph, the cheque office of destination keeps the advice of transfer until receipt of postal confirmation.

2. When a request for cancellation reaches the cheque office of destination too late for the transfer to be cancelled, that office at once informs by letter the cheque office of origin ; in the case of a telegraphic request for cancellation this information must be given without awaiting the arrival of the form VP 5.

3. Requests for cancellation made or forwarded otherwise than as laid down in article 110 are ignored.

#### *Article 116*

##### NON-EXECUTION OF A TRANSFER

1. When, for any reason whatever, a transfer cannot be credited to the payee's account, it is struck off the list on which it is entered, and the total of the list and that of the corresponding letter of advice are corrected in red ink ; the office of exchange of the country of origin is advised of these corrections by a form VP 4, to which the relevant advice of transfer, if there is one, is attached.

2. If a transfer not executed at first is again sent to the office of exchange of the country of destination, it is treated by the office of exchange of the country of origin as a new transfer.

3. The Administrations of the participating countries may agree that transfers which have not been carried out shall be shown on a list of transfers to the credit of the Administration of origin, or brought into account in some other way ; any conversions that are necessary shall take place at the rate of exchange of the day, as in the case of the other transfers, and the advice of transfer shall be accompanied by an explanatory letter.

## CHAPTER V

## ACCOUNTING

*Article 117*

## PREPARATION OF ACCOUNTS

1. Accounts are prepared on forms VP 8 in the form of the annexed specimen.
2. They are transmitted as soon as possible to the Administration concerned.
3. Administrations which use the procedure of reciprocal adjustment prepare their accounts on forms VP 11 in the form of the annexed specimen.

*Article 118*

## PAYMENT OF SUMS DUE

1. The settlement of the sums due on account of postal transfers is effected in the currency of the creditor country, without loss to the latter :

- (a) By cheques or drafts payable at sight on the capital or a commercial place of the creditor country ; or
- (b) By transfers to a banking establishment in such capital or commercial place.

2. The charges are borne by the debtor Administration, with the exception of extraordinary charges, such as clearing fees, levied by the creditor country.

3. Any Administration may open a postal cheque account with the other Administrations, subject to the usual conditions ; it may request those Administrations in future to deduct, without further instructions, from the credit of this account, the debit balances ascertained to be chargeable to it.

## CHAPTER VI

## MISCELLANEOUS PROVISIONS

*Article 119*

## POSTAGE-FREE PACKETS CONTAINING STATEMENTS OF ACCOUNT

Packets containing statements of account and sent postage free by postal cheque offices to account-holders bear the designation of the despatching cheque office and the indication "*Service des postes*" [Postal Service].

*Article 120*

## APPLICATION FOR THE OPENING OF A POSTAL CHEQUE ACCOUNT IN A FOREIGN COUNTRY

1. Every application for the opening of a postal cheque account in a foreign country is made out by the applicant and addressed to the Administration which will have to keep the account ; it is transmitted to that Administration either direct by the applicant or through the cheque office serving the district in which he is resident. If the applicant al-

ready has a national postal cheque account, he may apply through the cheque office which manages the account.

2. This office, in conformity with the rules laid down for the opening of an account in its own country, proceeds to verify applications, whether made through the said office or communicated to it by a foreign Administration to which they have been submitted direct.

3. If necessary, the said office corrects any mistakes in the application after consulting the applicant, and it attaches thereto an attestation VP 9 in the form of the annexed specimen, duly completed ; in special cases not provided for in the wording of that form, it may supplement or correct the form by means of an explanatory letter ; it forwards all these documents to the office of exchange of the country of destination through the office of exchange of its own country ; the attestations are stamped with the stamp, in relief, of the exchange office of the intervening country, and are signed by the official or officials empowered to certify letters of advice.

## SECTION II

### *SECURITIES PAYABLE AT POSTAL CHEQUE OFFICES*

#### *Article 121*

#### APPLICATION OF THE DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS<sup>1</sup>

Subject to the special provisions set out below, securities payable at postal cheque offices are, to the extent that these are applicable to them, subject to the provisions of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning the collection of bills, in particular with respect to the conditions which securities must satisfy, the treatment of consignments bearing prohibited notes or communications, presentation, time-limits for payment, and indication of the reason for non-collection.

#### *Article 122*

#### SPECIAL CONDITIONS TO BE COMPLIED WITH BY SECURITIES

Securities payable at postal cheque offices must bear the number of the postal cheque account to be debited and the name of the postal cheque office which keeps the said account.

#### *Article 123*

#### PREPARATION AND TRANSMISSION OF STATEMENTS OF SECURITIES SENT

1. Securities payable at postal cheque offices are described in statements VP 12 in the form of the annexed specimen, prepared in triplicate.

2. The cheque office of origin retains the original and forwards direct to the cheque office of payment the other two copies of the statements VP 12, to which it attaches the securities to be collected.

<sup>1</sup> See p. 141 of this volume.

3. After collection, the office of payment returns one of the copies of the statement, in the manner described in article 108, to the Administration of origin of the securities ; to this copy it attaches any unpaid securities.

*Article 124*

DESPATCH OF FUNDS

The postal cheque office of payment issues a transfer order in the amount of the securities paid, after deduction of the transfer charge, in favour of the postal cheque account specified by the cheque office of origin.

SECTION III

*FINAL PROVISIONS*

*Article 125*

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning transfers to and from postal cheque accounts comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the contracting Parties.

DONE at Ottawa, the 3rd day of October 1957.

SIGNATURES

*(The same as on pages 56 and 57 of this volume.)*

## LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of the form 2	References 3
VP 1	Advice of transfer . . . . .	art. 104, § 1
VP 2	List of transfers . . . . .	art. 106, § 1
VP 3	Letter of advice . . . . .	art. 107, § 1
VP 4	Correction of letter of advice . . . . .	art. 114, § 1
VP 5	Request for cancellation of a transfer order sent by post . . . . .	art. 110, § 1
VP 6	Telegraphic request for cancellation of a transfer order . . . . .	art. 110, § 2
VP 7	Claim concerning a transfer order not executed . . . . .	art. 111
VP 8	Summary statement of lists of transfers . . . . .	art. 117, § 1
VP 9	Attestation . . . . .	art. 120, § 3
VP 10	Advice of entry . . . . .	art. 109, § 2
VP 11	Clearing account of lists of transfers . . . . .	art. 117, § 3
VP 12	Statement of bankers' securities . . . . .	art. 123, § 1


## ANNEXES:

## FORMS VP 1 to VP 12



VP 1

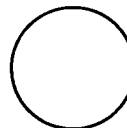
ADVICE OF TRANSFER

amount   
(in arabic figures)

Transferred by order of the holder of account No. ....

to the credit of account No. ....

Stamp of the postal cheque  
office of origin



NOTE. — The back of this advice may be used  
for a private communication to the payee.

(Transfers, Ottawa 1957, art. 104, § 1—Size : 74 × 105 mm)

VP 2

POSTAL ADMINISTRATION of .....

Postal cheque office of .....

LIST OF TRANSFERS VP 2

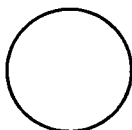
(1) 


..... annex(es) No. (2) .....

for the postal cheque office of .....

Serial number of transfer	Beneficiary		Drawer	Amount		
	No. of account	Name and address	No. of account			
1	2	3	4	5		
1	No.		No.			
	at		at			
2	No.		No.			
	at		at			
3	No.		No.			
	at		at			
4	No.		No.			
	at		at			
5	No.		No.			
	at		at			
6	No.		No.			
	at		at			
7	No.		No.			
	at		at			
8	No.		No.			
	at		at			
9	No.		No.			
	at		at			
10	No.		No.			
	at		at			
etc.	No.		No.			
	at		at			
				<b>Total</b>		

(3) Stamp (in relief) of the postal cheque office of exchange



(1) In the case of telegraph transfers, enter in this box the indication "Telegraph transfers. Confirmation".  
 (2) To be numbered in a daily series if several lists are prepared on the same day to be sent to the same office.  
 (3) Date stamp, if the Administration does not use a relief stamp.

(Transfers, Ottawa 1957, art. 106, § 1—Size : 210 × 297 mm)

VP 3

POSTAL ADMINISTRATION of .....

Postal cheque office of .....

LETTER OF ADVICE

Annex(es) ..... list(s)

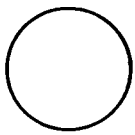
No.(<sup>1</sup>) .....  
of lists of transfers

The postal cheque office of ..... is requested to make the transfers appearing in the attached lists VP 2, which amount to the following sums respectively :

Serial Number of lists	Amount	Serial Number of lists	Amount
1	2	3	4
1		Brought forward	
2		14	
3		15	
4		16	
5		17	
6		18	
7		19	
8		20	
9		21	
10		22	
11		23	
12		24	
13		25	
Carried forward		Total	

Total sum of \_\_\_\_\_ (units in words)

<sup>(2)</sup>  
Stamp (in relief) of the postal  
cheque office of exchange



To be debited to the Post Office of \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_, the \_\_\_\_\_ 19\_\_\_\_

Signatures : \_\_\_\_\_

<sup>(1)</sup> To be numbered in a monthly series by the office of exchange.  
<sup>(2)</sup> Date stamp, if the Administration does not use a relief stamp.

VP 4

POSTAL ADMINISTRATION of \_\_\_\_\_

Postal cheque office of \_\_\_\_\_

CORRECTION

.....annexe(s) of letter of advice No. .... (Form VP 3)

from the cheque office of ....., sent on ..... 19.....

The total of the above-mentioned letter of advice has had to be corrected to .....  
(in words)

1. (1) because the transfers mentioned below could not be carried out :

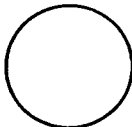
No. of list	No. on list	Beneficiary		Drawer		Amount	Reason
		Cheque office and No. of account	Name and address	Cheque office and No. of account	Name and address		
1	2	3	4	5	6	7	8

2. (1) for the reason given below :

\_\_\_\_\_

(2)  
Stamp (in relief) of the  
cheque office of exchange

\_\_\_\_\_, the \_\_\_\_\_ 19\_\_\_\_\_



Signatures :

\_\_\_\_\_

(1) Strike out whichever entry does not apply.  
(2) Date stamp, if the Administration does not use a relief stamp.

VP 5

POSTAL ADMINISTRATION of .....

Postal cheque office of .....

REQUEST FOR CANCELLATION  
of a postal transfer order <sup>(1)</sup>

2


Kindly cancel the under-mentioned transfer and send us the corresponding advice :

To be filled in by the cheque office of origin

Postal cheque office, number of the account, name and address of the drawer : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Amount \_\_\_\_\_  
(in figures, in the currency of the country of destination)

Postal cheque office, number of the account, name and address of the beneficiary : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

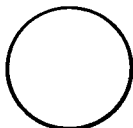
To be filled in by the cheque office of exchange of the Administration of origin and forwarded to that of the Administration of destination

Advice of transfer was despatched on \_\_\_\_\_ 19 \_\_\_\_\_

by letter No. \_\_\_\_\_ and entered in list of transfers No. \_\_\_\_\_

under serial No. \_\_\_\_\_

Stamp of the postal cheque office of exchange



Signature : \_\_\_\_\_

<sup>(1)</sup> To be sent under registered cover.  
<sup>(2)</sup> This form also serves as confirmation of telegraphic requests. In this case, add the following indication, underlined in coloured pencil, in the box : "Confirmation of the telegraphic request sent on ..... by the postal cheque office of ..... to the postal cheque office of ....."

POSTAL ADMINISTRATION of .....

TELEGRAPHIC REQUEST FOR CANCELLATION  
of a transfer order<sup>(1)</sup>



Postal cheque office <sup>(2)</sup> .....



Cancel transfer .....

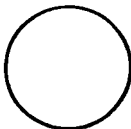
.....  
(Cheque office, number of account, name and address of the drawer)

.....  
(Amount in figures, in currency of the country of destination)

.....  
(Cheque office, number of account, name and address of the payee)

Postal cheques  
(No signature)

Date stamp  
of the cheque office :



<sup>(1)</sup> Confirm this request immediately in writing, by means of a form VP 5.  
<sup>(2)</sup> Office managing the payee's account.

Front

VP 7

POSTAL ADMINISTRATION of .....

Postal cheque office of .....

CLAIM  
concerning a transfer order

Name, address and number of the drawer's account : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Amount of the transfer : \_\_\_\_\_  
(in figures, in the currency of the country of destination)

Date of the debit : \_\_\_\_\_ 19 \_\_\_\_\_

Name and address of the payee : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Cheque office keeping the postal cheque account to be credited : \_\_\_\_\_

Number of the account : \_\_\_\_\_

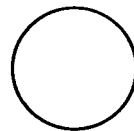
To be filled in by the  
cheque office of origin

The above transfer was despatched on \_\_\_\_\_ 19 \_\_\_\_\_

o the office of exchange of \_\_\_\_\_ See Statement No. \_\_\_\_\_

Signature :

\_\_\_\_\_



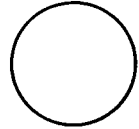
(continued over)

VP 7 (Back)

To be filled in by the cheque office of exchange of the Administration of origin

The above transfer bears the number \_\_\_\_\_ in list No. \_\_\_\_\_  
despatched on 19 \_\_\_\_\_  
to the office of exchange of .....

Signature :

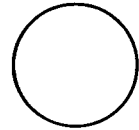


.....

To be filled in by the cheque office of exchange of the Administration of destination

The above transfer was despatched on ..... 19 \_\_\_\_\_  
to the cheque office of \_\_\_\_\_ (See Statement No.....)

Signature :

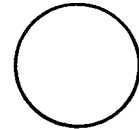


.....

To be filled in by the cheque office keeping the account to be credited

The above transfer was .....  
.....  
.....  
.....

Signature :



.....



VP 8

POSTAL ADMINISTRATION of .....

SUMMARY STATEMENT  
of lists of transfers

exchanged between the Administration of .....

and the Administration of .....

List of transfers						
Date 1	For		Office of exchange 3	From		Remarks 5
	Amount 2			Amount 4		
			Totals			
....., the ..... 19.....				The above statement has been found correct and accepted.		
.....				....., the ..... 19.....		

(Transfers, Ottawa 1957, art. 117, § 1—Size : 148 × 210 mm)

N° 5215

Front  
VP 9

POSTAL ADMINISTRATION of .....

Postal cheque office of ....., the ..... 19.....

..... annex(es)

## ATTESTATION

NOTE! NO ABBREVIATION MAY BE USED, EXCEPT WHERE THE APPLICANT REQUIRES THE USE OF AN ABBREVIATION IN THE DESCRIPTION OF HIS ACCOUNT

## I. Description of the postal cheque account for which application is made :

.....

.....

.....

The applicant is<sup>(1)</sup>

.....

.....

.....

The applicant<sup>(2)</sup> has just taken up his residence  
is a sub-tenant

.....

.....

<sup>(1)</sup> Insert a more precise description of the applicant or applicants on the dotted lines, e.g. :  
Private individual; married couple; commercial or industrial establishment not entered in the trade register ; non-commercial association not entered in the register of companies, registered firm (state nature of the firm, e.g. commercial partnership, ordinary partnership company, joint-stock association of partners, joint-stock company, limited liability company, etc.) entered in the trade register under No. ....—; registered co-operative society—entered in the register of co-operatives under No. .... ; non-commercial registered company, —entered in the register of non-commercial registered associations, under No. ....— ; board.

<sup>(2)</sup> Strike out whichever words do not apply.

VP 9 (Back)

II. (1) Names and full descriptions of the persons(2) who are legally entitled to represent the applicant according to the trade register, the register of co-operatives, the register of non-commercial associations, the deed of partnership, the articles of association, etc.

- 1. ....
- 2. ....
- 3. ....
- 4. ....
- 5. ....
- 6. ....
- 7. ....
- 8. ....
- 9. ....
- 10. ....

(3) { The persons mentioned under Nos. .... are alone empowered to sign.  
 The powers conferred upon the persons enumerated above are subject to the following restrictions :

.....  
 .....

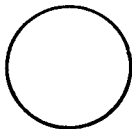
III. The request for the opening of a postal cheque account at .....

.....  
 .....

has been verified by us in conformity with the regulations in force in our country regarding the opening of such accounts.(4)

(3) { As a result of this investigation we would feel no hesitation, if application were made, in opening a postal cheque account in our service for the applicant as described above.  
 An account is already being kept in our service under this description. The applicant is entitled to sign ; his signature corresponds to the specimen in our files.

Stamp (in relief) (5) of the postal cheque office



Signatures of the officials of the cheque office :

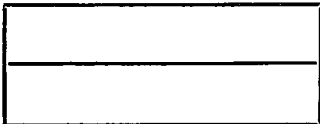
.....

(1) Strike out the indications given under II if the applicant is a private individual.  
 (2) For example : account-holder, signing official of a company, manager, holder of a power of attorney, holder of a collective power of attorney, director, member of the board, publisher.  
 (3) Strike out whichever words do not apply.  
 (4) In cases not covered by the following text, supplement or correct it, if necessary, by a letter of explanation.  
 (5) Date stamp, if the Administration does not use a relief stamp.

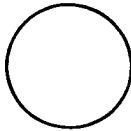
Front

POSTAL ADMINISTRATION of .....

VP 10

Postal Service (1) 

Stamp of the cheque  
office which prepares  
the advice



**ADVICE OF ENTRY**

of a postal (2) transfer to the credit of the payee  
~~telegraph~~

---

To be delivered to

.....  
(Name or firm name)

.....  
(Street and number)

.....  
(Place of destination)

.....  
(Country of destination)

(1) If this advice is to be returned by air mail, it should bear in bold letters the indication "Return by air mail" and be labelled or stamped in blue "By air mail".  
(2) Strike out whichever words do not apply.

(Transfers, Ottawa 1957, art. 109, § 2 — Size : 148 × 105 mm)

VP 10 (Back)

Postal  
Telegraph <sup>(1)</sup> transfer

Amount of the transfer : .....  
(in figures, in the currency of the country of destination)

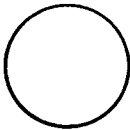
Name, address and account number of the drawer : .....

Name, address and account number of the payee : .....

Office keeping the cheque account to be credited : .....

The above transfer was .....

Stamp of the cheque  
office of destination



Signature : .....

(1) Strike out whichever word does not apply.



II. Calculation of the mean stock-exchange rate (final rate of the last day of quotation preceding that to which the account relates)					
Rates quoted for short-dated drafts					
Date	on the Stock Exchange	for 100 <sup>(4)</sup>	for 100 <sup>(4)</sup>	Par rate	Rate at which calculated
1	2	3	4	5	6
..... / .....	of <sup>(5)</sup> ..... on <sup>(6)</sup> .....	( <sup>(4)</sup> ) .....	.....	100 <sup>(4)</sup> ..... =	100 <sup>(5)</sup> ..... =
..... / .....	of <sup>(5)</sup> ..... on <sup>(6)</sup> .....	( <sup>(5)</sup> ) .....	.....	100 <sup>(4)</sup> ..... =	100 <sup>(5)</sup> ..... =

III. Balance	
(Difference according to I on converting the smaller sum into the currency of the larger sum at the rate calculated in II)	
1	2
Total I (a) .....	Total I (b) .....
Deduct total I (b) <sup>(7)</sup> .....	Deduct total I (a) <sup>(7)</sup> .....
To the debit of the Postal Administration of <sup>(1)</sup> .....	To the credit of the Postal Administration of <sup>(1)</sup> .....

....., the \_\_\_\_\_, 19....., the \_\_\_\_\_, 19.....

The above statement has been found correct and accepted :

(<sup>(1)</sup>) The Administration preparing the account.  
 (<sup>(2)</sup>) The Administration of destination of the account.  
 (<sup>(3)</sup>) Currency of the country of the Administration of destination of the account.  
 (<sup>(4)</sup>) Currency of the country of the Administration preparing the account.  
 (<sup>(5)</sup>) Banking establishment of the country of the Administration preparing the account.  
 (<sup>(6)</sup>) Banking establishment of the country of the Administration of destination of the account.  
 (<sup>(7)</sup>) After conversion of the rate at which calculated (column 6).  
 (Transfers, Ottawa 1957, art. 117, § 3—Size : 210 x 297 mm)





**No. 5216**

---

**ALBANIA, GERMANY, ARGENTINA,  
AUSTRIA, BELGIUM, BOLIVIA, etc.  
(UNIVERSAL POSTAL UNION)**

**Agreement concerning cash-on-delivery items (with Detailed  
Regulations). Signed at Ottawa, on 3 October 1957**

*Official text: French.*

*Registered by Canada on 7 July 1960.*

---

**ALBANIE, ALLEMAGNE, ARGENTINE,  
AUTRICHE, BELGIQUE, BOLIVIE, etc.  
(UNION POSTALE UNIVERSELLE)**

**Arrangement concernant les envois contre remboursement  
(avec Règlement d'exécution). Signé à Ottawa, le 3 octo-  
bre 1957**

*Texte officiel français.*

*Enregistré par le Canada le 7 juillet 1960.*



**UNION POSTALE UNIVERSELLE  
ACTES DU CONGRÈS D'OTTAWA, 1957**

---

**VI**

**N° 5216. ARRANGEMENT CONCERNANT LES ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT. SIGNÉ À OTTAWA, LE 3 OCTOBRE 1957**



NOTE. — Les caractères *italiques* figurant dans le texte ci-après marquent les modifications (changements, additions ou suppressions de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport aux Actes du Congrès de Bruxelles, 1952, remaniés par la Commission exécutive et de liaison<sup>1</sup>.

TABLE DES MATIÈRES  
DE L'ARRANGEMENT  
CONCERNANT  
LES ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT

CHAPITRE I  
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

1. Objet de l'Arrangement

CHAPITRE II  
CONDITIONS GÉNÉRALES. TAXES. TRANSFERT DES FONDS

2. Envois admis  
3. Conditions d'admission  
4. Modes de règlement avec l'expéditeur  
5. Taxes  
6. Annulation ou modification du montant du remboursement  
7. Mandats de remboursement  
8. Paiement des mandats de remboursement afférents à des colis  
9. Non-paiement au bénéficiaire

CHAPITRE III  
RESPONSABILITÉ

10. Principe et étendue de la responsabilité  
11. *Restitution à l'expéditeur d'un envoi livré au destinataire sans perception du montant du remboursement*  
12. Exceptions  
13. Paiement de l'indemnité. Recours. Délais  
14. Détermination de la responsabilité en matière d'encaissement

CHAPITRE IV  
DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

15. Attribution des taxes *en cas de liquidation du montant du remboursement par mandat*  
16. Application de la Convention et de certains Arrangements  
17. Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès  
18. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

<sup>1</sup> [*Traduction — Translation*] NOTE. — The letters in *italics* in the French text indicate the modifications (changes, additions or deletions of words, passages, figures, signs, etc.) by comparison with the Acts of the Congress of Brussels, 1952, revised by the Executive and Liaison Committee.

# ARRANGEMENT<sup>1</sup>

CONCERNANT

## LES ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT

CONCLU ENTRE

la République Populaire d'Albanie, *l'Allemagne*, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Cambodge, le Chili, la Chine, la République de *Colombie*, la République de Cuba, le Danemark, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Espagne, *les Territoires espagnols de l'Afrique*, la Finlande, la France, l'Algérie, l'Ensemble des Territoires représentés par *l'Office français des Postes et Télécommunications d'outre-mer*, la Grèce, la République Populaire Hongroise, la République d'Indonésie, l'Iraq, la République d'Islande, l'Italie, *le Territoire de la Somalie sous administration italienne*, le Japon, le Laos, le Liban, *la Libye*, le Luxembourg, le Maroc, le Mexique, *la Principauté de Monaco*, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, les Antilles néerlandaises et Surinam, la République Populaire de Pologne, le Portugal, les *Provinces portugaises* de l'Afrique occidentale, les *Provinces portugaises* de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie, la République Populaire Roumaine, la République de Saint-Marin, la Suède, la Confédération Suisse, la Syrie, la Tchécoslovaquie, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, la République Orientale de l'Uruguay, l'État de la Cité du Vatican, *la République de Vénézuéla*, *le Viêt-Nam*, le Yémen, la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

---

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 22 de la Convention postale universelle conclue à Ottawa le 3 octobre 1957,<sup>2</sup> ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

(Voir notes 1 et 2 à la page ci-contre)

(Notes 1 et 2 de la page 92)

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1959, conformément à l'article 18. Les instruments de ratification ou d'adhésion (a) ont été déposés auprès du Gouvernement canadien aux dates indiquées :

Argentine (avec réserves; voir p. 10) . . . . .	15 avril	1959	Islande . . . . .	27 novembre	1958
Autriche . . . . .	4 mai	1959	Italie . . . . .	9 juin	1960
Belgique . . . . .	5 mars	1959	Japon . . . . .	7 novembre	1958
Cambodge . . . . .	12 janvier	1960	Luxembourg . . . . .	13 janvier	1960
République de Chine . . . . .	6 octobre	1959	Maroc . . . . .	9 juillet	1959
Danemark . . . . .	13 août	1958	Mexique . . . . .	19 mars	1959
Espagne . . . . .	29 juillet	1959	Monaco . . . . .	2 septembre	1959
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)			Norvège . . . . .	19 août	1958
Finlande . . . . .	6 mars	1959	Pays-Bas . . . . .	27 août	1959
France . . . . .	8 mai	1959	(Y compris la Nouvelle-Guinée néerlandaise, le Surinam et les Antilles néerlandaises.)		
(Y compris l'Algérie et l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer composé des pays et territoires désignés ci-après, ainsi que du Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides.)			République arabe unie:		
Grèce . . . . .	2 octobre	1959	Province égyptienne . . . . .	15 janvier	1959
Hongrie . . . . .	5 avril	1960	Province syrienne . . . . .	15 janvier	1959
Irak (avec réserve)* . . . . .	18 janvier	1960	Saint-Marin . . . . .	27 juillet	1959
			Suède . . . . .	2 mai	1958
			Suisse . . . . .	14 novembre	1958
			Tchécoslovaquie . . . . .	13 août	1959
			Tunisie . . . . .	24 mars	1959
			État de la Cité du Vatican . . . . .	13 avril	1960
			Yémen . . . . .	3 avril	1959 (a)

† a) *États membres de la Communauté*: République du Sénégal, République soudanaise, République de la Côte-d'Ivoire, République du Niger, République de la Haute-Volta, République du Dahomey, République islamique de Mauritanie, République gabonaise, République du Congo, République Centre-Africaine, République du Tchad, République de Madagascar.

b) *Territoires d'outre-mer*: Comores, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Polynésie française, Côte française des Somalis, Îles Saint-Pierre-et-Miquelon.

c) *Territoires sous tutelle de la France*: Cameroun, République autonome du Togo.

#### \*RÉSERVE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

La participation de l'Irak à la Conférence de l'Union postale universelle et sa ratification de la Convention postale universelle et des arrangements qui y sont annexés n'impliquent en aucune façon la reconnaissance, par l'Irak, de l'État d'Israël comme membre de l'Union postale universelle. L'Irak ne saurait établir aucune sorte de relations avec Israël et ne reconnaît nullement à ce dernier le droit de lui demander de s'acquitter d'une obligation quelconque aux termes desdits accords.

\* Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 364, p. 3.

## CHAPITRE I

## DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

## ARTICLE PREMIER

## Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit l'échange des envois contre remboursement que les Administrations des Pays participants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

## CHAPITRE II

## CONDITIONS GÉNÉRALES. TAXES. TRANSFERT DES FONDS

## ARTICLE 2

## Envois admis

1. Peuvent être expédiés contre remboursement les objets de correspondance recommandés, les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, ainsi que les colis postaux qui satisfont respectivement aux conditions prévues par la Convention, l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée<sup>1</sup> ou l'Arrangement concernant les colis postaux.<sup>2</sup>

2. Les Administrations des Pays participants ont la faculté de n'admettre au service des envois contre remboursement que certaines des catégories d'objets mentionnées ci-dessus.

## ARTICLE 3

## Conditions d'admission

1. Les envois contre remboursement sont soumis aux conditions d'admission et aux taxes applicables à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

2. Quel que soit le mode de liquidation, le montant du remboursement ne peut excéder le maximum adopté dans le Pays d'encaissement pour l'émission des mandats à destination du Pays d'origine de l'envoi.

3. Sauf accord contraire, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du Pays d'origine de l'envoi; toutefois, en cas de versement ou de virement du remboursement à un compte courant postal tenu dans le Pays d'encaissement, ce montant est exprimé dans la monnaie de ce Pays.

## ARTICLE 4

## Modes de règlement avec l'expéditeur

Les fonds destinés à l'expéditeur des envois lui sont envoyés:

- a) par «mandat de remboursement» dont le montant peut être versé à un compte courant postal tenu dans le Pays d'origine de l'envoi lorsque le règlement de l'Administration de ce Pays le permet;
- b) dans le cas où les Administrations intéressées admettent ces procédés:
  - 1° par versement ou virement à un compte courant postal tenu dans le Pays d'encaissement;
  - 2° par virement à un compte courant postal tenu dans le Pays d'origine des envois.

## ARTICLE 5

## Taxes

1. En sus des taxes visées à l'article 3, § 1, l'expéditeur acquitte à l'avance les taxes ci-après:

- a) s'il demande que le montant du remboursement lui soit envoyé au moyen d'un mandat de remboursement émis gratuitement à son profit:
  - 1° une taxe fixe de 50 centimes au maximum;
  - 2° une taxe proportionnelle égale, au maximum, à ½% du montant du remboursement, chaque Administration ayant la faculté d'adopter l'échelle qui répond le mieux à ses convenances de service;

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 364, p. 331.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 365.



- b) s'il demande que le mandat de remboursement lui soit envoyé par avion, et sauf accord contraire des Administrations intéressées: une taxe égale à celle que prévoit l'article 69, § 1, de la Convention pour le retour, par la voie aérienne, de la formule d'avis de réception;
- c) s'il demande que le montant du remboursement soit versé ou viré à un compte courant postal dans le Pays d'encaissement ou viré à un compte courant postal dans le Pays d'origine de l'envoi: une taxe fixe de 25 centimes au maximum;
2. En outre, sont prélevées par l'Administration du Pays d'encaissement sur le montant du remboursement:
- a) si ce montant est versé ou viré à un compte courant tenu dans le Pays d'encaissement:
- 1° une taxe fixe de 25 centimes au maximum;
  - 2° s'il y a lieu, la taxe interne applicable aux versements ou aux virements;
- b) si ce montant est viré à un compte courant tenu dans le Pays d'origine de l'envoi:
- 1° une taxe fixe de 25 centimes au maximum;
  - 2° la taxe applicable aux virements internationaux.

#### ARTICLE 6

##### Annulation ou modification du montant du remboursement

1. L'expéditeur d'un envoi contre remboursement peut, aux conditions fixées à l'article 58 de la Convention, demander soit le dégrèvement total ou partiel, soit l'augmentation du montant du remboursement.

2. En cas d'augmentation du montant du remboursement, l'expéditeur doit payer, pour la majoration, la taxe proportionnelle visée à l'article 5, § 1, a), 2°; cette taxe n'est pas perçue lorsque la liquidation se fait par versement ou par virement à un compte courant postal.

#### ARTICLE 7

##### Mandats de remboursement

Sous les réserves prévues au Règlement,<sup>1</sup> les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.<sup>2</sup>

#### ARTICLE 8

##### Paiement des mandats de remboursement afférents à des colis

Les mandats de remboursement afférents à des colis contre remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions déterminées par l'Administration d'origine de l'envoi.

#### ARTICLE 9

##### Non-paiement au bénéficiaire

1. Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas été payé au bénéficiaire, est tenu à la disposition de celui-ci par l'Administration du Pays d'origine de l'envoi; il est définitivement acquis à cette Administration à l'expiration du délai légal de prescription.

2. Lorsque, pour une cause quelconque, le versement ou le virement à un compte courant postal demandé en conformité des dispositions de l'article 4, b), ne peut être effectué, l'Administration qui a encaissé les fonds les convertit en un mandat de remboursement au bénéfice de l'expéditeur de l'envoi.

### CHAPITRE III

### RESPONSABILITÉ

#### ARTICLE 10

##### Principe et étendue de la responsabilité

1. Les Administrations sont responsables des fonds encaissés, jusqu'à ce que le mandat de remboursement soit régulièrement payé ou jusqu'à inscription régulière au crédit d'un compte courant postal.

<sup>1</sup> Voir p. 101 de ce volume.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 365.

2. En outre, les Administrations sont responsables, jusqu'à concurrence du montant du remboursement, de la livraison des envois sans encaissement des fonds ou contre perception d'une somme inférieure au montant du remboursement.

3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des retards qui peuvent se produire dans l'encaissement et l'envoi des fonds.

#### ARTICLE 11

##### *Restitution à l'expéditeur d'un envoi livré au destinataire sans perception du montant du remboursement*

1. Lorsque le destinataire a restitué un envoi qui lui a été livré sans perception du montant du remboursement, l'expéditeur est avisé qu'il peut en prendre possession dans un délai de trois mois, à condition de renoncer au paiement du montant du remboursement ou de restituer le montant reçu en vertu de l'article 10, § 2.

2. Si l'expéditeur prend livraison de l'envoi, le montant remboursé est restitué à l'Administration ou aux Administrations qui ont supporté le dommage.

3. Si l'expéditeur renonce à prendre livraison de l'envoi, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou des Administrations qui ont payé l'indemnité.

#### ARTICLE 12

##### Exceptions

Aucune indemnité n'est due au titre du montant du remboursement:

- a) si le défaut d'encaissement résulte d'une faute ou d'une négligence de l'expéditeur;
- b) si l'envoi n'a pas été livré parce qu'il tombe sous le coup des interdictions visées soit par la Convention—articles 49, §§ 7 et 9, c, et 60, § 1—, soit par l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée—article 2, §§ 4 et 5, et article 5—, soit par l'Arrangement concernant les colis postaux—article 6, lettres a, 2°, 3°, 5°, 6°, 7°, et b) et article 26;
- c) si aucune réclamation n'a été déposée dans le délai défini à l'article 67, § 1, de la Convention.

#### ARTICLE 13

##### Paiement de l'indemnité. Recours. Délais

1. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration d'origine de l'envoi; celle-ci peut exercer son droit de recours contre l'Administration responsable qui est tenue de lui rembourser, dans les conditions fixées par l'article 76 de la Convention, les sommes qui ont été avancées pour son compte.

2. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le paiement de l'indemnité a un droit de recours, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, contre le destinataire, contre l'expéditeur ou contre des tiers.

3. Les dispositions de l'article 76 de la Convention relatives aux délais de paiement de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé s'appliquent, pour toutes les catégories d'envois contre remboursement, au paiement des sommes encaissées ou de l'indemnité.

#### ARTICLE 14

##### Détermination de la responsabilité en matière d'encaissement

1. L'Administration d'encaissement n'est pas responsable des irrégularités commises lorsqu'elle peut:

- a) prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Administration du Pays d'origine;
- b) établir que, lors de la transmission à son service, l'envoi et, s'il s'agit d'un colis postal, le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations réglementaires.

2. Lorsque la responsabilité ne peut être nettement imputée à l'une des deux Administrations, celles-ci supportent le dommage par parts égales.

## CHAPITRE IV

## DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

## ARTICLE 15

*Attribution des taxes en cas de liquidation du montant du remboursement par mandat*

L'Administration du Pays d'origine de l'envoi attribue dans les conditions prescrites par le Règlement:

- a) à l'Administration d'encaissement, une quote-part de 25 centimes par *mandat de remboursement payé*, plus 1/4% de la somme totale de ces mandats;
- b) éventuellement, à l'Administration chargée du renvoi par avion du mandat de remboursement, la taxe prévue à l'article 5, § 1, b).

## ARTICLE 16

*Application de la Convention et de certains Arrangements*

Sont applicables aux envois contre remboursement, notamment en ce qui concerne la responsabilité, les dispositions de la Convention et de son Règlement d'exécution, de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée et de l'Arrangement concernant les colis postaux en tout ce qui n'est pas contraire au présent Arrangement.

## ARTICLE 17

*Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès*

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des congrès (articles 27 et 28 de la Convention) doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de *modifications aux dispositions* des articles 1 à 7, 9 à 15, 17 et 18 du présent Arrangement ainsi que de l'article 114 de son Règlement;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de *modifications aux dispositions* autres que celles qui sont mentionnées à la lettre a);
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 33 de la Convention.

## ARTICLE 18

*Mise à exécution et durée de l'Arrangement*

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> avril 1959 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Canada et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

*Cet Arrangement a été signé au nom des États et territoires ci-dessous par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Convention postale universelle :*

*[Pour les noms des plénipotentiaires, voir Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 364, p. 37 à 47.]*

République populaire d'Albanie  
Allemagne  
République Argentine  
Autriche  
Belgique  
Bolivie  
Cambodge  
Chili  
Chine  
République de Colombie  
République de Cuba  
Danemark  
République Dominicaine  
Égypte  
Espagne  
Territoires espagnols de l'Afrique  
Finlande  
France  
Algérie  
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications  
d'outre-mer  
Grèce  
République populaire hongroise  
République d'Indonésie  
Iraq  
République d'Islande  
Italie  
Territoire de la Somalie sous administration italienne  
Japon  
Laos  
Liban  
Libye  
Luxembourg  
Maroc  
Mexique  
Principauté de Monaco  
Nicaragua  
Norvège  
Paraguay  
Pays-Bas  
Antilles néerlandaises et Surinam  
République populaire de Pologne  
Portugal

Provinces portugaises de l'Afrique occidentale  
Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie  
République populaire roumaine  
République de Saint-Marin  
Suède  
Confédération suisse  
Syrie  
Tchécoslovaquie  
Thaïlande  
Tunisie  
Turquie  
République orientale de l'Uruguay  
État de la Cité du Vatican  
République de Vénézuéla  
Viêt-Nam  
République fédérative populaire de Yougoslavie



TABLE DES MATIÈRES  
DU  
RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT  
CONCERNANT  
LES ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT

CHAPITRE I  
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

- 101. Renseignements à fournir par les Administrations postales
- 102. Formules à l'usage du public

CHAPITRE II  
DÉPÔT

- 103. Indications à porter sur les envois et le bulletin d'expédition
- 104. Étiquettes
- 105. Formules à joindre aux envois

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

- 106. Annulation ou modification du montant du remboursement
- 107. Réexpédition

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS AU BUREAU D'ENCAISSEMENT

- 108. Conversion. Traitement des titres de paiement
- 109. Traitement des irrégularités
- 110. Délai de paiement
- 111. Destruction, annulation ou remplacement de formules de titres de paiement
- 112. Mandats non remis ou non encaissés

CHAPITRE V  
COMPTABILITÉ

- 113. Établissement et règlement des comptes

CHAPITRE VI  
DISPOSITIONS FINALES

- 114. Mise à exécution et durée du Règlement

ANNEXES

Formules: voir la "Liste des formules"

# RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT

## CONCERNANT

## LES ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT

Les soussignés, vu l'article 24 de la Convention postale universelle conclue à *Ottawa* le 3 octobre 1957, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement:

### CHAPITRE I

#### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

##### ARTICLE 101

Renseignements à fournir par les Administrations postales

1. Chaque Administration doit, trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, tous renseignements utiles concernant le service des envois contre remboursement.

2. Toute modification doit être notifiée sans retard.

##### ARTICLE 102

Formules à l'usage du public

En vue de l'application des dispositions de l'article 45, § 2, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:

R 3 (mandat de remboursement *international*, service des objets de correspondance et des valeurs déclarées);

R 4 (mandat de remboursement *international*, service des colis postaux).

### CHAPITRE II

#### DÉPÔT

##### ARTICLE 103

Indications à porter sur les envois et le bulletin d'expédition

1. Les objets de correspondance recommandés, les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, les colis postaux grevés de remboursement et les bulletins d'expédition correspondants doivent porter, d'une manière très apparente, du côté de la suscription, en ce qui concerne les envois, l'en-tête «Remboursement» suivi de l'indication du montant du remboursement en caractères latins et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées; l'indication relative au montant du remboursement ne peut être faite ni au crayon, ni au crayon-encre; toutefois, les indications de service peuvent être inscrites au crayon-encre.



2. Dans l'indication en lettres du montant du remboursement le nom des unités monétaires est écrit sans abréviation; lorsque cette indication se réfère à une monnaie qui respecte le système décimal, les fractions d'unité monétaire peuvent être exprimées en chiffres seulement, mais obligatoirement en centièmes (ou millièmes) au moyen d'un nombre de deux (ou trois) chiffres dont, au besoin un zéro (ou deux zéros). Lorsque la monnaie utilisée ne suit pas les règles du système décimal, le nombre et le nom des unités monétaires ou fractions d'unité monétaire sont intégralement écrits en toutes lettres; dans l'indication du montant en chiffres, les unités ou fractions d'unité monétaire non mentionnées dans la somme en lettres sont remplacées par des zéros.

3. Si l'expéditeur demande le renvoi par avion du mandat de remboursement visé à l'article 105, la mention très apparente «Renvoi du mandat de remboursement par avion» est portée sur l'envoi, ainsi que sur le bulletin d'expédition s'il s'agit d'un colis.

4. L'expéditeur doit indiquer du côté de la suscription de l'envoi et, s'il s'agit d'un colis, au recto du bulletin d'expédition son nom et son adresse en caractères latins; lorsque la somme encaissée est à porter au crédit d'un compte courant postal, l'envoi et, le cas échéant, le bulletin d'expédition portent, en outre, du côté de la suscription, la mention suivante libellée en français ou dans une autre langue connue dans le Pays de destination: «A porter au crédit du compte courant postal N°... de M... à... tenu par le bureau de chèques d...».

#### ARTICLE 104

##### Étiquettes

1. Lorsqu'ils sont grevés de remboursement, les objets de correspondance recommandés, ainsi que les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, sont revêtus, au recto, d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle R 1 ci-annexé; l'étiquette du modèle C 4 prévue à l'article 145, § 4, du Règlement d'exécution de la Convention (ou l'empreinte du timbre spécial en tenant lieu) est appliquée autant que possible à l'angle supérieur de l'étiquette R 1; toutefois, il est loisible aux Administrations de faire usage, au lieu des deux étiquettes prévues ci-dessus, d'une seule étiquette conforme au modèle R 2 ci-annexé portant en caractères latins le nom du bureau d'origine, la lettre R, le numéro d'ordre de l'envoi et un triangle de couleur orange où figure le mot «Remboursement».

2. Les colis postaux contre remboursement ainsi que leurs bulletins d'expédition sont revêtus, du côté de la suscription, de l'étiquette R 1.

#### ARTICLE 105

##### Formules à joindre aux envois

1. Sauf les cas prévus aux §§ 5 et 7 ci-après, tout envoi contre remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement en carton résistant, conforme au modèle R 3 ci-annexé, de couleur vert clair s'il s'agit d'un objet de correspondance ou d'un envoi avec valeur déclarée et conforme au modèle R 4 ci-annexé, de couleur blanche s'il s'agit d'un colis postal; la formule de mandat doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du Pays d'origine de l'envoi et, en règle générale, indiquer l'expéditeur de cet envoi comme bénéficiaire du mandat.

2. Lorsque le montant du mandat de remboursement peut être versé à un compte courant postal tenu dans le Pays d'origine de l'envoi, l'expéditeur désireux de bénéficier de cette faculté doit mentionner sur le titre, au lieu et place de son adresse, le titulaire et le numéro du compte courant postal ainsi que le bureau qui tient ce compte.

3. Lorsque l'expéditeur demande le renvoi par avion du mandat de remboursement, il porte au recto de la formule R 3 ou R 4 la mention «Renvoi par avion»; en outre, le bureau d'origine de l'envoi appose sur cette formule une étiquette ou une empreinte de couleur bleue «Par avions».

4. Chaque Administration a la faculté de faire adresser au bureau d'origine de l'envoi ou à tout autre de ses bureaux les mandats relatifs aux envois originaux de son Pays. Dans ce cas, le nom du bureau est indiqué sur la formule R 3 ou R 4.

5. Si l'expéditeur demande que le montant du remboursement soit versé à un compte courant postal tenu dans le Pays d'encaissement, l'envoi est, sauf accord contraire, accompagné d'un bulletin de versement du modèle prescrit par les règlements de ce Pays; ce bulletin doit désigner le titulaire du compte à créditer et contenir toutes autres indications exigées par la formule, à l'exception du montant à porter au crédit, qui sera inscrit par l'Administration de destination de l'envoi, après encaissement; si le bulletin de versement est pourvu d'un coupon, l'expéditeur y inscrit son nom et son adresse ainsi que toutes autres indications qu'il juge nécessaires.

6. Le mandat est solidement attaché à l'envoi ou, s'il concerne un colis postal, au bulletin d'expédition; il en est de même, éventuellement, du bulletin de versement.

7. Si l'expéditeur demande que le montant du remboursement soit viré à un compte courant postal, aucune formule n'est à joindre ni à l'envoi, ni au bulletin d'expédition.

### CHAPITRE III

#### PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

##### ARTICLE 106

###### Annulation ou modification du montant du remboursement

1. Toute demande d'annulation ou de modification du montant du remboursement est soumise aux dispositions de l'article 156 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. S'il s'agit d'une demande télégraphique, celle-ci est confirmée, par le premier courrier, par une demande postale accompagnée du fac-similé dont il est question à l'article 156, § 1, susvisé et portant en tête l'annotation, soulignée au crayon de couleur, «Confirmation de la demande télégraphique du...»; le bureau d'encaissement retient l'envoi jusqu'à la réception de cette confirmation; l'Administration d'encaissement peut, toutefois, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique sans attendre la confirmation postale.

3. Si le montant du remboursement est à liquider par mandat, la demande de modification par voie postale est accompagnée d'une nouvelle formule R 3 ou R 4 indiquant le montant rectifié; lorsqu'il s'agit d'une demande par voie télégraphique, le mandat de remboursement est remplacé par le bureau d'encaissement dans les conditions déterminées à l'article 111.

4. Si, au moment du dépôt de l'envoi, l'expéditeur a demandé le renvoi par avion du mandat de remboursement, la nouvelle formule de mandat porte au recto la mention «Renvoi par avion» de même que l'étiquette ou l'empreinte de couleur bleue «Par avion».

##### ARTICLE 107

###### Réexpédition

1. Tout envoi grevé de remboursement peut être réexpédié si le Pays de nouvelle destination assure, dans ses relations avec le Pays d'origine, le service des envois de l'espèce; dans ce cas, la formule de mandat de remboursement reste annexée à l'envoi.

2. Si l'expéditeur a demandé le règlement par inscription au crédit d'un compte courant postal et si le Pays de nouvelle destination n'admet pas ce mode de règlement, il est fait application des dispositions de l'article 9, § 2. Le bureau de nouvelle destination convertit le montant du remboursement en monnaie de son Pays en prenant pour base le taux défini à l'article 108, § 1.

### CHAPITRE IV

#### OPÉRATIONS AU BUREAU D'ENCAISSEMENT

##### ARTICLE 108

###### Conversion. Traitement des titres de paiement

1. Sauf accord contraire, le montant du remboursement exprimé dans la monnaie du Pays d'origine de l'envoi est converti en monnaie du Pays d'encaissement par les soins de l'Administration postale de ce dernier Pays; celle-ci se sert du taux de conversion dont elle fait usage pour les mandats à destination du Pays d'origine de l'envoi.

2. Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau d'encaissement, ou tout autre bureau désigné par l'Administration d'encaissement, remplit la partie «Indications de service» du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, l'envoie sans taxe à l'adresse qu'il comporte.

3. En cas de réexpédition et sous réserve des dispositions de l'article 107, § 2, l'Administration de nouvelle destination procède de la même façon, comme si les envois lui avaient été transmis directement.

4. Si l'utilisation de la voie aérienne a été demandée par l'expéditeur, le mandat de remboursement est expédié par le plus prochain courrier aérien.

5. En cas de versement ou de virement des fonds encaissés à un compte courant postal, l'avis de crédit ou de virement destiné au titulaire du compte doit porter la mention «Remboursement».

6. Les bulletins de versement des envois contre remboursement, dont le montant doit être porté au crédit d'un compte courant postal dans le Pays d'encaissement, sont traités d'après les règles de ce Pays.

#### ARTICLE 109

##### Traitement des irrégularités

1. En cas de différence entre les indications du montant du remboursement figurant sur l'envoi d'une part et sur le mandat ou le bulletin d'expédition d'autre part, la somme la plus élevée doit être encaissée sur le destinataire.

2. Si celui-ci refuse de verser cette somme, l'envoi peut, sauf l'exception prévue au § 5 ci-après, être remis, contre paiement de la somme la moins élevée, sous réserve que le destinataire s'engage à effectuer, s'il y a lieu, un versement complémentaire, dès réception des renseignements qui seront fournis par l'Administration d'origine; si le destinataire n'accepte pas cette condition, il est sursis à la livraison de l'envoi.

3. Dans tous les cas, une demande de renseignements est adressée immédiatement, si possible par voie aérienne, au service indiqué par l'Administration d'origine, lequel doit y répondre, dans le plus court délai et autant que possible par avion, en précisant le montant exact du remboursement et en appliquant, le cas échéant, les dispositions de l'article 106, § 3.

4. Il est sursis à l'envoi du mandat de remboursement, du bulletin de versement ou de l'ordre de virement jusqu'à réception de la réponse à la demande de renseignements.

5. Lorsque le destinataire est de passage ou doit s'absenter, le paiement de la somme la plus élevée est toujours exigé; en cas de refus, l'envoi n'est livré qu'à la réception de la réponse à la demande de renseignements.

#### ARTICLE 110

##### Délai de paiement

1. Le montant du remboursement doit être payé dans un délai de sept jours à compter du lendemain de l'arrivée de l'envoi au bureau d'encaissement; ce délai peut être porté à un mois au maximum lorsque la législation du Pays d'encaissement le permet.

2. S'il s'agit d'un objet de correspondance recommandé ou avec valeur déclarée, il est renvoyé, à l'expiration du délai de paiement, au bureau d'origine; l'expéditeur peut, toutefois, demander, par une annotation, le retour immédiat de l'objet au cas où le destinataire ne paierait pas le montant du remboursement lors de la première présentation; le renvoi immédiat a également lieu si le destinataire, lors de la présentation, refuse formellement tout paiement.

3. S'il s'agit d'un colis postal, celui-ci est traité à l'expiration du délai de paiement, conformément aux dispositions des articles 5, 19, §§ 3 et 4, 22, §§ 1 à 6, de l'Arrangement concernant les colis postaux; l'expéditeur peut, toutefois, demander que les dispositions prescrites par lui en vertu de l'article 106, §§ 2 et 3, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux soient exécutées immédiatement au cas où le destinataire ne paierait pas le montant du remboursement lors de la première présentation; l'exécution immédiate de ces dispositions a également lieu si le destinataire, lors de la présentation, a formellement refusé tout paiement; si, en réponse à un avis de non-livraison, l'expéditeur a donné des instructions au bureau d'encaissement, les délais susmentionnés sont comptés du lendemain de l'arrivée de ces instructions.

## ARTICLE 111

Destruction, annulation ou remplacement de formules de titres de paiement

1. Sont détruites par les soins de l'Administration d'encaissement:

- a) toute formule de mandat de remboursement devenue inutilisable pour cause de différence entre les indications du montant du remboursement ou par suite d'annulation ou de modification du montant;
- b) toute formule de bulletin de versement devenue inutilisable en cas d'annulation du montant du remboursement.

2. Est annulée par les soins du bureau qui effectue le renvoi, toute formule afférente à un envoi renvoyé à l'origine pour un motif quelconque.

3. Lorsque les formules afférentes aux envois grevés de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant encaissement, le bureau d'encaissement en établit des duplicata sur formules réglementaires.

## ARTICLE 112

Mandats non remis ou non encaissés

1. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être remis aux bénéficiaires sont, après avoir été éventuellement soumis à la formalité du visa pour date, quittancés par l'Administration d'origine des envois que ces titres concernent et portés en compte à l'Administration qui les a émis.

2. Il en est de même des mandats de remboursement qui ont été remis aux ayants droit, mais dont le montant n'a pas été encaissé. Ces titres doivent, préalablement, être remplacés par des autorisations de paiement établies par l'Administration d'origine des mandats.

## CHAPITRE V

## COMPTABILITÉ

## ARTICLE 113

Établissement et règlement des comptes

1. Sauf accord contraire, les comptes relatifs aux mandats de remboursement payés sont établis sur formule conforme au modèle R 5 *ci-annexé*.

2. Le cas échéant, sur la formule R 5, le montant de la taxe afférente au renvoi par avion des mandats de remboursement et à attribuer au Pays d'encaissement est porté dans une colonne spéciale en regard de chaque mandat de remboursement payé.

3. Sauf accord contraire, les formules R 5 peuvent être utilisées pour les mandats de remboursement afférents à des objets du service de la poste aux lettres, à des envois avec valeur déclarée ou à des colis postaux.

4. Les mandats de remboursement, payés et quittancés, accompagnent le compte particulier R 5. Ils sont inscrits dans l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et suivant l'ordre numérique de l'inscription aux registres de ces bureaux, autant que possible dans l'ordre chronologique; l'Administration qui a établi le compte déduit du total de sa créance le montant des taxes et droits revenant à l'Administration correspondante, conformément à l'article 14 de l'Arrangement.

5. Le solde du compte R 5 est ajouté, autant que possible, à celui du compte mensuel des mandats, établi pour la même période; la vérification et le règlement du compte R 5 sont effectués selon les dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et son Règlement d'exécution.

CHAPITRE VI  
DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 114

Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement.
2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à *Ottawa*, le 3 octobre 1957.

SIGNATURES

*(Les mêmes qu'aux pages 98 et 99 de ce volume.)*

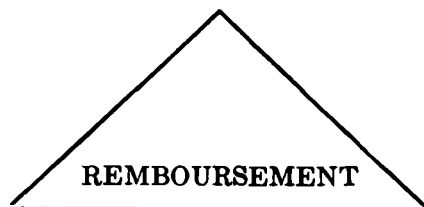
## LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
R 1	Étiquette «Remboursement».....	art. 104, § 1
R 2	Étiquette «R» combinée avec le nom du bureau d'origine, le numéro de l'envoi et le triangle portant la mention «Remboursement».....	art. 104, § 1
R 3	Mandat de remboursement international (Service des objets de correspondance et des valeurs déclarées).....	art. 105, § 1
R 4	Mandat de remboursement international (Service des colis postaux).....	art. 105, § 1
R 5	Compte particulier des mandats de remboursement.....	art. 113, § 1

## ANNEXES:

## FORMULES R 1 &amp; R 5

R 1



Remboursements, Ottawa 1957, art. 104, § 1 — Dimensions: base 37 mm, hauteur 18 mm, couleur orange

R 2



Remboursements, Ottawa 1957, art. 104, § 1 — Dimensions: 37 × 13 mm, le triangle de couleur orange

Recto

<p style="text-align: center;"><b>Coupon</b></p> <p>(Peut être détaché par le destinataire du mandat)</p> <p>Montant du remboursement</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center; font-size: small;">(en chiffres arabes)</p> <p>pour l'envoi n°.....</p> <p>déposé le.....19.....</p> <p>à.....</p> <p>par.....</p> <p>à l'adresse de.....</p> <p>à.....</p> <p>Timbre du bureau d'émission</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div>	<p>Pays de destination de l'envoi grevé de remboursement { ..... <span style="float: right;">R 3</span></p> <p style="text-align: center;">Service des objets de correspondance et des valeurs déclarées</p> <p style="text-align: center;"><b>MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL</b></p> <p style="text-align: center;">de la somme de <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; display: inline-block;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 50px; height: 15px; display: inline-block;"></div></p> <p style="text-align: center; font-size: small;">(en chiffres arabes)</p> <hr style="border: 2px solid black;"/> <p style="text-align: center; font-size: small;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p>pour l'envoi n°.....expédié le.....19.....</p> <p>Payable à.....</p> <p>Rue et numéro.....</p> <p>Lieu de destination.....</p> <p>Pays de destination.....</p> <hr/> <p style="text-align: center;">Indications de service <sup>(1)</sup></p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; border-right: 1px solid black;"> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Timbre du bureau d'émission</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Numéro</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Date</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Date</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Bureau</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Bureau</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Pays</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Pays</td> </tr> </table> </td> <td style="width: 50%; text-align: left; vertical-align: middle;">                 } d'émission             </td> </tr> </table> </td> <td style="width: 50%; vertical-align: top; border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p style="text-align: center; font-size: small;">Somme versée</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center; font-size: x-small;">(Monnaie du Pays destinataire de l'envoi grevé de remboursement)</p> </td> </tr> </table> <p>Signature de l'agent qui dresse le mandat: .....</p> <p style="font-size: x-small;">(1) A porter par l'Administration destinataire de l'envoi, après encaissement du montant du remboursement.</p>	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; border-right: 1px solid black;"> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Timbre du bureau d'émission</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Numéro</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Date</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Date</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Bureau</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Bureau</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Pays</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Pays</td> </tr> </table> </td> <td style="width: 50%; text-align: left; vertical-align: middle;">                 } d'émission             </td> </tr> </table>	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Timbre du bureau d'émission</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Numéro</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Date</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Date</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Bureau</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Bureau</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Pays</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Pays</td> </tr> </table>	Timbre du bureau d'émission	Numéro	Date	Date	Bureau	Bureau	Pays	Pays	} d'émission	<p style="text-align: center; font-size: small;">Somme versée</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center; font-size: x-small;">(Monnaie du Pays destinataire de l'envoi grevé de remboursement)</p>
<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; border-right: 1px solid black;"> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Timbre du bureau d'émission</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Numéro</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Date</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Date</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Bureau</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Bureau</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Pays</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Pays</td> </tr> </table> </td> <td style="width: 50%; text-align: left; vertical-align: middle;">                 } d'émission             </td> </tr> </table>	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Timbre du bureau d'émission</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Numéro</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Date</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Date</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Bureau</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Bureau</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Pays</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Pays</td> </tr> </table>	Timbre du bureau d'émission	Numéro	Date	Date	Bureau	Bureau	Pays	Pays	} d'émission	<p style="text-align: center; font-size: small;">Somme versée</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center; font-size: x-small;">(Monnaie du Pays destinataire de l'envoi grevé de remboursement)</p>		
<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Timbre du bureau d'émission</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Numéro</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Date</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Date</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Bureau</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Bureau</td> </tr> <tr> <td style="width: 50%; text-align: right;">Pays</td> <td style="width: 50%; text-align: left;">Pays</td> </tr> </table>	Timbre du bureau d'émission	Numéro	Date	Date	Bureau	Bureau	Pays	Pays	} d'émission				
Timbre du bureau d'émission	Numéro												
Date	Date												
Bureau	Bureau												
Pays	Pays												

Remboursements, Ottawa 1957, art. 105, § 1 — Dimensions: 148 x 105 mm, couleur vert clair

Verso

	<p>(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</p>
	<p><b>Quittance du destinataire</b></p> <hr style="width: 20%; margin: 0 auto;"/> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu:....., le.....19.....</p> <p style="text-align: right;">Signature du destinataire:</p>
<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 80px; margin-bottom: 5px;"></div> <p style="text-align: center; font-size: small;">N°.....</p>	<p style="text-align: right; font-size: small;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div>



Recto

<p style="text-align: center;"><b>Coupon</b> (Peut être détaché par le destinataire du mandat)</p> <p>Montant du remboursement</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center; font-size: small;">(en chiffres arabes)</p> <p>pour le colis n°.....</p> <p>déposé le..... 19.....</p> <p>à.....</p> <p>par.....</p> <p>à l'adresse de.....</p> <p>.....</p> <p>à.....</p> <p style="text-align: center; font-size: x-small;">Timbre du bureau d'émission</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div>	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 60%;">Pays de destination du colis grevé de remboursement } .....</td> <td style="width: 40%; text-align: right; vertical-align: top;">R 4</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">Service des colis postaux</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;"><b>MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL</b></td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">de la somme de <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; display: inline-block;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 15px; display: inline-block;"></div></td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center; font-size: x-small;">(en chiffres arabes)</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="border: 1px solid black; height: 15px;"></td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center; font-size: x-small;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</td> </tr> <tr> <td colspan="2">pour le colis n°..... expédié le..... 19.....</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Payable à.....</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Rue et numéro.....</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Lieu de destination.....</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Pays de destination.....</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center; padding-top: 10px;"><b>Indications de service (1)</b></td> </tr> <tr> <td style="vertical-align: top;">           Numéro } .....</td> <td rowspan="5" style="vertical-align: middle; text-align: center;">} d'émission</td> <td rowspan="5" style="border: 1px solid black; padding: 5px; font-size: x-small;"> <b>Somme versée</b>  <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 15px; margin: 5px 0;"></div>            (Monnaie du Pays destinataire du colis grevé de remboursement.)         </td> </tr> <tr> <td>Date } .....</td></tr> <tr> <td>Bureau } .....</td></tr> <tr> <td>Pays } .....</td></tr> <tr> <td>Signature de l'agent qui dresse le mandat: .....</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center; font-size: x-small; padding-top: 10px;">           (1) A porter par l'Administration destinataire du colis, après encaissement du montant du remboursement.         </td> </tr> </table>	Pays de destination du colis grevé de remboursement } .....	R 4	Service des colis postaux		<b>MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL</b>		de la somme de <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; display: inline-block;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 15px; display: inline-block;"></div>		(en chiffres arabes)				(les unités en toutes lettres et en caractères latins)		pour le colis n°..... expédié le..... 19.....		Payable à.....		Rue et numéro.....		Lieu de destination.....		Pays de destination.....		<b>Indications de service (1)</b>		Numéro } .....	} d'émission	<b>Somme versée</b> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 15px; margin: 5px 0;"></div> (Monnaie du Pays destinataire du colis grevé de remboursement.)	Date } .....	Bureau } .....	Pays } .....	Signature de l'agent qui dresse le mandat: .....	(1) A porter par l'Administration destinataire du colis, après encaissement du montant du remboursement.		
Pays de destination du colis grevé de remboursement } .....	R 4																																				
Service des colis postaux																																					
<b>MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL</b>																																					
de la somme de <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; display: inline-block;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 15px; display: inline-block;"></div>																																					
(en chiffres arabes)																																					
(les unités en toutes lettres et en caractères latins)																																					
pour le colis n°..... expédié le..... 19.....																																					
Payable à.....																																					
Rue et numéro.....																																					
Lieu de destination.....																																					
Pays de destination.....																																					
<b>Indications de service (1)</b>																																					
Numéro } .....	} d'émission	<b>Somme versée</b> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 15px; margin: 5px 0;"></div> (Monnaie du Pays destinataire du colis grevé de remboursement.)																																			
Date } .....																																					
Bureau } .....																																					
Pays } .....																																					
Signature de l'agent qui dresse le mandat: .....																																					
(1) A porter par l'Administration destinataire du colis, après encaissement du montant du remboursement.																																					

Remboursements, Ottawa 1957, art. 105, § 1 — Dimensions: 148x105 mm, couleur blanche

Verso

	(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)
	<b>Quittance du destinataire</b> <hr style="width: 20%; margin: 5px auto;"/> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu:....., le..... 19.....</p> <p style="text-align: center;">Signature du destinataire:</p> <p>.....</p>
<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 80px; margin-bottom: 5px;"></div> <p style="text-align: center; font-size: x-small;">Registre d'arrivée</p> <p style="text-align: center;">N°.....</p>	<p style="text-align: center; font-size: x-small;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div>

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

R 5

**COMPTE PARTICULIER  
des mandats de remboursement**

payés par l'Administration d.....

pour le compte de l'Administration d.....

pendant le mois d.....19.....

N° cour- rant	N° d'émission	Date d'émission	Bureau d'émission	Montant des mandats		Mandats transmis par la voie aérienne Taxe fixe à bonifier	Observation#
				5	6		
1	2	3	4	5	6	7	
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
21							
22							
23							
24							
25							
<b>Totaux</b>							
A déduire:							
1% du total de la colonne 5 .....							
Quote-part fixe (..... par mandat) .....							
Taxe fixe de renvoi par avion des mandats de remboursement (colonne 6) .....							
Reste au profit de l'Administration d.....							

Remboursements, Ottawa 1957, art. 113, § 1 — Dimensions: 210 x 297 mm

[TRANSLATION — TRADUCTION]

**UNIVERSAL POSTAL UNION**  
**ACTS OF THE CONGRESS OF OTTAWA, 1957**

---

**VI**

No. 5216. AGREEMENT CONCERNING CASH-ON-DELIVERY  
ITEMS. SIGNED AT OTTAWA, ON 3 OCTOBER 1957



NOTE. Square brackets [ ] indicate a note that does not appear in the original —usually the accepted English form of an expression necessarily retained in French.<sup>1</sup>

## TABLE OF CONTENTS OF THE AGREEMENT CONCERNING CASH-ON-DELIVERY ITEMS

### CHAPTER I

#### PRELIMINARY CLAUSES

*Art.*

1. Subject of the Agreement.

### CHAPTER II

#### GENERAL CONDITIONS. CHARGES. TRANSFER OF FUNDS

2. Items admitted.
3. Conditions of admission.
4. Method of settling with the sender.
5. Charges.
6. Cancellation or modification of the amount of the trade charge.
7. Trade-charge money orders.
8. Payment of trade-charge money orders relating to parcels.
9. Non-payment to the payee.

### CHAPTER III

#### RESPONSIBILITY

10. Principle and extent of responsibility.
11. Return to the sender of an item delivered to the addressee without collection of the amount of the trade charge.
12. Exceptions.
13. Payment of indemnities. Claims. Time limit for claims.
14. Determination of responsibility with regard to collection.

### CHAPTER IV

#### MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

15. Allocation of charges in case of settlement of the trade charge by money order.
16. Application of the Convention and of certain Agreements.
17. Approval of proposals made in the interval between Congresses.
18. Entry into force and duration of the Agreement.

<sup>1</sup> [*Translation — Traduction*] NOTE. — Les expressions entre crochets [ ] sont des annotations qui ne figurent pas dans le texte original ; d'une manière générale, il s'agit de l'équivalent en anglais d'une expression qui a dû être conservée en français.

## AGREEMENT<sup>1</sup> CONCERNING CASH-ON-DELIVERY ITEMS CONCLUDED BETWEEN

THE PEOPLE'S REPUBLIC OF ALBANIA, GERMANY, THE ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, BOLIVIA, CAMBODIA, CHILE, CHINA, THE REPUBLIC OF COLOMBIA, THE REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, THE DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, SPAIN, THE SPANISH TERRITORIES IN AFRICA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, THE WHOLE OF THE TERRITORIES REPRESENTED BY THE FRENCH OFFICE OF OVERSEAS POSTS AND TELECOMMUNICATIONS, GREECE, THE HUNGARIAN PEOPLE'S REPUBLIC, THE REPUBLIC OF INDONESIA, IRAQ, THE REPUBLIC OF ICELAND, ITALY, THE TERRITORY OF SOMALIA UNDER ITALIAN ADMINISTRATION, JAPAN, LAOS, LEBANON, LIBYA, LUXEMBOURG, MOROCCO, MEXICO, THE PRINCIPALITY OF MONACO, NICARAGUA, NORWAY, PARAGUAY, THE NETHERLANDS, THE NETHERLANDS ANTILLES AND SURINAM, THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC, PORTUGAL, THE PORTUGUESE PROVINCES IN WEST AFRICA, THE PORTUGUESE PROVINCES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, THE ROMANIAN PEOPLE'S REPUBLIC, THE REPUBLIC OF SAN MARINO, SWEDEN, THE SWISS CONFEDERATION, SYRIA, CZECHOSLOVAKIA, THAILAND, TUNISIA, TURKEY, THE EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, THE REPUBLIC OF VENEZUELA, VIET-NAM, YEMEN, THE FEDERAL PEOPLE'S REPUBLIC OF YUGOSLAVIA.

<sup>1</sup> Came into force on 1 April 1959, in accordance with article 18. The instruments of ratification or accession (a) were deposited with the Canadian Government on the dates indicated :

Argentina (with reservations ; see p. 48)	15 April	1959	Italy . . . . .	9 June	1960
Austria . . . . .	4 May	1959	Japan . . . . .	7 November	1958
Belgium . . . . .	5 March	1959	Luxembourg . . . . .	13 January	1960
Cambodia . . . . .	12 January	1960	Mexico . . . . .	19 March	1959
Republic of China . . . . .	6 October	1959	Monaco . . . . .	2 September	1959
Czechoslovakia . . . . .	13 August	1959	Morocco . . . . .	9 July	1959
Denmark . . . . .	13 August	1958	Netherlands . . . . .	27 August	1959
Finland . . . . .	6 March	1959	(Including Netherlands New Guinea, Surinam and the Netherlands Antilles.)		
France . . . . .	8 May	1959	Norway . . . . .	19 August	1958
(Including Algeria and the whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications, composed of the countries and territories designated below and the Franco-British Condominium of the New Hebrides.)†			San Marino . . . . .	27 July	1959
Greece . . . . .	2 October	1959	Spain . . . . .	29 July	1959
Hungary . . . . .	5 April	1960	(Including the Spanish territories of Africa.)		
Iceland . . . . .	27 November	1958	Sweden . . . . .	2 May	1958
Iraq (with reservation)* . . . . .	18 January	1960	Switzerland . . . . .	14 November	1958
			Tunisia . . . . .	24 March	1959
			United Arab Republic:		
			Egyptian Province	15 January	1959
			Syrian Province	15 January	1959
			Vatican City State	13 April	1960
			Yemen . . . . .	3 April	1959 (a)

† (a) *States members of the Community* : Republic of Senegal, Sudanese Republic, Republic of the Ivory Coast, Republic of the Niger, Republic of the Upper Volta, Republic of Dahomey, Islamic Republic of Mauritania, Gabon Republic, Republic of the Congo, Central African Republic, Republic of Chad, Malagasy Republic.

(b) *Overseas territories* : Comoro Islands, New Caledonia and dependencies, French Polynesia, French Somaliland, St. Pierre and Miquelon.

(c) *Trust Territories of France* : Cameroons, Autonomous Republic of Togo.

### \*RESERVATION

"Iraq's participation in the Universal Postal Union Conference and its ratification of the Universal Postal Convention and its attached agreements does not mean in any way Iraq's recognition of the State of Israel as a member in the Universal Postal Union. Iraq could not establish any kind of relations with Israel and the latter has no right to request Iraq to implement any obligation under the terms of these agreements."

Having regard to article 22 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on 3 October 1957,<sup>1</sup> the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries, have, by common consent and subject to ratification, drawn up the following Agreement :

CHAPTER I

PRELIMINARY CLAUSES

*Article 1*

SUBJECT OF THE AGREEMENT

The present Agreement regulates the exchange of cash-on-delivery items which the Administrations of the participating countries agree to institute in their reciprocal relations.

CHAPTER II

GENERAL CONDITIONS. CHARGES. TRANSFER OF FUNDS

*Article 2*

ITEMS ADMITTED

1. Registered items of correspondence, insured letters and boxes, and postal parcels which satisfy the conditions prescribed respectively by the Convention, the Agreement concerning insured letters and boxes,<sup>2</sup> or the Agreement concerning postal parcels<sup>3</sup> may be sent as cash-on-delivery items.

2. The Administrations of the participating countries have the option of admitting to the cash-on-delivery items service only certain of the categories of items mentioned above.

*Article 3*

CONDITIONS OF ADMISSION

1. Items with trade charges are subject to the conditions of admission and the charges applicable to the category to which they belong.

2. Whatever may be the method of settlement, the amount of the trade charge may not exceed the maximum amount adopted in the country of collection for the issue of money orders addressed to the country of origin of the item.

3. In the absence of other arrangements, the amount of the trade charge is expressed in the currency of the country of origin of the item ; nevertheless, in all cases of payment or transfer of the trade charge to a postal cheque account in the country of collection, the amount is expressed in the currency of that country.

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, Vol. 364, p. 3.

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, Vol. 364, p. 331.

<sup>3</sup> United Nations, *Treaty Series*, Vol. 365.

*Article 4*

## METHOD OF SETTLING WITH THE SENDER

Sums intended for the sender of items are sent to him :

- (a) By means of "trade-charge money order", the amount of which may be paid into a postal cheque account in the country of origin of the item, if this permitted under the regulations of the Administration of that country ;
- (b) In cases where the Administrations concerned permit this procedure :
  - (1) By means of a payment or transfer to a postal cheque account in the country of settlement ;
  - (2) By means of a transfer to a postal cheque account in the country of origin of the items.

*Article 5*

## CHARGES

1. In addition to the charges prescribed in article 3, § 1, the sender pays in advance the following charges :

- (a) If he requests that the amount of the trade charge should be sent to him by means of a trade-charge money order issued free of commission in his favour :
  - (1) A fixed charge not exceeding 50 centimes ;
  - (2) A proportional charge not exceeding  $\frac{1}{2}$  per cent of the amount of the trade charge, each Administration being free to adopt the scale which best suits its service ;
- (b) If he requests that the trade-charge money order should be sent to him by air and in the absence of other arrangements between the Administrations concerned : a charge equal to that prescribed under article 69, § 1, of the Convention for the return by air of the advice of delivery form ;
- (c) If he requests that the amount of the trade charge should be paid or transferred to a postal cheque account in the country of collection or transferred to a postal cheque account in the country of origin of the item : a fixed charge not exceeding 25 centimes ;

2. In addition, the Administration of the country of collection deducts from the amount of the trade charge :

- (a) If that amount is paid or transferred to a cheque account in the country of collection :
  - (1) A fixed charge not exceeding 25 centimes ;
  - (2) The charge, if any, applicable to payments or transfers in its internal service ;
- (b) If that amount is transferred to a cheque account in the country of origin of the item :
  - (1) A fixed charge not exceeding 25 centimes ;
  - (2) The charge applicable to international transfers.

*Article 6*

## CANCELLATION OR MODIFICATION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE

1. The sender of a cash-on-delivery item may, subject to the provisions of article 58 of the Convention, request either total or partial cancellation of the amount of the trade charge or an increase therein.



2. In the case of an increase in the amount of the trade charge, the sender must pay, in respect of the increase, the proportional charge prescribed by article 5, § 1 (a) (2); this charge is not collected if settlement is effected by payment or transfer to a postal cheque account.

*Article 7*

TRADE-CHARGE MONEY ORDERS

With the reservations prescribed by the Detailed Regulations,<sup>1</sup> trade-charge money orders are subject to the provisions of the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques.<sup>2</sup>

*Article 8*

PAYMENT OF TRADE-CHARGE MONEY ORDERS RELATING TO PARCELS

Trade-charge money orders relating to cash-on-delivery parcels are paid to the senders in the conditions laid down by the Administration of origin of the item.

*Article 9*

NON-PAYMENT TO THE PAYEE

1. The amount of a trade-charge money order which has not been paid to the payee for any reason whatever is held at the payee's disposal by the Administration of the country of origin of the item; it accrues definitely to that Administration on the expiry of the legal period of validity.

2. When, for any reason, payment or transfer to a postal cheque account requested in accordance with article 4 (b) cannot be effected, the Administration which has collected the amount converts it into a trade-charge money order in favour of the sender of the item.

CHAPTER III

RESPONSIBILITY

*Article 10*

PRINCIPLE AND EXTENT OF RESPONSIBILITY

1. The Administrations are responsible for sums collected until the trade-charge money order has been duly paid or the amount has been duly entered to the credit of a postal cheque account.

2. In addition, Administrations are responsible, up to the amount of the trade charge if they have delivered items without collection of the amount due or have collected an amount which is less than the amount of the trade charge.

3. Administrations assume no responsibility for delay in the collection or despatch of funds.

<sup>1</sup> See p. 125 of this volume.

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, Vol. 365.

*Article 11*

## RETURN TO THE SENDER OF AN ITEM DELIVERED TO THE ADDRESSEE WITHOUT COLLECTION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE

1. When the addressee has returned an item delivered to him without collection of the amount of the trade charge, the sender is advised that he may take possession of the item within a period of three months, provided that he waives payment of the amount of the trade charge or refunds the amount received under article 10, § 2.

2. If the sender takes delivery of the item, the amount repaid is refunded to the Administration or Administrations which bore the loss.

3. If the sender refuses to take delivery of the item, it becomes the property of the Administration or the Administrations which paid the indemnity.

*Article 12*

## EXCEPTIONS

No indemnity is payable with respect to the amount of the trade charge :

- (a) If the failure to collect the charge is due to fault or negligence on the part of the sender ;
- (b) If the item was not delivered because it falls within the prohibitions specified either by articles 49, §§ 7 and 9 (c), and 60, § 1, of the Convention, or by articles 2, §§ 4 and 5, and 5 of the Agreement concerning insured letters and boxes, or by articles 6 (a) (2), (3), (5), (6), (7) and (b), and 26 of the Agreement concerning postal parcels ;
- (c) If no application has been made within the period specified in article 67, § 1, of the Convention.

*Article 13*

## PAYMENT OF INDEMNITIES. CLAIMS. TIME LIMIT FOR CLAIMS

1. The Administration of origin of the item must pay the indemnity ; it may exercise its right to make a claim on the Administration responsible, which is bound to reimburse it, under the conditions prescribed by article 76 of the Convention, for the sums advanced on its account.

2. The last Administration to pay the indemnity has a claim, up to the amount of the indemnity, against the addressee, the sender or third parties.

3. The provisions of article 75 of the Convention concerning the periods for payment of the indemnity for the loss of a registered article apply, for all categories of cash-on-delivery items, to the payment of the sums collected or of the indemnity.

*Article 14*

## DETERMINATION OF RESPONSIBILITY WITH REGARD TO COLLECTION

1. The Administration of collection is not responsible for any irregularities committed if it can :

- (a) Prove that fault is due to a breach of the regulations by the Administration of the country of origin ;

(b) Establish that, at the time of transfer to its service, the item and, in the case of a postal parcel, the despatch note relating thereto did not bear the prescribed particulars.

2. Where responsibility cannot be clearly assigned to one of the two Administrations, the latter bear the loss in equal shares.

#### CHAPTER IV

#### MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

##### *Article 15*

#### ALLOCATION OF CHARGES IN CASE OF SETTLEMENT OF THE TRADE CHARGE BY MONEY ORDER

Under the conditions fixed by the Detailed Regulations, the Administration of the country of origin allocates :

- (a) To the collecting Administration a share of 25 centimes for each trade-charge money order paid, plus 1/4 per cent of the total amount of such orders ;
- (b) If necessary, to the Administration responsible for the return of the trade-charge money order by air, the charge prescribed by article 5, § 1 (b).

##### *Article 16*

#### APPLICATION OF THE CONVENTION AND OF CERTAIN AGREEMENTS

The provisions of the Convention and of its Detailed Regulations, of the Agreement concerning insured letters and boxes and of the Agreement concerning postal parcels apply to cash-on-delivery items, especially with respect to responsibility, as regards everything not expressly provided for in the present Agreement.

##### *Article 17*

#### APPROVAL OF PROPOSALS MADE IN THE INTERVAL BETWEEN CONGRESSES

To become effective, proposals made in the interval between Congresses (articles 27 and 28 of the Convention) must obtain :

- (a) A unanimous vote, if they involve the addition of new provisions or amendments to the provisions of articles 1 to 7, 9 to 15, 17 and 18 of the present Agreement and article 114 of its Detailed Regulations ;
- (b) Two-thirds of the votes, if they involve amendments to any provisions other than those mentioned in (a) ;
- (c) A majority of the votes, if they affect the interpretation of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a disagreement to be submitted to arbitration as provided for in article 33 of the Convention.

##### *Article 18*

#### ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT

The present Agreement shall come into force on 1 April 1959 and shall remain in operation for an indefinite period.

IN FAITH WHEREOF, the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the archives of the Government of Canada and of which a copy shall be delivered to each Party.

DONE at Ottawa, the 3rd day of October 1957.

*This Agreement was signed on behalf of the States and territories listed below by the same plenipotentiaries who signed the Universal Postal Convention :*

[For the names of the plenipotentiaries see *United Nations. Treaty Series, Vol. 364, pp. 197 to 207.*]

People's Republic of Albania  
Germany  
Argentine Republic  
Austria  
Belgium  
Bolivia  
Cambodia  
Chile  
China  
Republic of Colombia  
Republic of Cuba  
Denmark  
Dominican Republic  
Egypt  
Spain  
Spanish Territories in Africa  
Finland  
France  
Algeria  
Whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications  
Greece  
Hungarian People's Republic  
Republic of Indonesia  
Iraq  
Republic of Iceland  
Italy  
Territory of Somalia under Italian Administration  
Japan  
Laos  
Lebanon  
Libya  
Luxembourg  
Morocco  
Mexico  
Principality of Monaco  
Nicaragua

Norway  
Paraguay  
Netherlands  
Netherlands Antilles and Surinam  
People's Republic of Poland  
Portugal  
Portuguese Provinces in West Africa  
Portuguese Provinces in East Africa, Asia and Oceania  
Roumanian People's Republic  
Republic of San Marino  
Sweden  
Swiss Confederation  
Syria  
Czechoslovakia  
Thailand  
Tunisia  
Turkey  
Eastern Republic of Uruguay  
State of the City of the Vatican  
Republic of Venezuela  
Viet-Nam  
Federal People's Republic of Yugoslavia



TABLE OF CONTENTS  
OF THE DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT  
CONCERNING CASH-ON-DELIVERY ITEMS

## CHAPTER I

## PRELIMINARY CLAUSES

*Art.*

- 101. Information to be supplied by the postal Administrations.
- 102. Forms for the use of the public.

## CHAPTER II

## POSTING OF ITEMS

- 103. Particulars to be shown on the items and the despatch note.
- 104. Labels.
- 105. Forms to be attached to the items.

## CHAPTER III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED  
TO THE PUBLIC

- 106. Cancellation or modification of the amount of the trade charge.
- 107. Redirection.

## CHAPTER IV

## OPERATIONS AT THE COLLECTING OFFICE

- 108. Conversion. Treatment of payment documents.
- 109. Treatment of irregularities.
- 110. Period for payment.
- 111. Payment order forms destroyed, cancelled or replaced.
- 112. Money orders undelivered or not cashed.

## CHAPTER V

## ACCOUNTING

- 113. Preparation and settlement of accounts.

## CHAPTER VI

## FINAL PROVISIONS

- 114. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

## ANNEXES

Forms : see "List of Forms".

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT  
CONCERNING CASH-ON-DELIVERY ITEMS

Having regard to article 24 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on 3 October 1957, the undersigned, on behalf of their respective Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning cash-on-delivery items is implemented :

CHAPTER I

PRELIMINARY CLAUSES

*Article 101*

INFORMATION TO BE SUPPLIED BY THE POSTAL ADMINISTRATIONS

1. At least three months before implementing the Agreement, each Administration shall communicate to the other Administrations, through the International Bureau, all useful information concerning the cash-on-delivery items service.
2. Any amendment should be notified without delay.

*Article 102*

FORMS FOR THE USE OF THE PUBLIC

For the purpose of applying article 45, § 2, of the Convention, the following are considered as forms for the use of the public :

- R 3 (International trade-charge money order, letters and insured items service) ;
- R 4 (International trade-charge money order, postal parcel service).

CHAPTER II

POSTING OF ITEMS

*Article 103*

PARTICULARS TO BE SHOWN ON THE ITEMS AND THE DESPATCH NOTE

1. Registered items of correspondence, insured letters and boxes, postal parcels marked with trade charges and the corresponding despatch notes shall bear very conspicuously on the address side, in the case of the items, the heading *Remboursement*, followed by the amount of the trade charge expressed in Roman characters and arabic figures, without erasure or correction, even if certified ; the amount of the trade charge may not be written in pencil or copying-ink pencil ; service instructions, however, may be written in copying-ink pencil.
2. In the entry in words of the amount of the trade charge, the name of the monetary units is written without abbreviation ; where this entry relates to a currency which follows the decimal system, fractions of a monetary unit may be expressed in figures only, but must be expressed in hundredths (or thousandths) by means of a number of two (or



three) digits, including one zero (or two zeros) as necessary. Where the currency used does not follow the rules of the decimal system, the number and the name of the monetary units or fractions of a monetary unit are written out in full in words; in the entry of the amount in figures, the monetary units or fractions of a unit not mentioned in the amount in words are replaced by zeros.

3. If the sender requests the return of the trade-charge money order referred to in article 105 by air, the item and, in the case of a parcel, the despatch note must be marked conspicuously with the words "*Renvoi du mandat de remboursement par avion*" [Return of the trade-charge money order by air].

4. The sender must show his name and address in Roman characters on the address side of the item and, in the case of a parcel, on the front of the despatch note; when the sum collected is to be placed to the credit of a postal cheque account, the item and, where appropriate, the despatch note must bear, in addition, on the address side, the following indication in French or in another language known in the country of destination: "*A porter au crédit du compte courant postal n° ... de M ... à ... tenu par le bureau de chèques d ...*" [To be credited to postal cheque account No. ... of M ... at ... kept by the cheque office of ...].

#### Article 104

##### LABELS

1. When marked with trade charges, registered items of correspondence and insured letters and boxes must bear on the front an orange-coloured label R 1 in the form of the annexed specimen; the label C 4 prescribed in article 145, § 4, of the Detailed Regulations for implementing the Convention (or the impression of the special stamp in place thereof) is applied as far as possible in the upper corner of the label R 1; nevertheless, Administrations are permitted to use, instead of the two labels specified above, a single label R 2 in the form of the annexed specimen, bearing in Roman characters the name of the office of origin, the letter "R", the serial number of the item, and an orange-coloured triangle on which appears the word "*Remboursement*".

2. Trade-charge postal parcels and their despatch notes bear, on the address side, the label R 1.

#### Article 105

##### FORMS TO BE ATTACHED TO THE ITEMS

1. Save as provided in §§ 5 and 7 hereunder, every trade-charge item is accompanied by a trade-charge money order form of stout card identical with form R 3 annexed, light green in colour, in the case of an item of correspondence or an insured item, and identical with form R 4 annexed, white in colour, in the case of a postal parcel; the money order form must indicate the amount of the trade charge in the currency of the country of origin of the item and, as a general rule, show the sender of the item as payee of the money order.

2. When the amount of the trade-charge money order may be paid into a postal cheque account in the country of origin of the item, the sender wishing to exercise this option must indicate on the money order, instead of his address, the holder and number of the postal cheque account as well as the office where that account is kept.

3. When the sender asks for the return of the trade-charge money order by air, he enters on the front of the form R 3 or R 4 the indication "*Renvoi par avion*" [Return by air]; the office of origin of the item also affixes to the form a blue "*Par avion*" [By air mail] label or stamp impression.

4. Each Administration has the option of having the money orders relating to items originating in its country addressed to the office of origin of the item or to any other of its offices. In such cases, the name of the office is indicated on the form R 3 or R 4.

5. If the sender asks that the amount of the trade charge should be paid into a postal cheque account in the country of collection, the item is accompanied, in the absence of other arrangements, by a payment note in the form prescribed under the regulations of that country; this note must show the holder of the account to be credited and contain all other details required by the form, except the amount to be credited, which will be entered by the Administration of destination of the item after collection; if the payment note is provided with a coupon, the sender enters on it his name and address, as well as any other details which he considers necessary.

6. The money order is securely attached to the item or, in the case of a postal parcel, to the despatch note; the payment note, if any, is treated in the same way.

7. If the sender asks that the amount of the trade charge should be transferred to a postal cheque account, no form need be attached either to the item or to the despatch note.

#### CHAPTER III

### SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

#### *Article 106*

##### CANCELLATION OR MODIFICATION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE

1. All requests for cancellation or modification of trade charges are subject to the provisions of article 156 of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

2. In the case of a request by telegraph, the request must be confirmed, by first post, by a postal request accompanied by the facsimile referred to in article 156, § 1, aforesaid and bearing at the head the note underlined in coloured pencil: "*Confirmation de la demande télégraphique du ...*" [Confirmation of the telegraphic request of the]; the collecting office retains the item until the confirmation is received; however, the collecting Administration may on its own responsibility give effect to a telegraphic request without awaiting the postal confirmation.

3. If the amount of the trade charge is to be paid by means of a money order, the postal request for modification is accompanied by a new form R 3 or R 4 indicating the amended amount; in the case of a request by telegraph, the trade-charge money order is replaced by the collecting office under the conditions laid down in article 111.

4. If, on mailing the item, the sender has asked for the return of the trade-charge money order by air, the new money order form bears on the front the indication "*Renvoi par avion*" [Return by air] and also the blue "*Par avion*" [By air mail] label or stamp impression.

*Article 107*

## REDIRECTION

1. Items marked with trade charges may be redirected if the new country of destination maintains in its relations with the country of origin an exchange of items of this kind ; in that case, the trade-charge money order form remains attached to the item.

2. If the sender has asked that settlement be made by means of an entry to the credit of a postal cheque account and the new country of destination does not permit that method of settlement, the provisions of article 9, § 2, are applied. The new office of destination converts the amount of the trade charge into the currency of its country, taking as the basis the rate specified in article 108, § 1.

## CHAPTER IV

## OPERATIONS AT THE COLLECTING OFFICE

*Article 108*

## CONVERSION. TREATMENT OF PAYMENT DOCUMENTS

1. In the absence of other arrangements, the amount of the trade charge expressed in the currency of the country of origin of the item is converted into the currency of the collecting country by the postal Administration of the latter country ; that Administration uses the same rate of conversion as it uses for money orders drawn on the country of origin of the item.

2. Immediately after collecting the amount of the trade charge, the collecting office, or any other office appointed by the collecting Administration, fills in the portion of the trade-charge money order headed "*Indications de service*" and, after impressing it with the date stamp of the office, sends it free of postage to the address shown.

3. In the event of redirection and subject to the provisions of article 107, § 2, the new Administration of destination proceeds in the same manner as if the items had been forwarded to it direct.

4. If transmission by air mail has been requested by the sender, the trade-charge money order is despatched by the next air mail.

5. In case of payment or transfer of the amount collected to a postal cheque account, the advice of credit or transfer to be sent to the account-holder must bear the mention "*Remboursement*".

6. The payment notes relating to trade-charge items of which the amount has to be credited to a postal cheque account in the collecting country are treated according to the regulations of that country.

*Article 109*

## TREATMENT OF IRREGULARITIES

1. In case of difference between the indications of the amount of the trade charge appearing on the item, on the one hand, and on the money order or the payment note, on the other hand, the higher amount must be collected from the addressee.

2. If the latter refuses to pay this amount, the item may, except as provided in § 5 hereunder, be delivered against payment of the lower amount, provided that the addressee undertakes to make a supplementary payment if necessary on receipt of the information which will be furnished by the Administration of origin ; if the addressee does not accept this condition, delivery of the item is suspended.

3. In all cases, a request for information is forwarded immediately, if possible by air, to the service indicated by the Administration of origin, which service must answer as soon as possible and as far as possible by air mail, stating the exact amount of the trade charge and applying the provisions of article 106, § 3, where appropriate.

4. The despatch of the trade-charge money order, the payment note or the transfer order is suspended pending receipt of the reply to the request for information.

5. When the addressee is travelling or has to go away, payment of the higher amount is always required ; in case of refusal, the item is only delivered on receipt of the reply to the request for information.

#### *Article 110*

##### PERIOD FOR PAYMENT

1. The amount of the trade charge must be paid within a period of seven days, reckoning from the day after that of the arrival of the item at the collecting office ; this period may be extended to one month at most when this is permitted under the legislation of the collecting country.

2. The item, if a registered or insured item of correspondence, is sent back to the office of origin on the expiry of the period for payment ; the sender may, however, request, by a note, the immediate return of the item if the addressee does not pay the amount of the trade charge when the item is first tendered to him ; the item is also returned immediately if the addressee categorically refuses to make any payment when the item is tendered to him.

3. On the expiry of the period for payment, the item, if a postal parcel, is treated in accordance with the provisions of articles 5, 19, §§ 3 and 4, and 22, §§ 1 to 6, of the Agreement concerning postal parcels ; the sender may, however, request that the instructions given by him in virtue of article 106, §§ 2 and 3, of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning postal parcels be carried out immediately if the addressee does not pay the amount of the trade charge when the item is first tendered to him ; these instructions are also carried out immediately if the addressee categorically refuses to make any payment when the item is tendered ; if the sender, in reply to a notice of non-delivery, has given instructions to the collecting office, the above-mentioned periods are reckoned from the day after that of the arrival of these instructions.

#### *Article 111*

##### PAYMENT ORDER FORMS DESTROYED, CANCELLED OR REPLACED

1. The following forms are destroyed by the collecting Administration :
  - (a) Any trade-charge money order form which has become useless because of a difference between the indications of the amount of the trade charge or as a result of cancellation or modification of the amount ;

(b) Any payment note form which has become useless in case of cancellation of the amount of the trade charge.

2. Any form relating to an item returned to origin for any reason whatsoever is cancelled by the office which returns the item.

3. When the forms relating to items marked with trade charges are mislaid, lost or destroyed before collection, the collecting office prepares duplicates on the prescribed forms.

#### *Article 112*

##### MONEY ORDERS UNDELIVERED OR NOT CASHED

1. Trade-charge money orders which it has not been possible to deliver to the payees are, after having been subjected, if necessary, to the formalities prescribed for extending the period of validity, receipted by the Administration of origin of the items to which the orders relate, and claimed from the Administration which has issued them.

2. The same rule applies to trade-charge money orders which have been delivered to the payees and not cashed. These orders must first be replaced by authorities to pay prepared by the Administration which has issued the money orders.

#### CHAPTER V

##### ACCOUNTING

#### *Article 113*

##### PREPARATION AND SETTLEMENT OF ACCOUNTS

1. In the absence of other arrangements, the accounts relating to trade-charge money orders paid are prepared on a form R 5 in the form of the annexed specimen.

2. If necessary, the amount of the charge for the return by air of trade-charge money orders, to be credited to the collecting country, is entered on the form R 5 in a special column opposite each trade-charge money order paid.

3. In the absence of any agreement to the contrary, the forms R 5 may be used for trade-charge money orders relating to letter-post service articles, insured items or postal parcels.

4. The paid and receipted trade-charge money orders accompany the detailed account R 5. They are entered in alphabetical order of the offices of issue and in numerical order of their entry in the records of these offices, so far as possible in chronological order; the Administration which has drawn up the account deducts from the total of its credit the amount of the charges and fees accruing to the corresponding Administration in conformity with article 14 of the Agreement.

5. The balance of the account R 5 is added, as far as possible, to that of the monthly money order account for the same period; the verification and settlement of the account R 5 are effected in accordance with the rules fixed by the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques and its Detailed Regulations.

## CHAPTER VI

## FINAL PROVISIONS

*Article 114*

## ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning cash-on-delivery items comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the contracting Parties.

DONE at Ottawa, the 3rd day of October 1957.

## SIGNATURES

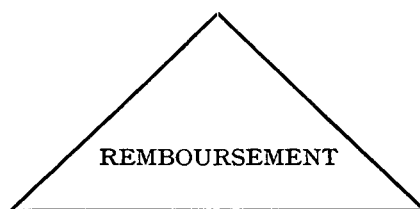
*The same as on pages 122 and 123 of this volume.)*

## LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of form 2	References 3
R 1	"Remboursement" label . . . . .	art. 104, § 1
R 2	"R" label, combined with the name of the office of origin, the number of the item and the triangle bearing the mention "Remboursement" . . . . .	art. 104, § 1
R 3	International trade-charge money order (letters and insured items service) . . . . .	art. 105, § 1
R 4	International trade-charge money order (parcel post service)	art. 105, § 1
R 5	Detailed account of trade-charge money orders . . . . .	art. 113, § 1

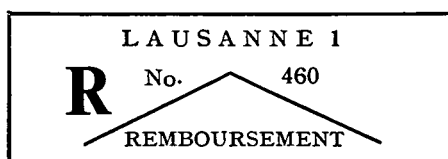
ANNEXES:  
FORMS R 1 to R 5

R 1



(C.O.D., Ottawa 1957, art. 104, § 1—Size : base 37 mm, height 18 mm ; colour orange)

R 2



(C.O.D., Ottawa 1957, art. 104, § 1—Size : 37 × 13 mm ; colour of triangle : orange)



Front

<p style="text-align: center;"><b>COUPON</b></p> <p style="text-align: center;">(May be detached by the addressee of the money order)</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">Amount of the trade charge</p> <p style="text-align: center;">(in arabic figures)</p> <p>for item No. _____</p> <p>posted on _____ 19 _____</p> <p>at _____</p> <p>by _____</p> <p>to the address of _____</p> <p>at _____</p>	<p style="text-align: right;">R 3</p> <p>Country of destination of the item marked with a trade charge _____</p> <p style="text-align: center;">Letters and insured items service</p> <p style="text-align: center;"><b>INTERNATIONAL TRADE-CHARGE MONEY ORDER</b></p> <p style="text-align: center;">for the sum of _____</p> <p style="text-align: center;">(in arabic figures)</p> <p style="text-align: center;">(the units in letters in Roman characters)</p> <p>for item No. _____ despatched on _____ 19 _____</p> <p>payable to _____</p> <p>Street and number _____</p> <p>Place of destination _____</p> <p>Country of destination _____</p>
<p>Stamp of office of issue</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div> <p>Stamp of office of issue</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>	<p>Number _____</p> <p>Date _____</p> <p>Office _____</p> <p>Country _____</p> <p>Signature of the official preparing the money order : _____</p> <p style="text-align: center;">Service particulars<sup>(1)</sup></p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p style="text-align: center;">Sum collected</p> <p style="text-align: center;">(Currency of the country of destination of the item marked with a trade charge)</p> </div>

(1) To be filled in by the Administration of destination of the item after collection of the amount of the trade charge.

C.O.D., Ottawa 1957, art. 105, § 1 Size : 148 x 105 mm, colour : light green

R 3 (Back)

(Reserved for endorsements, if any)

Receipt by the addressee

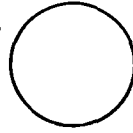
Received the sum indicated overleaf.

Place : ..... on the ..... 19 .....

Signature of the addressee :

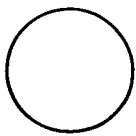
Register of arrival
No. ....

Stamp of paying office





R 4 (Back)

<p>(Reserved for endorsements, if any)</p>	<p>Receipt by the addressee</p> <p>_____</p> <p>Received the sum indicated overleaf.</p> <p>Place : _____ on the _____ 19_____</p> <p>Stamp of paying office </p> <p>Signature of the addressee : _____</p> <table border="1" data-bbox="947 1110 1135 1323"><tr><td>Register of arrival</td></tr><tr><td>No _____</td></tr></table>	Register of arrival	No _____
Register of arrival			
No _____			

R 5

POSTAL ADMINISTRATION of .....

DETAILED ACCOUNT

of the trade-charge money orders

paid by the Administration of .....

on behalf of the Administration .....

during the month of ..... 19....

No.	No. of issue	Date of issue	Issuing office	Amount of the money orders		Money orders sent by air Fixed charge to be credited	Observations
				5			
1	2	3	4	5		6	7
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
etc.							
			Total				
To be deducted :							
¼ % of the total . . . . .							
Fixed share (...c per money order) . . . . .							
Fixed charge for return of trade charge money orders by air . . . . .							
Balance to the profit of the Administration of . . . . .							

(C.O.D., Ottawa 1957, art. 113, § 1—Size : 210 × 297 mm)



No. 5217

---

**ALBANIA, GERMANY, ARGENTINA,  
AUSTRIA, BELGIUM, BOLIVIA, etc.  
(UNIVERSAL POSTAL UNION)**

**Agreement concerning the collection of bills, drafts, etc.  
(with Detailed Regulations). Signed at Ottawa, on  
3 October 1957**

*Official text: French.*

*Registered by Canada on 7 July 1960.*

---

**ALBANIE, ALLEMAGNE, ARGENTINE,  
AUTRICHE, BELGIQUE, BOLIVIE, etc.  
(UNION POSTALE UNIVERSELLE)**

**Arrangement concernant les recouvrements (avec Règle-  
ment d'exécution). Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957**

*Texte officiel français.*

*Enregistré par le Canada le 7 juillet 1960.*





**UNION POSTALE UNIVERSELLE  
ACTES DU CONGRÈS D'OTTAWA, 1957**

---

**VII**

**N° 5217. ARRANGEMENT CONCERNANT LES RECOUVRE-  
MENTS. SIGNÉ À OTTAWA, LE 3 OCTOBRE 1957**



NOTE.—Les caractères *italiques* figurant dans le texte ci-après marquent les modifications (changements, additions ou suppressions de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport aux Actes du Congrès de Bruxelles, 1952, remaniés par la Commission exécutive et de liaison<sup>1</sup>.

## TABLE DES MATIÈRES

### DE L'ARRANGEMENT

#### CONCERNANT

### LES RECOUVREMENTS

#### CHAPITRE I

##### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

1. *Objet de l'Arrangement*
2. *Valeurs admises à l'encaissement*
3. *Protêts. Poursuites*
4. *Monnaie*

#### CHAPITRE II

##### DÉPÔT DES ENVOIS DE VALEURS À RECOUVRER

5. *Forme et taxe de l'envoi*
6. *Nombre et montant maximum des valeurs par envoi*
7. *Interdictions*

#### CHAPITRE III

##### ENCAISSEMENT DES VALEURS. ENVOI DES FONDS ENCAISSÉS À L'EXPÉDITEUR

8. *Interdiction des paiements partiels*
9. *Modes d'envoi des fonds à l'expéditeur*
10. *Mandats de recouvrement*
11. *Non-paiement au bénéficiaire*
12. *Taxes. Droits non postaux*
13. *Calcul de certaines taxes et détermination des sommes à envoyer*

#### CHAPITRE IV

##### PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC. RENVOI

14. *Retrait des valeurs. Rectification du bordereau*
15. *Réexpédition*
16. *Renvoi des valeurs impayées, irrécouvrables ou mal dirigées*

<sup>1</sup> [*Traduction — Translation*] NOTE. -- The letters in *italics* in the French text indicate the modifications (changes, additions or deletions of words, passages, figures, sigus, etc.) by comparison with the Acts of the Congress of Brussels, 1952, revised by the Executive and Liaison Committee.

## CHAPITRE V

## RESPONSABILITÉ

Art.

17. Principe et étendue de la responsabilité

## CHAPITRE VI

## DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

18. Attribution des taxes
19. Bureaux participant au service
20. Application de la Convention et de certains Arrangements
21. Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès
22. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

# ARRANGEMENT<sup>1</sup>

## CONCERNANT

# LES RECOUVREMENTS

CONCLU ENTRE

la République Populaire d'Albanie, l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Cambodge, le Chili, la République de Colombie, la République de Cuba, le Danemark, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Espagne, les Territoires espagnols de l'Afrique, la Finlande, la France, l'Algérie, l'Ensemble des Territoires représentés par l'Office français des Postes et Télécommunications d'outre-mer, la Grèce, la République d'Haïti, la République du Honduras, la République Populaire Hongroise, la République d'Indonésie, la République d'Islande, l'Italie, le Territoire de la Somalie sous administration italienne, le Laos, le Liban, le Luxembourg, le Maroc, la Principauté de Monaco, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, les Antilles néerlandaises et Surinam, le Portugal, les Provinces portugaises de l'Afrique occidentale, les Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie, la République Populaire Roumaine, la République de Saint-Marin, la Suède, la Confédération Suisse, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, la République Orientale de l'Uruguay, l'État de la Cité du Vatican, la République de Vénézuéla, le Viêt-Nam, le Yémen, la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 22 de la Convention postale universelle conclue à Ottawa le 3 octobre 1957,<sup>2</sup> ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant :

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1959, conformément à l'article 22. Les instruments de ratification ou d'adhésion (a) ont été déposés auprès du Gouvernement canadien aux dates indiquées :

Argentine (avec réserves; voir p. 10) . . . . .	15 avril	1959	Islande . . . . .	27 novembre	1958
Autriche . . . . .	4 mai	1959	Italie . . . . .	9 juin	1960
Belgique . . . . .	5 mars	1959	Luxembourg . . . . .	13 janvier	1960
Cambodge . . . . .	12 janvier	1960	Maroc . . . . .	9 juillet	1959
Danemark . . . . .	13 août	1958	Monaco . . . . .	2 septembre	1959
Espagne . . . . .	29 juillet	1959	Norvège . . . . .	19 août	1958
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)			Pays-Bas . . . . .	27 août	1959
Finlande . . . . .	6 mars	1959	(Y compris la Nouvelle-Guinée néerlandaise, les Antilles néerlandaises et le Surinam.)		
France . . . . .	8 mai	1959	République arabe unie (pour la Province égyptienne) . . . . .	15 janvier	1959
(Y compris l'Algérie et l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer composé des pays et territoires désignés ci-après, ainsi que du Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides*.)			Saint-Marin . . . . .	31 mars	1959
Grèce . . . . .	2 octobre	1959	Suède . . . . .	2 mai	1958
Hongrie . . . . .	5 avril	1960	Suisse . . . . .	14 novembre	1958
			Tunisie . . . . .	24 mars	1959
			État de la Cité du Vatican . . . . .	13 avril	1960
			Yémen . . . . .	3 avril	1959 (a)

\* a) États membres de la Communauté : République du Sénégal, République soudanaise, République de la Côte-d'Ivoire, République du Niger, République de la Haute-Volta, République du Dahomey, République islamique de Mauritanie, République gabonaise, République du Congo, République Centre-Africaine, République du Tchad, République de Madagascar.

b) Territoires d'outre-mer : Comores, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Polynésie française, Côte française des Somalis, les Saint-Pierre-et-Miquelon.

c) Territoires sous tutelle de la France : Cameroun, République autonome du Togo.

<sup>2</sup> Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 364, p. 3.

## CHAPITRE I

## DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

## ARTICLE PREMIER

## Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit l'échange des valeurs à recouvrer que les Pays participants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

## ARTICLE 2

## Valeurs admises à l'encaissement

1. Sont admis à l'encaissement les quittances, factures, billets à ordre, traites, coupons d'intérêt et de dividende, titres amortis et, généralement, toutes valeurs commerciales ou autres, payables sans frais.

2. Les Administrations qui ne peuvent se charger de l'encaissement de coupons d'intérêt ou de dividende et de titres amortis le notifient aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international.

## ARTICLE 3

## Protêts. Poursuites

Les Administrations des Pays participants peuvent se charger de faire protester les effets de commerce et de faire exercer des poursuites judiciaires au sujet de créances. Elles arrêtent, d'un commun accord, les dispositions nécessaires à cet effet.

## ARTICLE 4

## Monnaie

Sauf accord contraire, le montant des valeurs à recouvrer est exprimé dans la monnaie du Pays de recouvrement.

## CHAPITRE II

## DÉPÔT DES ENVOIS DE VALEURS À RECOUVRER

## ARTICLE 5

## Forme et taxe de l'envoi

Le dépôt des valeurs à recouvrer est fait sous forme d'une lettre recommandée dûment affranchie, adressée directement par l'expéditeur au bureau de poste chargé d'encaisser les fonds.

## ARTICLE 6

## Nombre et montant maximum des valeurs par envoi

1. Le nombre des valeurs susceptibles d'être insérées dans un même envoi n'est pas limité; les valeurs peuvent être recouvrables sur des débiteurs différents, sous réserve qu'ils soient desservis par un même bureau de poste et que les recouvrements soient effectués au profit ou pour le compte d'une même personne.

2. En outre, les valeurs insérées dans le même envoi doivent être à vue ou à la même échéance.

3. Le montant total à encaisser ne doit pas excéder par envoi le maximum admis par l'Administration de recouvrement pour l'émission des mandats de poste destinés au Pays d'origine de l'envoi, à moins que, d'un commun accord, un maximum plus élevé n'ait été convenu.

## ARTICLE 7

## Interdictions

Il est interdit:

- a) de porter, sur les valeurs, des notes ne concernant pas l'objet du recouvrement;
- b) de joindre aux valeurs des lettres ou des notes pouvant tenir lieu de correspondance entre le créancier et le débiteur;
- c) de consigner, sur le bordereau d'expédition, des annotations autres que celles que comporte sa contexture.

## CHAPITRE III

## ENCAISSEMENT DES VALEURS. ENVOI DES FONDS ENCAISSÉS À L'EXPÉDITEUR

## ARTICLE 8

## Interdiction des paiements partiels

Chaque valeur doit être payée intégralement et en une seule fois, sinon elle est considérée comme refusée.

## ARTICLE 9

## Modes d'envoi des fonds à l'expéditeur

Les fonds se rapportant à un même envoi et destinés à l'expéditeur des valeurs lui sont envoyés:

- a) soit par «mandat de recouvrement»;
- b) soit, dans le cas où les Administrations postales intéressées admettent ces procédés:
  - 1° par versement ou virement à un compte courant postal tenu dans le Pays de recouvrement;
  - 2° par virement à un compte courant postal tenu dans le Pays d'origine des valeurs.

## ARTICLE 10

## Mandats de recouvrement

1. Les mandats de recouvrement sont admis jusqu'au montant maximum adopté en vertu de l'article 6, § 3.

2. Sous les réserves prévues au Règlement,<sup>1</sup> les mandats de recouvrement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.<sup>2</sup>

## ARTICLE 11

## Non-paiement au bénéficiaire

Les dispositions de l'article 9 de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement<sup>3</sup> sont applicables aux mandats de recouvrement et aux versements ou virements à des comptes courants postaux du montant des valeurs recouvrées.

## ARTICLE 12

## Taxes. Droits non postaux

1. Sauf application du § 3, les taxes ci-après sont prélevées sur le montant des valeurs encaissées:

- a) taxe fixe de 25 centimes par valeur recouvrée, dite «taxe d'encaissement»;
- b) taxe fixe de 25 centimes par valeur non recouvrée, dite «taxe de présentation»;
- c) taxes afférentes à l'envoi des fonds à l'expéditeur des valeurs, savoir:
  - 1° taxe afférente aux mandats, si l'envoi a lieu par mandat de recouvrement;
  - 2° taxe interne applicable, le cas échéant, aux versements et aux virements, si l'envoi a lieu sous la forme prévue à l'article 9, b), 1°;
  - 3° taxe applicable aux virements internationaux, si l'envoi a lieu sous la forme prévue à l'article 9, b), 2°;

<sup>1</sup> Voir p. 155 de ce volume.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 365.

<sup>3</sup> Voir p. 87 de ce volume.

d) sauf accord contraire et si l'expéditeur demande *le renvoi par avion des documents de liquidation du recouvrement*: taxe égale à celle que prévoit l'article 69, § 1, de la Convention pour le *renvoi* par la voie aérienne de la formule d'avis de réception;

e) s'il y a lieu, droits fiscaux applicables aux valeurs.

2. Les valeurs qui n'ont pu être mises en recouvrement par suite d'une irrégularité quelconque ou d'un vice d'adresse ne sont soumises ni à la taxe d'encaissement ni à la taxe de présentation.

3. Si aucune des valeurs d'un envoi n'a pu être recouvrée ou si les sommes encaissées sont insuffisantes pour permettre le prélèvement intégral des taxes de présentation, celles-ci sont réclamées à l'expéditeur de l'envoi.

#### ARTICLE 13

##### Calcul de certaines taxes et détermination des sommes à envoyer

1. Les taxes visées à l'article 12, § 1, c) sont calculées sur la base des sommes restant après déduction des taxes d'encaissement et de présentation, *de la surtaxe aérienne visée à l'article 12, § 1, d)*, et des droits fiscaux.

2. Le montant des fonds à envoyer à l'expéditeur des valeurs résulte de la différence entre les sommes encaissées et les taxes et droits prélevés.

#### CHAPITRE IV

##### PARTICULARITÉS RELATIVES A CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC. RENVOI

#### ARTICLE 14

##### Retrait des valeurs. Rectification du bordereau

L'expéditeur peut, aux conditions fixées à l'article 58 de la Convention, soit retirer l'envoi, soit retirer les valeurs en totalité ou en partie, soit, en cas d'erreur, faire rectifier le bordereau d'expédition.

#### ARTICLE 15

##### Réexpédition

1. La réexpédition des valeurs n'a lieu qu'à l'intérieur du Pays d'encaissement et dans les cas suivants:

- a) le débiteur a changé de résidence;
- b) les valeurs sont adressées à des personnes habitant un point de la résidence desservi par un autre bureau;
- c) tous les débiteurs sont desservis par un autre bureau.

2. Elle est faite sans perception de taxe.

#### ARTICLE 16

##### Renvoi des valeurs impayées, irrécouvrables ou mal dirigées

1. *A moins qu'elles ne puissent être réexpédiées en vertu de l'article 15 et qu'elles ne doivent être remises à un tiers désigné, les valeurs non recouvrées pour un motif quelconque sont renvoyées à l'expéditeur par l'intermédiaire du bureau d'origine.*

2. Le renvoi a lieu en franchise de port, *dans la forme et les délais prescrits par le Règlement.*

3. L'Administration de recouvrement n'est tenue à aucune mesure conservatoire, ni à aucun acte établissant le non-paiement des valeurs.



CHAPITRE V  
RESPONSABILITÉ

ARTICLE 17

Principe et étendue de la responsabilité

1. Les Administrations postales sont responsables de la perte des valeurs, après l'ouverture des plis qui les contiennent soit dans le Pays d'encaissement, soit, lors de la restitution à l'expéditeur des valeurs non recouvrées, dans le Pays d'origine des valeurs.

2. L'Administration du Pays où la perte a eu lieu est tenue de rembourser à l'expéditeur le montant effectif du dommage causé, sans que ce montant puisse excéder celui de l'indemnité prévue à l'article 71 de la Convention.

3. Les Administrations postales ne sont tenues à aucune responsabilité du chef des retards :

- a) dans la transmission ou la présentation des valeurs à recouvrer;
- b) dans l'établissement des protêts ou dans l'exercice des poursuites judiciaires dont elles se seraient chargées par application de l'article 3 du présent Arrangement.

4. Sous réserve des dispositions qui précèdent, les articles 10 à 14 de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement relatifs à la responsabilité des Administrations sont applicables au service des recouvrements, la notion de recouvrement étant substituée à celle de remboursement.

CHAPITRE VI  
DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 18

Attribution des taxes

Chaque Administration postale garde en entier les taxes qu'elle a perçues, à l'exception de celles qui sont encaissées lors de l'émission des mandats de recouvrement, lesquelles donnent lieu à attribution conformément aux dispositions de l'article 29 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

ARTICLE 19

Bureaux participant au service

*Le service des valeurs à recouvrer doit être assuré par tous les bureaux de poste participant au service des mandats internationaux.*

ARTICLE 20

Application de la Convention et de certains Arrangements

Sont applicables à l'échange des valeurs à recouvrer :

- a) les articles de la Convention figurant à la Première partie (à l'exception de l'article 7) ;
- b) l'article 67 «Réclamations et demandes de renseignements» de la Convention ;
- c) les articles 71 à 76 de la Convention ;
- d) l'article 15, § 3, de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

## ARTICLE 21

## Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des congrès (articles 27 et 28 de la Convention) doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de *modifications aux* dispositions des articles 1 à 18 et 20 à 22 du présent Arrangement et 103 à 105, 107, 108, 110, §§ 1 à 6, 111, 112, §§ 1, 2 et 4, 113, 114 et 116 de son Règlement;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de *modifications aux* dispositions du présent Arrangement autres que celles qui sont mentionnées à l'alinéa précédent et des articles 109, 110, § 7, 112, § 7, et 115 de son Règlement;
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de *modifications aux* autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 33 de la Convention.

## ARTICLE 22

## Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> avril 1959 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Canada et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

*Cet Arrangement a été signé au nom des États et territoires ci-dessous par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Convention postale universelle :*

[*Pour les noms des plénipotentiaires, voir Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 364, p. 37 à 47.*]

République populaire d'Albanie  
Allemagne  
République Argentine  
Autriche  
Belgique  
Bolivie  
Cambodge  
Chili  
République de Colombie  
République de Cuba  
Danemark  
République Dominicaine

Égypte  
Espagne  
Territoires espagnols de l'Afrique  
Finlande  
France  
Algérie  
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications  
d'outre-mer  
Grèce  
République d'Haïti  
République du Honduras  
République populaire hongroise  
République d'Indonésie  
République d'Islande  
Italie  
Territoire de la Somalie sous administration italienne  
Laos  
Liban  
Luxembourg  
Maroc  
Principauté de Monaco  
Nicaragua  
Norvège  
Paraguay  
Pays-Bas  
Antilles néerlandaises et Surinam  
Portugal  
Provinces portugaises de l'Afrique occidentale  
Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie  
République populaire roumaine  
République de Saint-Marin  
Suède  
Confédération suisse  
Thaïlande  
Tunisie  
Turquie  
République orientale de l'Uruguay  
État de la Cité du Vatican  
République de Vénézuéla  
Viêt-Nam  
République fédérative populaire de Yougoslavie



TABLE DES MATIÈRES  
DU  
RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT  
CONCERNANT  
LES RECOUVREMENTS

CHAPITRE I  
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

- Art.  
101. Renseignements à fournir par les Administrations postales  
102. Formules à l'usage du public

CHAPITRE II  
DÉPÔT DES ENVOIS

103. Conditions à remplir par les valeurs  
104. Constitution des envois de valeurs  
105. Dépôt

CHAPITRE III  
OPÉRATIONS AU BUREAU DE RECOUVREMENT

106. Vérification des envois  
107. Traitement des envois comportant des annotations ou communications interdites  
108. Présentation. Délai de paiement

CHAPITRE IV  
OPÉRATIONS POSTÉRIEURES À LA PRÉSENTATION

109. Règlement de compte  
110. Envoi des fonds par mandat  
111. Règlement par versement ou virement à un compte courant postal  
112. Opérations diverses

CHAPITRE V  
PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

113. Retrait des valeurs. Rectification du bordereau  
114. Réexpédition  
115. Réclamations. Demandes de renseignements

CHAPITRE VI  
DISPOSITIONS FINALES

116. Mise à exécution et durée du Règlement

ANNEXES

Formules: voir la "Liste spéciale"

# RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT

## CONCERNANT

### LES RECOUVREMENTS

Les soussignés, vu l'article 24 de la Convention postale universelle conclue à *Ottawa* le 3 octobre 1957, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les recouvrements:

#### CHAPITRE I

##### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

###### ARTICLE 101

###### Renseignements à fournir par les Administrations postales

1. Les Administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, un extrait des dispositions de leurs lois ou règlements intérieurs applicables au service des recouvrements, notamment en ce qui concerne l'encaissement des coupons d'intérêt ou de dividende et des titres amortis; elles doivent aussi indiquer si elles se chargent de l'encaissement de ces coupons et de ces titres.

2. Toute modification doit être notifiée sans retard par la même voie.

###### ARTICLE 102

###### Formules à l'usage du public

En vue de l'application des dispositions de l'article 45, § 2, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules:

RP 1 (*Bordereau des valeurs à recouvrer*);

RP 2 (*Enveloppe «valeurs à recouvrer»*).

#### CHAPITRE II

##### DÉPÔT DES ENVOIS

###### ARTICLE 103

###### Conditions à remplir par les valeurs

Pour être mise en recouvrement, chaque valeur doit:

- a) énoncer la somme à recouvrer en caractères latins si elle est exprimée en lettres, et en chiffres arabes si elle est exprimée en chiffres;
- b) indiquer le nom et l'adresse du débiteur;
- c) porter l'indication de la date et du lieu de création de la valeur;
- d) s'il s'agit d'une lettre de change, d'un chèque ou d'un billet à ordre, porter la signature du tireur ou du souscripteur;
- e) avoir été soumise au droit de timbre dans le Pays d'origine, si elle est sujette à ce droit.

## ARTICLE 104

## Constitution des envois de valeurs

1. Les valeurs à recouvrer composant un même envoi sont décrites sur un bordereau *conforme au modèle RP 1 ci-annexé*.

2. Les coupons d'intérêt ou de dividende se rapportant à des titres d'une même catégorie et à recouvrer à la même adresse doivent être relevés au préalable sur un bulletin spécial; ils sont considérés dès lors comme ne formant qu'une seule valeur.

3. Si l'expéditeur demande *le renvoi par avion des documents de liquidation du recouvrement*, il doit l'indiquer sur le bordereau RP 1, à l'emplacement prévu.

4. Les valeurs accompagnées, le cas échéant, de leurs pièces justificatives (factures, connaissements, comptes de retour, actes de protêt, etc.) sont insérées, avec le bordereau d'envoi, dans une enveloppe *conforme au modèle RP 2 ci-annexé*; cette enveloppe doit porter, outre le nom et l'adresse exacte de l'expéditeur, l'indication du bureau de recouvrement; les annexes doivent être attachées à la valeur à laquelle elles se rapportent.

5. Tout envoi dont le montant doit être versé à un compte courant postal dans le Pays de recouvrement est accompagné, sauf accord contraire, d'un bulletin de versement du modèle prescrit dans le service intérieur de ce Pays; le bulletin doit indiquer le titulaire du compte à créditer et contenir toutes les autres indications que comporte le texte de la formule, à l'exception de la somme qui sera inscrite par le bureau de recouvrement après encaissement; si le bulletin de versement est pourvu d'un coupon, l'expéditeur y mentionne son nom et son adresse, ainsi que les autres indications qu'il juge nécessaires; le bulletin de versement est inséré dans l'enveloppe RP 2.

6. Lorsque le montant du mandat de recouvrement peut être versé à un compte courant postal tenu dans le Pays d'origine de l'envoi, l'expéditeur désireux de bénéficier de cette faculté doit mentionner sur le bordereau RP 1, le titulaire et le numéro du compte courant postal ainsi que le bureau qui tient ce compte.

## ARTICLE 105

## Dépôt

1. L'enveloppe RP 2 contenant les documents visés à l'article 104, § 4, est close par l'expéditeur et déposée au gnicnet.

2. Si l'envoi a été trouvé à la boîte, dûment affranchi, il est traité comme s'il avait été déposé au gnicnet; il n'est pas donné cours aux envois non ou insuffisamment affranchis.

## CHAPITRE III

## OPÉRATIONS AU BUREAU DE RECOUVREMENT

## ARTICLE 106

## Vérification des envois

1. Le bureau de recouvrement vérifie les valeurs composant l'envoi, rapproche chacune d'elles des inscriptions correspondantes portées sur le bordereau et consigne sur celui-ci le résultat de la vérification.

2. Les valeurs régulières dont la présence est constatée et qui ne figurent pas sur le bordereau y sont inscrites d'office.

3. Si des valeurs inscrites sur le bordereau manquent, le bureau de recouvrement en informe immédiatement le bureau d'origine, qui avise l'expéditeur.

4. Si des valeurs sont inscrites sur le bordereau pour un montant inexact, ou si elles sont irrégulières, elles sont renvoyées immédiatement à l'expéditeur par l'intermédiaire du bureau d'origine, accompagnées d'une fiche indiquant le motif de la non-présentation et faisant connaître, en outre, que le règlement de compte des valeurs conservées sera effectué ultérieurement; une fiche rappelant le renvoi antérieur des valeurs non présentées est jointe au bordereau RP 1 (2<sup>e</sup> partie).

5. Les valeurs autres que celles qui sont visées aux §§ 3 et 4 sont mises normalement en recouvrement.

6. Si toutes les valeurs d'un envoi sont irrécouvrables, elles sont renvoyées accompagnées d'une note explicative et de la deuxième partie du bordereau.

7. Le renvoi des valeurs qui n'ont pu être mises en recouvrement a lieu sous enveloppe *conforme au modèle RP 3 ci-annexé*; le pli est soumis à la recommandation d'office.

#### ARTICLE 107

##### Traitement des envois comportant des annotations ou communications interdites

1. Il n'est pas tenu compte des annotations ou notes interdites portées sur le bordereau; les notes séparées ou les lettres sont traitées comme des *lettres* non affranchies en provenance du Pays d'origine et, en cas de recouvrement des valeurs, remises aux destinataires contre perception de la taxe exigible; en cas de refus de paiement de cette taxe, ces notes ou ces lettres sont considérées comme objets tombés en rebut et renvoyées au bureau d'origine à l'appui du bordereau.

2. Lorsque des annotations interdites sont portées sur les valeurs elles-mêmes, celles-ci sont mises en recouvrement et livrées contre paiement de leur montant et de la taxe d'une *lettre* non affranchie provenant du Pays d'origine; en cas de refus de paiement de cette taxe, les valeurs peuvent être remises, mais la taxe exigible est prélevée sur les sommes recouvrées; une note explicative est annexée au bordereau RP 1 (2<sup>e</sup> partie).

#### ARTICLE 108

##### Présentation. Délai de paiement

1. Les valeurs sont présentées aux débiteurs le jour de l'échéance, s'il y a lieu, ou le plus tôt possible.

2. Les valeurs impayées à présentation, et dont le paiement n'a pas été formellement refusé par les débiteurs en personne, sont laissées à la disposition des intéressés pendant un délai de sept jours, à compter du lendemain du jour de la présentation; ce délai peut être porté à un mois au maximum par les Administrations auxquelles leur législation en fait une obligation; les débiteurs sont prévenus qu'ils peuvent venir se libérer au bureau pendant ces délais; l'expéditeur peut toutefois demander, par une annotation sur le bordereau, qu'après une présentation infructueuse, les titres lui soient renvoyés immédiatement ou soient remis à des personnes nommément désignées à cet effet.

3. Les pièces justificatives visées à l'article 104, § 4, ne sont remises au débiteur qu'en cas de paiement des valeurs qu'elles concernent.

### CHAPITRE IV

#### OPÉRATIONS POSTÉRIEURES À LA PRÉSENTATION

#### ARTICLE 109

##### Règlement de compte

Le bureau de recouvrement établit le règlement de compte sur le bordereau RP 1 (2<sup>e</sup> partie), en ayant soin de mentionner les indications que le déposant aurait omises et de biffer celles qui seraient inutiles.

#### ARTICLE 110

##### Envoi des fonds par mandat

1. Le mandat, revêtu au recto de la mention «Recouvrement», est transmis, sous enveloppe RP 3, au bureau de dépôt des valeurs, accompagné du bordereau RP 1 (2<sup>e</sup> partie) et des valeurs non recouvrées.

2. Lorsque le montant du mandat de recouvrement peut être versé à un compte courant postal tenu dans le Pays d'origine de l'envoi et que l'expéditeur a demandé à bénéficier de cette faculté, l'établissement du mandat, le renvoi des valeurs non recouvrées et le renvoi de la formule RP 1 (2<sup>e</sup> partie) ont lieu conformément aux dispositions de l'article 111, §§ 2 et 3.

3. Dans les relations qui, pour le service des mandats, comportent l'intervention de bureaux d'échange, le pli est adressé au bureau d'échange compétent.



4. Si l'expéditeur a demandé le renvoi des documents de liquidation du recouvrement par voie aérienne, le pli, revêtu d'une étiquette «Par avion» et, s'il y a lieu, de l'affranchissement représentant la taxe-avion autorisée par l'article 12, § 1, d), de l'Arrangement, est expédié par le prochain courrier aérien.

5. Les plis visés aux §§ 1 à 4 sont soumis à la recommandation s'ils contiennent des valeurs non recouvrées; les indications imprimées sur l'enveloppe RP 3 sont maintenues ou biffées en conséquence.

6. Lorsque des taxes sont à percevoir sur l'expéditeur, soit par application de l'article 12, § 3, de l'Arrangement, soit en vertu de l'article 107 du présent Règlement, l'enveloppe RP 3 est frappée du timbre T et le montant des taxes à percevoir est indiqué en chiffres apparents au recto de l'enveloppe.

7. Lorsque le nom et l'adresse de l'expéditeur ne figurent ni sur l'enveloppe, ni sur le bordereau, ni sur les valeurs elles-mêmes, le bureau de destination, s'il n'a pu recueillir ces renseignements auprès du ou des débiteurs, prévient du fait le bureau d'origine, opère dans les conditions prévues ci-dessus et mentionne ce dernier bureau comme bénéficiaire sur le mandat de recouvrement.

#### ARTICLE 111

##### Règlement par versement ou virement à un compte courant postal

1. En cas de versement ou de virement des fonds à un compte courant postal, l'avis de crédit ou de virement destiné au titulaire du compte doit porter la mention «Recouvrement».

2. Lorsque l'organisation intérieure du bureau de recouvrement ne permet pas de virer les sommes recouvrées à un compte courant postal étranger, l'envoi des fonds est effectué par mandat de recouvrement; mais, au lieu de l'adresse complète de l'expéditeur, le titre doit porter le nom du titulaire du compte suivi de la mention «Compte courant postal N° . . . , tenu par le bureau d . . . ». Le mandat est transmis directement au bureau de chèques intéressé.

3. Après accomplissement des opérations visées aux §§ 1 et 2 ci-dessus, le bordereau RP 1 (2<sup>e</sup> partie) accompagné, le cas échéant, des valeurs non recouvrées, est renvoyé au bureau d'origine de la façon indiquée aux §§ 1 à 6 de l'article 110.

#### ARTICLE 112

##### Opérations diverses

1. Les valeurs non recouvrées, jointes éventuellement au mandat émis en liquidation des valeurs recouvrées, sont renvoyées sous enveloppe RP 3 recommandée d'office dans les conditions fixées par l'article 110, §§ 1 à 6, du présent Règlement.

2. La cause du non-recouvrement est consignée dans la forme prescrite par l'article 155, §§ 1 à 3, du Règlement d'exécution de la Convention, et sans autre constatation, soit sur une fiche jointe aux titres, soit sur le bordereau RP 1 (2<sup>e</sup> partie).

3. Les bordereaux RP 1 (2<sup>e</sup> partie) manquants ou irréguliers sont réclamés ou renvoyés directement de bureau à bureau.

4. Sont applicables aux mandats de recouvrement, les dispositions de l'article 112 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement.

### CHAPITRE V

#### PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

#### ARTICLE 113

##### Retrait des valeurs. Rectification du bordereau

1. Sous réserve des compléments ci-après, l'article 156 du Règlement d'exécution de la Convention est applicable aux demandes de retrait de valeurs et aux demandes de rectification du bordereau d'envoi.

2. Toute demande de rectification d'un bordereau doit être accompagnée d'un duplicata de celui-ci.

3. Si cette demande est transmise par voie télégraphique, elle doit être confirmée, par le premier courrier, par une demande postale portant en tête la mention soulignée au crayon de couleur «Confirmation de la demande télégraphique du...»; le duplicata visé au § 2 est joint à cette demande. Dès réception du télégramme, le bureau de recouvrement retient l'envoi et attend la confirmation postale pour faire droit à la demande.

4. Toutefois, l'Administration de recouvrement peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique sans attendre cette confirmation.

#### ARTICLE 114

##### Réexpédition

1. Si la totalité d'un envoi de valeurs à recouvrer est réexpédiée, le bordereau est revêtu de la mention «Réexpédié par le bureau d...»; le bureau appelé à mettre les valeurs en recouvrement procède comme si elles lui avaient été adressées directement par l'expéditeur.

2. Si la réexpédition porte sur une partie des valeurs d'un envoi, le bureau de recouvrement de ces valeurs doit, sans opérer aucun prélèvement de taxes, envoyer la somme encaissée au bureau auquel le bordereau a été adressé par l'expéditeur; il lui retourne les valeurs impayées, s'il y a lieu; ce dernier bureau reste seul chargé du règlement des comptes avec l'expéditeur.

#### ARTICLE 115

##### Réclamations. Demandes de renseignements

Les réclamations et les demandes de renseignements sont soumises aux dispositions des articles 158, 159 et 160 du Règlement d'exécution de la Convention; un duplicata du bordereau qui accompagnait les valeurs doit être fourni par l'expéditeur pour être transmis, avec la réclamation ou la demande de renseignements, au bureau de recouvrement.

### CHAPITRE VI

#### DISPOSITIONS FINALES

#### ARTICLE 116

##### Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les recouvrements.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

#### SIGNATURES

(Les mêmes qu'aux pages 152 et 153 de ce volume.)

## LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
RP 1	Bordereau des valeurs à recouvrer.....	art. 104, § 1
RP 2	Enveloppe « valeurs à recouvrer ».....	art. 104, § 4
RP 3	Enveloppe { « Valeurs non recouvrées »..... « Mandat de liquidation de valeurs recouvrées ».....	art. 106, § 7

## ANNEXES :

FORMULES RP 1 à RP 3

RP 1  
1<sup>re</sup> partie

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

**BORDEREAU<sup>(1)</sup>**

des valeurs à recouvrer

déposées au bureau de poste d.....

par.....

(Nom ou raison sociale)

rue..... n°..... à.....

N° d'ordre	Nom et adresse des débiteurs <sup>(2)</sup>	Montant des valeurs <sup>(3)</sup>	Date d'échéance <sup>(4)</sup>	Observations	Résultat de la vérification du bureau destinataire
1	2	3	4	5	6
1	.....	.....	.....	.....	.....
2	.....	.....	.....	.....	.....
3	.....	.....	.....	.....	.....
4	.....	.....	.....	.....	.....
5	.....	.....	.....	.....	.....
Total		.....	.....		

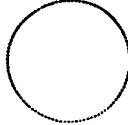
Mode de règlement choisi <sup>(5)</sup>:

1° par mandat de recouvrement à l'adresse indiquée ci-dessus;  
 2° par mandat de recouvrement transmis par avion à l'adresse indiquée ci-dessus;  
 3° par mandat de recouvrement <sup>(6)</sup> à inscrire au crédit du compte courant postal n°.....  
 4° par bulletin de versement <sup>(7)</sup> de..... de..... (Nom du bénéficiaire)  
 (joindre ce bulletin) tenu par le bureau de chèques d.....  
 5° par virement <sup>(8)</sup>....., le..... 19.....

L'expéditeur:

Signature:

Timbre du bureau destinataire



(1) S'il y a plus de cinq valeurs recouvrables, employer un ou plusieurs bordereaux supplémentaires.

(2) Les valeurs pour des débiteurs différents doivent être encaissables par le même bureau.

(3) Le montant des valeurs doit, sauf accord contraire entre les Administrations intéressées, être exprimé en monnaie du Pays de recouvrement.

(4) Les valeurs ne peuvent être encaissables à différents jours d'échéance.

(5) Biffer ce qui ne convient pas.

(6) Cas du mandat à transmettre à un bureau de chèques dans le Pays d'origine.

(7) Cas du versement à un compte courant postal tenu dans le Pays de recouvrement.

(8) Cas du virement à un compte courant postal tenu dans le Pays d'origine.



RECOMMANDÉ

RP 2  
Cadre réservé à l'affranchissement

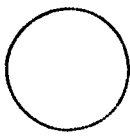
VALEURS À RECOUVRER

Bureau de poste

Expéditeur: \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

d. \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
(Pays de destination)

Recouvrements, Ottawa 1957, art. 104, § 4 — Dimensions: 176 X 125 mm

ADMINISTRATION DES POSTES d.....  Service des postes (1) <span style="border: 1px solid black; display: inline-block; width: 100px; height: 30px; vertical-align: middle;"></span>  <u>RECOMMANDÉ</u> (2)	RP 3 Timbre à date   { (3) VALEURS NON RECOUVRÉES MANDAT DE LIQUIDATION de valeurs recouvrées
Bureau de poste	
d.....  ..... (Pays de destination)	
<small>           (1) Si le mandat de liquidation doit être transmis par avion, coller l'étiquette « Par avion » et couvrir la surtaxe aérienne correspondante.            (2) A biffer si l'envoi ne contient aucune valeur non recouvrée.            (3) Biffer éventuellement ce qui ne convient pas.         </small>	

Recouvrements, Ottawa 1957, art. 106, § 7 — Dimensions: 176 X 125 mm





[TRANSLATION — TRADUCTION]

**UNIVERSAL POSTAL UNION**  
**ACTS OF THE CONGRESS OF OTTAWA, 1957**

---

**VII**

No. 5217. AGREEMENT CONCERNING THE COLLECTION  
OF BILLS, DRAFTS, ETC. SIGNED AT OTTAWA, ON  
3 OCTOBER 1957



NOTE. — Square brackets [ ] indicate a note that does not appear in the original — usually the accepted English form of an expression necessarily retained in French.<sup>1</sup>

TABLE OF CONTENTS  
OF THE AGREEMENT CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS, DRAFTS,  
ETC.

CHAPTER I

PRELIMINARY CLAUSES

*Art.*

1. Subject of the Agreement.
2. Documents accepted for collection.
3. Protest. Legal proceedings.
4. Currency.

CHAPTER II

POSTING OF PACKETS OF BILLS, ETC., TO BE COLLECTED

5. Form of and transmission fee for packets.
6. Number and maximum amount of bills, etc., per packet.
7. Prohibitions.

CHAPTER III

COLLECTION OF BILLS, ETC. TRANSMISSION TO SENDER OF AMOUNTS  
COLLECTED

8. Prohibition of partial payments.
9. Methods of transmitting funds to the sender.
10. Collection money orders.
11. Non-payment to payee.
12. Charges. Non-postal fees.
13. Calculation of certain charges and determination of amounts to be transmitted.

CHAPTER IV

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO  
THE PUBLIC

14. Withdrawal of bills. Correction of the schedule.
15. Redirection.
16. Return of bills which have not been or cannot be collected or which have been missent.

<sup>1</sup> [*Translation — Traduction*] NOTE. — Les expressions entre crochets [ ] sont des annotations qui ne figurent pas dans le texte original ; d'une manière générale, il s'agit de l'équivalent en anglais d'une expression qui a dû être conservée en français.

## CHAPTER V

## RESPONSIBILITY

*Art.*

17. Principle and extent of responsibility.

## CHAPTER VI

## MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

18. Allocation of fees.
19. Offices taking part in the service.
20. Application of the Convention and of certain Agreements.
21. Approval of proposals made in the interval between Congresses.
22. Entry into force and duration of the Agreement.

## AGREEMENT<sup>1</sup> CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS, DRAFTS, ETC.

### CONCLUDED BETWEEN

THE PEOPLE'S REPUBLIC OF ALBANIA, GERMANY, THE ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, BOLIVIA, CAMBODIA, CHILE, THE REPUBLIC OF COLOMBIA, THE REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, THE DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, SPAIN, THE SPANISH TERRITORIES IN AFRICA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, THE WHOLE OF THE TERRITORIES REPRESENTED BY THE FRENCH OFFICE OF OVERSEAS POSTS AND TELECOMMUNICATIONS, GREECE, THE REPUBLIC OF HAITI, THE REPUBLIC OF HONDURAS, THE HUNGARIAN PEOPLE'S REPUBLIC, THE REPUBLIC OF INDONESIA, THE REPUBLIC OF ICELAND, ITALY, THE TERRITORY OF SOMALIA UNDER ITALIAN ADMINISTRATION, LAOS, LEBANON, LUXEMBOURG, MOROCCO, THE PRINCIPALITY OF MONACO, NICARAGUA, NORWAY, PARAGUAY, THE NETHERLANDS, THE NETHERLANDS ANTILLES AND SURINAM, PORTUGAL, THE PORTUGUESE PROVINCES IN WEST AFRICA, THE PORTUGUESE PROVINCES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, THE ROMANIAN PEOPLE'S REPUBLIC, THE REPUBLIC OF SAN MARINO, SWEDEN, THE SWISS CONFEDERATION, THAILAND, TUNISIA, TURKEY, THE EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, THE REPUBLIC OF VENEZUELA, VIET-NAM, YEMEN, THE FEDERAL PEOPLE'S REPUBLIC OF YUGOSLAVIA.

Having regard to article 22 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on 3 October 1957<sup>2</sup>, the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries, have, by common consent and subject to ratification, drawn up the following Agreement:

<sup>1</sup> Came into force on 1 April 1959, in accordance with article 22. The instruments of ratification or accession (a) were deposited with the Canadian Government on the dates indicated:

Argentina (with reservations; see p. 48)	15 April	1959	Luxembourg . . . . .	13 January	1960
Austria . . . . .	4 May	1959	Monaco . . . . .	2 September	1959
Belgium . . . . .	5 March	1959	Morocco . . . . .	9 July	1959
Cambodia . . . . .	12 January	1960	Netherlands . . . . .	27 August	1959
Denmark . . . . .	13 August	1958	(Including Netherlands New Guinea, the Netherlands Antilles and Surinam.)		
Finland . . . . .	6 March	1959	Norway . . . . .	19 August	1958
France . . . . .	8 May	1959	San Marino . . . . .	31 March	1959
(Including Algeria and the whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications, composed of the countries and territories designated below and the Franco-British Condominium of the New Hebrides.)*			Spain . . . . .	29 July	1959
Greece . . . . .	2 October	1959	(Including the Spanish territories of Africa.)		
Hungary . . . . .	5 April	1960	Sweden . . . . .	2 May	1958
Iceland . . . . .	27 November	1958	Switzerland . . . . .	14 November	1958
Italy . . . . .	9 June	1960	Tunisia . . . . .	24 March	1959
			United Arab Republic		
			Egyptian Province . . . . .	15 January	1959
			Vatican City State . . . . .	13 April	1960
			Yemen . . . . .	3 April	1959 (a)

\* (a) *States members of the Community*: Republic of Senegal, Sudanese Republic, Republic of the Ivory Coast, Republic of the Niger, Republic of the Upper Volta, Republic of Dahomey, Islamic Republic of Mauritania, Gabon Republic, Republic of the Congo, Central African Republic, Republic of Chad, Malagasy Republic.

(b) *Overseas territories*: Comoro Islands, New Caledonia and dependencies, French Polynesia, French Somaliland, St. Pierre and Miquelon.

(c) *Trust Territories of France*: Cameroons, Autonomous Republic of Togo.

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, Vol. 364, p. 3.

## CHAPTER I

## PRELIMINARY CLAUSES

*Article 1*

## SUBJECT OF THE AGREEMENT

The present Agreement regulates the exchange of bills, etc., to be collected, which the participating countries agree to institute in their reciprocal relations.

*Article 2*

## DOCUMENTS ACCEPTED FOR COLLECTION

1. The following documents are accepted for collection : receipts, invoices, promissory notes, bills, interest and dividend coupons, securities due for redemption, and in general every kind of commercial or other document payable free of cost.

2. Any Administration which is unable to undertake the cashing of interest or dividend coupons or of securities due for redemption notifies the fact to the other Administrations through the International Bureau.

*Article 3*

## PROTEST. LEGAL PROCEEDINGS

Administrations may undertake to protest bills and to institute legal proceedings in respect of debts. They shall draw up by agreement the necessary regulations for that purpose.

*Article 4*

## CURRENCY

In the absence of agreement to the contrary, the amount of the bills, etc., to be collected is expressed in the currency of the collecting country.

## CHAPTER II

## POSTING OF PACKETS OF BILLS, ETC., TO BE COLLECTED

*Article 5*

## FORM OF AND TRANSMISSION FEE FOR PACKETS

Bills, etc., to be collected are posted in duly prepaid registered letters addressed direct by the sender to the post office which is to collect the amount.

*Article 6*

## NUMBER AND MAXIMUM AMOUNT OF BILLS, ETC., PER PACKET

1. The number of bills which may be placed in the same postal packet is not limited ; the bills may be payable by different debtors, provided that the debtors are served by the same post office and that the bills are payable to or to the account of the same person.

2. In addition, the bills placed in the same packet must be payable at sight or fall due on the same date.

3. The total amount to be collected must not exceed the maximum allowed by the collecting Administration for the issue of money orders to be sent to the country of origin of the packet, unless a higher maximum has been fixed by common agreement.

*Article 7*

## PROHIBITIONS

It is not permitted :

- (a) To make any notes on bills, etc., not relating to the subject of the bill or security ;
- (b) To attach to bills, etc., letters or notes which might take the place of correspondence between the creditor and the debtor ;
- (c) To make any entries on the schedule of amounts to be collected other than those required by the wording of the form.

## CHAPTER III

## COLLECTION OF BILLS, ETC. TRANSMISSION TO SENDER OF AMOUNTS COLLECTED

*Article 8*

## PROHIBITION OF PARTIAL PAYMENTS

Each bill, etc., must be paid in full and at one time ; otherwise it is considered to be refused.

*Article 9*

## METHODS OF TRANSMITTING FUNDS TO THE SENDER

The funds relating to any one packet and intended for the sender of the bills, etc., are transmitted to him :

- (a) By means of a "collection money order" ; or
- (b) If the postal Administrations admit these methods :
  - (1) By means of a payment or transfer to a postal cheque account in the country of collection ;
  - (2) By means of a transfer to a postal cheque account in the country of origin of the bills.

*Article 10*

## COLLECTION MONEY ORDERS

1. Collection money orders relating to the collection of bills, etc., may not exceed the maximum adopted under article 6, § 3.

2. Subject to the reservations specified in the Detailed Regulations,<sup>1</sup> collection money orders are governed by the provisions laid down in the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques.<sup>2</sup>

*Article 11*

## NON-PAYMENT TO PAYEE

The provisions of article 9 of the Agreement concerning cash-on-delivery items<sup>3</sup> apply to collection money orders and to payments or transfers to postal cheque accounts of the amount of the bills, etc., collected.

*Article 12*

## CHARGES. NON-POSTAL FEES

1. Without prejudice to the provisions of § 3, the following charges are deducted from the amount of the bills collected :

- (a) The fixed charge of 25 centimes for each bill collected, known as the "cashing fee" ;
- (b) The fixed charge of 25 centimes for each bill not collected, known as the "presentation charge" ;
- (c) The charges relating to the transmission of funds to the sender of the bills, viz. :
  - (1) The charge in respect of money orders, if the funds are transmitted by means of a collection money order ;
  - (2) The internal charge, if any, applicable to payments and transfers, if the funds are transmitted by the method described in article 9 (b) (1) ;
  - (3) The charge applicable to international transfers, if the funds are transmitted by the method described in article 9 (b) (2) ;
- (d) In the absence of agreement to the contrary and if the sender requests the return by air mail of the documents relating to the payment of the bill : a charge equal to that prescribed by article 69, § 1, of the Convention for the return by air of the advice of delivery ;
- (e) The fiscal dues, if any, applicable to the bills.

2. Bills which it has not been possible to collect owing to irregularities of any kind or to an imperfect address are not liable either to the cashing fee or to the presentation charge.

3. If it has not been possible to collect a single one of the bills in a packet or if the amount collected is insufficient to enable the presentation charge, etc., to be deducted in full, these charges are collected from the sender.

<sup>1</sup> See p. 179 of this volume.

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, Vol. 365.

<sup>3</sup> See p. 87 of this volume.



*Article 13*

## CALCULATION OF CERTAIN CHARGES AND DETERMINATION OF AMOUNTS TO BE TRANSMITTED

1. The charges referred to in article 12, § 1 (c), are calculated on the basis of the amount remaining after deduction of the cashing and presentation charges, the air mail surcharge referred to in article 12, § 1 (d), and the fiscal dues.

2. The amount of the funds to be transmitted to the sender of the bills is the difference between the amount collected and the charges and fees deducted.

## CHAPTER IV

## SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

*Article 14*

## WITHDRAWAL OF BILLS. CORRECTION OF THE SCHEDULE

The sender may, subject to the conditions laid down in article 58 of the Convention, withdraw the packet or all or some of the bills or, in case of error, correct the covering schedule.

*Article 15*

## REDIRECTION

1. Bills may be redirected only within the country of collection and in cases where :
  - (a) The debtor has moved to another address ;
  - (b) The bills are addressed to persons who live in a place in the district which is served by another office ;
  - (c) All the debtors are resident in the area of another office.
2. No charge is made for redirection.

*Article 16*

## RETURN OF BILLS WHICH HAVE NOT BEEN OR CANNOT BE COLLECTED OR WHICH HAVE BEEN MISSENT

1. Unless they can be redirected pursuant to article 15 and unless they have to be handed over to a third party named in advance, bills not collected for any reason are returned to the sender through the office of origin.
2. The bills are returned post free, in the manner and within the time-limits laid down in the Detailed Regulations.
3. The collecting Administration is not bound to take any interim measures of protection, or to issue any document certifying that the bills have not been paid.

## CHAPTER V

## RESPONSIBILITY

*Article 17*

## PRINCIPLE AND EXTENT OF RESPONSIBILITY

1. The postal Administrations are responsible for the loss of bills, etc., after the opening of the packets containing them either in the country of collection or, when uncollected bills are returned to the sender, in the country of origin of the bills.

2. The Administration of the country in which the loss occurs is bound to refund to the sender the actual amount of the loss entailed, though such amount may not exceed the amount of the indemnity provided for in article 71 of the Convention.

3. The postal Administrations are not in any way responsible for delay in :

- (a) The transmission or presentation of bills for collection ;
- (b) Protesting bills or instituting legal proceedings under the provisions of article 3 of this Agreement.

4. Subject to the foregoing provisions, articles 10 to 14 of the Agreement concerning cash-on-delivery items relating to the responsibility of the Administrations apply to the service of collection, the notion of the collection of bills, etc., being substituted for the collection of trade charges.

## CHAPTER VI

## MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

*Article 18*

## ALLOCATION OF FEES

Each postal Administration keeps the whole of the fees it has levied, with the exception of those collected on the issue of collection money orders, which are allocated in accordance with the provisions of article 29 of the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques.

*Article 19*

## OFFICES TAKING PART IN THE SERVICE

The service of bills for collection must be effected by all post offices taking part in the international money order service.

*Article 20*

## APPLICATION OF THE CONVENTION AND OF CERTAIN AGREEMENTS

The following apply to the exchange of bills for collection :

(a) The articles which appear in Part I of the Convention (with the exception of article 7) ;

- (b) Article 67, "Enquiries and requests for information", of the Convention ;
- (c) Articles 71 to 76 of the Convention ;
- (d) Article 15, § 3, of the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques.

#### Article 21

##### APPROVAL OF PROPOSALS MADE IN THE INTERVAL BETWEEN CONGRESSES

To become effective, proposals made in the interval between Congresses (articles 27 and 28 of the Convention) must obtain :

- (a) A unanimous vote, if they involve the addition of new provisions or amendments to the provisions of articles 1 to 18 and 20 to 22 of the present Agreement and 103 to 105, 107, 108, 110, §§ 1 to 6, 111, 112, §§ 1, 2 and 4, 113, 114 and 116 of its Detailed Regulations ;
- (b) Two-thirds of the votes, if they involve amendments to the provisions of the present Agreement other than those mentioned in the foregoing paragraph or articles 109, 110, § 7, 112, § 7 and 115 of its Detailed Regulations ;
- (c) A majority of the votes if they involve amendments to the other articles of the Detailed Regulations or affect the interpretation of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a disagreement to be submitted to arbitration as provided for in article 33 of the Convention.

#### Article 22

##### ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT

The present Agreement shall come into force on 1 April 1959 and shall remain in operation for an indefinite period.

IN FAITH WHEREOF the plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Agreement in a single copy, which shall lie in the archives of the Government of Canada and of which a copy shall be delivered to each Party.

DONE at Ottawa, the 3rd day of October 1957.

*This Agreement was signed on behalf of the States and territories listed below by the same plenipotentiaries who signed the Universal Postal Convention :*

[For the names of the plenipotentiaries, see *United Nations, Treaty Series, Vol. 364, pp. 197 to 207.*]

People's Republic of Albania  
Germany  
Argentine Republic  
Austria  
Belgium  
Bolivia

Cambodia  
Chile  
Republic of Colombia  
Republic of Cuba  
Denmark  
Dominican Republic  
Egypt  
Spain  
Spanish Territories in Africa  
Finland  
France  
Algeria  
Whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications  
Greece  
Republic of Haiti  
Republic of Honduras  
Hungarian People's Republic  
Republic of Indonesia  
Republic of Iceland  
Italy  
Territory of Somalia and Italian Administration  
Laos  
Lebanon  
Luxembourg  
Morocco  
Principality of Monaco  
Nicaragua  
Norway  
Paraguay  
Netherlands  
Netherlands Antilles and Surinam  
Portugal  
Portuguese Provinces in West Africa  
Portuguese Provinces in East Africa, Asia and Oceania  
Roumanian People's Republic  
Republic of San Marino  
Sweden  
Swiss Confederation  
Thailand  
Tunisia  
Turkey  
Eastern Republic of Uruguay  
State of the City of the Vatican  
Republic of Venezuela  
Viet-Nam  
Federal People's Republic of Yugoslavia

TABLE OF CONTENTS  
OF THE DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT  
CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS, DRAFTS, ETC.

## CHAPTER I

## PRELIMINARY CLAUSES

*Art.*

- 101. Information to be supplied by postal Administrations.
- 102. Forms for the use of the public.

## CHAPTER II

## POSTING OF PACKETS

- 103. Conditions to be complied with by bills.
- 104. Make-up of packets of bills.
- 105. Posting.

## CHAPTER III

## OPERATIONS AT THE OFFICE OF COLLECTION

- 106. Checking of packets.
- 107. Treatment of packets containing notes or communications not permitted.
- 108. Presentation. Time-limit for payment.

## CHAPTER IV

## OPERATIONS FOLLOWING POSTING

- 109. Statement of account.
- 110. Transmission of funds by money order.
- 111. Settlement by payment or transfer to a postal cheque account.
- 112. Miscellaneous operations.

## CHAPTER V

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO  
THE PUBLIC

- 113. Withdrawal of bills. Correction of the schedule.
- 114. Redirection.
- 115. Enquiries. Requests for information.

## CHAPTER VI

## FINAL PROVISIONS

116. Entry into force and duration of the Detailed Regulations

*ANNEXES*

Forms : see "Special list".

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT  
CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS, DRAFTS, ETC.

Having regard to article 24 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on 3 October 1957, the undersigned, on behalf of their respective Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning the collection of bills, drafts, etc., is implemented.

CHAPTER I

PRELIMINARY CLAUSES

*Article 101*

INFORMATION TO BE SUPPLIED BY POSTAL ADMINISTRATIONS

1. At least three months before implementing the Agreement, Administrations shall communicate to the other Administrations, through the International Bureau, a copy of the provisions of their laws or internal regulations applicable to the collection service, especially as regards the cashing of interest or dividend coupons and of securities due for redemption; they shall also indicate whether they undertake to cash such coupons and securities.

2. Any amendment should be notified without delay through the same channel.

*Article 102*

FORMS FOR THE USE OF THE PUBLIC

For the purpose of applying the provisions of article 45, § 2, of the Convention, the following are considered as forms for the use of the public:

RP 1 (Schedule of bills for collection);

RP 2 ("Bills-for-Collection" envelope).

CHAPTER II

POSTING OF PACKETS

*Article 103*

CONDITIONS TO BE COMPLIED WITH BY BILLS

In order to be accepted for collection, every bill must:

- (a) Show the amount to be collected, in Roman characters if written in full and in arabic figures if written in figures;
- (b) State the name and address of the debtor;
- (c) Bear an indication of the time and place of the drawing up of the bill;
- (d) In the case of a bill of exchange, cheque or promissory note, bear the signature of the drawer or subscriber;
- (e) Have paid the stamp duty in the country of origin, if it is liable to that duty.

*Article 104*

## MAKE-UP OF PACKETS OF BILLS

1. All the bills for collection contained in the same packet are described on a schedule RP 1 in the form of the annexed specimen.

2. Interest or dividend coupons relating to securities of the same issue and to be paid at the same address must be entered beforehand on a special list ; they are then regarded as forming a single account.

3. If the sender requests that the documents relating to the collection of the bills should be returned by air mail, he must so indicate in the proper place on the schedule RP 1.

4. The bills, accompanied if necessary by evidence in support (invoices, bills of lading, bankers' tickets, protest deeds, etc.) are placed with the covering schedule in an envelope RP 2 in the form of the annexed specimen ; this envelope must bear, in addition to the name and full address of the sender, the name of the office of collection ; the enclosures must be attached to the bill to which they relate.

5. Any bill, the amount of which is to be paid into a postal cheque account in the country of collection, is accompanied, in the absence of agreement to the contrary, by a notice of payment made out in the form prescribed in the internal service of that country ; the notice must specify the holder of the account to be credited and contain any other particulars required by the text of the form, with the exception of the amount which shall be entered by the collecting office after collection ; if a coupon is attached to the notice of payment, the sender enters his name and address thereon and any other particulars he may consider necessary ; the notice of payment is placed in the envelope RP 2.

6. When the amount of the collection money order may be paid into a postal cheque account in the country of origin of the packet, the sender wishing to exercise this option must indicate on the schedule RP 1 the holder and number of the postal cheque account as well as the office where that account is kept.

*Article 105*

## POSTING

1. The envelope RP 2 containing the documents referred to in article 104, § 4, is closed by the sender and handed over the counter.

2. If a packet is found in a letter-box fully prepaid, it is treated as though it had been handed over the counter ; any packet unpaid or insufficiently paid is not forwarded.

## CHAPTER III

## OPERATIONS AT THE OFFICE OF COLLECTION

*Article 106*

## CHECKING OF PACKETS

1. The office of collection checks the documents contained in the packet, compares each one with the corresponding entries on the schedule and notes on the schedule the result of the check.



2. Any documents which being in order are found in the packet and do not appear on the schedule are automatically entered thereon.

3. If documents entered on the schedule are not found, the office of collection immediately notifies the office of origin, which advises the sender.

4. If bills are entered on the schedule in a wrong amount or if they are not in order, they are returned immediately to the sender through the office of origin, together with a slip indicating the reason for non-presentation and stating in addition that the statement of account of the bills retained will be submitted later ; a slip mentioning the previous return of bills not presented is attached to the schedule RP 1 (part 2).

5. Bills other than those referred to in §§ 3 and 4 are duly presented for collection.

6. If all the bills in a packet are uncollectable, they are returned together with an explanatory note and with part 2 of the schedule.

7. Bills which it has not been possible to collect are returned in an envelope RP 3 in the form of the annexed specimen ; the packet is officially registered.

#### *Article 107*

##### TREATMENT OF PACKETS CONTAINING NOTES OR COMMUNICATIONS NOT PERMITTED

1. Prohibited notes or communications made on the schedule are ignored ; any separate notes or letters are treated as unpaid letters coming from the country of origin and, in the case of bills to be collected, are delivered to the addressees on payment of the charge due ; if payment of this charge is refused, these notes or letters are regarded as undeliverable items and returned to the office of origin together with the schedule.

2. When prohibited notes are made on the bills themselves, the latter are sent for collection and delivered on payment of their amount and of the charge for unpaid letters coming from the country of origin ; if payment of this charge is refused, the bills may be delivered but the charge due is deducted from the amount collected ; an explanatory note is attached to the schedule RP 1 (part 2).

#### *Article 108*

##### PRESENTATION. TIME-LIMIT FOR PAYMENT

1. Bills are presented to the debtors on the day on which they fall due, if appropriate, or as soon as possible.

2. Bills which are not paid when presented and payment of which is not categorically refused by the debtors in person are kept at the disposal of the persons concerned for a period of seven days reckoned from the day following the day of presentation ; this period may be extended up to not more than one month by Administrations whose legislation so requires ; the debtors are notified that they may come and discharge their obligations at the office during this period ; the sender may, however, make a note on the schedule requesting that if the bills have once been presented and not paid they should be returned to him immediately or delivered to persons nominated for the purpose.

3. The documents in support referred to in article 104, § 4, are not delivered to the debtor unless the bills to which they relate are paid.

## CHAPTER IV

## OPERATIONS FOLLOWING POSTING

*Article 109*

## STATEMENT OF ACCOUNT

The office of collection makes out the statement of account on the schedule RP 1 (part 2), being careful to complete any entries which may have been omitted by the sender and to strike out any which are not required.

*Article 110*

## TRANSMISSION OF FUNDS BY MONEY ORDER

1. The money order, bearing the word "*Recouvrement*" [Collection] on the front, is transmitted in an envelope RP 3 to the office at which the bills were posted, together with the schedule RP 1 (part 2) and any unpaid bills.

2. When the amount of the collection money order may be paid into a postal cheque account in the country of origin of the packet and the sender has asked to be allowed to exercise this option, the preparation of the money order, the return of the unpaid bills and that of the form RP 1 (part 2) are effected in accordance with the provisions of article 111, §§ 2 and 3.

3. Where the money order service is conducted through offices of exchange, the envelope is addressed to the office of exchange concerned.

4. If the sender has requested the return by air mail of the documents relating to the payment of the bill, the packet, bearing a "*Par avion*" [By air mail] label and, where necessary, postage in pre-payment of the air mail surcharge authorized under article 12, § 1 (d) of the Agreement, is despatched by the next air post.

5. The packets referred to in §§ 1 to 4 are registered if they contain unpaid bills; the instructions printed on the envelope RP 3 are retained or struck out as required.

6. When a charge is due to be collected from the sender either under article 12, § 3, of the Agreement or under article 107 of these Detailed Regulations, the envelope RP 3 is marked with the T stamp and the amount of the charge to be collected is clearly shown in figures on the front of the envelope.

7. When the name and address of the sender are not given on the envelope or on the schedule or on the bills themselves, the office of destination, if it is unable to obtain these particulars from the debtor or debtors, notifies the office of origin accordingly, proceeds in the manner described above and indicates the latter office as the payee on the collection money order.

*Article 111*

## SETTLEMENT BY PAYMENT OR TRANSFER TO A POSTAL CHEQUE ACCOUNT

1. If the amounts are paid or transferred to a postal cheque account, the credit or transfer advice sent to the account-holder must be marked "*Recouvrement*" [Collection].

2. If the internal organization of the office of collection does not allow of the transfer of the amounts collected to a foreign postal cheque account, the funds are despatched by means of a collection money order ; but the money order must bear, instead of the name and full address of the sender, the name of the account-holder followed by the words "*Compte courant postal n°...*, tenu par le bureau d ..." [Postal cheque account No.... kept by the office of ...]. The money order is forwarded direct to the postal cheque office concerned.

3. When the operations referred to in §§ 1 and 2 above have been carried out, the schedule RP 1 (part 2), accompanied by the unpaid bills, if any, is returned to the office of origin in the manner indicated in §§ 1 to 6 of article 110.

#### Article 112

##### MISCELLANEOUS OPERATIONS

1. Bills, etc., which have not been collected, attached to the money order, if any, issued in payment of bills which have been collected, are returned in an officially registered envelope RP 3 as prescribed by article 110, §§ 1 to 6 of these Detailed Regulations.

2. The reason for non-collection is stated in the manner prescribed in article 155, §§ 1 to 3, of the Detailed Regulations for implementing the Convention, without further details, either on a slip attached to the bills or on the schedule RP 1 (part 2).

3. Schedules RP 1 (part 2) missing or not in order are applied for or returned direct from office to office.

4. The provisions of article 112 of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning cash-on-delivery items apply to collection money orders.

#### CHAPTER V

### SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

#### Article 113

##### WITHDRAWAL OF BILLS. CORRECTION OF THE SCHEDULE

1. Subject to the supplementary provisions hereunder, article 156 of the Detailed Regulations for implementing the Convention applies to requests for withdrawal of bills and to requests for correction of the covering schedule.

2. Every request for the correction of a schedule must be accompanied by a duplicate of the schedule.

3. If this request is transmitted by telegraph, it must be confirmed, by the first post, by a postal request headed with the following words underlined in coloured pencil : "*Confirmation de la demande télégraphique du ...*" [Confirmation of the telegraphic request of the ...]; the duplicate referred to in § 2 is attached to this request. On receipt of the telegram, the office of collection keeps back the packet and awaits the postal confirmation before complying with the request.

4. Nevertheless, the collecting Administration may on its own responsibility give effect to a telegraphic request without awaiting this confirmation.

*Article 114*

## REDIRECTION

1. If an entire packet of bills for collection is redirected, the schedule is marked "*Réexpédié par le bureau d ...*" [Redirected by the office of ...] ; the office which is required to collect the bills proceeds as if they had been addressed to it direct by the sender.

2. If the redirection applies to some only of the bills in the packet, the office responsible for collecting these bills must, without deducting any charges, send the amount collected to the office to which the schedule was addressed by the sender ; it returns the unpaid bills, if any, to that office ; the latter office is alone responsible for settling accounts with the sender.

*Article 115*

## ENQUIRIES. REQUESTS FOR INFORMATION

Enquiries and requests for information are subject to the provisions of articles 158, 159 and 160 of the Detailed Regulations for implementing the Convention ; a duplicate of the schedule which accompanied the bills must be supplied by the sender to be forwarded, together with the enquiry or the request for information, to the office of collection.

## CHAPTER VI

## FINAL PROVISIONS

*Article 116*

## ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning the collection of bills, drafts, etc., comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the Contracting Parties.

DONE at Ottawa, the 3rd day of October 1957.

## SIGNATURES

*(The same as on pages 177 and 178 of this volume.)*

## LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of the form 2	References 3
RP 1	Schedule of bills for collection . . . . .	art. 104, § 1
RP 2	"Bills-for-collection" envelope . . . . .	art. 104, § 4
RP 3	Envelope for { "bills not collected" . . . . . "money order in payment of bills collected" }	art. 106, § 7

## ANNEXES :

## FORMS RP 1 to RP 3

RP 1  
Part 1

POSTAL ADMINISTRATION of .....

SCHEDULE<sup>1</sup>  
of bills for collection

posted at the post office of .....

by .....  
(Name or business name)

street ..... No. .... at .....

Number	Name and address of debtors <sup>(2)</sup>	Amount of bills <sup>(3)</sup>	Date at which they fall due <sup>(4)</sup>	Remarks	Result of the check of the office of destination
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
Total					

Method of payment chosen<sup>(5)</sup> :

1. By collection money order to the address given above ;

2. By collection money order sent by air mail to the address given above ;

3. By collection money order<sup>(6)</sup> } To be entered to the credit of postal cheque account No. ....

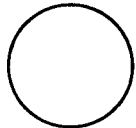
4. By a notice of payment<sup>(7)</sup> (the notice to be attached) } of Mr. .... (name of payee)

5. By transfer<sup>(8)</sup> } kept by the postal cheque office at .....

....., the ..... 19.....

Signature of sender

Stamp of office of destination



Signature :

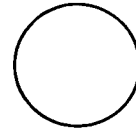
(<sup>1</sup>) If there are more than five bills to be collected, one or more additional schedules must be used.  
 (<sup>2</sup>) Bills for different debtors must be cashable by the same office.  
 (<sup>3</sup>) The amount of the bills must, in the absence of agreement to the contrary between the Administrations concerned, be expressed in the currency of the country of collection.  
 (<sup>4</sup>) Bills falling due on different dates cannot be collected.  
 (<sup>5</sup>) Strike out whichever words do not apply.  
 (<sup>6</sup>) To be used when a money order has to be transmitted to a postal cheque office in the country of origin.  
 (<sup>7</sup>) To be used when the amount has to be paid into a postal cheque account kept in the country of collection.  
 (<sup>8</sup>) To be used when a transfer has to be made to a postal cheque account kept in the country of origin.

POSTAL ADMINISTRATION of .....

RP 1  
Part 2

(<sup>1</sup>)


Stamp of the office  
of collection



SCHEDULE  
to be returned to the sender

(<sup>2</sup>) { .....  
street ..... No. .... of .....  
The bills, etc., described below were despatched on ..... 19....

Number	Name of debtor( <sup>3</sup> )	Amount of unpaid bills		Amount of paid bills	
1	2	3		4	
1					
2					
3					
4					
5					
		Total of paid bills			
Less :					
A. { cashing fee . . . . .					
charge for presentation of unpaid bills . . . . .					
stamp . . . . .					
B. charge for( <sup>3</sup> ) { money order					
payment					
transfer					
C. fee for return of collection money order by					
air mail : . . . . .					
		Total deductions			
Amount due to sender . . . . .					
as per money order No. .... attached hereto.					
( <sup>3</sup> ) { as per sum $\frac{\text{paid}}{\text{transferred}}$ to credit of postal cheque account No. ....					
kept by the postal cheque office of .....					
The .....( <sup>4</sup> ) bills which have not been collected are attached to this schedule.					

(<sup>1</sup>) If this schedule is to be returned by air mail, it should be clearly marked "Renvoi par avion" [Return by air mail] and the blue "Par avion" [By air mail] label or stamp impression affixed to it.

(<sup>2</sup>) To be filled in by the sender.

(<sup>3</sup>) Strike out whichever words do not apply.

(<sup>4</sup>) State number.

RP 2

REGISTERED

Space reserved  
for postage

BILLS, ETC., FOR COLLECTION

<p style="text-align: center;">Sender :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p style="text-align: center;">Post office</p> <p>of .....</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Country of destination)</p>
--	---

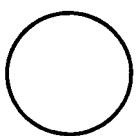
(Collections, Ottawa 1957, art. 104, § 4—Size : 176 × 125 mm)



RP 3

POSTAL ADMINISTRATION of .....

Postal service <sup>(1)</sup>  Date stamp

REGISTERED<sup>(2)</sup> 

<sup>(3)</sup> { BILLS, ETC., NOT COLLECTED  
MONEY ORDER IN PAYMENT  
of bills collected

Post office

of .....

---

<sup>(1)</sup> If the money order in payment is to be transmitted by air mail, attach the "Par avion" [By air mail] label and the appropriate air-mail surcharge.

<sup>(2)</sup> Strike out if the packet contains no unpaid bills.

<sup>(3)</sup> Strike out whichever is not required.

(Country of destination)

(Collections, Ottawa 1957, art. 106, § 7—Size : 176 × 125 mm)



No. 5218

---

**BELGIUM, CHILE, EGYPT,  
FRANCE, ITALY, etc.  
(UNIVERSAL POSTAL UNION)**

**Agreement concerning the international savings bank service (with Detailed Regulations). Signed at Ottawa, on 3 October 1957**

*Official text: French.*

*Registered by Canada on 7 July 1960.*

---

**BELGIQUE, CHILI, ÉGYPTE,  
FRANCE, ITALIE, etc.  
(UNION POSTALE UNIVERSELLE)**

**Arrangement concernant le service international de l'épargne (avec Règlement d'exécution). Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957**

*Texte officiel français.*

*Enregistré par le Canada le 7 juillet 1960.*



**UNION POSTALE UNIVERSELLE  
ACTES DU CONGRÈS D'OTTAWA, 1957**

---

**VIII**

**N° 5218. ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE. SIGNÉ À OTTAWA, LE 3 OCTOBRE 1957**



NOTE. — Les caractères *italiques* figurant dans le texte ci-après marquent les modifications (changements, additions ou suppressions de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport au projet d'Arrangement concernant le service international de l'épargne (proposition 232) élaboré par la Commission exécutive et de liaison<sup>1</sup>.

TABLE DES MATIÈRES

DE L'ARRANGEMENT

CONCERNANT

LE SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Étendue du service

CHAPITRE II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3. Transmission des fonds
4. Intérêts
5. Transmission des livrets et documents divers
6. Dispositions communes aux versements et aux transferts

CHAPITRE III

VERSEMENTS

7. Dépôt des versements
8. Montant maximum
9. Arrondissement à l'unité monétaire
10. Renvoi du livret

CHAPITRE IV

REMBOURSEMENTS

11. Demandes de remboursement
12. Autorisations de remboursement
13. Remboursements
14. Remboursements télégraphiques

CHAPITRE V

TRANSFERTS

15. Principes généraux applicables aux transferts

<sup>1</sup> [*Translation — Traduction*] NOTE. — The letters in *italics* in the French text indicate the modifications (changes, additions or deletions of words, passages, figures, signs, etc.) by comparison with the draft Agreement concerning the international savings bank service (proposál 232) prepared by the Executive and Liaison Committee.

## CHAPITRE VI

## RESPONSABILITÉ

Art.

16. Étendue de la responsabilité
17. Détermination de la responsabilité
18. Reconstitution du compte d'épargne
19. Remboursement à la caisse d'épargne créancière

## CHAPITRE VII

## DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

20. Application des dispositions d'ordre général de la Convention
21. Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès
22. Mise à exécution et durée de l'Arrangement



ARRANGEMENT<sup>1</sup>

CONCERNANT

## LE SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE

CONCLU ENTRE

*la Belgique, le Chili, l'Égypte, la France, l'Italie, le Japon, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, la Suède, la Turquie, le Viêt-Nam.*

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 22 de la Convention postale universelle conclue à Ottawa le 3 octobre 1957,<sup>2</sup> ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

## CHAPITRE I

## DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

## ARTICLE PREMIER

Objet de l'Arrangement

1. Le présent Arrangement régit le service international de l'épargne que les Pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

2. Le service fonctionne dans les limites fixées par la réglementation des changes propre à chaque Pays. Les Pays contractants ont la faculté de n'exécuter le service que pour l'une ou plusieurs des catégories d'opérations mentionnées à l'article 2.

3. Peut participer au service international visé ci-dessus toute caisse d'épargne nationale relevant directement de l'Administration postale ou dont l'activité s'étend sur l'ensemble du territoire national par l'intermédiaire des bureaux de poste.

4. L'Administration postale des Pays où la caisse d'épargne nationale participant au service international relève d'une Administration autre que celle des postes, est tenue de s'entendre avec cette dernière, pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement. La première de ces Administrations sert d'intermédiaire pour les relations de la caisse avec les Administrations postales des autres Pays contractants et avec le Bureau international.

5. Dans le présent Arrangement et dans son Règlement d'exécution,<sup>3</sup> les termes caisse d'épargne, livret d'épargne, compte courant d'épargne, ne visent d'une part que les caisses d'épargne définies au § 3 ci-dessus, d'autre part que les livrets et comptes courants ouverts par ces caisses.

## ARTICLE 2

Étendue du service

1. Tout titulaire d'un compte courant d'épargne peut effectuer des versements et opérer des retraits sur son compte par l'intermédiaire de la caisse d'épargne du Pays où il se trouve. Il peut également demander le transfert de l'avoir de son compte d'une caisse d'épargne à une autre caisse d'épargne.

2. Les caisses d'épargne acceptent de servir d'intermédiaire pour l'ouverture des livrets d'épargne, le remplacement ou le renouvellement des livrets, l'inscription des intérêts sur les livrets et la transmission de tous les documents généralement nécessaires à la bonne marche du service international de l'épargne.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1959, conformément à l'article 22. Les instruments de ratification ont été déposés auprès du Gouvernement canadien aux dates indiquées :

Espagne . . . 29 juillet 1959	Japon . . . 7 novembre 1958	République arabe unie
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)	Norvège . . . 19 août 1958	(pour la Province égyptienne)
France . . . . . 8 mai 1959	Pays-Bas . . . 27 août 1959	15 janvier 1959
Italie . . . . . 9 juin 1960	(Y compris la Nouvelle- Guinée néerlandaise.)	Suède . . . . . 2 mai 1958

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 364, p. 3.

<sup>3</sup> Voir p. 207 de ce volume.

## CHAPITRE II

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## ARTICLE 3

## Transmission des fonds

1. La transmission des fonds en exécution d'une opération d'épargne s'effectue par mandat de poste du service international ou par virement postal. Elle est soumise aux conditions qui régissent le mode choisi.

2. Les frais d'envoi des fonds sont à la charge de l'épargnant.

## ARTICLE 4

## Intérêts

Sous réserve des dispositions de l'article 15 relatif aux transferts, la date de calcul des intérêts est établie en fonction de la réception ou de l'envoi des fonds, par la caisse d'épargne qui tient le compte crédité ou débité.

## ARTICLE 5

## Transmission des livrets et documents divers

1. Les bureaux de poste des Pays contractants se prêtent réciproquement concours pour le retrait des livrets à régler ou à vérifier.

2. Sont admis en franchise de port, lorsqu'ils sont expédiés par l'Administration ou la caisse d'un Pays contractant à destination de l'Administration ou de la caisse d'un autre Pays contractant, les livrets, de même que les correspondances et les documents généralement nécessaires à la bonne marche du service international de l'épargne. *Sont en outre admis en franchise de port les plis contenant des livrets lorsqu'ils sont expédiés par l'Administration ou la caisse d'un Pays contractant aux titulaires des livrets.*

3. Les transmissions se font par les moyens les plus favorables.

4. Les frais inhérents à toute transmission accélérée (voie aérienne notamment) à la demande de l'épargnant peuvent être mis à la charge de celui-ci.

## ARTICLE 6

## Dispositions communes aux versements et aux transferts

Les fonds versés ou transférés sont, notamment en ce qui concerne le taux et le calcul des intérêts ainsi que les conditions de remboursement, soumis aux lois, décrets, arrêtés et règlements régissant le service de la caisse à laquelle les fonds sont destinés.

## CHAPITRE III

## VERSEMENTS

## ARTICLE 7

## Dépôt des versements

1. Tout titulaire d'un compte courant d'épargne peut effectuer des versements sur son compte en déposant les fonds à la caisse d'épargne ou au bureau de poste du lieu où il se trouve.

2. Sauf accord contraire, le livret doit être produit.

3. Toute personne résidant dans un Pays contractant peut effectuer un versement à la caisse d'épargne de ce Pays ou dans un bureau de poste en vue de l'ouverture d'un livret à la caisse d'épargne d'un autre Pays contractant.

## ARTICLE 8

## Montant maximum

1. Chaque Administration a la faculté de fixer un minimum et un maximum pour les versements pouvant être constatés au livret.
2. La caisse d'épargne qui tient le compte se réserve le droit de rejeter tout ou partie du versement qui aurait pour effet de porter l'avoir du compte au-delà de la limite maximum fixée par son règlement intérieur.
3. Dans le Pays qui enregistre le versement, le montant du dépôt peut être limité à la partie exportable des capitaux.

## ARTICLE 9

## Arrondissement à l'unité monétaire

*Les versements, exprimés dans la monnaie du Pays qui tient le compte, ne doivent pas comporter de fraction d'unité monétaire.*

## ARTICLE 10

## Renvoi du livret

1. Après inscription du versement, le livret, s'il a été produit, est renvoyé *directement* à l'épargnant *par lettre recommandée d'office*.
2. S'il s'agit d'un livret créé à la suite d'un premier versement, il sera transmis au titulaire par la même voie.

## CHAPITRE IV

## REMBOURSEMENTS

## ARTICLE 11

## Demandes de remboursement

1. Tout titulaire de livret d'épargne peut obtenir le remboursement partiel ou intégral de son avoir en adressant, par l'intermédiaire de la caisse d'épargne du Pays contractant où il se trouve, une demande à la caisse qui tient son compte.
2. *La somme dont le remboursement est demandé est exprimée dans la monnaie du Pays qui tient le compte; en cas de remboursement partiel, elle ne doit pas comporter de fraction d'unité monétaire.*
3. *Dans les relations entre les Pays dont les Administrations postales se sont mises d'accord à ce sujet, les épargnants peuvent adresser directement et à leurs frais à la caisse qui tient leur compte leurs demandes de remboursement.*

## ARTICLE 12

## Autorisations de remboursement

1. Les autorisations de remboursement sont établies par la caisse qui tient le compte, en monnaie du Pays où réside l'épargnant et pour la somme nette à payer. Elles sont adressées, avec les fonds correspondants, à la caisse chargée d'effectuer le remboursement.
2. La caisse qui établit une autorisation de remboursement détermine elle-même le taux de conversion de la monnaie de son Pays en monnaie du Pays où réside l'épargnant.

## ARTICLE 13

## Remboursements

1. Les remboursements ne sont soumis à d'autres limites de somme que celles qui résultent de la législation des Pays contractants.

2. Ils sont effectués entre les mains de la ou des personnes *habilitées aux termes du contrat d'épargne à donner quittance et désignées sur l'autorisation.*

3. La somme à payer est celle qui est indiquée sur l'autorisation en monnaie du Pays de paiement, sans aucun prélèvement au profit de la caisse payeuse. Toutefois, lorsque la législation du Pays auquel appartient le service payeur l'exige, ce service a la faculté de négliger les fractions d'unité monétaire ou d'arrondir la somme à l'unité monétaire.

#### ARTICLE 14

##### Remboursements télégraphiques

Dans les relations entre les Pays dont les Administrations postales se sont mises d'accord à ce sujet, les épargnants peuvent, à leurs frais, demander et obtenir des remboursements par la voie télégraphique. Les Administrations fixent elles-mêmes les règles d'exécution du service.

#### CHAPITRE V

##### TRANSFERTS

#### ARTICLE 15

##### Principes généraux applicables aux transferts

1. Tout titulaire d'un compte d'épargne peut faire transférer tout ou partie de son avoir à une autre caisse d'épargne de son choix; la demande de transfert peut être déposée dans n'importe quelle caisse ou bureau de poste des Pays contractants.

2. Sauf accord contraire, l'épargnant doit déposer son livret à l'appui de sa demande.

3. Dans les relations entre les Pays dont les Administrations postales se sont mises d'accord à ce sujet, les épargnants peuvent adresser directement et à leurs frais à la caisse qui tient leur compte, leurs demandes de transfert établies d'après les règlements intérieurs et accompagnées éventuellement du livret.

4. Les sommes transférées portent intérêt à charge de la caisse primitivement détentrice des fonds (dénommée «caisse d'origine»), jusqu'à la fin du mois pendant lequel le compte est débité et à charge de la caisse qui reçoit le transfert (dénommée «caisse bénéficiaire»), à partir du premier jour du mois suivant.

#### CHAPITRE VI

##### RESPONSABILITÉ

#### ARTICLE 16

##### Étendue de la responsabilité

1. Les sommes converties en un mandat de poste international ou un virement postal pour l'exécution d'une opération d'épargne sont soumises aux garanties prévues pour le mode de transmission des fonds choisi.

2. Les caisses d'épargne sont responsables des erreurs de conversion, des erreurs d'inscription des opérations sur les comptes courants et, d'une façon générale, de toutes les erreurs qu'elles pourraient commettre dans l'établissement des pièces relatives au service international de l'épargne.

3. Les caisses d'épargne par l'entremise desquelles les remboursements sont effectués sont responsables des fonds qu'elles ont reçus et de la régularité des opérations de paiement.

4. Les caisses d'épargne ne sont tenues à aucune responsabilité du chef des retards qui peuvent se produire dans la transmission des fonds.

5. Les caisses d'épargne ne sont tenues à aucune responsabilité du chef des inexactitudes qui pourraient être relevées dans les renseignements fournis par les usagers pour l'exécution des opérations prévues au § 2 de l'article 2.

## ARTICLE 17

## Détermination de la responsabilité

1. La responsabilité incombe à la caisse d'épargne dans le service de laquelle l'erreur a été commise.

2. Si l'erreur est imputable aux deux caisses ou si la responsabilité ne peut être établie, les caisses interviennent dans la régularisation par parts égales.

## ARTICLE 18

## Reconstitution du compte d'épargne

La reconstitution du compte d'épargne est à la charge de la caisse d'épargne qui le tient, sous réserve de son droit de recours contre l'Administration responsable.

## ARTICLE 19

## Remboursement à la caisse d'épargne créancière

1. La caisse d'épargne responsable est tenue de désintéresser la caisse qui a procédé à la régularisation du compte dans le délai de quatre mois qui suit la notification de la reconstitution du compte.

2. Le remboursement à la caisse d'épargne créancière s'effectue sans frais pour cette caisse. Passé le délai de quatre mois, la somme due à la caisse créancière est productive d'intérêts, à raison de 5% par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

## CHAPITRE VII

## DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES.

## ARTICLE 20

## Application des dispositions d'ordre général de la Convention

Les dispositions d'ordre général qui figurent à la Première partie de la Convention sont applicables au service international de l'épargne à l'exception, toutefois, des dispositions faisant l'objet de l'article 7.

## ARTICLE 21

## Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des congrès (articles 27 et 28 de la Convention) doivent réunir:

- a) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement;
- b) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 33 de la Convention.

## ARTICLE 22

## Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> avril 1959 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Canada et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

*Cet Arrangement a été signé au nom des États et territoires ci-dessous par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Convention postale universelle :*

*[Pour les noms des plénipotentiaires, voir Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 364, p. 37 à 47.]*

Allemagne  
Belgique  
Chili  
Égypte  
Espagne  
Territoires espagnols de l'Afrique  
France  
Italie  
Japon  
Norvège  
Paraguay  
Pays-Bas  
Suède  
Turquie  
Viêt-Nam

TABLE DES MATIÈRES  
DU  
RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT  
CONCERNANT  
LE SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE

CHAPITRE I  
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

- Art.  
101. Renseignements à fournir par les Administrations postales  
102. Formules à l'usage du public  
103. Correspondances en franchise

CHAPITRE II  
VERSEMENTS

104. Dépôt des versements  
105. Lettre d'envoi  
106. Transmission des livrets et des documents de service  
107. Dérogation en matière de présentation du livret  
108. Rejet partiel ou total d'un versement  
109. *Renvoi du livret*

CHAPITRE III  
REMBOURSEMENTS

110. Rédaction et dépôt des demandes de remboursement  
111. Autorisation de remboursement  
112. *Traitement du livret*  
113. Paiement des remboursements  
114. Validité des autorisations  
115. Renvoi des autorisations quittancées  
116. Autorisations non suivies d'effet

CHAPITRE IV  
TRANSFERTS

117. Dépôt des demandes  
118. Traitement des demandes de transfert  
119. Émission du nouveau livret  
120. Transfert sur un compte déjà ouvert  
121. Traitement du livret primitif après les opérations de transfert

## CHAPITRE V

## OPÉRATIONS DIVERSES

Art.

122. *Remplacement des livrets*

123. Détermination des intérêts

124. Dépôt du livret pour inscription des intérêts

125. Restitution du livret après inscription des intérêts

## CHAPITRE VI

## DISPOSITIONS FINALES

126. Mise à exécution et durée du Règlement

## ANNEXES

Formules: voir la «*Liste des formules*»



## RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT

## CONCERNANT

## LE SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE

Les soussignés, vu l'article 24 de la Convention postale universelle conclue à *Ottawa* le 3 octobre 1957, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant le service international de l'épargne:

## CHAPITRE I

## DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

## ARTICLE 101

Renseignements à fournir par les Administrations postales

1. Chaque Administration doit fournir aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, les renseignements ci-après:

- a) les opérations qu'elle exécute;
- b) sa participation ou sa non-participation au service des remboursements télégraphiques;
- c) le maximum et le minimum admis respectivement en matière de versement, de remboursement et de transfert;
- d) les opérations pour lesquelles la production du livret est exigée.

2. Chaque Administration est également tenue de faire connaître directement aux autres Administrations:

- a) si elle admet la transmission directe, par l'épargnant à la caisse qui tient son compte, des demandes de remboursement et de transfert;
- b) si elle centralise ou non les bulletins de versement et les demandes de remboursement.

3. Toute modification aux renseignements visés ci-dessus doit être notifiée sans retard.

4. Chaque Administration peut, en outre, demander directement aux autres Administrations de lui communiquer les modes d'authentification des documents échangés et éventuellement les spécimens des livrets et cachets en usage dans les caisses, ainsi que la liste des spécimens de signature des fonctionnaires qui ont qualité dans ces caisses pour signer les lettres d'envoi et les autorisations de remboursement respectivement visées aux articles 105, 111 et 114 du Règlement.

5. En cas de modification de la liste visée sous 4, une nouvelle liste complète est transmise à l'Administration correspondante; toutefois, s'il s'agit seulement d'annuler l'une des signatures communiquées, il suffit de la faire biffer sur la liste existante, qui continue à être utilisée.

## ARTICLE 102

Formules à l'usage du public

En vue de l'application de l'article 45, § 2. de la Convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules ci-après:

- CE 1 (Bulletin de versement d'épargne);
- CE 3 (Demande de remboursement);
- CE 6 (Demande de transfert).

## ARTICLE 103

## Correspondances en franchise

Les correspondances admises en franchise de port dans les conditions fixées par l'article 5, § 2, de l'Arrangement doivent porter la désignation de la caisse détentrice des comptes d'épargne ainsi que la mention «Service des postes».

## CHAPITRE II

## VERSEMENTS

## ARTICLE 104

## Dépôt des versements

1. Le titulaire d'un livret de caisse d'épargne qui désire effectuer un versement dépose à la caisse d'épargne ou dans un bureau de poste du Pays de sa résidence, contre récépissé délivré gratuitement, le livret, un bulletin de versement d'épargne libellé sur formule *conforme au modèle CE 1 ci-annexé*, le montant des fonds et les frais d'envoi de ces fonds.

2. S'il s'agit d'un versement effectué en vue de l'ouverture d'un nouveau livret, le bulletin de versement d'épargne devra mentionner les lieu et date de naissance de l'épargnant ainsi que sa qualité civile. Ces renseignements seront vérifiés au moyen d'une pièce d'identité.

3. La caisse ou le bureau de poste qui reçoit le versement complète le bulletin libellé par l'épargnant et indique le mode de transmission des fonds en faisant ressortir les frais d'envoi correspondants. Le bulletin de versement d'épargne est ensuite revêtu de l'empreinte du cachet de la caisse ou du timbre à date du bureau de poste.

4. Le bulletin de versement d'épargne, accompagné du livret, s'il existe déjà, est adressé à la caisse d'épargne destinataire.

## ARTICLE 105

## Lettre d'envoi

1. Les caisses d'épargne ont la faculté de centraliser les bulletins de versement d'épargne.

2. Dans ce cas, les bulletins sont décrits dans la première partie de la lettre d'envoi *conforme au modèle CE 2 ci-annexé* transmise à la caisse d'épargne destinataire. La deuxième partie porte attestation de l'expédition des fonds à la caisse intéressée par mandat de poste ou virement postal.

3. Le total général de l'attestation doit être arrêté en toutes lettres et en chiffres; *ce total peut toutefois être arrêté en chiffres seulement, s'il est fait usage d'un protectographe pour son inscription*. L'attestation est revêtu de l'empreinte du timbre du service d'origine et de la signature du représentant de ce service.

4. Les livrets d'épargne sont, le cas échéant, joints à la lettre d'envoi.

## ARTICLE 106

## Transmission des livrets et des documents de service

Les livrets, les bulletins de versement d'épargne qui restent annexés aux livrets auxquels ils se rapportent et les lettres d'envoi sont expédiés sous recommandation d'office à la caisse d'épargne destinataire.

## ARTICLE 107

## Dérogation en matière de présentation du livret

Par dérogation aux dispositions des articles 104 à 106, un Pays contractant peut décider de ne pas exiger la production du livret au moment du versement des fonds, à condition qu'il en informe, au préalable, les autres Pays contractants par l'intermédiaire du Bureau international.

## ARTICLE 108

## Rejet partiel ou total d'un versement

1. En cas de rejet partiel ou total d'un versement, la somme rejetée est renvoyée à l'épargnant soit par mandat de poste soit par virement postal, avec une note explicative, par l'intermédiaire de la caisse ou du bureau de poste qui a reçu le versement.

2. Si le rejet est consécutif à une faute de service, les frais de renvoi sont à la charge de la caisse ou de l'Administration dans le service de laquelle l'erreur a été commise. Dans le cas contraire, ils sont à la charge de l'épargnant.

## ARTICLE 109

## Renvoi du livret

1. Après inscription du versement sur le livret, *celui-ci est*, s'il y a lieu, renvoyé *directement* à l'épargnant *par lettre recommandée d'office*.

2. Il en sera de même s'il s'agit d'un nouveau livret.

## CHAPITRE III

## REMBOURSEMENTS

## ARTICLE 110

## Rédaction et dépôt des demandes de remboursement

1. Les demandes de remboursement sont rédigées *sur des formules conformes au modèle CE 3 ci-annexé*.

2. Sous réserve des dispositions de l'article 11, § 3, de l'Arrangement, l'épargnant dépose sa demande de remboursement à la caisse du Pays où il réside ou dans les bureaux de poste correspondants de cette caisse. Le service qui reçoit la demande peut vérifier la qualité et l'identité du déposant de cette demande.

3. Les caisses peuvent convenir que les demandes soient centralisées par la caisse du Pays où réside l'épargnant, à charge pour cette caisse de les faire parvenir à destination après les avoir groupées. Elles peuvent alors s'entendre pour qu'une vérification soit effectuée avant envoi à la caisse détentrice des fonds.

4. *La caisse appelée à autoriser le remboursement peut exiger que le livret soit produit lors du dépôt de la demande de remboursement, soit pour contrôle seulement du solde du livret, soit pour être joint à la demande de remboursement. Dans ce cas, le Pays contractant intéressé doit en informer au préalable les autres Pays par l'intermédiaire du Bureau international. Si la production du livret n'est exigée que pour contrôler le solde, l'agent de service doit attester sur la formule CE 3 que le solde indiqué par le titulaire correspond au solde inscrit sur le livret.*

## ARTICLE 111

## Autorisation de remboursement

1. Les autorisations de remboursement sont établies sur formules *conformes au modèle CE 4 ci-annexé*. Elles comportent:

- a) le numéro du livret d'épargne et la désignation de son titulaire;
- b) la désignation précise de la ou des personnes habilitées à donner quittance selon les dispositions de l'article 13, § 2, de l'Arrangement;
- c) la somme à payer, exprimée en chiffres et en lettres dans la monnaie du Pays de paiement; *il suffit d'exprimer cette somme en chiffres seulement, s'il est fait usage d'un protectographe pour son inscription;*
- d) la somme à inscrire sur le livret, exprimée en chiffres dans la monnaie dans laquelle le compte d'épargne est tenu et, éventuellement, l'avoir avant et après remboursement;

e) l'indication du mandat ou du virement collectif ou individuel adressé à la caisse du Pays de paiement ou au bureau de poste payeur.

2. A l'autorisation de remboursement CE 4 peut être joint un document portant spécimen de la signature de la ou des personnes visées au § 1, lettre b), du présent article.

3. Les autorisations de paiement sont transmises:

- a) soit individuellement à la caisse ou au bureau de poste payeur;
- b) soit collectivement à la caisse payeuse; dans ce cas, elles sont décrites dans la première partie de la lettre d'envoi conforme au modèle CE 5 ci-annexé faisant ressortir, en monnaie du Pays de paiement, le total des sommes nettes à payer. La seconde partie de la lettre d'envoi porte attestation de l'expédition des fonds à la caisse intéressée par mandat de poste ou virement postal. Le total général de l'attestation doit être arrêté en toutes lettres et en chiffres; ce total peut, toutefois, être arrêté en chiffres seulement, s'il est fait usage d'un protectographe pour son inscription. L'attestation est revêtue de l'empreinte du timbre du service d'origine et de la signature du représentant de ce service.

4. Les frais d'envoi des fonds à cette caisse sont prélevés sur l'avoir de l'épargnant.

#### ARTICLE 112

##### Traitement du livret

Dans l'hypothèse où la production du livret est exigée au moment du dépôt de la demande, la caisse qui autorise le remboursement mentionne sur le livret la somme à rembourser plus les frais d'expédition. *S'il s'agit d'un remboursement intégral de l'avoir, elle conserve le livret. S'il s'agit, par contre, d'un remboursement partiel, elle renvoie le livret directement à l'épargnant par lettre recommandée d'office, à moins que ce livret ne doive être mis en dépôt.*

#### ARTICLE 113

##### Paiement des remboursements

1. Les remboursements sont effectués entre les mains de la ou des personnes habilitées à donner quittance selon les dispositions de l'article 13, § 2, de l'Arrangement, sur production du livret, sauf s'il a été produit antérieurement et suivant les garanties d'identité prévues par la réglementation intérieure de la caisse payeuse.

2. Sauf quand l'opération de remboursement a déjà été mentionnée sur le livret par la caisse qui établit l'autorisation de remboursement, la somme remboursée, telle qu'elle figure sur l'autorisation en monnaie du Pays où est tenu le compte, augmentée des frais d'envoi, est portée sur le livret et déduite de l'avoir disponible. Dans l'un ou l'autre cas, l'inscription est appuyée du timbre ou cachet du service payeur. *En cas de remboursement partiel, le livret, s'il ne doit pas être mis en dépôt, est renvoyé directement à l'épargnant par lettre recommandée d'office.*

3. L'acquit de la partie prenante est recueilli sur l'autorisation de remboursement CE 4. La signature d'acquit doit être conforme au spécimen joint, le cas échéant, à la formule.

4. Lorsque l'avoir disponible est inférieur au montant du remboursement, ou lorsqu'une différence apparaît entre le nouvel avoir qui ressort du livret après remboursement et celui qui est porté par la caisse d'origine sur l'autorisation de remboursement, l'opération est différée et des instructions sont demandées à la caisse qui a établi la formule CE 4.

5. Si la caisse payeuse le désire, elle peut recueillir un second acquit sur un duplicata d'autorisation établi par ses soins.

6. Les caisses peuvent ne procéder aux remboursements qu'après avoir encaissé les mandats ou chèques de virements postaux transmissifs des fonds correspondants.

#### ARTICLE 114

##### Validité des autorisations

1. Les caisses s'entendent sur les conditions de validité et d'authenticité des autorisations de remboursement qu'elles échangent. Elles peuvent notamment convenir que seules sont valables les autorisations portant une signature ou l'empreinte d'un cachet dont un spécimen aura été préalablement communiqué.

2. Sauf accord contraire, le délai de validité des autorisations de remboursement expire à la fin du mois qui suit celui de leur établissement.

## ARTICLE 115

## Renvoi des autorisations quittancées

Les autorisations de remboursement CE 4, dûment revêtues de l'acquit des parties prenantes, sont renvoyées, éventuellement à l'appui des livrets soldés, à la caisse qui les a établies.

## ARTICLE 116

## Autorisations non suivies d'effet

1. Les autorisations de remboursement non suivies d'effet pour une cause quelconque sont renvoyées, convenablement annotées, à la caisse qui les a établies. Le cas échéant, elles sont accompagnées du livret correspondant.

2. Les fonds correspondants sont renvoyés à celle-ci, déduction faite des frais, par l'un ou l'autre des moyens prévus à l'article 3, § 1, de l'Arrangement. Les caisses peuvent toutefois convenir qu'ils soient simplement déduits de la prochaine lettre d'envoi CE 5.

3. Ces frais sont à la charge de l'épargnant, à moins que le renvoi ne résulte d'une faute commise par l'une des caisses. Dans ce cas, ils sont à la charge de la caisse qui a commis l'erreur.

## CHAPITRE IV

## TRANSFERTS

## ARTICLE 117

## Dépôt des demandes

1. *Sous réserve des dispositions de l'article 15, § 3, de l'Arrangement, les demandes de transfert établies en double exemplaire sur formule conforme au modèle CE 6 ci-annexé* sont déposées à la caisse d'épargne ou au bureau de poste du lieu où se trouve le titulaire du compte. Le livret accompagne la demande de transfert, à moins qu'il ne soit en dépôt à la caisse qui l'a émis.

2. Un récépissé des pièces déposées est remis gratuitement au titulaire du livret.

3. Les livrets soumis à des conditions particulières de remboursement peuvent faire l'objet d'un transfert, à moins que des réserves expresses à ce sujet n'aient été formulées lors de l'émission du livret ou que la caisse destinataire n'admette pas ces conditions.

4. Après vérification de l'identité et, s'il y a lieu, des pouvoirs du ou des signataires, les deux exemplaires de la demande, accompagnés éventuellement du livret, sont adressés à la caisse d'épargne d'origine.

## ARTICLE 118

## Traitement des demandes de transfert

1. Les demandes de transfert sont soumises aux règles observées, par la caisse d'épargne d'origine, en ce qui concerne les demandes de remboursement.

2. Dans le cas de transfert total, la somme transférée comprend, outre le solde en capital du compte du déposant, les intérêts calculés comme il est dit à l'article 15, § 4, de l'Arrangement.

3. Dans le cas de transfert partiel, les intérêts de la somme transférée courent au profit du déposant, sur le compte tenu par la caisse d'origine, jusqu'à la fin du mois pendant lequel le compte a été débité et, sur le compte tenu par la caisse destinataire, à compter du premier jour du mois suivant.

4. Après avoir vérifié le livret, la caisse d'épargne d'origine y inscrit l'opération et complète le verso de la demande de transfert.

5. Les fonds correspondant au transfert demandé sont adressés à la caisse bénéficiaire comme il est prévu à l'article 3 de l'Arrangement.

6. L'un des exemplaires de la demande de transfert dûment complété par la caisse d'origine est joint à la lettre d'envoi CE 5; le deuxième exemplaire est conservé par la caisse d'origine. Le cas échéant, les conditions particulières de remboursement imposées sont mentionnées par cette dernière caisse au verso de la demande de transfert afin qu'elles soient reproduites sur le compte et sur le livret à émettre par la caisse bénéficiaire.

## ARTICLE 119

## Émission du nouveau livret

1. Aussitôt après réception des fonds et des pièces mentionnées à l'article 118, la caisse bénéficiaire émet un livret au nom du titulaire pour le montant de la somme reçue de la caisse d'origine.
2. *A moins qu'il ne doive être mis en dépôt, le livret est envoyé directement à l'épargnant par lettre recommandée d'office.*

## ARTICLE 120

## Transfert sur un compte déjà ouvert

1. Si l'épargnant qui demande le transfert possède déjà un livret de la caisse sur laquelle ses fonds doivent être transférés, il le joint au dossier constitué ou déclare que ce livret est en dépôt à la caisse qui l'a émis.
2. La caisse d'origine joint le livret à la demande de transfert et fait parvenir celle-ci à la caisse bénéficiaire. Après exécution de l'opération de transfert et inscription sur le livret de la somme transférée, la caisse bénéficiaire *envoie le livret directement au titulaire par lettre recommandée d'office, sauf si celui-ci le remet en dépôt.*

## ARTICLE 121

## Traitement du livret primitif après les opérations de transfert

1. En cas de transfert total soit sur un compte nouveau soit sur un compte existant, le livret sur lequel la somme transférée a été prélevée est conservé par la caisse d'origine.
2. *A moins qu'il ne doive être mis en dépôt, le livret, s'il s'agit d'un transfert partiel, est renvoyé directement à l'épargnant par lettre recommandée d'office.*

## CHAPITRE V

## OPÉRATIONS DIVERSES

## ARTICLE 122

## Remplacement des livrets

1. *La caisse ou le bureau de poste qui reçoit un livret à remplacer remet un récépissé au déposant.*
2. *Le livret est adressé par cette caisse ou ce bureau de poste à la caisse d'épargne intéressée.*
3. *Le nouveau livret est envoyé directement à l'épargnant par lettre recommandée d'office.*

## ARTICLE 123

## Détermination des intérêts

Le montant des intérêts afférents à chaque opération est déterminé selon les règles en vigueur à la caisse qui tient le compte.

## ARTICLE 124

## Dépôt du livret pour inscription des intérêts

Le livret est déposé, contre remise gratuite d'un récépissé, à la caisse d'épargne ou au bureau de poste du Pays où réside le titulaire; cette caisse ou ce bureau transmet le livret à la caisse d'épargne intéressée.

## ARTICLE 125

## Restitution du livret après inscription des intérêts

*Après inscription des intérêts, la caisse qui tient le compte renvoie le livret par lettre recommandée d'office directement à l'épargnant.*

CHAPITRE VI  
DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 126

Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant le service international de l'épargne.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

SIGNATURES

*(Les mêmes qu'à la page 204 de ce volume.)*

## LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
CE 1	Bulletin de versement d'épargne.....	art. 104, § 1
CE 2	Lettre d'envoi de bulletins de versement d'épargne.....	art. 105, § 2
CE 3	Demande de remboursement.....	art. 110, § 1
CE 4	Autorisation de remboursement.....	art. 111, § 1
CE 5	Lettre d'envoi d'autorisations de remboursement d'épargne transfert d'épargne.....	art. 111, § 3, lettre b)
CE 6	Demande de transfert.....	art. 117, § 1

## ANNEXES:

FORMULES CE 1 &amp; CE 6





SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE

CE 2

CAISSE D'ÉPARGNE

LETTRE D'ENVOI

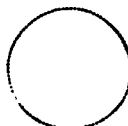
D.....

de bulletins de versement d'épargne

	Caisse ou bureau de poste qui a reçu les fonds	Intitulé du compte à créditer		Versements	
		Numéros	Noms et prénoms	Date	Montants (*)
1 <sup>re</sup> partie					
	Bulletins de versement	livrets		Total des montants	
	Nombre de				

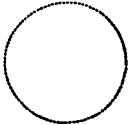
**ATTESTATION D'EXPÉDITION**

Je, soussigné, atteste l'expédition par  mandat de poste (\*)  virement postal (\*) de la somme suivante (\*) représentant le montant des versements d'épargne décrits ci-dessus.

2 <sup>e</sup> partie	Montant en chiffres arabes		en toutes lettres		Timbre du service d'origine 
	Numéro du mandat ou virement		Date de son expédition	Signature	
	Caisse ou bureau de poste destinataire		Qualité du signataire		

(\*) En monnaie du Pays où est tenu le compte. (†) Marquer la mention valable par un × dans le carré «ad hoc».

Recto

CE 3	
<b>SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE</b>	<b>DEMANDE DE REMBOURSEMENT</b>
Je, soussigné, demande le remboursement du montant ci-après de mon avoir en compte courant d'épargne	
Caisse d'épargne détentrice du compte	
Titulaire (nom et prénoms)	
Lieu de naissance	Date de naissance
Avoir en compte <sup>(1)</sup>	N° du livret
	Le livret est <sup>(2)</sup>
	<input type="checkbox"/> ci-joint <input type="checkbox"/> en dépôt
Adresse du titulaire dans le Pays où il désire toucher les fonds	
Montant à rembourser <sup>(3)</sup>	en chiffres arabes
(Des fractions d'unité monétaire ne sont pas admises)	en toutes lettres
(1) Le soussigné atteste que l'avoir indiqué est conforme au solde inscrit au livret	
	Lieu et date
Signature du titulaire	
Notes <sup>(1)</sup> à <sup>(3)</sup> voir au verso. <span style="float: right;">T.S.V.P.</span>	
Signature de l'agent de service	

Épargne, Ottawa 1957, art. 110, § 1 — Dimensions: 148 × 106 mm

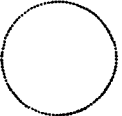
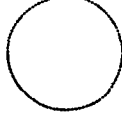
Verso

<b>Notes</b> (1) L'indication et l'attestation de l'avoir en compte ne sont de rigueur que quand le livret doit être produit pour contrôle du solde. (2) Marquer, le cas échéant, la mention valable par un X dans le carré «ad hoc». (3) En monnaie du Pays où est tenu le compte. En cas de demande de remboursement intégral de l'avoir, écrire «Capital et intérêts».	<hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/>
--	-------------------------------

N° 5218

CE 4

SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE  
CAISSE D'ÉPARGNEAUTORISATION DE  
REMBOURSEMENT

D.....		Numéro de l'autorisation	
Caisse d'épargne payeuse	Bureau de poste payeur	Numéro du livret	
Nom et prénoms du titulaire			Avoir avant remboursement (1)
Sommes à inscrire au livret	Remboursement (1)	Frais (1)	Total (1)
Somme à payer (2)	en chiffres arabes	Cours du change	Nouvel avoir (1)
	en toutes lettres		
La ou les personnes habilitées à donner quittance	Nom(s) et prénoms		
	Rue, numéro, localité		
Observations de la caisse d'épargne d'origine	Le montant est transmis par	mandat de poste n°	émis le
		virement postal n°	émis le
			individuel (3) collectif (3)
			individuel (3) collectif (3)
Lieu et date	QUITTANCE		
Signature	(1) Le soussigné reconnaît avoir reçu la somme indiquée ci-dessus.		
Qualité du signataire	Timbre de la caisse d'épargne d'origine	Lieu et date	Timbre du service payeur
(1) En monnaie du Pays où est tenu le compte. A remplir seulement si le livret n'a pas été remis à la caisse détentrice.		Signature(s) du ou des bénéficiaire(s)	
(2) En monnaie du Pays de paiement.		Signature de l'agent payeur	
(3) Marquer la mention valable par un X dans le carré «ad hoc».			
(4) Biffer ce qui ne convient pas.			

Épargne, Ottawa 1957, art. 111, § 1 — Dimensions: 210 X 148 mm

SERVICE INTERNATIONAL DE L'ÉPARGNE  
CAISSE D'ÉPARGNE

LETTRE D'ENVOI  
d'autorisations de remboursement  
et de transfert d'épargne

CE 5

D.....

1<sup>re</sup> partie

N <sup>os</sup> des autorisations (s'il y a lieu)	Noms des bénéficiaires des autorisations		Sommes à payer ou à transférer (1)
Nombre d'autorisations	de remboursement	de transfert	Total des sommes

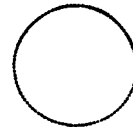
ATTESTATION D'EXPÉDITION

Je, soussigné, atteste l'expédition par  mandat de poste (1)  virement postal (2) de la somme suivante (1) représentant le montant des autorisations de remboursement et de transfert décrites ci-dessus

2<sup>e</sup> partie

Montant en chiffres arabes	en toutes lettres	
Numéro du mandat ou virement	Date de son expédition	Signature
Caisse ou bureau de poste destinataire	Qualité du signataire	

Timbre du service d'origine



(1) En monnaie du Pays de paiement. (2) Marquer la mention valable par un X dans le carré «ad hoc».

Recto

SERVICE INTER-NATIONAL DE L'ÉPARGNE		DEMANDE DE TRANSFERT (à établir en double expédition)		CE 6
Caisse d'où a lieu le transfert				
Caisse bénéficiaire du transfert				
TITULAIRE	Nom et prénoms (*)			
	Nationalité		Profession	
	Lieu de naissance			Date de naissance
	Domicile (rue, numéro, localité, Pays)			
.....				
Transfert partiel, montant (chiffres arabes)		Transfert intégral (capital et intérêts) (*)		
<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
Compte à débiter	n° du livret	le livret est (*)		
		<input type="checkbox"/> ci-joint		<input type="checkbox"/> en dépôt
Compte à créditer (*)	n° du livret	le livret est (*)		
		<input type="checkbox"/> ci-joint		<input type="checkbox"/> en dépôt
Opérations après transfert	le livret débité devra être (*)		le livret crédité devra être (*)	
	<input type="checkbox"/> renvoyé	<input type="checkbox"/> au titulaire	<input type="checkbox"/> mis en dépôt	<input type="checkbox"/> envoyé
<input type="checkbox"/> au titulaire <input type="checkbox"/> mis en dépôt				
Adresse à laquelle le ou les livrets doivent être envoyés				
.....				
Lieu et date				
, le 19				
Signature(s)				
Qualité du ou des signataires				
ANNOTATIONS DE SERVICE				
Justifications d'identité				
Signature de l'agent recevant la demande				Timbre du service qui reçoit la demande
(*) Préciser, le cas échéant, les noms patronymiques et d'alliance et s'il s'agit d'une femme mariée, veuve ou divorcée. (*) Marquer la mention valable par un x dans le carré «ad hoc». (*) A remplir seulement si un compte existe déjà.				

Épargne, Ottawa 1957, art. 117, § 1 — Dimensions: 148 X 210 mm

CE 6 (Verso)

**PARTIE RÉSERVÉE À LA CAISSE QUI TIENT LE COMPTE D'ÉPARGNE**

Montant total de l'avoir en compte <sup>(1)</sup>		
Frais d'envoi à la charge de l'épargnant <sup>(1)</sup>		}
Somme à transférer <sup>(1)</sup>		
Reste en compte <sup>(1)</sup>		

Montant du transfert <sup>(2)</sup>	en chiffres arabes	Cours du change
	en toutes lettres	

Les intérêts ont été bonifiés (cas du transfert intégral) | Date jusqu'au.....

Les intérêts ont été portés au compte d'origine (cas du transfert partiel) jusqu'au..... | Date

Conditions particulières de remboursement auxquelles sont soumis les fonds transférés <sup>(3)</sup>

.....

.....

.....

Le montant est transmis par	mandat de poste n°	émis le	individuel <sup>(4)</sup>
	virement postal n°	émis le	collectif <sup>(4)</sup>
			individuel <sup>(4)</sup>
			collectif <sup>(4)</sup>

Lieu et date  
 \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature

Qualité du signataire

Timbre de la caisse d'épargne d'origine

<sup>(1)</sup> En monnaie du Pays d'origine.  
<sup>(2)</sup> En monnaie du Pays destinataire.  
<sup>(3)</sup> A remplir le cas échéant.  
<sup>(4)</sup> Marquer la mention valable par un X dans le carré «ad hoc».





[TRANSLATION — TRADUCTION]

**UNIVERSAL POSTAL UNION**  
**ACTS OF THE CONGRESS OF OTTAWA, 1957**

---

**VIII**

No. 5218. AGREEMENT CONCERNING THE INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE. SIGNED AT OTTAWA, ON 3 OCTOBER 1957



NOTE. — Square brackets [ ] indicate a note that does not appear in the original —usually the accepted English form of an expression necessarily retained in French.<sup>1</sup>

TABLE OF CONTENTS  
OF THE AGREEMENT CONCERNING THE INTERNATIONAL  
SAVINGS BANK SERVICE

CHAPTER I

PRELIMINARY CLAUSES

*Art.*

1. Subject of the Agreement.
2. Extent of the service.

CHAPTER II

GENERAL PROVISIONS

3. Transmission of funds.
4. Interest.
5. Transmission of bank books and various documents.
6. Provisions common to deposits and transfers.

CHAPTER III

DEPOSITS

7. Payment of deposits.
8. Maximum amount.
9. Rounding-off to the nearest monetary unit.
10. Return of the bank book.

CHAPTER IV

WITHDRAWALS

11. Applications for withdrawal.
12. Withdrawal authorizations.
13. Withdrawals.
14. Withdrawals by telegraph.

CHAPTER V

TRANSFERS

15. General principles applicable to transfers.

<sup>1</sup> [*Translation — Traduction*] NOTE. — Les expressions entre crochets [ ] sont des annotations qui ne figurent pas dans le texte original ; d'une manière générale, il s'agit de l'équivalent en anglais d'une expression qui a dû être conservée en français.

## CHAPTER VI

## RESPONSIBILITY

*Art.*

16. Extent of responsibility.
17. Determination of responsibility.
18. Adjustment of the account.
19. Reimbursement of the savings bank to which money is due.

## CHAPTER VII

## MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

20. Application of the general provisions of the Convention.
21. Approval of proposals made in the interval between Congresses
22. Entry into force and duration of the Agreement.

## AGREEMENT<sup>1</sup> CONCERNING THE INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE

### CONCLUDED BETWEEN

BELGIUM, CHILE, EGYPT, FRANCE, ITALY, JAPAN, NORWAY, PARAGUAY, THE NETHERLANDS, SWEDEN, TURKEY, VIET-NAM.

Having regard to article 22 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on 3 October 1957,<sup>2</sup> the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries, have, by common consent and subject to ratification, drawn up the following Agreement :

#### CHAPTER I

#### PRELIMINARY CLAUSES

##### *Article 1*

#### SUBJECT OF THE AGREEMENT

1. The present Agreement regulates the international savings bank service which the contracting countries agree to institute in their reciprocal relations.
2. The service functions within the limits prescribed by the exchange regulations appropriate to each country. The contracting countries have the option of operating the service for one only or for a number of the categories of transactions referred to in article 2.
3. Any national savings bank which is under the direct control of the postal Administration or which operates throughout the national territory through post offices may participate in the international service mentioned above.
4. In countries where the national savings bank participating in the international service is controlled by an administration other than the postal Administration, the latter is required to make arrangements with such other administration to ensure the full implementation of all the provisions of the Agreement. The postal Administration acts as intermediary for the bank in its relations with the postal Administrations of other contracting countries and with the International Bureau.
5. In the present Agreement and in its Detailed Regulations,<sup>3</sup> the terms savings bank, savings bank book, savings bank account, refer only to the savings banks as defined in § 3 above and to the bank books and accounts opened by such banks.

<sup>1</sup> Came into force on 1 April 1959, in accordance with article 22. The instruments of ratification were deposited with the Canadian Government on the dates indicated :

France . . . . .	8 May 1959	Spain . . . . .	29 July 1959
Italy . . . . .	9 June 1960	(Including the Spanish territories of Africa.)	
Japan . . . . .	7 November 1958	Sweden . . . . .	2 May 1958
Netherlands . . . . .	27 August 1959	United Arab Republic (for the Egyptian Province) . . . . .	15 January 1958
(Including Netherlands New Guinea.)			
Norway . . . . .	19 August 1958		

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, Vol. 364, p. 3.

<sup>3</sup> See p. 235 of this volume.

*Article 2*

## EXTENT OF THE SERVICE

1. Any holder of a savings bank account may make deposits in and withdrawals from his account through the savings bank of the country in which he is living. He may also request the transfer of the balance of his account from one savings bank to another.

2. The savings banks agree to act as intermediaries for the issue of savings bank books, the replacement or renewal of bank books, the entering of interest in bank books and the transmission of all documents normally necessary for the proper operation of the international savings bank service.

## CHAPTER II

## GENERAL PROVISIONS

*Article 3*

## TRANSMISSION OF FUNDS

1. The transmission of funds in connexion with a savings bank transaction is effected by international postal money order or by postal cheque. It is subject to the conditions governing the method chosen.

2. The cost of despatching funds is borne by the account-holder.

*Article 4*

## INTEREST

Subject to the provisions of article 15 concerning transfers, the date for calculation of interest is determined according to the receipt or despatch of the funds by the savings bank keeping the account credited or debited.

*Article 5*

## TRANSMISSION OF BANK BOOKS AND VARIOUS DOCUMENTS

1. The post offices of the contracting countries co-operate with one another in the withdrawal of bank books for adjustment or inspection.

2. Bank books, as well as correspondence and documents normally necessary for the proper operation of the international savings bank service, are admitted free of postal charges when despatched by the Administration or the bank of one contracting country to the Administration or bank of another contracting country. Packets containing bank books are also admitted free of postal charges when despatched by the Administration or the bank of a contracting country to the account holders concerned.

3. Transmission is effected by the least costly method.

4. Where transmission by any more rapid means (air mail, for example) is requested by the depositor, the cost thereof may be charged to him.

*Article 6*

## PROVISIONS COMMON TO DEPOSITS AND TRANSFERS

Funds deposited or transferred are subject, particularly with respect to the rate and calculation of interest and to the conditions of withdrawal, to the laws, decrees, orders and regulations governing the operations of the bank for which the funds are intended.

## CHAPTER III

## DEPOSITS

*Article 7*

## PAYMENT OF DEPOSITS

1. Any holder of a savings bank account may make payments into his account by depositing funds at the savings bank or post office at the place where he is living.
2. In the absence of any agreement to the contrary, the bank book must be produced.
3. Any person residing in a contracting country may make a deposit at the savings bank of that country or at a post office for the purpose of opening an account in the savings bank of another contracting country.

*Article 8*

## MAXIMUM AMOUNT

1. Each Administration has the option of fixing a minimum and a maximum for the amount of the deposits which may be entered in the bank book.
2. The savings bank keeping the account reserves the right to refuse all or part of a deposit which would cause the balance of the account to exceed the maximum limit fixed under its regulations.
3. In the country recording the deposit, the amount of the sum deposited may be limited to the exportable part of the capital.

*Article 9*

## ROUNDING OFF TO THE NEAREST MONETARY UNIT

Deposits, expressed in the currency of the country keeping the account, must not contain fractions of a monetary unit.

*Article 10*

## RETURN OF THE BANK BOOK

1. After entry of the deposit, the bank book, if produced, is returned to the depositor by official registered letter.
2. In the case of a bank book issued following an initial deposit, it will be sent to the account holder by the same method.

## CHAPTER IV

## WITHDRAWALS

*Article 11*

## APPLICATIONS FOR WITHDRAWAL

1. Any holder of a savings bank book may withdraw all or part of his balance by making application, through the savings bank of the contracting country in which he is living, to the bank which keeps his account.

2. The amount of the withdrawal applied for is stated in the currency of the country keeping the account ; in the case of a partial withdrawal, the amount must not contain a fraction of a monetary unit.

3. In relations between countries whose postal Administrations have reached an agreement on this subject, account holders may send their withdrawal applications direct and at their own expense to the bank keeping their account.

*Article 12*

## WITHDRAWAL AUTHORIZATIONS

1. Withdrawal authorizations are prepared by the bank keeping the account, in the currency of the country in which the account-holder resides and for the net amount to be paid. They are sent, together with the corresponding funds, to the bank responsible for making payment.

2. The bank preparing the withdrawal authorization itself determines the rate of conversion of the currency of its own country into that of the country in which the account-holder resides.

*Article 13*

## WITHDRAWALS

1. Withdrawals are not subject to any limitations as to amount other than those prescribed by the laws of the contracting countries.

2. Payment is made in person to the individual or individuals empowered under the terms of the savings contract to give a receipt and named on the authorization.

3. The amount to be paid is that indicated on the authorization in the currency of the country of payment, without any deductions for the benefit of the bank making payment. However, when the law of the country of the paying authority so requires, that authority may disregard fractions of a monetary unit or round off the amount to the nearest monetary unit.

*Article 14*

## WITHDRAWALS BY TELEGRAPH

In relations between countries whose postal Administrations have reached an agreement on this subject, depositors may, at their own expense, apply for and obtain payment by telegraph. The Administrations themselves draw up the regulations for executing the service.



## CHAPTER V

## TRANSFERS

*Article 15*

## GENERAL PRINCIPLES APPLICABLE TO TRANSFERS

1. Any holder of a savings account may have all or part of his balance transferred to another savings bank of his choice ; application may be made at any bank or post office of the contracting countries.

2. In the absence of any agreement to the contrary, the account-holder must deposit his bank book in support of the application.

3. In relations between countries whose postal administrations have reached an agreement on this subject, account-holders may send their transfer applications, prepared according to the regulations and accompanied where necessary by the bank book, direct and at their own expense, to the bank keeping their account.

4. The amounts transferred bear interest payable by the bank which originally held the funds (called the "bank of origin") until the end of the month in which the account is debited, and by the bank receiving the transfer (called the "receiving bank") from the first day of the following month.

## CHAPTER VI

## RESPONSIBILITY

*Article 16*

## EXTENT OF RESPONSIBILITY

1. The amounts converted into an international postal money order or postal cheque for the execution of a savings bank transaction are subject to the safeguards prescribed for the particular method of transmitting the funds selected.

2. The savings banks are responsible for errors in currency conversion, for errors in the entry of transactions in the accounts and, in general, for any errors they make in preparing documents relating to the international savings bank service.

3. The savings banks through which withdrawals are made are responsible for funds received by them and for the proper performance of payment transactions.

4. The savings banks are in no way held responsible for delay in the transmission of funds.

5. The savings banks are in no way held responsible for any inaccuracies found in the information furnished by the users for the execution of the operations specified in article 2, § 2.

*Article 17*

## DETERMINATION OF RESPONSIBILITY

1. The savings bank responsible is that in whose service the error was committed.

2. When the error is attributable to both banks or when it cannot be determined which of them is responsible, they contribute to the rectification in equal shares.

*Article 18*

ADJUSTMENT OF THE ACCOUNT

The adjustment of the savings bank account is the responsibility of the savings bank which keeps the account, subject to its right to make a claim against the Administration responsible.

*Article 19*

REIMBURSEMENT OF THE SAVINGS BANK TO WHICH MONEY IS DUE

1. The savings bank which is responsible is bound to settle with the bank which has rectified the account within the four months following the notification of the adjustment of the account.

2. The refund to the creditor savings bank is made without charge to the latter. On the expiry of the period of four months, the amount due to the creditor bank bears interest at the rate of 5 per cent per annum from the date of expiry of the said period.

CHAPTER VII

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

*Article 20*

APPLICATION OF THE GENERAL PROVISIONS OF THE CONVENTION

The general provisions which appear in part I of the Convention apply to the international savings bank service with the exception, however, of the provisions of article 7.

*Article 21*

APPROVAL OF PROPOSALS MADE IN THE INTERVAL BETWEEN CONGRESSES

To become effective, proposals made in the interval between Congresses (articles 27 and 28 of the Convention) must obtain :

- (a) Two-thirds of the votes, if they involve the addition of new provisions or amendment of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations ;
- (b) A majority of the votes, if they affect the interpretation of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a disagreement to be submitted to arbitration as provided for in article 33 of the Convention.

*Article 22*

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT

The present Agreement shall come into force on 1 April 1959 and shall remain in operation for an indefinite period.

IN FAITH WHEREOF the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the archives of the Government of Canada and of which a copy shall be delivered to each Party.

DONE at Ottawa the 3rd day of October 1957.

*This Agreement was signed on behalf of the States and territories listed below by the same plenipotentiaries who signed the Universal Postal Convention :*

[For the names of the plenipotentiaries, see *United Nations, Treaty Series, Vol. 364, pp. 197 to 207.*]

Germany  
Belgium  
Chile  
Egypt  
Spain  
Spanish Territories in Africa  
France  
Italy  
Japan  
Norway  
Paraguay  
Netherlands  
Sweden  
Turkey  
Viet-Nam



TABLE OF CONTENTS  
OF THE DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT  
CONCERNING THE INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE

## CHAPTER I

## PRELIMINARY CLAUSES

*Art.*

101. Information to be supplied by postal Administrations.
102. Forms for the use of the public.
103. Post free communications.

## CHAPTER II

## DEPOSITS

104. Payment of deposits.
105. Letter of advice.
106. Transmission of bank books and service documents.
107. Waiver of the right to require production of the bank book.
108. Partial or total refusal of a deposit.
109. Return of the bank book.

## CHAPTER III

## WITHDRAWALS

110. Preparation and submission of applications for withdrawal.
111. Authorization of withdrawal.
112. Treatment of the bank book.
113. Payment of withdrawals.
114. Validity of authorizations.
115. Return of receipted authorizations.
116. Authorizations not executed.

## CHAPTER IV

## TRANSFERS

117. Submission of applications.
118. Treatment of transfer applications.
119. Issue of a new bank book.
120. Transfer to an existing account.
121. Treatment of the original bank book after transfer operations.

## CHAPTER V

## MISCELLANEOUS OPERATIONS

122. Replacement of bank books.
123. Calculation of interest.

- 124. Deposit of the bank book for entry of interest.
- 125. Return of the bank book after entry of interest.

CHAPTER VI

FINAL PROVISIONS

- 126. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

*ANNEXES*

Forms : see "List of forms".

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT  
CONCERNING THE INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE

Having regard to article 24 of the Universal Postal Convention, concluded at Ottawa on 3 October 1957, the undersigned, on behalf of their respective Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning the International Savings Bank Service is implemented.

CHAPTER I

PRELIMINARY CLAUSES

*Article 101*

INFORMATION TO BE SUPPLIED BY POSTAL ADMINISTRATIONS

1. Each Administration must supply to the other Administrations through the International Bureau information concerning the following matters :

- (a) The operations it carries out ;
- (b) Its participation or non-participation in the telegraph withdrawal service ;
- (c) The maximum and minimum amounts allowed respectively for deposit, withdrawal and transfer ;
- (d) The transactions for which the bank book must be produced.

2. Each Administration is also bound to inform the other Administrations direct :

- (a) Whether it allows applications for withdrawal and transfer to be transmitted direct by the account-holder to the bank which keeps his account ;
- (b) Whether or not it centralizes deposit slips and withdrawal applications.

3. Any amendment to the above information should be notified without delay.

4. Each Administration may, in addition, request the other Administrations direct to communicate to it information regarding their methods of authenticating documents exchanged and, if necessary, specimens of the bank books and seals used in the banks, together with a list of specimen signatures of the officials at those banks empowered to sign the letters of advice and withdrawal authorizations mentioned in articles 105, 111 and 114 respectively of the Detailed Regulations.

5. In the event of an amendment to the list mentioned in paragraph 4, a complete new list is sent to the corresponding Administration ; nevertheless, if it is merely required to cancel one of the signatures communicated, it is sufficient to strike it off the existing list, which shall continue to be employed.

*Article 102*

FORMS FOR THE USE OF THE PUBLIC

For the purpose of applying the provisions of article 45, § 2, of the Convention, the following are considered as forms for the use of the public :

- CE 1 (Savings deposit slip) ;
- CE 3 (Application for withdrawal) ;
- CE 6 (Application for transfer).

*Article 103*

POST FREE COMMUNICATIONS

Communications admitted free of postal charges in the conditions specified in article 5, § 2, of the Agreement must bear the name of the bank which keeps the savings accounts and the indication "Service des postes" [Postal Service].

CHAPTER II

DEPOSITS

*Article 104*

PAYMENT OF DEPOSITS

1. The holder of a savings bank book wishing to make a deposit hands in, at the savings bank or at a post office in the country of his residence, against a receipt issued free of charge, the bank book, a savings deposit slip prepared on a form CE 1 in the form of the annexed specimen, the amount of the deposit and the cost of transmitting the funds.
2. If the deposit is made for the purpose of opening a new account, the savings deposit slip must mention the place and date of birth of the depositor and his civil status. This information will be checked against an identification document.
3. The bank or post office receiving the deposit completes the slip filled in by the depositor and indicates the method of transmitting the funds showing the relevant transmission charges. The savings deposit slip is then stamped with the bank's seal or with the date stamp of the post office.
4. The savings deposit slip, together with the bank book, if one has already been issued, is sent to the savings bank of destination.

*Article 105*

LETTER OF ADVICE

1. Savings banks have the option of centralizing savings deposit slips.
2. In such a case, the slips are described in the first part of the letter of advice CE 2 in the form of the annexed specimen transmitted to the savings bank of destination. The second part bears the certification of the despatch of funds to the bank concerned by postal money order or postal cheque.
3. The general total of the certificate must be expressed in full in words and in figures ; it may, however, be expressed in figures only, if a protectograph is used for the entry. The certificate bears the impression of the stamp of the service of origin and the signature of the representative of that service.
4. The savings books are, when necessary, enclosed with the letter of advice.



*Article 106*

## TRANSMISSION OF BANK BOOKS AND SERVICE DOCUMENTS

Bank books, savings deposit slips attached to the bank books to which they refer, and letters of advice are sent by official registered post to the savings bank of destination.

*Article 107*

## WAIVER OF THE RIGHT TO REQUIRE PRODUCTION OF THE BANK BOOK

Notwithstanding the provisions of articles 104 to 106, a contracting country may decide not to require production of the bank book at the time of deposit of funds, provided that it so informs the other contracting countries beforehand through the International Bureau.

*Article 108*

## PARTIAL OR TOTAL REFUSAL OF A DEPOSIT

1. If all or part of a deposit is refused, the amount refused is returned to the depositor, either by postal money order or by postal cheque, with an explanatory note, through the bank or post office which received the deposit.

2. If the refusal is the result of a service error, the cost of returning the amount is borne by the bank or the Administration in whose service the error was committed. Otherwise, it is borne by the depositor.

*Article 109*

## RETURN OF THE BANK BOOK

1. After the deposit has been entered, the bank book is returned, where appropriate, direct to the depositor by official registered letter.

2. The same procedure applies in the case of a new book.

## CHAPTER III

## WITHDRAWALS

*Article 110*

## PREPARATION AND SUBMISSION OF APPLICATION FOR WITHDRAWAL

1. Applications for withdrawal are prepared on forms CE 3 in the form of the annexed specimen.

2. Subject to the provisions of article 11, § 3, of the Agreement, the depositor submits his withdrawal application to the bank of the country in which he resides or to the corresponding post offices of the said bank. The service receiving the application may verify the capacity and the identity of the person submitting it.

3. The banks may agree that applications are to be centralized by the bank of the country in which the depositor resides, the latter bank being responsible for forwarding them to their destination after collecting them together. In that case, they may agree that verification should be made before the applications are forwarded to the bank which keeps the account.

4. The bank called upon to authorize the withdrawal may require the bank book to be produced when the application for withdrawal is submitted either simply for inspection of the balance in the bank book, or for attachment to the application. If it does so require, the contracting country concerned must inform the other countries of the fact beforehand through the International Bureau. If production of the bank book is required merely for inspection of the balance, the service official must certify on form CE 3 that the balance stated by the account-holder corresponds to the balance entered in the bank book.

#### Article 111

##### AUTHORIZATION OF WITHDRAWAL

1. Withdrawal authorizations are prepared on forms CE 4 in the form of the annexed specimen. They include :

- (a) The number of the savings bank book and the name of the holder ;
- (b) Full particulars of the person or persons empowered to give a receipt under the provisions of article 13, § 2, of the Agreement ;
- (c) The amount to be paid, expressed in figures and in words in the currency of the country of payment ; it is sufficient to express the amount in figures only, if a protectograph is used for the entry ;
- (d) The amount to be entered in the bank book, expressed in figures in the currency in which the savings account is kept and, where appropriate, the balance before and after the withdrawal ;
- (e) Particulars of the money order or the collective or individual postal cheque sent to the bank of the country of payment or to the post office making payment.

2. A document bearing a specimen signature of the person or persons referred to in § 1 (b) of this article may be enclosed with the withdrawal authorization CE 4.

3. Authorizations for payment are transmitted :

- (a) Either individually to the bank or post office making payment ; or
- (b) Collectively to the bank making payment ; in this case, they are described in part 1 of the letter of advice CE 5 in the form of the annexed specimen, showing, in the currency of the country of payment, the total of the net amounts to be paid. Part 2 of the letter of advice certifies the despatch of the funds to the bank concerned by postal money order or postal cheque. The general total of the certificate must be expressed in full in words and in figures ; this total may, however, be expressed in figures only, if a protectograph is used for the entry. The certificate bears an impression of the stamp of the service of origin and the signatures of the representative of that service.

4. The cost of despatching the funds to the said bank is deducted from the depositor's balance.

*Article 112*

## TREATMENT OF THE BANK BOOK

Where production of the bank book is required at the time when the application is submitted, the bank authorizing the withdrawal indicates on the bank book the amount of the withdrawal plus the forwarding costs. If the entire balance is withdrawn, it retains the bank book. In the case of a partial withdrawal, however, the bank returns the bank book direct to the depositor by official registered letter, unless the bank book is to be deposited.

*Article 113*

## PAYMENT OF WITHDRAWALS

1. Payment is made in person to the individual or individuals empowered to give a receipt under the provisions of article 13, § 2, of the Agreement, on production of the bank book, unless it has previously been produced, and of proof of identity as prescribed by the internal regulations of the bank making payment.

2. Save where the withdrawal transaction has already been entered in the bank book by the bank which prepares the withdrawal authorization, the amount withdrawn, as it appears on the authorization in the currency of the country in which the account is kept, after addition of the forwarding costs, is entered in the bank book and deducted from the balance. In both cases the entry is supported by the stamp or seal of the service making payment. In the case of a partial withdrawal, the bank book, if it is not to be deposited, is returned direct to the account-holder by official registered letter.

3. The payee's receipt is obtained on withdrawal authorization CE 4. The signature of receipt must correspond to the specimen attached, where appropriate, to the form.

4. If the balance is smaller than the sum to be withdrawn or a discrepancy is found between the new balance shown by the bank book after the withdrawal and the balance entered by the bank of origin on the withdrawal authorization, the transaction is postponed and instructions are requested from the bank which prepared the form CE 4.

5. If the bank making payment so wishes, it may obtain a second receipt on a duplicate authorization prepared by it.

6. The banks may defer making payment until they have encashed the postal money orders or postal cheques transmitting the relevant funds.

*Article 114*

## VALIDITY OF AUTHORIZATIONS

1. The banks agree on the conditions of validity and authenticity of the withdrawal authorizations which they exchange. They may, *inter alia*, agree that only authorizations bearing a signature, or the impression of a seal, a specimen of which has been communicated in advance are valid.

2. In the absence of any agreement to the contrary, the period of validity of withdrawal authorizations expires at the end of the month following that in which they are prepared.

*Article 115*

## RETURN OF RECEIPTED AUTHORIZATIONS

The withdrawal authorizations CE 4, duly receipted by the persons receiving payment, are returned, together with the balanced bank books, if transmitted, to the bank which prepared them.

*Article 116*

## AUTHORIZATIONS NOT EXECUTED

1. Withdrawal authorizations not executed for any reason are returned, properly annotated, to the bank which prepared them. Where appropriate, they are accompanied by the corresponding bank book.

2. The funds concerned are returned to the aforementioned bank, after deduction of costs, by either of the methods specified in article 3, § 1, of the Agreement. The banks may, however, agree that the funds should be simply deduction from the next letter of advice CE 5.

3. The said costs are borne by the depositor, unless the return of the funds is due to an error committed by one of the banks. In that case, they are borne by the bank which committed the error.

## CHAPTER IV

## TRANSFERS

*Article 117*

## SUBMISSION OF APPLICATIONS

1. Subject to the provisions of article 15, § 3, of the Agreement, transfer applications prepared in duplicate on forms CE 6 in the form of the annexed specimen are submitted to the savings bank or post office of the place where the account-holder is living. The bank book accompanies the transfer application, unless it has been deposited with the bank which issued it.

2. A receipt for the documents deposited is issued free of charge to the holder of the bank book.

3. Accounts subject to special withdrawal conditions may be transferred, unless express reservations in that regard were made at the time the bank book was issued or the bank of destination does not accept those conditions.

4. After verification of the identity and, if necessary, of the credentials of the signer or signers, the two copies of the application, accompanied where appropriate by the bank book, are sent to the savings bank of origin.

*Article 118*

## TREATMENT OF TRANSFER APPLICATIONS

1. Transfer applications are subject to the rules observed by the savings bank of origin with respect to applications for withdrawal.

2. Where the entire balance is transferred, the amount transferred includes, in addition to the cash balance of the depositor's account, the interest calculated as stated in article 15, § 4, of the Agreement.

3. In the case of a partial transfer, the interest on the amount transferred accrues in the depositor's favour in the account kept by the bank of origin, up to the end of the month in which the account was debited and, from the first day of the following month, in the account kept by the bank of destination.

4. After inspecting the bank book, the savings bank of origin enters the operation in it and fills in the back of the transfer application.

5. The funds corresponding to the transfer applied for are sent to the receiving bank by the method specified in article 3 of the Agreement.

6. One copy of the transfer application, duly completed by the bank of origin, is attached to the letter of advice CE 5; the second copy is retained by the bank of origin. The special withdrawal conditions imposed, if any, are mentioned by the latter bank on the back of the transfer application for reproduction in the account and in the bank book issued by the receiving bank.

#### *Article 119*

##### ISSUE OF A NEW BANK BOOK

1. Immediately after receipt of the funds and documents referred to in article 118, the receiving bank issues a bank book in the name of the account-holder for the amount received from the bank of origin.

2. Unless it is to be deposited, the bank book is sent direct to the account-holder by official registered letter.

#### *Article 120*

##### TRANSFER TO AN EXISTING ACCOUNT

1. If the depositor making the transfer application already holds a bank book of the bank to which his funds are to be transferred, he attaches it to the file or states that it is on deposit with the bank which issued it.

2. The bank of origin encloses the bank book with the transfer application and forwards the latter to the receiving bank. After executing the transfer and entering the amount transferred in the bank book, the receiving bank sends the bank book direct to the account-holder by official registered letter, unless he re-deposits it.

#### *Article 121*

##### TREATMENT OF THE ORIGINAL BANK BOOK AFTER TRANSFER OPERATIONS

1. In the event of the transfer of an entire balance either to a new or to an existing account, the bank book from which the amount transferred was deducted is retained by the bank of origin.

2. In the case of a partial transfer the bank book, unless it is to be deposited, is returned direct to the account-holder by official registered letter.

## CHAPTER V

## MISCELLANEOUS OPERATIONS

*Article 122*

## REPLACEMENT OF BANK BOOKS

1. The bank or post office which receives a bank book for replacement issues a receipt to the person depositing it.
2. The bank book is sent by the said bank or post office to the savings bank concerned.
3. The new bank book is sent direct to the depositor by official registered letter.

*Article 123*

## CALCULATION OF INTEREST

The amount of interest relating to each transaction is calculated according to the rules in the bank which keeps the account.

*Article 124*

## DEPOSIT OF THE BANK BOOK FOR ENTRY OF INTEREST

The bank book is deposited, against a receipt issued free of charge, at the savings bank or post office of the country in which the account-holder resides ; the said bank or post office forwards the bank book to the savings bank concerned.

*Article 125*

## RETURN OF THE BANK BOOK AFTER ENTRY OF INTEREST

After the interest has been entered, the bank which keeps the account returns the bank book direct to the account-holder by official registered letter.

## CHAPTER VI

## FINAL PROVISIONS

*Article 126*

## ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning the International Savings Bank Service comes into operation.
2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the contracting parties.

DONE at Ottawa, the 3rd day of October 1957.

## SIGNATURES

*(The same as on page 233 of this volume.)*







CE 2

INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE  
SAVINGS BANK

LETTER OF ADVICE  
with savings deposit slips

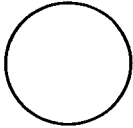
of .....

1st part	Bank or post-office receiving the cash	Description of the account to be credited		Payments	
		Number	Surname and first names	Date	Amount <sup>(1)</sup>
	Deposit slips Number of	bank books		Total amounts	

2nd part	<b>CERTIFICATE OF DESPATCH</b>		
	I, the undersigned, certify despatch by <input type="checkbox"/> postal money order <sup>(2)</sup> of the following sum <sup>(1)</sup> representing the total savings deposits described above.		
	Amount in arabic figures	in full in words	
	Money order or postal cheque number	Date of despatch	Signature
	Bank or post office of destination		Rank of person signing

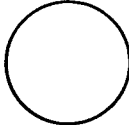
Stamp of service of origin



(1) In currency of the country where the account is kept. (2) Indicate the relevant description by marking X in the appropriate box.

(Savings, Ottawa 1957, art. 105, § 2—Size : 210 × 148 mm)

Front

INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE		CE 3
APPLICATION FOR WITHDRAWAL		
I, the undersigned, request the withdrawal of the following sum from the balance of my savings bank account		
Savings bank keeping the account		
Account-holder (surname and first names)		
Place of birth		Date of birth
Balance of the account <sup>(1)</sup>	No. of bank book	Bank book <sup>(2)</sup> <input type="checkbox"/> herewith <input type="checkbox"/> on deposit
Address of the account-holder in the country in which he wishes to receive the funds		
Amount to be withdrawn <sup>(3)</sup> (Fractions of a monetary unit not allowed)	in arabic figures ..... ..... .....	in full in words ..... ..... .....
<sup>(1)</sup> Certified by the undersigned that the balance shown agrees with amount entered in the bank book  ..... Signature of official		  Place and date  Signature of account-holder  See back for notes <sup>(1)</sup> to <sup>(3)</sup>

(Savings, Ottawa 1957, art. 110, § 1—Size : 148 × 105 mm)

CE 3 (Back)

**NOTES**

- (<sup>1</sup>) Statement and certification of the balance of the account are obligatory only if the bank book must be produced for checking of balance.
- (<sup>2</sup>) If relevant, place an X in the appropriate box.
- (<sup>3</sup>) In currency of the country in which the account is kept. If the entire balance is to be withdrawn write "Capital and interest".

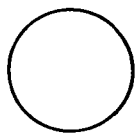
---

---

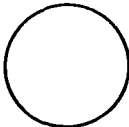
---

---

INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE SAVINGS BANK of .....		WITHDRAWAL AUTHORIZATION		CE 4 Authorization No.
Payor savings bank	Payor post office			No. of bank book
Surname and first names of account-holder				
Amounts to be entered in bank book	Sum withdrawn <sup>(1)</sup>	Cost <sup>(1)</sup>	Balance before withdrawal <sup>(1)</sup>	
	in arabic figures		Total <sup>(1)</sup>	
Amount to be paid <sup>(2)</sup>		Rate of exchange	New balance <sup>(1)</sup>	
	in full in words			
Person or persons authorized to give receipt		Surname(s) and first names		
		Street, number, place		
Observations of savings bank of origin	amount transmitted by	postal money order no.	issued on	individual <sup>(3)</sup> collective <sup>(3)</sup>
		postal cheque no.	issued on	individual <sup>(3)</sup> collective <sup>(3)</sup>
Place and date	RECEIPT			
Signature	(4) The undersigned acknowledges receipt of the above-mentioned amount. The undersigned acknowledges			
Official position of signer	Stamp of the savings bank of origin	Place and date	Stamp of the payor service	
		Signature(s) of the recipient(s)		
		Signature of the official making payment		

CE 5				
INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE SAVINGS BANK of .....		LETTER OF ADVICE of savings withdrawal and transfer authorizations		
Part 1	Authorization No. (where appropriate)	Name of beneficiary of authorization		Amount to be paid or transferred <sup>1</sup>
		Number of authorizations	of withdrawal	of transfer
<b>CERTIFICATE OF DESPATCH</b>				
I, the undersigned, certify despatch by <input type="checkbox"/> postal money <input type="checkbox"/> postal of the following order <sup>(2)</sup> cheque <sup>(2)</sup> sum <sup>(1)</sup> representing the amount of the above-mentioned withdrawal and transfer authorizations				
Part 2	Amount in arabic figures	in full in words		
	Money order or cheque number	Date of despatch	Signature	
	Bank or post office of destination		Official position of signer	
Stamp of the service of origin 				
( <sup>1</sup> ) In currency of the country of payment.			( <sup>2</sup> ) Place an X in the appropriate box.	

Front

INTERNATIONAL SAVINGS BANK SERVICE		
APPLICATION FOR TRANSFER		CE 6
(to be completed in duplicate)		
Bank from which the transfer is effected		
Bank receiving the transfer		
ACCOUNT-HOLDER	Surname and first names <sup>(1)</sup>	
	Nationality	Occupation
	Place of birth	Date of birth
	Address (street, number, place, country)	
Partial transfer, amount (in arabic figures)		Transfer of entire balance (capital and interest) <sup>(2)</sup> <input type="checkbox"/>
Account to be debited	No. of bank book	Bank book <sup>(2)</sup> <input type="checkbox"/> herewith <input type="checkbox"/> on deposit
Account to be credited <sup>(2)</sup>	No. of bank book	Bank book <sup>(2)</sup> <input type="checkbox"/> herewith <input type="checkbox"/> on deposit
Operations after transfer	the debited bank book is to be <sup>(2)</sup> returned to the account- placed on <input type="checkbox"/> holder <input type="checkbox"/> deposit	the credited bank book is to be <sup>(2)</sup> sent to the placed on <input type="checkbox"/> account-holder <input type="checkbox"/> deposit
Address to which the bank book or bank books should be sent		
Place and date _____, the _____ 19		
Signature(s)		
Capacity of the person(s) signing		
<b>SERVICE NOTES</b>		
Proof of identity		
Signature of the official receiving the application		Stamp of the service receiving the application  
<sup>(1)</sup> Where appropriate, state maiden and married names and whether married, widowed or divorced. <sup>(2)</sup> Place an X in the appropriate box. <sup>(3)</sup> To be filled in only if an account already exists.		

(Savings, Ottawa 1957, art. 117, § 1—Size : 148 × 210 mm)

CE 6 (Back)

RESERVED FOR THE BANK KEEPING THE SAVINGS ACCOUNT			
Total balance of the account <sup>(1)</sup>			
Despatch costs to be charged to the account-holder <sup>(1)</sup>	}		
Amount to be transferred <sup>(1)</sup>	}		
Balance remaining <sup>(1)</sup>	}		
Amount of the transfer <sup>(2)</sup>	in arabic figures	Rate of exchange	
	in full in words		
Interest paid (where entire balance transferred) up to . . . . .			Date
Interest credited to original account (in case of partial transfer) up to . . . . .			Date
Special withdrawal conditions affecting the funds transferred <sup>(3)</sup>			
Amount despatched by	postal money order no.	issued on	<input type="checkbox"/> individual <sup>(4)</sup>
			<input type="checkbox"/> collective <sup>(4)</sup>
	postal cheque no.	issued on	<input type="checkbox"/> individual <sup>(4)</sup>
			<input type="checkbox"/> collective <sup>(4)</sup>
Place and date _____, the			Stamp of the savings bank of origin  
Signature _____			
Official position of person signing _____			
<sup>(1)</sup> In currency of the country of origin. <sup>(2)</sup> In currency of the country of destination. <sup>(3)</sup> To be filled in if relevant. <sup>(4)</sup> Place an X in the appropriate box.			





**No. 5219**

---

**ALBANIA, GERMANY, ARGENTINA,  
AUSTRIA, BELGIUM, BOLIVIA, etc.  
(UNIVERSAL POSTAL UNION)**

**Agreement concerning subscriptions to newspapers and  
periodicals (with Detailed Regulations). Signed at  
Ottawa, on 3 October 1957**

*Official text: French.*

*Registered by Canada on 7 July 1960.*

---

**ALBANIE, ALLEMAGNE, ARGENTINE,  
AUTRICHE, BELGIQUE, BOLIVIE, etc.  
(UNION POSTALE UNIVERSELLE)**

**Arrangement concernant les abonnements aux journaux et  
écrits périodiques (avec Règlement d'exécution). Signé  
à Ottawa, le 3 octobre 1957**

*Texte officiel français.*

*Enregistré par le Canada le 7 juillet 1960.*



**UNION POSTALE UNIVERSELLE  
ACTES DU CONGRÈS D'OTTAWA, 1957**

---

**IX**

**N° 5219. ARRANGEMENT CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES. SIGNÉ À OTTAWA, LE 3 OCTOBRE 1957**



NOTE. — Les caractères *italiques* figurant dans le texte ci-après marquent les modifications (changements, additions ou suppression de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport aux Actes du Congrès de Bruxelles, 1952, non remaniés<sup>1</sup>.

TABLE DES MATIÈRES  
DE L'ARRANGEMENT  
CONCERNANT  
LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX  
ET ÉCRITS PÉRIODIQUES

CHAPITRE I  
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

1. *Objet de l'Arrangement*

CHAPITRE II  
ABONNEMENTS

2. *Souscriptions*
3. *Périodes d'abonnement. Abonnements demandés tardivement*
4. *Continuation des abonnements en cas de cessation du service*
5. *Abonnements recueillis directement par les éditeurs*

CHAPITRE III  
TAXES ET PRIX

6. *Taxe des journaux*
7. *Prix de livraison*
8. *Prix d'abonnement*
9. *Changements de prix*
10. *Imprimés encartés*

CHAPITRE IV  
DISPOSITIONS DIVERSES

11. *Changements d'adresse*
12. *Réclamations*
13. *Responsabilité*

CHAPITRE V  
DISPOSITIONS FINALES

14. *Application des dispositions organiques et d'ordre général concernant l'Union postale universelle*
15. *Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès*
16. *Mise à exécution et durée de l'Arrangement*

<sup>1</sup> [*Translation — Traduction*] NOTE. — The letters in *italics* in the French text indicate the modifications (changes, additions or deletions of words, passages, figures, signs, etc.) by comparison with the Acts of the Congress of Brussels, 1952, not revised.

ARRANGEMENT<sup>1</sup>

CONCERNANT

LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX  
ET ÉCRITS PÉRIODIQUES

CONCLU ENTRE

la République Populaire d'Albanie, l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, la République Populaire de Bulgarie, le Cambodge, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la République de Cuba, le Danemark, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Espagne, les Territoires espagnols de l'Afrique, la Finlande, la France, l'Algérie, la Grèce, la République d'Haïti, la République du Honduras, la République Populaire Hongroise, l'Italie, le Territoire de la Somalie sous administration italienne, le Laos, la République de Libéria, le Luxembourg, le Maroc, la Principauté de Monaco, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, la République Populaire de Pologne, le Portugal, les Provinces portugaises de l'Afrique occidentale, les Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie, la République Populaire Roumaine, la République de Saint-Marin, la Suède, la Confédération Suisse, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, la République Orientale de l'Uruguay, l'État de la Cité du Vatican, la République de Vénézuéla, le Viêt-Nam, le Yémen, la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 22 de la Convention postale universelle conclue à Ottawa le 3 octobre 1957<sup>2</sup>, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1959, conformément à l'article 16. Les instruments de ratification ou d'adhésion (a) ont été déposés auprès du Gouvernement canadien aux dates indiquées :

Argentine (avec réserves ; voir p. 10) . . . . .	15 avril	1959	Luxembourg . . . . .	13 janvier	1960
Autriche . . . . .	4 mai	1959	Maroc . . . . .	9 juillet	1959
Belgique . . . . .	5 mars	1959	Monaco . . . . .	2 septembre	1959
Bulgarie . . . . .	13 mai	1959	Norvège . . . . .	19 août	1958
Cambodge . . . . .	12 janvier	1960	Pays-Bas . . . . .	27 août	1959
République de Chine . . . . .	6 octobre	1959	(Y compris la Nouvelle-Guinée néerlandaise.)		
Danemark . . . . .	13 août	1958	République arabe unie		
Espagne . . . . .	29 juillet	1959	(Province égyptienne) . . . . .	15 janvier	1959
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)			Saint-Marin . . . . .	27 juillet	1959
Finlande . . . . .	6 mars	1959	Suède . . . . .	2 mai	1958
France . . . . .	8 mai	1959	Suisse . . . . .	14 novembre	1958
(Y compris l'Algérie.)			Tunisie . . . . .	24 mars	1959
Grèce . . . . .	2 octobre	1959	État de la Cité du		
Hongrie . . . . .	5 avril	1960	Vatican . . . . .	13 avril	1960
Italie . . . . .	9 juin	1960	Yémen . . . . .	3 avril	1959 (a)

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 364, p. 3.

## CHAPITRE I

## DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

## ARTICLE PREMIER

## Objet de l'Arrangement

1. Le service postal des abonnements aux journaux, entre ceux des Pays contractants dont les Administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.
2. Les écrits périodiques sont assimilés aux journaux.

## CHAPITRE II

## ABONNEMENTS

## ARTICLE 2

## Souscriptions

1. Les bureaux de poste de chaque Pays reçoivent les souscriptions du public aux journaux publiés dans les divers Pays contractants et dont les éditeurs ont accepté l'intervention de la poste dans le service international des abonnements.
2. Ils peuvent accepter également les souscriptions à des journaux de tous autres Pays que les Administrations postales seraient en mesure de fournir.
3. Par application des dispositions de l'article 60 de la Convention, chaque Pays a le droit de ne pas admettre les abonnements aux journaux qui seraient exclus, sur son territoire, du transport ou de la distribution.

## ARTICLE 3

## Périodes d'abonnement. Abonnements demandés tardivement

1. Les abonnements ne peuvent être demandés que pour les périodes d'un an, d'un semestre ou d'un trimestre. Ils prennent cours:
  - pour un an, au 1<sup>er</sup> janvier;
  - pour six mois, au 1<sup>er</sup> janvier et au 1<sup>er</sup> juillet;
  - pour trois mois, au 1<sup>er</sup> janvier, au 1<sup>er</sup> avril, au 1<sup>er</sup> juillet et au 1<sup>er</sup> octobre.
2. Des exceptions à cette règle sont admises à l'égard des publications intermittentes ou temporaires.
3. Les Administrations peuvent convenir d'admettre aussi des abonnements pour un ou deux mois d'un même trimestre, ainsi que des abonnements intéressant la période restant à courir jusqu'au renouvellement des abonnements trimestriels, semestriels ou annuels.
4. Les abonnés qui n'ont pas fait leur demande en temps utile n'ont aucun droit aux numéros parus depuis le commencement de la période d'abonnement. Cependant, les Administrations peuvent prêter leur concours aux abonnés pour obtenir si possible ces numéros.

## ARTICLE 4

## Continuation des abonnements en cas de cessation du service

Lorsqu'un Pays cesse sa participation à l'Arrangement, les abonnements courants doivent être servis, dans les conditions prévues, jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ils ont été demandés.

## ARTICLE 5

## Abonnements recueillis directement par les éditeurs

Les Administrations postales peuvent admettre à la taxe des journaux, selon l'article 6, les publications que les éditeurs se sont engagés à servir, non sur la base d'un abonnement-poste, mais en vertu de contrats de livraison et d'abonnements directs.

## CHAPITRE III

## TAXES ET PRIX

## ARTICLE 6

## Taxe des journaux

1. Les Administrations fixent pour les journaux à destination de l'étranger une taxe spéciale comprise dans les limites de 40% à 100% de la taxe ordinaire des imprimés.

2. Chaque Administration a la faculté de fixer, entre les échelons de poids de 50 grammes prévus pour les imprimés, des échelons intermédiaires lui permettant d'adapter la taxe internationale à son système interne de calcul de la taxe des journaux.

## ARTICLE 7

## Prix de livraison

1. Chaque Administration publie les prix auxquels elle fournit les journaux aux autres Administrations, en se basant sur les prix de livraison qui sont indiqués par les éditeurs et qui comprennent déjà les frais de transport.

2. Les prix de livraison pour les abonnements-avion peuvent aussi être publiés de la même manière.

## ARTICLE 8

## Prix d'abonnement

1. L'Administration de destination convertit le prix de livraison en monnaie de son Pays, d'après un taux moyen convenu ou d'après le taux applicable aux mandats de poste.

2. L'Administration de destination fixe le prix à payer par l'abonné, en ajoutant au prix de livraison le droit de commission qu'elle juge utile, mais qui ne doit toutefois pas dépasser celui qui est éventuellement perçu pour les abonnements du service interne. Elle y ajoute, en outre, le droit de timbre qui est éventuellement exigible en vertu de la législation de son Pays.

3. Le prix d'abonnement est exigible au moment de la souscription et pour toute la période d'abonnement.

## ARTICLE 9

## Changements de prix

Pour pouvoir être pris en considération, les changements de prix doivent être notifiés à l'Administration centrale du Pays de destination ou à un bureau spécialement désigné, au plus tard un mois avant le commencement de la période à laquelle ils se rapportent. Ces changements n'ont pas d'effet sur les abonnements en cours.

## ARTICLE 10

## Imprimés encartés

Les prix courants, prospectus, réclames, etc., encartés dans un journal, mais qui ne font pas partie intégrante de celui-ci, sont soumis à la taxe des imprimés; cette taxe peut, au gré de l'Administration d'origine, être comptabilisée ou représentée, soit sur la bande ou l'enveloppe, soit sur l'imprimé lui-même, au moyen de l'un des procédés d'affranchissement prévus par la Convention.



#### CHAPITRE IV

##### DISPOSITIONS DIVERSES

###### ARTICLE 11

###### Changements d'adresse

1. Les abonnés peuvent, en cas de changement de résidence, et pour une durée ne dépassant pas le terme de l'abonnement, obtenir que le journal soit expédié directement à leur nouvelle adresse, soit à l'intérieur du Pays de la destination primitive, soit dans un autre Pays contractant, y compris celui de publication, soit dans un Pays non contractant.

2. L'Administration de la destination primitive perçoit de ce chef, de l'abonné, un droit unique ne dépassant pas 50 centimes.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux journaux dont l'abonnement, souscrit pour le Pays de publication même, est transféré dans un autre Pays. En pareil cas, l'Administration du Pays de publication a toutefois la faculté de fixer à son gré les taxes à percevoir du chef de ces transferts.

###### ARTICLE 12

###### Réclamations

Les Administrations sont tenues de donner suite, sans frais pour les abonnés, à toute réclamation fondée concernant des retards ou des irrégularités quelconques survenant dans le service des abonnements.

###### ARTICLE 13

###### Responsabilité

Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité quant aux charges et obligations qui incombent aux éditeurs. Elles ne sont tenues à aucun remboursement en cas de cessation ou d'interruption de la publication d'un journal en cours d'abonnement.

#### CHAPITRE V

##### DISPOSITIONS FINALES

###### ARTICLE 14

###### Application des dispositions organiques et d'ordre général concernant l'Union postale universelle

Les dispositions de la Première partie de la Convention—dispositions organiques et d'ordre général concernant l'Union postale universelle—à l'exception de celles de l'article 7, sont applicables au présent Arrangement. Il en est de même des dispositions générales du Titre I des Dispositions concernant la poste aérienne.

###### ARTICLE 15

###### Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des congrès (articles 27 et 28 de la Convention) doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de modifications de fond aux articles 1 à 4, 6 à 10, 12, 13, 15 et 16 du présent Arrangement, ainsi que 101 à 105 et 115 de son Règlement;<sup>1</sup>
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications de fond aux articles 106, 109, 110, 113 et 114 du Règlement;

<sup>1</sup> Voir p. 267 de ce volume.

c) la majorité des suffrages, s'il s'agit:

- 1° de modifications de fond aux autres articles du présent Arrangement et de son Règlement ainsi que de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 33 de la Convention;
- 2° de modifications d'ordre rédactionnel à apporter à toutes les dispositions du présent Arrangement et de son Règlement.

#### ARTICLE 16

##### Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> avril 1959 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Canada et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

*Cet Arrangement a été signé au nom des États et territoires ci-dessous par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Convention postale universelle :*

*[Pour les noms des plénipotentiaires, voir Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 364, p. 37 à 47.]*

République populaire d'Albanie  
Allemagne  
République Argentine  
Autriche  
Belgique  
Bolivie  
République populaire de Bulgarie  
Cambodge  
Chili  
Chine  
République de Colombie  
République de Cuba  
Danemark  
République Dominicaine  
Égypte  
Espagne  
Territoires espagnols de l'Afrique  
Finlande  
France  
Algérie  
Grèce  
République d'Haïti

République du Honduras  
République populaire hongroise  
Italie  
Territoire de la Somalie sous administration italienne  
Laos  
République de Libéria  
Luxembourg  
Maroc  
Principauté de Monaco  
Nicaragua  
Norvège  
Paraguay  
Pays-Bas  
République populaire de Pologne  
Portugal  
Provinces portugaises de l'Afrique occidentale  
Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie  
République populaire roumaine  
République de Saint-Marin  
Suède  
Confédération suisse  
Thaïlande  
Tunisie  
Turquie  
République orientale de l'Uruguay  
État de la Cité du Vatican  
République de Vénézuéla  
Viêt-Nam  
République fédérative populaire de Yougoslavie



TABLE DES MATIÈRES  
DU  
RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT  
CONCERNANT  
LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX  
ET ÉCRITS PÉRIODIQUES

CHAPITRE I  
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Art.  
101. Bureaux d'échange  
102. Liste des journaux. Journaux interdits  
103. Tarif général des journaux  
104. Communications à adresser au Bureau international

CHAPITRE II  
EXÉCUTION DES DEMANDES D'ABONNEMENT

105. Listes des demandes d'abonnement  
106. Expédition des journaux  
107. Abonnements recueillis directement par les éditeurs

CHAPITRE III  
CAS SPÉCIAUX

108. Changements d'adresse  
109. Irrégularités  
110. Publication interrompue ou supprimée  
111. Abonnements aux journaux ne figurant pas dans la liste

CHAPITRE IV  
COMPTABILITÉ

112. Attribution des taxes et droits  
113. Comptes trimestriels  
114. Liquidation. Acomptes

CHAPITRE V  
DISPOSITIONS FINALES

115. Mise à exécution et durée du Règlement

ANNEXES

Formules: voir la "Liste des formules"

# RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT

## CONCERNANT

### LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES

Les soussignés, vu l'article 24 de la Convention postale universelle conclue à *Ottawa* le 3 octobre 1967, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques:

#### CHAPITRE I

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### ARTICLE 101

##### Bureaux d'échange

1. Le service des abonnements s'effectue par l'entremise de bureaux d'échange que chaque Administration postale doit désigner et notifier aux autres Administrations.
2. Ces bureaux correspondent directement entre eux pour tout ce qui concerne le service des abonnements.

##### ARTICLE 102

##### Liste des journaux. Journaux interdits

1. Les Administrations postales se communiquent réciproquement une liste des journaux dont l'abonnement peut être servi par leur intermédiaire. Cette liste doit être établie sur une formule conforme au modèle AP 1 ci-annexé et communiquée aux Administrations intéressées au plus tard un mois avant le commencement de la période à laquelle elle se rapporte.
2. Toute modification ultérieure concernant les conditions d'abonnement n'est pas valable si la communication y relative n'a pas eu lieu dans le délai prévu au § 1. Dans le cas contraire, la modification prend effet à partir du trimestre suivant.
3. Les Administrations se font connaître, en outre, les journaux frappés d'interdiction.

##### ARTICLE 103

##### Tarif général des journaux

Chaque Administration dresse, au moyen des listes fournies en exécution de l'article 102, un tarif général indiquant, par Pays, les journaux, les conditions de l'abonnement et les prix à payer par l'abonné. Ces prix, établis conformément à l'article 8 de l'Arrangement, sont énoncés dans la monnaie légale du Pays qui publie le tarif.

##### ARTICLE 104

##### Communications à adresser au Bureau international

1. Les Administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international:
  - a) la liste des Pays avec lesquels elles entretiennent un service d'abonnements aux journaux sur la base de l'Arrangement;

- b) la taxe des journaux applicable dans le service international;
  - c) le droit de commission qui est ajouté au prix de livraison, de même que le droit de changement d'adresse;
  - d) l'indication relative à l'admission des abonnements recueillis directement par les éditeurs;
  - e) leurs bureaux d'échange et les Pays pour lesquels ceux-ci interviennent;
  - f) un extrait des dispositions de leurs lois ou règlements intérieurs applicables au service des abonnements.
2. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

## CHAPITRE II

### EXÉCUTION DES DEMANDES D'ABONNEMENT

#### ARTICLE 105

##### Listes des demandes d'abonnement

1. Vers la fin de chaque trimestre, les bureaux d'échange récapitulent, sur une liste conforme au modèle AP 2 ci-annexé, les demandes d'abonnement qu'ils ont reçues de l'intérieur. Cette liste doit parvenir au bureau d'échange correspondant, suffisamment tôt pour que les abonnements puissent être servis dès la date à laquelle ils prennent cours. Les Administrations se communiquent la date jusqu'à laquelle les demandes d'abonnement doivent parvenir à leurs bureaux d'échange.
2. Les demandes qui parviennent tardivement, ou qui sont faites en dehors des périodes réglementaires de renouvellement, sont traitées de la même manière au moyen de la liste AP 2.
3. Les listes sont revêtues de numéros d'ordre dont la série se renouvelle chaque trimestre. A la suite des nouvelles demandes sont mentionnées les demandes antérieures encore valables, de manière à présenter, par journal et par destination, le nombre total des abonnements à servir.

#### ARTICLE 106

##### Expédition des journaux

1. Les journaux sont expédiés en paquets adressés, soit directement aux bureaux destinataires, soit en bloc à des bureaux intermédiaires, selon que les Administrations en conviennent. Les paquets doivent porter l'indication « Abonnements-poste ».
2. Sur entente, les journaux peuvent aussi être placés sous bandes ou enveloppes ouvertes qui doivent porter la mention « Abonnements-poste », et être adressés directement aux abonnés par les éditeurs. Dans ce cas, le bureau d'échange du Pays de destination communique les adresses des abonnés au bureau d'échange du Pays d'origine.
3. *Les Administrations d'origine peuvent exiger que ces paquets ou envois soient affranchis conformément aux dispositions de l'article 186 du Règlement d'exécution de la Convention.*

#### ARTICLE 107

##### Abonnements recueillis directement par les éditeurs

1. Les journaux dont les éditeurs ont recueilli directement les abonnements, conformément à l'article 5 de l'Arrangement, doivent être placés sous bandes ou enveloppes ouvertes portant la mention imprimée « Abonnement direct » et l'adresse du destinataire.
2. Les Administrations peuvent exiger que ces envois soient affranchis.

## CHAPITRE III

### CAS SPÉCIAUX

#### ARTICLE 108

##### Changements d'adresse

1. Lorsque l'abonné, changeant de résidence, désire que son journal soit dirigé sur un nouveau Pays, signataire ou non de l'Arrangement, ou sur un autre bureau du Pays de la destination primitive, il doit dans chaque cas adresser sa demande au bureau de la destination primitive, qui perçoit de ce chef le droit prévu à l'article 11 de l'Arrangement.

2. Ce bureau en informe directement le bureau du lieu de publication et, à l'intention du bureau de la nouvelle destination, le bureau d'échange intéressé, au moyen des parties A et B d'une formule conforme au modèle AP 9 ci-annexé.

3. Pour l'expédition directe au nouveau bureau destinataire, les journaux doivent toujours porter l'adresse personnelle du destinataire, ainsi que la mention « Abonnements-poste ». Le bureau de la destination primitive réexpédie de la même manière les numéros qui lui parviennent encore après l'expédition de la formule AP 9.

4. A l'expiration du délai de changement d'adresse prévu par l'abonné, le bureau du lieu de publication expédie de nouveau le journal au bureau du lieu de la distribution primitive.

#### ARTICLE 109

##### Irrégularités

1. Les retards, interruptions, fausses directions ou irrégularités quelconques qui se produisent dans le service des abonnements sont signalés immédiatement, soit au bureau d'échange, ou, s'il y a lieu, au bureau d'origine, soit aux Administrations centrales, lorsque celles-ci l'ont demandé.

2. S'il est constaté, à l'arrivée, des différences dans le nombre des journaux à livrer, le bureau de distribution ou le bureau d'échange notifie ces différences par un avis conforme au modèle AP 3 ci-annexé, en y joignant, autant que possible, la bande utilisée pour la transmission. Lorsqu'un abonné réclame des numéros isolés d'un journal comme ne lui étant pas parvenus, le fait est signalé au moyen d'un avis conforme au modèle AP 4 ci-annexé.

3. Il doit être donné suite sans retard aux réclamations.

#### ARTICLE 110

##### Publication interrompue ou supprimée

Lorsque la publication d'un journal est interrompue ou supprimée, les Administrations prêtent leurs bons offices à l'effet d'obtenir, autant que possible, le remboursement, aux abonnés, du prix de l'abonnement pour la période pendant laquelle le journal n'a pas été servi. Il en est de même en ce qui concerne les journaux frappés d'interdiction.

#### ARTICLE 111

##### Abonnements aux journaux ne figurant pas dans la liste

Lorsqu'il est demandé un abonnement à un journal ne figurant pas dans la liste, le bureau d'échange en cause s'adresse au bureau d'échange correspondant, en vue d'obtenir les renseignements nécessaires.

### CHAPITRE IV

### COMPTABILITÉ

#### ARTICLE 112

##### Attribution des taxes et droits

Les taxes et droits demeurent acquis intégralement à l'Administration postale qui les a perçus.

#### ARTICLE 113

##### Comptes trimestriels

1. Les comptes des abonnements sont dressés trimestriellement.

2. Dès que les commandes trimestrielles peuvent être considérées comme terminées, soit, sauf arrangement contraire, au plus tard le 20 du second mois du trimestre, chaque bureau d'échange dresse, pour le bureau étranger correspondant, un compte conforme au modèle AP 10 ci-annexé qui est accompagné, si ce bureau le désire, des listes de demandes comme pièces justificatives. Il inscrit



sur ce compte, dans l'ordre alphabétique et par périodes d'abonnement, en commençant par la durée la moins longue, tous les journaux fournis depuis l'établissement du compte précédent. En cas de besoin, il peut être établi dans le courant du troisième mois du trimestre un compte supplémentaire, qui doit toutefois être arrêté au plus tard le 15 du même mois.

3. Les abonnements demandés après l'établissement du compte trimestriel et du compte supplémentaire éventuel sont comptabilisés le trimestre suivant.

4. Les sommes dues pour la fourniture aux abonnés de numéros isolés de journaux sont, à moins d'entente contraire, comprises pour liquidation dans les comptes trimestriels.

#### ARTICLE 114

##### Liquidation. Acomptes

1. Sauf accord contraire, la créance la plus faible est convertie en monnaie de la créance la plus forte, de la manière indiquée à l'article 31 de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.<sup>1</sup>

2. Les comptes sont soldés par l'Administration débitrice en monnaie légale du Pays créancier avant l'expiration du troisième mois suivant le trimestre auquel ils se rapportent.

3. Sauf accord contraire, le paiement du solde a lieu par mandat de poste. Les mandats émis à cette fin ne sont soumis à aucun droit et leur montant peut excéder le maximum fixé par l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

4. Si les Administrations ne sont pas d'accord sur le montant de la somme à payer, la liquidation ne peut être différée que pour la partie contestée. L'Administration débitrice est tenue de notifier à l'Administration créancière les raisons de la contestation, au plus tard dans le délai prévu au § 2.

5. Au besoin, il peut être demandé des acomptes mensuels. Pour tout découvert supérieur à 30 000 francs par mois, le paiement d'un acompte, calculé de façon que le reliquat ne dépasse pas 30 000 francs, ne peut être refusé.

6. Les soldes réglés tardivement portent intérêt, à raison de 5% par an, au profit de l'Administration créancière.

#### CHAPITRE V

##### DISPOSITIONS FINALES

#### ARTICLE 115

##### Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

#### SIGNATURES

(Les mêmes qu'aux pages 264 et 265 de ce volume.)

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 365.

## LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
AP 1	Liste indiquant les prix et conditions de livraison des journaux.....	art. 102, § 1
AP 2	Liste des demandes d'abonnement aux journaux.....	art. 105, § 1
AP 3	Avis de différences dans le nombre des journaux.....	art. 109, § 2
AP 4	Réclamation concernant un journal.....	art. 109, § 2
AP 9	Changement d'adresse d'un journal.....	art. 108, § 2
AP 10	Compte trimestriel des abonnements aux journaux.....	art. 113, § 2

## ANNEXES:

FORMULES AP 1 à AP 4, AP 9 et AP 10

AP 1

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

## LISTE

indiquant les prix et conditions de livraison des journaux

Titre du journal 1	Lieu de publication 2	Périodi- cité 3	Poids moyen 4 grammes	Périodes d'abonnement 5 nombre de mois	Prix de livraison (1) 6	Observations 7

(1) En monnaie du Pays qui fournit le journal.

Abonnements, Ottawa 1957, art. 102, § 1—Dimensions: 210×297 mm





Recto  
AP 3

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

Service des postes

AVIS

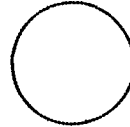
de différences dans le nombre des journaux

Observations du bureau du lieu  
de publication:

1<sup>re</sup> adresse:  
(à remplir par le bureau qui établit l'avis)

Timbre à date

- (\*) { Bureau de poste  
Bureau d'échange des journaux  
Administration centrale des postes

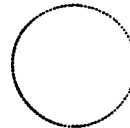


d.....

2<sup>e</sup> adresse:  
(à remplir par le bureau qui répond à l'avis)

Timbre à date

- (\*) { Bureau de poste distributeur  
Bureau d'échange des journaux



(\*) d.....

- (1) Biffer ce qui ne convient pas.  
(2) A biffer lors du renvoi.  
(\*) A remplir lors du renvoi.

Abonnements, Ottawa 1957, art. 109, § 2—Dimensions: 148×105 mm

Verso

Le bureau d..... aurait dû recevoir  
du n°..... du journal.....  
du..... 19....., publié à.....  
..... exemplaire(s).

Il en a reçu ..... (1)  
soit, en (\*) moins, .....  
trop ..... exemplaire(s).

- (\*) { Il vous prie de lui faire parvenir gratuitement, le plus tôt possible, le nombre d'exemplaires manquants,  
accompagnés du présent avis.  
Il vous renvoie ci-joint le nombre d'exemplaires en trop.

- (1) Joindre, autant que possible, la bande employée pour la transmission.  
(2) Biffer ce qui ne convient pas.

(Éventuellement)  
Nom et adresse de l'abonné:

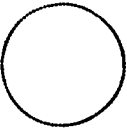
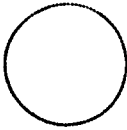
.....  
.....  
.....

....., le..... 19.....

L'agent du bureau d'échange ou de distribution:

.....

Recto

ADMINISTRATION DES POSTES d.....		AP 4
<b>RÉCLAMATION CONCERNANT UN JOURNAL</b>		
Service des postes		
Observations du bureau du lieu de publication:	1 <sup>re</sup> adresse: (à remplir par le bureau qui établit l'avis)	Timbre à date 
	(1) { Bureau de poste (2) { Bureau d'échange des journaux Administration centrale des postes d.....	
	2 <sup>e</sup> adresse: (à remplir par le bureau qui répond à l'avis)	Timbre à date 
	(1) { Bureau de poste distributeur Bureau d'échange des journaux (2) d.....	
(1) Biffer ce qui ne convient pas. (2) A biffer lors du renvoi. (*) A remplir lors du renvoi.		

Abonnements, Ottawa 1957, art. 106, § 2—Dimensions: 148X105 mm

Verso

Un abonné du bureau d..... au journal  
 ..... paraissant à.....  
 déclare n'avoir pas reçu le n°....., daté du..... 19.....

Veuillez s.v.p. faire parvenir ce numéro, gratuitement, accompagné de la présente carte et le plus tôt possible (1) au bureau précité  
à l'abonné (2)

(1) Biffer ce qui ne convient pas.

(*) (Éventuellement) Nom et adresse de l'abonné: ..... ..... .....	....., le..... 19.....  L'agent du bureau d'échange ou de distribution: .....
--	--

Recto

AP 9

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

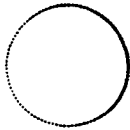
**CHANGEMENT D'ADRESSE D'UN JOURNAL**

Partie A

**Service des postes**

Observations du bureau  
du lieu de publication:

Timbre du bureau desti-  
nataire primitif



Bureau de poste

d.....

(Bureau du lieu de publication)

Abonnements, Ottawa 1957, art. 108, § 2 — Dimensions: 148×105 mm

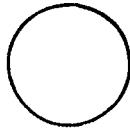
ADMINISTRATION DES POSTES d.....

**CHANGEMENT D'ADRESSE D'UN JOURNAL**

Partie B

**Service des postes**

Timbre du bureau desti-  
nataire primitif



Bureau d'échange des journaux

d.....



AP 9 (Verso)

**Partie A**

Nous vous informons, pour la suite utile,

qu'à partir du..... 19..... et jusqu'au..... 19.....,  
 .....exemplaire... du journal.....,  
 publié à..... (abonnement... expirant le..... 19.....),  
 pour.....  
 (Nom de l'abonné)

Adresse actuelle } .....  
 (Rue et numéro)  
 } .....  
 (Lieu et Pays de destination)

(<sup>1</sup>)  devra être expédié... à l'adresse suivante:  
 devront

Nouvelle adresse } .....  
 (Rue et numéro)  
 } .....  
 (Lieu et Pays de la nouvelle destination)

Désignation exacte du bureau destinataire  
 primitif:

....., le..... 19.....

(<sup>1</sup>) Biffer ce qui ne convient pas.

**Partie B**

Nous informons ce jour le bureau du lieu de publication

qu'à partir du..... 19..... et jusqu'au..... 19.....,  
 .....exemplaire... du journal.....,  
 publié à..... (abonnement... expirant le..... 19.....),  
 pour.....  
 (Nom de l'abonné)

Adresse actuelle } .....  
 (Rue et numéro)  
 } .....  
 (Lieu et Pays de destination)

(<sup>1</sup>)  devra porter l'adresse suivante:  
 devront

Nouvelle adresse } .....  
 (Rue et numéro)  
 } .....  
 (Lieu et Pays de la nouvelle destination)

Désignation exacte du bureau destinataire  
 primitif:

....., le..... 19.....

(<sup>1</sup>) Biffer ce qui ne convient pas.



[TRANSLATION — TRADUCTION]

**UNIVERSAL POSTAL UNION**  
**ACTS OF THE CONGRESS OF OTTAWA, 1957**

---

**IX**

No. 5219. AGREEMENT CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO  
NEWSPAPERS AND PERIODICALS. SIGNED AT OTTA-  
WA, ON 3 OCTOBER 1957



TABLE OF CONTENTS  
OF THE AGREEMENT CONCERNING SUBSCRIPTIONS  
TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS

CHAPTER I

PRELIMINARY CLAUSES

*Art.*

1. Subject of the Agreement.

CHAPTER II

SUBSCRIPTION

2. Subscriptions.
3. Periods of subscription. Subscriptions taken out after the fixed date.
4. Continuation of subscriptions in the event of cessation of service.
5. Subscriptions obtained direct by publishers.

CHAPTER III

RATES AND CHARGES

6. Newspaper charges.
7. Delivery charges.
8. Subscription charge.
9. Changes in rates.
10. Printed matter enclosed in newspapers.

CHAPTER IV

MISCELLANEOUS PROVISIONS

11. Changes of address.
12. Complaints.
13. Responsibility.

CHAPTER V

FINAL PROVISIONS

14. Application of the constitutional and general provisions of the Universal Postal Union.
15. Approval of proposals made in the interval between Congresses.
16. Entry into force and duration of the Agreement.

## AGREEMENT<sup>1</sup> CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS

### CONCLUDED BETWEEN

THE PEOPLE'S REPUBLIC OF ALBANIA, GERMANY, THE ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, BOLIVIA, THE PEOPLE'S REPUBLIC OF BULGARIA, CAMBODIA, CHILE, CHINA, THE REPUBLIC OF COLOMBIA, THE REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, THE DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, SPAIN, THE SPANISH TERRITORIES IN AFRICA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, GREECE, THE REPUBLIC OF HAITI, THE REPUBLIC OF HONDURAS, THE HUNGARIAN PEOPLE'S REPUBLIC, ITALY, THE TERRITORY OF SOMALIA UNDER ITALIAN ADMINISTRATION, LAOS, THE REPUBLIC OF LIBERIA, LUXEMBOURG, MOROCCO, THE PRINCIPALITY OF MONACO, NICARAGUA, NORWAY, PARAGUAY, THE NETHERLANDS, THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC, PORTUGAL, THE PORTUGUESE PROVINCES IN WEST AFRICA, THE PORTUGUESE PROVINCES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, THE ROMANIAN PEOPLE'S REPUBLIC, THE REPUBLIC OF SAN MARINO, SWEDEN, THE SWISS CONFEDERATION, THAILAND, TUNISIA, TURKEY, THE EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, THE REPUBLIC OF VENEZUELA, VIET-NAM, YEMEN, THE FEDERAL PEOPLE'S REPUBLIC OF YUGOSLAVIA.

Having regard to article 22 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on 3 October 1957,<sup>2</sup> the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the above-mentioned countries, have, by common consent and subject to ratification, drawn up the following Agreement :

#### CHAPTER I

#### PRELIMINARY CLAUSES

##### *Article 1*

#### SUBJECT OF THE AGREEMENT

1. The service of subscriptions to newspapers through the post between those of the contracting countries whose Administrations undertake to establish this service is governed by the terms of the present Agreement.

<sup>1</sup> Came into force on 1 April 1959, in accordance with article 16. The instruments of ratification or accession (a) were deposited with the Canadian Government on the dates indicated :

Argentina (with reservations ; see p. 48)	15 April	1959	Morocco . . . . .	9 July	1959
Austria . . . . .	4 May	1959	Netherlands . . . . .	27 August	1959
Belgium . . . . .	5 March	1959	(Including Netherlands New Guinea.)		
Bulgaria . . . . .	13 May	1959	Norway . . . . .	19 August	1958
Cambodia . . . . .	12 January	1960	San Marino . . . . .	27 July	1959
Republic of China . . . . .	6 October	1959	Spain . . . . .	29 July	1959
Denmark . . . . .	13 August	1958	(Including the Spanish territories of Africa.)		
Finland . . . . .	6 March	1959	Sweden . . . . .	2 May	1958
France . . . . .	8 May	1959	Switzerland . . . . .	14 November	1958
(Including Algeria.)			Tunisia . . . . .	24 March	1959
Greece . . . . .	2 October	1959	United Arab Republic		
Hungary . . . . .	5 April	1960	(Egyptian Province)	15 January	1959
Italy . . . . .	9 June	1960	Vatican City State . . . . .	13 April	1960
Luxembourg . . . . .	13 January	1960	Yemen . . . . .	3 April	1959 (a)
Monaco . . . . .	2 September	1959			

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, Vol. 364, p. 3.

2. Periodicals are assimilated to newspapers.

## CHAPTER II

## SUBSCRIPTION

*Article 2*

## SUBSCRIPTIONS

1. The post offices of each country accept from the public subscriptions to newspapers published in the various contracting countries if the publishers have agreed to accept the intervention of the post office in the international subscription service.

2. They may also accept subscriptions to newspapers of all other countries in the event of the postal Administrations being in a position to supply them.

3. By virtue of the provisions of article 60 of the Convention, each country has the right to refuse to accept subscriptions to newspapers the transport or distribution of which is prohibited in its territory.

*Article 3*

## PERIODS OF SUBSCRIPTION. SUBSCRIPTIONS TAKEN OUT AFTER THE FIXED DATE

1. Subscriptions may be taken out only for periods of one year, six months or three months. They begin to run :

—for one year, on 1 January ;

—for six months, on 1 January and 1 July ;

—for three months, on 1 January, 1 April, 1 July and 1 October.

2. Exceptions to this rule are allowed in respect of intermittent or temporary publications.

3. The Administrations may also agree to accept subscriptions for one or two months of a given quarter, and subscriptions covering the period still to run until renewal of three-monthly, six-monthly or annual subscriptions.

4. Subscribers who do not send in their applications at the right time are not entitled to the numbers which have appeared since the beginning of the subscription period. Nevertheless, the Administrations may assist subscribers in obtaining those numbers if possible.

*Article 4*

## CONTINUATION OF SUBSCRIPTIONS IN THE EVENT OF CESSATION OF SERVICE

If a country ceases to adhere to the Agreement, current subscriptions must be continued under the conditions laid down until the expiry of the period for which they were taken out.

*Article 5*

## SUBSCRIPTIONS OBTAINED DIRECT BY PUBLISHERS

Postal Administrations may impose newspaper fees in accordance with article 6 on publications which the publishers have undertaken to supply, not on the basis of postal subscriptions, but under delivery contracts and direct subscriptions.

## CHAPTER III

## RATES AND CHARGES

*Article 6*

## NEWSPAPER CHARGES

1. For newspapers consigned abroad, the Administrations fix a special charge amounting to between 40 and 100 per cent of the ordinary printed-matter rate.
2. Each Administration has the option of fixing, within the fifty-gramme weight steps prescribed for printed papers, such intermediate weight steps as it may need to adapt the international rate to the method of calculating newspaper rates applied in its internal service.

*Article 7*

## DELIVERY CHARGES

1. Each Administration publishes the rates at which it supplies newspapers to other Administrations, based on the delivery charge set by the publishers and including transportation charges.
2. The delivery charges for airmail subscriptions may be published in a like manner.

*Article 8*

## SUBSCRIPTION CHARGE

1. The Administration of destination converts the delivery charge into the currency of its own country, at an agreed average rate or at the rate applicable to postal money orders.
2. The Administration of destination fixes the charge to be paid by the subscriber by adding to the delivery charge such commission as it thinks fit, provided however that such commission may not exceed that charged on subscriptions in its internal service. Any stamp duty payable under the internal legislation of the country is also added.
3. The subscription charge is payable at the time of subscription in respect of the whole subscription period.

*Article 9*

## CHANGES IN RATES

In order to be taken into account, changes in rates must be notified to the central Administration of the country of destination or to an office specially appointed for the



purpose one month, at the latest, before the beginning of the period to which they apply. They do not affect current subscriptions.

*Article 10*

PRINTED MATTER ENCLOSED IN NEWSPAPERS

Current price lists, prospectuses, advertisements, etc., enclosed in a newspaper, but not forming an integral part thereof, are charged at the printed-matter rate. This charge may, at the discretion of the Administration of origin, be debited to an account, or prepaid, either on the wrapper, the envelope or the printed matter itself, by means of one of the franking methods laid down in the Convention.

CHAPTER IV

MISCELLANEOUS PROVISIONS

*Article 11*

CHANGES OF ADDRESS

1. Subscribers who remove to another place of residence may, for a period not exceeding the period of subscription, have a newspaper sent direct to their new address, either in the country of original destination or in another contracting country, including that of publication, or in a non-contracting country.

2. The Administration of original destination collects from the subscriber on this account a single charge of not more than 50 centimes.

3. The above provisions also apply to newspapers the subscription to which, having been taken out for the country of publication itself, is transferred to another country. In such cases, however, the Administration of the country of publication is entitled to fix the charges payable in respect of such transfers at its own discretion.

*Article 12*

COMPLAINTS

The Administrations are required to follow up without charge to the subscribers any well-founded complaint of delay or irregularity of any sort in the subscription service.

*Article 13*

RESPONSIBILITY

Postal Administrations do not accept any responsibility in respect of liabilities or obligations proper to the publishers. They are not obliged to make any repayment where a newspaper ceases to appear or is suspended during the period of subscription.

## CHAPTER V

## FINAL PROVISIONS

*Article 14*

## APPLICATION OF THE CONSTITUTIONAL AND GENERAL PROVISIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION

The provisions of Part I of the Convention—Constitutional and General Provisions of the Universal Postal Union—are applicable to the present Agreement, with the exception of those of article 7. This also applies in the case of the general provisions of Section I of the Provisions concerning Air Mail.

*Article 15*

## APPROVAL OF PROPOSALS MADE IN THE INTERVAL BETWEEN CONGRESSES

To become effective, proposals made in the intervals between Congresses (articles 27 and 28 of the Convention) must obtain :

- (a) A unanimous vote, if they involve the addition of new provisions or amendments of substance to the provisions of articles 1 to 4, 6 to 10, 12, 13, 15 and 16 of the present Agreement, or 101 to 105 and 115 of the Detailed Regulations ;<sup>1</sup>
- (b) Two-thirds of the votes, if they involve amendments of substance to articles 106, 109, 110, 113 and 114 of the Detailed Regulations ;
- (c) A majority of the votes, if they involve :
  1. Amendments of substance to the other articles of the present Agreement and its Detailed Regulations, or affect the interpretation of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a disagreement to be submitted to arbitration as provided for in article 33 of the Convention ;
  2. Drafting changes to be made in any of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations.

*Article 16*

## ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT

The present Agreement shall come into force on 1 April 1959 and shall remain in operation for an indefinite period.

IN FAITH WHEREOF the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Agreement in a single copy, which shall lie in the archives of the Government of Belgium and of which a copy shall be delivered to each Party.

DONE at Ottawa, the 3rd day of October 1957.

<sup>1</sup> See p. 291 of this volume.

*This Agreement was signed on behalf of the States and territories listed below by the same plenipotentiaries who signed the Universal Postal Convention :*

*[For the names of the plenipotentiaries, see United Nations, Treaty Series, Vol. 364, pp. 197 to 207.]*

People's Republic of Albania  
Germany  
Argentine Republic  
Austria  
Belgium  
Bolivia  
People's Republic of Bulgaria  
Cambodia  
Chile  
China  
Republic of Colombia  
Republic of Cuba  
Denmark  
Dominican Republic  
Egypt  
Spain  
Spanish Territories in Africa  
Finland  
France  
Algeria  
Greece  
Republic of Haiti  
Republic of Honduras  
Hungarian People's Republic  
Italy  
Territory of Somalia under Italian Administration  
Laos  
Republic of Liberia  
Luxembourg  
Morocco  
Principality of Monaco  
Nicaragua  
Norway  
Paraguay  
Netherlands  
People's Republic of Poland  
Portugal  
Portuguese Provinces in West Africa  
Portuguese Provinces in East Africa, Asia and Oceania  
Roumanian People's Republic  
Republic of San Marino  
Sweden  
Swiss Confederation

Thailand  
Tunisia  
Turkey  
Eastern Republic of Uruguay  
State of the City of the Vatican  
Republic of Venezuela  
Viet-Nam  
Federal People's Republic of Yugoslavia

TABLE OF CONTENTS  
OF THE DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT  
CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS

## CHAPTER I

## GENERAL PROVISIONS

*Art.*

101. Offices of exchange.
102. List of newspapers. Prohibited newspapers.
103. General newspaper tariff.
104. Communications to be addressed to the International Bureau.

## CHAPTER II

## ARRANGEMENTS FOR DEALING WITH APPLICATIONS FOR SUBSCRIPTIONS

105. List of applications for subscriptions.
106. Despatch of newspapers.
107. Subscriptions obtained direct by publishers.

## CHAPTER III

## SPECIAL CASES

108. Change of address.
109. Irregularities.
110. Interruption or cessation of publication.
111. Subscriptions to newspapers not appearing on the list.

## CHAPTER IV

## ACCOUNTING

112. Allocation of fees and charges.
113. Quarterly accounts.
114. Settlement. Payments on account.

## CHAPTER V

## FINAL PROVISIONS

115. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

*ANNEXES*

Forms : see "List of forms".

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT  
CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS

Having regard to article 24 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on 3 October 1957, the undersigned, on behalf of their respective Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning subscriptions to newspapers and periodicals is implemented :

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

*Article 101*

OFFICES OF EXCHANGE

1. The subscription service is carried out through the offices of exchange appointed by each Administration and notified by it to the other Administrations.
2. These offices correspond directly with each other in all matters relating to the subscription service.

*Article 102*

LIST OF NEWSPAPERS. PROHIBITED NEWSPAPERS

1. Postal Administrations communicate to each other a list of newspapers for which subscriptions may be received through them. This list must be made out on a form in conformity with model AP I annexed hereto to be communicated to the Administrations concerned not later than one month before the beginning of the period to which it applies.
2. Any corrections which have subsequently to be made in the list concerning conditions of subscription are not valid if they are not communicated within the time-limit prescribed in paragraph 1. Otherwise they become effective as from the beginning of the following quarter.
3. Administrations also inform each other of the names of prohibited newspapers.

*Article 103*

GENERAL NEWSPAPER TARIFF

Each Administration prepares, on the basis of the lists provided in accordance with article 102, a general tariff showing for each country the newspapers, the conditions of subscription and the rate to be paid by the subscriber. These charges, which are calculated in accordance with article 8 of the Agreement, are given in the legal currency of the country which publishes the tariff.

*Article 104*

COMMUNICATIONS TO BE ADDRESSED TO THE INTERNATIONAL BUREAU

1. At least three months before putting the Agreement into force, Administrations shall communicate to the other Administrations through the International Bureau :

- (a) A list of countries with which they maintain a newspaper subscription service on the basis of the Agreement ;
  - (b) The newspaper rates applicable in the international service ;
  - (c) The commission which is added to the delivery charge, and the charge for change of address ;
  - (d) A statement concerning acceptance of subscriptions obtained direct by the publishers ;
  - (e) Their offices of exchange and the countries for which they act ;
  - (f) An extract from the provisions of their internal laws or regulations which apply to the subscription service.
2. Any subsequent modification should be notified without delay.

## CHAPTER II

## ARRANGEMENTS FOR DEALING WITH APPLICATIONS FOR SUBSCRIPTIONS

*Article 105*

## LIST OF APPLICATIONS FOR SUBSCRIPTIONS

1. Towards the end of each quarter, the offices of exchange summarize, on a list in conformity with model AP 2 attached hereto, the applications for subscriptions which they have received from subscribers in their respective countries. This list must reach the corresponding office of exchange sufficiently early for that office to be able to arrange for the subscriptions to begin on the date from which they run. The Administrations notify each other of the date by which applications for subscriptions must reach their offices of exchange.

2. Applications received late or made outside the ordinary times for renewal are dealt with in the same way by means of a list AP 2.

3. These lists are given serial numbers, the series of which is renewed each quarter. The new applications are listed first, and previous still valid applications second, so as to show, for each newspaper and destination, the total number of subscription to be supplied.

*Article 106*

## DESPATCH OF NEWSPAPERS

1. Newspapers are despatched in packets addressed either directly to the office of destination or *en bloc* to intermediate offices as may be agreed between the Administrations concerned. The packets must bear the words "*Abonnements-poste*".

2. Upon agreement, newspapers may also be enclosed in wrappers or in open envelopes which must bear the words "*Abonnements-poste*" and addressed by the publishers direct to the subscribers. In such cases, the exchange office of the country of destination supplies the addresses of the subscribers to the office of exchange in the country of origin.

3. The Administrations of origin may require these packets or items to be prepaid in accordance with the provisions of article 186 of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

*Article 107*

## SUBSCRIPTIONS OBTAINED DIRECT BY PUBLISHERS

1. Newspapers the publishers of which have obtained subscriptions direct in accordance with article 5 of the Agreement, shall be enclosed in wrappers or open envelopes bearing the printed words "*Abonnement direct*" and the receiver's address.
2. The Administrations may require such items to be prepaid.

## CHAPTER III

## SPECIAL CASES

*Article 108*

## CHANGE OF ADDRESS

1. If a subscriber on changing his residence desires his newspaper to be redirected to another country, whether signatory to the Agreement or not, or to another office in the original country of destination, he must in all cases apply to the original office of destination which then levies the charge provided for in article 11 of the Agreement.
2. The last-named office informs the office at the place of publication and, through the exchange office concerned, the office at the new place of destination, by means of parts A and B of a form in accordance with model AP 9 annexed hereto.
3. For despatch direct to the office at the new place of destination, newspapers must in all cases bear the personal address of the receiver and the words "*Abonnements-poste*". The office at the original place of destination must similarly redirect numbers which reach it after form AP 9 has been sent.
4. On the expiry of the period of change of address notified by the subscriber, the office of the place of publication resumes the despatch of the newspaper to the office at the original place of distribution.

*Article 109*

## IRREGULARITIES

1. Delays, suspensions, misdirections or irregularities of any kind occurring in the subscription service are notified at once either to the office of exchange or if necessary to the office of origin or to the central Administrations, when these wish to be notified.
2. Should any differences in the number of newspapers to be delivered be noted on arrival, the office of distribution or the office of exchange notifies these differences by a notice in accordance with the annexed model AP 3 and, whenever possible, attaches the wrapper used for transmission. When a subscriber claims single numbers of a newspaper which have not reached him, the case is reported by a notice in accordance with the annexed model AP 4.
3. Complaints must be enquired into without delay.



*Article 110*

## INTERRUPTION OR CESSATION OF PUBLICATION

Where publication of a newspaper is suspended or discontinued, the Administrations concerned do their best to obtain, as far as possible, repayment to subscribers of the cost of the subscription for the period for which the newspaper was not supplied. The same applies to prohibited newspapers.

*Article 111*

## SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS NOT APPEARING ON THE LIST

If an application is received to subscribe to a newspaper which does not appear on the list, the office of exchange concerned shall refer it to the corresponding office of exchange in order to obtain the necessary particulars.

## CHAPTER IV

## ACCOUNTING

*Article 112*

## ALLOCATION OF FEES AND CHARGES

Each postal Administration retains the whole of the fees and charges it has levied.

*Article 113*

## QUARTERLY ACCOUNTS

1. Accounts in respect of subscription copies are prepared quarterly.
2. As soon as applications for quarterly subscriptions can be considered closed, or, in the absence of any agreement to the contrary, at the latest on the twentieth day of the second month of the quarter, each office of exchange prepares for the corresponding office abroad an account in accordance with model AP 10 annexed hereto, accompanied, if the latter office so desires, by lists of applications to serve as vouchers. It enters on this account in alphabetical order and according to the subscription period, beginning with the shortest period, all the newspapers supplied since the preparation of the last account. If necessary, a supplementary account may be prepared during the third month of the quarter, but in any case not later than the fifteenth of the month.
3. Applications to become a subscriber made after the preparation of the quarterly account or of the supplementary account, if any, are debited to the account for the following quarter.
4. Unless other arrangements are made, any payments due for the supply to the subscribers of single copies of newspapers are included for accounting purposes in the quarterly account.

*Article 114*

## SETTLEMENT. PAYMENTS ON ACCOUNT

1. In the absence of any agreement to the contrary, the amount of the smaller credit is converted into the currency of the country having the larger credit, in the manner indicated in article 31 of the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques.<sup>1</sup>

2. The accounts are liquidated by the debtor Administration in the legal currency of the creditor country before the end of the third month following the quarter to which they relate.

3. In the absence of any agreement to the contrary, payment of the balance is effected by money order. Money orders issued for this purpose are not subject to any charges and may exceed in amount the maximum laid down by the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques.

4. If the Administrations cannot agree on the sum to be paid, settlement may be deferred in respect of the contested part only. The debtor Administration is bound to notify the creditor Administration, at the latest within the period stated in § 2, of the reasons for the contestation.

5. If necessary, monthly payments on account may be required. Where more than 30,000 francs are owed in any month, payment on account of a sum which will leave a balance not exceeding 30,000 francs may not be refused.

6. Interest at the rate of 5 per cent per annum is payable to the creditor Administration in respect of balances not cleared within the prescribed time-limits.

## CHAPTER V

## FINAL PROVISIONS

*Article 115*

## ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning subscriptions to newspapers and periodicals comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement unless renewed by common consent between the Contracting Parties.

DONE at Ottawa, the 3rd day of October 1957.

## SIGNATURES

*(The same as on pages 289 and 290 of this volume.)*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, Vol. 365.

## LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of the form 2	References 3
AP 1	List with particulars as to cost and conditions of delivery of newspapers . . . . .	art. 102, § 1
AP 2	List of applications for subscriptions to newspapers . . . . .	art. 105, § 1
AP 3	Notice of differences in the number of newspapers . . . . .	art. 109, § 2
AP 4	Complaint concerning a newspaper . . . . .	art. 109, § 2
AP 9	Change of address of a newspaper . . . . .	art. 108, § 2
AP 10	Quarterly account of subscriptions to newspapers . . . . .	art. 113, § 2

## ANNEXES :

FORMS AP 1 to AP 4, AP 9 and AP 10

AP 1

POSTAL ADMINISTRATION of .....

LIST

with particulars as to cost and conditions of delivery of newspapers

1 Title of newspaper	2 Place of publication	3 How often appearing	4 Average weight (in grammes)	5 Period of subscription (number of months)	6 Delivery charge <sup>(1)</sup>	7 Remarks

<sup>(1)</sup> In the currency of the country which supplies the newspapers.



AP 2 (Back)

Title of newspaper	1	Place of publication	2	How often appearing	3	Date from which the subscription runs	4	Duration (in months)	5	Office of destination (or of entry)	6	7	8	9	10	11	12	13
Number of subscriptions to a particular newspaper previously supplied and applied for by a particular office of exchange brought forward	Total per office (cols. 7 and 8)	Number of previous applications brought forward	Number of subscriptions asked for	Number of subscriptions applied for	Number of subscriptions applied for	Number of subscriptions applied for	Number of subscriptions applied for	Number of subscriptions applied for	Number of subscriptions applied for	Number of subscriptions applied for	Number of subscriptions applied for	Number of subscriptions applied for	Number of subscriptions applied for	Number of subscriptions applied for	Number of subscriptions applied for	Number of subscriptions applied for	Number of subscriptions applied for	Number of subscriptions applied for
																		13

....., the ..... 19.....  
 Signature : .....

(1) To be filled up only in the event of alteration in the charge.

Front  
AP 3

POSTAL ADMINISTRATION of .....

Postal service

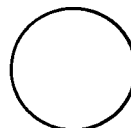
NOTICE  
of differences in the number of newspapers

Remarks of the office at the  
place of publication :

1st address :  
(to be filled in by the office preparing the notice)

Date stamp

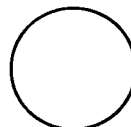
(<sup>2</sup>) { (<sup>1</sup>) { Post Office  
Newspaper exchange office  
Central postal Administration  
of .....



2nd address :  
(to be filled in by the office replying to the notice)

Date stamp

(<sup>1</sup>) { Post Office of distribution  
Newspaper exchange office  
(<sup>2</sup>) of .....



(<sup>1</sup>) Strike out whichever does not apply.  
(<sup>2</sup>) Strike out when the notice is returned.  
(\*) To be filled in when the notice is returned.

(Subscriptions, Ottawa 1957, art. 109, § 9—Size : 148 × 105 mm)

AP 3 (Back)

The office of ..... should have received  
of No. .... of the newspaper .....  
of ..... 19..... published at .....  
..... copies.

It actually received ..... (1)

i.e. .... copy(ies)  $\frac{\text{more}}{\text{less}}$  (2)

(2) { Kindly sent the number of missing copies to it free of charge as soon as possible, together  
with this notice.  
The number of copies in excess are returned to you herewith.

(1) Whenever possible, attach the wrapper used for transmission.

(2) Strike out the words which do not apply.

(If necessary)	....., the ..... 19.....
Subscriber's name and address :	Official of the office of exchange or of distribution :
.....	.....



Front

AP 4									
POSTAL ADMINISTRATION of .....									
COMPLAINT CONCERNING A NEWSPAPER									
Postal service									
Remarks of the office at the place of publication :	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 70%; padding: 5px;">           1st address :            (to be filled in by the office preparing the notice)         </td> <td style="width: 30%; text-align: right; padding: 5px;">Date stamp</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center; padding: 10px;"> <div style="display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> <div style="font-size: 2em; margin-right: 5px;">{</div> <div style="display: flex; flex-direction: column; align-items: center;"> <div style="margin-bottom: 5px;">(1) {</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Post Office</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Newspaper exchange office</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Central postal Administration</div> </div> <div style="margin-left: 5px;">}</div> </div> <p style="margin-top: 10px;">of .....</p> </td> <td style="text-align: center; vertical-align: middle;"> </td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">           2nd address            (to be filled in by the office replying to the notice)         </td> <td style="text-align: right; padding: 5px;">Date stamp</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center; padding: 10px;"> <div style="display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> <div style="font-size: 2em; margin-right: 5px;">{</div> <div style="display: flex; flex-direction: column; align-items: center;"> <div style="margin-bottom: 5px;">(1) {</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Post office of distribution</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Newspaper exchange office</div> </div> <div style="margin-left: 5px;">}</div> </div> <p style="margin-top: 10px;">(2) of .....</p> </td> <td style="text-align: center; vertical-align: middle;"> </td> </tr> </table>	1st address : (to be filled in by the office preparing the notice)	Date stamp	<div style="display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> <div style="font-size: 2em; margin-right: 5px;">{</div> <div style="display: flex; flex-direction: column; align-items: center;"> <div style="margin-bottom: 5px;">(1) {</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Post Office</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Newspaper exchange office</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Central postal Administration</div> </div> <div style="margin-left: 5px;">}</div> </div> <p style="margin-top: 10px;">of .....</p>		2nd address (to be filled in by the office replying to the notice)	Date stamp	<div style="display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> <div style="font-size: 2em; margin-right: 5px;">{</div> <div style="display: flex; flex-direction: column; align-items: center;"> <div style="margin-bottom: 5px;">(1) {</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Post office of distribution</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Newspaper exchange office</div> </div> <div style="margin-left: 5px;">}</div> </div> <p style="margin-top: 10px;">(2) of .....</p>	
1st address : (to be filled in by the office preparing the notice)	Date stamp								
<div style="display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> <div style="font-size: 2em; margin-right: 5px;">{</div> <div style="display: flex; flex-direction: column; align-items: center;"> <div style="margin-bottom: 5px;">(1) {</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Post Office</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Newspaper exchange office</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Central postal Administration</div> </div> <div style="margin-left: 5px;">}</div> </div> <p style="margin-top: 10px;">of .....</p>									
2nd address (to be filled in by the office replying to the notice)	Date stamp								
<div style="display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> <div style="font-size: 2em; margin-right: 5px;">{</div> <div style="display: flex; flex-direction: column; align-items: center;"> <div style="margin-bottom: 5px;">(1) {</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Post office of distribution</div> <div style="margin-bottom: 5px;">Newspaper exchange office</div> </div> <div style="margin-left: 5px;">}</div> </div> <p style="margin-top: 10px;">(2) of .....</p>									

(1) Strike out whichever does not apply.  
 (2) Strike out when the notice is returned.  
 (3) To be filled in when the notice is returned.

(Subscriptions, Ottawa 1957, art. 109, § 2—Size : 148 × 105 mm)

AP 4 (Back)

A subscriber of the office of ..... to the newspaper  
..... published at .....,  
states that he has not received No. .... of ..... 19.....

Kindly send this number as soon as possible, free of charge, together with this card,  
to the above-mentioned office<sup>(1)</sup>  
subscriber<sup>(2)</sup>

(1) Strike out whichever does not apply.

<p>(<sup>2</sup>) (If necessary) Subscriber's name and address : ..... ..... .....</p>	<p>....., the ..... 19.....  Official of the office of exchange or of distribution .....</p>
--	--

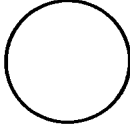
Front

AP 9

POSTAL ADMINISTRATION of .....

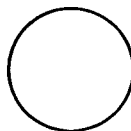
CHANGE OF ADDRESS OF A NEWSPAPER

Part A

<p>Postal service</p> <p>_____</p> <p>Remarks of the office at the place of publication :</p>	<p>Stamp of the original office of destination</p> <div style="text-align: center; margin: 20px 0;"></div> <p>Post office</p> <p>of _____</p> <p style="text-align: center;">(Office at the place of publication)</p>
---	--

(Subscriptions, Ottawa 1957, art. 108, § 2—Size : 148 × 105 mm)

AP 9 (Front) (continued)

POSTAL ADMINISTRATION of .....	
CHANGE OF ADDRESS OF A NEWSPAPER	
Part B	
Postal service	Stamp of the original office of destination
	
	Newspaper exchange office
	of .....

AP 9 (Back)

Part A

We hereby inform you, for appropriate action,

that as from ..... 19..... and until ..... 19.....,

..... copy(ies) of the newspaper .....

published at ..... (subscription ..... terminating on ..... 19.....),

for Mr. ....

(Name of the subscriber)

Present address {

.....  
(Street and number)

.....  
(Place of country of destination)

should be despatched to the following address :

New address {

.....  
(Street and number)

.....  
(New place and country of destination)

Exact name of the original office  
of destination :

.....

....., the ..... 19.....

AP 9 (Back) (continued)

Part B

We hereby inform the office at the place of publication

that as from ..... 19..... and until ..... 19.....,
..... copy(ies) of the newspaper .....
published at ..... (subscription ..... terminating on ..... 19.....),
for Mr. ....
(Name of the subscriber)

Present address { ..... (Street and number)
..... (Place and country of destination)

should be addressed as follows :

New address { ..... (Street and number)
..... (New place and country of destination)

Exact name of the original office
of destination :

....., the ..... 19.....

